

MICHEL BONNEAU

LE FAIT TOURISTIQUE
DANS LA FRANCE DE L'OUEST :
CONTRIBUTION A UNE RECHERCHE
SUR LE TOURISME RURAL

TOME III

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE RENNES II

— LE 20 DECEMBRE 1978 —

SERVICE DE REPRODUCTION DES THESES
UNIVERSITE DE LILLE III

- 1981 -

MICHEL BONNEAU

LE FAIT TOURISTIQUE
DANS LA FRANCE DE L'OUEST :
CONTRIBUTION A UNE RECHERCHE
SUR LE TOURISME RURAL

TOME III

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE RENNES II

— LE 20 DECEMBRE 1978 —

SERVICE DE REPRODUCTION DES THESES
UNIVERSITE DE LILLE III

- 1981 -

MICHEL BONNEAU

LE FAIT TOURISTIQUE
DANS LA FRANCE DE L'OUEST :
CONTRIBUTION A UNE RECHERCHE
SUR LE TOURISME RURAL



LIVRE V

Insertion du tourisme et espaces ruraux

INTRODUCTION

L'insertion du tourisme dans le milieu rural dépend de facteurs multiples. Certains tiennent aux caractères mêmes de l'espace rural : attraits naturels et humains, types d'agriculture, dispositions vis à vis de l'accueil des estivants (mentalités, infrastructures...), situation géographique par rapport aux grands centres urbains et aux axes fréquentés. D'autres sont liés à l'action diffuse, spontanée ou concertée des hommes, des collectivités locales, des associations, issue du milieu rural ou étrangère à ce même milieu.

D'autres enfin tiennent au caractère du tourisme lui-même, à son ancienneté, à ses composantes, à l'intensité de la pression. En dehors des campagnes péri-urbaines où se développe une récréation apparentée au loisir exclue de notre étude, la pression touristique sur l'espace rural dépend largement de la plus ou moins grande proximité de ce dernier de la mer et du type de tourisme balnéaire rencontré. Un premier clivage régional nous conduit à distinguer les espaces intérieurs où le tourisme n'est lié qu'aux seules potentialités du milieu rural, des espaces littoraux et sublittoraux où des formes d'association et de complémentarité peuvent se développer entre la campagne et la mer. Un second, mis également en évidence au livre III, tient au découpage de l'Ouest en trois grands blocs géographiques : marges armoricaines, bocage et marches bretonnes, Basse-Bretagne. Dans les deux premiers ensembles et en Basse-Bretagne intérieure peu ouverts sur la mer, le tourisme est voulu, souhaité par les populations permanentes qui voient en lui le moyen de développer leur milieu alors que dans la frange littorale, il est davantage craint et suscite des intérêts contradictoires. Son ampleur fait que des secteurs entiers de la population (commerçants, artisans, propriétaires fonciers...) en vivent alors que

d'autres subissent plutôt les perturbations profondes qu'il engendre.

Le tourisme est donc partie prenante de la politique d'aménagement rural puisqu'il s'agit soit de le développer soit de le contrôler. Dès lors, le plan de notre dernier livre est clair. Nous examinerons d'abord les problèmes posés par la définition des niveaux régionaux au sein desquels il est possible de saisir l'insertion du tourisme, pour ensuite étudier les trois types d'espaces ruraux inégalement organisés par celui-ci. Comme il n'était pas dans nos intentions ni dans nos moyens de procéder à une analyse régionale exhaustive, nous les illustrerons par des exemples aussi variés que possible, en leur donnant une place inégale dans notre démonstration. Notre thèse qui vise surtout à dégager les modes et difficultés d'insertion du tourisme en milieu rural, nous conduit, sans négliger les autres aspects de la question, à privilégier les espaces ruraux intérieurs au détriment de ceux où ces problèmes ne se posent pas dans les mêmes termes.

CHAPITRE A

TOURISME RURAL ET NIVEAUX REGIONAUX D'AMENAGEMENT DANS L'OUEST

Nos analyses précédentes ont démontré que la mise en place d'équipements et d'hébergements, leur diffusion et leur insertion dans le milieu rural sont fréquemment des oeuvres volontaires plus ou moins imposées au début à un milieu sceptique et réticent. En dehors des zones rurales péri-urbaines, des espaces ruraux littoraux et sublittoraux et de quelques secteurs particulièrement privilégiés, le tourisme rural ne se conçoit guère sans des actions d'aménagement qui s'efforcent de réaliser les conditions favorables à sa naissance et à son développement. Pendant longtemps, le tourisme rural a été fortement lié aux actions des communes. Son essor très progressif allait entraîner une modification de l'organisation territoriale imposée par son caractère diffus, tout en maintenant certains traits traditionnels (Stations vertes de Vacances). Le passage du stade de la commune à celui d'une unité homogène d'aménagement ne devait pas se faire facilement. Des structures de type centralisateur étaient mises en place pour promouvoir et organiser le tourisme rural dans des ensembles départementaux et régionaux alors qu'on s'efforçait par ailleurs de l'insérer dans des entités de nature diverse. Les interférences qui en résultent rendent complexe l'étude de l'insertion du tourisme dans le milieu rural, d'autant plus que ces entités sont loin parfois de coïncider avec les régions géographiques. Il n'est pas possible, comme l'a souligné Jacqueline BONNAMOUR (1), de poser les problèmes sans référence à une échelle concrète, à un niveau précis d'analyse ou d'intervention. Les différents niveaux présentés concernent la France de l'Ouest mais nous préciserons les articulations avec la politique nationale d'aménagement du territoire. Ce n'est toutefois pas cette dernière, même vue

sous l'angle touristique, qui fait l'objet de notre analyse (2).

I. LE NIVEAU COMMUNAL

La commune est en matière touristique l'échelon de base au sein duquel des réalisations essentielles peuvent être menées à bien. Les collectivités locales qui acceptent le tourisme et veulent le développer ont à leur disposition diverses possibilités en dehors de celles qui consistent à encourager les initiatives privées. Elles résultent d'un arsenal législatif mis en place au profit des communes depuis le début du siècle et qui conduit de la station classée au plan d'occupation des sols.

A - Les outils législatifs (3)

1) Les stations classées et leurs attributs

Le développement du tourisme a suscité des entités géographiques reconnues sous le nom de " stations " par des législations édictées en 1906 (classement des agglomérations présentant un caractère historique, pittoresque ou artistique), 1919 (régime des stations hydrominérales, d'hiver et de tourisme), 1942 (stations de sports d'hiver et d'alpinisme). Ce classement a pour but de faciliter la fréquentation de la station, de permettre son développement par des travaux d'équipement et d'entretien relatifs notamment à la conservation des monuments et des sites, à l'assainissement, l'embellissement, l'amélioration des conditions d'accès, d'habitation, de séjour, de circulation... Il peut s'appliquer à une commune, une partie de

commune, un groupement de communes.. Il lui impose de mettre en valeur les éléments attractifs et lui donne des moyens. Un de ces derniers est constitué par la taxe de séjour qui vise les personnes domiciliées dans la localité et qui n'y possèdent pas de résidence. Elle est perçue par les logeurs et versée à un compte spécial du budget communal. En 1959, sa perception devint facultative. Il faut dire que les tarifs n'étaient pas élevés, variant de 0,50 F par personne et par jour pour les hôtels de tourisme 4 étoiles à 0,08 F pour les hôtels non classés, villas et meublés de quatrième catégorie, terrains de camping et autres établissements. En 1976, 162 stations en France continuaient à percevoir cette taxe pour un revenu global de 9,3 millions de F. La part de l'Ouest s'élevait à 871 200 F (9,38 %). Les stations classées ont le droit et l'obligation de percevoir une taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ou à la taxe de publicité foncière exigible sur les mutations à titre onéreux (immeubles et droits immobiliers, meubles corporels vendus publiquement dans la commune, fonds de commerce ou de clientèle, offices ministériels ayant leur siège dans la commune, droit à bail ..). Cette taxe est fixée à 1,20 %. Elles peuvent recevoir une dotation spéciale du " Fonds d'Action locale " au titre du versement représentatif de la taxe sur les salaires qui tient compte de la population permanente et de la capacité d'hébergement. La promotion du tourisme dans la station peut se faire par un office de tourisme (loi du 10 juillet 1964) qui dispose d'un budget propre et perçoit la taxe de séjour.

Toutes ces dispositions sont mal adaptées aux communes qui constituent le tissu de l'espace rural. Les " Stations vertes de Vacances " appartiennent au domaine des initiatives privées même si l'on retrouve les communes en arrière-plan et leur label ne présente pas le même contenu que celui des stations classées. Par contre, la loi foncière de 1967 et les décrets relatifs aux plans d'occupation des sols (1970) leur donnent de nouveaux outils d'aménagement pouvant être mis au service du développement touristique.

2) Plan d'occupation des sols et aménagement touristique

Le plan d'occupation des sols est obligatoire dans les stations classées et il peut être demandé dans les communes lorsque " l'établissement de ce document se justifie par l'évolution économique et touristique, la sauvegarde ou la mise en valeur d'un site naturel ou construit " (Art.1). Il est un instrument de développement touristique dans la mesure où il organise la distribution et prévoit l'expansion du fait touristique grâce à la délimitation des zones d'habitation et des zones naturelles. Le P.O.S. peut permettre à des communes agricoles de proposer un plan cohérent d'expansion au sein duquel le tourisme, parfois contesté, ne crée pas de nuisances aux habitants permanents. Son établissement dans les communes rurales, même à vocation touristique, se heurte toutefois à de nombreuses difficultés et rares sont encore les communes rurales qui s'engagent dans cette voie.

Les outils législatifs existant au niveau communal pourraient être des instruments capables de promouvoir le tourisme mais ils sont mal adaptés aux communes rurales françaises, notamment à celles d'habitat dispersé de l'Ouest de la France. Les canaux classiques (subventions du Conseil Général, aides diverses etc ...) demeurent les plus vivants et les plus efficaces. Les municipalités peuvent librement décider de construire, puis de gérer en régie ou de donner en gérance ou en affermage, des équipements propres à attirer les touristes (plans d'eau, villages de gîtes etc ...) (4). A ces actions communales viennent s'ajouter les initiatives des individus et des groupements privés.

B - Les initiatives privées

Elles s'exercent pleinement à l'échelon communal où les individus se connaissent et peuvent s'associer et se concerter facilement.

Les syndicats d'initiatives, les unions de commerçants, les comités des fêtes, les associations sportives, les groupements professionnels sont bien souvent à ce niveau les moteurs essentiels du développement touristique.

Les structures juridiques mises en place à la suite de la loi d'orientation foncière et des transformations de l'agriculture se sont révélées adaptables au développement touristique ; citons quelques unes de ces adaptations :

- Le groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) permet l'exploitation touristique de gîtes ruraux ou d'auberges paysannes.
- La coopérative facilite le regroupement d'individus pratiquant la même activité touristique, notamment dans le domaine artisanal (vente de produits).
- La Société d'intérêt collectif agricole (SICA), qui permet de créer ou de gérer des installations ou d'assurer des services soit dans l'intérêt des agriculteurs d'une région déterminée soit de façon plus générale dans celui des habitants de cette région sans discrimination professionnelle, s'est révélée un outil efficace pour la diffusion des gîtes ruraux en Bretagne.
- Le groupement d'intérêt économique (GIE) qui permet l'association de particuliers, de collectivités locales, d'associations, d'établissements publics au sein d'un même groupement, est fréquemment utilisé dans l'hôtellerie.

Le cadre strictement communal se prête mal à un aménagement touristique, d'autant plus, comme l'a montré André MEYNIER (5) que les

communes constituent des cadres géographiques hétérogènes. Si en Bretagne de vastes communes rurales avec leur bourg, leurs villages, possèdent des équipements, des restaurants, il n'en est pas partout de même. L'insertion du tourisme est facilitée dans le milieu rural lorsque les cadres territoriaux dépassent la simple commune.

II. LES NIVEAUX INFRA-REGIONAUX

L'émergence d'unités spatiales d'aménagement infra-régionales a été progressive. Ces différents niveaux au sein desquels le tourisme est pris en compte sont variés et d'origine diverse. Ils peuvent en outre se superposer. Le " Mené " a commencé à faire parler de lui dans le cadre d'un comité global d'expansion reconnu comité de rénovation rurale, débouchant après dix ans sur un P.A.R. et s'affirmant malgré l'hétérogénéité administrative comme un " pays ". De nombreuses études ont montré que depuis 1950, des restructurations spatiales se sont opérées à partir d'organismes professionnels tels que les coopératives (CANA, COPERL ...), les SICA (Saint-Pol-de-Léon...), les services d'utilité agricole et de développement calqués souvent sur le découpage des régions agricoles (6). Ainsi la CANA a développé des assises spatiales reposant sur 400 correspondants municipaux, 20 sections territoriales et n'a pas été étrangère à l'affirmation d'un pays d'Ancenis (7). Le tourisme comme activité économique n'a guère suscité des assiettes spatiales micro-régionales. Il a conforté des communes par l'intermédiaire des syndicats d'initiative mais l'organisation est restée dans des cadres départementaux. L'Office touristique des pays de Vilaine, la Société Civile de promotion touristique de l'Argoat, l'association " Carrefour Anjou-Poitou-Touraine " se sont organisés pour promouvoir le tourisme dans le cadre d'entités micro-régionales mais les expériences sont récentes et demeurent peu imitées. Nous présenterons les différentes entités micro-régionales qui prennent en compte le fait touristique sans pour autant en faire l'axe unique

FIG. 241 Les S.I.V.O.M. dans l'Ouest
1977



et même prioritaire de leur action.

A - Les SIVOM

Les difficultés de financement, la nécessité de solliciter des subventions de l'Etat ou du département, de souscrire des emprunts ont conduit des communes à se grouper au sein de SIVOM (Syndicats intercommunaux à vocation multiple) qui fonctionnent fréquemment, mais non exclusivement, dans le cadre cantonal. Ils étaient en 1977 au nombre de 269 répartis assez uniformément dans l'Ouest, avec cependant des secteurs peu touchés (Nord du département de la Manche, Centre-Ouest Bretagne, Sud de la Sarthe). A l'origine leurs préoccupations n'étaient guère tournées vers la mise en valeur touristique mais progressivement les SIVOM s'intéressèrent à la réalisation de piscines, de terrains de camping, de villages de vacances. Ils constituent de ce fait un premier niveau infra-régional de l'aménagement touristique.

Un exemple de ces regroupements nous est fourni par le SMAR (Syndicat Mixte d'Aménagement Rural) de Saint-Pierre-sur-Dives (Calvados). Les débuts remontent à 1957 où quelques responsables locaux du milieu rural regroupés derrière la forte personnalité de A. DENOLY, Conseiller général depuis plus de trente ans, avaient senti le besoin de s'unir afin de pouvoir passer à la réalisation de travaux importants qui ne pouvaient se faire avec les moyens modestes des communes isolées. De cette expérience naquirent les deux syndicats à vocation multiple de la Viette et de l'Oudon. En 1963, les deux SIVOM et le chef lieu de canton de Saint-Pierre-sur-Dives s'associaient au sein du SMAR. L'habitude de travailler ensemble conduisit les responsables à pousser plus loin leur union en réduisant le nombre de communes. Les dix communes rurales du Syndicat de l'Oudon fusionnèrent en 1973 constituant ainsi la vaste commune de l'Oudon (5 475 ha et 1 453 hab. en 1975). Si le point de départ de cette association réside surtout

dans le désir de mettre en place un dispositif de ramassage scolaire en milieu rural afin de donner aux enfants ruraux les mêmes chances que ceux du chef-lieu de canton, le SMAR a prolongé son action par des réalisations qui tendent à développer la fonction d'accueil : création d'un foyer de retraite, développement des équipements sportifs (piscine..), valorisation de l'action du Syndicat d'initiative et du potentiel touristique (halles, abbatale).

B - Les héritages spatiaux des comités de développement

La Société d'économie mixte d'études du Nord Finistère (SEMENF), le Comité d'expansion économique de Cornouaille (CECOR), le Comité d'expansion du Mené... appartiennent à la génération des comités qui s'efforcèrent de prendre en charge le développement d'une petite région, y compris le tourisme. La SEMENF est née en décembre 1963, de la prise de conscience des difficultés de l'Ouest breton de trouver dans la seule agriculture une solution aux problèmes du Léon (8). Son premier objectif fut la mise au point d'un schéma de structure publié en 1967. Les priorités retenues concernaient le désenclavement (plan routier, port en eau profonde de Roscoff), l'emploi, le développement industrialo-portuaire de Brest et la structuration de l'espace. Les préoccupations de la SEMENF et de la Chambre de Commerce de Morlaix furent orientées également vers le développement touristique. Le tourisme rural est associé à des activités complémentaires entre le littoral et l'intérieur (parc d'Armorique, tourisme équestre) (9). Le CECOR, né en juin 1963, a poursuivi des objectifs assez voisins mais le tourisme rural s'est surtout développé dans le Sud-Finistère par le canal de la Chambre d'Agriculture. Le Comité d'action du Mené, créé en août 1965, est d'une nature différente dans la mesure où son aire d'action est plus limitée, purement rurale et intérieure. Sa création est consécutive à l'action conduite par Paul HOUÉE, sociologue, originaire de la région, qui avait

dirigé une série " d'enquêtes-participation " à l'occasion de la réalisation d'une thèse de Doctorat sur le " Développement et la coopération agricole en Bretagne Centrale ". Une commission tourisme fut mise en place qui définit ses objectifs. Ils avaient pour but d'offrir aux habitants de la région et à ceux qui y séjournaient temporairement des formes de loisirs adaptées au caractère régional et aux divers types de clientèle, de favoriser le désenclavement psychologique par la rencontre entre citadins et ruraux grâce au développement de formes d'accueil appropriées, de faire bénéficier l'économie locale de l'apport du tourisme, de stimuler la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel. Des propositions précises d'aménagement furent faites en 1968 (10). Ces exemples montrent que la base spatiale des comités de développement peut être de nature très variable. D'un côté, elle correspond dans le Finistère à de vieilles divisions territoriales héritées des diocèses mais demeurées très vivaces en Basse-Bretagne (11), de part et d'autre de la coupure fondamentale des Monts d'Arrée. Si au Sud l'aire du CECOR est bien centrée sur Quimper, celle du Nord, correspondant à la SEMENF, est tiraillée entre les influences de Brest et de Morlaix. D'un autre côté, le Mené dépourvu d'unité n'avait jamais constitué un pays. Ce terme désignait le " pays haut ". Il a fini par regrouper vingt-deux communes appartenant à deux cantons en totalité (Collinée, Merdrignac) et quatre cantons en partie (Moncontour, Jugon, Plouguenast, La Chèze), écartelées entre les zones d'influence de Rennes, Lamballe, Saint-Brieuc, Loudéac. Le ciment de l'unité a été un sursaut sur le thème du Mené, " un pays qui ne veut pas mourir ", l'action du Comité d'expansion ayant forgé une " communauté d'infortune ".

C - Les secteurs pilotes d'aménagement rural

C'est la circulaire Agriculture-construction du 30 mai 1960 qui a préconisé une étude générale sur l'ensemble du département pour délimiter les secteurs ruraux. Parmi ces secteurs, il fallait retenir

un secteur type devant faire l'objet d'une étude approfondie. Pour sa définition et son aménagement, il était demandé de ne pas s'éloigner des limites d'un canton, de prévoir une action concertée des divers ministères intéressés, de faire collaborer la population à l'oeuvre collective. Le secteur pilote était envisagé comme une réalisation-test permettant l'étude précise des améliorations susceptibles d'être appliquées par la suite à l'ensemble du territoire rural et constituant une action d'entraînement qui, par son seul exemple, devait provoquer d'autres réalisations semblables dans les régions voisines. En 1966, vingt-trois secteurs ruraux répartis sur tout le territoire national avaient été définis dont quatre dans l'Ouest (Mauron, Guemené-Penfao, la Haye-du-Puits, Saint-Pierre-sur-Dives). Il était prévu une organisation du territoire rural autour de villages-centres et une égalisation des chances entre la ville et la campagne, le village-centre rayonnant sur un secteur rural devant être le lieu où s'aggrègeraient des équipements notamment touristiques car " il n'y a pas de développement touristique possible sans un certain équipement de base qui est au tourisme ce que la charrue est à la terre " (12). Dans certains départements comme le Morbihan, des études plus poussées aboutirent à la détermination de centres et secteurs ruraux homogènes prenant en considération la dimension touristique. En dehors de la zone côtière où la vocation touristique était déjà affirmée, l'étude de l'Institut National de Gestion et d'Economie rurale définissait en 1969, quatre zones intérieures d'aménagement touristique : Ploermel, Guerlédan, Priziac et Pont-Callec, secteur de Baud et du Blavet (13). Les propositions d'équipement pour des raisons multiples (expérience isolée, financement considérable ...) résultant de la mise en place des secteurs ruraux n'ont été que rarement prises en compte.

D - Les comités de rénovation rurale et les zone-tests.

Ils procédèrent de la même volonté de développer une petite

région et d'effacer les disparités régionales mais ils furent marqués par d'autres influences et se situèrent le plus souvent dans un cadre interdépartemental. La mise en place d'une politique de rénovation rurale en 1967, succédant à celle des zones spéciales d'action rurale, et l'intérêt porté aux initiatives micro-régionales à partir de 1971 incitent plusieurs zones en difficulté à s'organiser pour bénéficier des aides de cette politique (14). Le Comité de Coordination du pays de Redon (C.O.C.A.P.A.R.) fut mis en place en juin 1969 et le Comité interdépartemental de développement économique du Centre-Ouest-Bretagne (C.I.D.E.C.O.B.) en mars 1970. Le Syndicat intercommunal du Centre-Est Bretagne (C.E.B.) fut créé en 1967 mais ne prit vraiment son essor qu'après sa reconnaissance comme zone-test par le commissaire à la rénovation rurale. Il correspond au " pays de Ploermel " et s'étend sur six cantons (Ploermel, Maunon, La Trinité-Porhoët, Josselin, Malestroit, Guer). Il s'efforça sur le plan touristique de se donner une image de marque fondée sur le thème des " pays de la table ronde ". Son aire d'action recoupe celle du pays de Redon. De la même manière des études avaient été menées dans le cadre de " l'Association de développement économique du canton de Combourg " créée en 1968. Elles furent poursuivies avec l'aide de la D.D.A. et étendues aux trois cantons de Tinténiac, Combourg, Pleine-Fougères. En 1971, la DATAR reconnut ces trois cantons comme zone-test de rénovation rurale. Dans le département de la Manche, quatre zones tests furent également retenues : Saint-Lô, point fort du bocage, secteur de Barneville-Carteret, Val de Saire, Manche-Sud. D'autres comités comme " l'Association pour le développement économique de la région de Pontivy-Loudéac-Mur-de-Bretagne n'eurent qu'une vie très éphémère en raison de rivalités internes. Le financement par la rénovation rurale d'animateurs à plein temps et le déblocage de crédits pour des opérations précises (gîtes ruraux, équipements touristiques...) favorisèrent largement la diffusion du tourisme rural et firent germer une conscience régionale marquée par l'édition de guides touristiques propres à ces nouvelles entités.

E - Les parcs naturels régionaux

1) Création et philosophie générale

Leur institution en mars 1967 comme espaces à vocation mixte de préservation des paysages et des sites, de zones de détente de repos et de tourisme pour citadins et de support d'activités traditionnelles à rénover et à promouvoir, allait dans le même sens que les objectifs définis par la DATAR dans le cadre de la politique de rénovation rurale (15). Les parcs régionaux n'apparaissent pas comme imposés par le pouvoir central puisqu'il ne peut y avoir de parc sans la volonté des habitants. L'article 4 du décret du 1er mars 1967 stipule que " l'initiative de toute demande de classement d'un territoire en parc naturel régional appartient aux communes, groupements de communes ou départements dont dépend le territoire concerné ". Le classement est de plus subordonné à la présentation de " la charte constitutive " qui comprend entre autres le programme des équipements à réaliser, leur implantation, les modalités de financement. Il s'agit donc bien de la délimitation d'un nouveau niveau infra-régional d'aménagement, de " quelques milliers à quelques dizaines de milliers d'ha, mais qui ne saurait être inférieur à un seuil de 5 000 ha environ, auquel le cadre naturel, la faune, la flore, l'habitat rural, les monuments architecturaux ou simplement la proximité d'une grande cité, confèrent une vocation d'espace privilégié pour la protection de la nature, la détente et les activités culturelles ".

2) Parc naturel régional et développement du tourisme rural

Une des conséquences de l'ouverture des parcs naturels régionaux aux touristes fut la mise en place d'équipements de nature diverse :

- équipements liés aux activités de protection et d'observation placés de préférence dans la zone centrale des parcs comme les postes d'observation, les abris, les tables d'orientation, les circuits botaniques, les sentiers de randonnée. Ils doivent utiliser au maximum les supports existants.

- équipements liés à l'hébergement et aux activités spécialisées. Les premiers doivent permettre d'accueillir divers types de clientèle et notamment les jeunes, isolés ou en groupes, en évitant la dégradation des sites, en sauvegardant l'habitat rural et le paysage humain (encouragement des ruraux à aménager des fermes-pension, relais hippiques...). Les secondes doivent chercher à favoriser les sports de plein air en équipant des rochers et parcours d'escalade, des espaces de jeux libres, des baignades, des sentiers pédestres et équestres balisés ... Il s'agit donc d'équipements légers qui permettent d'ouvrir à l'homme, " la nature dans ce qu'elle a de plus original ". Dans certains cas, il peut s'avérer intéressant de jumeler un parc et une base de plein air en prévoyant une répartition équilibrée des équipements légers et des équipements plus importants. Ils sont complétés par des équipements liés aux activités culturelles qu'il s'agisse de musées de plein air ou non, de présentation de l'artisanat local, de salles de réunion, de réserves d'animaux rares, etc...

- équipements de liaison ou de médiation situés en lisière des zones protégées, allant du sentier balisé au local spécial destiné aux classes vertes et à divers stages et colloques.

La création des parcs naturels régionaux constitue une entreprise de nature à développer un tourisme rural, certes orienté vers des finalités particulières, mais pouvant constituer un ensemble cohérent

fondé sur la promotion d'équipements et d'hébergements, sur la mise en valeur du potentiel naturel et qui n'exclut pas les réalisations individuelles.

Cette action d'aménagement en faveur du tourisme rural n'est pas exempte d'ambiguités maintes fois dénoncées (16). Il peut paraître contradictoire de vouloir, à la fois préserver la nature et le milieu et l'ouvrir à la fréquentation touristique notamment de week-end, à la fois établir des parcs sanctuaires et des parcs de loisir. Il est tout aussi ambigu de vouloir mettre en oeuvre une politique audacieuse par des organismes dotés de faibles moyens financiers et qui ne peuvent s'appuyer en définitive pour les réaliser et les faire fonctionner que sur les communes ou le département. C'est à dire que l'on s'en tient pour promouvoir le tourisme dans les parcs naturels régionaux, aux formes ordinaires de l'aménagement rural.

3) Les parcs naturels régionaux dans la France de l'Ouest et les niveaux d'aménagement

Ils sont en 1977 au nombre de trois : le parc d'Armorique, de Brière, de Normandie-Maine représentant au total une superficie de 240 000 ha mais il n'y a pas de commune mesurée entre les 40 000 ha de la Brière et les 135 000 ha du parc de Normandie. Tous trois prévus dès 1967, ils se dotèrent d'une charte constitutive à des dates différentes, échelonnées de 1969 (Armorique) à 1970 (Brière) et 1975 pour le parc de Normandie-Maine qui fut le plus long à s'organiser en raison des réticences des milieux agricoles. Un parc naturel régional du Marais poitevin concernant une partie du sud vendéen est en cours de création (1978). Très différents les uns des autres, ils sont loin de constituer, à l'exception peut être de la Brière, des niveaux d'aménagement homogènes.

Leur situation géographique est de nature très diverse.

Seul le parc de Brière répond pleinement aux exigences de la politique définie en 1967. Situé à moins de trente minutes de l'aire métropolitaine de Nantes-Saint-Nazaire, il constitue une zone privilégiée de détente pour les citadins, complémentaire de la presqu'île guérandaise, tellement évidente que son aménagement s'inscrit dans la politique de loisirs de l'aire métropolitaine (17). Cela est nettement moins vrai pour le parc d'Armorique dans la mesure où les citadins de Brest et de Morlaix, beaucoup moins nombreux que leurs homologues de Loire-Atlantique, disposent d'un littoral et d'un arrière pays rural moins encombré, et où les Monts d'Arrée, ou l'archipel des Molènes, sont beaucoup moins facilement accessibles pour les Brestoïses que ne le sont les îles de Brière pour les Nazairiens. Les " villes-portes " du parc de Normandie-Maine sont de gros centres ruraux (Mortain, Mamers ..) des petites villes (Flers, Mayenne, Argentan) ou des villes moyennes (Alençon) dont l'environnement rural offre par lui-même les possibilités récréatives les plus larges. Quant aux citadins parisiens, rien ne prouve comme l'a justement souligné Daniel CLARY, qu'ils préfèrent " les mystères de la forêt aux plages tranquilles de Basse-Normandie " d'autant plus que le Perche et le pays d'Auge beaucoup plus proches offrent autant de possibilités (18).

Les traits dominants du milieu physique et des paysages naturels sont très différents et constituent par rapport à la géographie physique de l'Ouest trois exceptions fondées sur la montagne atlantique, le marais et la forêt. Au sein des trois parcs naturels, ces milieux sont contrastés et hétérogènes. Le parc de Brière est celui qui présente les caractères physiques les plus homogènes mais il ne se réduit pas au seul marais de Grande Brière (19). Il ne concerne pas seulement les 8 000 ha du marais indivis qui en sont le coeur mais aussi les 13 000 ha de marais privés (marais de Donges et autres marais périphériques), et les " terres fermes " entourant cette zone d'effondrement, débordant au N.E. le sillon de Bretagne où les reliefs sont plus accusés. On trouve même à l'extrême-ouest, dans l'aire du parc, quelques marais salants au Pont d'Arm. La ligne rocheuse, jalonnée par Saint-Malo-de-Guersac, Saint Joachim, Camerun, sépare en deux le bassin briéron drainé par le Brivet et rompt l'uniformité de surface

du marais. La diversité paysagère est davantage liée à la végétation qu'au relief. Deux grands types de paysages peuvent être distingués. Celui du sud, aux environs de Trignac, Montoire, Saint-Malo-de-Guersac qui correspond à des sols salés, fait d'une prairie d'élevage " près salés ", sans roseau, de plus en plus menacé par l'urbanisation et l'industrialisation. La seconde caractéristique de la partie centrale et septentrionale de la Brière est celui de " la forêt de roseaux " qui gagne de plus en plus avec l'abandon des modes d'exploitation traditionnels et le défaut de faucardage.

Vingt-huit communes associées au département et à la ville de Brest ont créé le parc d'Armorique. Des monts d'Arrée à la ria de l'Aulne, de la presqu'île de Crozon à l'archipel d'Ouessant, ce parc est constitué de quatre secteurs non contigus qui se veulent " l'expression de l'Armorique " (préambule de la charte) et qui ont chacun leurs caractères propres (20). Le secteur oriental, le plus étendu, regroupe les régions les plus élevées se détachant nettement des contrées avoisinantes : plateau du Trégor et du Léon, bassin de Chateaulin. L'altitude est partout supérieure à 220 m. Les points culminants de la Bretagne y sont groupés avec le Roc'h Tredudon (387 m), le Roch Trévezel (383 m), le Tuchen Gador (384 m) et le Tuchen Saint-Mikael (383 m). C'est la seule véritable montagne atlantique de France, sauvage, éventée, fréquemment nuageuse. Le deuxième secteur est une zone dite de transition entre les secteurs continental et maritime. Il comprend la ria de l'Aulne et ses méandres profondément encaissés et le Menez Hom, inclus dans le parc, qui permet de découvrir un très vaste panorama. Le secteur occidental de la péninsule de Crozon renferme les caps aux célèbres falaises (pointe des Espagnols, du Toulanguet, de Pen-Hir et Tas de Pois). Ouessant et l'archipel des Molènes constituent le quatrième secteur purement océanique.

Le parc régional de Normandie-Maine avec ses 135 000 ha répartis sur quatre départements et deux régions de programme est très hétérogène dans ses assises physiques malgré le thème unitaire de la forêt. Trois secteurs très différents peuvent être distingués. Le

Premier au nord, de loin le plus important, court d'ouest en est et correspond, à travers les forêts de la Lande pourrie, du massif d'Andaine, d'Ecouvès et de Multonne, à des hauteurs compactes situées à plus de 300 et même 400 m. Des nuances pourraient y être dégagées dues à la nature des roches primaires et à la composition végétale. En effet, les forêts ont été plus ou moins dégradées et défrichées et les belles chênaies-hêtraies font place à des taillis ou des landes. Les enrésinements en pins sylvestres et en épicéas progressent, principalement dans la forêt d'Andaine. Ces massifs ne sont pas non plus homogènes sur le plan des paysages, comme l'ont montré les analyses de A. FREMONT sur " les paysages autour d'Ecouvès " faits de quatre types d'harmonies : les massifs forestiers, les fonds isolés, les replis bocagers, les lisières ouvertes (21). Si cette diversité paysagère est source d'enrichissement pour un parc naturel régional, les limites de la partie septentrionale sont curieuses. Au nord, le bassin de Briouze, bas-pays mal drainé avec les marais du Grand-Hazé, de tradition pauvre, a été éliminé alors qu'au sud, un rentrant au delà de la nationale Alençon-Mortain englobe une partie du Passais, surface ondulée aux vallées évasées d'où la forêt a disparu en dehors du Mont Margantin formant une butte très étalée (270 m). Curieusement, quelques petites communes, coincées entre les limites du parc et celles des départements de l'Orne et de la Mayenne, ont été oubliées dans un secteur où pourtant l'isolement administratif est un trait permanent.

Le deuxième secteur orienté N/S est un long appendice en forme de botte qui conduit de la forêt de Multonne à celle de Sillé-le-Guillaume, à travers les " Alpes Mancelles " et le pays de Gaultier, (22) par la profonde et étroite vallée de la Sarthe. Fort curieusement ce parc régional qui met en avant ses forêts a écarté celle de Pail.

Un troisième secteur enfin, entoure au Sud-Est de la vallée de la Sarthe, la forêt de Perseigne.

Sur le plan humain et touristique, l'aire de ces trois parcs

naturels régionaux n'est pas plus homogène. Nous avons montré pour le parc d'Armorique que les communes adhérentes avaient été touchées par le tourisme à des dates très différentes et qu'il en restait bien des héritages. Quoi de commun entre Camaret-sur-Mer où la villégiature estivale des peintres et des hommes de lettres date de la fin du XIX^{ème} siècle, Le Huelgoat qui fut un centre actif de tourisme rural intérieur avant 1914 devant péricliter par la suite, Sizun dont la vocation touristique est récente (classée Station verte en 1969) et les petites communes rurales des monts d'Arrée où le tourisme demeure embryonnaire (résidences secondaires et retour d'émigrés dans leur famille). Nous pouvons faire la même analyse pour le parc de Brière qui associe dans la même unité d'aménagement les stations balnéaires du front de mer de la presqu'île guérandaise, les communes de l'arc sud de Brière comme Saint-André-des-Eaux et Saint-Malo-de-Guersac qui ont vu respectivement leur population augmenter de 17,95 % et 9,50 % entre 1968 et 1975 en devenant des communes dortoirs de St-Nazaire et les autres localités du marais qui restent par ailleurs densément peuplées. Le parc de Normandie-Maine présente des contrastes géographiques encore plus accusés entre des communes rurales qui n'ont pas 100 habitants, les stations thermales de Bagnoles de l'Orne et Tessé-la-Madeleine, et la base de loisirs et de plein air de Sillé-plage lancée pendant l'entre-deux-guerres (" Coco-plage ") et qui accueillit 12 000 personnes le 15 août 1977.

Les parcs naturels régionaux de l'Ouest ne sont que des assemblages disparates au sein desquels une politique d'aménagement s'appuyant sur des entités homogènes est bien difficile à mettre en oeuvre, sinon impossible. La lenteur mise dans l'adoption de la charte du parc régional de Normandie-Maine en est le vivant exemple.

Les moyens mis à leur disposition étant limités et reposant sur les collectivités locales, la politique des parcs est voisine des conditions ordinaires d'aménagement rural. Elle n'en diffère que par une

publicité et une image de marque qui renforce les flux touristiques vers ces entités géographiques et par la mise en place d'une maison du parc, siège d'une administration légère, et de quelques équipements ponctuels (exposition, musée de plein air ...).

F - Les plans d'aménagement rural.

Ils furent institués par le décret du 8 juin 1970. Leur objet et leur contenu ont été précisés par deux circulaires du 22-07-1970 et du 23-05-1971. Ils ont pour objet de définir les perspectives souhaitables du développement et de l'équipement des territoires à vocation rurale et sont établis sur des entités géographiques dont les habitants sont ou peuvent être unis par une communauté d'intérêts économiques et sociaux et sur lesquelles les actions coordonnées et concertées sont à prévoir. Cette création, s'appliquant en principe à des zones faiblement urbanisées, complète celle des SDAU (schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme), (décret du 28 mai 1969) qui concerne les villes de plus de 10 000 habitants. Le P.A.R. envisage l'aménagement d'un secteur rural de manière globale mais il se définit surtout comme une procédure d'aménagement placée sous l'autorité du préfet et cherchant par là à mieux rationaliser les décisions administratives, à mieux les articuler avec les préoccupations des élus locaux. Pour cela, le P.A.R. peut se donner les moyens de leur participation grâce à une information et à une animation active en direction des divers acteurs concernés par l'aménagement de leur secteur. C'est ce dernier point qui crée son originalité par rapport aux approches antérieures d'aménagement rural. La seconde originalité est la reconnaissance d'un niveau intercommunal d'aménagement qui n'est pas tenu de respecter les limites administratives (canton, département, région agricole). Le PAR ne se réduit pas à une simple programmation des équipements. Il est un document d'orientation pour le développement du secteur et les actions de vulgarisation, d'information, de formation des hommes doivent y tenir une place aussi importante que les équipements proprement

aits. Il favorise de ce fait l'ouverture du secteur au tourisme rural d'autant plus que, dans la définition des grandes orientations, il est explicitement fait référence aux " types d'activités touristiques à développer et à leurs objectifs de fréquentation ".

Comme les parcs naturels régionaux, il est surtout un programme d'utilisation concertée des moyens ordinaires dont disposent les administrations et les collectivités locales sans apport de moyens nouveaux. La gamme des moyens ordinaires même planifiés apparaît alors insuffisante pour amener un certain décollage dans ces zones qui continuent à ressentir les effets négatifs de l'exode rural et du vieillissement de la population. Il faut cependant souligner que l'élaboration des PAR permet de faciliter le recours aux fonds spéciaux du F.A.R. (fonds d'action rurale), du F.I.A.T. (fonds interministériel d'aménagement du territoire), du F.I.A.N.E. (fonds interministériel pour l'aménagement de la nature et de l'environnement) ou du F.E.O.G.A. (fonds européen d'orientation et de garantie agricole). Les P.A.R. les plus avancées ont pu présenter avec succès des dossiers à différents fonds. Une première tranche expérimentale de quarante-deux PAR a été autorisée en 1971 par le Ministère de l'agriculture (dont sept dans l'Ouest). Ils étaient quatre-vingt-quatorze en décembre 1974 et cent soixante et onze en avril 1977 (dont vingt-trois pour l'Ouest).

Une des réussites des PAR aura été dans certains cas, la prise de conscience par la population et ses élus, de l'appartenance à une entité géographique nouvelle, plus vaste que la commune, mieux perçue que le département, pouvant être rapprochée du concept de pays.

G - Les " pays "

A partir de 1972, la notion de pays " ambition nouvelle " (23) s'affirme progressivement à la suite du livre blanc du CELIB diffusé

en mars 1971, rejoignant ainsi après trois quarts de siècle les réflexions de l'Ecole Géographique française illustrées notamment par les travaux de Charles BARROIS (24). Auparavant, comme l'a souligné Pierre FLATRES (25), la vulgarisation des noms de pays par l'enseignement avait conduit déjà certaines administrations (" régions naturelles " de l'INSEE et " régions agricoles " du Ministère de l'agriculture) à les utiliser. Le CELIB propose le découpage de la Bretagne en pays qui sont des " zones géographiques dans lesquelles la quasi totalité des hommes sont à la fois habitants, producteurs et consommateurs". Louis ERGAN et Loeiz LAURENT reprennent ces propositions de manière plus systématiques en 1977, voulant faire du pays le lieu d'expression d'une nouvelle solidarité, un échelon d'animation, une unité d'aménagement (26). Ce découpage s'inspire assez largement de celui des ZEDE (zone d'étude démographique et d'emploi) définies par l'INSEE. Les réflexions et les expériences menées en Bretagne vont conduire les responsables nationaux de l'aménagement rural à prendre en compte le pays dans leur politique d'aménagement (27). Le Ministère de l'Agriculture, notamment la Direction de l'Aménagement rural et des Structures, et la DATAR ont encouragé les recherches menées par P. HOUEE dans le cadre du Service d'utilité agricole de l'Assemblée permanente des Chambres d'Agriculture dès 1974. Ces travaux vont servir de base à la politique des " contrats de pays " engagée en 1975, qui s'inscrit dans les perspectives de régionalisation retenues par le C.I.A.T. (Comité interministériel et d'aménagement du territoire), dégagées à l'occasion du 7e plan. Douze opérations tests (dont celles du pays de Ploermel et du pays de Vitré) en 1975 et cinquante et une en 1976 ont été retenues dans le souci " d'expérimenter cette politique nouvelle, d'en préciser par la pratique, la méthode, le contenu et les limites " (28). Elles devaient servir de base aux circulaires de la DATAR du 11 juillet 1975 et du 12 juillet 1976, adressées aux préfets, traitant de l'organisation du pays et de l'élaboration du contrat, à la lettre du Ministre de l'Equipement et de l'Aménagement du territoire du 16 mai 1977 et à la circulaire interministérielle du

20 septembre 1977, constituant les références officielles à l'aménagement des pays. Trois objectifs sont poursuivis par la politique des contrats de pays qui concernent le développement du tourisme rural :

- la lutte contre le dépeuplement par la mise en valeur des ressources du pays, l'organisation du soutien au développement des activités.
- la recherche de solutions originales, diversifiées, adaptées aux caractères spécifiques de chaque petite région rurale notamment dans l'animation économique, l'aménagement d'un habitat de qualité, l'organisation des services collectifs, la préservation et la mise en valeur du patrimoine naturel, immobilier et culturel.
- le renforcement des solidarités et la prise en charge du développement du pays par l'ensemble des acteurs de la vie locale.

L'accent est mis sur le choix et la délimitation des pays puisqu'il convient de réserver le bénéfice des contrats de pays aux zones rurales qui connaissent les difficultés économiques et démographiques les plus prononcées. Les zones rurales incluses dans l'aire d'influence directe d'un grand pôle d'expansion économique et urbaine et celles dont l'ensemble des communes rurales est en progression démographique en sont exclues. Il est nécessaire également que la volonté et la solidarité des élus locaux, exprimées à travers des institutions de coopération intercommunales authentiques et durables, soient réelles. L'existence dans le pays de travaux de réflexion et de concertation préalables au contrat est une donnée éminemment favorable. A cet égard, les pays couverts par un plan d'aménagement rural sont considérés comme prioritaires, les deux procédures étant jugées complémentaires. La procédure PAR assure le travail d'information et de concertation préparatoire à l'organisation de la coopération intercommunale ainsi qu'au choix des actions déterminantes pour le développement économique du pays. La procédure du contrat de pays apporte l'aide exceptionnelle qui permet de financer les premières opérations d'un projet d'ensemble dont la réalisation progressive devra se poursuivre au

cours des années suivantes.

Il n'est pas possible d'établir des règles absolues pour la délimitation des pays mais ceux-ci doivent être suffisamment vastes pour permettre la conception d'un véritable programme de développement et suffisamment compact pour permettre l'expression et l'exercice d'une coopération intercommunale effective, ce qui semble correspondre à des espaces compris entre un et cinq cantons. Par ailleurs, l'organisation des complémentarités entre les petites villes et leur environnement rural est un objectif essentiel de la politique des pays et leur périmètre doit traduire cette solidarité fondée sur des pratiques quotidiennes (migration habitat-travail, aire de desserte des services collectifs etc..) rarement éloignées des traditions historiques et culturelles. Tirant la leçon de nombreux échecs comme de certains succès, il est demandé la mise en place " d'assistants techniques permanents de pays " possédant une compétence de haute qualité dans le domaine de l'aménagement rural qui se consacreront exclusivement aux tâches liées à l'exécution de la politique régionalisée des contrats de pays.

L'Ouest bénéficiera de cette politique, concrétisant ainsi l'avance prise dans la réflexion sur le pays. Les pays de Ploermel et de Vitré étaient retenus parmi les douze opérations-tests. Des comités de pays se constituaient et commençaient à définir des axes d'action qui pourraient être concrétisés par des PAR et des contrats de pays. Le CODEPRAN (Comité de développement du pays de Rance) créé au début de 1972 se proposait de promouvoir le développement de l'ensemble du pays de Rance, à cheval sur les Côtes-du-Nord et sur l'Ille-et-Vilaine. La région de Dinard-Saint-Malo s'étant dotée d'une organisation propre (le C.E.S.A.M. ou Comité d'expansion de Saint Malo), le CODEPRAN a limité son aire d'action au pays de Dinan. Une de ses priorités est le développement du tourisme rural dans l'arrière pays de la Côte d'Emeraude par les vallées de la Rance et de l'Arguenon (29). Le C.E.S.A.M. créé en août 1972 s'affirme comme le Comité d'expansion de toute la région malouine. Tout en faisant porter ses efforts principalement sur le

tourisme balnéaire, il s'intéresse au développement du tourisme rural dans les cantons de Tinténiac, Combourg, Pleine-Fougère et Dol qu'il cherche à associer à celui de la Côte d'Emeraude. Le Comité de développement du pays de Vitré (C.O.P.A.V.I.T.) regroupe depuis septembre 1973 des élus et des responsables professionnels de l'arrondissement de Vitré. L'objectif prioritaire est de gagner par le développement de l'emploi 6 000 habitants d'ici 1985, ce qui amènerait la population de l'arrondissement à 81 000 personnes. Le second objectif vise à accélérer la réalisation des équipements pour de meilleures conditions de vie. Le troisième cherche à inclure le tourisme dans la politique d'aménagement de telle façon que les équipements touristiques soient directement liés à une politique locale de loisirs. Des secteurs géographiques ont été déterminés au sein desquels des équipements à réaliser et des actions à entreprendre sont programmés (30).

Le C.R.E.D.A.F. (Comité de recherches économiques pour le développement du pays de Fougères) ressemble au COPAVIT. Il couvre l'arrondissement de Fougères reconnu comme U.T.E.R. (Unité de Tourisme en Espace rural) par le secrétariat d'Etat au tourisme. Ce dernier, par le biais d'une " entité géographique historique, culturelle et humaine " veut rassembler des équipements et des services collectifs suffisants pour satisfaire la demande locale et la demande touristique, une animation permanente, une infrastructure d'accueil touristique. Le pôle d'attraction et d'animation touristique apparaît alors au niveau d'une localité (Station verte, bourg-centre ...) ou d'un gros centre de vacances. Il constitue l'élément de base de l'aménagement et de l'animation de l'U.T.E.R. autour duquel se répartissent des pôles secondaires et des équipements d'accueil diffus dans l'espace (31). Les deux actions aboutirent en 1977 à un schéma d'aménagement-touristique (32). D'autres Comités de pays ont vu le jour en Bretagne mais centrés essentiellement sur des régions urbaines comme " Le Comité d'expansion économique du pays de Lorient " (EXPANLOR).

Les assemblées régionales des Pays de la Loire ont défini à partir de 1975 une politique régionale " d'aménagements touristiques

coordonnés " sans passer par l'intermédiaire des " pays " (33). Le CELIB avait inclus la Loire-Atlantique dans son découpage, déterminant trois pays (de Chateaubriant, de St-Nazaire, pays nantais) dont les fondements touristiques n'étaient guère homogènes. Pour les autres départements, notamment ceux des marges armoricaines comme la Mayenne ou la Sarthe, le concept de pays n'a guère de sens. Par leur politique d'aménagement touristique concerté, les pays de la Loire avaient pour objectif d'éviter la dispersion des crédits par saupoudrage, de réduire les déséquilibres qui existent entre le littoral et l'intérieur en favorisant ce dernier, d'organiser le développement touristique intérieur en coordonnant les actions au niveau de la " Zone verte de vacances ". Une réflexion conjointe des services régionaux et départementaux concernés par le tourisme aboutit à une délimitation des zones vertes. Les critères du zonage ont été touristiques faisant appel à l'existence d'atouts naturels ou historiques (plans d'eau, forêts, monuments ...) et d'éléments structurants touristiques (Station verte, Village de vacances, SIVOM à incidences touristiques...). Vingt et une zones vertes ont été délimitées en 1977 et elles bénéficient des aides régionales tout en correspondant au schéma national puisque la définition des pays d'accueil recoupe les " zones vertes " régionales. La " zone verte de vacances " n'est pas seulement une simple unité géographique d'aménagement, c'est aussi une réunion des " personnes " (Collectivités locales, associations, personnes concernées par le tourisme...) associées dans la même structure d'organisation, conduisant et maîtrisant ensemble le développement touristique, une unité de commercialisation et d'animation.

En Basse-Normandie, l'idée d'utiliser le cadre du pays comme unité d'aménagement et de promotion touristique est ancienne (34). Elle est née vers 1950 de la réflexion de l'Office départemental du Tourisme du Calvados et de son responsable M. DUQUESNE qui avait compris que le département dont il avait la charge se divisait en six " entités touristiques " naturelles : les côtes Fleurie et de Nacre, le Bessin, le Pays d'Auge, la Suisse normande et le Bocage virois débordant sur les départ-

tements voisins. L'Office s'efforça de faire apparaître aux municipalités et aux syndicats d'initiative intéressés l'avantage du regroupement en entités. L'apport original résidait en la recherche de thèmes de mise en valeur propres à chaque entité, faisant de celle-ci quelque chose d'unique, très important sur le plan de la concurrence. Il s'en suivit pendant plus de quinze ans une série de colloques ainsi que l'édition de dépliants. Néanmoins, il ne fut pas possible d'élaborer des programmes communs d'équipement et " l'esprit de clocher " fit échouer les projets de l'Office départemental : la création d'Offices d'entité et la mise sur pied de grandes opérations (rallye d'entité). Seule la Suisse normande entreprit de publier un calendrier de ses manifestations. Un rapport dû à M. DUQUESNE fut rédigé en 1965 proposant les grandes orientations de développement touristique de la Suisse normande (35). Il en rappelait les vocations traditionnelles qui n'ont jamais cessé d'être la détente, les excursions, les week-ends et les séjours, pour une clientèle en général modeste et assez âgée et proposait des orientations nouvelles fondées sur les grands sports de plein air. Des opérations furent menées dans le cadre de Syndicats intercommunaux, comme le balisage de la route touristique du Val d'Orne et la création de la route des crêtes. Le SIVOM du Val d'Orne, créé en 1964, fut le seul à se doter d'un véritable programme d'équipement touristique (36), les autres étant-aux dires mêmes de M. DUQUESNE- des " morceleurs de l'entité touristique ". L'Office départemental du tourisme de la Manche a repris cette notion de pays en proposant au secrétariat d'Etat au Tourisme en juillet 1976 la reconnaissance d'un pays de Coutances comme " pays d'accueil ". Depuis plusieurs années, la commission tourisme du Comité Economique et Social de Coutances avait contribué à forgé une image touristique du Coutançais (37).

III. LE NIVEAU DEPARTEMENTAL

Il reste particulièrement vivace car il a toujours constitué

non seulement un cadre de réflexion mais surtout une unité administrative pouvant fournir des financements. Le Conseil Général participe à la définition de la politique départementale, vote un budget annuel d'aide au tourisme et peut ainsi par le jeu des financements orienter le développement touristique.

A - Les bases départementales du développement touristique.

Elles résultent de circulaires parfois anciennes (1950, 1953) ou plus récentes (1966, 1968) qui cherchaient à étendre à l'échelon départemental la coordination existant sur le plan national et régional entre l'action de l'autorité administrative et celle des organismes privés. Ces textes ne sont plus adaptés aux besoins du tourisme actuel et sont en passe d'être modifiés. (question du sénateur Raoul VADEPIED au ministre de la Culture et de l'Environnement 14 octobre 1977). De nombreux départements ont créé, sous l'autorité du préfet et en application des circulaires de 1950 et 1953, soit des Comités départementaux de Tourisme (Sarthe, Maine-et-Loire etc...) soit des Offices départementaux dotés de la personnalité civile et de l'autonomie financière (Manche, Orne). Ces créations se sont effectuées dans l'Ouest sur une très longue période, puisque l'Office de la Manche existe depuis 1951 alors que le Comité Départemental des Côtes-du-Nord se mettait en place en 1977. Toutefois, certains services préfectoraux comme celui de la " Coordination et de l'action économique " continuent à s'occuper des problèmes du tourisme, notamment du camping (Maine-et-Loire).

La mise en place d'un délégué départemental au tourisme n'efface pas le caractère incohérent, dans les faits, des diverses structures départementales s'occupant du tourisme rural. L'intronisation de tel délégué qui a sa politique propre définie en accord avec le préfet et le Conseil Général n'empêche pas les autres services de l'Etat de conserver parfois jalousement leurs attributs touristiques. La direction

de l'Équipement et ses GEP (Groupes d'Étude et de programmation), par l'intermédiaire des " schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme " (SDAU), continuent à s'occuper de l'aménagement touristique (équipements récréatifs, axes routiers etc...) de même que celle de l'Agriculture chargée du " schéma départemental d'aménagement rural " et qui finance le développement des gîtes ruraux ou d'autres équipements touristiques. Il faut tenir compte également du service des Voies navigables (tourisme fluvial), de celui des Eaux et Forêts (ouverture des forêts domaniales au tourisme), des Haras (tourisme équestre), de la direction de la Jeunesse et des Sports (colonies de vacances). Par ailleurs, les organisations privées (Chambres de commerce et d'agriculture, Fédération départementale des Syndicats d'initiative, Association départementale de tourisme rural...) continuent à mener dans le cadre départemental, leur propre politique. Les Comités d'expansion économique nés dans les années 53-60, tout en étant principalement tournés comme ceux de la Sarthe (créé en 1955) ou du Maine-et-Loire vers l'aménagement de zones industrielles et la recherche d'implantations industrielles, ne négligent pas la mise en valeur touristique. Tous les départements de l'Ouest se dotent de tels comités. En Basse-Normandie, le Comité d'expansion du département de l'Orne (C.E.D.O.) est formé en 1954 ; le Comité d'expansion de Basse-Normandie (C.E.B.A.N.O.R) en 1957 et " Manche-Expansion " institué en 1960. Le résultat est un véritable palimpseste administratif d'où la notion d'unité d'aménagement est d'autant plus absente que les relations s'effectuent plus souvent entre l'administration départementale et Paris qu'entre les services administratifs d'un même département.

B - Les schémas départementaux et la place du tourisme rural.

Les départements soucieux de développer le tourisme rural se sont efforcés de réagir contre cet émiettement en confiant à leurs Offices départementaux, à des Comités d'expansion, à des Sociétés d'économie mixte, des travaux visant à proposer un plan cohérent de mise en valeur touristique.

Les départements bas-normands de l'Orne et de la Manche furent les premiers à s'engager dans cette voie. L'Orne confia à P. DEFERT en 1958, une étude de mise en valeur touristique du département (38) et la Manche élaborait par l'intermédiaire de son Office départemental, " un programme d'expansion et de mise en valeur du tourisme et des vacances " (39) qui ne négligeait pas l'espace rural intérieur. De leur côté, les Côtes-du-Nord avaient confié à leur Comité d'expansion économique et de productivité une étude touristique départementale, publiée en 1970 (40) mettant l'accent sur le développement du tourisme intérieur, et qui faisait elle-même suite à un plan d'aménagement touristique élaboré en 1966 (41). Le Conseil Général du Morbihan lors de la seconde session de 1970 confia à la S.A.T.M.O.R. (Société d'économie mixte pour l'aménagement touristique du Morbihan) la mise au point d'un plan d'aménagement et d'action en faveur du tourisme intérieur, publié en 1971 (42). Comme dans les autres départements, il avait été précédé d'études confiées à des organismes divers (43). Le Morbihan avait bénéficié de son classement en " zone spéciale d'action rurale " en application de la loi d'orientation agricole du 2 août 1960 qui prévoyait que dans les régions rurales ne bénéficiant pas d'un développement économique suffisant, des zones spéciales d'action rurale profiteraient de mesures particulières et coordonnées notamment en matière d'équipements touristiques. Le développement après 1967 des études d'aménagement rural et des plans départementaux d'aménagement rural allait doter chaque département d'une base de référence posant le problème de l'insertion du tourisme en espace rural de manière spécifique. Toutefois, ces études se bornèrent plus à établir un bilan des équipements et des hébergements existants, qu'à proposer un véritable schéma d'organisation du tourisme rural. Il est d'ailleurs significatif de constater que les chapitres consacrés au tourisme rural s'insèrent à la fin de l'étude et que les problèmes ne sont abordés que de manière très générale. Dans quelques cas cependant, les auteurs s'efforcèrent de délimiter les secteurs dont la vocation touristique était plus affirmée en leur appliquant des actions d'aménagement originales. Le schéma sarthois distingue ainsi neuf zones d'aménagement touristique prioritaire ayant des possibilités de développement inégales et étant susceptibles d'interventions différenciées

(44). Le schéma angevin en distingue sept, fondées sur des paysages, des éléments attractifs, des équipements différents, auxquelles il convient d'appliquer des actions diversifiées (45).

IV. LE NIVEAU REGIONAL.

La région fut progressivement dotée d'outils lui permettant d'insérer le tourisme dans les schémas régionaux d'aménagement d'autant plus que " l'éveil de la conscience régionale " et la constitution de comités régionaux allaient servir d'aiguillon et de stimulant.

A - Les services régionaux du tourisme.

1) Les Comités régionaux du tourisme

Ils furent institués par les lois du 12 janvier 1942 et du 5 juin 1943 et fonctionnent en principe dans le cadre des " circonscriptions d'action régionale ". Un Comité comprend 18 membres et un Président nommés par le Ministre chargé du tourisme. Le Secrétaire général, choisi par le Président en est l'élément moteur. Les comités ont pour but de coordonner dans leur circonscription les initiatives de toutes natures tendant au développement du tourisme. En fait, leur rôle est mince. Leurs ressources dépendent des subventions des Conseils généraux, des Chambres de commerce et des stations. Leur principale activité consiste en des opérations de promotion régionale, notamment à l'étranger.

2) Les Délégués régionaux au tourisme.

Alors que les comités régionaux représentent surtout les intérêts locaux, les Délégués régionaux représentent les services extérieurs du Commissariat au tourisme. Dès 1960, le budget du Ministre des Travaux publics et des Transports comporta un certain nombre de postes de Délégués régionaux dont le statut et les attributions furent l'objet d'un décret du 2 novembre 1960. Le Délégué est plus particulièrement chargé de faire appliquer la politique touristique du Commissariat et de garder les relations avec le comité régional. Dans la réalité, son action se limite le plus souvent à des tâches administratives d'autant plus lourdes que les moyens mis à sa disposition sont limités. Les Délégations régionales au tourisme sont placées sous l'autorité des Préfets. Elles font des propositions en vue de la préparation des programmes d'équipement et de la répartition des aides financières accordées aux collectivités locales et aux associations. La Basse-Normandie n'a pas d'organisation propre puisque la Délégation régionale siégeant à Evreux s'occupe également de la Haute-Normandie. Les moyens dont disposent Comités et Délégués régionaux pour mettre en oeuvre une politique régionale du tourisme sont faibles.

B - Tourisme et politique régionale.

Les transformations de la société française à partir de 1950 ont amené un " éveil de la conscience régionale " (46) marqué par l'apparition de comités régionaux. Le Comité d'études et de liaison des intérêts bretons (C.E.L.I.B.) est l'un d'entre eux. Il marqua profondément la vie régionale en faisant prendre conscience à la région de ses problèmes. Le programme d'action régionale de 1956, très largement inspiré des travaux du CELIB, définissait les grandes orientations permettant la mise en valeur touristique de la région et qui furent

précisées dans la loi programme de 1962 (47). L'abandon du projet de loi programme, l'absence de grands investissements touristiques d'Etat dans l'Ouest au titre des grands aménagements régionaux se traduisirent par un éparpillement des initiatives. Seul l'aménagement des marais de l'Ouest, inspiré des grands aménagements régionaux fut confié à une Société de mise en valeur des marais de l'Ouest chargée surtout d'organiser l'amélioration de l'hydraulique, considérée comme préalable à tout autre aménagement. A une vision purement agronomique succéda vers 1970 une optique plus globale prenant en compte aussi bien la protection des zones humides, le développement de l'agriculture, de la conchyliculture, des industries portuaires, que l'exploitation du potentiel touristique (48).

Le renforcement des régions après 1963, année de création de la DATAR qui voit la première régionalisation budgétaire, la prise en compte de cette régionalisation dans la politique des plans et la réforme régionale de 1972, allaient malgré des insuffisances, doter les grandes régions de programme de moyens plus efficaces pour promouvoir le tourisme (49). La circulaire du 20 décembre 1968 du Commissariat au Plan mettait l'accent sur les problèmes spécifiques posés par l'aménagement des zones rurales et l'instruction du 27 juin 1970 prévoyait la mise au point de programmes régionaux de développement et d'équipement. Ces textes attiraient l'attention des autorités régionales sur la nécessité de traiter le problème d'aménagement en milieu rural comme un problème d'ensemble dépassant le seul cadre de l'activité agricole et incorporant le tourisme en milieu rural. La création des " Organismes d'études et d'aménagement des aires métropolitaines " (OREAM) en 1966 fut suivie vers 1970 d'un élargissement de leur domaine d'étude au sein desquels le phénomène d'urbanisation n'était plus qu'une composante parmi d'autres. Les OREAM allaient s'occuper de l'aménagement touristique en liaison avec la politique nationale d'aménagement du territoire, dans des cadres spatiaux beaucoup plus vastes (50). Ainsi l'OREAM de Nantes-Saint-Nazaire, après l'élaboration du schéma d'aménagement de l'aire métropolitaine, approfondissait sa réflexion en matière de loisirs,

couvrant pratiquement tout le département de Loire-Atlantique. La loi du 5 juillet 1972 marqua un tournant décisif pour l'aménagement régional. Pour la première fois, la région disposait de ressources propres et constituait un établissement public avec un exécutif, le Préfet de région, et un Conseil régional composé d'élus. Cette valorisation de l'échelon régional a été sensible lors de l'élaboration du 7ème plan (1976-1980) puisque contrairement au 6ème (1971-1975) qui avait déjà vu les régions établir des P.R.D.E. (programmes régionaux de développement et d'équipement) déconcentrés au niveau local en P.M.E. (programme de modernisation et d'équipement), chaque région eut à élaborer son propre plan sous sa seule responsabilité en utilisant les P.D.A. (programme de développement et d'aménagement) qui arrêtent les grands équipements à réaliser et les P.A.P. (programme d'action prioritaire). Dans ces conditions, les actions en faveur du tourisme rural purent être conduites au niveau régional de manière plus solide. Ainsi la mise en oeuvre du P.A.P. 23 " valoriser l'espace rural " a été pour la région des Pays de la Loire, l'occasion de mener une action spécifique en faveur du tourisme rural. Le caractère récent de ces actions rend prématuré toute généralisation sur la nouvelle politique régionale en faveur du tourisme rural mais l'attention précoce portée, dans l'Ouest, aux problèmes régionaux l'a doté d'études et de schémas qui en définissent les grandes orientations.

C - Les schémas régionaux d'aménagement et le tourisme rural.

Les schémas d'aménagement concernent des cadres spatiaux précis dans lesquels des conflits s'exercent entre les différentes activités : tourisme, industrie, urbanisation, protection de la nature ... Leur élaboration fut décidée au cours de plusieurs sessions du Comité interministériel d'aménagement du territoire (C.I.A.T.). Ils furent bien souvent préparés par des études antérieures menées par divers organismes

comme les Chambres régionales de commerce et d'industrie qui se préoccupaient également de la dimension régionale. La mise en place à partir de 1964 des " Comités de bassin " et des " Agences financières de bassin " dont les assises spatiales reposaient sur des bassins hydrographiques (Seine-Normandie, Loire-Bretagne) débouche également sur des Livres blancs qui prévoient l'utilisation à des fins récréatives de certains plans d'eau.

La Bretagne fut la première à proposer une " charte du tourisme breton ", fruit de la réflexion et de la concertation de plus de 400 responsables et acteurs du développement touristique de la région. L'ensemble des études (10 volumes) (51) fut commandé et financé par le Commissariat général au tourisme et par la D.A.T.A.R., réalisé par la Chambre régionale de commerce et d'industrie de Bretagne, et officiellement présenté le 8-07-1971.

Cette charte reprend les thèmes du programme d'action régional et de la loi-programme en ce qui concerne l'aménagement de l'intérieur. Ce dernier doit être axé principalement sur les plans d'eau, les rivières et les forêts. La charte met davantage l'accent sur les problèmes de préservation des sites naturels et sur l'ouverture au public de ces espaces.

Tout en soulignant que " le tourisme doit être présenté comme un projet régional ", que " le département reste le cadre administratif par lequel passe une large fraction des crédits et qui possède les responsables techniques capables de transformer les décisions en réalisations et un embryon d'organisation touristique ", elle se fait l'écho des préoccupations nouvelles. Elle constate en effet que l'unité du département, indéniable sur le plan administratif, ne se retrouve plus, la plupart du temps, sur le plan des vocations et des intérêts touristiques. Elle propose de mettre en oeuvre sa politique dans des " unités touristiques homogènes ", qui existent au niveau d'ensembles territoriaux centrés sur une vallée (basse vilaine), sur une forêt et

des plans d'eau (région de Paimpont) ou sur des richesses monumentales (région des calvaires). Un certain nombre de ces idées furent reprises dans le schéma d'aménagement du littoral breton né de la réunion des Conseillers généraux de Bretagne à Pontivy, le 25 mars 1972 (52). Ces dossiers proclamèrent que la priorité accordée par la région au développement économique et en particulier à l'industrialisation et à la promotion de l'agriculture et du tourisme, exigeait comme complément indissociable une politique de l'environnement, de manière à préserver la personnalité de la Bretagne. Ils proposèrent la mise à l'étude d'un schéma d'aménagement du littoral breton et des îles ayant pour objet d'organiser le développement et l'équipement équilibrés de la zone côtière. Un comité de Direction fut mis en place regroupant des Conseillers généraux, les Présidents des Chambres économiques et du CELIB, ainsi que les représentants des services administratifs régionaux. Un comité technique assura sous l'égide de la mission régionale la liaison avec les différents services régionaux. Le schéma est ainsi l'expression de la région, choisie comme niveau d'aménagement et qui déborde même sur une partie de Loire-Atlantique. Le résultat de ces travaux est un volumineux rapport (53) d'où se dégagent des grandes politiques d'aménagement qui ne sont pas toujours favorables au tourisme.

De même que les universitaires bretons avaient largement contribué à l'élaboration des dossiers d'étude, les géographes nantais avaient dès 1968 accompli un travail considérable sur l'équipement touristique des pays de la Loire (54). La définition d'une politique régionale se fit au sein du Comité régional de tourisme qui conclut un contrat d'étude avec le Commissariat général ayant pour objet d'analyser la situation des équipements et de la demande effective et virtuelle, et de produire un zonage des schémas de structure volontariste. Il devait déboucher le 31 décembre 1973 sur un schéma d'aménagement touristique et une typologie des zones classées en quatre catégories : zones touristiques à assister, à équilibrer, à promouvoir, à réserver (55). L'Atelier du littoral centre-ouest atlantique (ALCOA), basé aux Sables d'Olonne, dépendant des services régionaux de l'Équipement, était plus particulièrement chargé de l'aménagement de la façade atlantique des pays de la

Loire et du Poitou-Charentes. Après consultation des Conseils généraux, des Etablissements publics régionaux, des Comités techniques et de la Commission inter-régionale de coordination, les grandes lignes du schéma furent adoptées en 1977 (56).

Selon des processus voisins, la mission d'aménagement de Basse-Normandie, créée en 1970 (MABN) publiait une série de travaux, avec l'aide des géographes normands, qui débouchaient sur un rapport d'orientation (1974) et un schéma d'aménagement (1976) (57). La MABN avait pris l'initiative de constituer dès juin 1973 un groupe de réflexion " tourisme " en vue de rechercher une politique originale, adaptée aux caractéristiques particulières de la région. Ses propositions furent intégralement retenues et reprises dans le plan décennal d'équipement touristique du département du Calvados voté en 1974.

Tous ces schémas régionaux présentent des points communs. Le tourisme est envisagé dans le cadre d'un aménagement global intégré à la vie régionale. Les travaux ont progressé beaucoup plus vite dans l'espace littoral que dans l'intérieur. Seul le département de la Vendée pouvait présenter en octobre 1975 un plan d'aménagement touristique précis de la Vendée intérieure (58) articulé avec celui de la façade littorale. Tous acceptent en la contrôlant la croissance touristique prévisible et veulent orienter l'offre touristique vers la promotion de produits spécifiques en réduisant par divers artifices (classes de mer, week-end, allongement de la saison...) le caractère saisonnier du fait touristique. Cette croissance doit se faire dans le respect des équilibres et de la qualité des sites bâtis et naturels. L'organisation spatiale du tourisme est l'occasion d'associer au tourisme balnéaire, l'arrière-pays rural par des opérations d'aménagement en profondeur. Le tourisme ne doit pas conduire à une urbanisation complète des littoraux, et des espaces naturels (" tiers sauvage ") sont maintenus. Dans les secteurs littoraux où les conflits sont les plus aigus, le Comité interministériel d'aménagement du territoire du 26 octobre 1972 a décidé la mise à l'étude de S.A.U.M. (schémas d'aptitude et d'utilisation de la mer). Depuis 1975,

le " conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres " qui a pour mission de mener dans les cantons côtiers une politique foncière de sauvegarde de l'espace littoral, de respect des sites naturels, peut servir la mise en valeur touristique par la création et l'aménagement de sentiers piétonniers d'accès au rivage, par l'ouverture de bases littorales de loisirs et de nature.

Les " schémas régionaux de développement des loisirs ", mis en place récemment, visent à faire face aux difficultés nées de la multiplicité des intervenants en matière d'aménagement touristique. Ils appréhendent les loisirs au sens le plus large (quotidien, fin de semaine, tourisme itinérant, de passage, de séjour, pour les populations aussi bien résidentes que non résidentes). Le schéma définit un " cadre de cohérence " pour l'ensemble des orientations et des actions dans le domaine des loisirs qui doivent être prises en compte dans les différents documents d'urbanisme et d'aménagement.

Ces schémas délimitent des unités infra-régionales présentant des caractères physiques et humains homogènes : elles sont au nombre de douze pour le littoral breton, de six, du pays de Retz à la Charente-Maritime, et du Sud de la Manche à l'estuaire de la côte fleurie. On retrouve ainsi l'aboutissement d'un processus amorcé depuis plusieurs années montrant que si les cadres départementaux et régionaux permettent la reconnaissance de grandes orientations d'aménagement, le niveau infra-régional, assimilé par certains au " pays ", est le plus pertinent. Il n'est pas exempt cependant de certaines incohérences.

V. LES INCOHERENCES DES NIVEAUX INFRA REGIONAUX D'AMENAGEMENT.

Le niveau infra-régional d'aménagement présenté comme une entité homogène, assimilable au " pays ", pris en compte dans des pro-

cédures d'aménagement variées (P.A.R., zone-test de rénovation rurale, contrat de pays ..), constitue le cadre le plus adapté à l'insertion du tourisme dans le milieu rural. Son " émergence " (59) soulève plusieurs problèmes.

A - Découpage des unités d'aménagement et solidarités géographiques

L'unité infra-régionale d'aménagement ne fait pas toujours apparaître des solidarités entre un pays rural homogène dans son économie, ses fondements physiques, ses paysages, sa pratique sociale, et un ou plusieurs centres ruraux ou petites villes. L'unité d'un pays peut même se trouver forgée par un réflexe anti-polarisant. Les Mauges, vieux pays rural, ont trouvé un cadre dans le Comité des cinq cantons dont un des buts, non avoué clairement, est la résistance à l'attraction de Cholet. L'exemple des parcs naturels régionaux avait déjà montré le caractère artificiel de certaines limites que l'on retrouve dans des entités pourtant spatialement plus petites. En Bretagne, les petites villes têtes de rias, qui se sont développées au Moyen-Age, rayonnent sur des pays différents de part et d'autre de la ria, ce qui pose des problèmes d'homogénéité. L'exemple du Sud-Vendéen est particulièrement démonstratif. Cette entité désigne les dix cantons situés au sud d'une ligne Talmont-La Chataigneraie, demeurés à l'écart du mouvement de croissance démographique et d'essor économique amorcé depuis la guerre dans le reste du département. Les traits humains lui donnent une certaine unité par opposition aux caractères politiques, sociaux et religieux du bocage vendéen. La diversité des milieux naturels est grande toutefois, associant les " marais desséchés " avec leurs champs ouverts, sans arbres, ordonnés autour d'une trame hydraulique faite de canaux, chenaux et fossés radioconcentriques, les " marais mouillés ", avec leur puzzle de canaux, leur végétation dense de frênes et de peupliers, leurs eaux qui évoquent la " Venise Verte ", et les plaines calcaires secondaires

d'openfield céréalier avec de gros villages, relayées à l'Est par des terrains primaires, au relief plus mouvementé, coiffés d'un bocage, prolongés par la forêt de Mervent et ses lacs.

Cette zone est écartelée entre des influences urbaines diverses, au sein desquelles celles exercées par la Roche-sur-Yon et Fontenay-le-Comte ne sont pas les plus déterminantes (60). Les centres les plus actifs sont, au sud, ceux de la Rochelle et de Niort qui appartiennent à la région de programme du Poitou-Charentes. Les procédures d'aménagement engagées, qui mettent toutes l'accent à des degrés divers sur la valorisation du tourisme rural, ne semblent pas de nature à conforter l'unité d'un pays Sud-Vendéen. B. MIGAIROU, géographe, Chargé d'étude à la DDA de Vendée, qui nous a fort utilement guidé, a bien mis en évidence les incohérences spatiales de l'aménagement de ce Sud-vendéen liées aux ambitions ou aux fantaisies de l'administration ou des élus (61). Le PAR, qui concerne les trois cantons de Chaillé-les-Marais, Maillezais, Saint-Hilaire-des-Loges, fut mis à l'étude le 1er août 1975 et le programme d'aménagement défini en septembre 1976. Il succédait à une série d'études menées à partir de 1973 par la Direction départementale de l'agriculture et par la SEDIAC relatives aux possibilités d'industrialisation pour l'aire des dix cantons (62). Il aboutit à définir trente actions prioritaires dont quatre relatives au tourisme, à l'environnement et aux loisirs (réalisation des réserves naturelles, incitation au développement de l'hôtellerie, à la plantation de rideaux d'arbres autour des bâtiments de fonction, établissement d'un contrôle sur la qualité des eaux dans les marais) (63). Les contrats de pays de la basse vallée du Lay, du Sud-Est vendéen et du Bas-Bocage proposent de réanimer des espaces ruraux autour de centres qui sont parfois en dehors de la zone. Par la procédure des "cantons défavorisés", le département a surtout cherché à créer des zones artisanales et des ateliers relais. Le SDAU cherche à intégrer l'arrière pays rural en déclin au littoral en voie d'urbanisation et le parc naturel régional à l'étude s'efforce lui aussi de promouvoir le

tourisme en milieu rural dans le respect de l'environnement. Localement, ces procédures d'aménagement enchevêtrées déterminent des circuits complexes. La commune de Chaillé-les-Marais est concernée par sept d'entre elles : le SIVOM, créé en 1966 groupe les neuf communes du canton ; il a pour tâche d'établir des études et des programmes d'investissement, de réaliser et éventuellement d'exploiter les ouvrages construits par lui (un village de vacances était envisagé en 1974 sur les communes de Vouillé-La Taillée) ; le P.A.R. du sud-Vendée ; le contrat du pays du Sud-Est vendéen ; l'action " cantons défavorisés " ; la zone d'étude de l'ALCOA ; le SDAU du Sud -Vendée et le parc naturel régional en gestation du marais poitevin. Ces interférences se retrouvent ailleurs. G. MACE a montré que dans le département de la Mayenne, le découpage en " pays ", à l'exception de la Mayenne angevine, était loin d'être l'expression de " réalités humaines, physiques, et économiques " (64). C'est que la réalité géographique est fréquemment complexe et ne correspond pas aux schémas théoriques. L'exemple de la petite région de Saint-Pierre-sur-Dives montre qu'il a été possible de rassembler dans la même unité d'aménagement (un syndicat mixte et un secteur-pilote) deux ensembles géographiques aussi variés que le bocage du pays d'Auge et la campagne céréalière entretenant des relations privilégiées avec la petite ville de Saint-Pierre-sur-Dives, lieu traditionnel d'échanges entre deux économies différenciées et dans une certaine mesure complémentaires. Par contre, le P.A.R. du pré-bocage regroupe les deux cantons de Villers-Bocage et Aunay-sur-Odon, dans un cadre administratif peu respectueux des entités touristiques puisque englobant des morceaux de la plaine de Caen, du bocage virois, de la Suisse normande et même du Bessin. Force est de constater dans les rapports que cette " région n'a pas la chance de posséder une image de marque, un nom déjà répandu dans le public français et étranger et qu'il est nécessaire de créer de toutes pièces ce nom et cette image de marque " (65). Le problème est-il bien posé ? Ce n'est pas l'image du " pays " qu'il faut incriminer mais la base même de son découpage.

LES NIVEAUX REGIONAUX D'AMENAGEMENT DANS

LA FRANCE DE L'OUEST

au 1-1-1977



B - Interférences et chevauchements des unités infra-
régionales d'aménagement dans l'Ouest.

Nous avons tenté, non sans mal, d'établir pour l'ensemble de l'Ouest un inventaire, du même type que celui du Sud de la Vendée, des unités spatiales d'aménagement prenant en compte à des degrés divers le tourisme rural. La carte dressée au 1er janvier 1977 montre clairement les interférences et les chevauchements dans les limites de ces unités qui sont dénoncées comme " source d'inefficacité, de perte de temps, ne permettant pas la prise de conscience des solidarités de fait " (66).

CONCLUSION.

L'analyse de l'insertion du tourisme dans les milieux ruraux de l'Ouest peut se faire à des niveaux géographiques allant de la commune au niveau infra-régional, au département, à la région de programme. Ces découpages ont leur intérêt et leur logique mais ils ne correspondent pas toujours à des régions géographiques reconnues. Une articulation malaisée entre ces niveaux, un découpage artificiel qui tient parfois plus aux données politiques locales qu'aux suggestions du milieu géographique et aux potentialités touristiques, créateur de chevauchements et d'interférences, ne permettent pas de prendre systématiquement et aveuglément comme base de notre découpage régional, les unités spatiales d'aménagement et les circonscriptions administratives. Il n'est pas possible cependant de les écarter totalement dans la mesure où l'action de certaines personnalités, d'organismes ou d'associations divers, des collectivités locales ou régionales et des pouvoirs publics dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire, entraîne parfois des regroupements spatiaux vivants et forge une conscience de pays et une image touristique qui finit par s'imposer. Le cadre administratif et d'aménagement devient alors un élément de différenciation spatiale, d'explication de l'organisation de l'espace par le tourisme et de l'insertion de ce dernier dans le milieu rural puisqu'il est capable, par l'intermédiaire de politiques spécifiques, de rendre compte de la localisation d'équipements de loisirs et de la genèse de flux (67). Au sein de nos grands ensembles géographiques inégalement marqués par la pression touristique, le découpage régional proposé permet d'étudier l'insertion du tourisme au sein d'espaces de taille intermédiaire entre la commune et le département. Il s'efforce de tenir compte des impératifs géographiques, des facteurs historiques sans négliger les effets spatiaux des politiques d'aménagement.

NOTES

- 1) BONNAMOUR Jacqueline : Des problèmes d'échelle dans les modèles d'aménagement rural. Communication présentée au 5e Colloque franco-polonais de Géographie. Cerisy-la-Salle, Sept. 1977.

- 2) Sur les aspects géographiques de l'aménagement du territoire, on se reportera aux travaux récents de :
 - BERNARD Henri, DERRUAU Max, DEZERT Bernard, RENARD Jean, WOLKOWITSCH initiation à la géographie appliquée - Masson - 1978. 190 p.
 - BONTRON, GILLETTE, MATHIEU, PEYON, PLET, ROBIC : Eléments de réflexion sur l'aménagement et l'espace rural en France - in - Réflexions sur l'espace rural français. Université de Paris I. ENS de Fontenay-aux-Roses - Sept. 1975 p. 53-85.
 - John I. CLARKE et Jean PELLETIER : Régions géographiques et régions d'aménagement. Colloque franco-britannique de géographie. Editions L'HERMES-Lyon. 1978 - 230 p.
 - FREMONT Armand: L' aménagement régional en France - L'Espace Géographique - 1978 - 2 - p. 73-84.

- 3) Sur les questions juridiques, on se reportera en dehors des textes du J.O. à :
 - CASTEX F. : L'équipement touristique de la France - Editions France - Empire 1972 - 604 p.
 - Conseil Supérieur du Tourisme : Collectivités locales, tourisme et aménagement du territoire - session 1976 - 1977.
 - DEBEYRE Guy : Réflexions critiques sur les structures et le budget de la région. PCM - n° 5 - Juin 1974 - p. 36-39.
 - CORRESPONDANCE MUNICIPALE : Pour une participation des ruraux à l'équipement touristique - n° 109-110 - 1970 - 67 p.
 - LE FLOCH J.P. : Recherches sur le tourisme rural : l'exemple breton - thèse de Droit - Rennes - 1973 - 531 p.
 - GIVAUDAN A. : P.O.S. - Eléments pour une méthodologie des plans d'occupation des sols - in - " Urbanisme " n° 138 - 1978 - p. 17-27.

- JOCARD - L.M. : Le tourisme et l'action de l'Etat - Berger Levrault
1965 - 298 p.

- NICOLAS Yves : Droit et urbanisme - P.O.S. - in " Urbanisme " n° 138 -
1973 - p. 81-91.

4) Le développement du tourisme passant par des opérations de type commercial, les municipalités n'avaient guère la possibilité légale de s'intéresser directement à ce type d'opération. Le décret du 20 mai 1966 a élargi le champ d'action des communes par " voie d'exploitation directe ou par simple participation financière dans les organismes et entreprises, même de forme coopérative et commerciale ayant pour objet la mise au point de projets, l'exécution de travaux présentant un caractère d'intérêt public ou l'exploitation de services publics .. ainsi que la réalisation d'améliorations urbaines et rurales. Auparavant, les collectivités locales n'avaient le droit de créer ou d'exploiter que des services appartenant à des catégories bien définies : hygiène et assistance, halles, marchés et abattoirs, exploitations minières et thermales, services des eaux et transports urbains. Aujourd'hui, leur champ d'intervention leur permet d'exploiter un village de vacances ou un hôtel.

5) MEYNIER André : La commune rurale française. Annales de géographie, septembre 1945 - p. 161 - 179.

6) CANEVET Corentin : La coopération agricole en Bretagne. Presses universitaires de Bretagne - Saint-Brieuc - 1972 - 297 p.

7) Y. LAMBERT, M. LEBOT, J. GILLET : Expériences d'animation rurale : le secteur d'Ancenis - Etudes Rurales - Janv. - mars 1977 - n° 65 - p. 139-146.

Y. LAMBERT, M.A. BREMAUD : La petite ville, la grosse coopérative et la petite région. Communication présentée au Colloque de l'association des ruralistes français - Rennes - Nov. 1977.

- 8) BAUDOUIN Alain, DAUTRIAT Roger : Alexis GOURVENNEC, paysan directeur général - Fayard - 1977 - 239 p.

- 9) Le Nord-Finistère en 1976 : Bilan - objectifs - juin 1976 - 63 p.
document de travail SEMENF.

- 10) Propositions générales d'aménagement touristique - région du Méné - 1968 - 48 p.

- 11) FLATRES Pierre : Les divisions territoriales de Basse-Bretagne comparées à celles des contrées celtiques d'Outre-Mer.
Annales de Bretagne - 1956 - n° 1 - p. 3-17.

- 12) BLAIZOT François : Articulation du village-centre dans de nouvelles structures - synthèse des travaux du Colloque national sur le village-centre-EVREUX- 16 - 19 mars 1964. Actes du Colloque, p. 101 - 107, supplément n° 59 du Bulletin Trimestriel de la Fédération Nationale des Foyers Ruraux.

- 13) I.G.E.R. : Détermination des centres et secteurs ruraux du Morbihan.
Avril 1969 - 25 p. + 37 cartes.

- 14) Bretagne-Expansion - n° 6 février 1977 - 10 ans de rénovation rurale en Bretagne. La zone ouest de Rénovation rurale comprenait au départ les quatre départements bretons, celui de la Manche et huit cantons de Loire-Atlantique. Elle fut agrandie en 1977 de douze cantons du nord et de l'ouest de la Mayenne.

- 15) Les Journées nationales d'études sur les parcs naturels régionaux.
Lurs-en-Provence (septembre 1966). Comptes rendus des conférences et débats. La Documentation Française 210 p.
Les parcs naturels régionaux : textes juridiques - La Documentation Française 210 pages.
Revue 2 000 - n° spécial - Parcs régionaux n° 4 - sept. 1967.
Revue de géographie de Lyon - vol. 51 n°2 - 1976 - n° spécial sur les parcs naturels.

- 16) CAZES Georges : Difficultés et équivoques de la création d'un parc naturel régional : le cas du P.N.R. de la montagne de Reims.
Travaux du Centre géographique d'Etudes et de recherches rurales.
Poitiers - Vol. 8 - 1976 - p. 53-69.
DAUDE Guy : Les parcs naturels français - Revue de Géographie de Lyon.
1976 - p. 99-105.
RICHEZ Gérard : Réflexions critiques sur les parcs naturels français
Revue de Géographie de Lyon - 1976 - p. 189-204.

- 17) Le Parc naturel régional de Brière - Moniteur des Travaux publics -
n° 50 - 1976 - p. 43-44.

- 18) CLARY Daniel : En guise de conclusion, parc nature, région - Cahiers
du département de géographie de l'Université de Caen - Mai 1973 -
n° 6 - p. 67-69.

- 19) PENN AR BED a consacré deux numéros au parc naturel régional de Brière
accordant une très large place au milieu physique - n° 69 - juin 1972
et n° 71 déc. 1972.
A. VINCE : Notre Brière - 1971 - 79 p.
A. de CHATEAUBRIANT : La Brière (1923)

- 20) GARREAU Jacques : Le relief des monts d'Arrée - Penn ar bed - n°66
Septembre 1971 - p. 97-102.
PELHATE J. et DIZERO A. : Aspects de la végétation du parc d'Armorique.
Penn ar bed - n° 66 - septembre 1971 - p. 109-115.
FLATRES-MURY H. et BONNEAU M. : Le parc naturel régional d'Armorique.
Revue de Géographie de Lyon - 1976 - 2 - p. 133-149.

- 21) FREMONT Armand : Les paysages autour d'Ecouves. Cahiers du département
de géographie de l'Université de Caen - Mai 1973 - p. 29-35.

- 22) BUTET Colette : Le pays de Gaultier. Cahiers du département de
géographie de l'Université de Caen - mai 1973 - p. 55-60.

- 23) CELIB : Bretagne : une ambition nouvelle. Presses universitaires de Bretagne. 1971 - 170 p.

- 24) BARROIS Charles : Les divisions géographiques de la Bretagne. Annales de géographie 1897 - p. 23-44 et p. 103-122.

- 25) FLATRES Pierre : " Pays " traditionnels et structuration actuelle de l'espace : l'exemple du Nord-Ouest de la France. Communication présentée au Colloque de l'association des ruralistes français - Rennes - nov. 1977.

- 26) ERGAN Louis - LAURENT Loeiz : Vivre au pays - éd. le cercle d'or - Les Sables d'Olonne 1977 - 180 p.

- 27) Bulletin d'information de l'ACEAR - n° 18 - série spéciale : petite région. Fascicule 18 - 134 : le développement micro-régional - 137 p. DATAR : Dossier contrats de pays - contributions des ministères à la politique des contrats de pays - mai 1976.

- 28) Régionalisation des contrats de pays fascicule 8 - Bulletin d'information de l'ACEAR n° 16 - p. 25-28.
CNAR : Assises nationales des pays et comités d'aménagement rural - Vitré - 28 et 29 mai 1976 - 68 p.

- 29) CODEPRAN : Propositions pour le développement du tourisme rural dans l'intérieur des pays de Rance - étude générale - 61 p.
Guide touristique - 59 p et annexe cartographique - 1975.

- 30) Comité de développement du pays de Vitré : loisirs, tourisme et qualité de la vie en pays de Vitré : réflexions et propositions - 2 vol. - 44 p. et 42 p. - Janvier 1977.

- 31) MARTIN B : Les unités de tourisme en espace rural : un exemple :
l'U.T.E.R. Armagnac rapports et communications au 24^e Congrès de
l'A.I.E.S.T. - sept 1974 - p. 142-148.

- 32) JOUNO Alain : Fougères, pays d'accueil espace rural - sept. 1977.
31 p. + 18 annexes.

- 33) Comité régional du tourisme et service régional de l'agriculture :
la politique des aménagements touristiques coordonnées.
Document provisoire - juin 1977 - 15 p.

- 34) La Normandie et son tourisme - 1974 - 58 p. Les entités touristiques
p. 55 à 58.

- 35) DUQUESNE : La Suisse Normande : Eléments de base de son développement
touristique - 1965 - 41 p. + annexes - Office départemental de
tourisme du Calvados.

- 36) ANERA - SIVOM du Val d'Orne : Programme de développement touristique -
1973 - 1983 - 79 p.

- 37) Bulletin de l'office départemental du tourisme de la Manche n° 67 -
déc. 1977.

- 38) DEFERT Pierre : Mise en valeur touristique du département de l'Orne :
analyse régionale et plan d'expansion. Centre de liaison des actions
régionales touristiques et économiques -
1958 - 58 p.

- 39) Programme d'expansion et de mise en valeur du tourisme et des vacances
dans la Manche - étude réalisée par le service chargé du tourisme à
la préfecture de la Manche, en liaison avec l'Office départemental
du tourisme. 1960 - 114 p.

- 40) Comité d'expansion économique et de productivité des Côtes-du-Nord -
St Brieuc : le tourisme dans les Côtes-du-Nord (1966).

- 41) SACEP : Plan d'aménagement touristique des Côtes-du-Nord (1966).
- 42) SATMOR : L'aménagement touristique des zones intérieures du Morbihan - Vannes - 1971 - 110 p + annexes.
- 43) Chambre de commerce et d'industrie du Morbihan : contribution à l'étude des possibilités de développement touristique du Morbihan - Vannes - 1963 -
SEDES : Etude d'aménagement touristique du Morbihan - Paris - 1964 - 2 vol. 224 p.
- 44) Ministère de l'agriculture : La Sarthe et son espace rural - éléments pour un programme d'aménagement - ACEAR - 287 p.
- 45) Ministère de l'agriculture : étude départementale d'aménagement rural : Maine-et-Loire - janvier 1972 - 128 p.
- 46) PHILIPPONNEAU Michel: Debut Bretagne PUB - 530 p. 1970.
- 47) PHILIPPONNEAU Michel : Le problème breton et le programme d'action régionale 179 p. A. Colin - 1957.
- 48) PICHEREAU D. et FAUCON A. : Pour une mise en valeur des marais de l'Ouest. Aménagement et Nature 1975 - 40 - p. 26-29.
RENARD Jean : L'aménagement des marais littoraux de l'estuaire de la Vilaine à la Gironde. Communication présentée au 5° colloque franco-polonais de géographie - Cerisy-la-Salle - Sept. 1977.
TALUREAU R. : Marais de l'Ouest : Ministère de l'agriculture - 1965 - 180 p.
- 49) PINCHEMEL Philippe : Division régionale, régionalisation et politique régionale - in " régions géographiques et régions d'aménagement " - colloque franco-britannique - 1978 - p. 21-31.

- 50) DATAR : Les OREAM et l'aménagement du territoire. 1966 - 1976 - 215 p.
- 51) Chambre régionale de Commerce et d'industrie de Bretagne - 10 volumes.
 Vol. 1 : Rapport général - vocations - équipements.
 Vol. 2 : Rapport général fréquentation - dépenses des touristes
 Vol. 3 : Rapport de synthèse
 Vol. 4 : Résultats d'une enquête sur le tourisme en Bretagne en août - sept. 1968
 Vol. 5 : Résultats d'une enquête auprès des touristes en Bretagne à Pâques 1969
 Vol. 6 : Résultats des enquêtes de l'INSEE sur les vacances des français en Bretagne (1967-1969)
 Vol. 7 : Résultats d'une enquête sur le camping en Bretagne (été 1969)
 Vol. 8 : Le tourisme de groupe en Bretagne
 Vol. 9 : Le tourisme étranger en Bretagne.
 Vol.10 : Charte du tourisme breton.
- 52) Aménagement et Nature - n° spécial consacré au littoral - n° 40 - Hiver 1975 - 1976.
- 53) Région Bretagne : Schéma d'aménagement du littoral breton et des îles document provisoire - 1976
 1. Rapport d'orientation : 81 p.
 2. Le schéma
 3. Annexes. Les unités d'aménagement - 14 fascicules.
- 54) Association des géographes Nantais : l'équipement touristique des Pays de la Loire - Rapport préliminaire - mars 1968 - 2 vol. - 138 et 239 p. + cartes.
- 55) Esquisse d'un schéma d'aménagement touristique 28 p. Mission régionale des Pays de la Loire. 1974.

- 56) Schéma d'aménagement du littoral centre ouest atlantique. ALCOA - Modifications apportées après consultation - mai 1977 - 57 p. + cartes.
- 57) Mission d'aménagement de la Basse-Normandie - rapport d'orientation mars 1974 - 156 p.
Mission d'aménagement de la Basse-Normandie - littoral bas-normand : schéma d'aménagement sept. 1976 - 371 p. Document provisoire.
Travaux et recherches de prospective : littoral bas-normand. Schéma d'aménagement rapport d'orientation 201 p. 1976.
CLARY Daniel : Tourisme et aménagement régional - Annales de Géo. 1976 - p. 129 - 154.
- 58) Conseil général et Direction départementale de l'agriculture : plan d'aménagement touristique de la Vendée intérieure - oct. 1975 - 112 p.
- 59) HOUEE Paul : L'émergence des pays : pays d'hier et de demain - in " Bretagne - Expansion " n° 4 avril 1976 - 12 p.
HOUEE Paul : L'émergence des pays bretons. Communication présentée au Colloque de l'association des ruralistes français - nov. 1977 - Rennes.
- 60) GAGNIER-VINET Annick : Fontenay-le-Comte : Essai sur les rapports ville-campagne dans la plaine vendéenne - Travaux du Centre géographique d'études et de Recherches rurales - 1976 - n° 9 - 147 p.
- 61) Groupe des ruralistes nantais : observations sur les procédures d'aménagement micro-régional dans le sud-armoricain : communication présentée au Colloque de l'association des ruralistes français - Rennes - nov. 1977.
- 62) Direction départementale de l'agriculture de la Vendée - 1974.
Fasc. 1 : Rapport de présentation 46 p.
Fasc. 2 : Analyse du milieu agricole 152 p.
Fasc. 3 : Diagnostic et lignes d'action 73 p.
Fasc. 4 : Etude touristique du Sud-Est vendéen 48 p.

- 63) Direction départementale de l'agriculture de la Vendée : plan d'aménagement rural : cantons de Chaillé-les-marais, Maillezais, Saint-Hilaire-des-Loges, sept. 1976 - 131 p.
- 64) MACE G. : Les pays en Mayenne - Norois - 1977 - p. 304-308.
- 65) ANERA : Plan d'aménagement du pré-bocage - fév. 1977 - 2 vol.
- 66) ERGAN Louis : Les relations institutionnelles entre ville et campagne. Communication présentée au Colloque de l'association des ruralistes français - Rennes - Nov. 1977.
- 67) Sur ces questions de géographie politique, on pourra se reporter à :
 - CLAVAL Paul : Planification régionale et aménagement du territoire Revue de Géo. de l'Est - 1975 - p. 169-216.
 - PHILIPPONNEAU Michel : Géographie et action - A. Colin - 1967 - 227 p.
 - SIMONETTI Jean-Olivier : L'administration de l'espace : l'exemple français - Annales de géo. 1977 - p. 130-163.
et au n° spécial des Travaux de l'Institut de Géographie de Reims n° 29-30 - 1977 - 130 p.
 - CLAVAL Paul : Les aspects modernes de la géographie politique - p. 11 - 29.
 - GEORGE Pierre : Réflexions sur les questions de géographie politique et administrative p. 47 - 54.
 - PHILIPPONNEAU Michel : Pouvoir municipal et géographie urbaine. p. 31 - 37.

CHAPITRE B

LES ESPACES RURAUX DES MARGES ARMORICAINES D'INFLUENCE LIGERIEENNE

=====

Les marges armoricaines présentent sur le plan touristique une certaine individualité. Espaces de circulation aisée, proches de grandes villes régionales, facilement accessibles de Paris et de la région parisienne, traversés par des flux Nord-Sud, ils ont constitué par la variété de leur relief, leurs attraits naturels, leurs paysages humanisés et contrastés, l'assise d'une vie touristique ancienne en dépit de leur éloignement maximum de la mer.

Nous avons délaissé les secteurs bas-normands qui font l'objet de recherches sur des thèmes identiques au nôtre (travaux de PELATAN et de P. COYAC-MAILLET), pour analyser surtout des exemples du secteur sud-est où les influences ligériennes donnent à la vallée de l'Authion et au Saumurois, au Choletais, à la zone Erve et Vègre, des caractères originaux.

I - L'EXEMPLE DE LA VALLEE DE L'AUTHION ET DU SUD-SAUMUROI

Les divisions régionales de l'Anjou oriental sont assez simples à établir et il est de tradition d'y reconnaître trois régions : le Baugeois au nord, la Vallée et le plateau saumurois. Toutefois, une analyse plus fine conduit à poser quelques problèmes de limites. La vallée du Layon doit-elle être considérée comme saumuroise ou comme entité régionale propre ? La vallée d'Anjou n'est pas homogène et l'on peut distinguer une vallée saumuroise et une vallée angevine mais il n'est guère possible d'analyser les problèmes du tourisme sans faire

référence à l'ensemble du Val d'Authion ! Le canton de Vihiers, s'il a des caractères saumurois, appartient dans une certaine mesure aux Mayes. Partie intégrante de l'arrondissement de Saumur, le Baugeois, est dans l'orbite de la capitale régionale mais sur le plan touristique, il possède ses caractères propres. Dans ces conditions, notre analyse englobera toute la vallée d'Authion dans la limite de la zone d'aménagement rural et le plateau du Sud-Saumurois en arrière du coteau de Montsoreau au Thoureil, correspondant aux cantons de Gennes, Saumur-Sud, Doué-la-Fontaine, Montreuil-Bellay et Vihiers, en excluant le district urbain de Saumur.

A - La Vallée de l'Authion

1) un milieu naturel nuancé

Depuis les travaux de R. DION (1), J. GRAS (2) et Y. BABONAUX (3), le milieu physique du Val de Loire est bien connu et nous nous contenterons d'en rappeler les grands traits.

En aval de la confluence de la Loire et de la Vienne, les caractères physiques de la vallée d'Anjou changent par rapport à la vallée tourangelles. Son aspect principal est sa grande largeur qui s'accroît au fur et à mesure que l'on descend vers l'aval. Sur la rive droite, le plateau baugeois présente un rebord dentelé qui dégénère en un chapelet de buttes et qui disparaît même au-delà de Longué. Les terrasses assez bien marquées dans la partie orientale ne subsistent plus qu'à l'état de petites buttes, les " montilles ". Cette largeur et l'absence d'un relief bien marqué rendent compte de l'importance de la dépression latérale où coulent l'Authion et le Lathan et la grande extension des terres basses, inondées en hiver mais asséchées en été. Les

LES BASES DU TOURISME DANS LA VALLEE DE L'AUTHION



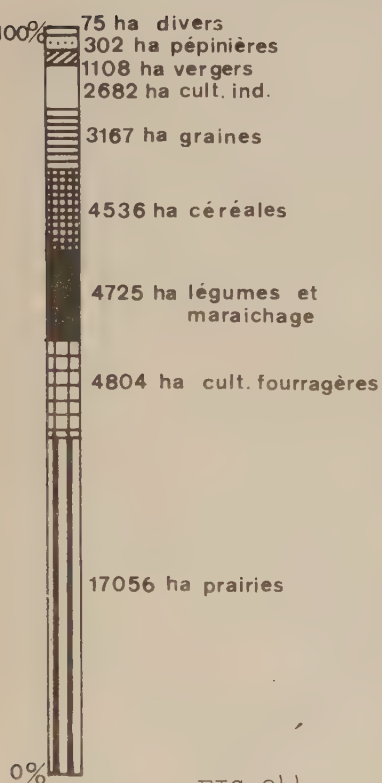
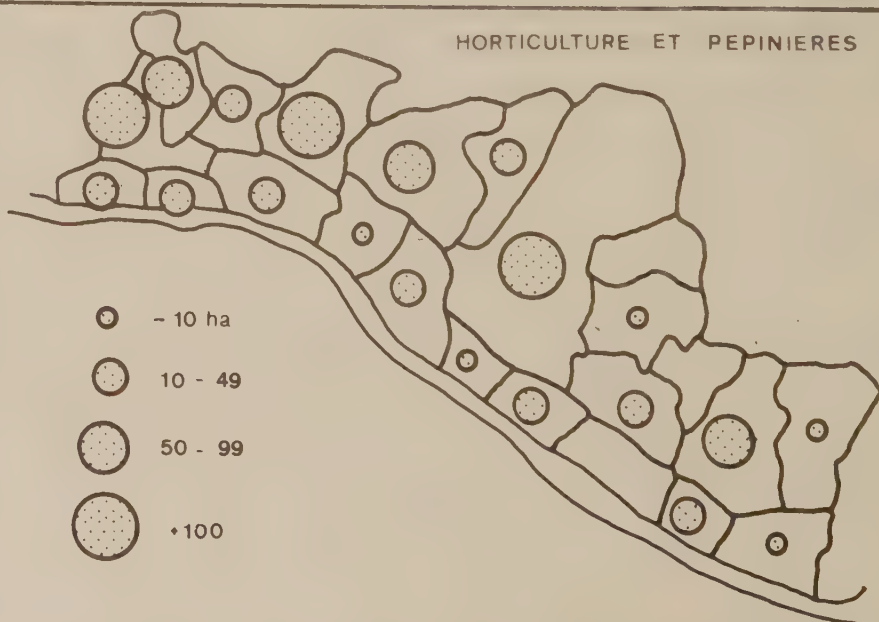
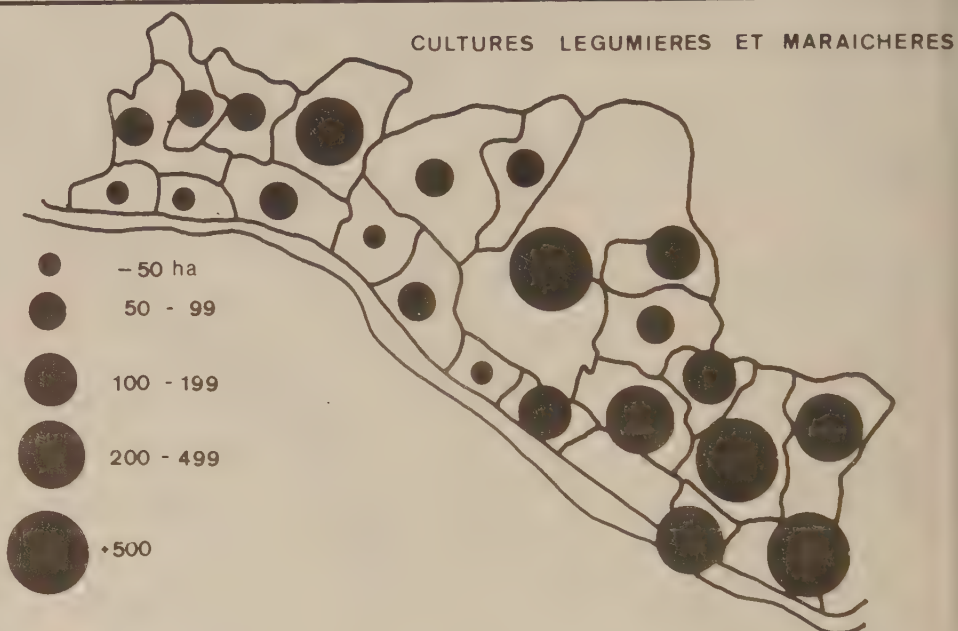
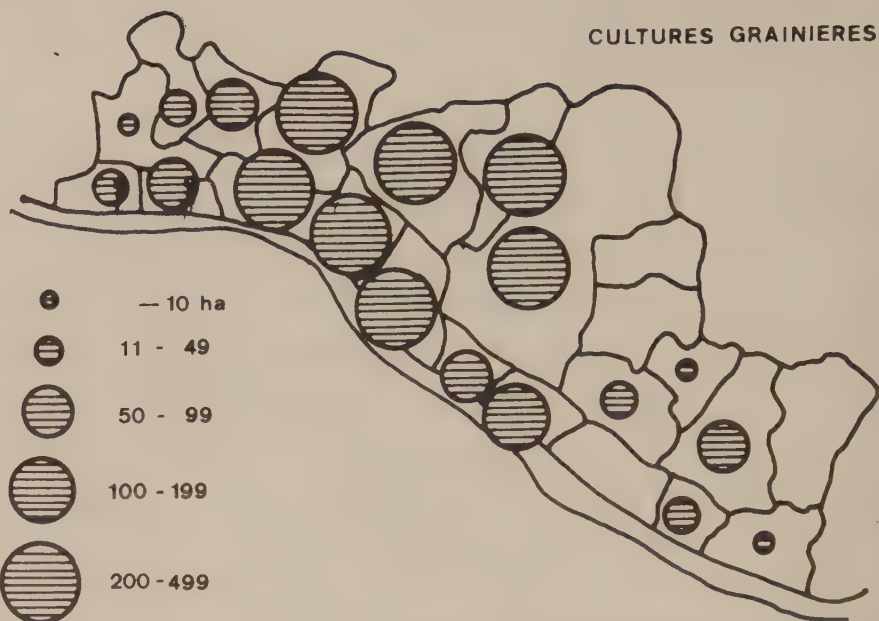


FIG.244

Répartition de
l'utilisation du sol
1970

0 km 8



Les Cultures Spéciales dans la Vallée de
l'Authion - 1970

FIG.245

vrais marécages ne se rencontrent qu'au débouché des vallées affluentes (marais du Lathan). La Loire est ici repoussée contre sa rive gauche par les matériaux arrachés à sa rive droite et fixée là par l'allure bombée du plancher alluvial. Au total, la trame physique est double opposant, transversalement, le bombement central sec, ouvert aux labours et aux cultures et la dépression latérale, domaine des grandes prairies angevines, et longitudinalement la haute vallée saumuroise plus étroite, plus élevée au-dessus du fleuve, aux terrasses plus affirmées, à la basse vallée, large humide, piquetée de petites buttes insubmersibles, sites des premiers habitats.

Cette vallée jouit d'un climat dont la réputation n'est plus à vanter. Cette dernière s'exprime cependant très mal dans les statistiques et les moyennes, d'autant que les postes d'observations sont peu nombreux et que des nuances microrégionales sont sensibles entre les basses vallées et les buttes. Ce qui est important pour le tourisme, c'est la faible pluviosité et la forte chaleur moyenne des étés. Nous avons insisté précédemment (livre III) sur ces sites climatiques privilégiés et il n'est nul besoin d'y revenir longuement. Entre 1951 et 1965, Longué a reçu en moyenne 668 mm de précipitations dont 42,5 mm seulement pour le mois de juillet. De plus, les averses d'été, franches et courtes, sont rapidement absorbées par un sol sableux et ne donnent jamais une impression d'humidité. Ces traits sont encore renforcés par la présence d'une végétation méridionale où se mêlent palmiers d'ornementation, cyprès, eucalyptus et même citronniers qui donnent des fruits en été pour peu qu'on les rentre en hiver. Certes, comme le souligne J. GRAS, ce climat privilégié d'été n'exclut pas une certaine instabilité qui rend aléatoire parfois la saison touristique mais il reste un des meilleurs atouts de la Vallée.

Il ne reste plus grand chose de la grande forêt qu'évoquent les documents anciens, depuis les défrichements médiévaux. Les principaux massifs se rencontrent dans la partie nord-est de la vallée, aux confins des grands massifs forestiers du Baugeois et de la Gâtine tourangelles (environ 9 000 ha). Pour l'essentiel, il s'agit de reboisements en pins maritimes effectués au XIX^{ème} siècle par des particuliers ou des communes.

L'Etat possède 332 ha à Jumelles, au nord de Longué.

- 2) "une polyculture de subtilité, de hardiesse et de prudence" (LE LANNOU) (4)

Les caractères de l'agriculture de la vallée, principale activité, sont également bien connus depuis les travaux de J.B. HUMEAU (5) et les nombreuses analyses de la S.A.D.R.A.L. (6) (Société d'Aménagement et de développement de la Région Authion-Loire). Vouloir réduire cependant toute la vallée à une vaste zone légumière serait trahir la réalité : 45 % de la S.A.U. en 1970 étaient encore consacrés aux prairies. La vallée reste le siège d'une polyculture complexe alliée à des cultures spécialisées et produite dans de petites exploitations en faire-valoir direct.

Ces exploitations sont entre les mains d'agriculteurs âgés. 36 % des exploitants ont plus de cinquante-cinq ans et moins de 9 % sont âgés de moins de trente-cinq ans. Si la superficie moyenne s'est accrue au cours des dernières années, elle reste encore faible par rapport aux moyennes des autres régions agricoles du département : quatre exploitations sur cinq ont moins de vingt hectares et la superficie moyenne n'est que de treize hectares et demi (8,4 ha à Saint-Lambert des Levées et 26,7 ha à La Daguenière). 30 % des exploitations réunissent moins de cinq hectares.

Les analyses de BOMER (7) et celles de J. GRAS ont montré l'extraordinaire morcellement des parcellaires, tant en ce qui concerne la propriété que l'exploitation. L'on ne compte pas moins de dix-sept mille propriétaires qui détiennent en moyenne 2,80 ha. Cette situation s'accompagne d'une fragmentation extrême du parcellaire d'exploitation. La vallée comptait en 1970 cent quinze mille parcelles d'une surface moyenne de 43 ares (moyenne de vingt-quatre parcelles par exploitation).

FIG.246

Les industries dans la vallée de l'Authion . 1976

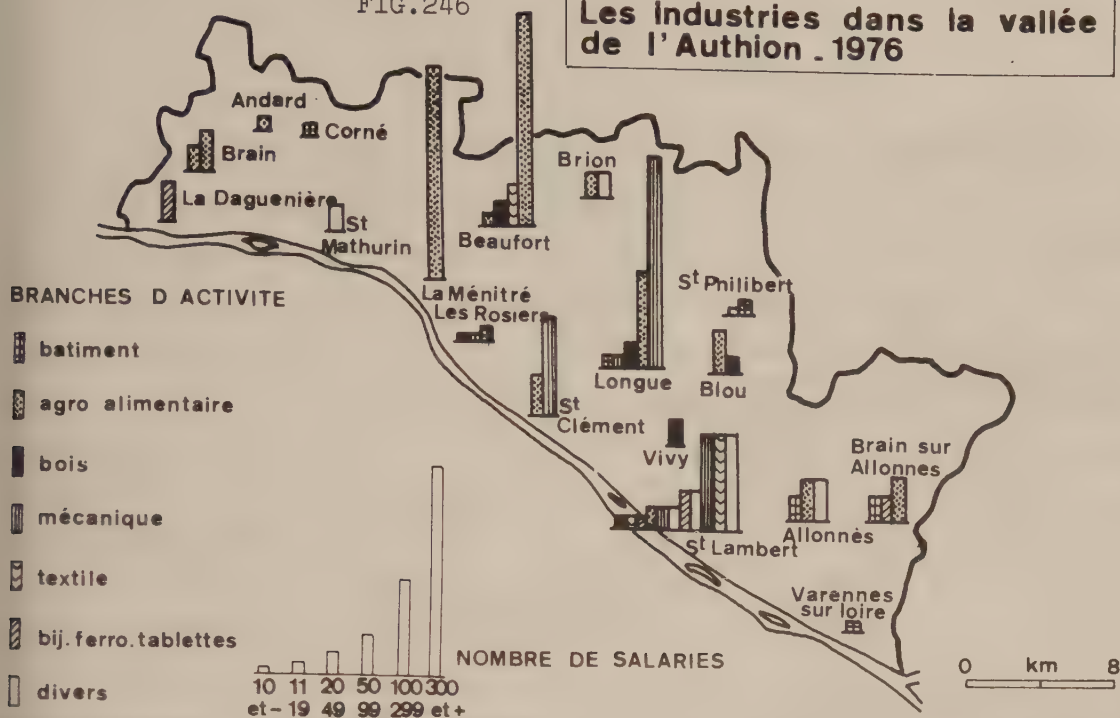
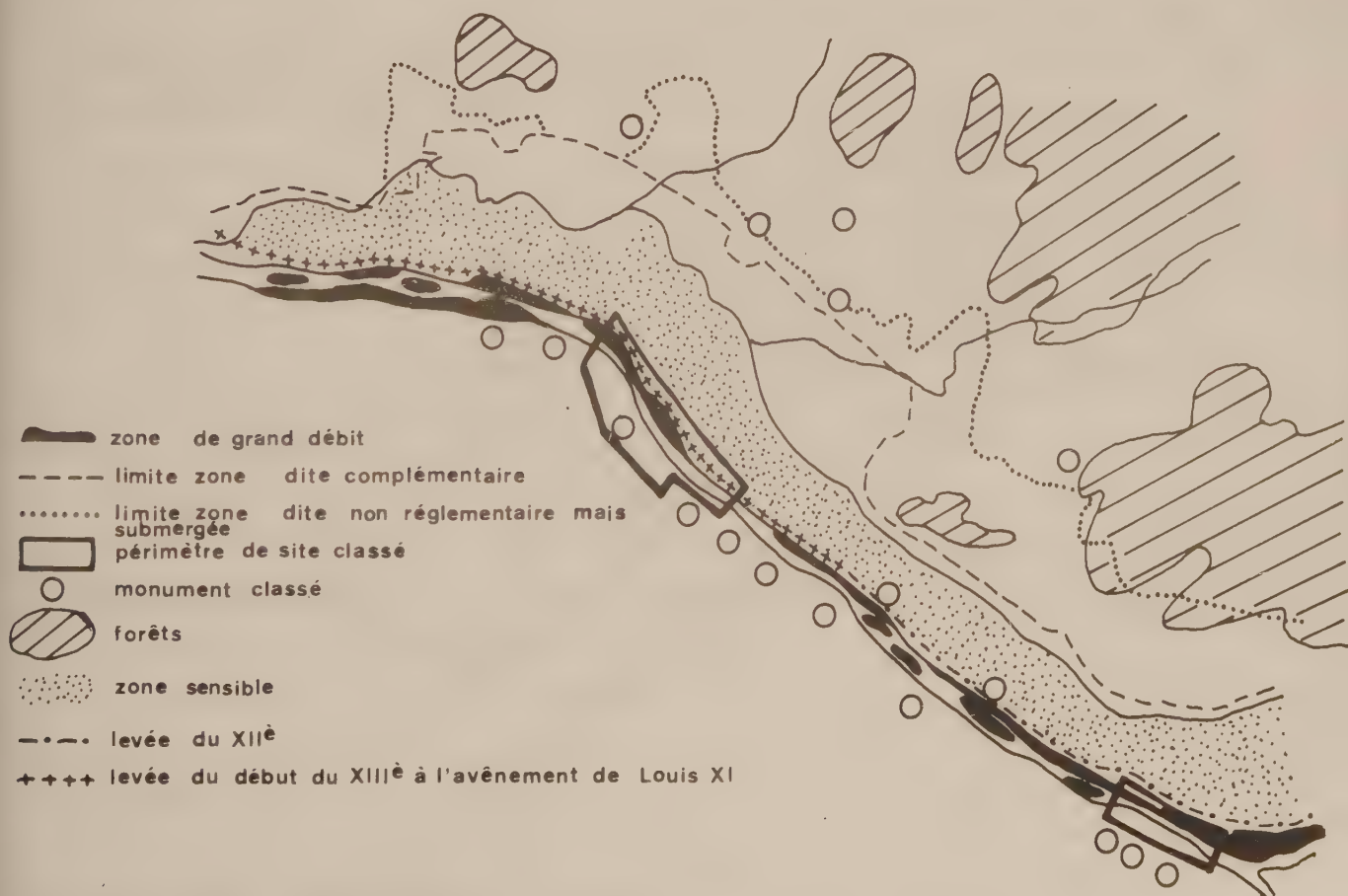


FIG.247

Les contraintes de construction dans la vallée de l'Authion



EHELLE : 1 / 300 000

Le remembrement a commencé à apporter des remèdes. La première commune remembrée fut Longué en 1968. Deux communes de la basse vallée ont été assainies et remembrées en 1972-73 (La Bohalle et La Daguenière) pour une surface agricole de 1 470 ha. Le nombre d'îlots a été divisé par quatre et leur surface moyenne est passée de 30 ares à 1,20 ha. En 1976, les opérations terminées et en cours représentent plus de 24 000 ha (30 000 ha en 1980) transformant certains secteurs de la vallée, comme celui traversé par la route menant des Rosiers à Beaufort, en véritable campagne céréalière.

Les productions sont variées : la vallée reste caractérisée par une proportion importante de prairies naturelles (17 500 ha). Les plantations occupent 1 183 ha dont seulement 75 en vigne. La surface en culture est consacrée pour 45 % aux céréales et aux plantes fourragères et pour 55 % (environ 13 000 ha) aux productions végétales à haut rendement (cultures grainières, industrielles, légumières et maraîchères). Le tiers des exploitants possède des vaches laitières et le nombre de producteurs de lait diminue rapidement (8 % l'an). Il faut noter la très petite taille des troupeaux (sept vaches par exploitation en moyenne) et les résultats techniques plutôt médiocres (moins de trois mille litres de lait par vache). Toutefois, les exploitations les plus grandes (plus de vingt ha) ont intensifié leur exploitation laitière en développant la culture du maïs-ensilage, notamment dans la partie centrale de la Vallée. J.B. HUMEAU a montré comment le vallerot savait spécialiser un secteur de son exploitation dans quelques cultures rentables tout en maintenant l'autre secteur en polyculture-élevage. Ainsi, plus de 40 % de la superficie réunie par les exploitations de moins de cinq hectares sont consacrés aux légumes, 6 % aux vergers, 6 % aux cultures grainières. Ces dernières dominent dans le canton de Beaufort mais sont sujettes à d'importantes fluctuations. Anciennes dans la vallée, elles connaissent un nouvel élan dû aux initiatives de Hodée (maïs-semence) et à l'installation de Vilmorin à La Ménittré, (juillet 1972).

3) une population dense en voie de vieillissement

La vallée de l'Authion est densément peuplée (cent dix

habitants au Km²) et le bilan démographique est globalement favorable (+ 5,7 % entre 1968 et 1975). C'est la conséquence du type d'agriculture pratiquée mais aussi de la présence de petites et moyennes entreprises. Cinquante-quatre entreprises de plus de dix salariées emploient trois mille huit cents personnes (17 % du total des actifs de la Vallée). 42 % du personnel sont féminins. Il ne s'agit pas de très grandes entreprises (trois seulement emploient plus de trois cents personnes). La répartition par secteur d'activité montre l'importance de l'agro-alimentaire qui représente 45 % de l'effectif total alors que le bâtiment n'en emploie que 11 %. La mécanique est le second secteur important de la vallée avec 21 % des salariées. Ces emplois sont occupés à 70 % par des habitants de la vallée. Mille personnes viennent d'Angers, de Saumur, du Bugeois et même du sud de la Loire. La forte densité de population explique également la présence d'un artisanat actif (huit cent quatre vingt six entreprises de moins de dix salariées recensées en 1974). Leur répartition géographique est assez bonne mais de petits centres comme Longué et Beaufort s'affirment.

Toutefois, si certaines communes ont accompli des performances remarquables, comme La Ménitré (+ 28 % entre 1968 et 1975), les plus petites se dépeuplent. La bonne situation d'ensemble cache des mouvements complexes caractérisés par une forte émigration des jeunes compensée par l'installation de personnes extérieures à la Vallée (citadins possédant un emploi à Angers ou Saumur, retraités). Certaines entreprises agro-alimentaires employant une main-d'oeuvre peu qualifiée ont dû cesser leurs activités au cours des dernières années et le nombre d'artisans des petites communes des confins du Bugeois a diminué. L'ancienneté et la vétusté des logements constituent aussi un frein au développement de l'emploi. 67 % des résidences principales ont été construites avant 1871, pendant la période florissante que le XIX^{ème} a été pour la vallée. Elles sont recherchées par les citadins comme résidences secondaires bien que 29 % d'entre elles n'aient pas encore l'eau courante. Un gros retard a été accumulé dans la construction de logements neufs locatifs pour accueillir les jeunes ménages et les salariées horticoles. C'est en partie la conséquence des restrictions à la construction dues à la législation sur les sites et à la réglementation du service de la Loire (8), concernant aussi bien les interdictions liées aux inondations du fleuve dans la

Vallée que celles propres au régime des levées.

Par ce biais, nous sommes amenés à considérer la caractéristique fondamentale de la vallée : son aménagement hydraulique qui explique son ancienne mise en valeur et rend compte de son avenir.

4) l'aménagement de la vallée de l'Authion

La mise en valeur agricole et le peuplement sont liés à la maîtrise de l'eau et l'édification progressive des levées fut le premier acte d'aménagement. Mais cette mise en valeur agricole dépend autant des crues de l'Authion que de celles de la Loire. L'Authion, dont les pentes sont faibles et les berges creusées dans les alluvions très fragiles de la Loire, constitue le réceptacle des eaux des plateaux du Baugeois et de la Gâtine tourangelles qu'il écoule mal. L'évacuation se fait lentement au printemps ce qui explique l'énorme superficie des grandes prairies inondables vouées à la vaine pâture (9). Leur mise en culture suppose le contrôle des crues. De nombreux projets virent le jour pendant les XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles, certains suivis d'esquisses d'aménagement mais c'est après la seconde guerre mondiale qu'un cours vraiment nouveau fut donné à l'entreprise lorsque fut dépassé le seul problème hydraulique. Tous les projets antérieurs à 1955 restèrent lettre morte en raison du coût élevé d'opérations motivées uniquement par des préoccupations hydrauliques et en l'absence d'une forte volonté politique (10). L'initiative vint du département d'Indre-et-Loire qui commença, vers 1950, des travaux de curage dont le résultat fut d'aggraver les effets des crues en aval. Le Conseil général de Maine-et-Loire donna le 9.11.1955 son accord de principe à la réalisation d'un projet d'assainissement et d'irrigation dans la vallée de l'Authion. Des travaux de curage, de recalibrage, de reconstruction des ponts furent entrepris de même que l'établissement de petits barrages de retenue et la réalisation du réseau d'irrigation de Russé-Allonnes. L'idée de rentabiliser l'opération

d'assainissement par une opération d'irrigation est exprimée clairement dans le rapport du Préfet au Conseil Général lors de la séance du 16 mai 1956. E. PISANI, Ministre de l'Agriculture, Conseiller général et Député de Maine-et-Loire, allait en donner une formulation complète (11). L'arrivée à leur terme des travaux d'hydraulique posait autant de problèmes qu'ils en résolvaient puisqu'après avoir permis le parcours rapide de la vallée par les masses d'eau, ils ne réglaient pas leur passage de la vallée de l'Authion dans la Loire en période de crue du fleuve dont les cotes sont supérieures à celles de l'Authion. Il fallait donc pomper l'eau arrivée en aval de la vallée de l'Authion en construisant une station de pompage, ce qui avait pour effet de mettre en valeur les terres mal drainées. Techniquement, cela ne posait aucun problème mais économiquement, ces travaux n'étaient envisageables que dans la mesure où une utilisation intensive des terres exondées les rentabiliserait. Le génie d'E. PISANI fut de lier cette opération hydraulique au transfert des maraîchers et horticulteurs de la banlieue d'Angers, menacés par la croissance urbaine. L'on passait ainsi de l'aménagement hydraulique à l'aménagement agricole et bientôt global puisqu'il s'agissait en même temps de transformer l'agriculture traditionnelle de la vallée, de permettre de bonnes conditions de commercialisation, d'améliorer les infrastructures de toute nature. Ainsi, toute une série d'éléments aboutissait à la création du complexe horticole et maraîcher de la vallée d'Authion doublée d'une opération d'aménagement global. Une des premières démarches de ses promoteurs fut de se doter d'une " Association d'études du complexe horticole et maraîcher de la vallée de l'Authion " (1966) transformée en 1968 en " société d'économie mixte " avec l'espoir de la voir se muer en Société d'aménagement régional sur le modèle de la Compagnie du Bas-Rhône-Languedoc. Cet espoir n'est pas étranger à l'élargissement des objectifs de la société en 1969. L'article 2 des statuts prévoyait en effet que la société " peut entreprendre toute action destinée à faciliter la mise en valeur rationnelle de la région du point de vue agricole, touristique et du point de vue économique ". Elle adopta en 1969 la nouvelle appellation : Société d'Aménagement et de Développement

de la Région Authion-Loire " (S.A.D.R.A.L.). Toute cette réflexion débouchait sur un plan d'aménagement rural prescrit en 1973 et approuvé en 1976. Le 4 novembre 1976 naissait le " Comité d'aménagement rural de l'Authion " (association type 1901) regroupant maires, conseillers généraux, représentants des organismes professionnels et syndicaux..., chargé de mettre en oeuvre les propositions contenues dans le P.A.R.

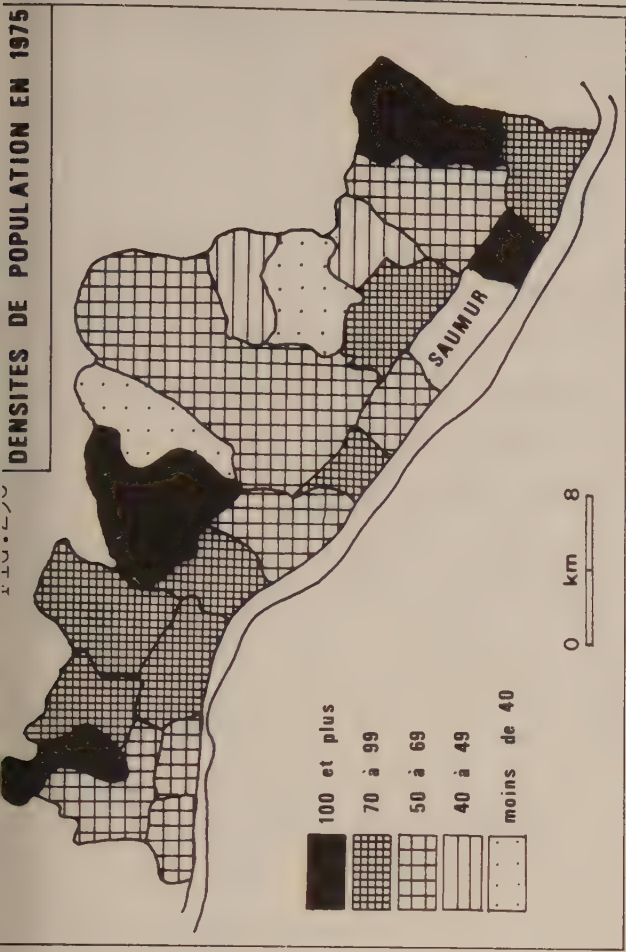
5) le développement du tourisme dans la vallée de l'Authion

Le tourisme n'y manque pas d'assises naturelles et humaines. L'abondance des eaux, la présence de massifs forestiers, un réseau dense de chemins, un patrimoine architectural varié et riche constituent des atouts longtemps ignorés des touristes et peu mis en valeur. Les documents d'aménagement ne font que de timides références au développement touristique, très en retrait sur les projets ambitieux élaborés dans les années 1970. Le tourisme n'est pris en compte que de manière accessoire, les priorités concernant surtout l'hydraulique, les emplois et le logement.

La vie touristique s'est longtemps bornée au seul passage sur l'axe routier qui emprunte la levée et qui permet de temps à autre de beaux coups d'oeil sur le fleuve. Bien souvent, le touriste qui " fait les châteaux de la Loire " se contente, venant de Touraine, de gagner Angers après un arrêt à Saumur. Les châteaux de Montgeoffroy et du Boumois ne reçoivent respectivement que six mille cinq cents et trois mille cinq cents visiteurs chaque année contre cent trente mille à Angers et quatre-vingt-dix mille à Saumur. Ces flux n'ont pas engendré d'ailleurs de structures d'accueil particulières. Le château de Montgeoffroy se visite depuis plus de quinze ans mais en 1977 le restaurant du " Relais du Château ", qui ne loue pas de chambre, était fermé en août de même que le " Strogonoff ". Les estivants doivent, pour se restaurer, se rendre à Angers, les restaurants de Beaufort étant également fermés au coeur de l'été. Le petit

terrain de camping de Mazé, non homologué, n'a reçu en 1975 que vingt-six personnes pour deux cent treize nuitées, parmi lesquelles aucun étranger. Le syndicat d'initiative fondé vers 1959 végète depuis la mort de son Président. L'association des commerçants peu motivée par le tourisme organise surtout des fêtes, des courses cyclistes, des journées commerciales. Les locations meublées sont inexistantes. Il en va de même à Saint-Martin-de-la-Place où l'hôtel et la pension de famille, non classés n'hébergent que quelques habitués. Le terrain de camping, classé deux étoiles, éloigné de la route, reçoit onze fois moins de campeurs que celui de Saumur, pour une capacité d'accueil presque identique. Les seuls points forts de l'organisation du tourisme dans la Vallée tiennent au développement ancien de petits noyaux sur les bords de Loire. Ils correspondent aux lieux d'arrêt des touristes et concentrent les restaurants, les terrains de camping, quelques hôtels et équipements récréatifs (terrains de golf, de tennis, baignades, écoles de voile...). Ce sont des appendices qui vivent un peu en marge des bourgs situés à l'intérieur de la Vallée et ne comptent presque jamais de commerces. L'exemple le plus démonstratif en est fourni par La Ménitré.

Le Port Saint-Maur rassemble les deux seuls hôtels-restaurants de la commune dont l'un est classé (quatorze chambres) et un bar-crêperie. Dès 1957, un terrain de camping " sauvage " s'établissait que la municipalité, à la requête d'un groupe de commerçants, aménageait à partir de 1962 (plus de cinq mille nuitées en 1976 pour trois cents places). Un golf miniature annexé à un hôtel complète ces équipements. Port-Saint-Maur rassemble toute l'infrastructure touristique à l'exception de la piscine aménagée en 1973 au nord de la commune, à proximité du terrain de sports (opposition des services de l'Équipement et de la Jeunesse et des Sports à l'implanter en bordure de Loire). Par contre, tous les services publics et les commerces se concentrent au bourg. L'hôtel de " l'Etoile d'Or " et celui du " Commerce " qui animaient, avant la guerre, la place centrale ont été transformés en simples cafés. Lorsque le bourg est collé à la levée, comme à Saint-Mathurin, le centre commercial est, par contre, bien développé et très animé l'été. Les estivants de passage sont incités davantage à l'arrêt comme les y invite d'ailleurs un vaste parking.



- hippodrome
 - piscine
 - centre équestre
 - station verte
 - syndicat d'initiative
-
- camping 1 - 200
 - camping 200 - 400
 - camping + 400
 - lieu de camping
 - résidences secondaires
-
- gîtes ruraux
 - hotel - restaurant classé
 - colonie de vacances
 - centre d'accueil & foyer rural

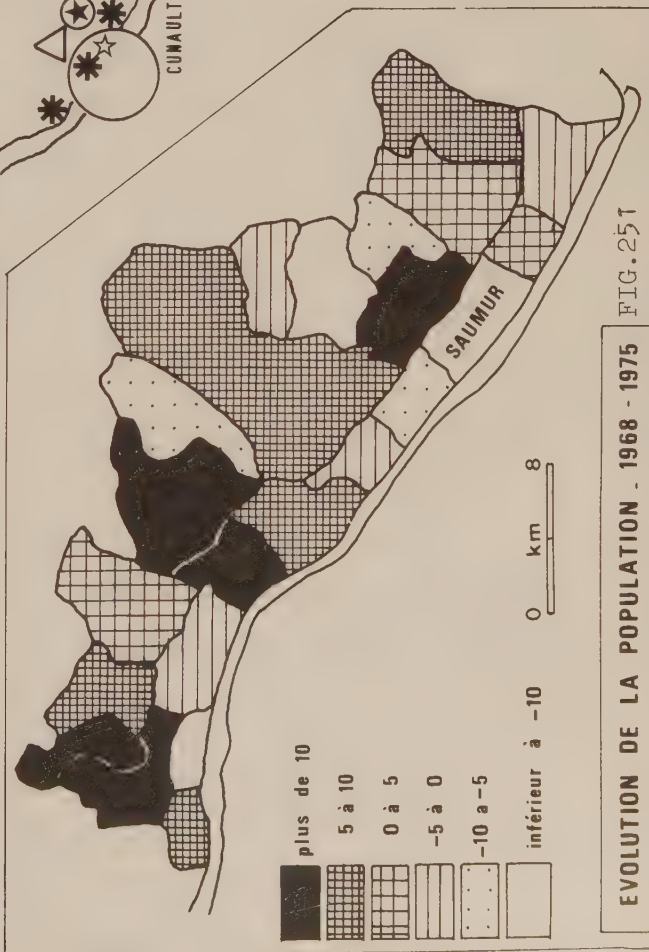
HEBERGEMENTS ET EQUIPEMENTS
TOURISTIQUES DANS LA VALLEE
DE L'AUTHIION

FIG.252



EVOLUTION DE LA POPULATION - 1968 - 1975

FIG.251



1977

L'action d'aménagement menée dans la Vallée depuis 1970 a commencé à modifier le schéma traditionnel d'organisation. Des initiatives ont été encouragées amenant une plus grande diffusion spatiale du fait touristique. Les initiatives individuelles y demeurent les moins nombreuses. Gîtes ruraux, chambres d'hôtes, camping à la ferme sont encore très peu nombreux malgré les campagnes d'information menées par la S.A.D.R.A.L. et le Comité départemental du tourisme. Les locations meublées font cruellement défaut et même s'amenuisent. Quatre gîtes ruraux seulement ont été créés en huit ans. Les logements vides sont transformés en résidences, secondaires, ou principales surtout dans le secteur de La Ménittré depuis l'installation de Vilmorin. A l'exception de Saint-Lambert-des-Levées rattachée à Saumur en 1973, le parc de résidences secondaires est passé de sept cent cinq à neuf cent cinquante neuf ; leur nombre, a été globalement multiplié par 1,3 mais il a diminué dans les grosses communes agricoles (Beaufort, Brain-sur-Authion) ou s'est stabilisé (Saint-Martin-de-la-Place, La Ménittré, Villebernier, Varennes). De nombreuses maisons vides qui auraient pu être transformées en gîtes sont conservées (par les agriculteurs) pour y loger les travailleurs saisonniers venant en été pour la castration du maïs et autres travaux agricoles. Les animateurs de la S.A.D.R.A.L. avaient essayé en 1971 de lancer le camping à la ferme dans la Vallée. Plusieurs exploitants avaient accepté de se prêter à cette opération qui se solda par un échec : aucun des campings à la ferme de la Vallée ne réussit à se maintenir. La grande dispersion des parcelles parfois éloignées du siège de l'exploitation, l'utilisation intensive des terres, le manque de pâturages en été, la faible rentabilité de ce type d'investissement et surtout le manque de motivation profonde de la part des agriculteurs expliquent cet échec. Les Conseillers agricoles de la Vallée que nous avons rencontrés à La Ménittré sont formels. L'activité touristique n'intéresse pas les agriculteurs et il est difficile d'organiser des réunions sur ce thème. Le vallerot est engagé dans un calendrier agricole très serré et la grande variété des productions absorbe toute l'énergie de sa famille. Les petits agriculteurs travaillent chez Vilmorin ou dans les principales entreprises horticoles de la Vallée

et les plus gros n'attendent pas grand chose du tourisme. Aisés, ils ont beaucoup de travail en été et ne souhaitent pas être dérangés. Ils prennent eux-mêmes leurs vacances en hiver à la montagne ou voyagent à l'étranger (USA). La seule réalisation individuelle est celle d'une ferme-auberge ouverte en mai 1975 à Neuillé par une agricultrice. Dans l'impossibilité d'obtenir une aide en vue de créer un deuxième atelier d'engraissement de veaux, Mme B. conseillée par les responsables de l'Auberge de Jeunesse de Saumur a aménagé dans la grange de son exploitation de cinq hectares une salle de restauration où elle écoule une partie de sa production fermière. Dans ces conditions, les seules réalisations importantes sont le fait des municipalités qui ont accepté de jouer la carte du tourisme. Les communes des bords de Loire ont diversifié leurs équipements et amélioré l'animation estivale par des fêtes, comme l' " Assemblée des coiffes d'Anjou ". La Ménitré qui veut devenir Station Verte de Vacances a entrepris de construire une salle polyvalente avec court de tennis. Un syndicat d'initiative constitué le 19 janvier 1976 a acheté des bicyclettes en 1977, entreposées au terrain de camping et louées. Il s'est donné pour buts d'assurer l'accueil et l'information, de mettre en valeur les richesses naturelles et historiques de la commune, d'établir des contacts entre les habitants à travers des manifestations populaires et folkloriques, d'animer avec les autres syndicats toute action susceptible de renforcer la mise en valeur du pays d'Anjou. Parmi les neuf membres du Conseil d'Administration, l'on rencontre surtout des commerçants, des retraités, des cadres de chez Vilmorin mais aucun agriculteur.

L'entreprise Vilmorin a commencé la restauration du manoir de Jeanne de Laval (XVème siècle) en vue d'y implanter une bibliothèque horticole et un musée des graines de semences. Une association soutenue par la Municipalité a entrepris le transfert, la restauration et l'équipement du Moulin de Goislard datant du début du XIXème et implanté jusqu' en 1974 sur la commune de Saint-Mathurin. L'ensemble constitue depuis 1977 l'ossature d'un centre d'animation rurale qui contribue à soustraire les équipements touristiques à l'attraction trop exclusive de la Loire.

Toutefois, cette dernière demeure très forte et rares sont encore les communes de la Vallée qui, sans balcon sur le fleuve, se lancent dans le tourisme. La seule à le faire systématiquement depuis plusieurs années est celle de Brain-sur-Allonnes en raison de la politique menée par son maire, Mr. DUDE. Cet agriculteur est Conseiller municipal depuis 1953 et Maire depuis 1956. A la différence de nombreux maires ruraux, il a mené une politique audacieuse d'investissements communaux dans le but de compenser par des implantations nouvelles les pertes dues à l'exode des actifs agricoles. Quatre lotissements, tous communaux, ont vu le jour entre 1957 et 1977, représentant cent douze logements dont soixante-quatre en location. Mr. DUDE fut un des rares maires ruraux du Saumurois à prôner dès 1962 le développement des logements locatifs. La pression moins forte sur les logements anciens que dans les autres communes permet le développement des locations meublées (une douzaine) et des résidences secondaires (quinze en 1968 et vingt-six en 1975). Des équipements récréatifs ont été mis en place progressivement. Un foyer rural vit le jour en 1956. Il fut un des premiers d'Anjou et se substitua aux deux patronages, religieux et laïc, géré par une association regroupant toutes les sociétés locales. Vinrent s'y adjoindre un terrain de sports en 1960, puis de camping (soixante places) en 1969, un centre d'accueil de trente personnes (1970) et une piscine chauffée (1974). Ces équipements sont destinés aussi bien aux estivants qu'à la population permanente et aux saisonniers agricoles. Brain-sur-Allonnes, adossé au massif boisé du nord-est de la Vallée, à l'écart des grands axes de circulation, commençait à faire parler d'elle, surtout à partir de 1960. A cette date, Mr. HERVE installé à Neuillé et lancé dans l'agriculture biologique cherchait à étendre son " domaine de Longchamp ". M. DUDE, malgré le scepticisme de la population, l'aida à acquérir les " Caves ", ancienne maison de vins mousseux. L'entreprise de production et de conditionnement de produits diététiques prit de l'ampleur (soixante emplois) et fit de la publicité dans son journal " le grain qui lève " pour Brain-sur-Allonnes, " commune de France la plus riche en ozone ", contribuant ainsi à la bonne marche du terrain de camping. M. DUDE réussit également à attirer dans sa commune une petite

entreprise saumuroise spécialisée dans la fabrication d'objets religieux et en voie de reconversion vers la production de fer forgé (vingt-cinq emplois). La commune acheta une maison pour implanter un musée des patenôtriers et une exposition des produits locaux. La population stable entre 1954 et 1962 augmenta (1 289 habitants en 1962, 1 485 en 1975). Des retraités de la région parisienne sont venus se retirer à Brain-sur-Allonnes, comme cet Inspecteur général de l'Instruction publique qui se fit construire une maison en 1967. Son fils devenu médecin s'y installait le 1er janvier 1977 avec son épouse, kinésithérapeute. En juillet 1977, un pharmacien marié à une orthophoniste s'installait également. Les femmes s'associaient pour créer un cabinet médical. Un dentiste dont les grands-parents s'étaient retirés à Brain ouvrait un cabinet en octobre 1977. Le tourisme n'est pas le seul moteur du développement de la commune mais il a joué un rôle essentiel. En 1978, Brain-sur-Allonnes est Station Verte postulante. Le dernier blocage tient à l'absence d'hôtel mais le maire ne désespère pas d'en voir un s'établir. Pour expliquer l'insertion réussie du tourisme, la proximité des massifs forestiers peut être invoquée mais elle n'a guère joué pour les autres communes. Ici encore, le rôle personnel du Maire a été déterminant. Bon connaisseur de la mentalité rurale angevine, il a mené sans essayer de l'imposer mais avec persévérance, une action continue, n'hésitant pas à montrer lui-même l'exemple (création d'un camping à la ferme, accueil de vacanciers). Il a su tirer partie de circonstances favorables et a bénéficié de la bonne entente régnant dans la commune. Les clivages religieux et scolaires n'y sont guère importants ce qui n'est pas toujours le cas des autres communes de la Vallée.

B - Le plateau sud-saumurois

A plusieurs reprises déjà, notamment à l'occasion de l'étude des résidences secondaires, nous avons évoqué le plateau saumurois et

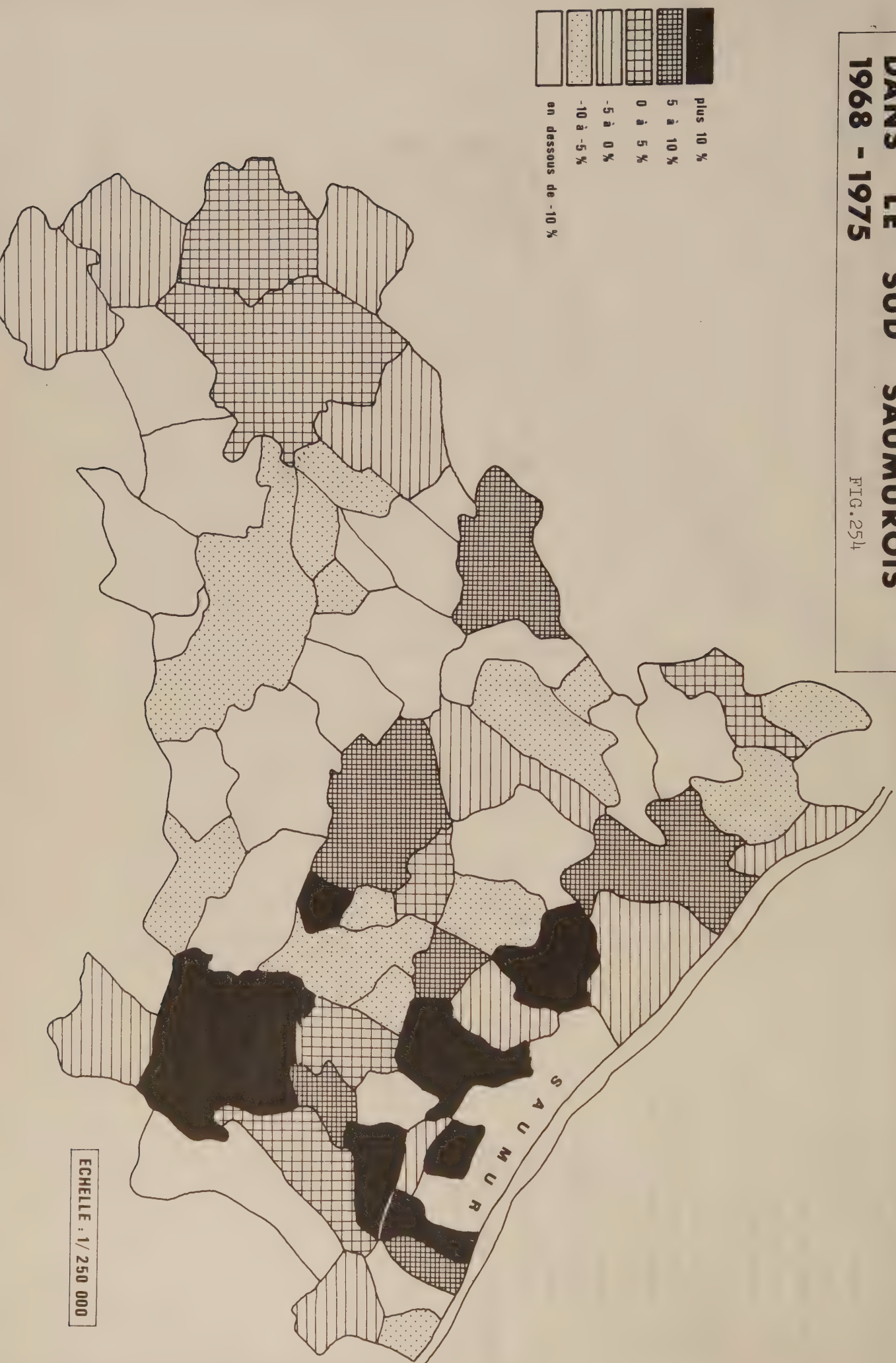
LES BASES DU TOURISME
DANS LE SUD-SAUMUROIS



ECHELLE : 1/250 000

EVOLUTION DE LA POPULATION DANS LE SUD SAUMUROIS 1968 - 1975

FIG. 254



ECHELLE : 1 / 250 000

il n'est donc pas utile de le présenter longuement. Séparé de la Vallée seulement par la Loire, l'insertion du tourisme s'y fait pourtant sur des bases et des modalités entièrement différentes.

1) des milieux naturels diversifiés

Le plateau saumurois offre une grande variété de terrains, responsable de nombreuses nuances paysagères mais la topographie reste très douce et les contrastes physiques d'ampleur limitée. L'élément déterminant, de Montsoreau à l'Abbaye de Saint-Maur, est le coteau de rive gauche modelé dans la craie tuffeau. Là où ce dernier est le mieux marqué, vers Chênehutte-les-Tuffeaux, il tombe d'une soixantaine de mètres sur la route qui longe au plus près la rive du fleuve (12). Sa pente est d'environ 60 % mais au-dessus la plateforme très horizontale jouit d'une vue magnifique et des lotissements-dits résidentiels- s'y implantent. En amont de Saumur se retrouve la même fermeté de dessin, avec des dénivellations un peu plus faibles mais plusieurs centaines de mètres de prairies broussailleuses et de peupleraies s'interposent entre le fleuve et lui. Elles ont favorisé, après remblaiement, l'installation d'aires de stationnement. Les versants en pente douce sont cultivés mais lorsqu'ils sont trop inclinés, ils sont recouverts d'une belle forêt de chênes, de châtaigniers, d'érables, d'acacias, dont l'importance esthétique est considérable. La forêt se prolonge dans l'arrière-pays proche de la Loire. Elle n'est pas continue mais trouée de nombreuses clairières. La région de Gennes compte surtout des bois de pins sur les formations détritiques de l'éocène alors que la forêt de Fontevraud, que se disputent agriculteurs et militaires, offre un intérêt exceptionnel (pinèdes à pins maritimes et chênaies).

Le plateau est limité au sud par une cuesta turonienne de faible commandement qui crée avec le horst primaire de Doué-la-Fontaine, les seuls accidents notables du relief. Il est, de plus, entaillé dans

sa partie orientale par les vallées du Thouet et de la Dive. Le canton de Vihiers est intermédiaire entre la plaine de Doué tapissée de faluns et le plateau des Mauges. Quelques grands étangs dans la zone des sources du Layon, des rivières encaissées comme le Lys, des points hauts occupés par des moulins à vent constituent des éléments non négligeables de la mise en valeur touristique. Le Layon traverse le sud-est du plateau saumurois. Jusqu'aux Verchers-sur-Layon, il ressemble plutôt à un gros ruisseau coulant au fond d'une vallée assez encaissée, entrecoupée d'étangs. Des Verchers à Martigné-Briand, il divague au fond d'une cuvette évasée, formant plusieurs bras. Son cours a été récemment recalibré et rectifié. Les affluents de rive gauche sont nombreux constitués par des rivières à forte pente alors que ceux de rive droite sont rares. Les coteaux lorsqu'ils sont encore cultivés portent des vignobles.

A ces éléments naturels diversifiés se superpose une riche trame architecturale, conséquence d'une ancienne et intense occupation humaine. La densité des sites architecturaux dont nous avons cartographié les plus importants est forte. Le coteau, du château de Montsoreau à l'abbaye bénédictine de Saint-Maur en passant par l'abbatiale romane de Cunault, est doté de grandes richesses et le moindre village possède un vestige à voir. L'habitat rural banal, de la cave troglodyte à la petite maison agricole ou à la maison de maître du propriétaire foncier, construite en tuffeau avec ses façades ouvragées, ses fenêtres-lucarnes, ses escaliers extérieurs, procure un spectacle d'une rare qualité. Cette extraordinaire richesse n'est pas limitée aux seuls bords de Loire. L'arrière-pays recèle lui aussi bien des richesses et pas seulement dans les centres importants comme Doué-la-Fontaine ou Montreuil-Bellay. Mégalithes, petites églises romanes de villages, chapelles, châteaux Renaissance, ruines archéologiques constituent un patrimoine architectural de grande classe qui mérite plus qu'une halte ou qu'un simple détour. Aux confins de l'Anjou, de la Touraine et du Poitou, l'abbaye de Fontevraud fondée en 1117 par Robert d'ARBRISSEL, transformée en prison d'Etat de 1804 à 1963, largement rénovée par la suite, constitue un des meilleurs atouts du tourisme régional (13). Certes, le Saumurois n'est pas aussi riche que son voisin tourangeau (14) mais

Dis (1976)

!

Le Saumurois agricole n'est pas homogène. Le canton de Vihiers se singularise de nouveau par son orientation affirmée vers l'élevage et une faible superficie consacrée aux vignes et aux céréales. Le vignoble confère au plateau une originalité d'autant plus marquée qu'il est présent dans un très grand nombre d'exploitations. Pour une superficie moyenne de vingt-quatre hectares, l'exploitant saumurois en consacre environ six à la vigne. De 1968 à 1976, la surface moyenne en vigne a augmenté de deux hectares (un seulement dans les cantons de Vihiers et de Gennes) traduisant ainsi une assez nette spécialisation. Le nombre d'exploitations ayant plus de dix hectares de vignes a augmenté de 30 % alors que celles en ayant moins de cinq hectares a diminué de 50 %. Toutefois, les communes à économie presque exclusivement viticole sont rares et ne se rencontrent que sur les marges occidentales, dans les coteaux de l'Aubance et du Layon. Cette relative spécialisation donne une unité à la région qui s'exprime dans les paysages, le calendrier agricole, l'économie, l'habitat, les manifestations folkloriques, les mentalités, tout en facilitant une certaine forme de valorisation touristique.

L'existence de cultures spéciales (près de 5 % de la S.A.U.) qui localement peuvent revêtir une grande importance (pépiniéristes et rosiéristes de la zone de Doué-la-Fontaine) et le maintien global des superficies en vigne (dix-huit mille huit cents hectares en 1968, dix-huit mille hectares en 1976 pour l'ensemble de la région agricole saumuroise) n'ont pu empêcher une forte diminution de la population active agricole (16). Celle-ci représentait, pour l'arrondissement de Saumur 20 340 en 1968 (40,22 % de la population active) contre 14 955 en 1975 (31,09 %). La diminution atteint 26,5 %. Si nous considérons les quatre cantons les moins affectés par la proximité de Saumur, c'est-à-dire ceux de Gennes, Doué-la-Fontaine, Montreuil-Bellay et Vihiers, la part des actifs agricoles est passée entre 1968 et 1975 de 46,93 % à 36,52 % ce qui représente une diminution de 24 %. Cette baisse n'a été que très partiellement compensée par la croissance des emplois industriels et tertiaires puisque, globalement, l'arrondissement de

Saumur a perdu, pour la même période, 2 483 actifs. Les industries du bâtiment et des travaux publics et les industries agricoles et alimentaires y représentent encore 51 % des emplois industriels en 1975 (contre 60 % en 1968), 58 % pour les quatre autres cantons. Le tissu industriel saumurois ne s'est pas beaucoup diversifié et les nouvelles implantations restent trop peu nombreuses. Toutefois, dans l'arrondissement, le nombre d'actifs de l'industrie passait de 12 580 en 1968 à 14 940 en 1975 alors que le secteur tertiaire stagnait (17 658 actifs en 1968 et 18 200 en 1975). Le tiers des personnes ayant une activité dans le tertiaire occupent un emploi dans les branches d'activité traditionnelles : transports, commerces et services domestiques. De 1968 à 1975, ce tertiaire banal a perdu 782 emplois compensés surtout par le développement des services de l'Etat, des banques et assurances, des administrations privées. Le fait essentiel demeure la très grande place occupée par le commerce de détail, présent dans de nombreuses communes, ce qui constitue un atout favorable au tourisme, de même que la permanence des marchés, notamment ceux de Saumur, Doué-la-Fontaine, Vihiers et Montreuil-Bellay qui restent très vivants. La concurrence des grandes surfaces commerciales d'Angers et de Cholet, la perspective de leur implantation dans une région qui jusqu'ici les ignorait devraient amener dans les prochaines années une contraction très forte du secteur commercial, alimentaire surtout. Ces traits de l'économie saumuroise rendent compte de la stagnation de la population. Les cinq cantons du Saumurois ont enregistré, entre les deux derniers recensements, une augmentation de population de 0,72 % (+ 7,86 pour le département) mais celle-ci a diminué dans ceux de Gennes et de Vihiers.

L'insertion du tourisme est facilitée par l'existence de traditions touristiques liées au domaine ligérien, par de fortes potentialités physiques et architecturales mais les efforts des municipalités, des responsables socio-professionnels, des individus sont tournés vers d'autres priorités. Il s'agit surtout de développer et de diversifier l'économie saumuroise en réduisant le solde migratoire négatif. Toutefois, dans cette région de vie touristique ancienne, une

place importante reste accordée au tourisme.

3) un tourisme encore collé à la Loire

Equipements récréatifs et d'hébergement demeurent concentrés principalement le long du fleuve et c'est sur la route coïncée entre le coteau et la Loire que se rencontrent en été les gros bataillons de touristes. Maisons de vacances des Saumurois et des Parisiens colonisent les bourgs accrochés au coteau mais leur croissance récente a été plus faible que dans le reste du Saumurois. Pour l'arrondissement de Saumur, le nombre de résidences secondaires a augmenté de 42 % entre 1968 et 1975 alors que dans les communes riveraines du coteau de rive gauche, la croissance ne fut que de 4,89 % (17). Le taux de fonction résidentielle est resté voisin de 23 %. Cela est la conséquence des difficultés d'extension de ces bourgs accrochés au tuffeau, où la place manque pour les constructions neuves, et des mesures prises pour la protection du site. Le coteau, en dehors de Saumur, rassemble en 1978 près de 60 % des places du camping aménagé des cinq cantons (contre 28 % seulement du nombre des résidences secondaires). Dans le lit majeur du fleuve, largement asséché en été, se développe un camping sauvage toléré par les municipalités qui, telle Souzay, n'ont pas de terrain aménagé. Avec leurs restaurants, leurs sentiers pédestres et équestres, leurs expositions estivales (tailleurs de pierre, peintres...), leurs caves troglodytiques à visiter, leurs points de vente pour touristes (champignons, vins...), leurs équipements nautiques, leurs difficultés de circulation, leurs sites illuminés, leurs concerts (Candes, Cunault..) les bords de Loire donnent l'image d'une activité touristique intense et d'une vie de plaisance qui présente des caractères " balnéaires ". Pourtant ce coteau de rive gauche plus animé que la levée de rive droite ne retient pas les touristes. Les terrains de camping, les hôtels se vident et se remplissent chaque jour, en dehors d'un faible contingent de sédentaires. Entre Fontevraud et Saumur, les estivants qui empruntent la route ne

HEBERGEMENTS ET EQUIPEMENTS TOURISTIQUES DANS LE SUD- SAUMUROIS - 1977 -

FIG. 255

Camping
camps aménagés
1 - 200
200 - 400
plus 400

lieu de camping
camping à la ferme

Gîtes ruraux
Maison familiale de vacances

Centre d'accueil
& Auberge de jeunesse

Colonie de vacances

Résidences secondaires

1 - 9
10 - 19
20 - 29
30 - 39
40 - 75
76 et plus

Hôtels restaurants classés
plus de 10

1

Sentier de grande randonnée
Hippodrome
Musée
Piscine
Centre équestre
Motonautisme
Canot kayak
Ecole de voile
Parc zoologique
Syndicat d'initiative
Station verte de vacances

3 - ELEMENTS DU TOURISME VITICOLE

Anjou et Saumur
Coteaux du Layon
Coteaux de Saumur
Coopérative viticole
Caves et caveaux de dégustation

ECHELLE: 1/250 000



font que passer, s'arrêtant au mieux pour une nuit et plus souvent pour quelques heures. C'est une des faiblesses du tourisme saumurois. Aux extrémités du coteau, Montsoreau et Le Thoureil constituent les deux pôles de ce tourisme ligérien. L'étude d'un exemple précis, Montsoreau, nous permettra d'en approfondir les fondements (18).

4) le cas de Montsoreau, station ligérienne

a) Montsoreau, commune ligérienne

Les limites administratives ne vont pas toujours de pair avec les réalités géographiques. Celles qui séparent le Maine-et-Loire et l'Indre-et-Loire ne respectent ni l'histoire, ni les réalités humaines, ni même l'admirable doublet constitué par Montsoreau et Candés. Montsoreau cependant a son âme propre et est devenue, grâce à l'action menée, une véritable station ligérienne.

Parler de station pour une modeste localité de campagne peut apparaître aux yeux de certains, enclins à ne trouver de stations que dans les hautes montagnes et sur les grands littoraux, comme une gageure : Pourtant, si l'on considère comme " stations touristiques les localités présentant un ensemble d'éléments attractifs et dotés de moyens d'hébergement et d'accueil propres à retenir le touriste " (19), Montsoreau est incontestablement une station.

Elle l'est par la diversité et la qualité de ses hébergements, par sa clientèle de " week-ends " et d'été, par la variété de ses services, par son animation. Elle l'est plus encore par les caractéristiques de son site qui conduisent à une certaine concentration des vacanciers, à leur rassemblement autour du mail et le long des quais de la Loire aménagés en promenade.

Montsoreau est planté sur la pente d'un coteau surplombant de 55 m environ la confluence de la Loire et de la Vienne. La vue est remarquable lorsque, venant du nord à travers la vallée de l'Authion, on butte sur ce bourg qui domine de ses pierres blanches le fleuve, donnant " à la rive des allures de riviera ". De l'image que peut se faire le touriste et plus encore le touriste étranger, du Val de Loire, Montsoreau en possède tous les attributs. Montsoreau a un château, construit au milieu du XVème siècle par Jean DE CHAMBES conseiller de Charles VII, qui plus est château héros de romans. Montsoreau a ses ruelles pittoresques, ses vieilles maisons Renaissance ; Candé, où mourut l'Evêque Saint-Martin possède une église fortifiée, remarquable, comme en offrent presque tous les villages des bords de Loire. Montsoreau a ses vignes qui ourlent le front du coteau et qui justifient l'annuelle Foire aux vins. Montsoreau enfin, est bordée par la Loire qui coule majestueusement à ses pieds en décrivant l'un des plus beaux plans d'eau de l'Anjou.

- La population.

Comme de nombreux villages de France, Montsoreau a connu un long et inexorable dépeuplement. Depuis son maximum démographique de 1 097 habitants en 1851, la chute a été continue. Le chiffre de population est passé entre les deux derniers recensements de 547 à 503 habitants. Avant 1789, Montsoreau était pourtant un bourg actif avec ses trois foires, ses trois assemblées : le 6 janvier, le 29 juin et le 22 septembre, en raison de sa situation privilégiée sur la route du Poitou. On y pratiquait le commerce des vins, des graines, des fruits, des pierres à bâtir. Vint ensuite le déclin. Déjà en 1876, il ne subsistait que deux petites " assemblées ". Cette longue évolution apparaît dans la pyramide des âges de 1968 dont la base est très rétrécie. L'exode se marque dans le creux particulièrement accusé des 25-30 ans. Le sommet de la pyramide est au contraire gonflé.

- Les activités

L'agriculture n'est pas l'activité principale. Le R.G.A. donne

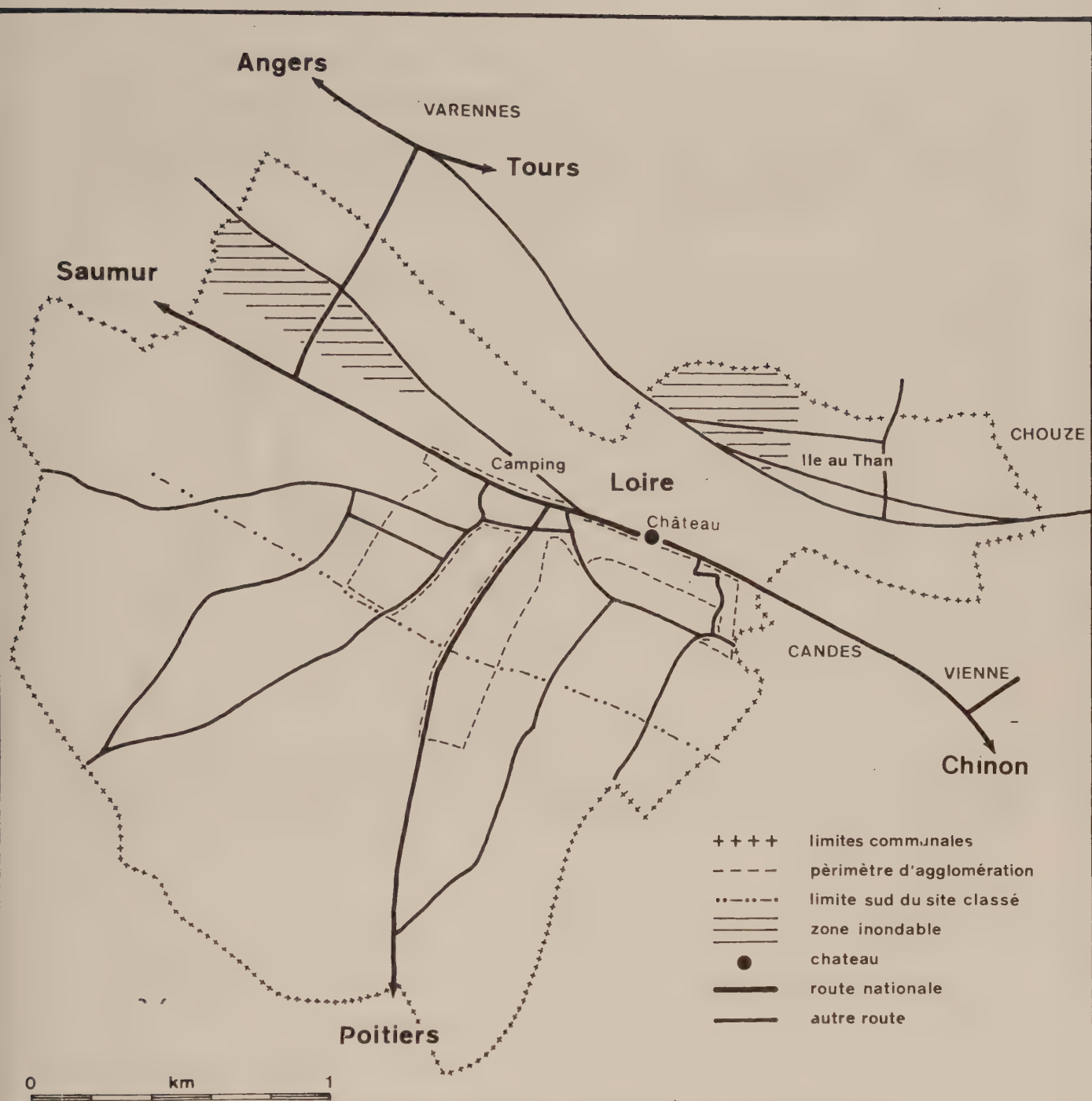


figure 256-MONTSOREAU . croquis de localisation

figure 257: pyramide des âges de MONTMOREAU

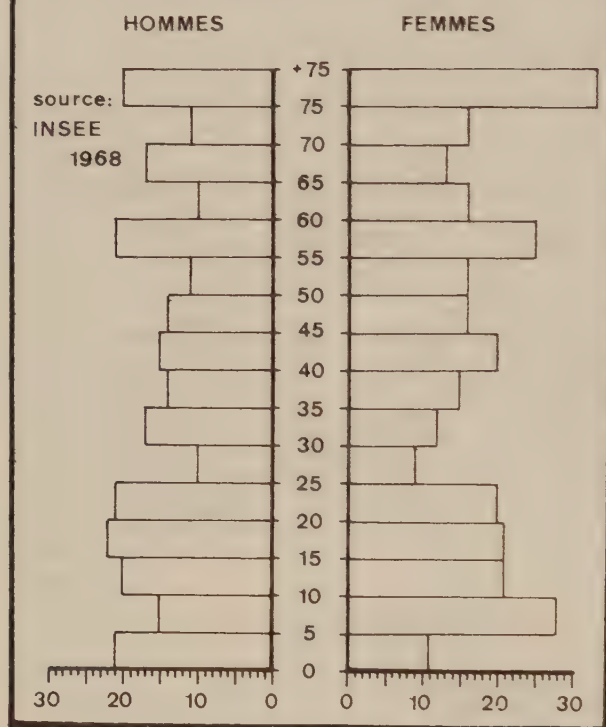
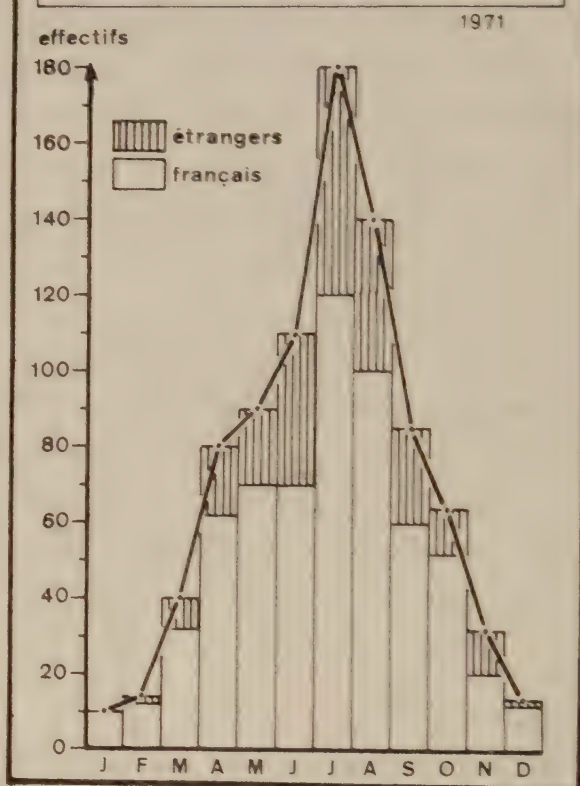


figure 258: effectifs, par mois, dans l'hôtellerie-Montmoreau-



encore seize exploitations mais il en reste une dizaine qui ont une signification économique. Pour l'essentiel, il s'agit de viticulteurs, d'arboriculteurs, de maraîchers. La polyculture traditionnelle a disparu. Les seules vignes et vergers représentent plus de 50 % du sol cultivé ; l'élevage est insignifiant.

Tableau 181 : répartition de l'utilisation du sol à Montsoreau (1976)

!	Céréales	!	67	ha	!
!	Vignes	!	50		!
!	Surfaces fourragères	!	10		!
!	Vergers	!	38		!
!	Cultures maraîchères et	!			!
!	horticoles	!	8		!
!		!			!
!	TOTAL	!	173		!
!		!			!

Il faut y ajouter quelques champignonnistes qui ont su résister à la concentration des caves.

Quelques petites activités industrielles telle une conserverie de champignons qui emploie cent vingt-sept personnes dont peu appartiennent à la commune, une usine à fumier, ne permettent pas la fixation d'une population active importante. Pour trouver du travail, il faut aller à Saumur mais plutôt à Angers ou au Mans et même à Paris. Par contre, malgré la petite taille de la commune, la fonction commerciale est assez bien représentée. Cette dernière est fille de la circulation. Montsoreau se situe en effet au carrefour de la N 147 reliant Poitiers à Saumur et de la N 751 qui vient de Tours. La construction en 1971 d'un pont se substituant au bac sur la Vienne a accentué ce rôle. La position

de Montsoreau en est sortie renforcée.

Toutes ces activités ne constituent pas un potentiel économique suffisant et les responsables locaux ont décidé de jouer la carte touristique. La volonté de promouvoir le tourisme dans la commune s'est manifestée par l'exploitation et la mise en valeur du site.

b) la mise en valeur du site.

Elle résulte d'une volonté politique largement liée à la personnalité du Maire (20), au Conseil municipal, aux forces vives de la commune qui trouvent un intérêt au développement touristique. Un syndicat d'initiative des commerçants et artisans existe depuis 1968. Sa création précéda l'ouverture du nouveau terrain de camping, pour soutenir le projet et sa réalisation. En dehors des activités traditionnelles d'un tel groupement, celui de Montsoreau gère le plan d'eau aménagé sur la Loire, assure la décoration des quais etc...

- le plan d'eau

Les eaux de la Loire et de la Vienne ne se mélangent pas tout de suite à leur confluence et les dépôts de sable se font légèrement plus en aval, d'où la possibilité pour les bateaux à faible tirant d'eau d'évoluer dans de bonnes conditions. Comme à cet endroit les bras de la Loire se rejoignent, l'on obtient un magnifique plan d'eau dont la valeur fut très vite reconnue. Dès avant la guerre, des skieurs le fréquentaient. Ce n'est qu'après 1945 qu'ils furent nombreux et l'on créa en 1961 à Montsoreau un club motonautique. Des pontons et quelques aménagements constituent l'amorce d'une sorte de petit port de plaisance. Le plan d'eau autorisé pour les " hors-bords " va du château en amont au pont sur la Loire, en aval. Certes, il n'est pas comparable à ceux obtenus grâce aux barrages et il faut tenir compte de la grande mobilité

des bancs de sable, des étiages prononcés comme celui de 1973 ; mais au dire même des utilisateurs " il permet de s'amuser ". En tant que tel, il crée une certaine animation d'autant plus que l'activité nautique dure toute l'année. Les skieurs viennent surtout des villes régionales (Loudun, Tours, Saumur, Le Mans) au printemps, quand la Loire est bonne. Des Tourangeaux laissent une caravane à demeure sur le terrain de camping et viennent toute l'année, le dimanche. Les grands " week-ends " voient affluer les Parisiens qui logent à l'hôtel. Pendant l'été, la clientèle est différente car plus cosmopolite. Des campeurs transportant leur matériel prolongent, au retour de la mer, leurs vacances à Montsoreau. Ce qui fait défaut, c'est comme au Thoureil une école de ski-nautique qui permettrait aux novices de s'initier à ce sport, tout en renforçant l'attraction de la station.

- " La plage ",

Exploitation donc de la Loire, mais aménagement également d'une " plage " artificielle. Les crues d'hiver ne déposent qu'un sable poussiéreux et sale. Tous les ans, et malgré l'interdiction des services de la Loire, la municipalité procède à des apports de sable fin. Extrait à Turquant, il est épandu en juin, pour les trois mois d'été (une trentaine de m³ chaque année). La " plage " est ensuite entretenue régulièrement. Des jeux y sont organisés chaque été. Les baigneurs peuvent s'y allonger.

- La baignade

Montsoreau bénéficie également d'une baignade autorisée sur la Loire. S'il est téméraire de traverser le fleuve et de s'aventurer hors des espaces balisés, surtout après une crue même modeste, la baignade de Montsoreau qui ressemble plus à une pataugeoire qu'à une piscine n'est guère dangereuse. Elle constitue de ce fait une activité

appréciée des estivants dans un secteur du Saumurois où les piscines sont rares.

- La pêche et la chasse.

La Loire est traditionnellement réputée pour la pêche et les fritures de Loire, les brochets au beurre blanc sont des valeurs sûres de la gastronomie angevine. Si les pêcheurs professionnels ont disparu à Montsoreau, les amateurs fréquentent les bords de Loire. Certains utilisent des barques. Il a fallu délimiter un espace réservé pour les pêcheurs et des conflits surgissent parfois avec les skieurs. Notons également la pêche aux mulets qui remontent la Loire, et qui se pratique à partir du pont, sans atteindre l'importance qu'elle revêt plus en amont à Port-Boulet. La chasse au gibier d'eau est beaucoup moins liée au tourisme puisque pratiquée essentiellement par les habitants du pays.

- Le site architectural

Les responsables locaux ne se sont pas contentés de tirer parti des données physiques, ils ont su également exploiter le site architectural. Le village est coquettement entretenu et fleuri. On a su traduire habilement l'atmosphère historique de la cité par l'adoption de noms de rues évocateurs plongeant leurs racines dans l'histoire locale et par la confection de plaques " à l'ancienne ". Le balisage d'un itinéraire pédestre à travers la commune vers le panorama de Candes est une réussite. Il oblige le promeneur à traverser la cité tout en lui offrant de belles échappées sur la Loire. Du haut de ce panorama aménagé, fréquenté par les touristes et les géographes (21), peut être admiré un paysage d'une exceptionnelle ampleur.

Le château sert de cadre à la Foire aux vins organisée chaque année par l'Association viticole des coteaux de Saumur qui met les touristes en contact direct avec les produits régionaux (vins, champignons,

fruits, fromages). Elle est l'occasion de défilés folkloriques des " confréries vineuses " de la région, en costumes d'apparat riches en couleurs, (Fins gousiers d'Anjou, Entonneurs rabelaisiens de Chinon, commanderie du Tasse-Saumur...) (22).

La beauté des paysages, la couleur du ciel et des pierres, l'amour de la peinture et la retraite à Montsoreau d'amateurs d'art ont favorisé l'éclosion d'une véritable " école de Montsoreau ". Le logis de la Dame de Montsoreau sert de cadre, depuis 1966, à une exposition des toiles, et aquarelles des peintres domiciliés au bourg ou possédant une maison de campagne dans la région. Une centaine d'oeuvres étaient exposées en 1973. 2 800 visiteurs ont fréquenté l'exposition en 1972, principalement des étrangers. On y expose également des oeuvres d'artisans, notamment de la céramique et de la ferronnerie. Dans la volonté d'animer ces vieilles pierres, citons pour terminer les concerts organisés chaque été, dans l'église de Candes.

La mise en valeur du site physique et architectural est à la fois la cause et la conséquence de la fonction touristique de Montsoreau. Cette dernière s'exprime d'une manière particulièrement nette dans l'analyse de la fréquentation touristique et des hébergements.

c) Fréquentation touristique et hébergements dans l'hôtellerie et le camping.

- L'hôtellerie.

Elle représente à Montsoreau une part relativement faible de la capacité d'hébergement touristique. Deux hôtels-restaurants dont un classé et un hôtel sans restaurant, sans compter les cafés qui à l'occasion louent des chambres, peuvent accueillir une cinquantaine de personnes.

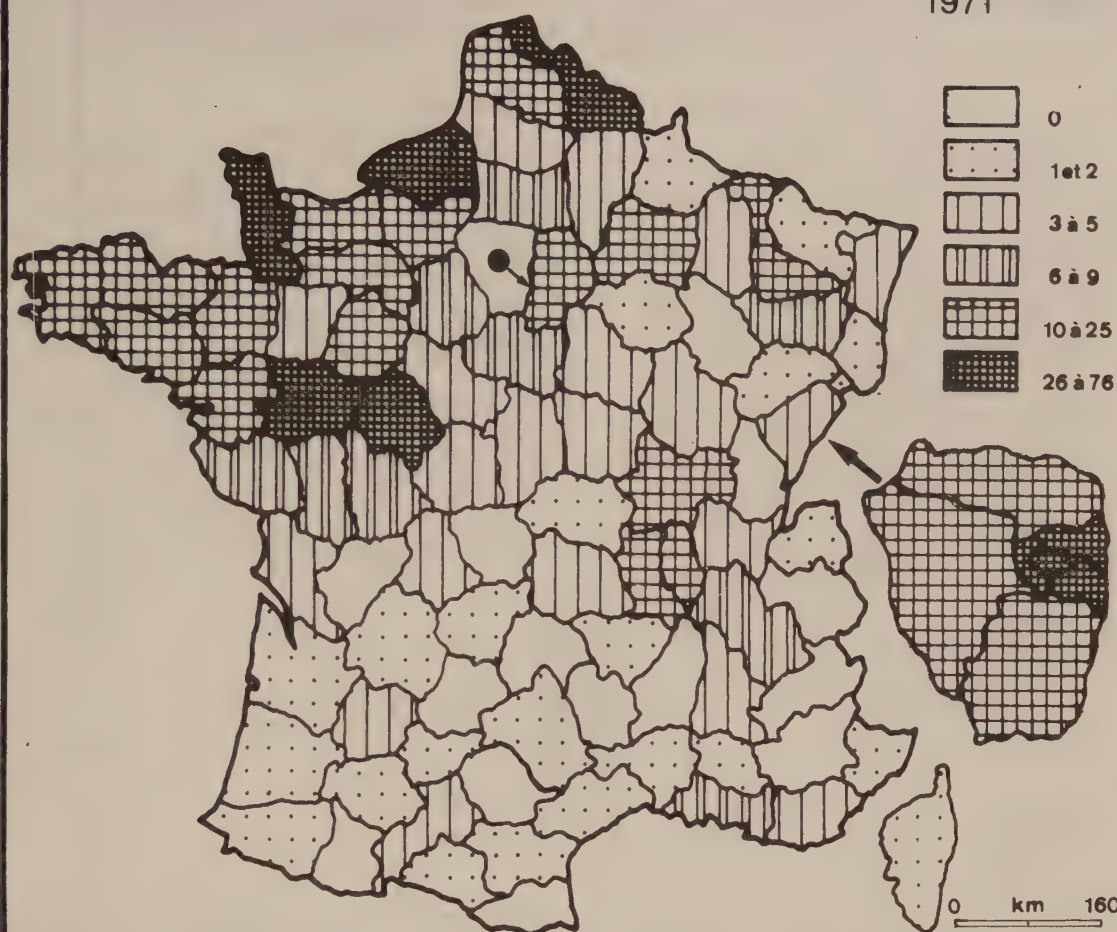
Le dépouillement exhaustif des fiches hôtelières pour 1971, réalisé grâce à l'aide de la brigade de gendarmerie de Fontevraud, et une enquête auprès des hôteliers, nous permettent de dresser un bilan global assez fidèle de la fréquentation hôtelière. Nous n'avons pas essayé d'isoler la clientèle non touristique dans des établissements ouverts presque toute l'année. Ces hôtels, et c'est un de leurs atouts, accueillent aussi bien des voyageurs de commerce en hiver que des ouvriers en déplacement sur les chantiers de la région, mais ce type de clientèle n'est pas prédominant pour deux raisons au moins. D'une part, 50 % de la clientèle globale sont concentrés sur quatre mois, de juin à septembre. D'autre part, la clientèle étrangère est très étalée dans le temps puisque présente pendant tous les mois de l'année, sauf en janvier.

L'analyse globale du mouvement touristique permet de distinguer quatre saisons. Une " morte saison " d'hiver, de novembre à mars, marquée surtout par une clientèle de passage et de touristes étrangers. Une saison de printemps, d'avril à juin, qui voit la part des étrangers augmenter considérablement et celle des Parisiens en " week-end " devenir importante. Une saison d'été où la capacité hôtelière fonctionne à plein avec des séjours plus longs mais qui n'effacent pas le tourisme de passage. Enfin une arrière-saison de septembre et d'octobre presque aussi importante que celle de printemps en raison de la réapparition de la clientèle non touristique de passage, le maintien d'une forte participation étrangère et de week-end liée aux derniers beaux jours de l'automne angevin. D'où une allure presque en cloche de la courbe exprimant cette fréquentation hôtelière.

La part des étrangers dans l'hôtellerie est relativement importante (23 %). L'extrême diversité géographique des nationalités est remarquable. Les cinq continents sont représentés mais le fort contingent (près de 40 %) est celui des Britanniques. La halte à Montsoreau, rendue nécessaire par la médiocrité de l'hôtellerie à Fontevraud, est liée au

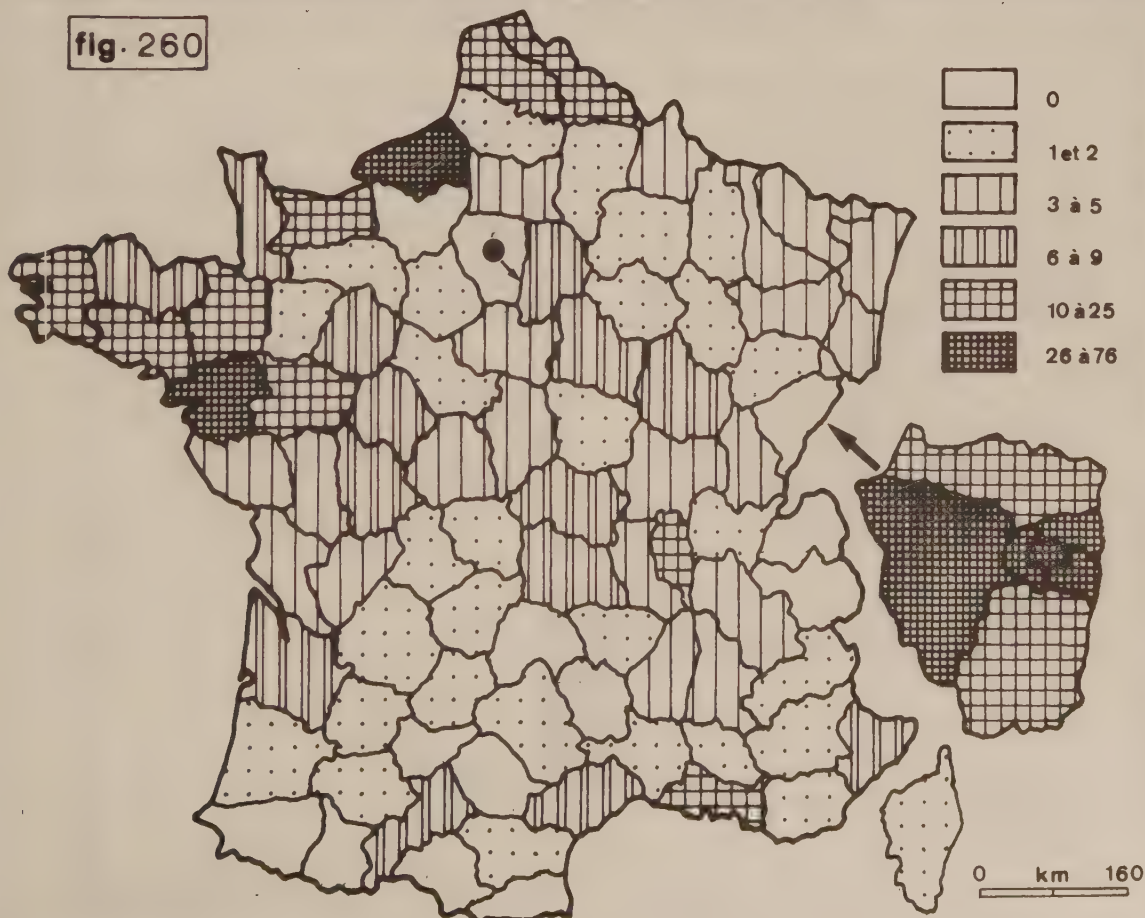
fig.259 : origine géographique des touristes français en camping

1971

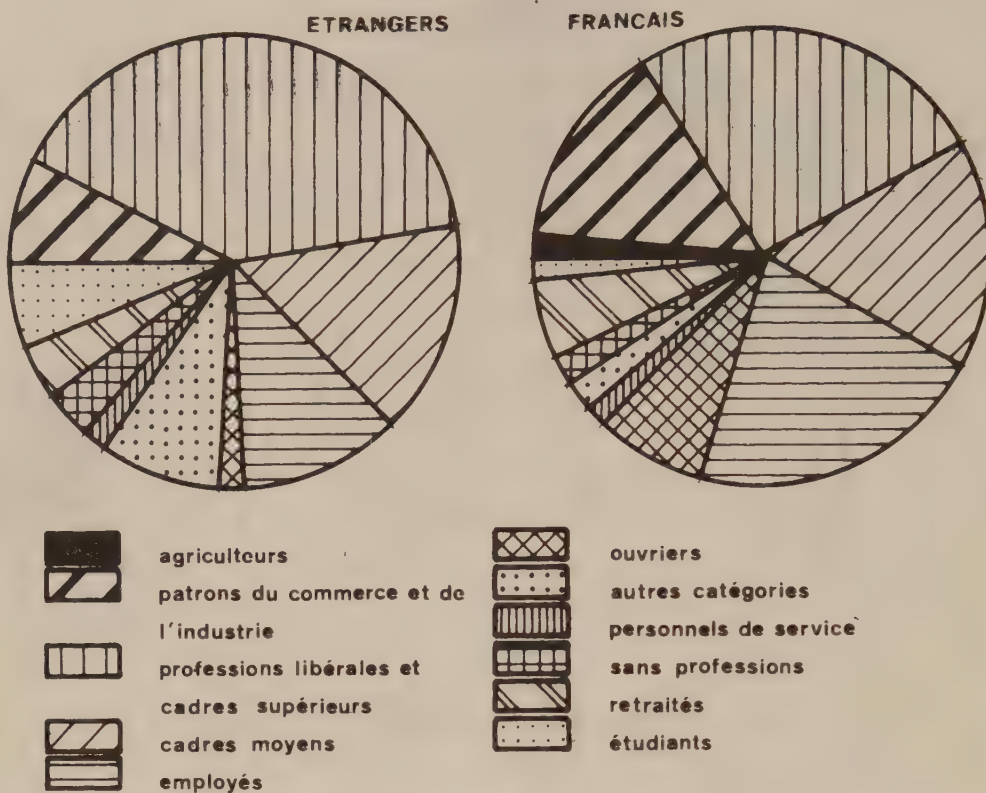


Origine géographique des touristes français hébergés dans l'hôtellerie

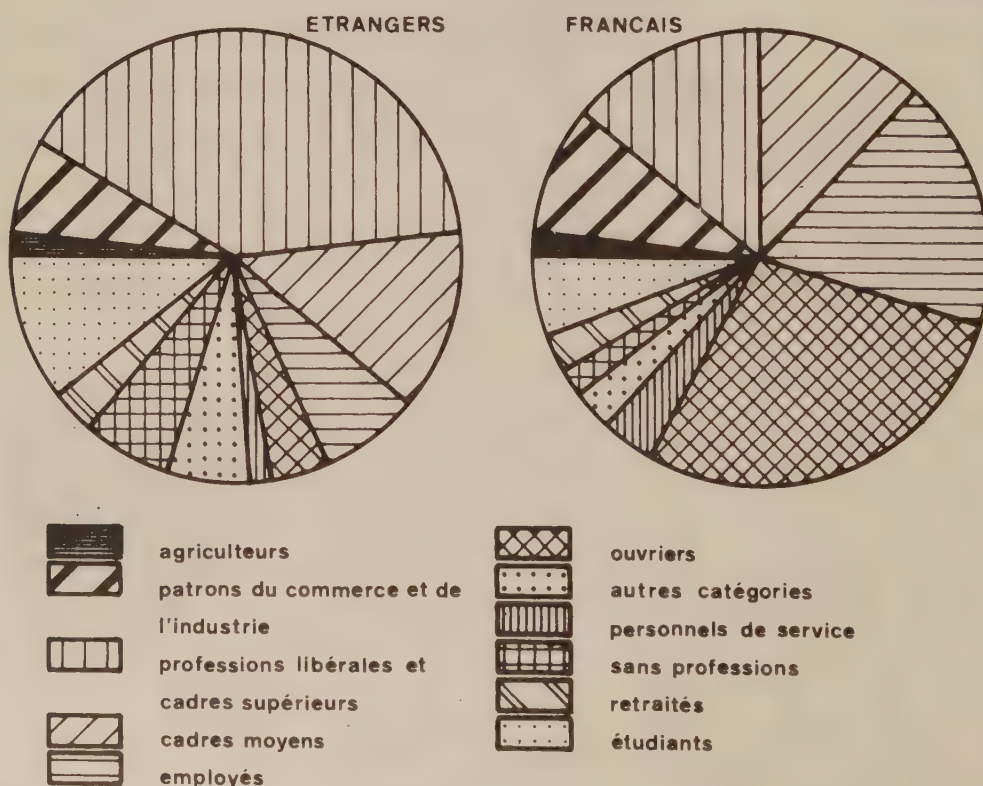
fig. 260



**figures 261 : structure socio-professionnelle des touristes
français et étrangers dans l'hôtellerie - 1971 -**



**figures 262 : structure socio-professionnelle des touristes
français et étrangers en camping - 1971 -**



pèlerinage à la célèbre abbaye où se trouvent les gisants d'Henri II Plantagenêt, de Richard Coeur de Lion, d'Aliénor d'Aquitaine, d'Isabelle d'Angoulême, et à la visite des caves Viticoles Saumuroises. Viennent ensuite à égalité les Allemands (20 %) et les ressortissants des pays du Bénélux (20 %). Deux pays ont encore une forte représentation, les Etats-Unis et la Suisse (10 et 5 %). Le reste est composé par une multitude d'états aussi éloignés que divers (Argentine, Liban, Australie..). Montsoreau par sa situation géographique est un maillon sur la chaîne des grands itinéraires des châteaux de la Loire et de la route d'Espagne. Nous retrouvons là les composantes de ce " tourisme de passage ligérien " analysées par J. GINIER, avec la seule différence d'un grossissement assez spectaculaire du contingent germanique au cours des dernières années (23).

La diversité géographique des touristes français est tout aussi grande. Seuls onze départements ne sont pas représentés, tous situés à l'exception de l'Eure au sud d'une ligne allant de Bayonne à Genève. Ils correspondent à des régions de montagne (Pyrénées, Savoie, Cantal, Lozère, S.W. du Massif Central). A l'opposé, derrière la région parisienne qui arrive largement en tête avec 35 % des séjours en hôtel, les principales contrées pourvoyeuses de touristes sont la région du Nord, la Basse-Seine, la Bretagne, la région lyonnaise, les Bouches-du-Rhône. Nous retrouvons les caractéristiques de la fréquentation touristique du Saumurois, dégagées à la suite d'une enquête de fréquentation par sondage qui fut organisée au cours de l'été 1971, par la Société d'Aménagement de la vallée de l'Authion et le Comité pour l'expansion du Saumurois, et à laquelle nous avons prêté notre concours (24).

Les structures par âge et socio-professionnelle de cette clientèle hôtelière traduisent l'importance des classes sociales aisées. Parmi les touristes français, les patrons du commerce et de l'industrie, les professions libérales et cadres supérieurs représentent 40 % de l'ensemble alors qu'ouvriers et employés n'en représentent que 28 %.

L'écart est encore plus accentué pour les touristes étrangers puisque les premiers comptent pour 48 % et les seconds pour 12 %. Certaines catégories ne sont pas absentes comme les agriculteurs. Ce sont des herbagers de Normandie, des viticulteurs de l'Hérault, des fermiers de l'Oise, des pépiniéristes de la région Parisienne. Un trait qui nous paraît spécifique de la région Saumuroise, et principalement de Montsoreau, est l'importance des retraités qui recherchent le calme loin des grandes concentrations balnéaires et surtout des " professions intellectuelles ". L'on y rencontre une foule d'enseignants ou d'enseignés allant du simple étudiant au directeur de recherche d'un grand laboratoire parisien, des artistes, des antiquaires, des libraires, des archivistes... Cette catégorie représente 15 % de l'ensemble des estivants français et étrangers. Il y a là incontestablement la manifestation d'un tourisme culturel lié à l'environnement architectural, littéraire, artistique.

Les touristes en hôtel sont en général assez âgés : 40 % des Français et 47 % des étrangers ont plus de cinquante ans.

En définitive, Montsoreau est caractérisée par une clientèle d'hôtellerie âgée, aisée, cultivée. En ce sens, elle est assez représentative de la clientèle régionale. Retrouverons-nous ces éléments dans la fréquentation du terrain de camping ?

- Le camping

- les aménagements successifs

Le terrain de camping de Montsoreau est devenu l'un des plus beaux de l'Anjou par la valeur de son site, par la qualité de ses équipements.

C'est après la guerre, vers 1948, que les premiers campeurs

commencèrent à fréquenter d'une manière sauvage les prairies de la Loire, comme c'est encore le cas aujourd'hui sur les communes de Dampierre et Parnay. Ces campeurs étaient des scouts, des habitués et des étrangers notamment des Suisses. Les Anglais étaient rares et préféraient l'hôtellerie. Chaque année, leur nombre augmentait et la commune finit par acheter ces prairies pour les transformer en terrain de camping aménagé. Les premiers travaux furent entrepris en 1962 avec la construction d'un bloc sanitaire mais ce camping de 70 ares restait rudimentaire. Les années 1968-1970 ont vu sa métamorphose.

D'abord sa superficie, à la suite d'un achat de terrains, passa à 2 ha 80 en 1968. Il fallut combler toute une zone de " marais " dans laquelle on avait prélevé des matériaux en 1828 pour la construction de la route nationale : 23 000 m³ furent ainsi déversés. Un second bloc sanitaire fut construit. Un arrêté préfectoral du 25 juillet 1969 reconnut l'importance de ces travaux en classant le terrain municipal de Montsoreau en 2ème catégorie. Sa capacité d'accueil est de 190 emplacements pour 475 campeurs. Depuis lors, la fréquentation n'a pas cessé de croître.

- La fréquentation du terrain de camping.

En 1970, on comptait 3 506 entrées ce qui représentait une augmentation du nombre de nuitées de 12 % par rapport à 1969. En 1972, l'on enregistrait 5 619 entrées. Du 1er juin au 15 août 1973, l'on comptait 1 600 entrées supplémentaires par rapport à la même période de 1972. En 1976, le nombre de campeurs s'éleva à 6 312 pour 19 695 nuitées. Cette fréquentation en expansion est liée à plusieurs données comme la très large période d'ouverture du camp, à la situation géographique de Montsoreau qui entraîne un mouvement très important. C'est essentiellement un camp de passage, surtout pour les étrangers. Le rapport du nombre de nuitées à celui des campeurs est inférieur à 4 pour les français et à 2 pour les étrangers. En moyenne, les séjours sont donc

brefs même si certaines familles restent un mois à Montsoreau. Si le terrain ne désemplit pas au cours de l'été, cela tient à un perpétuel renouvellement. On comptait au cours de l'été 1973 une moyenne de 120 installations journalières.

- Les composantes de la fréquentation

Pour connaître les caractéristiques précises de ce type de fréquentation, nous avons systématiquement dépouillé les fiches de séjour remplies par les estivants au cours de l'année 1971. Nous avons répertorié 1 249 fiches (819 Français et 430 étrangers). La part des étrangers est ainsi plus forte et leur diversité encore plus grande que pour l'hôtellerie. C'est le contingent britannique qui demeure majoritaire avec 47 % mais suivi cette fois-ci des campeurs du Bénélux (22 %) et des Allemands (15 %). Si dans l'hôtellerie Néerlandais et Belges s'équilibrent, les premiers sont mieux représentés dans le camping (quatre fois plus nombreux que les Belges). Les Etats-Unis occupent encore une place honorable (5 %) quoique plus faible que dans l'hôtellerie. En dehors de la Suisse, du Canada, de l'Autriche dont les ressortissants sont assez nombreux, le reste des étrangers se ventile en de multiples pays mais les effectifs sont faibles.

La diversité géographique est tout aussi grande en ce qui concerne la clientèle française. La comparaison de la carte de l'hébergement en camping avec celle de l'hôtellerie fait apparaître certaines constantes. On retrouve les mêmes absences (Pyrénées, Hautes Terres du Massif Central, Alpes du Nord). Par contre, deux départements (le Doubs et surtout l'Eure) qui n'étaient représentés par aucun client en hôtel le sont assez largement en camping. Sur les autres régions françaises se retrouve le même type d'attraction avec l'importance de la région parisienne et du Nord. D'une manière générale, Montsoreau recrute sa clientèle principalement dans le quart Nord-Ouest de la France. Le

fig 263 : répartition par âges des effectifs dans le camping

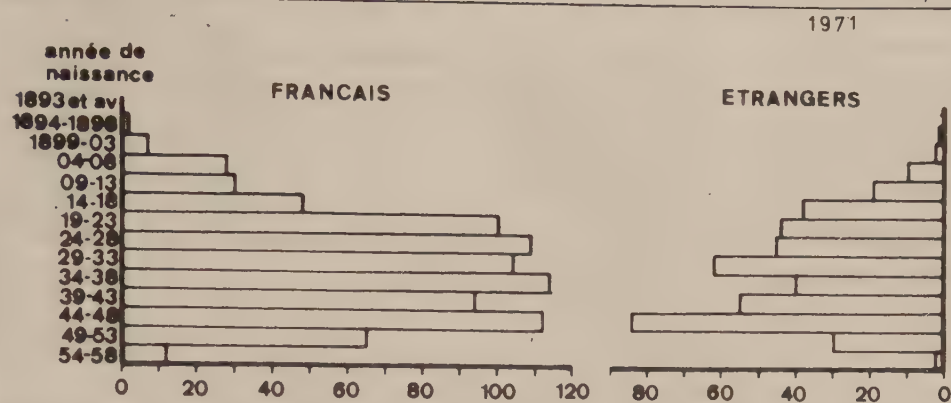


fig 264 : répartition par âges des effectifs dans l'hôtellerie

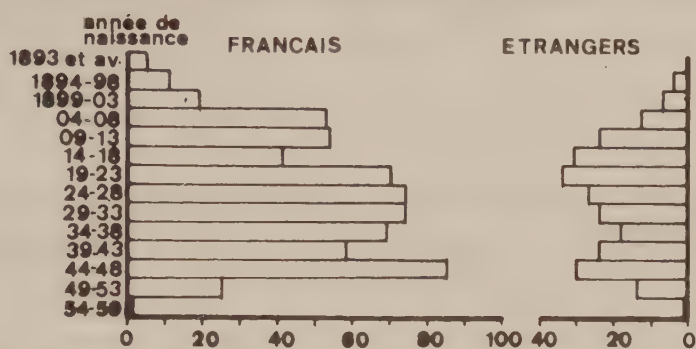


fig 265 : distribution cumulée des résidences secondaires selon la date d'acquisition

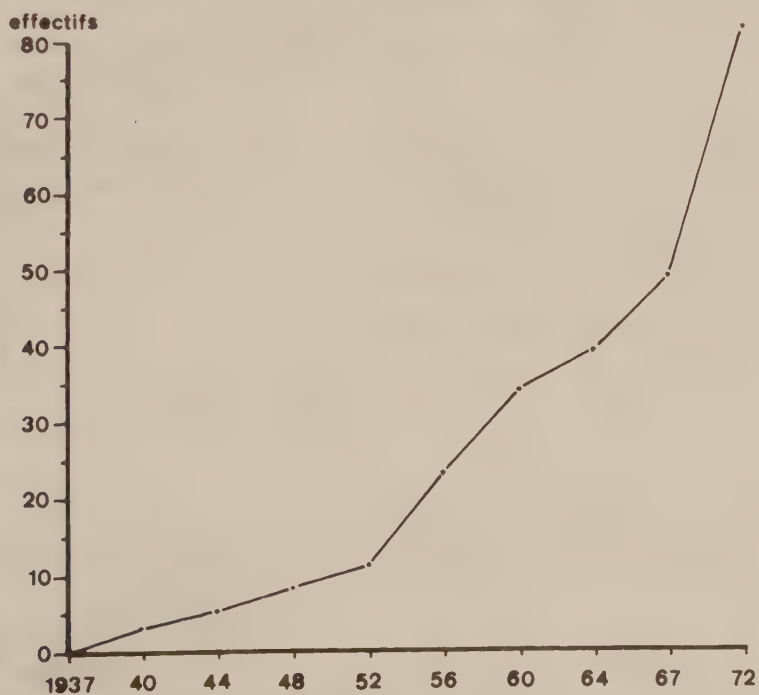
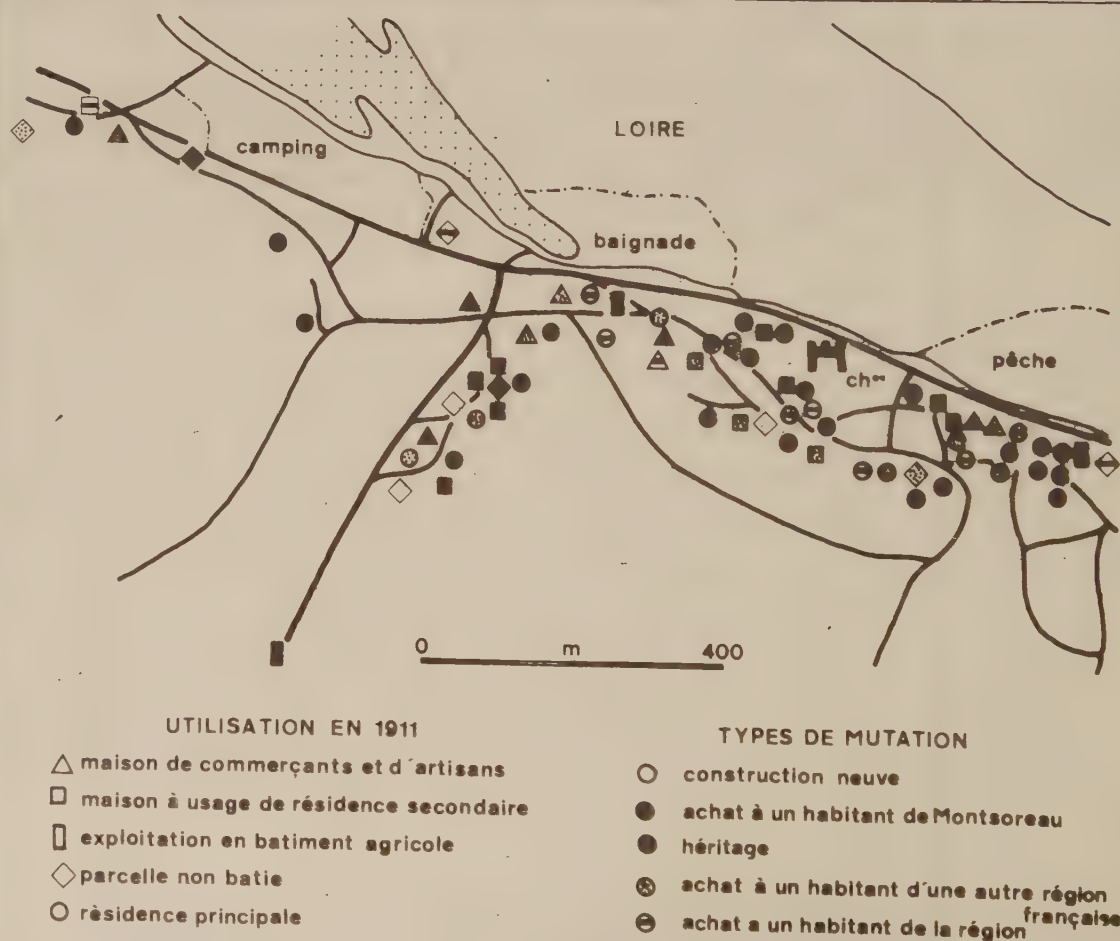


fig 266 : résidences secondaires et structures foncières dans l'île au Than



fig 267 : répartition et types de mutation des résidences secondaires



triangle Lyon-Saint-Etienne-Le Creusot renforce cependant son importance dans le camping ainsi que le département de Maine-et-Loire. Le poids de la région parisienne est néanmoins plus faible (25 %) et la répartition interne différente. Paris représentait 40 % des séjours en hôtel au sein des séjours hôteliers de la région parisienne mais seulement 20 % en ce qui concerne le camping.

Ces caractéristiques géographiques sont essentiellement liées à la structure socio-professionnelle de la clientèle en camping : les catégories sociales les plus aisées y sont moins représentées qu'en hôtellerie. Deux chiffres illustrent ce phénomène. Pour la clientèle française, 10 % des campeurs sont des patrons de commerce et de l'industrie mais 28 % sont des ouvriers alors que leur poids respectif passe à 15 % et 8 % des personnes fréquentant l'hôtellerie. L'évolution est identique pour la clientèle étrangère mais, à la différence des Français, les classes aisées restent largement prédominantes (52 % des campeurs et 56 % dans l'hôtellerie alors que les ouvriers passent de 2 % dans l'hôtellerie à 4 % des campeurs). Clientèle donc aux revenus plus modestes mais aussi clientèle plus jeune : 25 % des Français et 26 % des étrangers ont plus de cinquante ans. Le poids des professions intellectuelles est aussi plus fort dans le camping (20 %) que dans l'hôtellerie. Cela est dû en partie au plus grand nombre d'étudiants, surtout étrangers : l'image de l'étudiant " faisant les châteaux de la Loire " n'est pas morte !

En plus de ces hébergements en hôtel et camping, Montsoreau a vu se développer les formes individuelles d'hébergement, notamment les résidences secondaires. Les meublés sont absents malgré une forte demande : on compte quatre à cinq locations pour une cinquantaine de demandes. C'est là encore une caractéristique régionale qui justifie les implantations prévues d'un village de vacances et explique le succès des maisons familiales de vacances .

d) Fréquentation touristique et hébergements en résidences secondaires

Nous en avons dénombrées 83. Elles jouent dans la vie touristique de la commune un rôle essentiel. Le taux de fonction résidentielle selon le recensement de l'I.N.S.E.E. en 1975 était de 41 %. C'est un des taux les plus élevés du Maine-et-Loire.

- la clientèle des résidences secondaires

L'analyse de leur origine géographique traduit la suprématie de la région parisienne (45 %) et des villes régionales (29 %) sur les autres régions françaises (23 %) et les étrangers (3 %). Si nous examinons ces chiffres d'une manière plus précise, nous nous apercevons que les habitants de Paris sont majoritaires (25 % du total et 55 % de l'ensemble de la région parisienne). Au sein des villes régionales, nous trouvons essentiellement les Saumurois (87 %). Pour le reste, il s'agit surtout des départements voisins (Indre-et-Loire, Vienne, Loire-Atlantique, Vendée), de la région Nord-Pas-de-Calais, de quelques départements plus dispersés (Gironde, Saône-et-Loire, Jura, Isère) liés fréquemment aux migrations de population (25).

L'appartenance socio-professionnelle indique une nette prédominance des classes aisées comme le montre le tableau suivant :

Tableau 182 Catégorie socio-professionnelle des propriétaires d'une résidence secondaire à Montsoreau (1971)

! Catégories socio-professionnelles !	! part de chaque !
! !	! catégorie (en %) !
! Professions libérales et cadres !	! !
! supérieurs !	! 36 !
! Patrons du commerce et de !	! !
! l'industrie !	! 27 !
! Cadres moyens !	! 19 !
! Employés !	! 9 !
! Ouvriers !	! 5 !
! Autres catégories !	! 4 !

Ce tableau ne concerne que les propriétaires exerçant une activité. Les non actifs et les retraités n'ont pas été pris en compte. La possession d'une résidence secondaire à Montsoreau apparaît largement comme un phénomène social lié à un revenu assez important. Cela est d'ailleurs attesté par le fait que 70 % des propriétaires prennent des vacances d'hiver en dehors de leur résidence secondaire.

- Répartition actuelle et mise en place des résidences secondaires à Montsoreau.

La carte montre que les résidences secondaires sont essentiellement localisées dans l'Ile au Than, sur la rive droite de la Loire et dans le bourg même de Montsoreau. Elles s'inscrivent au sein de l'espace bâti ordinaire et ne constituent pas de quartiers à part. Ce type de répartition favorise les contacts entre population temporaire et permanente, tout en facilitant les problèmes d'aménagement. Une seule résidence secondaire s'est développée en dehors du bourg, à la suite d'une transformation d'un ancien bâtiment agricole et cela à une date très récente. Le développement des résidences secondaires a été jusqu'ici étroitement lié à la réoccupation des vieilles maisons ou des logements libérés. Cela aussi est un trait régional.

Si nous considérons le parc actuel, nous pouvons essayer de voir comment et à quel moment il s'est constitué. La courbe de distribution cumulée montre que le parc actuel a commencé à se former en 1937 ; mais sa constitution a été lente de 1937 à 1952. Une accélération s'est manifestée de 1952 à 1960, suivie d'un léger ralentissement de 1960 à 1967 et d'une brusque reprise après 1968. La seule année 1972 a vu la création de dix résidences secondaires. En examinant ce qu'étaient ces maisons en 1911, il est possible de saisir les changements dus au développement de la fonction résidentielle à Montsoreau. Une telle démarche suppose des recherches assez longues dans les matrices cadastrales, les archives communales ; elles ne sont pas toujours fructueuses mais, dans l'ensemble, elles nous ont permis d'obtenir des résultats

relativement complets. Deux résidences secondaires actuelles étaient des bâtiments agricoles (hanger et grange). La rareté de ce type de transformation est liée à la faible importance des dépendances de la maison agricole Saumuroise. Dix parcelles n'étaient pas bâties en 1911. Viennent ensuite, à importance égale, cinq commerces et cinq maisons d'artisans. Cette origine correspond aux activités traditionnelles du bourg. Les professions artisanales sont bien connues : trois tonneliers, un artisan-maçon, un sabotier. Onze résidences secondaires actuelles appartenaient à la catégorie des " petites gens " (ouvrier agricole, domestique, carrier, marinier, berger, journalier, cantonnier...) victimes de l'exode rural. Douze étaient le siège d'une exploitation agricole, ce qui traduit l'importance de l'exode agricole, notamment dans l'Ile au Than. Il s'agissait de petites exploitations de polyculture. Vingt-neuf étaient d'autres résidences principales, essentiellement de personnes âgées. Onze résidences secondaires l'étaient déjà en 1911 et nous pouvons essayer de voir à quoi correspondait une résidence secondaire à cette époque. Les différences nous apparaissent grandes avec la situation actuelle. Deux mondes seulement étaient en présence : les Parisiens et les représentants des villes régionales. Ces derniers à l'inverse de 1973 étaient largement majoritaires (73 %). La diversité des villes régionales était en outre beaucoup plus forte. Si en 1973 Saumur presque seule est représentée en 1911 nous trouvons davantage de petits centres locaux comme Saint-Calais, Chinon, les Ulmes, Loudun, Doué, signe d'une plus grande vitalité du tissu régional. Différence également en ce qui concerne le contenu socio-professionnel : aucun ouvrier, industriel, ingénieur mais essentiellement des " notables " (agent d'assurance, greffier, notaire, négociant, commis de poste, propriétaire...). L'évolution s'est marquée à partir de 1950 par une diversification sociale plus grande.

Les biens de famille se transmettent de génération en génération. La résidence secondaire cadastrée B 54 est dans la même famille depuis 1911. Un exemple pris dans l'Ile au Than illustrera cette continuité.

C'est une ancienne résidence principale occupée par un couple dont le mari était viticulteur et la femme receveuse des Postes à Montsoreau ; il tenait cette maison de son père mort en 1867. Le mari meurt en 1910 et son épouse est mutée à Saint-Joachim, en Brière. La maison est livrée à elle-même car les enfants qui vivent à Carquefou puis à Nantes ne s'y intéressent guère. En 1949, cependant ils décident de la restaurer. Elle est devenue maintenant une agréable maison de vacances. Près de 30 % des résidences secondaires actuelles sont des biens de famille depuis le début du siècle. Ce trait commence à s'estomper au fur et à mesure de leur développement. Cependant, cette pérennité au sein de la même famille doit être comprise au sens large. Les biens passent souvent à des collatéraux et la détention au sein de la même famille conjugale est beaucoup plus brève en raison de l'âge avancé des propriétaires (56 ans en moyenne). Si nous considérons les anciennes opérations de vente, nous pouvons dire que le propriétaire conserve sa maison pendant sept à huit ans. L'exemple de la parcelle B 780 est significatif. Cette petite maison du début du siècle était utilisée comme maison de campagne par un couvreur des Ulmes entre 1911 et 1926. A cette date, elle passa dans une famille de Parisiens et y demeura jusqu'à nos jours. De 1926 à 1948, elle fut utilisée par le nouvel acquéreur, employé de commerce à Athis-Mons en Seine-et-Oise. Lui et sa femme, au moment de leur retraite, s'installèrent définitivement au bourg. En 1948, le " maître de maison " mourut et sa veuve se retira à Paris, chez ses enfants. Elle conserva sa maison de Montsoreau, redevenue secondaire jusqu'en 1967. A cette date, elle passa dans les mains de sa fille qui habite Paris. De toute façon, lorsqu'une résidence secondaire est mise en vente, elle n'est presque jamais rachetée par un habitant de Montsoreau.

- l'importance économique des résidences secondaires

Nous pouvons essayer d'analyser l'impact économique des résidences secondaires. Comme l'a écrit P. GEORGE dans le compte rendu

de l'ouvrage de Max-André BRIER sur " les résidences secondaires " (26), " les relations entre les résidences secondaires et la vie économique posent des problèmes comportant des calculs de coût des investissements et des dépenses d'entretien et des charges diverses, qui méritent de retenir l'attention ". Sur le plan méthodologique, deux démarches nous apparaissent possibles pour juger de l'apport d'argent à une commune. Nous pouvons partir des différentes catégories socio-professionnelles villageoises et voir, à partir d'enquêtes, l'avantage tiré de la présence des résidences secondaires. Cette méthode présente des inconvénients, notamment la difficulté de juger de la part des recettes afférentes aux seules résidences secondaires. Aussi avons-nous adopté la démarche inverse qui consiste à s'appuyer sur les résidences secondaires en essayant de chiffrer toutes les dépenses et, à travers elles, celles qui restent dans la commune. C'est celle adoptée par la S.O.F.R.E.S. à la demande du Commissariat Général au Tourisme (27). Il ne faut rien oublier : achat de terres, construction, réparation et rénovation, entretien, ameublement, dépenses pour l'alimentation et le loisir, dépenses de personnel. Cette démarche a des inconvénients et des limites. Certaines personnes refusent de répondre ou le font d'une manière très évasive. Elles ne tiennent d'ailleurs pas toujours une comptabilité précise de leurs dépenses qui peuvent s'échelonner sur une longue période, ce qui rend difficile les comparaisons. Néanmoins, certains correctifs permettent de remédier aux insuffisances. Des estivateurs répondent en s'appuyant sur des comptes précis, des factures. Notre méthode qui consiste à étudier toutes les résidences secondaires d'une commune, plutôt que quelques résidences de plusieurs communes, permet de constituer un échantillon représentatif, malgré la modicité de nos moyens. Il est en outre possible de voir par soi-même les transformations extérieures réalisées. Enfin, nous avons essayé de procéder à des recoupements en interrogeant quelques artisans et commerçants.

Dans une telle étude, il apparaît nécessaire de distinguer les dépenses d'investissement (achat de la maison, modification, gros oeuvre...)

de celles d'ameublement et de fonctionnement.

La cartographie des types d'acquisition permet de bien aborder le problème. L'on s'aperçoit que vingt-huit résidences seulement furent directement profitables aux habitants de Montsoreau par achat de bâtiments ou de terrain, les autres types de transmission ne donnant pas lieu à un profit pour ces derniers. De 1966 à 1972, le prix moyen d'achat et de construction d'une résidence secondaire était de 60 000 F (prix du terrain compris). En définitive, l'argent laissé dans la commune par ces ventes est peu important et cela d'autant plus que leur produit va souvent à des héritiers ayant quitté le bourg. Par contre, de nombreuses résidences secondaires ont fait l'objet d'importantes transformations : quarante-quatre sur quatre-vingt-trois ont connu des modifications fondamentales depuis 1948. Il apparaît ainsi en première analyse que les conséquences économiques de la rénovation sont plus importantes à long terme que l'achat proprement dit. Notre enquête sur place a permis de chiffrer à la fois la dépense moyenne par ordre de métier en valeur absolue (période 66-72) et le pourcentage laissé dans la commune. Ces chiffres doivent cependant être considérés avec prudence car ils expriment une moyenne incorporant aussi bien le sauvetage d'une ruine, comme celle concernant la parcelle A 220, qu'une rapide " toilette " d'une maison en bon état que l'on vient d'acquérir.

Tableau 183 : Dépenses afférentes à la restauration des résidences secondaires selon les ordres de métier à Montsoreau
(période 1966-1972)

! corps de métier	! dépenses moyennes	! % laissé	!
!	! par corps	! dans la	!
!	!	! commune	!
! Maçonnerie	! 25 000 F	! 15	!
! Couverture - Plomberie	! 12 000 F	! 40	!
! Plâtre-revêtements murs	! 5 000 F	! 0	!
! Menuiserie	! 6 000 F	! 75	!
! Charpentes	! 4 000 F	! 10	!
! Vitrerie - peintures	! 2 500 F	! 20	!
! Revêtements de sols	! 2 500 F	! 0	!
! Ferronnerie - serrurerie	! 1 000 F	! 70	!

Ces chiffres appellent quelques remarques. Les vacanciers, il suffit de parcourir les villages en été pour s'en apercevoir, font par eux-mêmes un grand nombre de travaux. Les marchands de matériaux de construction sont assaillis en août, meilleur mois de l'année. Ces achats sont effectués à Saumur, Montreuil-Bellay et Doué. Tous les métiers du bâtiment ne sont pas représentés à Montsoreau et il faut faire appel à des artisans d'autres communes (Saumur, Chouzé, Varennes). Certains Parisiens s'approvisionnent directement auprès des grandes entreprises de menuiserie industrielle, où dans les grands magasins, (parcelle A 220). Dans ces conditions, on peut estimer à 15 000 F environ l'argent laissé dans la commune pour la rénovation d'une résidence secondaire. Ce n'est pas négligeable mais cette somme est toujours très étalée dans le temps (6 à 8 ans).

- Les dépenses relatives à l'ameublement et à l'aménagement intérieur.

La moitié seulement des résidences secondaires furent équipées par des " achats sur place " sans que l'on puisse toujours discerner la part allant à Montsoreau de celle allant à la région et surtout à Saumur (grands magasins, salle des ventes, antiquaires). Les maisons de vacances sont en général, dans les communes rurales, davantage équipées que les logements principaux. Différentes enquêtes nous avaient déjà permis d'avancer cette affirmation qui se trouve confirmée pour Montsoreau (28).

50 % des résidences secondaires sont équipées d'anciens meubles hérités ou ramenés du domicile principal. Les sommes d'argent dépensées à Montsoreau apparaissent assez faibles. Elles seraient de l'ordre de 2 000 F par résidence secondaire.

Le bilan global pour ce que nous pourrions appeler les grosses dépenses n'est pas pour Montsoreau très élevé. Il serait pour l'ensemble des résidences secondaires voisin de trois millions de francs. Tout en

étant faible et répartie sur une longue période, cette injection de capitaux dans la vie de la commune n'est pas négligeable. La vitalité de certains commerces, le dynamisme des artisans et commerçants le prouvent. Les retombées sur l'ensemble de la région nous paraissent encore plus importantes. Il ne faut pas cependant voir là le moyen de revitaliser les petites entreprises. Les vacanciers sont aussi des consommateurs, au même titre que les autres habitants du bourg.

C'est dans les achats de nourriture et de " ménage " que la part des dépenses sur place est la plus grande. 95 % des personnes interrogées s'approvisionnent à Montsoreau dont 35 % exclusivement. Les achats auprès des agriculteurs sont peu importants sauf pour le vin. On peut estimer à 2 000 F l'argent dépensé dans la commune par résidence secondaire pour ce type d'achat. Cela représente une somme annuelle voisine de 170 000 F. Elle profite directement aux commerçants.

- Le bilan démographique des résidences secondaires

Plusieurs chercheurs se sont efforcés de traduire l'influence des résidences secondaires à partir du nombre de nuitées. Ce nombre dépend à la fois de la capacité d'accueil, de la durée de l'occupation, de la taille du groupe touristique. (cf. livre II). Seules des enquêtes minutieuses sur le terrain comme celles menées par A. SOULIER (29) permettent de préciser le poids des populations saisonnières dans la population permanente. Ce poids rapporté à une année entière, et non à une seule période de pointe, équivaut à une sorte d'augmentation de la population de 10 %. Les vacanciers séjournant en résidence secondaire correspondent à 54 personnes habitant le village tout au long de l'année.

Pendant les mois d'été, Montsoreau connaît une animation intense et sa population est multipliée par 2,5. Le 15 septembre tout rentre dans l'ordre. Les commerçants prennent leurs vacances. Les enfants regagnent leur pension. Après cette période de consommation

de pointe revient le calme. Ce n'est pas là le seul problème du tourisme à Montsoreau.

e) Les problèmes du tourisme à Montsoreau

L'affirmation de cette fonction touristique ne va pas sans poser des problèmes de nature diverse.

- Tourisme et environnement

La présence en bordure de Loire, à proximité de la " plage " et du camping, d'une conserverie de champignons devient gênante. L'usine déverse des résidus qui s'échouent sur la plage. Les eaux de lavage contiennent des engrais, des débris de fumier déversés dans le fleuve. Sur le territoire de Montsoreau et des communes voisines fonctionnent des " usines à fumier ". Les aspersions de purin dégagent des vapeurs nauséabondes, désagréables en été. Le développement de la fonction résidentielle entraîne la prolifération de résidences secondaires la restauration, sans respect du style régional, des vieilles maisons. L'ouverture du pont sur la Vienne a entraîné le désenclavement des prés compris entre la Loire et la Vienne. En moins de deux ans, ces grandes prairies vouées pendant longtemps à une " économie extensive " ont été transformées en zone d'accueil de bungalows. Face à ces menaces, la municipalité a obtenu l'adoption d'un plan sommaire d'urbanisme en 1969. Dans la zone d'habitation, les constructions sont réglementées. Dans la zone rurale, les lotissements à usage d'habitation sont interdits. Ne sont tolérées que les constructions nécessaires à l'activité agricole. Il fallait cependant offrir une structure d'accueil pour les candidats à la construction et les terrains constructibles sont rares en raison des périmètres de protection établis autour de l'église, du château, de certaines maisons classées, des zones sensibles délimitées de part et d'autre de la route nationale, des espaces submersibles, des marais, et surtout de nombreuses caves et galeries qui trouent le sous-sol de

Montsoreau comme une véritable taupinière. Le plan d'urbanisme prenant en compte tous ces facteurs a déterminé un espace constructible où la municipalité a implanté un lotissement.

- Tourisme et population

Le développement de la fonction résidentielle prend plusieurs aspects : augmentation du nombre de résidences secondaires mais aussi " accueil du troisième âge ". Un recensement complet des personnes encore vivantes en 1973, installées à Montsoreau après leur retraite, nous donne le chiffre de trente-six, soit près de 7 % de la population totale. Ces personnes représentent vingt-deux ménages. Trois seulement se sont installés par l'intermédiaire d'une résidence secondaire, onze à la suite de l'achat d'un logement et huit à la suite d'une location.

Leur origine géographique traduit de nouveau la prédominance de la région parisienne. La confrontation du lieu de résidence et du lieu de naissance permet de juger de l'ampleur du phénomène de retour. Sur les trente-six personnes venues vivre à Montsoreau après leur retraite, dix étaient originaires du Maine-et-Loire dont six de la commune ou des communes limitrophes, onze l'étaient des départements voisins, quinze n'avaient aucune attache avec la région mais six d'entre-elles appartenaient à un couple dont l'un des membres avait une attache familiale dans le pays.

Deux catégories socio-professionnelles dominent : les employés et les patrons du commerce et de l'industrie. Montsoreau accueille surtout d'anciens employés de l'E.D.F., de la Sécurité Sociale, des Hôpitaux de Paris, de la R.A.T.P. et des commerçants retraités. Les anciens ouvriers sont peu nombreux. Les professions libérales sont inexistantes alors qu'elles sont largement représentées dans la clientèle touristique et dans les propriétaires de résidences secondaires.

Ces transferts, bénéfiques sous un certain angle, posent aussi des problèmes difficiles. Le vieillissement de la population s'accroît et Montsoreau tend à devenir un village de personnes âgées. Il est pratiquement impossible d'y organiser un bal en hiver. La vie y est comme figée. Une certaine concurrence se manifeste lors de la vente des logements libres et les candidats à une retraite à Montsoreau, à l'achat d'une résidence secondaire, éliminent les concurrents locaux.

- Tourisme et finances locales

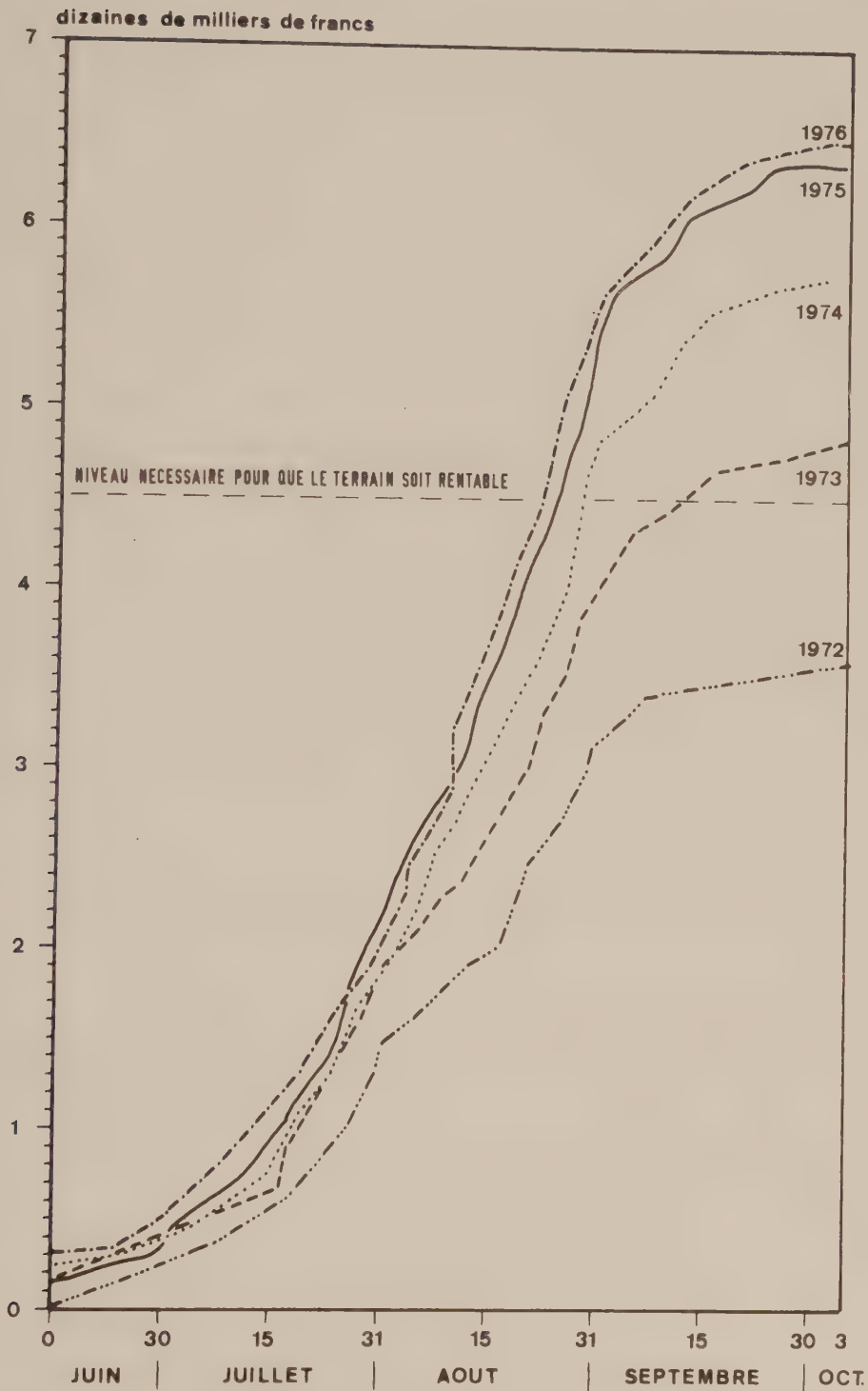
Nous avons abordé ce thème fondamental avec l'étude des Stations Vertes au livre IV. Une commune ne peut promouvoir des équipements que si son budget l'y autorise. Les plans d'eau comme les terrains de camping coûtent cher et Montsoreau, pour aménager le sien, a dû s'endetter.

D'abord un prêt de 11 000 F en 1962, puis de 120 000 F en 1968 remboursables en dix ans à 5,4 %, auprès de la Caisse Agricole. Puis en 1969, une somme de 136 970 F auprès du département pour dix ans au taux de 1 %. Enfin en 1970, pour dix ans également, 30 000 F auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations au taux de 5,25 %. Tous ces emprunts ont été possibles parce que depuis 1949 la commune avait déjà réalisé certains équipements de base (travaux scolaires, voirie). A ces charges, il faut ajouter celles concernant le fonctionnement du terrain (dépendances de personnel, d'eau, d'électricité, de chauffage, d'entretien de la station d'épuration,...) qui s'élèvent à 8 000 F environ. La dépense totale annuelle (remboursement des emprunts et frais de fonctionnement) est voisine de 45 000 F. Il faut donc une fréquentation touristique importante pour rendre le terrain rentable.

En 1973 pour la première fois, les recettes ont été supérieures aux dépenses. La situation désormais va en s'améliorant dans la mesure où les premiers emprunts seront bientôt remboursés et où la fréquentation touristique augmente chaque année. En 1976, l'excédent a dépassé 20 000 F.

FIG.268

**Courbes des recettes cumulées du terrain de camping
de Montsoreau (1972, 1973, 1974, 1975, 1976)**



La réalisation d'un terrain de camping par une petite commune rurale reste une aventure. Il faut néanmoins tempérer ces remarques par le fait que les campeurs apportent à la commune d'autres ressources. Ils animent le commerce.

Le second problème dont l'approche est difficile et qui a donné lieu à des conclusions souvent opposées est celui du coût des charges entraînées par les résidences secondaires. Dans le cas de Montsoreau, il semble qu'elles n'entraînent pas, malgré leur nombre, de charges très importantes pour la commune. Cela tient au fait qu'elles sont réparties sur toute l'étendue du territoire communal et mêlées à l'habitat principal. Il n'y a donc pas eu de dépenses spécifiques pour l'adduction d'eau par exemple. Au contraire, leur présence rentabilise les investissements dans la mesure où le nombre de personnes intéressées est plus grand. Dans le cas des communes où des écarts et hameaux éloignés du bourg sont constitués presque exclusivement de résidences secondaires, le coût des travaux devient prohibitif compte tenu de l'intérêt des personnes habitant régulièrement la commune. Le problème est identique en ce qui concerne la voirie et l'entretien des chemins. Un exemple de ces difficultés nous est donné par l'île au Than, appendice de la commune au Nord de la Loire, dans la Vallée.

- Les problèmes du tourisme dans l'île au Than

L'île au Than correspond à un fragment d'une " île au relief dissymétrique " du lit majeur. Les points hauts (32 m) proches de la Loire ont fixé l'habitat. Par contre, en arrière, entre l'île au Than et la commune de Varenne-sur-Loire, se déroule une bande d'étangs et de marais (29 m). Pendant les mois d'hiver, ces zones basses opposent aux relations avec l'arrière-pays un obstacle plus sérieux que le lit même de la Loire toujours abordable grâce à la sécheresse des berges. D'où l'incorporation de cette petite agglomération du Val, avant la Révolution, à une paroisse située sur l'autre rive de la Loire (30). L'île au Than est un ancien village d'agriculteurs plus que de mariniers. En effet,

de bonnes terres légères, faciles à travailler, conviennent bien aux cultures légumières et en arrière, des prés peuvent fournir un complément appréciable. Les crues du XIX^{ème} siècle dont les traces sont encore visibles, l'exiguïté des exploitations agricoles, l'isolement géographique ont accéléré l'exode rural. Il y avait encore 29 maisons et 68 habitants en 1876. Aujourd'hui il ne reste plus qu'une seule famille d'arboriculteurs et 13 résidences secondaires. Les autres maisons ont été détruites ou incorporées aux bâtiments existants. L'île au Than n'est animée qu'une partie de l'année, les Saumurois n'y venant jamais en hiver. Les problèmes sont aigus car il n'y a pas d'adduction d'eau et l'on ne trouve qu'une seule cabine téléphonique. Le rattachement de l'île au Than, partagée en fait entre trois communes et deux départements, à une commune de la Vallée ne résoudrait rien, car l'île représente déjà pour elle une charge. Sur la partie de l'île appartenant à Varennes se situe une seule maison, résidence secondaire d'un commerçant de Saumur, et sur la partie appartenant à Chouzé, on ne trouve qu'un agriculteur et deux résidences secondaires (un Parisien et un médecin domicilié au Maroc). Le coût des équipements dans de telles conditions (entretien des chemins et adduction d'eau) est difficile à supporter pour un budget communal alors que le village est vide une grande partie de l'année.

La part de la propriété des habitants de Montsoreau et des deux communes voisines est restreinte. Par contre, celle saumuroise, des détenteurs d'une résidence secondaire est grande. Dans ce cas particulier, la possession d'une résidence secondaire est intéressante si l'on peut bénéficier d'un accès individuel à la Loire. Les anciennes structures agraires s'ordonnaient selon des bandes perpendiculaires au fleuve et adossées du côté de la Vallée à la " boire courante ". L'exode agricole a désorganisé ce système en dissociant les bâtiments des terres. Actuellement, cette structure se reconstitue à la suite de l'achat par les vacanciers des bandes de terre qui prolongent leur maison vers la Loire. Cela est facilité par les interdictions de construire qui éliminent les concurrences pour les parcelles du bord du fleuve, soumises

à une assez forte érosion. Ces dernières sont aménagées en " parkings " ou en jardins d'agrément. Par contre, il y a conflit entre l'usage récréatif de ces parcelles et l'utilisation agricole car ces terres conviennent bien aux vergers et à l'herbe. Il y a conflit également entre les propriétaires de ces parcelles et les promeneurs et pêcheurs du dimanche qui ne peuvent circuler librement le long du fleuve.

L'exemple de Montsoreau montre l'originalité et la spécificité du tourisme des bords de Loire qui se développe dans un milieu géographique presque fermé, sans grand lien avec l'arrière-pays rural. Pendant longtemps, ce tourisme ligérien n'a guère pénétré les campagnes saumuroises si ce n'est à l'occasion de très brèves incursions liées à la visite d'un monument ou d'une cave viticole. L'insertion du tourisme dans le plateau saumurois, amorce d'une nouvelle organisation régionale, se fait progressivement et lentement à la suite d'initiatives diverses.

5) vers une organisation nouvelle du tourisme en Saumurois

A la suite d'initiatives diverses, l'organisation du tourisme en Saumurois s'est établie sur de nouvelles bases spatiales entraînant une moins grande dépendance vis à vis de la Loire et facilitant tout à la fois l'insertion des estivants dans l'espace rural et l'apparition de formules neuves.

a) une multiplicité d'initiatives

La valorisation de l'espace rural saumurois par le tourisme n'est pas entièrement nouvelle. Le syndicat d'initiative de Saumur invitait les touristes dans des brochures anciennes, à découvrir la campagne et proposait à cet effet trois circuits vers le nord-ouest, le sud-ouest, l'est (31). Cette action s'adressait surtout à des estivants

hébergés à Saumur. Au mieux, le syndicat s'efforçait de recenser les locations meublées pas trop éloignées de la " perle de l'Anjou " qui demeurerait par son potentiel hôtelier, ses monuments, ses fêtes, ses services, le pôle du tourisme dans la région. Jusque vers 1960, la pénétration des estivants dans le plateau saumurois était presque exclusivement liée au tourisme viticole. Les syndicats viticoles organisèrent après la guerre des " routes du vin " qui sillonnaient le Saumurois, jalonnés de " caveaux " de dégustation, oeuvre de quelques gros viticulteurs. Le premier centre de dégustation du département fut ouvert dans les Coteaux de l'Aubance en 1953 par un viticulteur exploitant quarante-deux hectares. En 1957, la cave coopérative de Saint-Cyr-en-Bourg s'ouvrit aux touristes (15 600 entrées en 1975). Les vignerons furent entre 1950 et 1960 les principaux animateurs des syndicats d'initiative qui contribuèrent à faire connaître les vins de Saumur et le Saumurois mais ce fut à Saumur même, à côté de l'Office du Tourisme, que le syndicat viticole implanta en 1970 sa " Maison des vins ". Vers 1964, des éléments nouveaux commencèrent à se mettre en place avec la création du " district touristique de Gennes-les-Rosiers " (32). Les Maires des Rosiers, de Gennes, du Thoureil et de Saint-Mathurin se retrouvaient en 1964 autour du Conseiller général du canton de Gennes, Vice-Président du Conseil Général, M. COCARD, pour lancer les bases d'un regroupement des communes des deux rives de la Loire et du plateau au sein d'un district touristique. Douze communes s'associaient, dix situées de part et d'autre du fleuve de Chênehutte à Saint-Rémy-la-Varenne, deux non riveraines de la Loire, Coutures et Louerre. Une entité touristique relativement homogène était constituée qui mordait sur quatre cantons. Ses buts étaient d'établir " un plan d'aménagement pour l'ensemble des communes adhérentes à étudier en fonction des sites à protéger, d'étudier et de réaliser des aménagements nécessaires au développement du tourisme ". L'action du district fut double. Elle entraîna l'équipement des bords de Loire qui, dans ce secteur, étaient très peu mis en valeur. Dix-neuf parkings furent aménagés en bordure des deux routes longeant le fleuve et un réseau assez dense de terrains de camping fut créé ou aménagé (huit terrains classés deux étoiles représentant 2 175

places en 1978). Il ne suffisait pas d'héberger, encore fallait-il retenir les touristes !

Dans ce dessein, le vaste plan d'eau du Thoureil fut amélioré, le district soutenant le Club de Voile, et quatre piscines implantées remplaçant les baignades en Loire toujours dangereuses. La nouveauté fut de ne pas borner l'action au seul aménagement des bords de Loire mais d'y associer les communes rurales du plateau. Un inventaire des richesses et curiosités était établi et des dépliants mis à la disposition des touristes, les invitant à pénétrer dans le plateau riche de sites mégalithiques. Ils furent bientôt reliés par des sentiers pédestres et équestres. Le district réussissait à convaincre le club hippique de Corné d'installer en été à Saint-Georges-des-Sept-Voies une antenne disposant de plusieurs moniteurs et d'une douzaine de chevaux. Un caveau de dégustation des vins à la disposition de tous les agriculteurs-récoltants du district était aménagé à Coutures en 1969 ainsi qu'une piste d'éducation routière à Louerre pour les jeunes. Des campagnes d'informations furent lancées afin de développer les initiatives individuelles en faveur de la création d'hébergements à la ferme mais en ce domaine les résultats furent maigres (deux gîtes ruraux en 1978). La création du district permit le développement du tourisme rural sur des bases autres que la seule visite des monuments et entraîna un élargissement des assises spatiales du tourisme saumurois. En 1969, sous l'impulsion d'un certain nombre de responsables parmi lesquels E. PISANI, Maire de Montreuil-Bellay, J. BEGAULT, Député-Maire de Doué-la-Fontaine, J. COCARD, Président du district touristique de Gennes-les-Rosiers, J. CHUDEAU, Membre de la Jeune Chambre économique de Saumur, P. CHEVILLIET, Attaché de direction à la S.A.F.E.R., R. PELLETIER, Directeur du Syndicat d'initiative de Saumur, furent les plus actifs, une association intitulée " Tourisme en Saumurois " vit le jour (33). Cette association avait pour but de " favoriser l'exploitation touristique du Saumurois, particulièrement en milieu rural, d'apporter l'assistance administrative et technique voulue pour la réalisation des divers équipements et services nécessaires à cette exploitation " (art. 2). Son action d'abord modeste (sensibilisation de la population, aménagement de sentiers...) rencontra des échos

et appuis favorables car venant à son heure dans un milieu humain préparé à la soutenir. Une concertation s'élabora entre les membres de l'association, des représentants des municipalités de Saumur et d'autres communes rurales, les administrations départementales et le Comité régional de développement agricole du Saumurois, émanation de la Chambre d'Agriculture. Une de ses conseillères, Madame BEAUMONT, se vit charger de suivre les questions relatives au tourisme rural. Dès 1965, la Chambre d'agriculture de Maine-et-Loire avait considéré le tourisme rural de manière favorable (34) mais seule son antenne saumuroise participa directement à la sensibilisation du milieu rural. Les convergences devaient aboutir en 1973 à un changement d'orientation de " Tourisme en Saumurois ". Primitivement centrée sur l'arrondissement de Saumur, l'association élargit son assiette géographique au profit d'une entité plus vaste appelée " carrefour Anjou-Poitou-Touraine " englobant les massifs forestiers de ces " marches séparantes " évoquées par R. DION (35) et correspondant à un Saumurois étoffé du Bugeois, du Bourgueillois, du Loudunais, du Thouarsais. Le Bugeois forestier tend à s'affirmer comme entité touristique indépendante et même par l'intermédiaire du Comité d'Expansion du Bugeois sa propre politique touristique (36). Le développement du tourisme a été pris en compte dans un contrat de pays et le Bugeois a été classé zone verte en 1976 (politique des aménagements touristiques coordonnés des Pays de Loire). Saumur est la capitale commerciale et économique de cet ensemble géographique qui profite également à l'abbaye de Fontevraud moins isolée aux confins du département et promue depuis 1975 Centre culturel de l'Ouest.

Le milieu rural saumurois longtemps endormi et faisant reposer la vie touristique sur les seuls bords de Loire, a connu depuis 1970 une évolution sensible et rapide. En présenter une analyse exhaustive ne nous est pas possible et nous nous bornerons à en souligner les aspects les plus importants et les plus neufs.

b) le lent développement des hébergements

La carte que nous avons élaborée rend compte de la pénétration des hébergements touristiques dans le milieu rural saumurois. En dehors

des résidences secondaires sur lesquelles il n'est pas utile de revenir, les gros centres comme Vihiers, Montreuil-Bellay, Doué-la-Fontaine se sont dotés de terrains de camping de forte capacité (sept cent cinquante places). Depuis 1971, la maison familiale rurale de Montreuil-Bellay, implantée en bordure du Thouet, accueille des vacanciers suppléant ainsi à la déficience des hébergements collectifs de la région. Elle peut recevoir simultanément cent vingt personnes, ce qui reste insuffisant car très inférieur au nombre de demandes (deux demandes pour une place disponible). Les efforts en vue de développer les locations meublées, sans réponse pendant plusieurs années, commencent à porter leurs fruits. L'annuaire des gîtes de 1978 en présente dix-neuf dont onze situés dans des communes non riveraines de la Loire. Trois " campings ruraux " ont vu le jour comme celui de M.G. à Montilliers, commune de 822 habitants, à la limite du Saumurois et des Mauges. Ce dernier exemple illustre les lenteurs et les difficultés de ce type d'action. M.G. enseignant rentre à Montilliers, sa commune natale, en 1970 après plusieurs années passées à Baugé. Il est élu conseiller municipal en 1971. Il est le premier, pour montrer l'exemple, à aménager à cette date un petit terrain de camping et un logement de vacances dans la vieille ferme des grands-parents. Il est peu suivi, les maisons du bourg, vieilloties, sont achetées dès qu'elles sont libres par des cultivateurs âgés qui souhaitent s'y retirer. Toutefois, vers 1975, quelques particuliers ont commencé à louer des logements vacants mais la municipalité n'a pas voulu transformer l'ancienne école désaffectée en gîte rural. L'insertion du tourisme est lente. Des encouragements sont prodigués chaque année aux viticulteurs pour les inciter à aménager en gîte les logements de vendangeurs inoccupés en été. Le potentiel est énorme mais les réticences demeurent. Ceux qui ont amorcé le mouvement se recrutent chez les plus jeunes mais les transformations avancent lentement car rares sont ceux qui les font exécuter par des entreprises. L'aménagement d'un gîte, en dépit de la promesse d'une subvention, demande plusieurs années. L'insuffisance des moyens d'hébergement autres que le camping demeure le point faible du tourisme saumurois. Elle crée un goulot d'étranglement d'autant plus

gênant que l'équipement et l'animation des campagnes saumuroises ont progressé beaucoup plus vite entraînant un élargissement considérable des potentialités récréatives.

c) l'élargissement des possibilités récréatives

Les communes ont mis en place des équipements variés. Les chefs-lieux de canton comme Montreuil et Doué, classés Stations Vertes, présentent une gamme variée d'équipements qui en font des centres autonomes. Mais le trait le plus remarquable est l'équipement touristique de très petites communes saumuroises. Louresse-Rochemenier (583 habitants) a acheté des caves troglodytiques en 1966 et a entrepris d'y installer un " musée paysan ". Le Maire, Emile BRETON, ancien marchand de chevaux, convainquit un conseil municipal sceptique de la nécessité de l'achat de ces caves (1 300 F) et grâce à sa connaissance de la région réussit à étoffer le musée. Un syndicat d'initiative est créé en 1967. Il est à la fois le propriétaire des objets entreposés et le gérant du bar. Les débats furent difficiles et il fut même question, après le retrait du maire en 1971, de fermer le " village troglodyte ". L'opiniâtreté de quelques-uns, le bénévolat d'autres vinrent à bout des problèmes, des querelles et des rivalités. De 2 665 entrées en 1976, leur nombre a dépassé 10 000 en 1976.

A Denezé, où l'entente dans la commune est meilleure en raison de l'absence de clivages scolaires, une petite équipe soudée autour du secrétaire de mairie a entrepris dès 1971 le balisage des sentiers pédestres. Le travail fut préparé par une Commission du tourisme extra-municipale rassemblant vingt-huit personnes. Les chemins communaux surtout ont été utilisés (commune remembrée en 1962). La mise à jour de caves troglodytiques sculptées au début du XVII^e siècle constitua un deuxième atout pour cette petite commune de 325 habitants. Ouvertes au public en 1977, elles reçurent plus de 5 000 visites en l'absence de toute publicité. Un exploitant agricole a aménagé un camping à la ferme

et un second, un relais utilisé par les randonneurs venus du centre équestre de Cunault. Le Comité des Fêtes a organisé, pour la première fois en 1974, une " fête des métives " recréant l'atmosphère des moissons d'autrefois.

Les Verchers-sur-Layon (838 habitants) ont commencé, à la suite de la remise en état du Layon consécutif au remembrement (1971), l'aménagement d'un petit plan d'eau à proximité immédiate du bourg. Les possibilités de développement de cet étang d'une cinquantaine d'ares étant limitées, le Maire, jeune viticulteur dynamique soucieux de promouvoir sa commune sur le plan touristique (onze résidences secondaires en 1968 et trente et un en 1975) a entrepris la création en 1975 d'un second plan d'eau de 5 hectares 40 dans les communs d'Argentay (37). Il a su pour cela obtenir l'accord des habitants du village d'Argentay contre la promesse que les recettes tirées de l'exploitation du plan d'eau serviraient dans un premier temps à rembourser l'argent emprunté par la commune et dans un second temps à améliorer les équipements de la section d'Argentay. Exploitant l'habitat troglodytique bien conservé d'Argentay et la survivance des anciennes coutumes, des veillées furent organisées en juillet 1977. Le dessein de la nouvelle municipalité qui a déjà commencé à acheter des petites parcelles proches de la chapelle d'Argentay est de transformer certaines caves en habitat de vacances. Un premier inventaire du patrimoine local fut réalisé par un groupe d'habitants des Verchers en juillet 1977.

En dehors de ces équipements ponctuels, des fêtes estivales nombreuses dans la région (journées de la Rose de Doué-la-Fontaine, Festival floral de Martigné-Briand) et de toute l'action menée par les organismes viticoles (routes du vin, caveaux de dégustation, visite de caves) l'insertion du tourisme dans le Saumurois est largement liée à l'organisation des " Journées d'animation rurale ". Ces journées existent depuis 1974. Une journée d'animation en milieu rural est une promenade à travers la campagne, ponctuée de rencontres avec les habitants tels que le tonnelier, le viticulteur, le producteur de tabac, l'extracteur

de faluns etc... Le trajet de la promenade est étudié pour faire découvrir des sites inhabituels ou peu connus sans s'arrêter aux centres d'attraction bien établis. La raison essentielle reste la rencontre directe avec les ruraux qui racontent leur profession, leur mode de vie, leurs difficultés. La formule, qui existe également dans le sud de la Manche, s'est améliorée. Les ruraux ont été amenés à prévoir le déjeuner commun et une veillée nocturne pour tous les participants à la journée afin de pouvoir terminer les discussions entamées. Le carrefour Anjou-Touraine-Poitou organisa les premières journées de juillet à septembre 1974 mais, dès 1975, les ruraux de chaque canton en furent chargés. Le succès a été total menaçant ainsi l'organisation même de ces journées en raison du grand nombre de participants. De seize journées en 1974, on est passé à 21 en 1975 et 29 en 1976, le nombre des participants allant de 800 en 1974 à 1 300 en 1976.

Depuis 1976, une animation de type nouveau s'appuyant sur les données propres du milieu (38) se développe avec l'aide du Fonds d'intervention culturelle. Elle consiste d'abord à recenser les sites troglodytiques et collecter le maximum d'informations sur les modes de vie, les légendes qui découlent de ce type d'habitat. Il est prévu ensuite la réalisation des aménagements utiles à l'animation touristique comme des expositions, des spectacles Sons et Lumière. L'intérêt de cette action est d'autant plus grand pour le tourisme saumurois que les sites troglodytiques sont très dispersés et ne se trouvent pas, contrairement à ce que pensent la plupart des gens, uniquement sur les bords de Loire. Cette liaison entre le culturel et le touristique s'est trouvée renforcée depuis 1975 par la création du Centre culturel de l'Ouest à Fontevraud. En 1963, l'ancienne prison d'Etat fut restituée au service des Monuments historiques qui entreprirent de restaurer cet ensemble architectural très dégradé situé dans un domaine de treize hectares. L'abbaye devint un lieu de visites et le nombre d'entrées payantes passa de 52 000 en 1970 à 83 000 en 1976. Allait-on se limiter à cette seule forme d'utilisation ? Après de nombreuses discussions, les pouvoirs publics décidèrent en décembre 1975 de transformer l'abbaye en " centre culturel "

dont la responsabilité fut confiée à H. BEAUGE, ancien Directeur du parc d'Armorique. Ce centre permanent organise en été des manifestations d'intérêt national et même international qui sont de nature à entraîner le tourisme en Saumurois. Le point faible reste l'hébergement, inexistant à Fontevraud. Le Centre culturel envisage d'aménager des dortoirs pour les jeunes randonneurs.

CONCLUSION

Le tourisme dans l'Anjou oriental est ancien mais longtemps il s'est confondu, à l'image de son homologue tourangeau, avec la Loire. Les touristes qui empruntaient les routes de la levée ou celles coincées entre le coteau et le fleuve ne s'en écartaient guère et se contentaient bien souvent d'un très bref passage. Pourtant Vallée au nord, plateau saumurois au sud offraient de grandes possibilités à un tourisme de séjour plus diversifié que le seul accueil des résidents secondaires. Dans le cadre d'opérations d'aménagement rural et sous l'impulsion d'hommes actifs regroupés au sein d'associations, une nouvelle organisation régionale du tourisme se met en place progressivement en s'appuyant sur des opérations originales liées au milieu rural saumurois. L'insertion du tourisme dans ces campagnes peuplées et riches demeure encore limitée en raison du faible développement de la capacité d'hébergement.

II - L'EXEMPLE CHOLETAIS (39)

Le Choletais, mis en évidence à partir de critères établis par l'I.N.S.E.E. (Z.E.D.E. et Z.P.I.U.), est une notion récente mais il n'est pas seulement une région économique. C'est un véritable pays façonné par l'histoire, avec ses mentalités, au centre duquel se trouve Cholet et qui mord sur quatre départements. Nous en excluons le canton de Mauléon appartenant au département des Deux-Sèvres et entendrons par Choletais l'arrondissement de Cholet, les quatre cantons au nord-est vendéen (Pouzauges, les Herbiers, Mortagne-sur-Sèvre, Montaigu) et le canton de Clisson en Loire-Atlantique.

A - Un pays profondément original

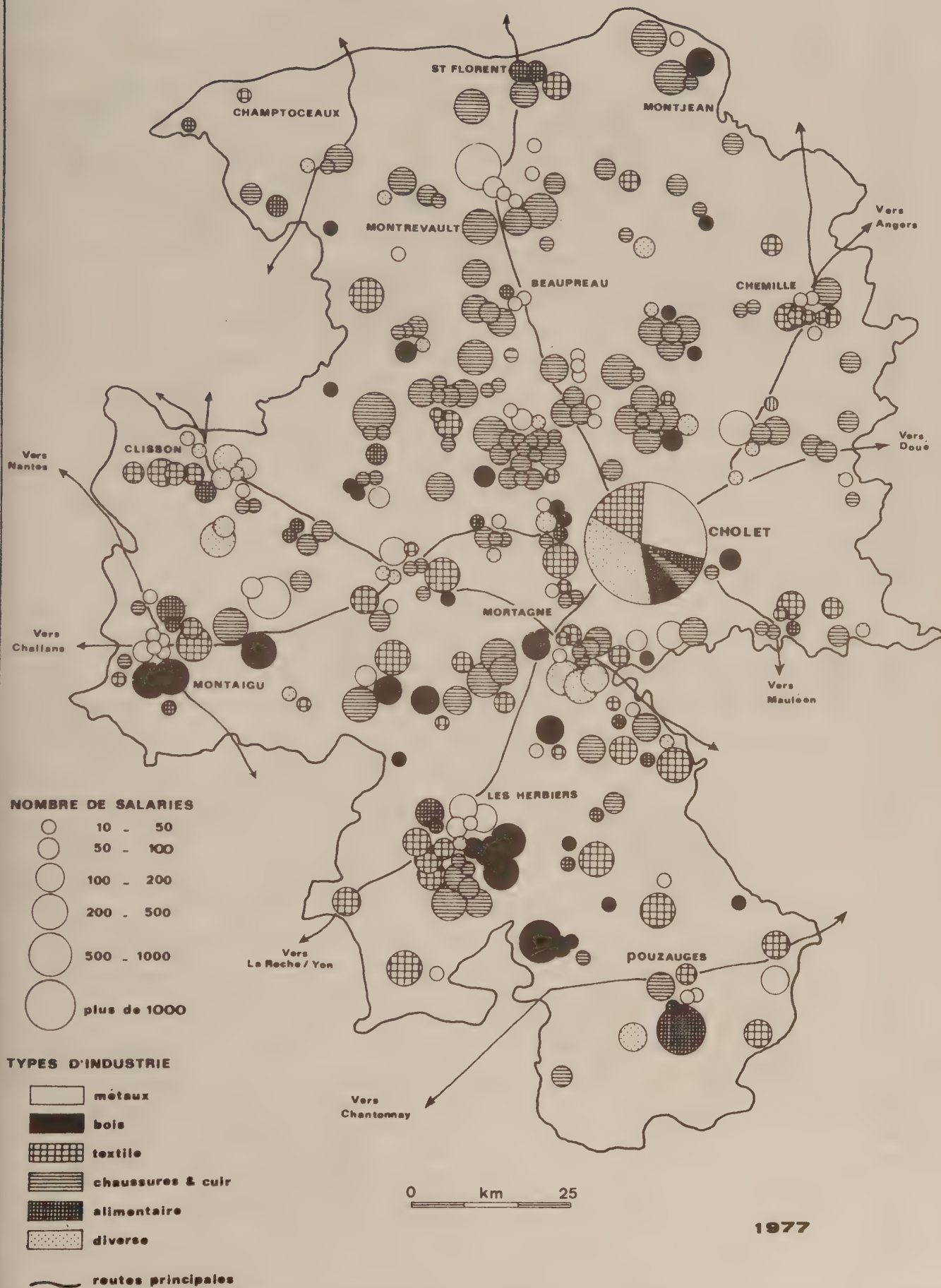
Il n'est pas question de procéder dans le cadre de cette thèse à une recherche approfondie sur le Choletais, menée d'ailleurs largement par Jean RENARD, et sur lequel d'autres travaux géographiques notamment ceux d'Alain CHAUVET sont en cours. Nous nous bornerons à dégager les traits et les évolutions qui nous semblent les plus originaux et de nature à rendre compte des modalités d'insertion du tourisme dans la région.

1) une nébuleuse industrielle fragile

Nous avons dressé, pour 1977, une carte par commune des établissements industriels de plus de dix salariés, en excluant les

LES ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS DU CHOLETAIS (plus de 10 salariés)

FIG.269





LES DENSITES DE POPULATION DANS LE CHOLETAIS
— 1975 —

FIG.270



EVOLUTION DE LA POPULATION DANS LE CHOLETAIS
1968 - 1975

FIG.271

entreprises commerciales et de services, celles du bâtiment et des travaux publics et des transports. Elle est particulièrement démonstrative de la diffusion de l'industrie dans presque toutes les communes rurales. Sur les quatre-vingts communes de l'arrondissement de Cholet, soixante-sept possèdent au moins un établissement de plus de dix salariés. Seules les marges connaissent une pénétration plus faible, principalement au nord-ouest et au sud-est. Le fait est d'autant plus remarquable que les ateliers de petite taille marquent d'une manière très discrète le paysage agricole et correspondent dans le plupart des cas à des entreprises dont les pouvoirs de décision sont sur place. Les industries anciennes ont réussi à se maintenir jusqu'à nos jours en subissant de profondes transformations (40). La fabrication des toiles de chanvre et de lin est attestée dès le Moyen-Age mais la " manufacture de Cholet " qui désigne les métiers de la ville et ceux dispersés dans la campagne débuta dans la deuxième moitié du XVII^e siècle. En 1677, le Seigneur de MAULEVRIER décida son frère, le Ministre COLBERT, à envoyer à Cholet une colonie de Hollandais pour y développer l'industrie du tissage. Les premiers métiers mécaniques y furent introduits en 1865, créant des difficultés et des crises dans le " vaste atelier qui s'étend à cent-vingt communes de la Loire-Inférieure, de la Vendée, des Deux-Sèvres et du Maine-et-Loire " (C. PORT). C'est alors que, pour employer le personnel du textile sans travail, apparut à Saint-Macaire une première fabrique de pantoufles, bientôt suivie d'autres à May-sur-Evre, Trémentines, La Tessouale, Villedieu, Gesté... Aux environs de 1900, une quarantaine existait dans la région. Le Choletais avait accompli sa première révolution industrielle...

Pendant l'entre-deux-guerres, l'industrie de la chaussure se développa rapidement et la confection remplaça progressivement la fabrication du linge de maison. Cependant, une deuxième crise industrielle se préparait. En 1936, les commerçants et les industriels s'inquiétaient de la concurrence faite à la chaussure choletaise par la firme tchécoslovaque BATA et demandèrent des lois de protection des fabrications françaises. Des entreprises métallurgiques décentralisées

s'installèrent dans le Choletais comme la Thomson-CSF (1936) et la Société Alsacienne de constructions métalliques (1937). A partir de 1950-55, de nouvelles activités sont venues relayer les industries traditionnelles avec l'aide des pouvoirs publics, notamment en Vendée (41). C'est le cas des industries alimentaires, du meuble, de la sous-traitance automobile, de l'électronique (Saint-Pierre-Montlimart). Cette deuxième révolution industrielle a conservé des traits de la précédente, en ce qui concerne l'implantation rurale des ateliers due à la multiplification et au dynamisme des initiatives locales. L'exemple peut être donné du fabricant de meubles pour enfants GAUTIER qui démarra au Boupère en 1960 avec six salariés et qui employait 880 personnes en 1976. A cette action endogène s'ajouta, en 1970, l'implantation de Michelin à Cholet. L'usine qui emploie deux mille personnes réalise tous les stades de la fabrication du pneu.

Toutefois, l'évolution industrielle récente du Choletais remet en cause la structure de la nébuleuse industrielle trop souvent présentée comme un modèle de symbiose entre les mondes industriel et agricole, entre la ville et la campagne (42). Les industries traditionnelles de la chaussure ou celles qui lui sont liées (fabrication de moules et de machines) connaissent de nombreuses difficultés et beaucoup de petits ateliers ont dû licencier la totalité ou une partie de leur personnel. En même temps, l'importance de Cholet se renforce, les emplois offerts étant de plus en plus diversifiés ainsi que le montre le tableau ci-dessous :

Tableau 184 : Evolution de la structure des emplois à Cholet entre 1969 et 1977

Activités industrielles	Part des emplois en %	
	en 1969	en 1977
Métaux	32,34	27,73
Bois et meubles	8,53	5,91
Textiles et confection	27,02	20,20
Chaussures et cuir	7,50	5,17
Industries alimentaires	2,04	2,65
Autres industries	22,57	38,34
TOTAL	100	100

Par ailleurs, le nombre de salariés des établissements industriels et commerciaux (plus de neuf salariés) est passé de 11 141 en 1969 à 15 118 en 1976, favorisant la concentration des hommes et des activités dans la capitale choletaise. 63 % des emplois industriels créés au cours des dix dernières années dans l'arrondissement de Cholet le furent dans les communes du SDAU de la sous-préfecture. La manifestation de cette concentration se marque dans l'extension spatiale de l'agglomération et dans sa croissance démographique. La ville de Cholet est passée de 37 198 habitants en 1962 à 52 899 en 1975 alors que la population de l'arrondissement (sans Cholet) allait de 99 120 à 109 879. Dans le premier cas, le taux d'accroissement atteignait 42 % pour seulement 11 % dans le second cas (43).

A cette concentration, s'ajoutent celles qui profitent à certains bourgs et petites villes : Les Herbiers, Montaigu, Montrevault, Saint-Pierre Montlimart. Pour longtemps encore, comme l'a démontré Jean RENARD , la pénétration de l'industrie dans le milieu rural est le fait majeur qui marque profondément l'agriculture choletaise.

2) les transformations de l'agriculture choletaise (44)

Cette interpénétration qui fait l'originalité du monde agricole choletais se marque de diverses manières, entre autres par le fait que dans presque chaque famille d'agriculteurs un ou plusieurs enfants (surtout les filles) travaillent dans les ateliers industriels. Cette caractéristique explique le maintien de fortes densités rurales et l'apport d'argent frais à la ferme qui maintient de petites structures. Par contre, le phénomène des paysans-ouvriers est très peu répandu pour des raisons à la fois historiques (les tisserands du Choletais ont toujours été des travailleurs indépendants de la terre), économiques (les industriels préfèrent embaucher des jeunes filles pour de multiples raisons) et

agricoles (les sujétions de l'élevage bovin ne sont guère conciliables avec les exigences du travail industriel).

Le système traditionnel tel qu'il existait encore après la deuxième guerre mondiale faisait de la région un pays d'engraissement d'animaux élevés la plupart du temps dans le Segréen, ce qui alimentait toute une série de foires en bordure de Loire (Ancenis, Chalonnes, Saint-Florent...). Les bêtes étaient engraisées l'hiver grâce aux ressources fourragères (betteraves, choux, foin, navets...). Les agriculteurs achetaient à l'entrée de l'hiver et vendaient de Noël au printemps aux foires de Chemillé, Cholet, Parthenay, Brèssuire. A cette activité de base s'ajoutait, comme l'a montré G. VERGNEAU, une multiplicité d'autres productions animales, très exigeantes en travail, tel que l'élevage des porcs, de volailles et d'ovins dans l'est du Choletais.

Ces caractères ont persisté jusque vers 1960 où un virage fut pris, principalement par les jeunes qui s'installaient (relativement plus nombreux que dans les régions agricoles voisines). A cause de la hausse des prix du capital d'exploitation, il n'était plus possible de rembourser les emprunts par un système traditionnel qui nécessitait de grosses mises de fonds tout en n'assurant qu'une lente rotation des capitaux. L'orientation nouvelle a porté sur le lait, surtout dans le nord des Mauges, là où les exploitations sont les plus petites et où se situent les principales laiteries (Ancenis, Saint-Florent-le-Vieil). Autrefois, le lait c'était quelques vaches pour faire vivre la famille avec un troupeau géré par la femme ! Des fermes spécialisées dans l'élevage laitier sont apparues et ont introduit des Frisonnes. Les céréales furent abandonnées au profit des cultures fourragères (ray grass et maïs). L'intensification laitière est marquée par une sélection plus grande des races, le développement de la stabulation libre, la modernisation (salle de traite etc...), l'augmentation des surfaces, la disparition des animaux à viande et de la production du beurre. Pendant un certain temps, ces exploitations ont vendu les mâles à quinze jours-trois semaines tout en conservant les génisses puis, ensuite, ont fait élever les génisses à l'extérieur pour les reprendre ensuite.

D'où en réalité une double spécialisation, l'une vers le lait, l'autre vers l'élevage des génisses. On aboutit ainsi à des exploitations de 25 à 30 hectares, possédant 40 à 60 vaches et qui se groupent en GAEC. Ces fermes ne représentent actuellement que 10 % des agriculteurs mais ce sont ceux qui participent le plus à la vulgarisation agricole. Les autres sont restés à des méthodes plus traditionnelles avec des troupeaux de huit à dix vaches dont on élève tout (mâles et femelles) et dont on vend les produits, notamment les boeufs vers trois ans. Le chargement à l'hectare est moins élevé.

Un autre type d'exploitation reste plus orienté vers la production de viande avec deux types de troupeaux : des " Maine-Anjou " dont on élève tous les veaux, en rachetant parfois pour que toutes les vaches aient le leur. Ces veaux, nés au printemps, vont à l'herbe avec leur mère puis, vers deux ans et demi, reçoivent à l'étable une alimentation plus abondante avant d'être vendus vers trois ans. Des " doubles-troupeaux ", constitués d'un troupeau laitier dont le lait est vendu à la laiterie et les veaux fournis au troupeau des vaches allaitantes. Les laitières sont des normandes croisées avec des charolais. L'objectif est surtout de fournir un veau. Les meilleurs mâles sont conduits en boeufs à trois ans et les moins bons en taurillons. Il convient d'ajouter, dans les cantons de Champtoceaux et de Saint-Florent-le-Vieil, les viticulteurs qui exploitent de petites parcelles très dispersées partie en vins d'appellation, partie en vins de consommation courante et produisent également de la viande (plus que du lait) et du maïs (plus que des betteraves).

Lorsque ces agriculteurs atteignent la cinquantaine, ils ont achevé de rembourser leurs dettes et n'investissent plus beaucoup. Les enfants sont mariés et leur situation relativement aisée. Toutefois ceux qui succèdent à leurs parents ne peuvent continuer ces systèmes d'exploitation d'autant qu'ils doivent leur verser du capital et rembourser frères et soeurs. L'intensification devient obligatoire et revêt des formes variées. Outre l'intensification laitière, se sont développés depuis une date récente, sous l'influence des coopératives, de groupements de producteurs et de certaines firmes privées (Sanders...)des

élevages de taurillons sous contrat. En ce cas, l'élevage des vaches a été totalement abandonné et la rotation des cultures, maïs et herbe en ensilage, beaucoup plus rapide. Les autres formes d'intensification concernent les élevages hors-sol de porcs, volailles et veaux. Certains, enfin, se sont tournés vers des cultures qui prennent peu de surface comme le tabac, les légumes de plein champs (petits pois, céleris...) et surtout les plantes médicinales qui jouent un rôle essentiel dans le canton de Chemillé, et les petits fruits. Cette dernière culture longtemps liée aux biscuiteries nantaises se développe maintenant pour la production de jus de fruits.

Il est possible, ce que fait Jacques BROSSIER, de dégager les traits de l'agriculteur moyen du Choletais. Agé d'environ quarante-huit ans, il a trois ou quatre enfants. Il cultivait 25,7 ha en 1965 (dont huit en propriété) et 27,8 ha en 1972 (dont 10 en propriété). Parallèlement à l'augmentation de la S.A.U., il a diminué sa force de travail (2,12 UTH en 1965 et 2 en 1972) en grande partie par abandon des salariés. Cet agriculteur tire les trois quarts de ses ventes des bovins (lait 28 %, viande 47 %). Entre 1965 et 1972, il a remplacé les prairies permanentes par des prairies temporaires et particulièrement par le ray-grass d'Italie. Le maïs et l'ensilage se sont sensiblement développés. En 1965, la diversité des produits était extrême. En 1977, nous avons enregistré un effort considérable de réduction du nombre de productions alors que l'intensification n'a pas cessé de se développer.

De même que l'atelier industriel marque peu le paysage, les transformations agricoles des quinze dernières années ne l'ont pas davantage modifié. Rien de comparable avec le paysage agro-industriel breton ! Les bâtiments d'élevage vieux et peu commodes ont été rarement aménagés ou remplacés par des constructions neuves. Toutefois, les transformations sont profondes et entraînent une grande variété de situations. La présence d'ateliers industriels disséminés dans les campagnes, les caractères de l'agriculture rendent compte également d'une des fortes originalités du Choletais, à savoir son dynamisme démographique.

3) le dynamisme démographique

Deux cartes ont été établies, exprimant par commune les densités de population en 1975 et l'évolution démographique entre 1968 et 1975. Alors qu'une des préoccupations majeures de la plupart des communes rurales de l'Ouest est de faire face à la diminution de population et à ses conséquences (vieillissement, rétraction des services...), le Choletais présente un cas presque unique, en dehors des zones rurales péri-urbaines, de croissance globale. Entre 1968 et 75, la population de la zone considérée a augmenté de 10,45.%. Aucun des cantons n'a enregistré de diminution et les densités moyennes sont fortes. C'est la conséquence de la présence sur place d'emplois, d'une natalité élevée (21 ‰ dans l'arrondissement de Cholet entre les deux derniers recensements), de la jeunesse de la population (38 % ont moins de vingt ans). L'excédent naturel est largement positif (+ 1,22 % par an) et le solde migratoire est devenu positif entre 1968 et 1975 (+ 0,38 % par an).

Toutefois, ce sont surtout les communes proches de Cholet, les bourgs et petites villes bénéficiant de la concentration industrielle comme Montaigu, Les Herbiers, Pouzauges qui connaissent les taux d'accroissement supérieurs à 10 %. Quelques communes, situées presque toutes sur les marges de la nébuleuse choletaise, ont enregistré des diminutions de population. On y rencontre également les densités inférieures à 40, particulièrement sur la façade orientale et dans le canton de Pouzauges. A la concentration croissante de la population vers Cholet signalée précédemment, s'ajoutent des disparités géographiques plus accusées entre les petites communes rurales d'une part et les bourgs et petites villes d'autre part, d'autant plus que la population agricole a continué à baisser.

4) une " société paroissiale " (J. PENARD)

La société choletaise est originale, très différente de celle

des autres régions de l'Ouest.

C'est devenu un lieu commun depuis les travaux d'André SIEGFRIED (45) de rappeler que la société choletaise reste profondément marquée par la religion catholique. Toute la vie collective s'est longtemps organisée plus autour de la paroisse que de la commune. Déjà à la fin du XIXème, le clergé avait joué un rôle prépondérant dans le développement de l'industrie de la chaussure, pour retenir sur place la main-d'oeuvre disponible et l'empêcher de partir en ville. De nos jours encore, malgré une laïcisation grandissante, le patronage animé par le vicaire reste extrêmement vivant avec son foyer de jeunes, sa bibliothèque, sa troupe théâtrale, sa fanfare, ses groupes sportifs, ses sorties organisées à Lourdes. Les paroisses participent à la formation des hommes par le biais des " écoles libres " primaires, secondaires et techniques où passent la plupart des chefs d'entreprise du Choletais. Elles participent également à la vie économique par le biais des Caisses de Crédit Mutuel alors que de nombreuses maisons de retraite sont gérées par des religieuses. Les mouvements d'action catholique renforcent encore cette emprise. Le résultat en est une société très personnalisée dont tous les membres, adhérant aux mêmes idées, se connaissent. A titre d'exemple, extrayons ces vœux présentés en 1969 par l'ancien maire des Landes Genusson à la population " je souhaite que M. le Curé conduise sans peine ses ouailles dans le dur chemin qui mène au ciel, que M. le Maire réalise avec succès les travaux qu'il entreprend pour le bien de la commune, que tous, patrons, ouvriers, paysans, reçoivent une juste rémunération de leur travail, que les sociétés locales continuent de rendre à la population les services pour lesquels elles ont été conçues, que la maison de retraite procure une oasis de paix pour nos bons vieux, qu'il se trouve un chercheur qui puisse continuer l'historique de nos vieilles pierres, enfin que la bonne entente règne toujours aux Landes Génusson " (Bulletin municipal - janvier 1969). La vie associative est particulièrement développée et touche une masse importante de la population rurale, même chez les petits exploitants. Un exemple en est fourni par les S. qui exploitent une dizaine d'hectares à la lisière du Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres. Le mari s'occupe des cultures et de la vente des bêtes, l'épouse gère son

troupeau de six laitières. Les S., âgés de cinquante ans, ont cinq enfants dont l'âge est compris entre neuf et vingt et un ans. Les deux filles aînées travaillent à l'usine. La maison, ancienne, a été aménagée. Une salle de bains est installée depuis 1960 ainsi que le chauffage central. Madame S. suit le soir les causeries de l'association familiale sur le budget ou la psychologie des jeunes et, une fois par mois, les réunions du club féminin (46). Le bénévolat est à la base du fonctionnement de ces associations qui développent l'esprit d'initiative.

C'est en effet l'une des secondes caractéristiques de la mentalité choletaise. A côté du fort attachement aux valeurs traditionnelles marqué par la volonté de rester sur la terre natale, s'est développé un esprit d'entreprise et d'émulation tout à fait remarquable. Responsable du dynamisme industriel choletais, il sous-tend également les innovations et les mutations agricoles. Cependant, force nous est de constater que cette mentalité entreprenante n'a guère jusqu'ici été tournée vers des réalisations de tourisme rural.

B - La faiblesse du tourisme et ses causes

Son insertion dans le Choletais reste superficielle. Cette situation tient à des causes multiples.

1) une empreinte touristique légère

Malgré l'existence d'un tourisme ancien dans la vallée de la Sèvre, de Clisson à Mortagne, et dans le val de Loire de Champtoceaux à Montjean (ainsi que nous l'avons montré au livre IV), le tourisme ne connaît pas un très grand développement. Sur de nombreuses cartes analytiques du livre II, le Choletais apparaît souvent " en clair " et

il n'est pas nécessaire de revenir longuement sur ces données. Le bilan des principaux hébergements touristiques est vite fait : aucun village de vacances, un seul gîte rural, 1 100 places en camping aménagé (dont 800 pour les trois terrains de Montjean, Saint-Florent-le-Vieil et Clisson), 2 063 résidences secondaires représentant un taux de fonction résidentielle sans Cholet, de 4,33 %. Quelques maisons familiales et colonies de vacances constituent les seuls hébergements importants. Une poignée d'hôtels-dont les principaux ferment en août- complète cet inventaire qui n'est pas meilleur du côté des équipements récréatifs et de loisirs. En dehors de quelques sites équipés des bords de la Loire et de la Sèvre nantaise, le milieu rural choletais est pauvre. L'affaire est entendue : le Choletais n'est pas une région touristique. Pourquoi ?

2) un milieu naturel trop moyen

Le Choletais ne constitue pas une unité physique et les grandes lignes du relief qui organisent le paysage s'ordonnent autour de quelques sites majeurs.

Au sud-est, le horst cristallin de la Gâtine vendéenne constitue une ligne de lourds reliefs surbaissés dominant les régions voisines. Le paysage tourmenté lui a fait obtenir le surnom de " Suisse vendéenne ". Ces dispositions touristiques sont renforcées par la présence de quelques bois et surtout des points de vue du Mont des Alouettes (231 m), du Mont Mercure (285 m), du Puy Crapaud (298 m). De ce haut bocage vendéen descend jusqu'à la Sèvre nantaise, qui coule selon un axe NW-SE, le glacis schisteux des Mauges. Au nord-est de Cholet, une nouvelle ligne de hauteurs cristallines porte les points culminants de l'Anjou : la Colline des Gardes au sud de Chemillé à 220 m et celle de Saint-Paul-du-Bois, 208 m, autres sites pittoresques. De là, le plateau des Mauges s'incline lentement vers le Layon au nord-est et la gouttière ligérienne au nord. La topographie assez molle donne des formes doucement ondulées sauf au sud-ouest où le granit compose des reliefs plus accentués traversés par la vallée

de la Moine. Au nord, la Loire constitue de La Varenne à Montjean la limite du Choletais. Les paysages sont différents, à la fois ligériens et armoricains. On y retrouve des traits du " Val ": large couloir alluvial marqué par un bombement central, fleuve passant d'une rive à l'autre et n'occupant qu'une faible partie du lit majeur, longues îles couvertes de prairies et plantées de peupliers allongées entre le bras principal et les boires. Mais les caractères armoricains s'affirment par la teinte sombre des versants et l'alternance de rétrécissements et d'élargissements correspondant à la traversée par le fleuve de roches de dureté différente, ce qui donne des promontoires comme le Mont Glonne à Saint-Florent-le-Vieil d'où l'on découvre toute la vallée. Sans exercer une attraction aussi forte que le Val en amont des Ponts-de-Cé, la frange septentrionale du Choletais est un des meilleurs atouts du développement touristique de la région, d'autant qu'aucun équipement important ne vient défigurer le paysage et qu'elle n'a pas connu, à la différence de la Sèvre nantaise, d'installations industrielles. Le jugement de A. VIGARIE, qualifiant ce paysage de "sévère" (47) est peut-être excessif. On ne peut en saisir toute la complexité que du sommet des belvédères naturels que sont le Mont des Alouettes ou les Gardes, la vue obtenue à partir des grandes routes stratégiques tracées au XIX^{ème} n'étant guère significative. A l'extrême complication du dessin des champs soulignée par Jean RENARD s'ajoutent les interférences multiples nées de l'imbrication des parcelles, des métairies isolées, des petits hameaux, des villages plus importants et des châteaux toujours nombreux. Le mélange des traits bocagers, moins retouchés qu'ailleurs par la modernisation, avec un habitat original associant le schiste et la tuile, la présence de bois et forêts liée à la propriété nobiliaire offrent des Mauges un paysage pittoresque et humanisé, agréable à l'oeil, beaucoup moins homogène que certaines analyses classiques ont bien voulu le présenter.

Le climat n'est pas, parmi les climats régionaux de l'Ouest, celui qui est le plus favorable au tourisme. Son étude approfondie est

difficile en raison de l'insuffisance et de l'hétérogénéité des observations. Les renseignements fournis par quelques postes et la présence fréquente dans le milieu montrent que les étés sont nettement plus frais et plus arrosés que dans la Vallée ou le Saumurois tout proches. Les précipitations annuelles (moyenne 1950-1965) totalisent 840 mm à Bégrolles-en-Mauges et 820 mm aux Gardes. Les deux mois de juillet-août reçoivent presque toujours de 40 à 70 mm. L'automne est très humide (75 mm à Bégrolles-en-Mauges) de même que l'avant-saison (mai-juin). G. VERGNEAU a souligné que les fenaisons se faisaient souvent sous la pluie. De plus, le total des précipitations estivales varie beaucoup d'une année sur l'autre. Moins de 23 mm sont tombés en août 1953, 1955, 1961, 1962 à Bégrolles-en-Mauges contre plus de 110 mm pour ce même mois en 1951, 1952, 1956, 1963, 1965. Au cours de cette dernière année, 1 113 mm furent enregistrés dont 200 mm pendant le seul mois d'août. Les marges orientales du Choletais sont moins humides (région de Chemillé) de même que la vallée de la Loire en amont d'Ancenis. Le total annuel de Saint-Florent-le-Vieil n'est que de 680 mm et les deux mois d'été ne reçoivent que 30 à 60 mm. Par contre, la Gâtine vendéenne a des traits défavorables encore plus accusés. Chaque mois d'été enregistre dix à onze jours de pluie.

Plus que les données relatives au paysage, les caprices climatiques et les fortes précipitations constituent une lourde entrave à la vie touristique des Mauges et expliquent certainement son insuffisance.

3) un patrimoine architectural appauvri

Le potentiel architectural, religieux et civil, n'a pas la richesse et la réputation de l'Anjou sédimentaire. Pourtant, la campagne choletaise est truffée de châteaux et manoirs entourés de parcs qui lui donnent un cachet particulier. Certes, beaucoup d'entre eux et nombre d'églises, symboles de l'ordre monarchique et de la société féodale, ont été détruits et incendiés lors de la grande guerre de Vendée mais, outre qu'il en subsista de très beaux, une quantité importante fut

reconstruite ou restaurée au XIX^{ème} siècle. Ainsi l'architecte angevin René HODE (1811-1874) s'employa-t-il, à la demande des grandes familles légitimistes de Maine-et-Loire, soit à effacer les séquelles des guerres révolutionnaires soit à agrandir ou à habiller de grandes maisons des champs en gentilhommières. Bien sûr, ses plus belles réalisations sont extérieures aux Mauges (Challain-la-Potherie) ou sur ses lisières (Chanzeaux) mais son action a amené la construction des châteaux de la Fautrière à La Jumellière, de la Baronnière à La Chapelle Saint-Florent, de La Tremblaie près de Cholet ou de l'Echo près de Chemillé dont certains peuvent être visités. La reconstruction des monuments du culte fut moins heureuse car entreprise à partir de moyens financiers plus limités. De nombreuses églises et chapelles démolies pendant la Révolution furent reconstruites en pierre et en briques parfois en ciment. Celle de Notre-Dame-de-Liberge, au Chaudron-en-Mauges, datant du milieu du XVII^{ème}, détruite pendant la Révolution, fut relevée de ses ruines en 1826 et entièrement reconstruite en 1891. Il ne subsiste du XVII^{ème} qu'une statue en pierre polychrome présentée en 1970 à Saint-George-sur-Loire, à l'occasion de l'exposition consacrée à " La Vierge dans l'art angevin du XIII^{ème} au XVIII^{ème} siècles ". De tels exemples peuvent être multipliés : seules trois églises des Mauges subsistèrent après la Révolution (Saint-Philbert-en-Mauges XIV^{ème} siècle, Le May-sur-Evre XV^{ème} siècle, La Séguinière XVI^{ème} siècle). Le patrimoine religieux, si riche dans les autres régions de l'Ouest même toutes proches, fait défaut ici et ne permet pas une mise en valeur touristique.

Par contre, les affrontements liés aux guerres de religion ou à la tourmente révolutionnaire ont laissé des ruines qui, lorsque le site s'y prête, constituent des points d'ancrage de la vie touristique. C'est le cas du château de Gilles de Rais à Tiffauges (48) démantelé sur les ordres de Richelieu et de celui de Clisson incendié en 1793.

Si les guerres de Vendée ont appauvri le potentiel architectural, elles ont chargé le Choletais d'un riche poids historique. Les monuments commémoratifs en constituent un élément. La colonne de Torfou élevée en 1827 commémore la victoire remportée sur Kléber le 19 septembre 1793. L'église abbatiale de Saint-Florent-le-Vieil renferme le tombeau

de Bonchamps sculpté par David d'ANGERS. La scène évoque la grâce accordée par Bonchamps aux Républicains faits prisonniers lors du passage de la Loire en Octobre 1793. Une colonne, dressée sur la motte de l'ancien château-fort dominant la Loire, rappelle le sacrifice des combattants des guerres de Vendée. Inaugurée en 1828 lors du passage de la duchesse de BERRY, elle subit des dégradations en 1830 et fut restaurée en 1896. Ajoutons une multitude d'endroits, sites de réunions, d'embuscades, de massacres... qui restent vivants dans la mémoire historique et parfaitement localisés.

4) le rôle des mentalités : Si l'insuffisance du développement touristique ne peut être attribuée totalement aux faiblesses des potentialités naturelles et architecturales, ne tiendrait-elle pas aux mentalités ? (question difficile qui suppose l'existence d'une mentalité choletaise dans un pays économique rassemblant trois morceaux d'anciennes provinces : Anjou, Bretagne, Poitou). Le facteur unificateur de l'histoire, un même type d'activités agricoles, la tradition industrielle, le poids de l'église et des notables mettent en avant plus les facteurs d'unité que les éléments de dispersion. Cette mentalité est classiquement décrite comme remplie de méfiance vis-à-vis de l'étranger, conservatrice, repliée sur elle-même car trouvant sur place une morale, une animation culturelle, une activité professionnelle qui ne conduisent pas tellement l'homme du Choletais à sortir de son milieu fermé, cloisonné à l'image des parcelles du Bocage. Cette représentation est largement héritée des analyses d'André SIEGFRIED qui voyait dans " cet Ouest intérieur " un bastion du conservatisme imperméable aux idées modernes. Les investigations récentes des sociologues (49) confirment les traits de cette mentalité marquée par un très fort sentiment d'appartenance au bocage. A Saint-Crespin, la conscience d'un particularisme local est très développée et tous les échanges de population, y compris matrimoniaux, s'effectuent dans un périmètre réduit. La cohérence de la société traditionnelle, hiérarchisée, s'est perpétuée jusqu'à nos jours ce qui la rend rigide

et très fragile. Des analyses nouvelles mettent l'accent sur les transformations dues aux innovations agricoles, à l'apparition de nouveaux moyens de diffusion et de communication, à la plus grande mobilité des jeunes et des plus vieux, au développement industriel récent moins dépendant de la région. Le foyer rural, à la Jubaudière comme à La Jumellière, est de plus en plus déserté au profit des sorties extérieures. Dès qu'ils entrent en possession d'une voiture, les Jeunes de la Jumellière s'empressent de " sortir " de la commune et, à la Jubaudière, le club du troisième âge organise de fréquents voyages. La pratique religieuse, facteur d'uniformisation, diminue sensiblement dans toutes les communes des Mauges.

La mentalité des Mauges change donc mais il n'est pas sûr que, dans un passé récent, elle ait été plus défavorable qu'ailleurs à l'insertion du tourisme.

5) les autres causes

Il n'existe pas de cause unique explicative mais tout un complexe de données qui globalement rendent compte du non-développement touristique de la région en dehors de quelques sites privilégiés. Nous avons insisté au livre III sur le rôle des images touristiques et il semble ici déterminant à deux niveaux. Pour les citadins qui traversent trop facilement la région grâce aux grandes routes droites du XIX^{ème} qui évitent les bourgs, les Mauges sont associées à l'image, véhiculée à plaisir par les guides et les descriptions des voyageurs, d'un pays hostile, froid, peu accueillant, sauvage. Inversement, les habitants de la région, aussi bien simples paysans que notables ruraux, se sont longtemps demandés ce que les touristes pourraient venir faire dans leur pays tourné surtout vers le travail. Profondément marquée par les activités industrielles, leur mentalité n'a jamais été acquise aux idées du développement touristique. Ce thème n'a guère retenu jusqu'ici les

chercheurs qui se sont penchés sur l'étude de l'industrie en milieu rural (50) mais si la mentalité industrielle est susceptible, comme le pense Jean RENARD, de stimuler le développement agricole, il n'en est pas de même en matière touristique. " Le pays d'Anjou ", bulletin de l'Union des Syndicats d'initiative, a consacré en 1975 un numéro spécial au Choletais et Maurice LIGOT, Député-Maire de Cholet, chargé de l'introduire, a commencé par souligner le paradoxe d'une telle entreprise " beaucoup considérant le Choletais comme la région la moins attrayante du tourisme angevin " (51). Sans avoir mené d'investigations systématiques, nous avons d'ailleurs constaté fréquemment que la bourgeoisie choletaise était, dans son comportement de loisirs, peu motivée par la campagne, préférant les stations du littoral atlantique.

Nous avons montré, dans le livre IV et les études de cas régionaux, que le développement du tourisme rural était largement tributaire des organismes de vulgarisation agricole. Le Comité de développement agricole des Mayennes ne sensibilise et n'influence véritablement que les exploitations laitières dynamiques c'est-à-dire celles qui par leur rythme de travail, leurs investissements agricoles sont les moins aptes à prendre en compte le tourisme rural. Les autres exploitants plus traditionnels, même situés dans des secteurs touristiques, ayant du temps et des capitaux, demeurent tournés vers les anciens circuits de relations (marchands de bestiaux etc..), ne sont pas représentés dans les organisations agricoles et ne peuvent être les vecteurs du développement touristique ; sans compter le régime de la propriété qui pèse si lourd dans cette partie de l'Ouest et ne favorise pas les initiatives en faveur du tourisme rural.

Pourtant, depuis quelques années, le visage traditionnel du Choletais évolue et le tourisme, en revêtant des formes et des voies originales, commence à pénétrer ses campagnes.

C - L'insertion du tourisme rural dans le Choletais

Nous avons dressé une carte des hébergements et équipements

HEBERGEMENTS & EQUIPEMENTS TOURISTIQUES DANS LE CHOLETAIS

FIG.272



touristiques du Choletais, moins la ville de Cholet, en 1977. Elle montre, tout au moins au niveau des résidences secondaires, une diffusion assez généralisée du fait touristique. Leur nombre est passé de 2 063 en 1968 à 2 906 en 1975 permettant au taux de fonction résidentielle de dépasser les 5 % (5,19 %). De 1970 à 1977, le nombre de places en camping aménagé était porté de 1 120 à 2 195 et l'on dénombre trente-trois gîtes ruraux et deux villages de vacances. Par contre, des formules telles que le camping à la ferme ou la chambre d'hôtes sont peu représentées (trois campings) ou même absentes. Des équipements sportifs et culturels sont apparus. Quelles raisons ont amené ce tournant vers 1972-73 et comment s'organise la nouvelle géographie du tourisme dans le Choletais ?

1) les raisons du changement

Diverses, elles tiennent à la fois à l'aboutissement de courants anciens et à l'affirmation de données nouvelles. La croissance de l'agglomération de Cholet, reposant sur des migrations accrues de ruraux vers la capitale des Mauges, a favorisé l'augmentation du nombre des résidences secondaires. Par ailleurs, l'installation de grandes entreprises industrielles comme Michelin avec leur cortège de cadres venus d'autres régions a amené les responsables économiques à essayer de valoriser l'environnement rural. L'attitude des responsables de la Chambre de Commerce de Cholet, que nous avons rencontrés est à cet égard très significative (52). Le tourisme rural, la détente dans la campagne bocagère et verdoyante ne sont pas, comme dans d'autres régions de l'Ouest, un élément du développement des campagnes mais un atout de l'expansion industrielle. Quand des cadres parisiens ou étrangers viennent chez Thomson-CSF à Saint-Pierre-Montlimart (2 050 emplois) ils ne disposent dans la commune que d'un seul hôtel-restaurant et ils se rendent à Angers. Un projet d'hôtellerie de luxe était en cours à Saint-Rémy-en-Mauges en 1977. Le problème est identique à Beaupréau qui n'offre que quelques restaurants de passage.

L'insuffisance de l'hôtellerie de tourisme est de plus en plus ressentie comme une gêne (vingt-cinq hôtels de tourisme dans le Choletais en 1977) alors que la petite hôtellerie de préfecture est largement développée mais nullement axée sur la fonction touristique. La campagne à l'est de Cholet, avec les trois plans d'eau des Noues (trente hectares), de Péronne et du Ribou (quatre-vingt-treize hectares), les forêts de Nuaillé et des Vezins, est en voie de profonde mutation depuis 1973 sous l'action de la ville et de quelques initiatives individuelles. Pendant longtemps, elle n'avait été qu'une zone de camping sauvage pour des personnes en déplacement professionnel, à l'image de ce qui se produit dans la région dunkerquoise, ou de lieux de pêche. Le ski nautique s'est emparé des Noues, la voile du Ribou et la pêche s'est réfugiée à Péronne, plus éloigné. La ville de Cholet a poursuivi l'aménagement d'un parc de loisirs au lac du Ribou, implantant terrains de tennis, jeux pour enfants, terrains d'aventures, sentiers pédestres. Un terrain de camping pouvant accueillir cent cinquante personnes s'est ouvert en 1974. L'association " Art, Culture et Traditions populaires " commençait en 1977 la transformation de l'ancienne ferme de la Goubaudière, en musée de l'artisanat, de la vie campagnarde, des traditions et coutumes de la vie rurale des Mauges au XIX^{ème} siècle. L'effet d'entraînement de ces actions est considérable ; elles traduisent sur le terrain les mutations qui s'accomplissent dans les esprits.

Les communes rurales ont suivi une évolution identique et parfois l'ont précédée sous l'influence des administrations départementales ou de quelques personnalités, issues du milieu industriel. Les maires du Choletais se sont bornés, pendant longtemps, à expédier le quotidien administratif laissant le curé s'occuper de l'animation, du patronage et l'industriel de la politique économique. Ils jouent maintenant davantage leur rôle de coordonnateur de l'aménagement de leur commune. Des maires issus du milieu industriel ont remplacé des agriculteurs. Ils n'hésitent pas, à la différence de leurs prédécesseurs, à investir, à faire des emprunts. Ils ont davantage de contacts extérieurs, ramènent grâce à leurs fréquents déplacements idées et subventions. Les plans

d'aménagement ruraux tel celui du nord-est vendéen (trois cantons : Les Herbiers, Montaigu, Mortagne) (53) ou l'étude d'aménagement rural du canton de Pouzauges (54) ont accéléré cette prise de conscience. Le P.A.R. du nord-est vendéen avait retenu deux actions prioritaires : développer qualitativement et quantitativement les possibilités d'hébergement ; aménager certains espaces naturels en les dotant d'équipements de loisirs.

En 1974, se constitua en Maine-et-Loire le Comité de développement de la région nord des Mauges pour contrebalancer en partie l'influence de Cholet. A l'origine, il n'existait pas de commission du tourisme mais une commission Environnement chargée plus particulièrement des problèmes de l'Evre. Cette rivière, encaissée dans le plateau des Mauges, a beaucoup perdu du pittoresque et du charme évoqués par Julien GRACQ (55) en raison du manque d'entretien et des pollutions. Une réorganisation du Comité à l'automne 1977 a entraîné la création d'une Commission Tourisme qui s'efforce d'intégrer la dimension touristique dans un aménagement plus global. Ces actions jointes à celles menées par certaines communes comme Bégrolles-en-Mauges et Andrezé pour créer des petits plans d'eau à usage agricole et touristique sont révélatrices des nouvelles tendances. Toutefois, nous en sommes encore, de l'avis même de Dominique BEAUMON, Géographe recruté par le Comité, rencontré à Beaupréau en juillet 1977, à une " phase exploratoire ".

Une évolution semble aussi se manifester à propos du patrimoine des guerres de Vendée, des traditions populaires et de leur utilisation à des fins touristiques. Nos recherches sur les fondements historiques du tourisme nous conduisent à penser qu'il ne fut pas utilisé au XIXème siècle. On évitait ce sujet, même dans la région, en raison des oppositions existant dans les communes (56) et les pouvoirs publics, à partir de 1830, ont plutôt cherché à l'étouffer qu'à le mettre en lumière. Les différents mouvements qui maintenaient le souvenir vendéen furent pendant longtemps - et le sont encore assez largement - trop passionnés pour jouer un rôle d'animation touristique (57). L'exemple est venu de Vendée qui a su, la première, organiser des " circuits des guerres de Vendée " et mettre en valeur quelques sites comme le Mont des Alouettes. Le

mouvement n'a vraiment démarré dans les Mauges que vers 1973, le film : " La bataille de Cholet " tourné par la télévision pour illustrer " Les grandes batailles du Passé " n'étant pas étranger à cette prise de conscience. Des musées, autrefois privés ou dispersés, ont commencé à se faire connaître et à s'ouvrir aux touristes. Par exemple, une " Association des amis de La Bruffière " constituée en 1976 a entrepris dans la vieille maison des COUCY, d'aménager un musée du folklore et des traditions de la Bruffière. Une pièce est réservée à l'expression religieuse, d'autres à la vie quotidienne, aux vieux métiers... Des spectacles " Sons et Lumières " évoquant quelques épisodes guerriers sont donnés l'été et les circuits pédestres n'hésitent plus à utiliser pour leur itinéraire le patrimoine historique de ces guerres. Depuis l'été 1978, un spectacle " Son et Lumière " anime le château du Puy-du-Fou. Comme au Lude, il associe la population locale à l'évocation de son passé.

Si, incontestablement, le Choletais considéré comme la région la moins touristique de l'Ouest évolue, la pénétration du tourisme n'y est pas uniforme pour autant . La vallée de la Loire, la Sèvre nantaise représentent deux axes privilégiés nettement soulignés sur la carte des hébergements et des équipements alors que la dorsale cristalline du haut bocage, les Mauges rurales intérieures sont encore peu marquées.

2) la Sèvre Nantaise

Elle coule du sud-est vers le nord-ouest, de la Pommeraie-sur-Sèvre à Clisson. Elle était déjà fréquentée, avant la guerre, dans sa partie aval la plus proche de Nantes par de nombreux touristes. Clisson et Mortagne en sont les deux pôles majeurs. Le premier a su tirer partie de son site et de la reconstruction " à l'italienne " entre 1800 et 1830 (58). Les frères CACAULT, peintres d'origine nantaise ayant longtemps vécu en Italie, le sculpteur Frédéric LEMOT, la famille VALENTIN, d'autres

familles aisées achetèrent des domaines, le château et ses métairies et construisirent des villas à l'italienne avec des murs en brique, des toits plats couverts en tuiles creuses, des portiques, des loggias, des tours, introduisant même des plantes méditerranéennes (cyprès et pins d'Italie). Une enquête menée en 1970 par le Syndicat d'initiative de Clisson a montré que 50 % des touristes de passage s'y étaient arrêtés en raison du " pittoresque du paysage ", 10 % pour le " passé historique ", 40 % pour des " raisons familiales " (59). C'est donc bien ce cachet méditerranéen qui frappe aujourd'hui encore le touriste et constitue le meilleur atout de la commune, avec la proximité de la Sèvre. Le Syndicat d'initiative effectue en saison, tous les soirs, des visites guidées des monuments et sites illuminés. Un groupe folklorique " Olivier de Clisson " a été constitué en 1959 pour animer les fêtes par ses danses et ses chants. A cette animation culturelle se sont ajoutées progressivement des activités récréatives de plein air, mieux adaptées à une clientèle plus jeune. Une ancienne église désaffectée fut transformée en Maison des Jeunes. Un gymnase, des tennis et une piscine intercommunale climatisée ont été mis en service en 1969. Depuis le printemps 1971, un sentier pédestre et cavalier relie Le Pallet, cité du philosophe ABELARD, au château de Tiffauges, serrant au plus près la Sèvre Nantaise. Le centre hippique des Trois Provinces créé en 1971 et réorganisé depuis 1976 organise des randonnées. Le bureau du Syndicat d'Initiative, installé depuis 1969 au pied du château, a été complété par un caveau de dégustation des vins du pays nantais. Des circuits fléchés invitent à parcourir le pays de Clisson par les " routes du vin ".

Les transformations dues à l'action du Syndicat d'initiative dont le Président est aussi Adjoint au Maire amenaient Clisson à postuler en 1965 le titre de Station Verte de vacances. Il lui fallait, pour l'obtenir, améliorer son terrain de camping de 2ème catégorie, construire une piscine, encourager les hôteliers à investir pour transformer leurs établissements en hôtels de tourisme. La plupart d'entre eux avaient été ouverts vers 1840, lorsque les voyageurs venaient visiter Clisson, tel " L'Hôtel de la Poste " signalé dans " Le conducteur de l'étranger " (1847) et beaucoup avaient besoin d'être rénovés. L' " Hôtel de France "

construit en 1841 puis racheté et transformé en 1867 abrite actuellement la Mairie.

En 1968, l'essentiel était acquis et Clisson devenait la première Station verte de Loire-Atlantique. L'insuffisance des hébergements et l'inadaptation de certains restaurants restent cependant le point faible. La commune ne compte que soixante-treize chambres d'hôtel dont quarante-quatre classées " Tourisme " et quelques rares locations meublées. En 1977, le restaurant " Au repos des touristes ", situé pourtant face au syndicat d'initiative, était fermé du 16 au 31 août alors que le " Café-restaurant Plessy ", route de la Gare, qui accueille surtout des V R P, proposait dans le cadre d'une " Opération Vacances " des menus tout-compris à 18,50 F. Le terrain de camping classé deux étoiles peut recevoir deux cents campeurs. En 1971, la Municipalité se lançait dans une nouvelle opération avec l'achat du moulin Plessart (60). Ce dernier, acheté par Frédéric LEMOT en 1821 à un sieur MARSSON, Agent commercial de France à Palerme, fut reconstruit " à l'italienne " à la même époque que la Garenne LEMOT, grâce aux soins de l'architecte CRUCY. Toute une partie du rez-de-chaussée date d'avant la Révolution, avec des murs énormes percés de quelques toutes petites ouvertures. Une très belle chaussée dallée, traversant la Sèvre, permet de joindre la Garenne LEMOT et son parc de onze hectares au moulin Plessart. La promenade se poursuit par un sentier communal qui longe la rivière et aboutit aux coteaux boisés et escarpés " d'Henri IV ", propriété de l'hospice de Clisson, d'où l'on rejoint le château et son parc. Le moulin PLESSART, propriété d'un pharmacien clissonnais, fut mis en vente en 1971 et acheté par la commune pour préserver le site tout en l'aménageant en centre touristique. Un club de canoë-kayak (soixante embarcations) s'y est installé et utilise la Sèvre pour ses sorties. Deux salles de réunion furent aménagées au premier étage et quatre gîtes ruraux communaux au second. Ils furent ouverts pour la première fois en 1973. Ils peuvent accueillir vingt personnes et reçurent quinze familles, du 3 juillet au 28 août 1976. Deux venaient de Klettgau, petite ville allemande jumelée avec Clisson ; quatre de la région nantaise, neuf du reste de la France.

Depuis, deux gîtes ruraux privés se sont créés. Un village de vacances est envisagé. En dehors de ces gîtes et, malgré les efforts du Syndicat d'initiative, les locations restent peu nombreuses en raison de la crise du logement sévissant à Clisson. Un lotissement de cinquante logements locatifs ouvert en mai 1977 était entièrement loué en août. En effet, Clisson cité de Bretagne appartient aussi au Choletais de même que la commune voisine de Gétigné et elles comptent de nombreux ateliers. La croissance de la population y a atteint 10,17 % entre 1968 et 1975. Plus en amont, Boussay qui appartient aussi au pays de Clisson, présente des traits choletais plus accusés. Six ateliers emploient environ trois cents personnes principalement dans la chaussure. Ce n'est pas à vrai dire une " commune touristique " et les équipements récréatifs y sont encore rares (61). La Sèvre a longtemps été considérée plus pour la source d'énergie qu'elle apportait (moulins) que pour ses possibilités d'utilisation récréative. Les mentalités toutefois changent et la commune, adhérente au syndicat d'initiative de Clisson et de sa vallée, s'efforce de promouvoir le tourisme par la mise en valeur des potentialités locales. Des sentiers pédestres et équestres ont été aménagés le long de la vallée, très encaissée à cet endroit. Les activités de plein air se sont développées notamment le canoë-kayak qu'utilise les plans d'eau entre les " chaussées ". La pêche est florissante et les deux hôtels-restaurants vendent des articles pour pêcheurs. Ces aménagements légers souffrent de la prolifération le long de la Sèvre des résidences secondaires des Nantais qui portent atteinte à la libre circulation le long de la rivière (33 en 1968, 62 en 1975). Des projets veulent rassembler des documents et objets jusqu'ici dispersés dans les familles, illustrant l'histoire de la commune depuis la Révolution et le travail des " laboureurs, teinturiers et fariniers ". De gros équipements d'accueil n'ont pas été réalisés. Comme de nombreuses communes choletaises, Boussay s'est surtout préoccupée d'aménager une maison de retraite. La Joncière fut achetée en 1949, agrandie en 1956 et prolongée par une construction neuve de quatre-vingts lits en 1973.

Mortagne-sur-Sèvre est le second centre touristique important de la vallée. Le moteur du développement touristique y est plus le Bureau

du tourisme présidé par un hôtelier (62) que la Municipalité. Comme à Clisson, la fonction touristique est ancienne et doit beaucoup à un éditeur de cartes postales de la localité, POUPIN-JEHLY qui publia vers 1905, en plus des vues du littoral, des cartes de " La Suisse vendéenne ". En outre, Mortagne se situe à l'intersection de la route N 15 qui mène vers l'Atlantique (Paris-Les Sables) et de la route Ouest-Est qui relie Nantes à Parthenay. Le potentiel hôtelier est peu important mais de qualité grâce à l' " Hôtel de France " qui occupe, au croisement des deux nationales, un ancien Relais des Postes construit en 1608 (63). Ses propriétaires actuels l'ont progressivement rénové à partir de 1962, le transformant en hôtel classé deux étoiles (27 chambres) et en développant ses qualités gastronomiques. Sa position au coeur du Choletais lui permet un travail constant toute l'année avec une clientèle de cadres, d'ingénieurs en déplacement et des repas d'affaires. Des touristes et vacanciers de passage les remplacent du 15 juin au 15 septembre. L'hôtel vit donc au rythme du Choletais et les fins de semaine sont très calmes (le samedi est jour de fermeture). La concurrence avec l'industrie pose à l'hôtelier des problèmes particuliers. Il lui est presque impossible de trouver du personnel jeune, ce dernier préférant l'usine à l'hôtellerie. Ce trait propre au Choletais pèse d'ailleurs lourdement sur l'hôtellerie régionale. Un projet de création d'une piscine couverte, d'une salle de congrès et de séminaires doit renforcer davantage encore les liens entre cet hôtel et le milieu ambiant.

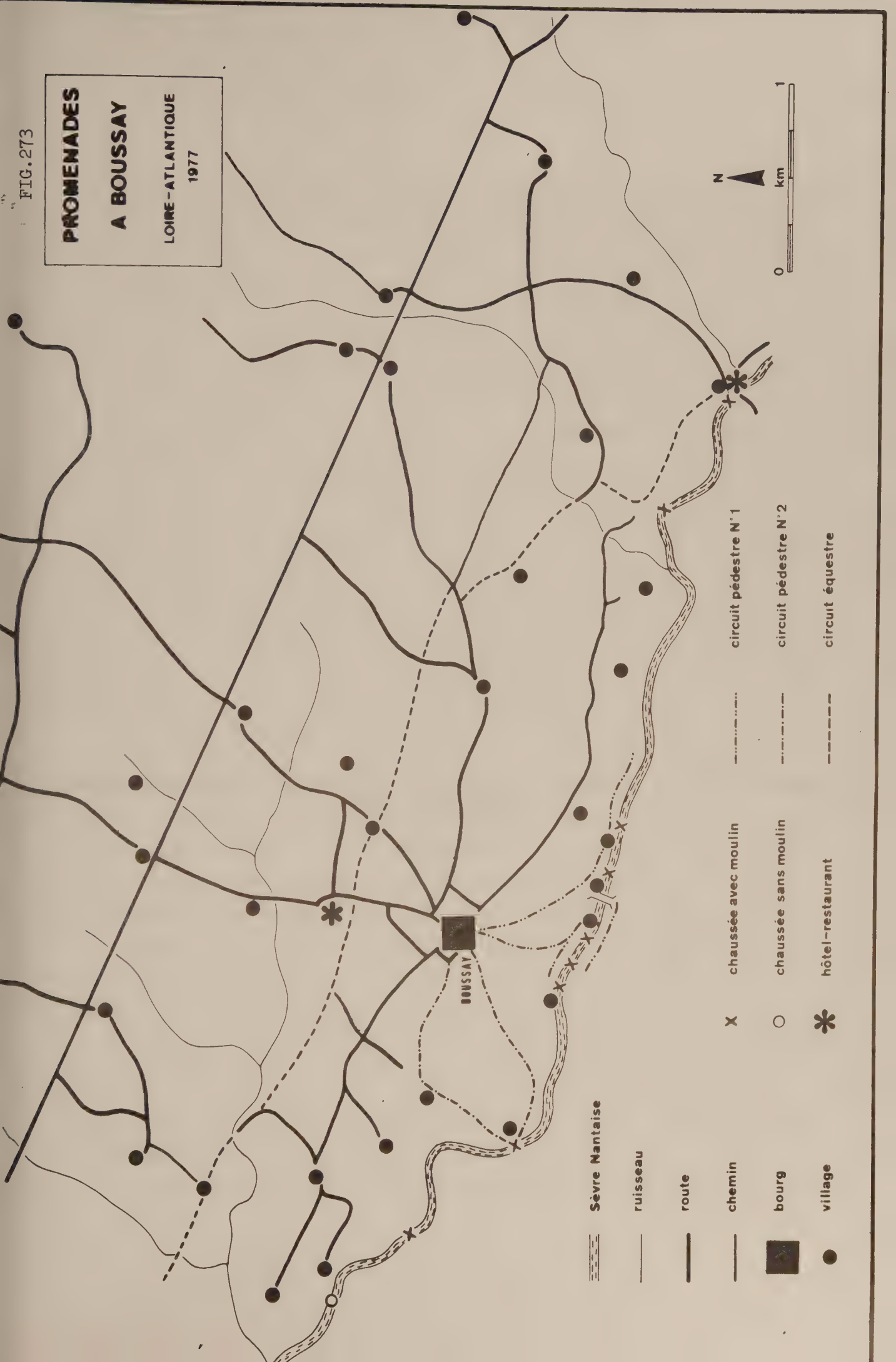
L'évolution est identique à Saint-Laurent-sur-Sèvre, tout aussi proche de Cholet, où " Beaumotel " a implanté un établissement deux étoiles de dix-huit chambres. La commune, bien qu'industrielle, ne néglige pas la carte touristique. Elle tire avantage, en dehors de la Sèvre, de l'existence d'un lieu de pèlerinage ancien et actif, qui attirait déjà avant la guerre de nombreux étrangers. Des Belges venaient par car célébrer Saint-Louis-Marie-de-Montfort, mort à Saint-Laurent en 1716 et dont le tombeau se trouve dans la basilique. Cinq circuits pédestres, avec aires de pique-nique, ont été récemment aménagés.

Jusqu'en 1973, le syndicat d'initiative de Mortagne se pré-

PROMENADES

A BOUSSAY

LOIRE-ATLANTIQUE
1977



Sèvre Nantaise

ruisseau

route

chemin

bourg

village

X chaussée avec moulin

O chaussée sans moulin

* hôtel-restaurant

circuit pédestre N°1

circuit pédestre N°2

circuit équestre

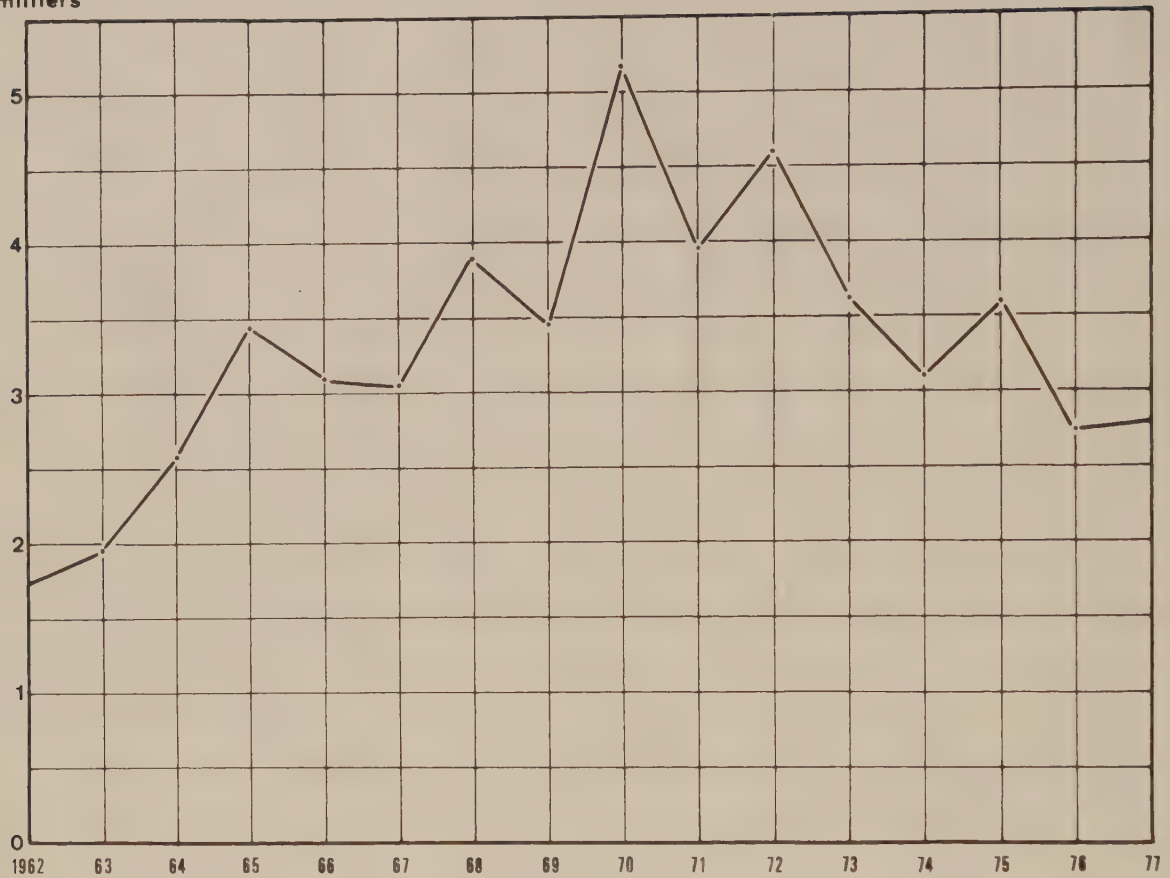
N

km

0

1

milliers



**EVOLUTION DU NOMBRE D'ENTREES AU MUSEE JOACHIM DU BELLAY
LIRÉ, 1962-1977**

FIG.274

occupa surtout de développer les locations meublées, tâche ardue en raison de la crise du logement et de la proximité de Cholet. Chaque année, il reçoit cent vingt à cent trente demandes de locations qu'il ne peut satisfaire. Quelques très rares logements sont loués en dehors du syndicat. Ce problème n'a pas été étranger à sa réorganisation en 1973, quand il devint cantonal. La propagande en faveur des gîtes ruraux ne rencontre guère de succès surtout dans les communes comme Saint-Martin-des-Tilleuls, La Verrie, Les Landes Genusson, les plus éloignées de la Sèvre et qui vivent encore largement sur la tradition indifférente au développement touristique. Un circuit automobile de la " Suisse vendéenne " a été fléché en 1974 avec l'aide du SIVOM. Il est complété par des sentiers pédestres qui partent de Mortagne et collent le plus possible à l'axe de la vallée mais leur réalisation, encore incomplète, a rencontré de nombreuses difficultés. Nous avons parcouru, pendant l'été 1977, une section entre Mortagne et Saint-Aubin-des-Ormeaux et nous avons pu constater leur valeur touristique lorsqu'ils longent la rivière encaissée et qu'ils sont bordés par de jolis chaos granitiques. Leur mise en place pourtant fut longue et difficile en raison des obstacles liés au relief et à l'économie herbagère. Il faut traverser de nombreux prés et le SIVOM a dû financer la pose de chicanes qui rendent impossible leur utilisation par des cavaliers. Lorsqu'ils s'écartent trop de la Sèvre, le randonneur se trouve fréquemment en présence de barbelés ou d'interdictions de passage venues des propriétaires riverains qui posent des panneaux dissuasifs tels que : " bêtes méchantes - propriété privée : le pêcheur seul est autorisé ". Les auberges qui les bordent ne sont pas adaptées à ce nouveau type de tourisme (ainsi celle " des Arcades " est fermée du 9 au 22 août).

Si les hébergements individuels se développent encore peu dans les communes les plus éloignées de la Sèvre, leur récente ouverture au tourisme se confirme. Elle est le résultat de l'action du département en faveur du tourisme rural dans cette zone. Ainsi, le nouveau maire des Landes-Genusson, industriel, a acheté en 1977 un étang de quatorze hectares et La Godelinière, avec l'aide de la Région. Il est prévu de l'agencer en base de plein air (voile) avec terrain de camping, et

de transformer les bâtiments de la vieille ferme fortifiée, avec ses escaliers en pierre et sa charpente du XVIIIème, en centre d'hébergement de vacances. L'évolution est encore plus avancée à Saint-Malo-du-Bois qui a aménagé le site remarquable de Poupet, en bordure de la Sèvre. C'était une propriété du Bureau d'aide sociale qui en laissa la jouissance à la commune par bail. Avec l'aide du département et de la Région, l'ancien moulin fut remis en état et sert comme à Clisson de base de canoë-kayak. Après trois ans de démarches et de nombreuses discussions, un terrain de camping municipal trois étoiles pouvant accueillir trois cents campeurs vit le jour en 1974 sur 2,75 ha.

La vallée de la Sèvre n'est plus seulement le siège de promenades dominicales, d'un tourisme culturel fondé sur la visite de quelques musées, des vieilles pierres et des châteaux. Certes, ce sont toujours ses bords qui sont le plus fréquentés et le dimanche, comme en saison, Tiffauges, Clisson, Mortagne, Saint-Laurent rallient la majorité des estivants. Toutefois, les changements qui s'opèrent dans le Choletais entraînent une pénétration encore timide mais réelle dans des communes plus éloignées qui jusqu'ici vivaient exclusivement au rythme du travail des champs et des ateliers.

3) la vallée de la Loire de Champtoceaux à Montjean

Dans cette partie de la vallée, le tourisme est aussi ancien que dans celle de la Sèvre mais il est beaucoup moins important dans la vie locale que dans le Val de Loire en amont des Ponts-de-Cé. Il se présente sous la forme d'un tourisme de week-end et dominical pour les populations nantaises ou choletaises et les équipements sont modestes, concentrés principalement dans les bourgs de Champtoceaux, Saint-Florent-le-Vieil et Montjean. Ce visage traditionnel évolue cependant assez rapidement depuis quelques années. L'exemple du canton de Champtoceaux

illustrera notre démonstration (64). La première phase de l'utilisation récréative de la Loire y a été marquée, jusque dans les années 1960, par une fréquentation touristique très diffuse à partir des possibilités existantes sans grande mise en valeur, sans publicité et sans équipement particulier. Le premier tourisme des bords de Loire était surtout le fait de pêcheurs, de promeneurs du dimanche et d'habitues venant des villes régionales ou de quelques Parisiens, de condition modeste et âgés, qui louaient des chambres dans des pensions de famille ou des meublés. Quelques cafés et restaurants vivent encore en partie de ce type de tourisme. Des retraités, originaires du pays, venaient parfois se retirer dans la maison familiale qu'ils avaient conservée et qui se trouvait souvent en mauvais état. Les logements vides abondaient en raison de la diminution de population.

Les " Amis du petit Lyré " illustrent parfaitement cette première situation (65). Le point de départ se trouve dans l'action menée vers 1935 par Henry COUTANT, Homme de lettres et journaliste angevin, Président des " Angevins de Paris ", fervent admirateur de DU BELLAY, et qui fréquentait Liré. Il séjournait chaque été environ deux semaines à l'hôtel de " La Croix Verte " aujourd'hui disparu. L'idée lui vint de monter un musée Joachim DU BELLAY dont le souvenir n'était maintenu que par une plaque apposée en 1909 sur la façade de la Mairie, avec le texte du sonnet " Heureux qui comme Ulysse... ". Faute d'un local approprié et en raison du manque d'enthousiasme de la population, ce projet ne put être réalisé. L'idée allait être reprise en 1954, à la suite du mémoire d'une étudiante rennaise, Françoise MAFFRE, sur le thème de " DU BELLAY et la nature ". Un groupe de Liréens animé par MM. BREVET, coiffeur, GAGNEUX, négociant en vins et le notaire, constituait sur cette lancée l'association des " Amis du petit Lyré ". Les buts, consignés dans les statuts, visaient " à augmenter d'une manière générale la prospérité liréenne, organiser Liré au point de vue du tourisme, attirer les étrangers et mettre en relief toutes les beautés naturelles, susciter la bonne volonté capable d'avoir un rôle éducatif ". Avec l'aide de subventions, des bénéfices tirés de fêtes,

des cotisations de quatre cents sociétaires, l'appui de la Municipalité, les " Amis du petit Lyré " purent acheter une maison ancienne élevée au centre du bourg " le grand Logis " qui appartint au XVIème siècle à la famille DU BELLAY. Par des dons, des prêts, des achats, un musée s'est progressivement monté. Il évoque l'histoire de Liré, la vie et les oeuvres de J. DU BELLAY. Les touristes peuvent aussi visiter les ruines du château de la Turmelière où naquit le poète en 1522, situées derrière le château actuel reconstruit en 1887 et qui abrite un centre pour enfants inadaptés.

Cette opération avait reçu l'appui des viticulteurs de Liré qui voyaient par là le moyen d'écouler une partie de leur production, à l'imitation de ce qui se faisait en Saumurois. Petits récoltants, individualistes, peu tournés vers la coopérative d'Ancenis, ils vendaient leur production soit par eux-mêmes soit par l'intermédiaire des négociants et des courtiers en vins de Liré, Champtoceaux, Drain. En 1969, la restauration de la salle basse du " Grand Logis ", datée du XIVème, permit d'aménager un caveau de dégustation des vins de Liré. L'association ressuscitait les fêtes anciennes, comme celle de Saint-Vincent, ou en organisait de nouvelles faisant connaître le musée et favorisant la vente des vins. L'évolution entre 1962 et 1977 du nombre d'entrées payantes au musée qui tourne autour de 4 000 par an montre leur progression jusqu'au maximum de 5 218 en 1970 et, depuis cette date, leur diminution liée à une moins grande mobilisation des touristes pour ce genre de loisirs. L'impact du musée sur la commune est resté limité. Liré, un peu en retrait de la Loire, n'a pas aménagé de terrain de camping laissant ce soin à Ancenis. Proche de cette dernière, elle tend à devenir une commune-dortoir ce qui gêne le développement des locations meublées et des gîtes ruraux. La croissance du parc de résidences secondaires en souffre (51 en 1968 et 65 en 1978). Elle se fait surtout sous forme d'abris de jardin, de chalets en bois, de constructions plus ou moins sauvages contre lesquelles lutte le Maire et qui défigurent les bords de Loire. Les deux anciens hôtels de Liré ont disparu et le Maire, malgré ses efforts, ne parvient à convaincre aucun hôtelier de s'installer. Les touristes de passage ne trouvent pas de restaurant

dans le bourg. Le seul existant est en bordure de Loire mais déjà dans la banlieue d'Ancenis.

Les mêmes éléments se retrouvent à Saint-Florent-le-Vieil. A partir d'un petit groupe de personnes, animatrices du syndicat d'initiative et soucieuses de faire mieux connaître l'histoire de leur pays, se monta un musée de l'histoire de Saint-Florent et des guerres de Vendée. Toutefois, grâce à sa position géographique, cette commune a développé, plus que Liré, sa fonction touristique qui repose sur des bases plus solides (un terrain de camping, trois hôtels, plusieurs équipements nautiques).

Le retard de la mise en valeur touristique de cette partie de la vallée par rapport à celle du Saumurois s'explique par l'insuffisance des équipements essentiels, l'absence de grands châteaux, les dangers de la Loire et la violence de ses courants, la proximité de l'Atlantique et l'enclavement de cette région. Les premières transformations sont venues de la constitution d'un syndicat intercommunal d'adduction d'eau en 1954. Jusqu'à cette date, l'alimentation en eau se faisait par des puits fréquemment à sec en été et l'on ne pouvait penser développer le tourisme alors qu'on manquait d'eau pour les usages agricoles et domestiques. Ce n'est qu'en 1958 que les communes du canton de Champtoceaux purent avoir l'eau courante. En 1963, se constituait le syndicat d'initiative de Champtoceaux et de ses environs et en 1964 le syndicat intercommunal à vocation multiple. Ces deux créations annonçaient la deuxième phase du développement touristique de la vallée. Le syndicat d'initiative se donnait pour buts de faire connaître Champtoceaux et ses environs, d'informer les populations de l'apport du tourisme, de développer l'accueil, d'animer la commune. Le syndicat intercommunal réalisait en 1968 une piscine à Champtoceaux et s'engageait davantage dans le développement du tourisme par l'aménagement d'un terrain de camping et de sports à La Varenne et la création d'un plan d'eau à Saint-Sauveur-Landemont. En 1971, Champtoceaux devenait Station verte postulante. Elle était classée définitivement en 1973 après l'amélioration de son terrain de camping et la création d'un

court de tennis. En 1974, les communes choletaises s'associaient avec celles de la rive droite, surmontant ainsi des vieilles oppositions nées des guerres de Cent Ans et de Vendée, pour financer la publication d'un dépliant touristique ("le Val d'Ancenis") plus spécialement destiné à l'étranger. En 1972, Champtoceaux ne donna-t-il pas, à la demande du syndicat d'initiative, à l'une de ses principales rues, le nom de "Duc de Bretagne Jean V" qui, en 1420 avait ordonné "d'araser tout Champtoceaux jusqu'à la terre". L'évolution fut la même dans les autres communes riveraines, avec quelque décalage dans les dates. Elle fut plus précoce à Montjean qui créa son syndicat d'initiative dès 1954, son terrain de camping en 1970 et fut Station verte postulante en 1972 ; un peu plus tardive à Saint-Florent-la-Vieil. La phase actuelle est davantage marquée par la valorisation du patrimoine rural et la mise en place de gros équipements d'hébergement dans les communes plus éloignées de la Loire.

Le canton de Saint-Florent-la-Vieil illustre ces nouvelles tendances. Jusqu'à une date récente, son évolution était identique à celle de Champtoceaux et Montjean. La vie touristique se concentrait sur les bords de Loire et s'appuyait, à partir de l'action d'un syndicat d'initiative, de quelques érudits locaux et des commerçants, sur des formes classiques (terrain de camping, quelques hôtels, piscine, musée, restaurants de pêcheurs, label de Station Verte). Mais Saint-Florent, partie intégrante des Mauges, en a hérité les structures associatives vivantes. Dès 1946, un groupe de Florentais créa le "Groupement des Familles" qui acheta une machine à laver mise à la disposition des membres de l'association. Cette innovation fut imitée dans les communes voisines puis dans le département et, à l'échelon national, des journaux à grand tirage lui consacrèrent des articles élogieux. A ce service ménager (machine à laver, machine à tricoter) s'ajoutèrent des services sociaux comme la garderie des enfants pendant les vacances et la création de la colonie de vacances Koat Armor à Noirmoutier. En 1968 se créait dans le canton un "Comité de Développement" (66) composé de trois collègues (Maires, organisations professionnelles et familiales, Volontaires) animé par le Sénateur ESSEUL, Président du Conseil Général de Maine-et-Loire. Ce Comité souhaite travailler au développement global

du canton, y compris le développement et l'animation touristiques. Il laissa aux municipalités et aux syndicats d'initiative leur propre domaine d'action (aménagement des terrains de camping, création à Saint-Florent d'une piscine en 1975...) prenant à sa charge des entreprises plus originales et souvent délaissées. Il organisa un concours cantonal des maisons fleuries où des estivants composaient la moitié du jury, mit en place un réseau de sentiers pédestres dont une carte est disponible dans les syndicats d'initiative et dans toutes les mairies du canton, lança des Journées d'animation en milieu rural. Ces dernières sont parties de la constatation que les journées de visite du pays (sites, musées etc...) organisées en autocar selon les normes classiques (inscription préalable, horaires fixes...) étaient peu suivies par les vacanciers. Elles furent remplacées en 1976 par des journées, proches des " Journées rencontres " de la Manche ou de celles organisées dans le Saumurois, tournées vers la découverte du pays et de sa vie réelle (exploitations agricoles, écuries de chevaux de course, usines...). Chacune d'elles (six en 1977, douze en 1978) rassemble quatre-vingts à cent cinquante personnes. Une animatrice à temps plein a été recrutée en novembre 1976 et se trouve chargée en été uniquement des problèmes d'animation touristique. Cette valorisation du patrimoine rural à des fins récréatives a trouvé également dans le canton d'autres formes originales comme la réalisation à Saint-Laurent-de-la-Plaine du musée " des vieux métiers ". L'initiative vint d'un entrepreneur en menuiserie, Victor PERRAULT, qui, constatant en décembre 1968 que les artisans de la commune se débarrassaient de vieux outils en les mettant à la décharge publique, eut l'idée de les préserver. Il constitua l'Association des vieux métiers de l'Anjou qui acheta, avec l'aide du Conseil Général, l'ancien presbytère (1779) où furent entreposés les premiers outils. Les habitants furent d'abord assez sceptiques puis, le succès aidant, ils participèrent pleinement à l'opération en aidant à la restauration, à l'aménagement et à l'agrandissement du presbytère-musée, en contribuant aussi à la recherche des objets. Certains visiteurs, venus de toute la France et de l'étranger, offrirent même des pièces participant bénévolement à l'enrichissement du musée. Des agriculteurs allèrent ainsi chercher

avec un tracteur un métier de passementier en Haute-Loire. Le succès est considérable puisque l'on enregistre plus de 20 000 entrées par an pour un musée ouvert du 1er mai au 1er novembre, seulement les samedi et dimanche et sans gardien à demeure, toute l'organisation des visites reposant sur le bénévolat. Cette réalisation a créé une animation considérable dans une commune qui n'avait pas d'aptitudes particulières. Le bourg, allongé, assez morne d'aspect, s'organise autour d'une rue principale qui rassemble quelques commerces. Détruit pendant les guerres de Vendée, il fut pourtant reconstruit dans le beau style du XVIIIème mais après 1918, les façades furent crépies et les belles mansardes disparurent sous l'action des couvreurs qui chassaient les " nids à eaux ". L'impact du musée, malgré sa création récente, commence à porter ses fruits. Le nouveau conseil municipal a entrepris une action d'embellissement du bourg, contraignant E.D.F. à enlever le transformateur qui se trouvait sur la place de l'église, aménageant à sa sortie des aires de stationnement. Un magasin de vente d'objets artisanaux a été ouvert mais les effets économiques restent pour la commune limités en raison de l'absence de restaurants. Un des objectifs recherchés par l'association est la création de boutiques de métier, animées par des " Compagnons du Tour de France ", qui ont déjà participé à la restauration de pièces de musée ou du presbytère, et qui valoriseraient ainsi un travail artisanal ne devant rien aux pseudo-artisans urbains en mal de ruralité.

La dernière réalisation a été la création du premier village de vacances de Maine-et-Loire, à La Pommeraye ; c'est-à-dire l'implantation d'un gros équipement d'hébergement en arrière du fleuve qui traduit les mutations survenues dans les conceptions du tourisme dans la Vallée de la Loire. Le Directeur, qui mène sa propre politique au village ouvert toute l'année, n'hésite pas à se déplacer avec le groupe folklorique de La Pommeraye en Belgique, dans la France du Nord et de l'Est pour trouver une clientèle hors-saison, à tenir des conférences assorties de projections de films, de soirées gastronomiques, dans les clubs du troisième âge, à organiser séminaires, stages et sessions. Le village a créé dix-huit emplois permanents et huit saisonniers recrutés à 85 % dans la commune. En 1977, la fréquentation totalisa 37 700 journées réparties

entre les vacanciers (48 %) le troisième âge (29 %) et les stages et séminaires (23 %). L'impact sur le commerce local a été sensible en raison de la situation géographique du village de vacances et du dynamisme commercial du bourg. Celui-ci compte deux boulangeries, une " Supérette " modernisée, deux succursales bancaires, un tabac-journaux et divers autres magasins disposés autour d'une grande place centrale aménagée en aire de stationnement. une crêperie s'est ouverte, fonctionnant après dix-sept heures les soirs d'été. Le centre du bourg vit à un autre rythme, jusqu'ici inconnu dans les Mauges rurales et qui ne se manifeste que très timidement dans les Mauges plus intérieures.

4) Les Mauges rurales intérieures et le bocage du Nord-Est vendéen

Ce sont les régions où l'insertion du tourisme est la plus faible ou la plus récente.

Les Mauges intérieures correspondent aux cantons de Beaupréau, Chemillé, Montrevault, Montfaucon c'est-à-dire une zone rurale particulièrement imprégnée par l'industrie et ne présentant pas, à la différence des vallées de Sèvre et de Loire ou de l'espace rural à l'est de Cholet, de fortes potentialités récréatives. La vie des bourgs reste largement étrangère au tourisme. Saint-Pierre-Montlimart et Montrevault constituent, par le développement des cités et des constructions individuelles, une véritable " conurbation rurale ". Le bourg de Saint-Pierre ne présente à première vue aucun attrait. Des cités ouvrières, formées de petites maisons blanches aux toits rouges, deux places bordées de constructions vieillotées, une église sans style aux murs crépis, des bâtiments industriels, n'incitent guère les touristes qui empruntent l'axe Chalonnes-Vallet à s'arrêter d'autant plus que les services ferment en août. Lors de notre passage, en août 1977, l'une des deux boulangeries était fermée ainsi que l'unique bar-restaurant.

Montrevault est plus pittoresque avec son église à la belle façade en pierres de taille, ses places en enfilade, ses rues montueuses mais les commerçants qui vivent au rythme des ateliers sont également fermés en août (boulangerie, café, restaurant). Les communes des Mauges intérieures sommeillent en été ! Les collectivités locales ne manquent pas pourtant de dynamisme mais leurs efforts ont surtout porté sur l'aménagement de salles omni-sports pour les jeunes, de maisons de retraite, de services sociaux. Il en va de même des syndicats d'initiative lorsqu'ils existent. Celui du Fuilet est né en 1964, succédant à un Comité des Fêtes. En 1968, il se rendit acquéreur d'un terrain mais ce fut pour y construire une salle culturelle. Il fonda, un peu plus tard, une société de judo, une société de tir et de ball-trap, contribua au démarrage de la société de football et relança celle de musique. Ses autres activités concernent le repas des Anciens, des concerts, des bals. Parmi les projets à court terme figure la création d'une société de gymnastique et, à plus long terme, un terrain de camping permettant une halte pour les vacanciers est envisagé. A Beaupréau, on se soucie surtout de favoriser les activités commerciales par l'organisation des braderies. Il s'agit plus de satisfaire les besoins d'une dense population permanente que de créer des équipements pour favoriser l'accueil d'estivants. Le maintien sur place de la population, grâce aux très nombreux ateliers ayant freiné l'exode rural, ne favorise pas comme dans les autres régions rurales de l'Ouest le retour saisonnier des émigrés. Le nombre des résidences est faible d'autant plus que le manque de logements est sensible.

Des changements cependant commencent à s'opérer. Les syndicats d'initiative s'orientent vers des formes d'activité et de sensibilisation plus liées au tourisme (aménagement de terrains de camping, propagande en faveur des gîtes ruraux). Les municipalités songent à réaliser des équipements touristiques (sentiers pédestres, plans d'eau) ou à valoriser leurs potentialités. L'exemple du canton de Chemillé est significatif (67). Sa traversée par un axe routier important, la présence de sites architecturaux (église Notre-Dame avec son clocher roman du XIIe) et physiques (Colline des Gardes, barrage de Coulvée), une bonne structure

commerciale liée au rôle de petite ville-marché de Chemillé constituent des atouts qui jusqu'à une date récente n'étaient pas mis en valeur malgré l'existence d'un syndicat d'initiative cantonal, dominé à vrai dire surtout par des commerçants. Les premières tentatives de ce syndicat cherchèrent à coordonner les festivités communales dans le canton, à promouvoir le tourisme à partir de petites retenues d'eau. Un inventaire des potentialités de chaque commune fut établi et des commissions municipales sélectionnèrent, entre 1966 et 1970, les endroits les plus agréables. Malgré la promesse de subventions (40 %), de prêts à taux réduit (2 %), la modestie des investissements à réaliser (60 à 80 000 F), les communes refusèrent d'acheter les terrains. Cet échec tient au fait que les élus n'étaient pas vraiment associés au syndicat d'initiative qui s'appuyait surtout sur les Comités des Fêtes et que le canton manquait de cohésion malgré la constitution d'un SIVOM en 1964. Le redémarrage s'opérait en 1973 avec la création d'une association culturelle intercommunale du canton de Chemillé. La réalisation d'expositions sur le thème " Faire revivre la période 1870-1970 " fut un succès et l'occasion de créer un climat favorable. Cette première série fut suivie d'une seconde, orientée sur " la commune aujourd'hui " qui devait entraîner une volonté de découverte et de mise en valeur du milieu. Les résultats les plus tangibles sur le plan touristique furent la création de sentiers pédestres sur huit communes malgré des difficultés à réouvrir des chemins communaux dans des secteurs d'élevage (chemin de La Tourlandry à Saint-Georges-des-Gardes où les fléchages furent régulièrement arrachés). A Chemillé, capitale des plantes médicinales, un syndicat de producteurs créa en 1975 un arboretum de plantes médicinales et un point de vente. Par contre, les tentatives de développement des gîtes ruraux restèrent vaines malgré la présence d'un nombre plus élevé que dans les autres cantons du Choletais de logements vides. Certes, cela peut être attribué à des causes spécifiques : les agriculteurs conservent leurs bâtiments pour faire sécher en été les plantes comme la camomille, la verveine, la menthe... récoltées en juillet, mais aussi au fait que le milieu est encore trop peu pénétré par le tourisme. Des comportements nouveaux ont

toutefois été créés qui semblent vouloir se concrétiser dans le " Comité des cinq cantons du nord des Mauges " en voie d'organisation en 1977 et qui comprendra une commission du tourisme.

Le bocage du nord-est vendéen correspond aux cantons de Montaigu, Mortagne, Pouzauges et Les Herbiers, à l'exception des communes riveraines de la Sèvre nantaise. Cette région, qui n'est pas absolument homogène comme l'a montré Jean RENARD (68) est " l'apophyse " de la nébuleuse choletaise. La fonction récréative y fut longtemps très diffuse et peu importante. Les changements récents sont dus, plus que dans les Mauges rurales intérieures, à la volonté des collectivités locales, particulièrement dynamiques dans ce secteur (69). Pouzauges, Les Herbiers, Montaigu illustrent ces mutations récentes.

Pouzauges s'accroche sur l'escarpement qui sépare la dorsale granitique du plateau schisteux du bas bocage. La qualité du site et la présence de nombreux monuments (" Vieux château ", église romane de Notre-Dame-du-Vieux-Pouzauges, église Saint-Jacques de style gothique..) avaient entraîné dès 1936 la création d'un syndicat d'initiative. Ce dernier devait se transformer en 1973 en syndicat cantonal du haut bocage. Son action conjuguée à celle de la Municipalité fut le point de départ d'un nouveau développement touristique. La commune devait acheter quinze hectares du " Bois de la Folie " qui domine la petite ville à 278 m et créer en 1975, en contre-bas, un plan d'eau de quatre hectares et demi. Les deux réalisations s'étoffèrent progressivement. Le Bois de la Folie, lieu de promenade et de détente, était doté d'un mini-golf, de sentiers pédestres et équestres (implantation en 1976 d'un centre équestre), d'aires de pique-nique. Le plan d'eau entraînait la création en 1975 d'une société de pêche, d'un club de voile. L'équipe municipale, chargée de ces problèmes, allait visiter de nombreux plans d'eau en Vendée et dans les départements limitrophes et envisageait, en 1976, de parfaire l'équipement par des plantations et l'installation d'un terrain de camping. En 1977, la Maison familiale de Bellevue se transformait en Maison familiale de vacances, venant ainsi augmenter et diversifier une capacité d'hébergement encore trop limitée (cinquante

chambres pour les trois hôtels de tourisme). Les mutations de Pouzauges favorisèrent des initiatives individuelles comme la construction (1973) de l'Auberge de La Bruyère (trente chambres) homologuée deux étoiles, affiliée en 1977 à " France Ouest Hôtels " et promotrice d'une politique commerciale dynamique (recours aux agences de voyage belges et allemandes, organisation de séminaires). Par contre, le nombre de résidences secondaires ne passait que de 26 en 1968 à 32 en 1975 et les locations meublées restaient difficiles en raison de la crise du logement liée à la présence de quelques grosses entreprises comme Fleury-Michon (1 500 emplois). Les lotissements en cours de réalisation devraient améliorer sensiblement la situation dans les prochaines années. Cette vie touristique serait profondément bouleversée si le projet de plan d'eau de quatre cent cinquante hectares aux confins des communes de Treize-Vents, Chatelliers-Chateaumur, Les Epesses, voyait le jour (70).

Les investissements touristiques sont plus faibles aux Herbiers et les opérations moins importantes. En dehors de la construction d'une piscine en 1972 et de l'aménagement d'un petit plan d'eau, l'opération la plus spectaculaire fut l'achat et la restauration par la municipalité d'un des moulins du Mont des Alouettes où s'installait, en 1977, le Syndicat d'initiative des Herbiers. Le site, qui permet de découvrir tout le bocage vendéen, est l'un des plus fréquentés du bocage puisque l'on a enregistré près de 25 000 visiteurs en 1977.

Au nord-est, en bordure de la Maine, mais déjà dans le bas-bocage, Montaigu a été le seul à développer des équipements lourds. L'opération s'est déroulée dans le cadre d'un SIVOM. Ce dernier est né en 1969 du regroupement de trois communes, Montaigu, Saint-Georges-de-Montaigu et La Guyonnière. Ce fut le moyen pour Montaigu de sortir de son cadre étroit (276 ha) et de trouver du terrain pour ses lotissements et ses zones industrielles. Il s'agrandit en 1970 de Bouffere et en 1973 de Saint-Etienne-de-Loulay. Comme nous l'avons précisé au livre II, le district réalisa avec l'aide du Département le village de quarante gîtes au confluent des deux Maines (1973). A cette date, le district achetait les quatorze hectares de l'étang de la Chausselière, à La Guyonnière, ainsi que les terrains bordiers sur une superficie de sept

hectares et demi. Il entreprit aussitôt son aménagement, en favorisant la pratique d'activités nautiques (pêche, canotage, aviron, pédalo...) et en ouvrant le 1er juillet 1976 un terrain de camping (2 étoiles, 150 campeurs). En 1977, on espérait attirer un bar-restaurant sur les 3 000 m² réservés à cet équipement. Le syndicat d'initiative de Montaigu opérait également sa mutation en se transformant en 1975 en syndicat du district et en s'engageant plus activement dans la mise en valeur touristique des cinq communes. Par ailleurs, Montaigu s'efforçait de diversifier ses atouts touristiques en restaurant une partie des remparts du vieux château et en développant le petit musée local en "musée des Arts et Traditions populaires" du district. Le syndicat d'initiative, en liaison avec les animateurs du village de vacances et la section des Scouts de Montaigu, aménageait en 1976 un sentier pédestre entre le " Pont Neuf " et le village de vacances des Pinserons. Tous ces équipements, joints aux soixante-dix chambres d'hôtel homologuées, traduisent l'ampleur des transformations opérées dans la région de Montaigu, particulièrement à Saint-Georges, même si les locations meublées demeurent insuffisantes. Ils ne sont pas étrangers à la croissance du nombre des résidences secondaires (225 en 1968 et 383 en 1975 pour le canton). Les perspectives offertes par la future autoroute Nantes-La Rochelle devraient renforcer cette fonction récréative toute récente.

Le Choletais est considéré, et en grande partie injustement, comme la région la moins touristique de l'Ouest. Ayant pourtant su mettre en valeur ses régions de marge que sont la Sèvre nantaise et la vallée de la Loire, il est en voie de transformation. A partir du tissu vivant des associations, par une plus grande participation des collectivités locales et départementales, une mise en valeur touristique s'opère. Elle reste encore limitée et souffre surtout de l'insuffisance des locations meublées, conséquence des fortes densités de population et de la présence d'industries en milieu rural.

III - L'EXEMPLE DE LA ZONE ERVE ET VEGRE (71)

La délimitation de cette zone des confins armoricains a subi quelques modifications par rapport au périmètre initial d'étude mais elle a très vite trouvé son assiette géographique dans les cent vingt-deux communes de la Sarthe et de la Mayenne, autour des deux pôles d'Evron au nord et de Sablé au sud, ce qui correspond aux deux bassins versants de l'Erve et de la Vègre.

A - Les bases physiques et humaines du développement touristique

Les marges armoricaines sont souvent présentées, non sans raison, comme un vaste secteur de circulation facile où les paysages uniformes, peu variés, constitués de relief sans grande envergure ni ligne directrice majeure, ne sont pas de nature à retenir le touriste. La zone Erve et Vègre échappe en partie à cette atonie générale en regroupant certains des secteurs les plus pittoresques de la Mayenne et de la Sarthe. Toutefois, leur localisation préférentielle dans la partie nord de la zone crée un déséquilibre que ne compense pas au sud la vallée de la Sarthe. Du sommet de la butte du Montaigu (290 m) au nord d'Evron, où le Lion's Club organise chaque année une course motocycliste de côtes, la vue porte très loin (72) et permet de découvrir un paysage constitué, en contrebas, d'un plateau bocager aux haies vives plantées d'arbres, entaillé de vallées barrées de petits plans d'eau et de cuvettes comme celle d'Evron, et d'où se détachent d'autres buttes isolées parfois boisées (le mont Rochard à 352 m par exemple). De Voutré à Sillé, des crêtes étroites, aux flancs raides, allongées, forment les Coëvrons. Ce paysage est d'autant plus verdoyant qu'il est coupé par les lignes sombres dessinées par quelques belles forêts mais son pittoresque est

atténué par l'existence des carrières de Voutré et de Neau. La diversité lithologique, source de la variété du relief, donne au passage des rivières dans les roches dures de très beaux escarpements rocheux constituant des sites touristiques majeurs (Sainte-Suzanne). Au sud du plateau accidenté et boisé de La Charnie, les formes de relief deviennent plus banales et font place à un bas-plateau nettement moins ondulé. Mais à l'extrême sud-est, la Sarthe de Parcé à Saint-Denis d'Anjou, crée un axe pittoresque grâce à de fortes pentes qui, sur sa rive droite, marquent la terminaison du plateau où elle s'encaisse. Vers l'est, la zone Erve et Vègre englobe les terrains sédimentaires du bassin de Paris. Si la limite est nette sur la carte géologique, elle est à peine marquée dans le paysage. Le seul relief est constitué par une ligne de côtes, irrégulière, située à l'intérieur des terrains secondaires, précédée de quelques buttes témoins, aux limites de notre zone entre Conlie et Précigné.

Le climat ne possède pas les qualités des régions ligériennes et les vaux abrités sont rares. Les étés sont modérément chauds avec parfois des périodes de forte chaleur. L'élément décisif est la forte pluviosité qui joue en sens inverse de l'attrait des paysages. Sommairement, le nord plus élevé est, en dehors de la cuvette d'Evron, plus humide que le sud mais les variations sont sensibles et dépendent de l'orientation et de la position des reliefs par rapport aux vents du sud-ouest : les Coëvrons sont moins humides que le plateau de Charnie.

Le tapis végétal naturel présente quelques très belles forêts comme celles, domaniales, de Sillé-le-Guillaume ou de Charnie et des bois (d'Hermet et de Bourgon). Ajouté à l'abondance des rivières et des étangs, relativement peu pollués et permettant le développement des loisirs liés à l'eau (très nombreuses sociétés piscicoles), le potentiel naturel constitue une base non négligeable pour l'aménagement touristique.

Les éléments humains favorables au tourisme ne manquent pas, même s'ils n'ont pas la valeur et la réputation de leurs voisins bretons et ligériens, mais ils sont très disséminés : châteaux, manoirs, églises

LES BASES DU TOURISME DANS LA ZONE ERVE ET VEGRE

FIG.275

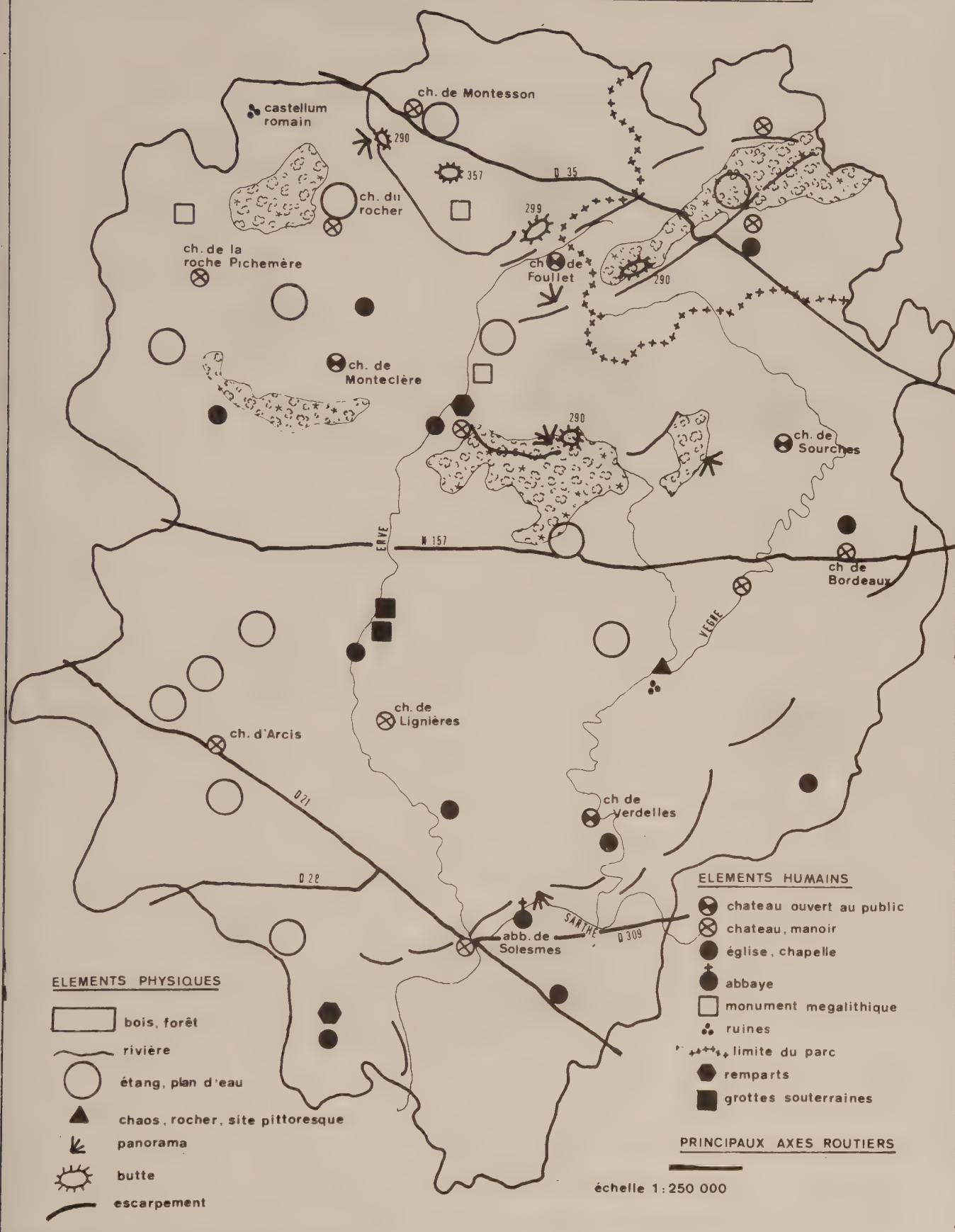
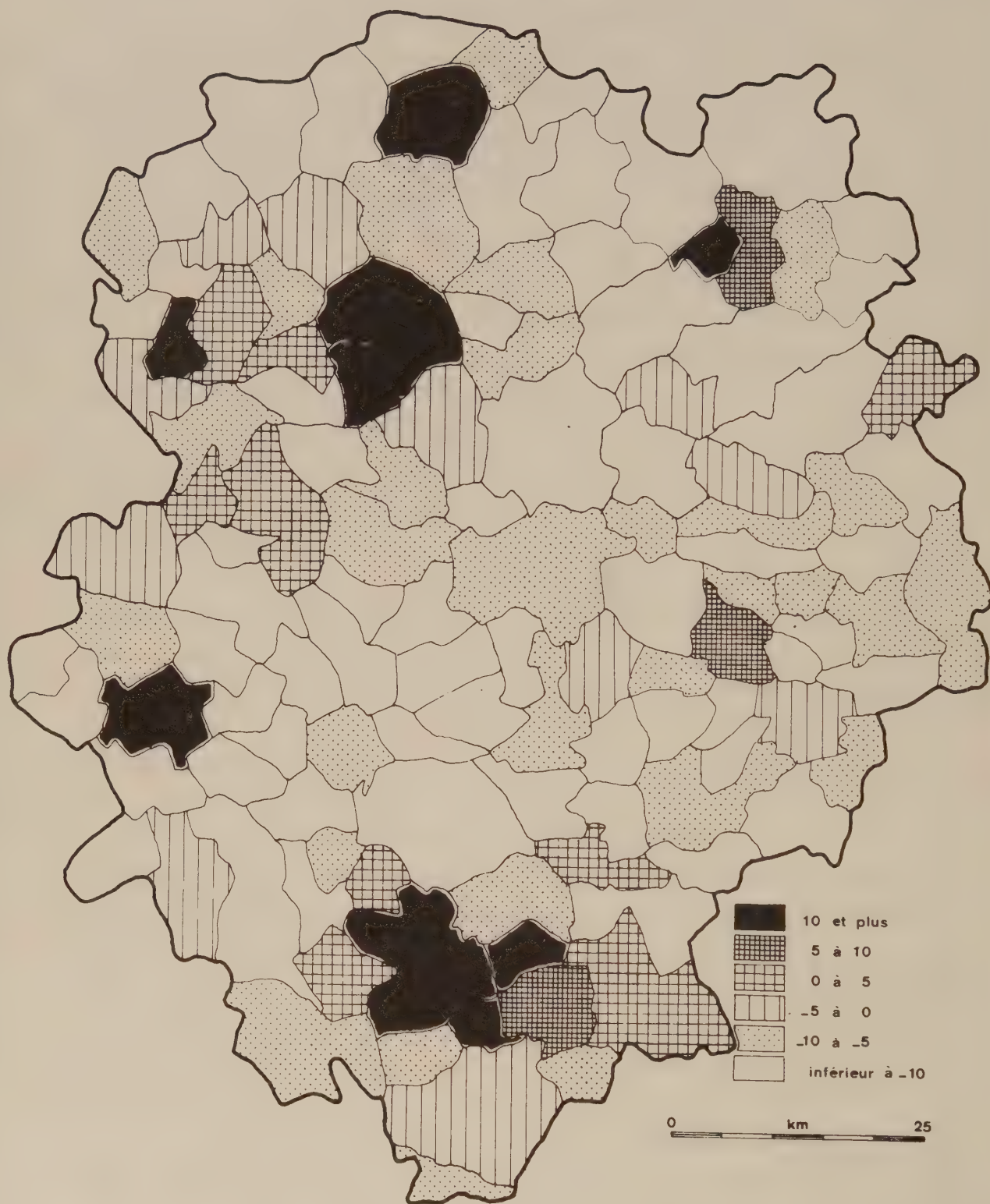


FIG.276

**EVOLUTION DE LA POPULATION DANS
LA ZONE ERVE ET VEGRE -- 1968-1975**



et abbayes, monuments mégalithiques, vestiges archéologiques composent un semis à partir duquel une vie touristique peut être mise en place. Jusqu'à une date récente, comme le constatait en 1969 le rapport des géographes nantais, ce potentiel n'était que très insuffisamment mis en valeur et connu. La constitution de l'association Erve et Vègre allait amorcer une insertion coordonnée du tourisme dans ce milieu rural du Maine.

B - La prise en compte du tourisme dans le développement et l'aménagement régional

1) deux pôles anciens de vie touristique

Le tourisme repose dans le secteur Erve et Vègre sur des assises anciennes qui n'ont cependant pas permis à cette région d'en devenir un centre actif avant la guerre.

a) les grottes de Saulges (73)

De Sainte-Suzanne à Saulges, l'Erve dont la pente est de l'ordre de 4 pour 1 000 a entaillé les couches calcaires du synclinorium médian, favorisant le creusement de cavernes. Certaines de ces grottes situées dans les vallées de l'Erve et de ses affluents furent fouillées en 1875 (grotte à Margot) et en 1882 (grotte de Rochefort). En 1967, le groupe de spéléologues " Mayenne-Sciences " découvrait des figures rupestres dans une grotte du massif de Saulges. Baptisée " Grotte Mayenne-Sciences ", elle fut classée en 1970.

Dès la fin du XIXème, la Grotte à Margot fut le point de départ d'une exploitation touristique de la région de Saulges, reposant sur des initiatives individuelles et privées comme ce fut généralement le cas au début dans les grandes régions de tourisme karstique du sud de la

France (74). Son propriétaire, Mr. LEVEILLE, l'ouvrit aux visiteurs en même temps qu'il exploitait l' " Hôtel des Grottes ". Mr. ROBLLOT, propriétaire-exploitant agricole, aménagea pour la visite la grotte de Rochefort dont les accès se trouvaient sur ses terres. Mr. LEVEILLE vendit en 1921 son hôtel à Mr. CHAUVIERE qui reprit l'exploitation des deux grottes de 1934 à 1972 en les électrifiant (1935). Un sentier pédestre balisé au départ de l'hôtel permet de se rendre aux grottes distantes de quelques kilomètres en suivant la rivière. Pendant l'entre-deux-guerres, la fréquentation surtout dominicale était le fait pour 80 % de visiteurs venus de la Sarthe et du Maine-et-Loire. Le bourg de Saulges bénéficiait de cet atout, les touristes y venant d'abord pour l'ermitage de Saint-Ceneréi, lieu de pèlerinage. De là, ils gagnaient les grottes à pied. Cette commune comptait en 1939 trois hôtels " qui n'ont jamais assez de chambres, pendant la belle saison " (75).

La période d'après-guerre allait amener des modifications dans cette organisation. La grotte Margot fut rachetée en 1965 par Mr. RICHARD qui y apporta des transformations en créant une salle de restaurant. Il reprit également en location en 1972 la grotte de Rochefort. Le développement de l'usage de l'automobile facilité par un fléchage réalisé à l'initiative du ministre mayennais Robert BURON amène les touristes à se rendre, de plus en plus, directement sur le lieu même des grottes en évitant le bourg de Saulges qui continue cependant à bénéficier de son potentiel hôtelier et de ses restaurants. Le nombre annuel de visiteurs dont l'origine géographique est beaucoup plus diversifiée qu'avant la guerre est estimé à 15 000.

b) Sillé-Plage (76)

Aux portes de Sillé-le-Guillaume, la vaste forêt de Sillé (3 350 ha) devenait après la première guerre mondiale, un important centre touristique grâce à ses étangs et, en particulier, au " Grand Etang " (38 ha) occupant le fond d'une cuvette. Après la guerre 1914-18, Mr. RICHEFEU, marchand de poisson et de primeurs, surnommé " Coco ",

s'était installé près du lac dans une " baraque Adrian " où il avait aménagé une guinguette, donnant des bals et louant des barques. Il avait pour cela obtenu une concession de la propriétaire de la forêt, la duchesse d'UZES. La guinguette fut vite connue et le congrès des " Poilus d'Orient " qui réunit cent mille personnes contribua à lancer ce qu'on commençait à appeler dans la région " Coco-Plage ". La concession fut reconduite par les Eaux et Forêts quand cette dernière devint domaniale, le 1er janvier 1926. La zone forestière située aux abords du Grand Etang était devenue avant 1939 un point de tourisme populaire qui attirait chaque dimanche pendant la belle saison cinq à six mille personnes.

La municipalité de Sillé-le-Guillaume commença à s'intéresser au lac où elle voyait un moyen d'attirer des estivants et de répondre aux aspirations des Silléens. Il lui fallait d'ailleurs faire face aux problèmes que posait une importante fréquentation hebdomadaire dans un milieu où il n'existait presque aucun aménagement. Les premiers projets remontent en 1953 mais les réalisations n'ont commencé qu'à partir de 1956-57. Une note rédigée en avril 1956 par le Maire, destinée à solliciter l'aide du Conseil Général, résume assez bien ces premiers plans. Les projets de 1956 envisageaient la création d'une chaussée de 12 m de large, reliant la route de Saint-Mars-du-Désert à celle de Mont-Saint-Jean. Elle devait permettre l'accès et le dégagement des abords de l'Etang d'une part, et d'autre part, en raison de sa largeur, le stationnement de chaque côté d'une voiture automobile sans gêner la circulation. En outre, une piste pouvant servir de base à une route future serait établie dans la partie sud de l'Etang reliant la route de Saint-Mars au nouvel axe envisagé. Elle permettrait aux promeneurs de contourner le lac en suivant un trajet passant sous bois ou sur les rives du grand étang. Pour compléter le dégagement des abords, un parc automobile principal et deux petits parcs annexes étaient prévus. Le chemin qui existait devant la partie nord de l'étang deviendrait une promenade interdite aux véhicules et cycles. Deux plages nouvelles étaient envisagées, dégageant celle qui existait et qui était devenue insuffisante. La municipalité songeait aussi à tirer parti des ruines d'un " oppidum " carolingien situé sur les bords du lac. Ces projets

furent réalisés progressivement en dépit des difficultés dues à l'attitude de la Direction générale des Eaux et Forêts et de la Commission départementale des Sîtes (77). En 1968, toute une série de raisons entraînaient la transformation de Sillé-Plage en " base départementale de plein air et de loisir ". A cette date, les entrées étaient évaluées à 276 500 de juin à septembre, avec une pointe maximale de 9 000 entrées le dimanche 20 août 1967. Entre 16 h 30 et 17 h, on notait 168 baigneurs, 1 341 personnes sur la plage et 70 voitures garées au " Saut du Cerf " (78). A ce moment là, d'autres initiatives amenaient une prise en compte plus large du tourisme dans la vie régionale.

2) le syndicat à vocation économique et touristique
(S.V.E.T.) des Coëvrons

La création en Mayenne de quatre syndicats à vocation multiple dans les cantons de Bais, Evron, Montsurs et Sainte-Suzanne avait permis le développement et l'harmonisation des programmes d'équipement. A l'initiative de Raoul VADEPIED, Sénateur-Maire d'Evron depuis 1951, forte personnalité bien implantée dans le milieu régional, et de Mr. GOSSELIN, Directeur départemental de l'Agriculture qui avait déjà réalisé en Loire-Atlantique une association de cantons, ces quatre syndicats se regroupèrent au sein du Syndicat à vocation économique et touristique des Coëvrons. L'objectif était de constituer une petite région autour des abattoirs d'Evron dans le dessein de bonifier les prairies, d'augmenter le rendement des animaux en viande et d'améliorer l'habitat rural (1967). D'autres travaux furent entrepris dans ce cadre comme le curage et l'aménagement hydraulique de l'Erve en liaison avec l'assainissement des prairies. Les travaux portèrent sur la remise en état de quinze ouvrages anciens, de Sainte-Suzanne à Ballée, afin de créer de nombreux petits plans d'eau échelonnés le long de la rivière. Ils furent accompagnés de la mise en place ou de l'amélioration d'équipements touristiques : campings aux pôles principaux d'attraction de

Sainte-Suzanne et de Saulges, aires de pique-nique auprès des ouvrages réaménagés, parkings, sentiers balisés (79).

Pendant cette période, la région de Sablé faisait preuve " d'une grande vitalité due à son éloignement relatif du Mans " et à la personnalité de son Député-Maire, Joël LE THEULE, Président du Comité d'Expansion de la Sarthe (80). La carte d'évolution de la population entre 1968 et 1975 traduit bien son dynamisme. Entre 1960 et 1975, le nombre d'emplois industriels a triplé et la population municipale est passée de 7 239 habitants en 1962 à 10 711 en 1975. Dans leur effort de développement et d'équipement, les forces vives des régions limitrophes de Sarthe et de Mayenne se sont trouvées confrontées à des problèmes communs. Sous l'action de leurs leaders, résolus à s'entendre et représentant les deux pôles les plus dynamiques, elles se regroupèrent au sein de l'association Erve et Vègre.

3) l'association Erve et Vègre (81)

L'idée est lancée officiellement en septembre 1970 lors de l'inauguration d'une usine à Loué. Le Ministère de l'Agriculture après avoir approuvé l'initiative décida de financer des études cherchant à répertorier, dans un premier temps, l'ensemble des problèmes existants et, dans un second temps, à approfondir au sein des commissions les quatre thèmes principaux retenus (problèmes fonciers et intensification des systèmes de production en agriculture ; commercialisation et transformation de la viande bovine ; industrie et artisanat, tourisme). La troisième phase a consisté à faire une synthèse des études particulières, à élaborer un plan d'action s'étendant jusqu'en 1978 en sensibilisant la région à sa mise en oeuvre. En matière de tourisme, trois principes furent retenus : - concentrer autant que possible les équipements touristiques afin d'assurer leur fréquentation et de profiter de l'effet d'entraînement qu'ils exercent

les uns sur les autres

- privilégier les équipements susceptibles de faire accéder certaines communes déjà équipées à la dénomination de " Stations Vertes " et ainsi favoriser leur publicité.
- Mettre en valeur les potentialités inexploitées (plans d'eau, sites, forêts...).

Par ailleurs, un animateur était chargé d'assurer la circulation de l'information et de coordonner les diverses actions menées. Un plan de financement faisant appel aux investissements des communes et à toutes les sources de subvention fut élaboré et des priorités retenues.

Cette action en faveur du tourisme issue du milieu local a été confortée au niveau régional et national par la reconnaissance du secteur Erve et Vègre comme " Pays d'accueil " (Secrétariat d'Etat au Tourisme) et comme " zone verte " (politique régionale des aménagements touristiques coordonnés des Pays de la Loire). Par contre, l'incohérence du découpage des niveaux infra-régionaux d'aménagement s'est révélée avec la politique des contrats de pays. Deux contrats concernent le secteur Erve et Vègre. L'un correspond au canton de Sillé-le-Guillaume, l'autre réunit sous l'appellation " Maine angevin " les cantons de Sablé, La Flèche et en partie ceux de Malicorne et Brulon. Le second contrat englobe donc des secteurs géographiques non inclus dans la zone Erve et Vègre alors que les parties centrale et occidentale de cette dernière sont exclues des deux contrats de pays. Rappelons enfin que le nord-est de la zone est incorporé au parc naturel régional Normandie-Maine.

Comme dans bien d'autres régions de l'Ouest, le développement du tourisme rural est intégré à une politique d'aménagement global. Les campagnes du Maine, peuplées et industrialisées au XIX^{ème} siècle (82), ont connu une forte émigration qui s'est poursuivie entre les deux derniers recensements (83) et une désindustrialisation à peine compensée par quelques implantations parfois tenues à bout de bras. Le résultat en a été une contraction de l'équipement en services et commerces des bourgs-centres liée à des densités de population particulièrement faibles dans le sud-est mayennais (84). Cela est d'autant plus grave pour le

milieu régional que, dans la région Erve et Vègre, l'agriculture n'a pas connu, comme l'a montré G. MACE, des formes d'intensification aussi développées que dans les autres régions de l'Ouest. Dans les cantons de Montsurs, Evron, Sainte-Suzanne, l'on ne rencontre pas " d'autre élevage important que celui des bovins, pas d'indice significatif de gestion moderne, peu d'équipement, peu de terres labourables mais une région d'élevage où la part des surfaces toujours en herbe est très forte " (85) liée en partie au rôle des marchands de bestiaux (86).

C - L'insertion du tourisme dans la zone Erve et Vègre

Avant de l'étudier à partir d'exemples concrets, il apparaît nécessaire de broser les grands traits de la situation touristique dans les années 1968-1970.

1) la situation de départ

La vie touristique était limitée à quelques points forts déjà signalés (grottes de Saulges et Sainte-Suzanne, Sillé-le-Guillaume) auxquels il convient d'ajouter la vallée de la Sarthe. Elle était caractérisée cependant par l'insuffisance notoire quantitative et qualitative des moyens d'hébergement, le sous-équipement et l'absence de mise en valeur des potentialités récréatives.

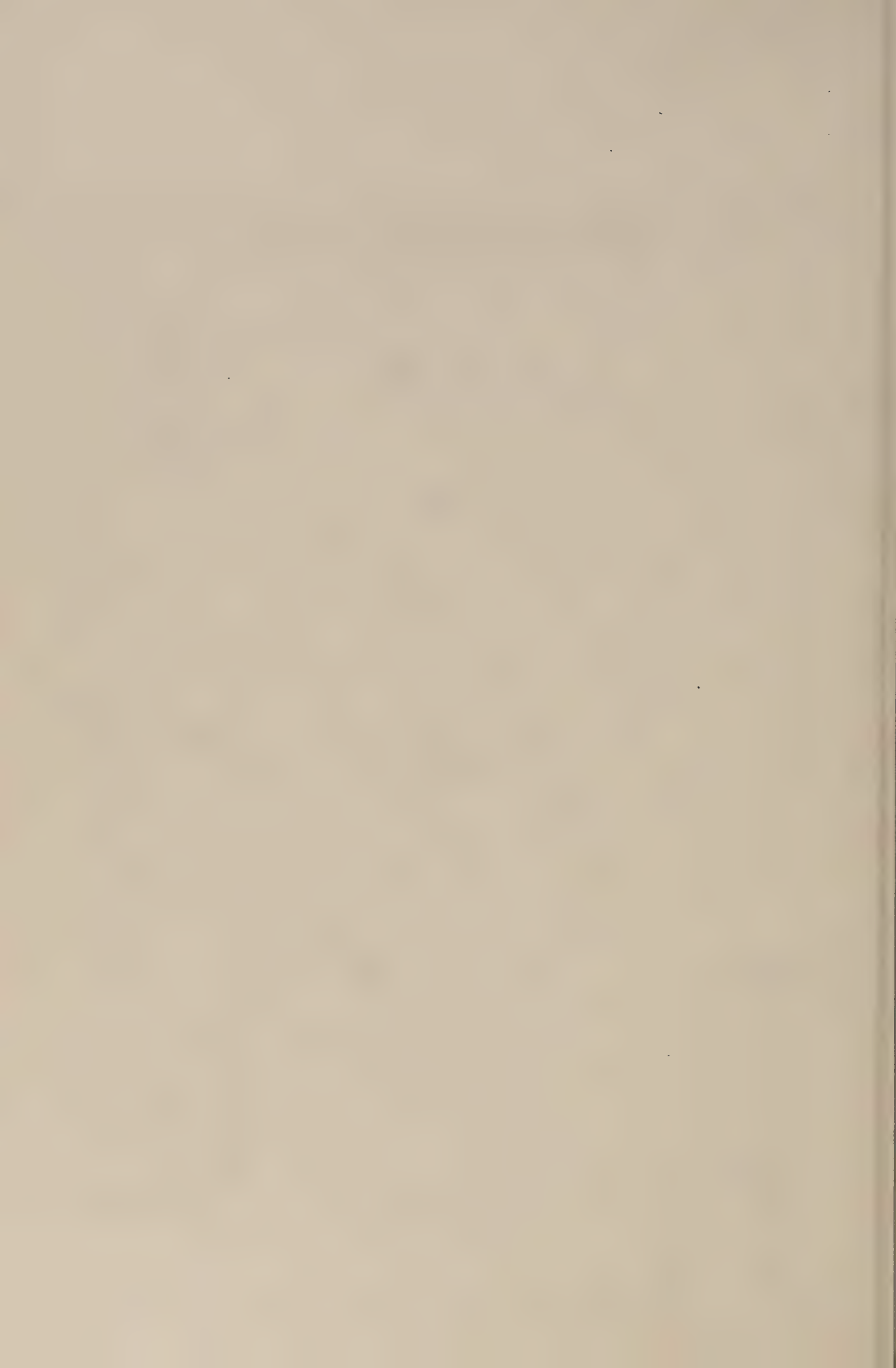
Les cartes analytiques des livres II et IV traduisent la faiblesse des moyens d'hébergement au sein desquels les résidences secondaires jouaient le rôle essentiel. En 1968, l'on dénombrait dans ce secteur 1679 résidences secondaires représentant un taux de fonction résidentielle de 6,30 % et cinq gîtes ruraux, tous localisés dans la partie sarthoise. Les deux seules Stations vertes étaient à cette date Sablé et Evron et la capacité d'accueil en camping offrait 1 000 places.

L'hôtellerie représentée par cinquante-sept établissements totalisait 417 chambres : neuf seulement étaient classés " Hôtels de tourisme ". A quelques exceptions près, les bâtiments étaient antérieurs à la première guerre mondiale. Tous les hôtels sauf quatre avaient une ou plusieurs salles de restaurant. Le niveau de formation des hôteliers était très faible. Sept d'entre eux étaient affiliés à la chaîne des Logis de France et six seulement figuraient dans le guide Michelin. La plupart ne recevaient aucun touriste et travaillaient surtout avec des clients de passage ou des pensionnaires séjournant temporairement dans la région pour des raisons professionnelles. Le simple examen de leur aspect extérieur est révélateur et témoigne plus d'un dynamisme passé que présent. A Cheméré-le-Roi, le " Café des Voyageurs " n'a plus que son inscription. A Bazouges-de-Cheméré, l' " Hôtel du Lion d'Or " à la façade vétuste, n'est plus qu'un café-tabac ayant perdu sa fonction hôtelière de même que l' " Hôtel de la Boule d'Or " à Bazouges. Les exceptions concernaient l' " Hôtel Ricordeau " de Loué et le " Grand Hôtel " de Solesmes aménagés tous deux dans d'anciens relais de postes (87). Le premier (vingt-trois chambres) classé trois étoiles, tenu de père en fils depuis 1876 adhérant depuis 1958 à la chaîne des " Relais de Campagne " travaille avec des agences de voyage belges. Le second (3 étoiles aussi), membre de la chaîne " France Ouest Hôtel " compte trente-neuf chambres et emploie vingt-cinq salariés permanents (vingt chez Ricordeau). Un taux de remplissage supérieur à 80 % de juin à septembre, une forte fréquentation de week-end hors saison, la tenue de séminaires en période creuse, une clientèle aisée et surtout étrangère, l'organisation de repas d'affaires et de banquets donnent, à travers ces deux établissements, une image de l'hôtellerie régionale non généralisable mais entraînante pour le milieu rural. La promotion touristique n'était assurée que par quelques syndicats d'initiative communaux, plus nombreux en Mayenne que dans la Sarthe. Dans le département de la Mayenne, il s'agissait d'antennes locales du syndicat d'initiative départemental. Une publicité était organisée par le Comité départemental du tourisme de la Sarthe mais celui de la Mayenne ne fut mis en place qu'en 1973.

FIG.277

HEBERGEMENTS & EQUIPEMENTS TOURISTIQUES
DANS LA ZONE ERVE ET VEGRE





L'action du SVET des Coëvrons, de l'Association Erve et Vègre, des instances départementales et communales mais aussi la multiplicité des initiatives individuelles allaient entraîner, en moins de dix ans, un fort développement du tourisme rural.

2) la poursuite de l'équipement de Sillé-le-Guillaume

C'est certainement le type d'aménagement qui doit le moins à l'association Erve et Vègre. Au moment où cette dernière se constituait, cession fut faite au département du lac de Sillé-le-Guillaume, en vue de l'aménagement d'un centre de plein air et de loisir. Cela donna au plan d'eau une nouvelle dimension, permettant de réaliser des aménagements récréatifs et d'accueil très importants qui n'étaient pas compatibles avec les finances communales.

A partir du premier emplacement de Coco-Plage, de nouvelles installations se sont créées qui tendent à encercler presque entièrement le lac. Elles cherchent à assurer aux estivants à la fois des activités sportives et de détente liées à l'eau et à la forêt, des services et des possibilités d'hébergement.

Le plan d'eau est utilisé surtout pour la voile : une école départementale y fut immédiatement implantée. Des stages y sont organisés chaque année du 28 mars au 10 septembre. La superficie utilisable a été portée de 20 à 30 ha sur une profondeur de 1,30 m. Le motonautisme a été interdit. La pêche est possible soit sur le pourtour du lac soit en barque moyennant une redevance journalière, hebdomadaire, mensuelle ou annuelle (2 à 3 000 redevances autres que les cartes à la journée). Deux courts de tennis fréquentés essentiellement l'été ont été construits et une baignade aménagée. Des sentiers pédestres balisés permettaient avant 1968 des petites incursions en forêt. Ils ont été développés. Un parcours sportif d'un kilomètre, semé d'obstacles, a été réalisé en 1975, surtout utilisé par les familles, de même que les sentiers

Projet d'aménagement touristique du grand
étang de la forêt de SILLE-le-GUILLAUME
Avril 1956

FIG.278

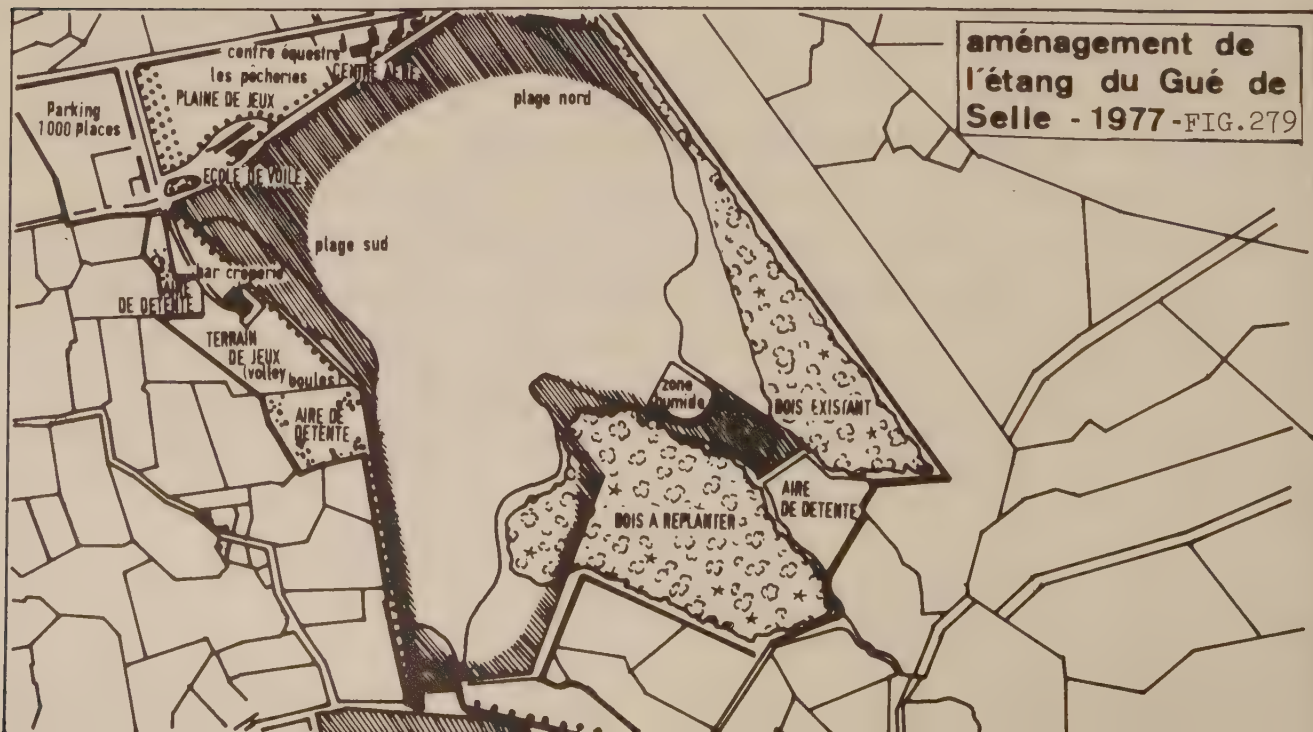
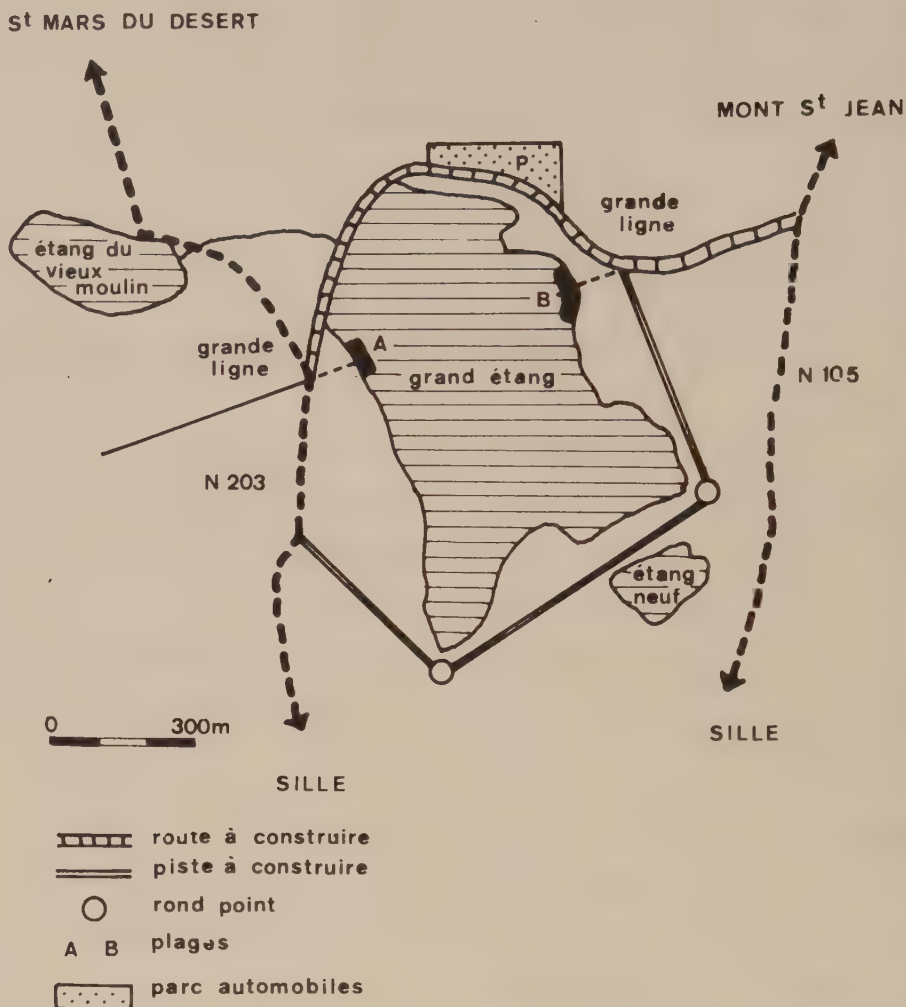
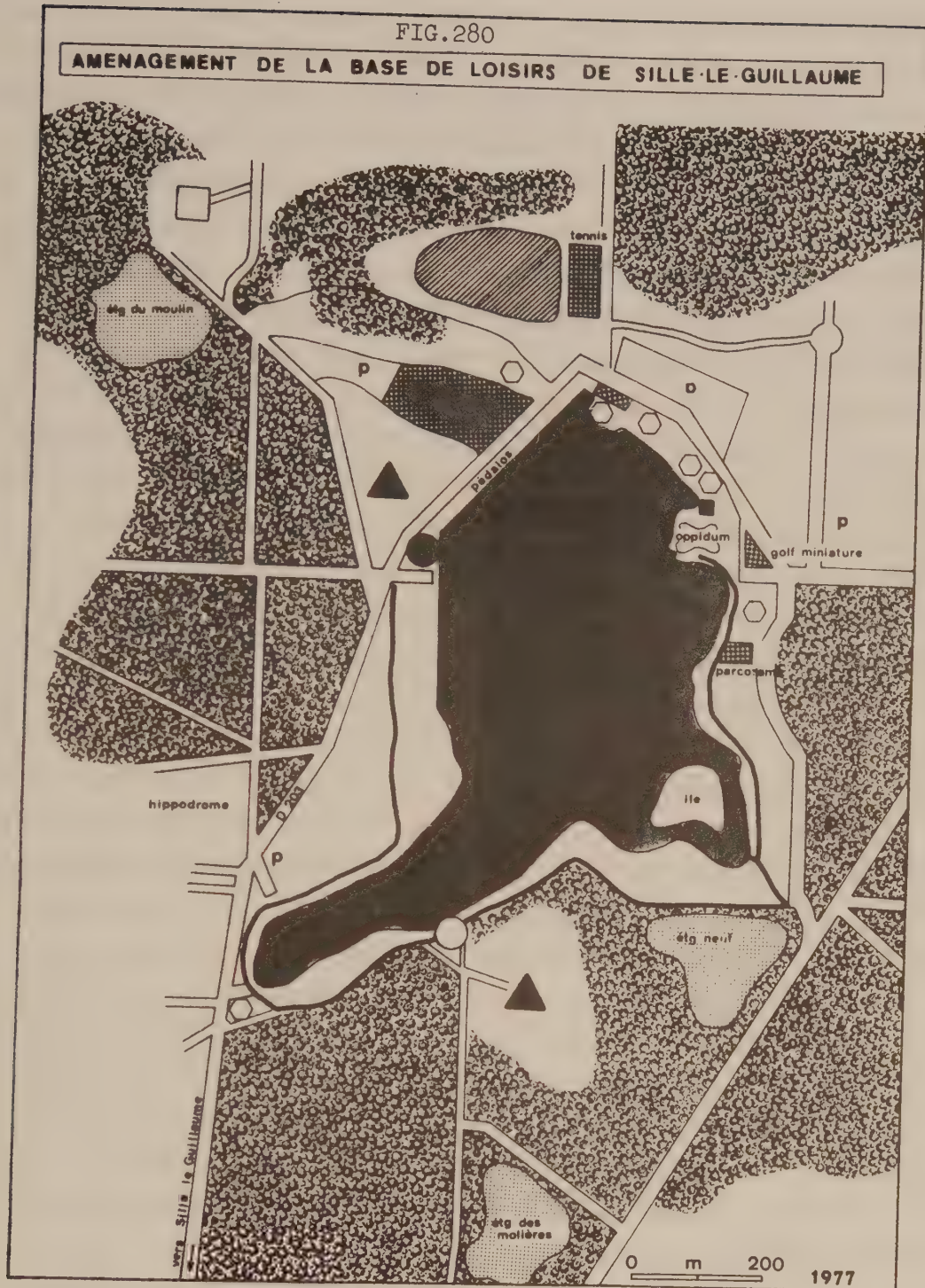


FIG.280

AMENAGEMENT DE LA BASE DE LOISIRS DE SILLE-LE-GUILLAUME



principaux accès au lac

route bordant le lac

équipement d'accueil
(bar, crêperie...)

lac : navigation, pêche

étang réservé à la pêche

aire de jeu

p parking

village de bungalows

bois

centre équestre

camping

base nautique départ

club de voile

location de barques

poste de secours

0 m 200 1977

équestres. Ces derniers ont été établis en liaison avec l'Etrier sarthois du Mans qui a détaché en juillet 1977 une dizaine de chevaux dans un vieux moulin proche du lac, utilisé auparavant par l'Office des Forêts. Ce centre équestre saisonnier fonctionne avec des touristes et des adhérents manceaux venant en week-end à Sillé. Un petit train fait le tour du lac depuis 1974 pouvant transporter soixante-quatre personnes. En 1976, 9 000 personnes l'ont utilisé. L'équipement récréatif a été complété en 1974 par la concession à un Alençonnais d'un lot où sont parqués une dizaine de poneys. Un " parcorama " a été ouvert en 1977 : il permet des circuits de " karting ". Le syndicat d'initiative de Sillé transformé en syndicat cantonal en 1973, où siègent des représentants du Centre de plein air de Sillé-Plage, y a détaché une antenne en 1975, financée en partie par le parc de Normandie-Maine et qui réalise une animation estivale.

La capacité d'hébergement a été fortement développée. Au camping municipal agrandi et modernisé (trois cents places) est venu s'ajouter le terrain boisé à faible densité des Molières où deux cents campeurs bénéficient de cinq hectares. 3 336 campeurs représentant 11 625 nuitées avaient été accueillis en 1970 contre 7 086 pour 35 148 nuitées en 1976. Trente-quatre parcelles ont été réservées à la construction de bungalows en accès à la propriété : douze seulement étaient construites en 1977 et servaient à des citadins du Mans, d'Alençon pendant les week-ends. Leur démarrage difficile est lié semble-t-il aux modalités d'acquisition. L'Etat, propriétaire du terrain, n'a accordé une concession que pour 33 ans. De nouvelles autorisations accordées à des commerçants ont porté le nombre de crêperies à cinq (dont deux restaurants) sans compter celle dite de " L'Orée du Bois " située en dehors de la concession. La fréquentation globale s'est accrue depuis 1967. Selon la gendarmerie, le trafic du jour de pointe dépassa les 12 000 visiteurs en 1977,

La base de loisirs et de tourisme de Sillé-le-Guillaume a été lancée au départ par des initiatives locales, de manière empirique, sans étude préalable. Le dépouillement des archives municipales pour

la période 1953-1968 les trouve à ce propos fort éloquentes. Les responsables ignoraient à l'époque le fonctionnement et la législation d'un terrain de camping et demandaient pour cela des conseils à " Radio-Luxembourg ". Leur oeuvre a pourtant été fondamentale même si, pour des raisons financières, le relais a été pris par le département. Longtemps étrangère au bourg de Sillé, comme nous l'avions analysé en 1970, cette base tend de plus en plus à s'en rapprocher, dans les mentalités comme dans l'organisation touristique régionale, ainsi que nous l'avons constaté en 1977, d'autant plus que la croissance de l'agglomération comble progressivement l'espace entre Sillé-Ville et Sillé-plage (gendarmerie, lycée, lotissement, maison de retraite, projet d'une maison de santé et de cure). Plus difficile par contre est la coexistence d'une forte fréquentation avec certains objectifs du Parc Normandie-Maine auquel Sillé appartient, notamment en matière d'établissement de " zone de tranquillité " et de " zone de protection paysagère " en forêt de Sillé (Charte du Parc). Toutefois, des dispositions ont été prises pour faciliter l'insertion d'un flux touristique important dans ce milieu fragile. Après l'interdiction du motonautisme et des haut-parleurs, les voitures cantonnées dans les " parkings " et à l'extérieur de la route de ceinture ont été bannies du pourtour du lac. Les chemins furent barrés par des chevaux de frise en 1972 et seuls pompiers et ambulanciers en détiennent la clef. L'assainissement fut amélioré en 1973. L'action du Parc touche également le bourg de Sillé, contribuant ainsi à mieux souder les deux pôles géographiques. Le château de Sillé, siège de l'ancien collège, abrite maintenant le syndicat d'initiative qui organise chaque été des expositions du Parc. C'est avec le Parc que s'effectue l'aménagement de l'oppidum en théâtre de verdure. Les associations locales et le syndicat d'initiative organisent depuis 1971, en été, des randonnées pédestres, des tournois, des veillées, des concours de pêche auxquels participent Silléens et vacanciers. La coupure longtemps menaçante semble écartée.

Le développement touristique de Sillé-le-Guillaume a eu un certain effet d'entraînement sur le milieu local. Des bâtiments agricoles,

d'anciens moulins, des maisons de bûcherons et de charretiers situés dans les communes voisines de la forêt ont été aménagés en résidences secondaires ou en meublés de vacances loués par le syndicat d'initiative cantonal. Sur quarante et une locations, douze sont situées à Sillé même et vingt-neuf dans les communes voisines (sept à Saint-Pierre-sur-Orthe, six à Pezé-le-Robert, cinq au Grez et à Rouessé-Vassé...). Le nombre de résidences secondaires de Mont-Saint-Jean est passé de vingt et un à quarante-trois entre 1968 et 1975 et celui de Pezé-le-Robert de 17 à 31 alors qu'il ne fut multiplié que par 1,6 pour l'ensemble de la Sarthe. Plusieurs exploitants agricoles ont aménagé des gîtes ruraux, des campings à la ferme, bénéficiant des flux touristiques induits par le lac. L'exemple de Mme L. dont l'exploitation est située à mi-chemin du bourg et de Sillé-Plage est significatif (88). Mme L. née en 1914 exploite avec son mari, depuis 1943, la ferme de " La Groie " d'abord en fermage des beaux-parents jusqu'en 1967 puis en faire-valoir direct. L'exploitation en polyculture de 26 ha est assez traditionnelle (10 ha en productions végétales, quinze laitières, dix bovins à viande, quinze veaux, une centaine de volailles mais pas de porcs) et la traite mécanique ne fut introduite qu'en 1973. Sollicitée depuis longtemps par des groupes de jeunes ou des estivants fuyant les bords trop fréquentés du lac, elle décide d'ouvrir en 1971 un camping à la ferme sur une prairie fauchée d'un hectare, d'autant plus qu'elle aime les contacts (voyages axés sur le tourisme dans le cadre des groupements de vulgarisation féminine). Ses rapports avec les campings de Sillé-Plage sont bons et ces derniers lui envoient même des campeurs quand tous leurs emplacements sont retenus au coeur de l'été. Sa position géographique sur la route menant au lac l'a conduit à pratiquer la vente directe (lait, oeufs, volailles).

3) le développement des équipements touristiques

Une des originalités de la zone Erve et Vègre a été la mise en valeur des potentialités liées à l'eau et l'aménagement de nombreux

petits plans d'eau à des fins récréatives. L'étang du Gué de Selle à Mézangers, au nord-ouest d'Evron, constitue un exemple de ces réalisations. Cet étang d'une cinquantaine d'hectares était, ainsi que la ferme des Pescherries (au total une centaine d'ha) la propriété des DE CHAVAGNAC, du château des Rochers. L'état d'esprit des propriétaires favorables au tourisme (le vaste parc de leur château est ouvert au public de juin à octobre), le rôle du Sénateur-Maire d'Evron ont été des facteurs favorables à la vente en 1974, lors du départ du fermier, du domaine au SIVOM d'Evron. L'aménagement en cours cherche à faire de l'Etang du Gué de Selle un complexe récréatif " plus calme et plus naturel " que celui de Sillé-le-Guillaume. L'Etang peu profond, aux bords sableux, abrité des vents dominants, a vu s'ouvrir en 1976 une baignade surveillée, une école de voile. Des terrains de jeux et des aires de détente étaient en cours de réalisation en 1977. Les bâtiments d'exploitation de la très belle ferme à cour ouverte doivent être transformés en restaurant grill-room pour la grange, en relais équestre pour les étables et en logement pour le gérant (maison d'habitation). La différence fondamentale avec Sillé-le-Guillaume est l'absence totale au Gué de Selle d'hébergements. Ces derniers sont prévus dans " la zone verte " d'Evron à moins de trois kilomètres et à Mézangers dont le bourg est très proche du Gué de Selle. Cet équipement est d'un grand intérêt pour la commune de Mézangers qui, avec 435 habitants, n'aurait pu supporter un investissement de plus de 700 millions de F et qui valorise ainsi son lotissement.

Une des autres originalités de la zone consiste en l'implantation de salles polyvalentes qui accueillent des services utiles au monde rural (agences du Crédit Agricole, permanences diverses) et aux touristes et servent de bases d'animation aux estivants (expositions, informations etc...). Le mouvement a démarré dans le canton d'Evron mais gagne rapidement toute la région. Il permet d'associer le développement touristique à la satisfaction des besoins de la population permanente.

4) la croissance des hébergements

Elle a été beaucoup plus forte que celle des équipements car

elle fait davantage appel aux initiatives individuelles. La carte établie pour 1977 montre que leur diffusion a été générale et qu'elle a concerné toutes les grandes familles d'hébergement. Le nombre de places offertes en terrain de camping aménagé est passé à 2 170 soit une multiplication par 2,17 depuis 1968. Ce résultat a été obtenu aussi bien par l'agrandissement et la modernisation des camps existants que par la création de nouveaux terrains mais il repose presque exclusivement sur le dynamisme communal. Le parc des résidences secondaires s'est accru sensiblement à 2 921 ce qui représente un taux de multiplication de 1,74 par rapport à 1968. Le taux de fonction résidentielle est passé à 9,81 %. Les changements ont été sensibles. Les campagnes mayennaises étaient jusqu'alors peu affectées par le phénomène des résidences secondaires. Le développement des équipements, l'autoroute Le Mans - La Gravelle (limite départementale entre la Mayenne et l'Ille-et-Vilaine) dont l'ouverture est prévue fin 1979 avec les deux échangeurs de Joué-en-Charnié et de Vaiges, la publicité en faveur du tourisme ont rendu leur marché beaucoup plus actif. Martine ROCHEREUIL (89) qui a dépouillé les notifications de vente des fonds agricoles, entre le 1er janvier 1969 et le 1er janvier 1977, à la SAFER du Maine, a mis en valeur ces données nouvelles. Sur 535 ventes enregistrées dans le département de la Mayenne, 132 soit près de 25 % sont relatives aux sept cantons d'Erve et Vègre. Si 47 % des acquéreurs sont des Mayennais (Laval, Mayenne, Château-Gontier) et 13 % des citadins des départements limitrophes, 40 % sont par contre tout à fait étrangers à l'Ouest (essentiellement de Paris et de la région parisienne). Le poids des Parisiens est d'ailleurs très fort dans l'Est mayennais et contribue à diversifier la composition socio-professionnelle des propriétaires de résidences secondaires par une plus grande part des cadres supérieurs et professions libérales. Il retrouve ainsi celui de la grande propriété foncière parisienne très puissante en Mayenne, particulièrement dans les massifs forestiers de l'Est (90). La vente de parcelles en vue de la construction d'une résidence secondaire (bungalow ou en dur) s'est également nettement accélérée à partir de 1970. Le nombre des gîtes ruraux s'est accru sensiblement passant à 33 en 1977. En ce domaine, c'est l'action du Comité départemental du tourisme de la

Sarthe et de la Chambre d'agriculture de la Mayenne qui a été déterminante, tout au moins jusqu'à une date récente. En 1975, une enquête menée conjointement par l'association Erve et Vègre et la Chambre d'Agriculture de la Mayenne a recensé les logements vacants des quatre cantons du SVET des Coëvrons. Après élimination des logements insalubres et vétustes, de ceux dont l'accès est difficile et dont l'environnement est défavorable (proximité d'une porcherie par exemple), les enquêteurs ont retenu 133 bâtiments, dans 86 % des cas propriété de Mayennais. La zone Erve et Vègre ayant été retenue comme cadre d'action en faveur des gîtes par la région (en liaison avec le P.A.P. 23), le nombre de gîtes ruraux devrait connaître une croissance encore plus forte pendant la durée du 7ème plan. Par contre, le camping à la ferme s'est développé beaucoup plus difficilement. Sur les huit terrains fonctionnels en 1977, six l'étaient déjà en 1971. Certains même, comme M.B. à Vimarcé, ont abandonné. C'est la conséquence d'une trop faible rentabilité et d'une fréquentation insuffisante. Une enquête récente effectuée sous notre direction (91) a confirmé cette analyse. Tous les exploitants de terrains de camping à la ferme ne désiraient pas consacrer d'autres parcelles à cette activité et trouvaient l'importance de cet hébergement d'autant plus suffisante que la croissance des terrains aménagés s'est poursuivie. Il en va de même pour les chambres d'hôte dont l'expansion est freinée localement par l'attitude défensive des hôteliers-restaurateurs.

5) les tentatives de modernisation de l'hôtellerie.

L'hôtellerie rurale traditionnelle en général, et dans le secteur Erve et Vègre en particulier, est un des points faibles de la mise en valeur touristique des campagnes. Les efforts entrepris ont cherché à sensibiliser les hôteliers à ce problème en les incitant à investir dans leur entreprise pour les moderniser. Le but est d'amener certains hôtels de préfecture à être reconnus hôtels de tourisme. Cette politique a jusqu'ici, il est vrai, été assez peu couronnée de succès.

Un inventaire précis a été réalisé, complété d'un bilan des actions de modernisation à entreprendre (92). 75 % des hôtels auraient besoin d'être améliorés ou rénovés mais 50 % seulement d'entre eux envisageaient de le faire. Les hôteliers semblent plus soucieux d'agrandir la capacité d'accueil de leur restaurant que de moderniser leurs chambres mais certains font preuve d'un dynamisme susceptible d'entraîner leurs confrères dans des voies originales. C'est le cas de Mr. G. qui exploite à Saint-Symphorien, " Le relais de la Charnie ", classé hôtel de préfecture mais adhérent à la chaîne des Logis de France au titre des " auberges rurales ". Cet hôtel de neuf chambres flanqué de deux salles de restaurant (quatre-vingts places et cent cinquante places pour les banquets) est en voie de modernisation pour obtenir un classement deux étoiles en catégorie tourisme. En plus, Mr. G. a réalisé deux gîtes ruraux, un petit plan d'eau, un " camping rural " et s'efforce au sein du Conseil municipal et du Syndicat d'initiative d'animer Saint-Symphorien (588 habitants) en été (évocation historique avec les enfants de la commune sur le thème de la chouannerie). En 1977, une chaîne régionale des " Auberges de l'Erve et de la Vègre ", régie par une charte offrant une garantie de qualité, était en voie de constitution. Elle intéressait une trentaine d'hôteliers-restaurateurs. Ces derniers élaboraient pour 1978 un forfait comprenant l'hébergement, la restauration, l'animation, accompagné d'un important effort de promotion et d'information.

6) l'organisation de l'espace Erve et Vègre par le tourisme

La politique suivie par l'association Erve et Vègre, la résultante des initiatives individuelles n'ont pas eu pour effet un saupoudrage des équipements mais, au contraire, ont tendu à renforcer la fonction récréative des localités les plus douées. Pour certaines d'entre elles, comme Sainte-Suzanne, Evron, Sillé-le-Guillaume, il s'est agi davantage d'un renforcement et d'une diversification alors que dans

d'autres cas comme Bais, la valorisation a été très grande. Sablé constitue un cas particulier qui illustre parfaitement les difficultés de la définition de l'espace rural. Petite ville très liée au monde agricole environnant, elle a fait longtemps partie intégrante de l'espace rural. Station verte de vacances, elle était dans le Haut-Maine bocager un des centres les plus actifs du tourisme rural. Sa croissance récente, tant sur le plan démographique (près de 11 000 habitants) que spatial (nouveaux quartiers d'habitation, zone industrielle...) lui fait perdre les attributs du tourisme rural tout en mettant à la disposition des estivants de l'espace rural environnant ses services (syndicat d'initiative, commerces nombreux et diversifiés, équipements récréatifs...).

Sainte-Suzanne, ancienne place forte médiévale bâtie sur un éperon rocheux dominant de 70 m le cours de l'Erve est un des centres touristiques les plus anciens du secteur. Son importance se traduit par une forte capacité d'accueil qui entraîne un doublement en été de la population (853 habitants en 1975). La capacité d'accueil, en dehors des séjours chez les parents et amis, dépasse huit cents places en raison de l'implantation d'un village VVF (235 places), de deux terrains de camping (140 places), d'une dizaine de meublés touristiques, de 78 résidences secondaires et de la maison d'accueil Notre-Dame-Saint-Jean qui l'été héberge des pensionnaires. Le point faible est l'hôtellerie et la restauration. " L'hôtel Beauséjour " (20 places), parmi les trois de Sainte-Suzanne, pourra envisager un classement dans la catégorie Tourisme après les transformations nécessaires. C'est d'ailleurs le seul qui envisage son adhésion à la chaîne des Auberges " Erve et Vègre ". Les bases traditionnelles du tourisme à Sainte-Suzanne reposent sur la valeur du panorama, sur le patrimoine architectural de la " vieille ville " serrée à l'intérieur des remparts, sur le musée. Le point de départ de leur mise en valeur date de 1962, lorsque l'association des Amis de Sainte-Suzanne entreprit de dégager du lierre et des ronces la forteresse, le château et le parc. Des promenades (celle dite " de la Poterne ") furent aménagées. Un spectacle Son et Lumière lancé en 1966 fit mieux connaître encore Sainte-Suzanne dont les efforts en faveur du tourisme sont reconnus par l'attribution d'un coq d'argent au concours " Village

que j'aime ". Le maire de la commune était alors Mr. MORTEVEILLE, Administrateur de la Caisse des Dépôts et Consignations dont dépend la S.C.I.C., entreprise des travaux V.V.F. C'est ainsi qu'une relation s'établit entre le Maire et M. TISSOT, alors Président de V.V.F., aboutissant à la création en 1971 du village de gîtes. Des artisans d'art, surtout parisiens, s'installèrent à partir de 1970. Ils organisent des stages en été et pendant les week-ends hors-saison. Des expositions sont montées au château à l'initiative du propriétaire Aude FOUQUERNIE. Leur thème change chaque année (art ancien au Mexique, jeux et jouets au XIXème). Depuis 1970, le nombre de visiteurs est compris chaque année entre 3 et 6 000 personnes. Chaque été, les " Nuits de la Mayenne " donnent plusieurs spectacles à Sainte-Suzanne qui sont toujours très suivis (250 à 450 entrées à chaque représentation). Dans le cadre des aménagements de l'Erve, un barrage a été refait au " Grand Moulin " créant un plan d'eau. A proximité, un gîte d'étape facilite l'accueil des randonneurs. A mi-pente ont été installés, avec l'aide du SVET des Coëvrons, des équipements sportifs (piscine, tennis, plaine de jeux) et d'hébergement (camping, village de vacances). Les vieilles maisons du bourg, de même que celles des Villages du bas, sont de plus en plus recherchées par les résidents secondaires.

L'implantation du village de vacances a été bénéfique pour la commune. Depuis 1971, le gîte familial a multiplié les efforts pour étaler la fréquentation sur une période plus longue que les seuls mois d'été. L'accueil est assuré pendant les vacances scolaires de février et de printemps et en " week-end " de mi-septembre à la " mi-juin ". Des groupes sont accueillis également en fonction des demandes. En 1977, sur 5 000 journées-location, 2 720 l'ont été pour les vacances d'été, 840 pour les " petits congés scolaires ", 797 pour les week-ends. Le nombre de journées occupées à 100 % varie chaque année entre 84 et 90 et la population moyenne du gîte occupé à 100 % oscille entre 200 et 220 personnes. Le gîte V.V.F. assure donc à Sainte-Suzanne un supplément de population de 210 personnes pendant au moins 84 jours. 3 255 personnes sont venues à Sainte-Suzanne en 1977. 1 920 plats cuisinés furent commandés au restaurant Beauséjour ainsi que 78 colis préparés par les

commerçants locaux lors de l'arrivée des vacanciers (valeur moyenne 55 F.). Des visites de fermes sont organisées chaque été prolongées par des achats de " produits fermiers ". L'impact économique du village sur le commerce local est donc loin d'être négligeable. On l'estimait à 22 F. par jour et par vacancier en 1977.

Evron n'a pas le potentiel architectural de Sainte-Suzanne malgré la basilique Notre-Dame, une des plus belles du Maine. Son atout comme Sillé-le-Guillaume est d'être placé depuis 1855 sur la ligne de chemin de fer Paris-Brest et de représenter une étape sur la route qui mène de Paris à la Bretagne. Ce tourisme de passage explique l'importance de l'équipement hôtelier : quatre hôtels représentant une quarantaine de chambres permettent de servir 265 couverts. L'essor de ce gros bourg date des années 1950 et de l'arrivée à la tête de sa municipalité d'un maire actif qui marqua sa commune pendant près d'un quart de siècle. En 1953, un plan d'urbanisme est adopté avec la création d'une zone industrielle de neuf hectares où s'implantèrent des entreprises transformant les produits des campagnes voisines. Ce fut d'abord la viande avec la construction d'abattoirs industriels, puis le lait qui attira la société Bel (fromagerie). Vinrent ensuite les établissements Bailly (prêt à porter féminin et vêtements d'enfants), les sièges Pelletay en 1976, la compagnie internationale de recherche sur les alliages légers en 1977, sans compter les nombreux artisans installés sur la zone créée à leur intention en 1967. La population d'Evron, contrairement à l'évolution signalée plus haut, passe de 3 333 en 1936 à 5 389 en 1975. L'agglomération a triplé sa surface en vingt ans. L'équipement touristique est ici le sous-produit de la croissance de la petite ville. Prise dans le logique du développement industriel, la municipalité mit en place des équipements sportifs et récréatifs. Créé en 1963, le centre culturel d'Evron devint après son agrandissement en 1972 le centre d'animation et d'hébergement de la " Boule d'Or " du nom d'un hôtel disparu. Il développa sous l'action de Gilles ALLARD, futur Directeur départemental du tourisme de la Mayenne, une animation sportive, culturelle et réalisa un spectacle Son et Lumière. L'équipement sportif (tennis, piscine) suivit et un Office municipal des

Sports fut créé en 1973, un C.E.S. ayant été construit en 1967-68 (2 800 élèves en tenant compte de l'enseignement public et privé en 1977). Le festival de la viande, organisé chaque année depuis 1965, la création d'un syndicat d'initiative, le classement d'Evron en Station verte de vacances en 1967 firent connaître cette petite capitale des Coëvrons. La constitution du SVET qui entraîna l'équipement du plan d'eau du Gué de Selle dans son environnement immédiat, renforça la fonction récréative d'Evron qui bénéficie surtout de la création de la " zone verte ".

En 1971, le principe de l'aménagement d'un parc de loisirs de vingt-trois hectares, la " zone verte d'Evron " est retenu. L'emplacement gagné sur des terres marécageuses placées en réserve foncière ne gêne guère l'agriculture et prolonge les quartiers d'habitation du Romé et des Grands Prés construits après 1953. L'entreprise était audacieuse et ne put démarrer que grâce à la détermination du Sénateur-Maire. Séparée des quartiers d'habitation par des vallonnements artificiels et des plantations, la zone verte comprend des équipements d'hébergement et de loisir. Le coeur est constitué par un " jardin aquatique ", en fait deux bassins à des niveaux différents où le mouvement des vagues sera réglé par l'intensité de la musique. Ce " jardin aquatique " en cours de construction en 1978 sera complété par une salle de réunion, un bar placés sous la piscine dont le fonds transparent permettra de suivre l'évolution des baigneurs. Un terrain d'honneur de football, en cours d'exécution en 1978, d'une capacité de cinq mille places, occupe le centre de la zone verte. La partie sud est réservée à la détente et au jeu libre des enfants et des adultes (plaine de jeux, aire engazonnée, terrain de volley-ball..). Le tout est complété par des équipements tels qu'une serre, un poney-ranch, une auberge de jeunesse, terrain de rugby, golf-miniature, karting, une patinoire dotée d'une piste en glace artificielle est également prévue dans la première tranche des travaux. Le terrain de camping-caravaning, d'environ trois cents places, classé trois étoiles, était achevé en 1976. Il comprend deux zones de soixante places pour les tentes, une zone pour caravanes de soixante places aussi et une douzaine de bungalows.

Ces équipements pionniers qui ne semblent pas devoir être remis en cause malgré certaines critiques qui se firent jour lors des dernières élections municipales et un coût total dépassant le milliard de francs concrétisent les mutations d'Evron et sa vocation à animer la vie touristique du nord-est de la Mayenne. Les autres centres (Bais, Précigné, Meslay-du-Maine) n'en sont qu'à une phase de démarrage marquée par des réalisations plus modestes (piscine, petits plans d'eau, tennis, camping). La mise en place de ces équipements devrait leur permettre d'être reconnus prochainement comme Stations vertes de vacances. Bais a été homologué en 1977 et Précigné est postulante depuis 1975.

CONCLUSION

Considérées jusqu'à une date très récente comme une des régions les moins touristiques de l'Ouest, les campagnes de l'est mayennais et de l'ouest sarthois connaissent des mutations brutales et rapides. L'insertion du tourisme dans un milieu rural resté assez traditionnel ne pose pas de problème majeur dans la mesure où il n'entre que très peu en concurrence avec les activités agricoles et où il bénéficie du soutien actif d'élus et de notables qui ont conservé leur audience.

NOTES

- 1) DION Roger - Le Val de Loire - étude de géographie régionale - Tours - 1934 - 752 pages.
DION Roger - Histoire des Levées de la Loire - Paris - 1961 - 312 pages.
- 2) GRAS Jacques - De la vallée d'Anjou au plateau du Baugeois - CNRS, Mémoires et documents, 1968, vol. 8, 259 pages.
- 3) BABONAUX Yves - Le lit de la Loire - Comité des Travaux historiques et scientifiques, Paris 1970, 252 pages.
- 4) LE LANNOU M. - Au jardin de la France - compte-rendu de la thèse de J. GRAS, Le Monde, 24 juin 1969
- 5) HUMEAU J.B. - La production légumière et maraîchère dans la vallée de l'Authion - Etude géographique d'une production agricole dans un secteur rural en cours d'aménagement - Thèse de 3ème cycle, Université de Caen, avril 1975, 468 pages.
- 6) S.A.D.R.A.L. - L'agriculture de la vallée : présent et avenir - juin 1976, 51 pages.
- 7) BOMER B. - Paysages ruraux entre Val de Loire et vallée du Loir - p. 68-78, Géographie et histoire agraires, Annales de l'Est, mémoire 21, 452 pages.
BOMER B. - Paysages ruraux du bassin de Paris méridional - Informations géographiques, n°2, 1958
- 8) Les zones submersibles de la Vallée de la Loire comprennent trois zones - A dite de grand débit, B dite complémentaire, C dite non réglementée. A l'intérieur de la zone A, les constructions nouvelles

et les extensions de constructions existantes sont interdites (autorisations à titre exceptionnel à l'intérieur des agglomérations) A l'intérieur de la zone B, les constructions ne peuvent être entreprises qu'après déclaration et sous réserve qu'elles soient sur pilotis (J.O. n° 205 des 12 et 13 novembre 1958).

- 9) FAVREAU R. - La vallée de l'Authion avant la Révolution - Le pays d'Anjou, 1974

- 10) ETIE C. - L'aménagement de la vallée de l'Authion - Thèse de Droit, Rennes, 259 pages, 1973.

- 11) Rapport introductif sur la création d'un complexe horticole et maraîcher aux environs d'Angers - nov. 1965, 22 pages, Direction départementale de l'agriculture d'Angers
E. PISANI - Conférence de presse, 15 novembre 1968

- 12) Association des géographes nantais - L'équipement touristique des Pays de Loire - mars 1968, 2 volumes, voir la quatrième partie : " les sites intérieurs " , p. 126-155.

- 13) MELOT Michel - L'abbaye de Fontevraud - Editions Jacques Lanore - Paris 1971 - 116 pages.

- 14) FENELON Paul - Esquisse d'une géographie des Châteaux de la Loire - Actes du 93° congrès des Sociétés savantes, Tours 1968, p. 405-417 et carte hors-texte.

- 15) Chambre d'Agriculture du Maine-et-Loire - L'agriculture du Saumurois, mars 1977, 69 pages. Cette étude porte sur une région plus vaste car englobant les cantons de Chalonnes, Thouarcé et les Ponts-de-Cé. Les chiffres que nous citons ne se rapportent qu'aux cinq cantons étudiés : Doué, Gennes, Montreuil-Bellay, Saumur-sud et Vihiers.

- 16) Comité pour l'expansion du Saumurois. Les transformations économiques et sociales du Saumurois de 1968 à 1975, avril 1977, 65 pages.
- 17) Il s'agit des communes de Montsoreau, Turquant, Parnay, Souzay-Champigny, Gennes, Chenehutte-Trêves-Cunault, Le Thoureil.
- 18) BONNEAU Michel - Les problèmes de développement touristique dans une commune rurale : le cas de Montsoreau, station ligérienne - Hommes et Terres du Nord, 1975-1 , p. 3 - 28.
- 19) Dictionnaire touristique international - Académie internationale du tourisme - Monte-Carlo 1969, 327 pages.
- 20) M. CRUARD, ancien instituteur et secrétaire de mairie de 1954 à 1964, fut conseiller municipal en 1965 et Maire de 1968 à 1975.
- 21) Historiens et Géographes - décembre 1966, n° 201, p. 233-236.
GRAS J. - Excursion géographique interuniversitaire - Annales de Géographie, mars-avril 1968, cliché p. 161.
- 22) BONNEAU Michel - Loisirs et fêtes dans l'espace touristique Saumurois : méthodologie et résultats - Travaux de l'Institut de Géographie de Reims, n° 13-14, 1973, p. 65-75.
- 23) GINIER Jean - Les touristes et étrangers en France pendant l'été - Th. Genin, Paris, 1969, 643 pages,
- 24) S.A.D.R.A.L. - Le tourisme dans le Saumurois, 1971, 34 pages, 15 pages annexes.
- 25) Le propriétaire de la résidence secondaire cadastrée B 12 habitait Clamart puis Fontenay-aux-Roses puis Châlon-sur-Saône.

- 26) GEORGE P. - Les résidences secondaires - Annales de géographie n° 442, 1971, p. 72.
- 27) Enquêtes sur les dépenses provoquées par les résidences secondaires et logements locatifs de vacances sur la côte provençale - Bulletin statistique du Commissariat général au tourisme, n° 5 et 6, mai-juin 1969, p. 33-55.
- 28) BONNEAU Michel - Habitat rural et tourisme : confort des logements ruraux et développement touristique - Espaces, 1971, n°4, p. 23-26.
- 29) SOULIER A. - Tourisme et mutations rurales dans le haut pays héraultais - Bulletin de la Société languedocienne de géographie, fascicule 2, 1970, tome 4, p. 134-164.
- 30) Vers l'intérieur, du côté de la Vallée, la limite communale suit le tracé d'un ruisseau au nom évocateur : " la boire courante ".
- 31) Saumur et sa région - Richesses de France, septembre 1959, 75 pages.
- 32) Archives du district touristique - Enquête orale auprès de M. Réau, secrétaire du district.
- 33) Archives de l'association - Enquêtes orales auprès des principaux membres et participation directe aux travaux de cette association.
- 34) Chambre d'Agriculture de Maine-et-Loire - Rapport sur le tourisme et ses conséquences sur le milieu rural du Maine-et-Loire, nov. 1965, 7 pages.
- L'Anjou agricole, n° 1170, 8-15 juillet 1970 ; le Comité touristique Anjou-Poitou.
- 35) DION R. - Les frontières de la France - Hachette 1947 - 110 pages,

- 36) Comité d'expansion du Bugeois - Inventaire des ressources touristiques du Bugeois - Buge, 12 pages, 1976 ;
Comité d'expansion du Bugeois - Le tourisme dans le Bugeois : actualités, perspectives - Buge, 44 pages, février 1977.
- Direction départementale de l'agriculture du Maine-et-Loire - Pour une opération programmée en Bugeois, octobre 1977, 57 pages.
- 37) BONNEAU Michel - Les biens d'usage collectif en Anjou : étude des communs aux habitants du hameau de la Motte et du village d'Argentay.
Travaux de la RCP 355 du CNRS : civilisations rurales de l'Ancien Monde, 12 pages, 1976.
- 38) FRAYSSE J. et C. - Les troglodytes en Anjou à travers les âges - 1964, 165 pages, Cholet.
- 39) Enquêtes orales de Mr. BELLOUARD J.L. (Chambre de Commerce et d'Industrie de Cholet), Mme BROUARD J. (Sociologue - Angers), MM JOUFFRAY (Comité de développement agricole des Mauges), BEAUMON (Géographe, Comité d'expansion de la région nord des Mauges), CHARRIER (Assistant technique du tourisme, préfecture de la Vendée), MIGAIROU (Géographe - DDA de la Vendée) que nous remercions pour l'aide apportée à la connaissance intérieure du Choletais.
- 40) Voir à ce sujet :
ANDREWS - Les paysans des Mauges au XVIIIème, étude sur la vie rurale dans une région de l'Anjou - Tours, 1935, 274 pages
DORNIC François - Histoire de l'Anjou - P.U.F., 1961, 126 pages (carte de la manufacture de Cholet en 1751)
Atlas des Pays de la Loire : les activités industrielles
Atlas historique de l'Anjou ; Institut géographique national, 2 volumes (cartes des tisserands et fileurs de laine en 1780-1790, l'industrie en 1847 ; l'industrie en 1887 ; l'industrie en 1963),
CELESTIN PORT : Dictionnaire historique, géographique et biographique du Maine-et-Loire - 3 volumes - Angers 1869 - 1877.

41) Ministère de l'Agriculture - Atelier régional d'études économiques et d'aménagement rural : un département typiquement rural stabilisé grâce à l'industrialisation : la Vendée - déc. 1976, 44 pages.

42) Voir à ce sujet : Journées d'étude de la CNAR - L'industrialisation est-elle possible en milieu rural ? - 1971, Espace 90 - n° spécial mai-juin 1971, 66 pages.

- Cahiers de
l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne -
Vol. 40/41, déc. 1975.

- BARRE Pierre -
Un exemple d'industrialisation en milieu rural : le Choletais (1954-1970) in - Géographie et recherche, oct. 1973, Université de Dijon, p. 20-42.

43) Les mutations de la nébuleuse se sont également opérées sur le plan politique par l'élection au siège de Député, en 1973, de Maurice LIGOT, Maire de Cholet, représentant de la bourgeoisie industrielle et commerçante au détriment de M. LE BAULT de la MORINIERE, représentant des propriétaires fonciers et des notables ruraux.

44) En dehors des travaux de Jean RENARD, déjà signalés, on se reportera plus particulièrement à :

- BROSSIER Jacques - Projets et situation des agriculteurs - Etude de l'évolution d'exploitations agricoles du Choletais - 1965-1975, Document et recherches n°9 - INRA, Dijon, octobre 1974, 2 volumes, 150 p. + annexes
- JOUFFRAY Antoine - Etude économique des exploitations agricoles de la région de développement du Choletais - Chambre d'Agriculture, Bureau d'études économiques, juillet 1970, 99 pages.
- JOUFFRAY Antoine - Connaissance des Mauges - Comité régional de développement agricole des Mauges - 1969
- VERGNEAU Gustave - L'élevage dans les Mauges - Thèse de 3ème cycle, Caen, nov. 1969, 197 pages.

- 45) SIEGFRIED André - Tableau politique de la France de l'Ouest sous la troisième République - 1913, A. Colin, 535 pages.
- 46) Enquête menée en avril 1975
- 47) Atlas des Pays de la Loire - Commentaire de la planche 1 - Généralités - Géographie physique.
- 48) AUBERT Joseph - Le vieux Tiffauges - Imprimerie SITOL, 1976, 118 pages.
- 49) JOLLIVET-MENDRAS - Saint-Crépin-en-Mauges - In - Les collectivités rurales françaises - Tome 1, 1971, A. Colin, p. 53-64.
PRODHOMME J.P. - Enquête sociologique dans la commune rurale de La Salle et Chapelle-Aubry (Maine-et-Loire) - Mémoire INRA, Grignon, Chaire d'Economie rurale, 1974, 46 pages.
PRODHOMME J.P. - Enquêtes dans la commune rurale de La Jumellière - Mémoire INRA, Grignon, Chaire d'Economie rurale, 1976, 31 pages.
PRODHOMME J.P. - Enquêtes à La Jubaudière - Mémoire INRA - Grignon - Chaire d'Economie rurale, 1977.
- 50) BONTRON J.C., MATHIEU N. - Industrie et espace rural - Les apports d'une analyse bibliographique - ACEAR, SEGESA, 1977, Annexe au bulletin 17, 124 p.
- 51) Le pays d'Anjou - n° 1 janvier 1975
- 52) Voir à ce sujet dans le N° 178-1975 de l'Informateur économique du Choletais, l'encart intitulé - " Le Choletais, une région où l'on aime entreprendre et où il fait bon vivre " - p. 17-20.
- 53) Aménagement rural du Nord-Est vendéen - Institut national de développement et d'aménagement rural, 1974, 149 pages.

- 54) Etude d'aménagement rural du canton de Pouzauges : Bilan et perspectives - Institut National de Développement et d'Aménagement rural, 1973, 39 pages.
- 55) GRACQ Julien - Les eaux étroites, José Corti, 1976, 75 pages.
- 56) DAVY Pierre - Histoire de Saint-Florent-le-Vieil - Les Editions du Choletais, 1974, 132 pages.
- 57) Voir à ce sujet le livre du Comte de SUYROT : Brièvetés sur la Vendée - Les Herbiers, 1972, 40 p.
- 58) " Le pays de Clisson " - n° 183-184 - Les Annales de Nantes et du pays nantais, 1977, 37 pages.
- 59) Syndicat d'initiative de Clisson et de sa vallée - résultats du sondage d'opinion effectué au cours de l'été 1970 auprès de 263 personnes - 6 pages dactylographiées, renseignements fournis par M. Henri AILLET, Président du Syndicat.
- 60) Enquête orale auprès de M. CESBRON, Maire de Clisson - Juillet 1977.
- 61) CHAUVET Alain - Le tourisme à Boussay - in - " Bulletin communal de Boussay " , 1972
- 62) M. MENARD Christian que nous tenons à remercier pour les renseignements fournis.
- 63) L'Hôtel de France à Mortagne-sur-Sèvre - In " Prestige de l'hôtellerie et de la restauration " - nov. 1975, p. 28 et 31 et enquête auprès de son propriétaire M. Guy JAGUENEAU.

- 64) Bulletins municipaux et cantonaux de Champtoceaux N°1 (1970), 2 (1972), 3 (1975), 4 (1977), de Montjean (1975-77), La Pommeraye (1977), Saint-Florent-le-Vieil (1977).

Enquêtes orales auprès de M. BODINEAU (S.I. de Champtoceaux) des secrétaires de mairie des communes concernées, de M. CHAVANON (Maire de Liré), de M. DU DREUZY (SI de Saint-Florent-le-Vieil), de M. PERRAULT (Menuisier à Saint-Laurent-de-la-Plaine), de M. PASQUIER (Village de Vacances de La Pommeraye).

- 65) Bulletins des Amis du petit Lyré (1955-1977) et enquête orale auprès de M. BREVET, conservateur du musée.

- 66) OGER Yves - Développement et animation d'une zone rurale : Saint-Florent-le-Vieil en Maine-et-Loire - Thèse de Doctorat de sociologie, Université de Rennes, 1966

OGER Yves - Vulgariser ou développer - Economie et humanisme, juillet-août 1969, p. 78-87.

OGER Yves - Le développement d'un canton des Mauges - in " villages en développement " - A. Colin, 1971, p. 119-152.

- 67) Enquêtes orales auprès de Mr. de la GRANDIERE (Syndicat d'initiative du canton de Chemillé), M. PIFFETEAU (Association culturelle inter-communale), de M. FRIBAULT (Maire de Saint-Lézin)

DUBILLOT Christiane - Une action d'animation culturelle en milieu rural - Canton de Chemillé - in - Correspondance Municipale, n° 174, Janvier 1977, p. 49-57.

VERGNEAU Joseph - Monographie communale de Melay (Maine-et-Loire), école supérieure d'agriculture d'Angers, 250 pages, 1958.

- 68) RENARD Jean - Problèmes agraires du Nord-est de la Vendée - Norois n° 55, juillet 1967, p. 373-397.

- 69) CHAUVET A. - Action municipale et croissance urbaine : le cas des petites villes du bocage vendéen - Norois, n° 92, 1976, p. 541-554 - n° 93, 1977, p. 83-100.
- 70) Direction départementale de l'Agriculture de la Vendée : étude du plan d'eau de la Sèvre nantaise - SEPRA, Tourisme, juillet 1975, 66 pages.
- 71) Nous tenons à remercier Jean-Yves MOISY, Géographe manceau, animateur de la zone Erve et Vègre, qui nous a abondamment documenté et accompagné à plusieurs reprises sur le terrain
- 72) Comme le rappelle René MUSSET - Le bas-Maine : étude géographique - A. Colin, 1917, 487 pages ; ces monts sont de véritables belvédères naturels. Du Montaigu, selon un dicton local, on voit Saint-Christophe et Châtres, Sainte-Suzanne et Bais.
- 73) BOUILLON R. - Activités spéléologiques - Bulletin de " Mayenne-Sciences ", 1967, p. 24-33.
et enquête orale auprès de M. CHAUVIERE, Adjoint au maire de Saulges, hôtelier.
- 74) MIEGE Jean - La fréquentation des régions karstiques en France - Nice, Laboratoire de géographie Raoul Blanchard, 1975, 10 pages.
- 75) Archives départementales de la Mayenne ; réponse des hôteliers à la circulaire du préfet J.F. BUSSIERE du 17-3-1939
- 76) Enquêtes orales auprès de Mr. TERMEAU, historien, originaire de Sillé, MOUSSAY et BOULAY, Présidents du Syndicat d'initiative de Sillé et archives communales de Sillé-le-Guillaume.
- 77) BONNEAU Michel - L'aménagement des plans d'eau à des fins récréatives - Centre d'études du tourisme, Aix-en-Provence, 1971, série A 14.

- 78) PLOUCHART Gérard - Proposition d'une méthode d'analyse de la fréquentation des espaces et équipements de loisirs (application à la base de loisirs de Sillé-le-Guillaume) - Revue Forestière, 1968, p. 73-84.
- 79) GUELLEC A. - Aménagement de rivières et tourisme en Mayenne - Actualités et Perspectives régionales : Pays de Loire, n°4, 1970, p. 49-56.
- 80) BRUNET Pierre - Sablé-sur-Sarthe et sa région économique - Caen, 1961, 67 pages.
- 81) Aménagement des régions de l'Erve et de la Vègre - Sablé, déc. 1972, 51 pages.
- 82) SURET-CANALE J. - L'industrie dans le Bas-Maine - Norois, 1956, p. 249-264
SURET-CANALE J. - Les campagnes françaises au milieu du XXème siècle : l'exemple du Bas-Maine - Annales de géographie, 1958, p. 97-116.
- 83) MACE Georges - Villes et migrations de population active dans le département de la Mayenne - Norois, 1975, p. 207-223.
- 84) MACE Georges - Déséquilibres en Mayenne : déclin et renouveau - Statistiques et développement, sept. 1976, 29 pages.
- 85) MACE Georges - L'espace agricole mayennais vu à travers la méthode BERTIN - Norois 1977, p. 405-413.
MACE Georges - Les transformations récentes des structures foncières et les exploitations agricoles dans le département de la Mayenne - Economie rurale 1973, p. 15-34.

- 86) MACE Georges - La terre et les marchands de bestiaux dans le département de la Mayenne - Norois, 1972, p. 481-500.
- 87) Enquêtes personnelles
- 88) Enquêtes orales en 1971 et en 1976
- 89) ROCHEREUIL Martine - Les résidences secondaires en Mayenne - Centre d'Etudes supérieures de l'aménagement, Tours, rapport de stage réalisé à la SAFER du Maine entre le 1er avril et le 1er juillet 1977, 41 pages + annexes.
- 90) MACE Georges - La propriété foncière dans le département de la Mayenne en 1970 - Norois, 1972, p. 435-460.
- 91) VINCON Bernard - Les exploitations agricoles sarthoises pratiquant un hébergement touristique à la ferme dans le cadre du parc naturel régional Normandie-Maine - Mémoire de Sciences et Techniques, Université de Lille, juin 1977, 100 p. + annexes.
- 92) Association Erve et Vègre : création d'une chaîne d'hôtels en milieu rural dans la région Erve et Vègre
Novembre 1976, 80 pages.

CHAPITRE C

LES ESPACES RURAUX INTERIEURS BRETONS ET NORMANDS

Les espaces ruraux intérieurs bretons et normands ont ceci de commun, qu'ils ne sont jamais, à la différence de ceux des marges armoricaines, très éloignés de la mer, ce qui autorise le développement de formes de tourisme complémentaire entre les campagnes et l'Océan. Les densités rurales sont rarement inférieures à une trentaine d'habitants au km² malgré un fort exode. A la différence de certains secteurs des hauts plateaux du Massif Central ou des Alpes du Sud, ces tissus ruraux, à des degrés divers, sont encore vivants, dotés d'équipements et de services. A côté du maintien d'une économie agricole traditionnelle dans le cadre de petites exploitations morcelées et dans un paysage de bocage, se sont développées des formes d'agriculture plus intensives, céréalières ou d'élevage et des spéculations hors-sol. Le sous-emploi est important, fait d'autant plus grave, que les activités non-agricoles sont rares et que l'intensification agricole libère une main d'oeuvre supplémentaire mal absorbée par les villes régionales. Il en résulte une prise de conscience qui s'est traduite par la mise en place de comités d'aménagement aidés par la Rénovation Rurale dont les tâches sont multiples et variées. Il s'agit tout à la fois de créer des emplois industriels et tertiaires en désenclavant ces régions, de moderniser l'agriculture, d'améliorer et rénover l'habitat. Le tourisme qui, en dehors de quelques rares secteurs, est un fait récent, tend à être considéré comme une chance qu'il convient, non sans difficulté, d'organiser, de promouvoir. Il faut convaincre, faire des choix, aménager, faire connaître, valoriser, avec des moyens matériels et humains plus limités que dans les pays ligériens qui baignent depuis plus longtemps dans une ambiance touristique. Dans ces conditions, la pénétration du tourisme est lente et inégale. Elle dépend au sein d'un même contexte, des diversités du milieu physique et humain, de l'action des comités d'aménagement et des hommes qui les animent, de l'aide de

l'Etat, du poids des facteurs hérités. Notre démonstration s'appuie sur l'analyse des trois ensembles régionaux de Bretagne intérieure, des pays de Vilaine, du Sud du département de la Manche.

I - L'EXEMPLE DE LA BRETAGNE INTERIEURE

Une des divisions régionales les plus classiques et les plus anciennes de la Bretagne est celle qui oppose " L'armor " à " l'arcoat " en dépit du schématisme parfois excessif de cette coupure. Sur le plan touristique, malgré les diversités de situation, cette opposition reste signifiante. L'image classique et toujours réelle présente une bande littorale extraordinairement chargée de touristes en été et un intérieur presque vide.

Le concept de Bretagne intérieure véhicule sur le plan géographique beaucoup de notions qui ne sont plus toujours adaptées à la réalité présente, comme celle d'une Bretagne pauvre et arriérée sur le plan agricole, isolée. L'intérieur du département d'Ille-et-Vilaine, les pays de Vilaine proches de Rennes et de la Basse-Loire, relativement accessibles de Paris, en sont exclus de même qu'une bande littorale plus ou moins large selon les facilités d'accès et la pénétration maritime au gré des rias. Nous entendrons par Bretagne centrale le quadrilatère délimité au nord par la ligne de hauteurs allant des monts d'Arrée au Mené, au sud par les landes de Lanvaux, à l'ouest par le bassin de Chateaulin et à l'est par la vallée de l'Oust,

A - Des milieux géographiques contrastés aux aptitudes touristiques variées

Dans les limites établies, la Bretagne intérieure juxtapose des paysages et des milieux géographiques divers. Plusieurs ensembles

peuvent être distingués qui ne sont d'ailleurs pas exempts de nuances internes.

1) la montagne d'Arrée

C'est une vraie limite physique et humaine entre le Léon et la Cornouaille. Le versant nord, granitique, a des formes lourdes et massives alors que celui du sud, façonné dans les grès, est plus aigu et décharné. La dépression centrale, creusée dans le batholite de granite, est occupée par une grande tourbière ennoyée par un barrage construit avant la guerre pour la centrale électrique de Saint-Herbot. Le lac constitue une source de refroidissement pour la centrale nucléaire de Brennilis. Les paysages y sont d'une réelle beauté associant les sommets déchiquetés des roc'h de quartzite, les dômes de grès armoricain des tuchens et menez et les tourbières. Du sommet de ces crêtes, la vue porte jusqu'à la mer en période de temps clair. La montée vers la ligne des crêtes crée un dépaysement total et l'on sent la limite de l'oekoumène lorsque le maïs et les choux en culture pionnière essaient de mordre sur la lande autrefois fauchée pour les litières. Les conditions atmosphériques sont contraignantes pour la vie touristique même en été. Les brumes, brouillards, pluie ne sont pas rares au coeur de la belle saison. Brennilis reçoit en moyenne 1 541 mm de précipitation dont 203 mm pour les deux seuls mois de juillet-août. La montagne a gardé une réputation de misère et d'isolement puisée dans les descriptions de Cambry comme celle de la Feuillée, " commune pauvre, abandonnée, séparée de tout, au milieu d'un désert ". La deuxième moitié du XIXème siècle a vu des améliorations grâce aux apports des amendements marins, au développement des cultures sur les landes, au progrès de l'instruction. L'émigration ancienne, un moment stoppée, se poursuit. Les densités sont en 1975, presque partout inférieures à vingt-cinq habitants au km² et les pertes ont été sensibles de 1968 à 1975. La Feuillée a perdu 11,5 % de sa population entre les deux derniers recensements. Les ruines sont nombreuses

dans le paysage. Cette nature sauvage constitue un atout pour le développement du tourisme qu'exploite le parc naturel régional et attire certaines catégories d'estivants comme les Anglais qui commencent à acheter des résidences secondaires dans la montagne.

2) la partie centrale et orientale du bassin de Chateaulin : elle est bien délimitée par l'Arrée au nord, les Montagnes Noires au sud et le massif granitique de Quintin-Duault à l'est ; composée de schistes carbonifères, elle est drainée par l'Aulne. Les paysages sont différents de l'Arrée. Les lignes du relief correspondent à des croupes aux pentes adoucies mais les vallées sont profondément encaissées, étroites et profondes. La partie occidentale est plus arrosée. Chateaulin reçoit encore 1 065 mm (dont 138 en juillet-août) alors qu'à l'est, les précipitations sont moins abondantes (980 mm seulement à Carhaix).

L'agriculture du bassin de Chateaulin, qui avait connu dès avant la guerre, grâce à ses sols profonds, un beau développement de la polyculture familiale enregistre depuis 1950 des mutations considérables transformant le paysan qui vivait " au rythme du temps naturel de l'ancienne agriculture " (1) en véritable entrepreneur. Ces révolutions agricoles ne se sont pas marquées seulement dans les structures d'exploitation, dans le pourcentage de production commercialisée, mais aussi dans les paysages. Les habitations neuves se sont multipliées, le bocage a disparu, faisant place à de grandes pièces de terre semées en maïs et en prairies temporaires, les silos et hangars sont omniprésents. Les grandes routes à quatre voies héritées du plan routier breton, perpendiculaires aux lignes de relief appalachien, permettent de larges aperçus sur une campagne américanisée témoignant de la vitalité de la nouvelle agriculture bretonne. Les densités de population sont comprises entre vingt-cinq et cinquante habitants au km² mais la dépopulation reste forte en dehors du gros bourg de Pleyben et des petites villes de Carhaix et de Chateauneuf-du-Faou, au contact du bassin et des Montagnes Noires. Si

les paysages ruraux ont perdu de leur pittoresque, le bassin ne manque pas d'attraits avec ses rivières et ses possibilités de pêche au saumon, sa navigation de plaisance sur le canal de Nantes à Brest, ses richesses architecturales. Parmi ces dernières, l'enclos paroissial de Pleyben avec son église, son arc de triomphe, l'ossuaire et le calvaire du XVII^e siècle, est un atout d'autant plus remarquable qu'il est bordé d'une place immense, correspondant à un ancien placître rural, entourée de commerces.

3) les Montagnes Noires (2)

Elles ferment au sud le bassin de Chateaulin et s'étirent jusqu'à Glomel. Elles sont constituées de deux chaînons parallèles encadrant une dépression longitudinale creusée dans des grès et schistes tendres d'Angers. Cette dernière n'est pas toujours bien dégagée et donne des formes de relief appalachien entre Laz et Roudouallec. La crête nord, taillée dans les schistes injectés de quartzites, donne des formes hardies et aiguës. La crête sud, dans les grès armoricains est une lourde masse arrondie attaquée par les carrières. Les altitudes, voisines de 300 m, donnent au climat des nuances montagnardes voisines de celles des Monts d'Arrée. La pluviosité reste forte : 1 145 mm en moyenne à Gourin dont 150 mm en juillet-août. La forêt qui a peut-être donné son nom aux Montagnes Noires ne se rencontre plus guère qu'à l'état de lambeaux, notamment sur les schistes de la crête nord. Ce sont des forêts privées reboisées en conifères à croissance rapide. La lande couvre les crêtes, résultant au nord de la dégradation de la forêt et constituant au sud, sur les sols pauvres et squelettiques, une formation pastorale en équilibre avec le milieu, exploitée régulièrement par l'homme. Les tourbières moins fréquentes que dans les monts d'Arrée occupent le fond des dépressions mal drainées. L'orientation vers l'élevage amorcée au siècle dernier s'est poursuivie et diversifiée. Les Montagnes Noires ont participé également à la révolution fourragère sous l'impulsion de l'exploitation-pilote de Trévarez gérée par la Chambre

d'agriculture. La période 1960-1977 a vu, comme dans le reste de la Bretagne, se multiplier les élevages industriels de porcs et s'étendre la culture du maïs.

Comme les monts d'Arrée, cette région a constitué un foyer considérable d'émigration à la fin du XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècles vers les Etats-Unis et le Canada. Des Bretons travaillant à Clermont-Ferrand chez Michelin furent envoyés en Amérique à Akron. Après la fermeture de cette usine, ils s'embauchèrent dans les industries de la soierie. Après la crise de 1929, ils cherchèrent un emploi dans les restaurants de New-York qu'ils reprirent par la suite en faisant venir leurs parents et amis restés dans les montagnes noires. L'autre source d'émigration, d'origine religieuse, est consécutive au vote de la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat. Des curés ont véritablement transféré leur paroisse au Manitoba, fondant " Gourin-City ". Cette émigration qui a cessé depuis 1970 se traduit par des flux touristiques d'été marqués par le retour momentané des émigrés qui font de Gourin la capitale des Bretons émigrés. Des maisons de style américain ont été construites à Roudouallec qui compte également, malgré ses 961 habitants, une agence d'Air-France. Les densités sont plus fortes que dans les monts d'Arrée mais la dépopulation reste vive. Laz, situé sur une crête à 220 m d'altitude, comptait plus de 2 000 habitants avant la guerre pour 996 en 1968 et 863 en 1975. Le nombre d'exploitations agricoles est passé de 250 en 1939 à 192 en 1955 et 156 en 1972 faisant vivre 725 personnes. Neuf seulement ont un salarié permanent contre une cinquantaine avant la guerre. Les Montagnes noires ne constituent pas pour autant une montagne arriérée : le revenu mensuel des exploitations de huit hectares pouvait être estimé à 2 000 F en 1973 et celui des vingt-quatre exploitations supérieures à trente hectares à 4 500 F à la même date (3). Le niveau de vie s'est amélioré, concrétisé par de nouvelles maisons d'habitation qui ont remplacé les petites constructions basses, aux murs sombres de moëllons schisteux. La contre-partie est une énorme quantité de travail, évaluée à 100 heures par semaine, et l'absence de temps libre.

Le patrimoine artistique susceptible d'attirer les touristes,

sans avoir la richesse d'autres régions bretonnes, n'est pas négligeable et toutes les communes ont quelque chose à montrer. Quelques châteaux, les 181 ha du domaine de Trévarez dont 75 ha comprenant le château, les pépinières, le bois, le parc, accessibles au public, la pêche, les possibilités d'aménagement de sentiers pédestres et équestres... les Montagnes noires sont loin d'être défavorisées pour la fonction récréative.

4) les pays du Blavet

Nous entendons, sous cette appellation empruntée à André MEYNIER, un ensemble de terres correspondant au centre de la Bretagne, situées de part et d'autre du Blavet et qui juxtaposent en une marqueterie complexe plateaux granitiques et arête gréseuses d'une part, bassins et vallées encaissées d'autre part.

Plusieurs massifs, entaillés de gorges étroites, se succèdent, plus élevés au nord qu'au sud. Celui de Quintin-Duault, au nord, atteint 292 m dans la forêt de Duault ; sa forme elliptique apparaît d'autant plus nettement que les abrupts de Saint-Gilles-Pligeaux à Saint-Servais sont soulignés par la forêt. Au sud, celui de Malguenac domine aussi nettement les bassins voisins mais vers le sud-ouest il se fond dans les plateaux vannetais. Les paysages sont pittoresques et présentent des formes variées liées au relief appalachien et à la décomposition des granites qui attiraient les promeneurs pendant l'entre-deux-guerres (cf. livre IV).

Les sols sont pauvres et l'agriculture resta jusqu'à une date récente très routinière dans ses méthodes comme l'atteste la pratique de la culture temporaire de seigle sur la lande, coupée de jachère pendant trois à cinq ans. Des enquêtes menées à Caurel en 1973 ont montré chez les exploitants le refus d'investissements tant dans le domaine matériel que dans le domaine foncier, d'autant plus que la plupart d'entre eux n'avaient pas de successeurs sur l'exploitation. Estimant qu'ils vivaient

correctement dans les conditions qui étaient les leurs, ils ne voyaient pas l'intérêt de bouleverser par des investissements importants l'équilibre auquel ils étaient parvenus et qu'ils espéraient maintenir au prix d'adaptations progressives jusqu'à l'obtention de l'I.V.D. Ils étaient peu enclins à rechercher une activité complémentaire dans le tourisme (4). Depuis peu toutefois, l'élevage se développe de manière moderne : aviculture, élevage de taurillons, élevage laitier à partir de frisonnes. Les densités sont aussi faibles que dans les monts d'Arrée et la dépopulation très forte (5). Les bourgs les plus importants se situent à la périphérie du massif : Quintin, Bourbriac, Saint-Nicolas-du-Pelem. Ils ont eux-mêmes du mal à conserver leur population. Entre 1968 et 1975, Bourbriac a perdu 202 habitants (2 458 en 1975), Saint-Nicolas-du-Pelem en a gagné quatre (2 106 en 1975). Seul, Quintin en a gagné 130 (2 857 en 1975). Ils concentrent les services les plus utiles aux touristes et possèdent de beaux monuments (vieux Quintin) hérités de périodes plus fastes. Un signe de cette déprise est fourni par l'installation de communautés de marginaux ou de "hippies" dans des fermes abandonnées et qui défrichent quelques landes, élèvent des chèvres et se livrent à quelques activités artisanales (poteries, tissage, travail du cuir). Ces groupes ont été jusqu'ici bien accueillis.

Le massif de Malguenac au sud ressemble à un bloc semi-circulaire, aux ondulations molles, dominant la vallée du Blavet. Il est moins boisé et sa situation démographique est meilleure. Malguenac, Le Sourn proches de Pontivy ont vu leur population augmenter entre 1968 et 1975.

Ces massifs sont interrompus par des bassins d'effondrement ou des dépressions creusées dans des schistes tendres. Les densités de population y sont légèrement plus fortes, les bourgs plus nombreux et plus actifs. Ceux qui entourent le massif de Quintin-Duault sont les plus étendus et prolongent vers l'est le bassin de Chateaulin. L'Hyère draine à l'ouest le bassin de Callac tandis que ceux de Maël-Carhaix, Rostrenen, Corlay le sont par le Blavet et ses affluents. L'agriculture longtemps traditionnelle s'est transformée et les indices du paysage agro-industriel se multiplient (diffusion du maïs, ensilage et intensification bovine). La culture des légumes de plein champ pour les conserveries se développe

(haricots, petits pois). Les départs d'exploitants âgés se sont accélérés entraînant un rajeunissement de la population agricole active et une augmentation des surfaces au profit de la grande exploitation familiale (au-delà de 40 ha). Toutefois, si l'entraide et les formes d'association se développent, 3 % seulement des agriculteurs du sud-ouest des Côtes du Nord font leur comptabilité avec un organisme de gestion (6).

Le tourisme y bénéficie de conditions plus favorables en raison des facilités plus grandes de circulation, du pittoresque des vallées, de la proximité du lac de Guerlédan, du meilleur équipement des bourgs les plus importants. Corlay, au débouché des gorges de Poulancré, joue la carte touristique. Depuis 1970, des panneaux placés à l'entrée de la commune (" Corlay et sa région : Kenavo ") traduisent cette prise de conscience touristique du bassin de Corlay. En 1977, l'aménagement pour le tourisme d'un petit plan d'eau était en cours.

En Morbihan, la dépression du pays Pourlet, allongée le long du Scorff et de certains affluents, de Gueméné au Faouët, ne manque pas d'atouts liés à l'abondance des eaux et surtout au très riche patrimoine architectural (chapelles et halles du XVI^e siècle au Faouët, chapelles de Kernascléden). Les nombreuses rivières font de la vallée pourlette un centre actif de pêche à la truite et au saumon renforcé par les étangs de Priziac et de Pont-Callec.

5) le haut-pays du Mené

Il se développe à l'est du cours supérieur de l'Oust et correspond à un ensemble de hautes terres qui culminent à 339 m au Mené Bel Air d'où elles divergent vers le sud en deux crêtes qui enserrant le petit bassin de Saint-Gilles-du-Mené. Les sommets sont plats mais de nombreuses petites vallées donnent à la région un aspect assez accidenté. Véritable château d'eau d'où partent vers la Manche et l'Atlantique de nombreuses rivières, les hauteurs du Mené ne justifient plus l'appellation de landes

depuis leur défrichement à la fin du XIX^{ème} siècle. Par contre, plusieurs forêts (Boquen, La Hardouinais, Loudéac) dont certaines privées, des vallées encaissées (Lie, Rance, Arguenon), des plans d'eau, des points de vue constituent un cadre naturel d'autant plus propice aux activités récréatives qu'il n'est pas trop éloigné de l'agglomération rennaise. Le milieu humain est moins favorable malgré un assez riche potentiel historique et archéologique (Moncontour). Les densités sont voisines de 40 habitants au km² et la population a encore diminué entre 1968 et 1975 à l'exception des bourgs-centres de Merdrignac et de Plémet. Un chef-lieu de canton comme Collinée ne compte que 722 habitants (619 en 1968). La population totale a diminué entre 1968 et 75 de 1 000 personnes mais la population active s'est réduite de 2 400 unités. Les exploitations agricoles sont petites (12,6 ha en 1970), morcelées, traditionnelles malgré un développement récent de l'élevage intensif du porc, des bovins et des volailles. La vie économique repose sur quelques rares entreprises qui rencontrent épisodiquement des difficultés (abattoirs Gilles à Collinée) employant 400 personnes et sur un artisanat resté vivace. Abattoirs et carrières sont de nature à gêner la mise en valeur touristique de la région par leurs incidences sur l'environnement.

6) le plateau de Rohan

Cette appellation bien que contestée (7) désigne l'ensemble schisteux au relief tourmenté qui s'étend au sud-ouest du Mené jusqu'aux landes de Lanvaux sur deux départements. C'est une région relativement sèche. Ploërmel ne reçoit en moyenne que 696 mm de précipitations annuelles dont seulement 96 mm en juillet-août. Les densités sont comprises entre 25 et 40 habitants au km², à l'exception de la vallée du Blavet qui de Pontivy à Baud crée une bande de fortes densités nettement repérable sur la carte due à l'implantation récente d'une usine décentralisée à Saint-Rivalain-en-Melrand (Texon-France) et aux migrations alternantes

vers Pontivy et Lorient. Longtemps considéré comme une région archaïque, le plateau de Rohan enregistre depuis quelques années des transformations sensibles particulièrement dans sa partie nord, là où les sols sur schistes sont les meilleurs et où les structures d'exploitation sont les plus favorables (8). Des remembrements " table-rase ", le développement des élevages hors-sol y introduisent le paysage agro-industriel. Par contre, sur les affleurements de granite du sud, au contact des landes de Lanvaux, les sols mauvais supportent une économie rurale moins évoluée sans ignorer pour autant la nouvelle agriculture et l'élevage intensif de volailles (9). Des nuances régionales existent au sein de cet ensemble géographique qui influencent la vie touristique. Le Nord-Est, correspondant à l'ancien Porhoët, ne manque pas d'atouts grâce à la vallée de l'Oust et à Josselin (château des Rohan), à la forêt de Lanouée, au plan d'eau de l'Etang au duc, à la proximité de la forêt de Paimpont. Cette région réputée conservatrice a pourtant bien accueilli en 1967, non sans réticences, le premier centre naturiste rural breton dans les cent hectares du " Domaine de la Roche " à Néant-sur-Yvel. Ploërmel est le centre actif de cette région.

La partie centrale bénéficie de la proximité de Pontivy et de la pittoresque vallée du Blavet. Le développement spectaculaire des résidences secondaires dans une région où jusqu'à une date récente, elles étaient peu nombreuses en traduit la valeur récréative (cf. livre II). Au sud, le contact du plateau de Rohan et des landes de Lanvaux est marqué par l'existence de gros bourgs actifs comme Baud, Locminé, Saint-Jean-Brevelay qui ne négligent pas de jouer la carte touristique. Baud, situé à trente minutes des plages morbihannaises, dont le bourg actif domine la vallée de l'Evel, exerce des fonctions économiques déterminantes pour le tourisme (commerces quotidiens, garage, médecins, pharmacien, agences bancaires etc...). L'aménagement d'un complexe sportif, d'une piscine, d'un terrain de camping (140 campeurs) joint à des richesses naturelles (forêt domaniale de Camors, vallées de l'Evel et du Blavet) et archéologiques (chapelles, Vénus de Quinipily, nombreux calvaires) permet à Baud d'être le centre touristique le plus dynamique de cette frange méridionale, rayonnant grâce à un actif Syndicat d'initiative du " Pays de Baud ".

En Poulfetan, village ruiné de la commune de Quistinic, qui comptait une douzaine de feux au début du siècle, le Conservateur régional des Monuments de France et le directeur de l'architecture au Ministère des Affaires culturelles ont entrepris en 1978 de restaurer les " longères " des XVème et XVIème siècles, pour rendre vie au village en y installant des gîtes d'étapes et des ateliers où des artisans d'art pourront s'installer (10).

Au total, la Bretagne intérieure malgré son isolement, un climat parfois contraignant, ne manque pas d'atouts. Un relief différencié, des paysages sauvages d'une réelle beauté, des sites qui justifient des excursions, des eaux abondantes, quelques forêts, un riche patrimoine archéologique, des traditions toujours vivantes peuvent constituer les bases d'un développement touristique. L'émigration bien que forte n'a pas vidé entièrement la région et les densités restent supérieures au seuil minimal en dessous duquel, il n'est plus possible d'entreprendre. Si les services, les commerces ont disparu des villages et de nombreuses petites communes, il reste un réseau assez dense de bourgs actifs où l'on peut encore trouver un hôtel, des restaurants, des services élémentaires (garage, docteur...). L'inexistence d'un tourisme rural organisé a été pendant longtemps la conséquence du désintéressement des responsables, régionaux et départementaux, des élus locaux, de la population pour la mise en valeur touristique de cette Bretagne dont on ne pouvait pas croire qu'elle était capable de résister à l'attraction du littoral. Timidement d'abord pendant l'entre-deux-guerres, plus activement à partir de 1965, le tourisme en Bretagne intérieure allait être pris en compte et incorporé à la volonté d'aménagement.

B - La prise en compte du tourisme dans l'aménagement de la Bretagne intérieure et sa lente insertion

Nous avons montré précédemment (livre IV) comment les syndicats d'initiative bretons avaient, à partir de 1920, mis l'accent sur le

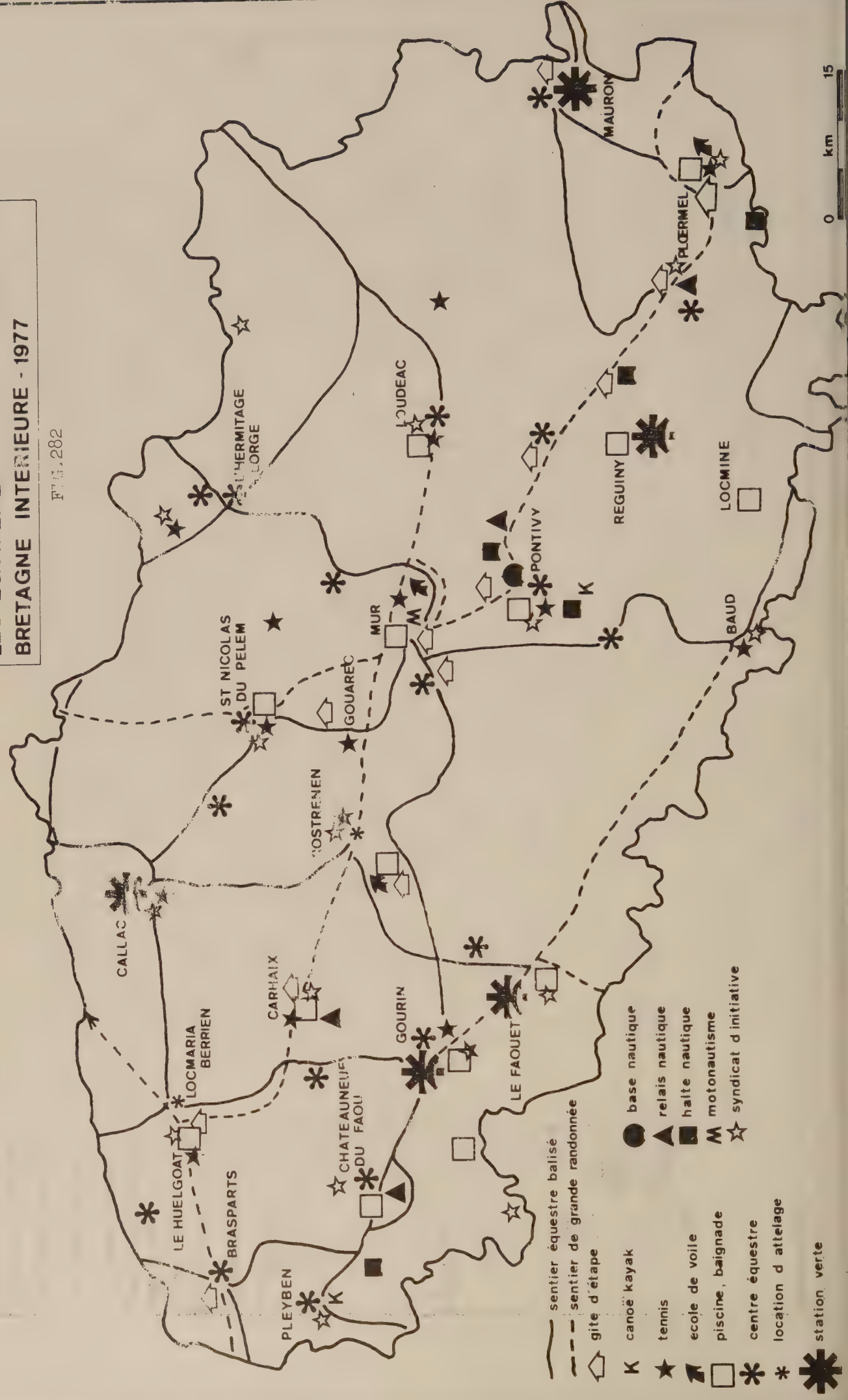
LES BASES DU TOURISME EN BRETAGNE INTERIEURE

FIG. 281



LES EQUIPEMENTS TOURISTIQUES EN BRETAGNE INTERIEURE - 1977

FIG. 282



- sentier équestre balisé
- - - sentier de grande randonnée
- ◡ gîte d'étape
- K canoë kayak
- ★ tennis
- ▲ école de voile
- ◻ piscine, baignade
- ☆ centre équestre
- ☆ location d'attelage
- ★ station verte
- base nautique
- ▲ relais nautique
- ◻ halte nautique
- M motonautisme
- ☆ syndicat d'initiative

développement touristique de l'intérieur de leur région mais les résultats de cette entreprise restèrent limités. L'idée fut toutefois reprise par le CELIB dans son plan d'aménagement, de modernisation et d'équipement de la Bretagne qui proposait, dans son programme triennal d'équipement touristique (1954-58), des actions spécifiques en faveur de la Bretagne intérieure (11). En dehors d'aménagements généraux, il était suggéré de concentrer des équipements autour de pôles principaux : forêt de Paimpont, lac de Guerlédan, régions du Faouët et du Huelgoat, vallée du Blavet. Les cartes que nous avons établies pour 1962 et 1964, de même que celles dressées par Dominique GASTARD (12), montrent cependant que l'équipement et la fréquentation de cette Bretagne intérieure restaient encore très faibles. Si en 1969, il n'existait que bien peu de choses pour accueillir les estivants, la carte dressée pour 1977 montre l'ampleur du chemin parcouru : 22 chambres d'hôtes, 140 gîtes ruraux, trois villages de vacances constituent une réalité dont il faut tenir compte même si leur répartition géographique est fort inégale.

1) le Mené

La première tentative organisée pour prendre en compte le tourisme dans l'aménagement global est liée à la création du Comité d'Expansion du Mené (13). Ce Comité a pour point de départ les enquêtes conduites par Paul HOUEE dans le cadre de ses recherches sur " le développement et la coopération agricole en Bretagne centrale " (14). En avril 1965, la " restitution " de l'étude de Saint-Gilles-du-Mené rassemble 300 personnes et réveille l'opinion autour du thème : " le Méné, un pays qui ne veut pas mourir ". Pendant l'été, une équipe d'étudiants réalise une étude prospective et organise des réunions-débats. Les groupes locaux de développement se réunissent en août 1965 dans le Comité d'Expansion du Mené. Michel MARTIN, animateur, est recruté en juillet 1966. Trois commissions sont mises sur pied dont une exclusivement consacrée au tourisme. Elle a pour objectif de définir les actions

prioritaires à engager au niveau communal et régional et de favoriser la participation des délégués locaux à la réalisation d'études complémentaires jugées nécessaires. L'initiative qui ne regroupait tout d'abord que les six communes du canton de Collinée s'élargit à six communes supplémentaires des cantons de Merdrignac et Moncontour.

La période 1966-1969 est marquée par quelques réalisations comme l'édition de dépliants touristiques et d'une carte, d'un calendrier des fêtes régionales et l'élaboration de propositions d'aménagement touristique qui dépassent la simple valorisation des richesses naturelles et archéologiques. Le Comité propose pour cela l'aménagement d'un plan d'eau de grande dimension sur le Lié au lieu-dit " La roche au cerf ". En 1967, quatre nouvelles communes adhèrent au Comité d'Expansion, faisant passer leur nombre à seize. Un premier S.I.V.O.M. est créé autour de Collinée en 1969 avec douze communes dans le but de réaliser les objectifs de développement, et un second en 1971 regroupe huit communes autour de Merdrignac. La zone d'action touche alors vingt-deux communes. Pendant cette période, le Mené bénéficie de l'aide de la Rénovation rurale. En 1975, après de nombreuses demandes, le Mené obtient un P.A.R., occasion de réaffirmer et de préciser ses objectifs de développement en matière touristique devant déboucher sur un contrat de pays (dossier en cours d'élaboration en 1977). Le P.A.R. ajoute au Mené quatre communes nouvelles (Plémy, Langast, Plouguenast, La Ferrière). Le tourisme est surtout conçu, certes comme un atout important mais complémentaire des activités du Mené. On en attend plus un développement des échanges entre citadins et ruraux permettant à ces derniers de sortir de leur isolement qu'un apport économique important qui n'est cependant pas négligé.

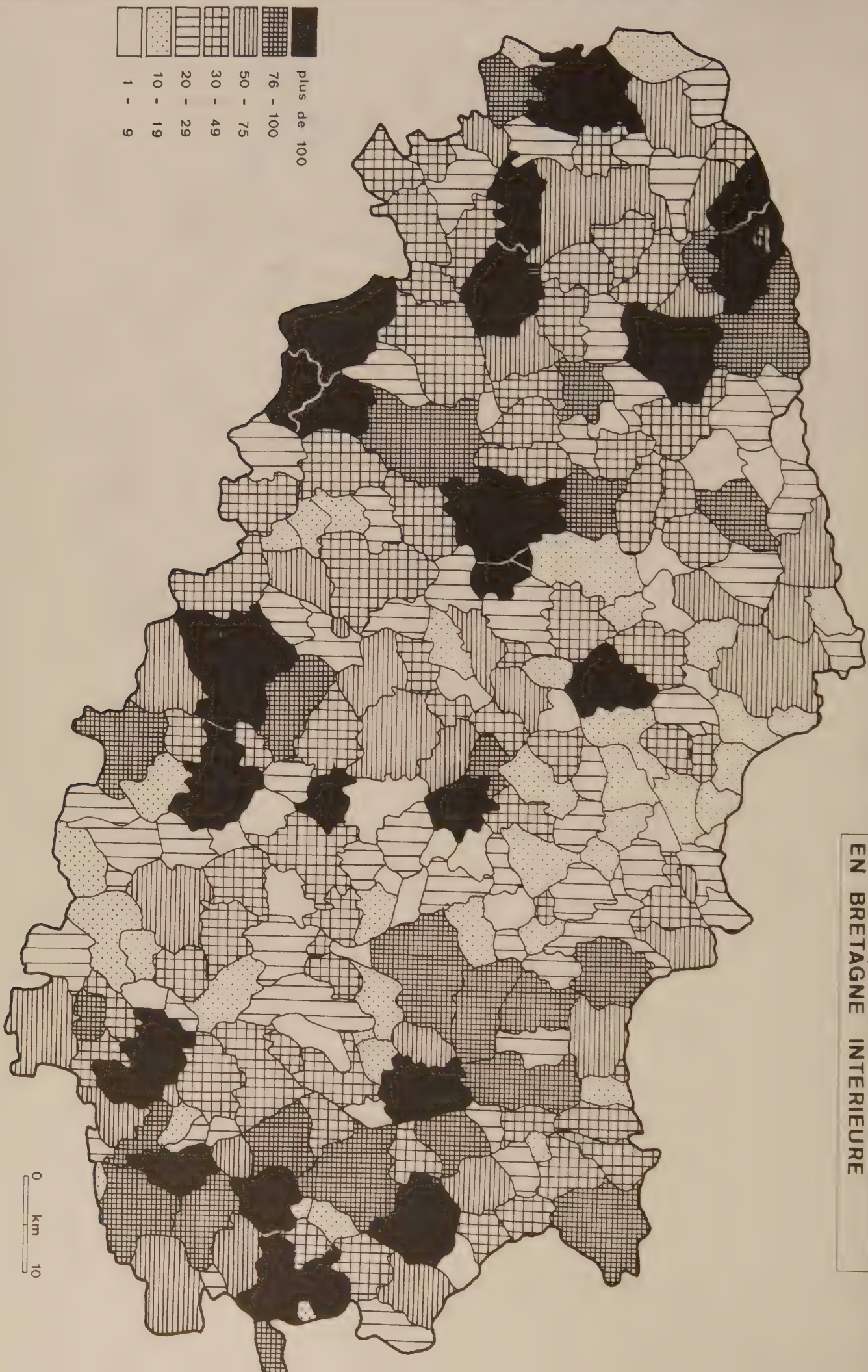
Les perspectives portent sur le développement des équipements d'accueil et des activités d'animation. L'aspect en définitive le plus déterminant a été, à la suite du mouvement d'intérêt suscité par cette expérience, une meilleure connaissance de cette région qui n'a pas été sans influencer le développement sensible des résidences secondaires, analysé au livre II. Par ailleurs, une partie des communes du sud de la zone regardent également vers Loudéac qui est le pôle économique le plus

HEBERGEMENTS TOURISTIQUES EN BRETAGNE INTERIEURE - 1977

FIG.283



LES RESIDENCES SECONDAIRES
EN BRETAGNE INTERIEURE



dynamique de Bretagne intérieure. En 1960, le redémarrage du syndicat d'initiative s'est effectué avec la volonté d'englober les vallées de l'Oust et du Lié, incorporant les cantons d'Uzel, de Plouguenast et de La Chèze. Un complexe touristique a été aménagé autour d'un plan d'eau de quatre hectares au Pont-es-Bigots avec terrain de camping (1 450 campeurs en 1976) et jeux. Seule la forte croissance démographique de Loudéac (+ 26 % entre 1968 et 1975) lui faisant atteindre le seuil de 10 000 habitants a empêché son classement en station verte de vacances.

2) le parc naturel régional d'Armorique et les monts d'Arrée

Le parc naturel régional d'Armorique contribue à partir de 1969 au développement touristique du secteur nord-ouest de Bretagne intérieure. La Charte constitutive approuvée en 1969 par vingt-huit collectivités locales groupées en syndicat mixte définit les lignes d'action en faveur du tourisme dans l'Arrée. Le programme des équipements touristiques, intégré au schéma de structure du Nord-Finistère, prévoit des déviations routières ayant pour but d'éviter la forêt du Cranou, zone naturelle de détente et de calme, de dégager Saint-Herbot et Saint-Rivoal. Il met l'accent sur le développement du tourisme sportif par le balisage de sentiers pédestres, équestres, hippomobiles (utilisation de deux anciennes voies abandonnées reliant les abbayes de Landévennec et du Relecq au nord, la région de Roquinarc'h à Loqueffret au sud). Le parc naturel régional qui se veut "une véritable université aux champs" entend promouvoir également des équipements culturels au domaine de Menez-Meur (arboretum, centre d'initiation à l'environnement), dans les bourgs de Saint-Rivoal (maison des techniques et traditions rurales, centre d'initiation à l'étude du paysage), et le village de Saint-Herbot (mise en valeur de l'ensemble architectural de l'église et du village, restauration de l'enclos paroissial), l'abbaye du Relecq en Plouneour-Menez. L'insertion

du tourisme dans les Monts d'Arrée s'appuie sur la tradition artisanale (maison des ardoisiers à Saint-Cadou) qu'elle cherche à renforcer et à développer (centre artisanal à La Feuillée). Le programme prévoit en dernier lieu la mise en place d'équipements sportifs dans la forêt du Cranou en liaison avec l'Office national des Forêts, dans celle du Huelgoat, et de relais et centres équestres.

L'importance de l'exode rural ayant eu pour conséquence la libération de très nombreuses maisons, l'action du parc vise à réanimer des villages plus ou moins abandonnés par la reprise des habitations anciennes par des citadins ou des ruraux qui en feront leur résidence principale ou secondaire dans le but de conserver l'habitat traditionnel et de valoriser l'ensemble du parc. Pour cela, le syndicat mixte sélectionne les maisons, les met " hors d'eau et hors d'air " et les rétrocède à des particuliers après élaboration d'un cahier des charges. La charte envisage enfin la création d'une agence touristique afin d'assurer l'information tant en France qu'à l'étranger des visiteurs d'organiser des voyages en direction du parc et des manifestations touristiques, culturelles ou sportives.

Après une longue maturation, des débuts difficiles et des débats passionnés, le parc d'Armorique a contribué à la mise en place d'équipements favorisant l'ouverture au tourisme des Monts d'Arrée et constituant un début d'application des objectifs définis dans la Charte.

Menez Meur, bien fléché, où se trouve la Maison du Parc au sein d'un domaine de quatre cents hectares, fut aménagé dans une vieille et vaste ferme. Outre les services administratifs du Parc, il comprend un service d'accueil où les visiteurs peuvent se procurer de la documentation sur la région et surtout des expositions consacrées aux principaux aspects naturels et humains du Parc. Une crêperie a été aménagée dans l'enceinte du domaine. Les visiteurs peuvent utiliser des sentiers d'observation pour se rendre à l'arboretum, au jardin des bruyères, des mousses et des fougères, au centre permanent d'initiation à l'environnement de Saint-Eloy où les groupes peuvent trouver hébergement et locaux de travail. Des sangliers, daims, cerfs, mouflons de

Corse, moutons d'Ouessant, chevaux de Prjevalski, postiers bretons, poneys vivent dans de vastes enclos et peuvent être observés du haut d'un mirador. Menez-Meur est à la fois un parc de vision et un conservatoire génétique de races animales menacées de disparition. Son nombre de visiteurs varie entre 30 et 35 000 par an comme l'indique le tableau suivant :

Tableau 185 : nombre d'entrées au domaine de Menez-Meur (1971-1977)

!	1971	:	29 324	!
!	1972	:	39 134	!
!	1973	:	35 396	!
!	1974	:	32 097	!
!	1975	:	30 770	!
!	1976	:	29 472	!
!	1977	:	33 873	!
!		:		!

Certains projets ambitieux, à l'imitation des parcs zoologiques anglais, par exemple ceux voulant montrer les lignées évolutives du cheval et du mouton, ont du mal à se réaliser par manque de moyens. Les troupeaux montrent qu'un élevage adapté, à faible charge à l'ha, est possible sur la lande . Bernard MAHERAULT (15) a étudié de manière approfondie l'origine géographique de la clientèle du 1 février au 30 septembre 1971. Le nombre des visiteurs des dimanches et fêtes représente 64 % du total des entrées enregistrées. C'est en août que la pointe maximale est la plus forte. Toutefois la fréquentation est plus forte en week-end qu'en semaine ce qui traduit l'intérêt suscité pour la visite du Menez-Meur chez les Finistériens. Ce trait est vérifié par le relevé des plaques minéralogiques des voitures en stationnement sur le vaste parking face à l'entrée : 90 % sont

immatriculées dans le Finistère en week-end mais des relevés personnels montrent que ce pourcentage est nettement plus faible au coeur de l'été (moins de 50 %). Dans son entreprise de conservation du passé humain, le parc a favorisé la création d'écomusées dans les monts d'Arrée. L'esprit est de conserver sur place les témoins architecturaux et artisanaux du passé en s'inspirant des exemples fournis par l'Europe du Nord et de l'esprit des Arts et Traditions populaires. A Saint-Rivoal, une maison rurale du début du XVIIIème siècle est présentée avec son mobilier, ses bâtiments annexes, sa cour et ses instruments de travail. Le gardien est un habitant du bourg. Un billet unique donne droit à l'entrée de Menez-Meur et de cette maison des Arts et Traditions paysannes. A Commana, un plan de restauration de onze maisons et de deux moulins est en cours de réalisation. On y a restauré le moulin de Kérouat en y développant les thèmes liés à l'eau.

Le parc a fait également un effort dans la conservation et la présentation de l'artisanat régional. Dès l'été 1970, des artisans d'art de Bretagne furent réunis à Menez-Meur pour une exposition-vente de leurs créations, sous le signe de l'association des Métiers de création artistique et artisanale (A.M.C.A.A.). Le but était de créer une animation culturelle et artistique sur le territoire du parc tout en aidant à la promotion d'un artisanat d'art contemporain breton. Le succès de la première exposition de l'été 1971, au Fort de la pointe des Espagnols à Roscanvel, incita l'administration du Parc à aménager la ferme Saint-Michel-de-Brasparts en maison des artisans créateurs de Bretagne. Depuis le 25 novembre 1972, une exposition permanente réunit les oeuvres de 180 artisans et connaît une forte affluence même en hiver (cadeaux pour les fêtes), 65 % d'entre eux résident dans le Finistère. Comme le montre la carte de leur implantation, le rayonnement de la ferme Saint-Michel-de-Brasparts s'étend aux cinq départements bretons mais elle est surtout forte en Basse-Bretagne. Tous les ateliers ne sont pas adhérents mais on peut en estimer le nombre à cinq cents. La ferme de Saint-Michel est devenue trop petite et, malgré les promesses, rien n'est fait pour l'agrandir. Certains parmi les élus locaux souhaiteraient une multiplication de ces expositions avec des installations

LOCALISATION DES ARTISANS BRETONS EXPOSANT A LA FERME ST-MICHEL-DE-BRASPARTS (1978)



dans chacune de leur commune mais une telle conception alourdirait les charges tout en dispersant la clientèle (16). Les principaux foyers sont liés aux secteurs de forte fréquentation (côte cornouaillaise, côte de granite rose). De nombreux artisans résident en ville (Brest, Quimper, Saint-Brieuc, Nantes) et s'installent en été sur le littoral, tout en bénéficiant de l'impact commercial de la ferme Saint-Michel. Par ailleurs, le Parc aménage des gîtes pour artisans qui permettent d'accueillir et d'aider au démarrage des artisans intéressés par la région, pour une période maximale de trois ans. Cinq ménages d'artisans se sont installés dans les monts d'Arrée en 1973. Certains organisent des stages. Leur implantation dans des villages parfois très retirés suscite une pénétration estivale des vacanciers dans des secteurs hors des circuits classiques. On dénombre ainsi une trentaine d'artisans dans les monts d'Arrée, en général assez jeunes, parfois marginaux, ce qui rend leur recensement difficile. Certains louent une maison pour un été et on ne les revoit jamais plus. Le Parc a ouvert en 1974, dans une aile de l'école de la Feuillée, une maison de l'aliment traditionnel avec salle d'exposition, atelier d'expédition et local de dégustation d'une trentaine de produits. Le Parc soutient également des initiatives communales (classes vertes de Brasparts, club de voile de Botmeur aménagé en 1977 sur le lac de Brennilis), ou venant d'associations (roulottes de Locmaria Berrien, association pour le développement des randonnées et de l'équipation en Armorique), ou individuelles. Toutefois, la pénétration du tourisme dans les monts d'Arrée n'est pas exclusivement le fait du Parc d'autant plus qu'elle est dans bien des cas antérieure à lui (résidences secondaires des émigrés, hôtellerie etc...). Dans certains domaines, comme dans le tourisme équestre, l'absence de coordination est même évidente (cf. livre IV). La pénétration touristique est restée dans les monts d'Arrée très superficielle. M.F. PELLETIER (17) a montré, par des enquêtes, que les ruraux de l'Arrée sans être hostiles aux touristes, n'en voyaient qu'assez peu l'intérêt. Les maisons sont trop peu confortables pour recevoir des estivants ; les services, en dehors de quelques auberges-crêperies qui ont su se moderniser (la " crêperie-relais de campagne " de La Feuillée par exemple), ne sont pas adaptés à la satis-

faction des besoins des touristes et les agriculteurs n'ont que bien peu de choses à vendre. Le micro-climat local rend très aléatoire toute tentative d'allongement d'une saison touristique que certains s'efforcent pourtant de tenter. Le centre équestre de la Feuillée organise des randonnées hivernales suivies surtout par des jeunes. Pour très longtemps encore, les manifestations du tourisme dans les monts d'Arrée se borneront à des flux d'un jour en bonne saison entre quelques sites ou équipements ponctuels, au départ des villes régionales ou de la côte, au passage des randonneurs pédestres ou équestres bénéficiant du réseau de gîtes d'étapes ou de leurs propres hébergements (roulottes) et au retour des émigrés ou de leurs enfants dans leur résidence secondaire.

3) le pays de Ploërmel

L'insertion du tourisme dans cette région est ancienne mais sa prise en compte au niveau de l'aménagement n'a vraiment commencé qu'en 1964. A cette date, une étude fut commandée à la SCET pour l'aménagement de l'Etang au Duc (18). Ce lac de 250 ha, aux portes de Ploërmel, mi-naturel, mi-artificiel, était la propriété de la famille de la BOURDONNAYE qui n'en possédait cependant pas les rives et les berges. Après plusieurs années de procédure, le syndicat mixte constitué par les trois communes riveraines (Taupont, Loyat, Ploërmel) et le département du Morbihan acheta le plan d'eau en 1972. Destiné à l'alimentation en eau potable de Ploërmel et de sa région, il ne pouvait pas tolérer n'importe quel type d'aménagement touristique. Après des travaux d'assainissement, la mise en valeur touristique porta sur la création d'un village de vingt gîtes familiaux et d'un lotissement résidentiel (cent lots en accès à la propriété) et l'installation d'un club nautique pour dériveurs légers et bateaux de pêche, d'un centre équestre, d'un camping-caravaning de deux hectares, d'une baignade aménagée, d'aires de pique-nique et de jeux (19). L'action du syndicat mixte fut épaulée par le Syndicat intercommunal " centre-Est-

Bretagne " créé en novembre 1967 regroupant cinquante-et-une communes, dont un des buts visait à " l'expansion touristique ". Un plan d'aménagement touristique du pays de Ploërmel était élaboré en 1972 (20) dont l'originalité reposait sur la délimitation de huit sous-zones homogènes par leurs potentialités récréatives. Globalement, le schéma visait surtout à accroître et moderniser les capacités d'accueil en offrant aux vacanciers un maximum de loisirs et de centres d'intérêt tout en complétant les équipements en service et en faisant mieux connaître la région (exploitation du thème des pays de la Table Ronde). En 1975, le pays de Ploërmel bénéficiait d'un contrat de pays qui allait faciliter la réalisation de plusieurs opérations.

Une des difficultés de l'aménagement touristique coordonné du pays de Ploërmel tient aux oppositions anciennes de Ploërmel et de Josselin. Cette dernière, dont la vocation touristique s'appuie sur le château de Rohan, la chapelle Notre-Dame-du-Roncier et le canal de Nantes à Brest, avait adhéré au syndicat du Centre-Est-Bretagne, avec la volonté de le maintenir dans des attributions bien précises de syndicat d'études et non d'équipements. En août 1975, le syndicat du Centre-Est-Bretagne se transformait en syndicat d'équipement pour bénéficier des crédits dispensés au titre des contrats de pays, entraînant une demande de retrait de Josselin. Par l'intermédiaire d'un syndicat intercommunal Josselin-Guégon, le terrain de camping du "bas de la lande" était ouvert en 1974 (classé trois étoiles, cent campeurs). Josselin est surtout une étape de tourisme de randonnée. Sa municipalité a loué les locaux des anciens bureaux des Ponts et Chaussées pour y aménager une halte nautique et depuis 1976, Josselin est relié au sentier de grande randonnée GR 37 dit des " Marches de Bretagne ". Un sentier GR 347 joint Josselin à Malestroît. Des promenades pédestres de 1 heure 30 ont été balisées conduisant à " l'obélisque des Trente " inauguré en 1823 en souvenir du combat ayant opposé le 27 mars 1351, Jean de BEAUMANOIR capitaine du château de Josselin et Richard BEMBRO qui tenait la place de Ploërmel pour la veuve et le fils de Jean de MONTFORT.

4) le centre-ouest de la Bretagne

Le Centre-Ouest Bretagne constitue, du point de vue humain et économique, une entité correspondant au Poher bâti autour de Carhaix, ancien carrefour stratégique pour les légions romaines et évêché dès le Vème siècle. Il ne constitue cependant ni une unité administrative puisque partagé entre trois départements (Chateaulin ayant été préféré à Carhaix comme sous-préfecture), ni une unité physique puisque regroupant des éléments naturels aussi variés que la retombée sud des Monts d'Arrée, les montagnes noires, les bassins schisteux, le massif granitique de Quintin-Duault. Il a pourtant servi d'assiette territoriale au CIDECOB (Comité interdépartemental de développement économique du centre-ouest-Bretagne) créé en août 1970. Ce Comité qui a bénéficié rapidement de l'appui de la rénovation rurale naquit d'une conjonction d'initiatives d'expansion qui s'étaient développées dans le Finistère (Comité d'expansion du canton de Carhaix) et dans les Côtes-du-Nord (Commission d'aménagement et de développement du sud-ouest du département des Côtes-du-Nord). Quatre cantons morbihannais s'associèrent ensuite à l'opération qui aboutit à regrouper dans la même unité d'aménagement cent-vingt-trois communes et dix-sept cantons (21). Six commissions furent mises en place dont une consacrée au tourisme. Son travail aboutit à un inventaire de la situation du moment, une étude des potentialités, des propositions d'options prioritaires. Dans chaque canton, des comités locaux de développement furent établis. En 1971, un bilan concluait à l'extrême faiblesse de la vie touristique de la zone, marquée par une capacité d'hébergement de 23 000 places (dont 53 % en résidences secondaires)-ce qui représente un taux de fonction touristique de 15 %- et des équipements de loisirs en très petit nombre. Le rapport ne pouvait que déplorer le manque d'organisation de la promotion du tourisme au niveau du Centre-Ouest-Bretagne, la difficulté des moyens d'accès, l'absence de mentalité acquise véritablement au développement touristique. L'action du CIDECOB, en faveur du tourisme rural s'est néanmoins concrétisée par la création d'un office touristique du Centre-Ouest-Bretagne (Rostrenen), le soutien

apporté à des initiatives individuelles comme l'opération " char à bancs ", le balisage de sentiers pédestres et équestres, l'étude des " vieilles maisons abandonnées ". Une enquête menée en 1972 a consisté à répertorier les maisons à l'abandon susceptibles après réparation d'être vendues ou louées. 663 maisons furent ainsi recensées dans huit cantons. Elle devait déboucher sur une seconde étude confiée par la DATAR à l'association VVF mais élargie à quatre secteurs de Bretagne intérieure (régions de Redon, de Ploërmel, du lac de Guerlédan, du Huelgoat). Cette dernière conduisait à proposer l'utilisation des vieilles maisons, après restauration, en " groupement de gîtes " autour d'un centre d'animation (22). Les initiatives individuelles envisageant de créer des formes nouvelles de tourisme rural sont restées peu nombreuses, en dehors de l'animation réalisée par " Bretagne attelage " (23). Le seul camping à la ferme de la région a été créé en 1970 à Rostrenen par des retraités agricoles qui exploitaient 14 ha. Ils répondirent aux multiples annonces publiées dans la presse locale par le président du syndicat d'initiative de Rostrenen (trois réponses, une seule réalisation). Ils accueillent surtout des campeurs de passage à qui ils vendent des produits qu'ils confectionnent eux-mêmes (300 à 400 nuitées par an). A quelques kilomètres de ce camping de " Ker Anna ", Madame GOAZOU, à Glomel, a transformé le manoir de Saint-Péran en ferme-auberge. Cette agricultrice originaire de Trebrivan exploite, depuis son mariage en 1963, une ferme d'une quarantaine d'hectares (120 taurillons, 430 porcs en 1977). Le manoir voisin de la ferme se trouva libre en 1971 après le départ de son occupant, le chanteur GLENMOR ; Madame GOAZOU obtint de son propriétaire un bail d'abord de deux ans (à l'essai) puis de dix-huit ans. Au départ, son idée était de transformer le manoir, très délabré, en chambres d'hôtes. L'idée fut abandonnée en raison des investissements nécessaires, énormes. Elle installa donc une crêperie en 1972 qui marche bien. Les clients lui demandèrent des repas simples (pain bis, omelette, lard). En 1974, le manoir de Saint-Péran se transforma en ferme-auberge. En 1977, un gîte d'étape est aménagé avec l'aide de l'A.B.R.I. Madame GOAZOU est responsable de l'association des fermes-auberges de Bretagne qui regroupe les agriculteurs aubergistes

et qui fait la chasse aux faux-agriculteurs qui " achètent une ferme, y mettent deux vaches et trois poules et ouvrent un restaurant de spécialités bretonnes ". Le règlement de l'AFAB interdit plus de cinquante couverts et cinq chambres pour la nuitée.

Ces initiatives n'ont pas été suivies. Le milieu reste réticent. Madame GOAZOU n'a été encouragée ni par sa famille ni même par le syndicat d'initiative de Glomel qui ne fait que très peu de publicité pour le tourisme malgré le lac de 72 hectares qui alimente le canal.

A la différence des autres secteurs géographiques animés par des comités de rénovation de pays, le Centre-Ouest-Bretagne n'a pas réussi à se doter d'un plan d'ensemble intégrant le tourisme rural et le dynamisme du comité s'est fortement émoussé après 1974. L'hétérogénéité politique du Centre-Ouest-Bretagne associant des cantons traditionnellement conservateur à ce que certains appellent " la bande rouge de la Bretagne ", l'opposition entre élus centralisateurs et élus nettement régionalistes, l'insuffisance des moyens financiers, de trop vastes dimensions, des recoupements avec le parc d'Armorique, et en définitive la force du cadre départemental expliquent ce manque de cohésion. La prise en compte du tourisme rural s'est opérée dans des unités d'aménagement de taille plus modeste et au sein d'un même département. A la fin de l'année 1977, naissait une " Association pour le développement du pays de Rostrenen " dont l'aire d'action couvre les quatre cantons du seul département des Côtes-du-Nord.

En juillet 1972, furent lancées dans le canton de Pleyben, les études d'aménagement rural en vue d'un P.A.R. qui serait cohérent avec les grandes orientations définies dans les schémas de structure du Finistère. Adapté en 1975, il mettait l'accent sur l'équipement touristique de trois points forts (cuvette Saint-Michel, bourg de Pleyben, Pont-Coblant et canal de Nantes à Brest) tout en considérant que l'action prioritaire était l'intensification agricole et la création d'emplois industriels (24).

Ce sont surtout les communes qui ont réalisé des équipements,

de manière autonome. Par exemple, Callac a réussi à se faire connaître grâce à son syndicat d'initiative et à ses fêtes (criterium cycliste du quatrième dimanche de juillet, expositions d'épagneuls bretons, lutte bretonne...). Pour le maire, " agriculture et tourisme sont deux activités inséparables et toujours complémentaires ". Le syndicat d'initiative refusant chaque année plus de cent-vingt demandes de locations, la municipalité a encouragé la création de gîtes ruraux en montrant l'exemple. Propriétaire des logements des haras, inoccupés en été, la commune les a aménagés en meublés de vacances. Grâce à ses quatre hôtels (42 chambres) à une quarantaine de meublés, au camping municipal 2 étoiles (200 campeurs), à ses quatre-vingt treize résidences secondaires, Callac peut accueillir chaque été près de mille personnes. Un plan d'eau de huit hectares, entouré de vingt hectares boisés, complète les équipements et renforce l'attrait exercé par les rivières pour les pêcheurs (deux cents kilomètres de rivières à truites). Un village de retraite des " vertes vallées " (vingt-deux chambres à deux lits, vingt-quatre à un lit, six studios) aménagé en 1967 diversifie l'accueil. La fonction touristique de Callac fut reconnue en 1977 par l'homologation de ce chef-lieu de canton de 3 360 habitants en Station verte de vacances.

L'espace compris entre le Mené, le Centre-Ouest-Bretagne et le pays de Ploërmel n'a suscité quant à lui qu'une éphémère association pour le développement économique de la région Mur-Pontivy-Loudéac (A.D.E.R.), à la base géographique indécise puisque mordant aussi bien sur l'aire d'action du Mené que sur celle du C.I.D.E.C.O.B. Des actions prises en faveur du tourisme cherchaient à activer la mise en valeur du pôle touristique majeur du lac de Guerlédan, à assurer la liaison entre le lac et les canaux bretons, à développer les moyens d'hébergement, à définir les pôles touristiques secondaires d'intérêt intercommunal. Toutefois, la coordination dans l'aménagement touristique des deux rives du lac ne semble pas avoir été très poussée, entre les départements des Côtes-du-Nord et du Morbihan. Alors qu'une étude confiée à un cabinet d'architecture parisien envisageait un plan d'ensemble ambitieux, la Direction départementale de l'équipement des Côtes-du-Nord conduisait

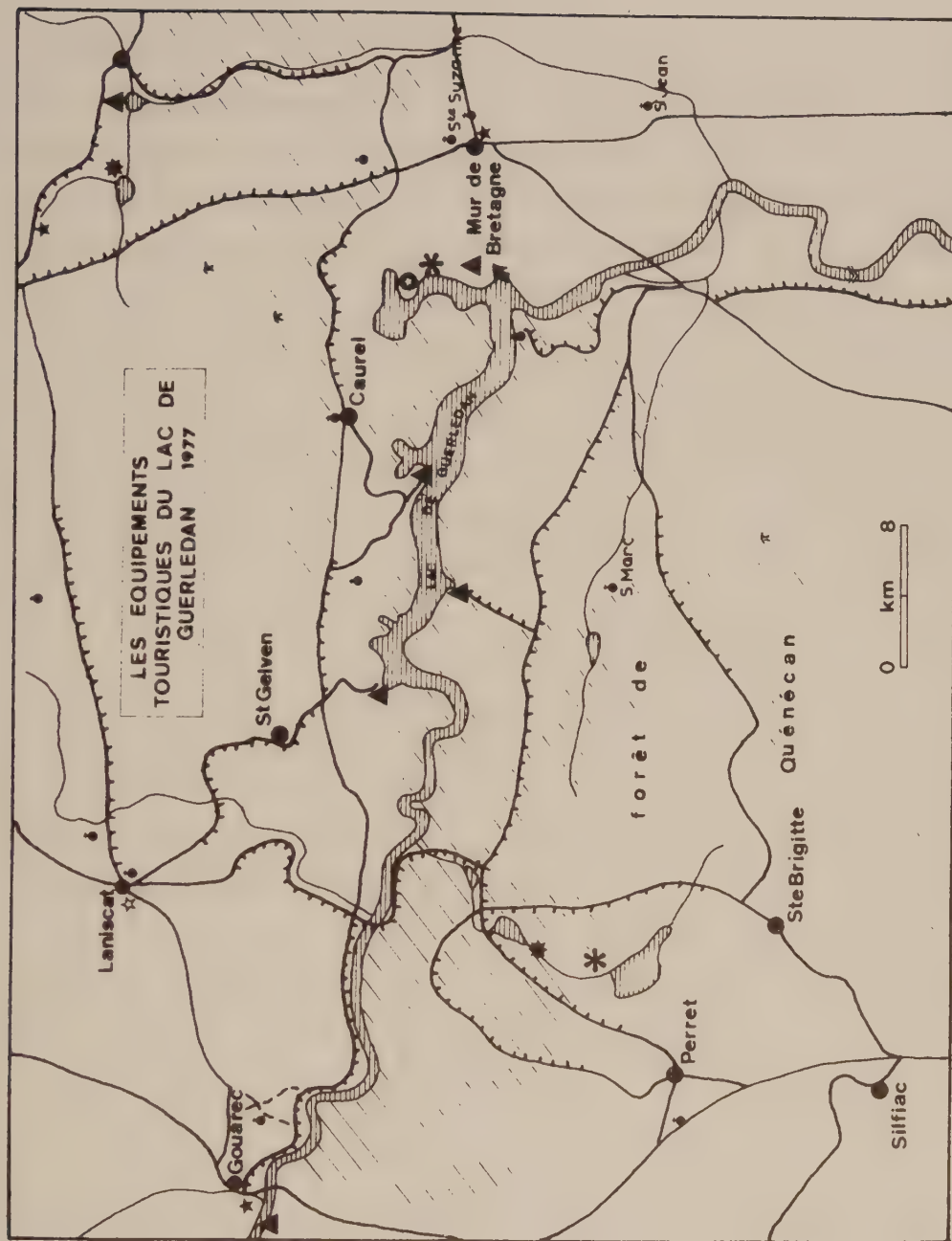
elle-même une étude orientée principalement vers l'aménagement de la rive nord (25). Les initiatives en faveur du tourisme sont, ici aussi, le fait de communes comme Régigny, station verte, ou d'individus isolés qui ont parfois donné lieu à de très belles réalisations, pas toujours bien admises du milieu. C'est le cas des TURBAUX, exploitants agricoles dynamiques (25 ha, une vingtaine de bovins à viande, 20 000 poulettes) qui profitèrent des travaux du remembrement pour creuser deux étangs pour la pêche et aménager d'abord un terrain de camping puis cinq chambres d'hôtes avec possibilité pour les vacanciers de cuisiner. Leur entreprise ne fut pas, au départ, bien accueillie des voisins qui trouvaient cette expérience " dangereuse car risquant d'attirer des voyous dans le pays ". Des enquêtes dans cette partie de la Bretagne nous ont permis fréquemment de constater les réticences à certaines innovations même purement agricoles (GAEC de Moreac). Les aménagements touristiques sont alors le fait d'agriculteurs aisés. Le seul gîte de Moréac a été aménagé par un agriculteur exploitant une quarantaine d'hectares. L'insertion du tourisme demeure lente, entraînant des contrastes géographiques importants, dans un milieu rural par ailleurs en pleine transformation (26). Le dynamisme du Maire de Régigny n'a guère été imité, bien des communes comme Moréac étant plus soucieuses de l'intensification agricole que du développement touristique.

Trois exemples nous permettront de cerner les problèmes posés par la diffusion du tourisme rural dans cette partie de la Bretagne.

a) la région muroise

C'est une des régions intérieures les plus anciennement marquées par le tourisme (cf. livre IV) mais dont les virtualités ne s'affirmèrent vraiment qu'à partir de 1970 avec la création du village de vacances " Argoat " en bordure du lac de Guerlédan (51 000 journées en 1976). Les équipements touristiques les plus importants restent concentrés sur la rive nord et principalement de Beau Rivage à Kergoff (27). Trois terrains de camping classés peuvent accueillir neuf cent dix

FIG.286



personnes. L'été, divers organismes comme le groupement des campeurs universitaires, les houillères du Nord et du Pas-de-Calais, la ville de Concarneau établissent des camps de toile sur des parcelles louées. En bordure du lac sont installés divers services : restaurants, bar, crêperie. La crêperie de Beau Rivage a été aménagée en 1969 par des commerçants venus de Saint-Quay-Portrieux estimant que la saison était plus longue à Caurel que sur la côte en raison de l'animation des week-ends d'hiver. Les activités récréatives sont variées : plage de sable, pêche, canoë-kayak, voile, ski nautique, promenade en bateau. Les villages d'ardoisiers de Kergoff et de Keriven se sont transformés (28). Les petites maisons ont été aménagées en résidences secondaires et ces villages sont peuplés de retraités. Kergoff, plus proche de Beau-Rivage, compte davantage de constructions récentes, quelques locations meublées, une auberge.

Au lieu-dit le " Rond Point ", sur la commune de Mur-de-Bretagne, se trouvent réunis plusieurs équipements. Le camping municipal peut accueillir quatre cents personnes. A cent cinquante mètres, un petit terrain privé est couplé à une crêperie. Mais le plus important est le centre de plein air de la SNCF - région Ouest. Il comporte plusieurs bâtiments à proximité desquels s'implantent en été des tentes abritant des jeunes. Il possède plusieurs petits voiliers " Optimist ". La base nautique de Guerlédan accueille des stages d'initiation et de perfectionnement à la voile et au canoë-kayak. A un kilomètre au nord, le village de vacances Argoat est un lieu important d'animation estivale. Une piscine y a été construite. 10 % des recettes d'été sont dépensés chaque année pour l'animation en vertu du principe qu'il faut faire vivre plus qu'ailleurs la campagne, même dans de beaux sites. Deux cent quarante deux familles furent accueillies entre le 4 juillet et le 28 août 1976, ce qui représentait mille dix personnes. La durée moyenne des séjours est de seize jours. L'assèchement du lac n'a eu aucun effet sur la fréquentation du village alors que l'hôtellerie et le camping enregistraient des résultats médiocres. Un loueur de chevaux de Pontivy installe chaque été sept à huit chevaux, utilisés pour de petites promenades, le site de cul-de-sac

ne permettant pas de grandes randonnées. Le poids de la rive nord devrait encore se renforcer par la mise en service d'un train à vapeur miniature entre Mur et Saint-Gelven. Une société " anonyme réseau Guerlédan " a été créée par Mr de VRIES ELLERTON, américain d'origine galloise retiré à Caurel ; quinze kilomètres de rails (écartement de trente et un centimètres) seront posés mais les infrastructures de l'ancien réseau breton seront largement utilisées et les anciennes gares serviront à l'aménagement de restaurants et de magasins-souvenirs.

L'aménagement touristique de la partie morbihannaise de la zone a continué d'être assuré par trois syndicats mixtes. Le premier dit de l'Anse de Sordan, associant le canton de Cléguérec et la ville de Pontivy, s'est occupé d'équiper la petite anse de Sordan avec l'aide du département. Après l'aménagement d'une route d'accès en 1969, le syndicat mit en place une baignade aménagée, un embarcadère pour la location de bateaux, un bar, un terrain de camping (cent cinquante campeurs), un parking (soixante places), un chemin de corniche fléché permettant de se promener dans les sous-bois autour du lac. Le second dit de Guelven s'est surtout préoccupé avec l'aide des Beaux-Arts de la restauration de la chapelle du XVIème siècle, lieu traditionnel de pèlerinage, et de la valorisation du site de Guelven (exposition bretonne). Le troisième syndicat d'aménagement touristique du Blavet regroupe les communes du Blavet, au sud de Pontivy. Il a fait porter ses efforts sur la réfection du chemin de halage de Lochrist à Saint-Nicolas, l'aménagement d'un camping à Castennec et d'un circuit du Blavet.

Le renforcement de ce secteur pourrait venir de l'implantation en forêt de Quénécan d'un centre régional de tourisme équestre. L'idée date d'une conversation en 1971 entre Mr. THEARD, Président-fondateur de l'A.R.T.E.B, et de Mr. FERRET, Commissaire à la Rénovation rurale. Le projet, ambitieux, vise à créer à proximité du lac de Guerlédan, un centre international (" Les Glênans du Cheval "). Il a pris corps progressivement à la suite de contacts sur le terrain menés inlassablement par Maître RIHOUAY, d'études confiées à la SODETEG, de l'appui de la direction des Haras d'Hennebont et de Lamballe. Sont prévus : un hôtel

d'une centaine de lits, un restaurant de deux cents couverts, des logements pour quatre-vingts chevaux et une dizaine de poneys, des gîtes polyvalents pour les touristes sportifs de passage. Les tâches du centre ouvert toute l'année consisteraient en des actions de formation et d'animation du tourisme équestre. Les obstacles ne manquent pas pour concrétiser ce projet : en dehors des rivalités internes au monde du cheval, il faut tenir compte de la difficile coordination entre les départements des Côtes-du-Nord et du Morbihan, de la difficulté à désigner un maître d'ouvrage, de l'attitude restrictive des domaines rendant ardues les opérations d'expropriation, du caractère privé de la forêt de Quénécen. Sur ce dernier point, la fait de n'avoir pour interlocuteur qu'un seul grand propriétaire avec qui il est possible d'établir un contrat est une donnée plus favorable que l'existence de multiples propriétaires qui ne s'entendent pas, comme c'est le cas en forêt de Paimpont.

b) le sud-ouest du massif de Quintin-Duault

Il correspond au haut massif granitique resté très longtemps à l'écart des flux touristiques malgré les chaos pittoresques du rebord du plateau et la persistance d'un bocage traditionnel non encore remanié par les remembrements. Jusqu'à une date très récente, ce massif aux sols médiocres n'avait connu comme forme de tourisme que des résidences secondaires d'émigrés. Une des premières formes d'insertion du tourisme dans cette " montagne " difficile d'accès fut en 1974 la création d'une crêperie-bar de style néo-breton en chaume, à proximité du site de Toul-Goullic, à l'initiative de commerçants de Saint-Nicodème.

A cet endroit, le Blavet coule à travers des chaos granitiques situés presque tous sur la rive gauche alors que le versant de rive droite, boisé, est à pic. Plus en aval, il disparaît brutalement au point que l'on n'entend même plus le bruit de l'eau, ce qui permet aux touristes de se promener sur les rochers dans le lit du fleuve. Depuis 1976, le site est incorporé dans le tracé d'un sentier de grande randonnée. A quelques

kilomètres de Toul-Goullic s'ouvraient également en 1974, dans la bergerie de Lariot (cf. livre IV) deux chambres d'hôtes, table d'hôtes. Ces initiatives pour importantes qu'elles fussent n'émanaient pas directement du milieu rural local et ce n'est qu'en 1976 que les choses allaient changer à la suite de la rencontre de plusieurs séries de facteurs.

Jean-Yves PHILIPPE, jeune architecte originaire de Saint-Conan, dans le cadre de son mémoire, avait recensé dans les communes rurales du canton de Saint-Nicolas-du-Pelem (29) les maisons abandonnées et jeté les bases de leur rénovation et de leur aménagement en gîtes ruraux.

Roger HUON, soucieux de faire assumer par les ruraux le développement de leur région et tout en animant les campagnes proches du village Argoat, mettait sur pied en mars 1976 l'association "Toul-Goullic-Coat Malhouen" dont le nom évoque à la fois le site du Blavet et les ruines impressionnantes de l'Abbaye cistercienne rarement mentionnée dans les guides et qui n'est pas mise en valeur (30).

Cette dernière allait bénéficier d'une aide décisive de la Direction Départementale de l'agriculture pour la rénovation des maisons abandonnées (subvention de 50 %). Des réunions d'explication et de sensibilisation se tinrent au cours de l'hiver 1976-77, regroupant propriétaires de maisons inoccupées, élus locaux, artisans. Ces derniers participent à des stages sur la restauration des vieilles maisons et trouvent un débouché dans un pays où les constructions neuves sont peu nombreuses. Une première tranche de douze gîtes répartis en sept communes est retenue. Ils appartiennent dans onze cas sur douze aux agriculteurs les plus riches et les plus dynamiques. Seule la limitation des crédits a entraîné la rénovation de seulement douze gîtes car plus de cinquante personnes étaient intéressées. Ces maisons étaient très dégradées en raison de leur manque d'entretien depuis plusieurs générations et de l'exode qui a toujours poussé les jeunes à partir et a vidé les villages. L'exemple de V. TALBOURDET est significatif. Agriculteur originaire de la région de Lamballe, il s'est installé à Roz Fao en Saint-Gilles-Pligeaux, sur une ferme de vingt-sept hectares vendue à la SBAFER (1964). Cette dernière l'a obligé à reprendre le village voisin de Kertanguy abandonné mais qui comptait en 1920, treize foyers et quarante-huit habitants. De nombreuses friches lui ont permis de s'étendre par achat

et location jusqu'à exploiter, en 1977, quatre-vingt hectares. L'opération gîte est pour lui l'occasion d'utiliser ce patrimoine en restaurant les maisons les plus valables avant leur disparition totale sous les ronces. C'est le succès, malgré l'opposition du service tourisme de la Chambre d'agriculture des Côtes-du-Nord peu enclin à voir des gîtes se créer, se financer et éventuellement se commercialiser en dehors d'elle. Ces réunions et la prise de conscience d'un patrimoine à valoriser et à préserver débouchèrent sur la réussite d'une " opération-village " financée par quatre ministères, dont la bénéficiaire est Lanrivain, une des communes les plus dynamiques de la zone. André LE ROUX est un agriculteur dont l'exploitation de trente-cinq hectares est tournée vers l'élevage-laitier (trente-six laitières). Il est favorable au tourisme et put, au cours de voyages d'études organisés par Roger HUON, visiter des communes ayant réalisé des équipements touristiques en Bretagne et dans le Massif Central. Il avait déjà soutenu la restauration de la chapelle de Lannegan en Lanrivain. Cette chapelle datant du début du XVIème siècle avait été achetée par la commune comme bien national mais était tombée en ruines depuis le début du siècle. Le dernier pardon y fut célébré en 1925. André LE ROUX autorisa en 1972 un groupe d'étudiants de l'association BREIZ ZANTEL, à réaliser des travaux de débroussaillage et de restauration. Le relais fut assuré par une aide du Secrétariat d'Etat à la Culture au titre du plan de sauvegarde des chapelles bretonnes et du Conseil Général des Côtes-du-Nord. La restauration fut achevée en 1975 et désormais la chapelle a réintégré le patrimoine vivant de la commune : des fest-noz y sont organisés tous les ans le premier samedi de juin. Le climat était donc favorable à l'opération-village : cinquante demandes furent faites pour le seul ravalement des façades dont une douzaine au bourg. Le projet retenu prévoit en outre l'aménagement des places, la mise en valeur de l'église, du calvaire et de l'ossuaire, la réalisation d'équipements (salle des fêtes, lotissement). L'opération village a été l'occasion également d'obtenir le remembrement, ce qui permettra au maire de regrouper des terres communales autour du bourg et à proximité du futur plan d'eau de cent dix hectares sur le Blavet dont toute une rive est sur Lanrivain. Ce plan d'eau, qui devrait être achevé en 1982, est destiné à l'alimentation de cinquante-neuf communes mais pourra

être utilisé pour la voile. Le lotissement permettra de répondre aux demandes de logements qui ne peuvent être satisfaites, d'autant plus que les maisons en bon état abandonnées par leurs propriétaires sont utilisées en résidences secondaires. Ce développement est bien accepté car il n'entraîne pas de conflit. Les formes d'intensification sont peu nombreuses car les agriculteurs sont âgés et deux fermes seulement dans le bourg retrouveront d'autres terres grâce au remembrement.

La prise en compte du développement touristique par la population a été de plus favorisée par une réalisation originale et nouvelle en Bretagne : celle d'un journal parler mensuel par cassette en langue bretonne. La population du massif de Quintin Duault a conservé l'usage de la langue bretonne (90 % des plus de 25 ans de Lanrivain la parlent encore) et la vie locale est très active : cinquante-quatre fest-noz annuels dans le canton de Saint-Nicolas auxquels participe vraiment la population. Grâce à René RICHARD, journaliste à Radio-Armorique, originaire de Lannion mais domicilié à Lanrivain depuis 1970, et à l'aide financière des pouvoirs publics, des cassettes diffusées chaque mois par abonnement donnent des informations sur la vie locale. La population est ainsi mieux associée aux activités des communes regroupées dans un SIVOM. Un des thèmes de la première bande a permis la sensibilisation de la population au problème des sentiers pédestres. A partir des chemins communaux et de l'ancienne ligne de chemin de fer, un balisage de sentiers pédestres a été réalisé en 1977 permettant la traversée de toute la zone. Un syndicat d'initiative est en voie d'organisation.

A la suite de ces opérations, une conscience de pays est en train de s'affirmer, reconnue par le label " pays d'accueil ", mais l'insertion du tourisme reste assez superficielle. Ceux qui en sont les moteurs ne représentent pas toute la population. Cette dernière suit quelques leaders sur des opérations ponctuelles (gîtes, sentiers etc...) mais le développement touristique reste limité malgré quelques initiatives individuelles (ouverture de deux " camping à la ferme " en 1978 à Lanrivain). L'établissement d'une zone sensible autour du Blayet a été refusé. Quelques jeunes agriculteurs qui viennent de s'installer commencent à s'inquiéter des limitations éventuelles portées à leur activité. Les petites gens,

les agriculteurs âgés, mal logés, qui demeurent dans des villages sans adduction d'eau, mal desservis par des chemins de terre acceptent mal les dépenses faites en faveur de l'équipement touristique alors que l'habitat rural banal n'est pas aidé. Toutefois, il n'y a pas refus du tourisme car le retour périodique des émigrés est un fait ancien et la fréquentation n'est guère importante en dehors des promeneurs fréquentant Toul-Goulic.

c) le canton de Chateauneuf-du-Faou (31)

La petite ville de Chateauneuf-du-Faou située dans un méandre de l'Aulne, sur le pied nord des Montagnes Noires, est un centre ancien de tourisme (cf. livre IV) dont les bases reposaient surtout sur la pêche au saumon, un environnement rural qui fut popularisé par les toiles de SERUSIER (Vallée aux Peupliers) et que CAMBRY considérait comme " riant et pittoresque ". Une clientèle étrangère et française, au niveau de vie élevé, avait suscité pendant l'entre-deux-guerres, des hôtels comme l'hôtel Bellevue très prisés mais aujourd'hui décrépits ou transformés comme au Huelgoat en maison de retraite (ancien hôtel d'Angleterre). L'après-guerre avec les modifications des comportements touristiques entraîna un affaiblissement sensible de la fonction récréative de Chateauneuf-du-Faou, d'autant plus que les élus locaux de l'époque n'avaient pas senti la nécessité de la soutenir (refus d'acheter la maison de SERUSIER, laissez-faire dans l'aménagement des vieilles maisons en schistes du centre...). Le syndicat d'initiative animé par le pharmacien s'occupait surtout des quelques locations meublées et de la diffusion d'un dépliant municipal. Une volonté nouvelle s'affirme vers 1969-1970 qui trouve sa cristallisation en la personne de M. COCHARD, assureur, nouveau Président du syndicat d'initiative et du Comité des Fêtes et surtout Vice-Président de la chambre de commerce de Morlaix. Suite à une réunion du CECOR qui ne manquait pas de projets pour développer Carhaix, l'idée est lancée de créer un important complexe touristique à Chateauneuf. Elle

est reprise par la municipalité au moment même où le domaine de Trévarez est mis en vente. Chateauneuf en achète une partie, comprise sur le territoire de Saint-Goazec pour édifier son complexe. Le plus grand ensemble touristique de Bretagne intérieure va y être aménagé ; vingt-huit gîtes ruraux, aux toits d'ardoise, bien intégrés au paysage, sont ouverts en juin 1976 et quatorze autres sont prévus sur un versant de l'Aulne. A leur pied, le port de " Pen Ar Pont " est aménagé pour les caravanes flottantes. Une ancienne ferme est transformée en maison d'accueil. Dans le prolongement du village de gîtes, un terrain de camping municipal d'un hectare, classé deux étoiles, peut accueillir une centaine de personnes. Il est complété de deux courts de tennis, d'une aire de jeux. Des sentiers pédestres et équestres sont balisés sur le chemin de contre-halage permettant de joindre ce complexe au Pont de " Pol Tyglas " plus en aval. Une piscine et une salle polyvalente dont l'ouverture est prévue pour l'été 1979 complètent ce complexe. La commercialisation est assurée par la Chambre de commerce de Morlaix qui arrive à effectuer des locations en hiver mais le coefficient de remplissage reste faible, ce qui ne permet pas d'assurer une bonne rentabilité. Au cours de la campagne électorale de 1976, la réalisation de ce complexe a été mise en cause sans toutefois que cela ne coûtât sa place au maire. Elle a eu par contre pour conséquences le réveil d'une mentalité favorable au tourisme. De petits hôtels familiaux se sont modernisés, ou sont en passe de le faire, tout en essayant d'offrir un produit touristique plus diversifié. L'exemple de l'auberge du Saumon est très révélateur des transformations en cours. Cette auberge riveraine de l'Aulne à Pol Ty Glas a été créée vers 1910 à partir d'une petite exploitation agricole de trois hectares. Sous la pression des pêcheurs, un café-bazar-épicerie s'est d'abord ouvert puis transformé premièrement en auberge où les pêcheurs pouvaient faire cuire leurs prises, ensuite en restaurant tourné vers une clientèle un peu différente (pêcheurs étrangers et notables de Chateauneuf). Le petit exploitant, fin pêcheur, chasseur, jardinier, qui s'est instruit pendant la première guerre mondiale, sert de guide et d'animateur aux touristes qui affluent. En 1932, est construite une auberge-restaurant à l'emplacement de l'ancien penty qui prend le nom d'Auberge du Saumon sur les

recommandations du Sous-Préfet de Chateaulin soucieux de promouvoir le tourisme. Des chambres sont louées à une clientèle d'habitues. Des réfugiés parisiens y sont hébergés pendant la guerre. Les enfants (trois filles) développent l'hôtel qui comprend neuf chambres mais qui n'est pas classé. L'une d'entre elles le reprend à son compte en 1960. Son fils en hérite en juin 1976. Après quelques travaux, il oriente différemment les activités de son auberge à la suite d'une rencontre fortuite avec les TALDERS. Il s'agit d'un couple d'étrangers dont le mari est un ancien député des Pays-Bas et son épouse, femme active d'origine américaine longtemps chef de l'agence touristique de la KLM, chargée de la rédaction des textes publicitaires. Venus à l'âge de la retraite, les TALDERS voulaient se retirer en France, dans la nature, à proximité d'un aérodrome, dans un endroit où la pêche et la randonnée équestre étaient praticables. Après des recherches bibliographiques, des investigations dans un rayon de cinquante kilomètres autour des aérodromes, ils se retrouvent dans la région de Chateauneuf-du-Faou où le hasard leur permet d'acheter une maison éclusière. Pendant la période de restauration et d'aménagement, ils s'installent à l'Auberge du Saumon que les jeunes LE FLOCH viennent de reprendre. Le contact s'établit, les projets audacieux furent soutenus par un réseau de relations à l'échelle internationale. Un autre lien unit Madame TALDERS aux nouveaux hôteliers : l'amour du cheval. Ces derniers décident en 1977 de créer un centre équestre annexé à l'hôtel, comme moyen d'animation. Six puis neuf chevaux sont achetés, une vieille grange est transformée pour leur hébergement. Mme TALDERS qui possède son deuxième degré d'équitation et son diplôme de guide-accompagnateur, reconnaît des pistes dont une de quarante-deux kilomètres avec moins de 10 % de goudron. Elle organise des sorties pouvant atteindre quatre jours dans le quadrilatère Brasparts, Le Huelgoat, Chateauneuf, Carhaix, recherche des clients parmi ses relations. Les épouses font du cheval pendant que les maris vont à la pêche. Le centre équestre est un des rares clubs de Bretagne à fonctionner toute l'année. Les deux activités, équestre d'une part, hôtellerie-restauration d'autre part, s'épaulent mutuellement. L'hôtel est complet de juin à fin septembre et réussit à tourner convenablement en hiver. En week-end et même en

semaine, une clientèle régionale venue de Quimper, de Carhaix, de Brest, est attirée, d'autant plus conquise par la formule de randonnée qu'il est impossible à cette saison d'en faire ailleurs dans de bonnes conditions matérielles.

L'insertion du tourisme dans le milieu rural environnant ne semble pas rencontrer les mêmes facilités. Les tentatives de créer un " office de tourisme des Montagnes Noires et de l'Aulne " se heurte en effet aux réticences des communes rurales du canton. Des rivalités de clocher, des intérêts divergents, le refus d'une suprématie de Chateauneuf, des querelles de personne n'ont pas permis la mise sur pied, comme dans la presqu'île de Crozon, d'un office du tourisme transcendant les syndicats locaux. Par contre, à l'imitation des SICA de gîtes de Bazouges-la-Pérouse et du massif de Quintin-Duault, une SICA est en voie d'organisation dans le canton de Chateauneuf-du-Faou sur les mêmes bases financières que dans les deux cas précédents (50 % de subventions). Les maisons à rénover sont recensées : une trentaine de personnes se sont inscrites dans le canton, où le patrimoine architectural est important mais en mauvais état en raison du matériau utilisé, le schiste, plus difficile à conserver que le granite. Comme dans les Côtes-du-Nord, l'opération rencontre la même hostilité de la Chambre d'Agriculture. Jusqu'au lancement de cette SICA, le nombre de gîtes ruraux était encore peu élevé dans le canton (quinze en 1977). Cela tient en partie au fait que les vieux bâtiments, comme à Laz, ont été habités plus longtemps qu'ailleurs. La grande propriété, de vieilles fermes, l'absence de remembrement, un nombre peu élevé de constructions neuves, une population âgée n'ont pas favorisé le développement des gîtes d'autant plus que les mentalités ne semblaient pas tournées vers le tourisme. A Laz, le recensement des chambres vides vient seulement de commencer mais leurs propriétaires ne veulent pas les louer. De plus, les cultivateurs semblent plus enclins depuis 1975, suivant en cela la mode urbaine, à restaurer leurs vieilles demeures plutôt qu'à en construire de nouvelles.

II - L'EXEMPLE DES PAYS DE VILAINE ET DE LA BASSE VALLEE DE L'OUST (32)

La région des Pays de Vilaine a été limitée à l'aire d'extension de " la zone-test de développement et d'aménagements concertés de l'espace rural ", définie par la Rénovation rurale (33). Administrativement, elle s'étend sur vingt-trois cantons groupant cent soixante quatre communes, chevauche trois départements : l'Ille-et-Vilaine, le Morbihan, la Loire-Atlantique, et deux régions de programme (34). Nous la considérerons dans son ensemble pour les faits d'ordre général mais nous en exclurons, pour l'étude de l'insertion du tourisme en espace rural, Redon et les communes littorales de Mesquer à La Turballe. Située de part et d'autre de la Vilaine, comprise entre les Landes de Lanvaux et les Marches de Bretagne, la forêt de Paimpont et le sillon de Bretagne, on peut la définir géographiquement comme correspondant à la fois au bassin de la moyenne et basse Vilaine, à la région de relief appalachien et à l'aire d'influence de la ville de Redon. Cette dernière se heurte à celle de Vannes à l'ouest, de Rennes au nord, de Nantes-Saint-Nazaire au sud-est et, dans une moindre mesure, à celle de Chateaubriant au nord-est.

A - Une région en crise

Les pays de Vilaine au début du XIXème siècle connaissaient un développement économique modeste permettant à la population de vivre dans des conditions proches de la misère. L'ancien système agricole reposait sur une combinaison des forêts et des landes, des cultures et des jachères. Au seigle, culture prépondérante, s'ajoutaient la chataîgne, le blé noir, l'avoine, le chanvre et le lin. Arthur YOUNG évoquait les

" rotations barbares " où l'ajonc épineux cultivé pour l'affouragement des chevaux et ensemencé avec l'avoine est exploité trois ou quatre ans, lui succèdent seigle puis le sarrasin et enfin l'avoine qui termine la rotation avant que le champ ne soit abandonné pour un temps variable à la friche.

En 1741, la culture de la pomme de terre apparut dans la région de Messac mais se développa moins rapidement que celle du pommier qui fit reculer la vigne. Dans l'intérieur, les marais de Vilaine, de Langon à Béganne, de Redon à Saint-Martin-sur-Oust, furent intégrés à l'économie agricole.

Avant la révolution industrielle, les Pays de Vilaine connaissaient une activité artisanale et industrielle permettant de maintenir sur place une population dense (industries du fer et textiles, carrières de pierre et d'ardoises etc...). " L'Etat particulier de la population, redigé d'après les ordres de Son Excellence le Ministre de l'Intérieur et d'après la demande de Monsieur le Général, Conseiller d'Etat, Préfet du Morbihan " le 21 juillet 1804 (35) pour la commune de Saint-Nicolas-du-Tertre, au nord-ouest de La Gacilly, est assez représentatif des petites communes rurales des Pays de Vilaine. Saint-Nicolas compte alors cinq cent dix personnes. Les familles sont généralement nombreuses (5,7 personnes) et l'activité professionnelle essentiellement agricole : cent soixante neuf travailleurs dont quarante-sept laboureurs propriétaires, vingt-neuf fermiers et métayers, vingt-sept manouvriers à la journée et soixante-six domestiques à gage. Quatorze familles sur quatre-vingt-onze cependant vivent du commerce ou de l'artisanat. Quatre cabarets situés tous au bourg et dix artisans tous dans les villages dont deux charpentiers, quatre tailleurs, deux maréchaux, deux tisserands. Il faut y ajouter, en incluant femmes et enfants, une cinquantaine de " marginaux ", mendiants et indigents. Dans certaines communes, le nombre d'ouvriers travaillant soit aux Forges de Paimpont, soit à la fabrique d'étoffes de laine de Malestroit (36) et comptés comme " artisans ", était élevé (cent quatre vingt neuf pour Sérent qui comptait alors 2 671 habitants et vingt-neuf marchands et cabaretiers) (37).

Vers le milieu du XIX^{ème} siècle, le développement des moyens de communication (38) apporta certes des améliorations (amendements des terres acides, exportation des produits régionaux) mais surtout tua l'artisanat et l'industrie locale. Des artisans et ouvriers se reconver- tirent alors à la terre. Certaines landes furent défrichées (39), des communaux partagés tandis que l'amélioration des conditions sanitaires accentuait la pression démographique. Comme le note le Sous-Préfet de Ploërmel le 30 octobre 1851, malgré l'abondante récolte de pommes de terre et de chataîgnes, " le malaise se perpétue dans les campagnes ; les fermiers ne peuvent payer ou ne le font qu'imparfaitement et la situation ne devient tolérable que par des privations que savent s'imposer les habitants des campagnes ".

C'est vers 1930 que se manifestèrent le choix et l'adaptation des productions végétales aux exigences de l'économie moderne. Une bonne partie du blé et du sarrasin est vendue. Le seigle, l'avoine, la pomme de terre sont réservés à l'alimentation animale. Jusque vers 1950, moment où débute timidement la vulgarisation agricole, et où le ministère s'ins- talle un de ses villages témoins à Saint-Laurent-sur-Oust, avec l'asso- ciation générale des producteurs de blé, l'agriculture reste des plus traditionnelles. C'est la période de l'exode vers Paris et la région parisienne, vers Nantes, Rennes et Saint-Nazaire. Les départs pour Paris, Rennes ou Nantes sont souvent définitifs alors que les migrations vers Saint-Nazaire et Redon sont plutôt alternantes. Un relevé effectué au 1er janvier 1960, à Ruffiac et à Saint-Laurent, de toutes les personnes nées dans ces communes de 1922 à 1943 et les ayant quittées permet de mesurer l'émigration dans les Pays de Vilaine. L'examen des graphiques montre que le mouvement a été relativement continu, malgré un ralen- tissement dû à la guerre, avec quelques pointes en 1925 et de 1931 à 1933. Au 1er janvier 1960, 30 % des habitants nés de 1922 à 1937 avaient quitté la région. Le mouvement d'exode s'est poursuivi et parfois même accéléré. Sur les vingt-deux mille actifs industriels domiciliés dans les Pays de Vilaine en 1971, onze mille travaillaient à l'extérieur de la zone-test, en grande majorité dans les entreprises des agglomérations de Rennes et Saint-Nazaire. Sur les neuf mille actifs domiciliés dans

les neuf cantons autour de Redon, trois mille vont travailler à l'extérieur dont mille deux cents à Rennes et mille cinq cents à Saint-Nazaire. Le risque d'un passage d'une migration alternante à une migration définitive est évident. Entre 1962 et 1975, l'évolution démographique est caractérisée par une stagnation de la population. Cette dernière diminue de 1962 à 1968, passant de 236 765 à 235 680, puis augmente très légèrement entre 1968 et 1975 où elle atteint 239 830. Au total, entre 1962 et 1975, le gain n'a été que de 1,29 % alors que pour l'ensemble des quatre départements bretons, il a été de 8,31 %. Ce léger gain n'a profité qu'à un nombre très limité de communes de la zone-test. La carte montre que les secteurs en accroissement sont étroitement circonscrits. En dehors de quelques communes isolées, on ne les rencontre que dans le nord-est (influence de Rennes), à l'ouest de Redon et dans le sud-ouest (influence de Saint-Nazaire-La Baule). Le cas de La Gacilly, au carrefour des axes Dinard-La Baule et Rennes-Vannes est unique. Cette commune avec 1 140 habitants en 1962, 1 335 en 1968 et 1 720 en 1975, a reçu le prix de " l'expansion régionale et de la qualité de la vie " en 1977. Ce dynamisme est la conséquence de l'installation en 1965 des laboratoires de cosmétologie Yves ROCHER (cent cinquante emplois en 1965, plus de mille en 1977). La Gacilly a pu, par des moyens financiers importants, (budget de neuf millions de francs en 1977) assurer l'accueil et le maintien de la population, développer les infrastructures. Quatre cent quatre vingt neuf logements ont été construits entre 1963 et 1977 et un lotissement de deux cents logements était en voie de réalisation à cette même date.

La principale activité restait l'agriculture puisqu'en 1968 le secteur primaire représentait encore 45,1 % de la population active (57 % en 1962). Cependant, la population agricole était âgée (la moyenne d'âge des chefs d'exploitation dépassait cinquante-deux ans). 30 à 40 % des exploitations n'avaient pas de successeurs. 30 % des chefs d'exploitation avaient en 1970 plus de soixante ans et détenaient 20 % des superficies alors que 17 % des exploitants avaient moins de quarante ans et en détenaient 22 %. Cette population était en outre peu formée : en 1962, 93 % des plus de quinze ans n'avaient pas de diplôme supérieur au CEP et 63 % n'avaient aucun diplôme ; 5 % seulement possédaient un diplôme technique ou professionnel. La prolongation des tendances passées laissait

EVOLUTION DE LA POPULATION DANS LES PAYS DE VI AIME 1968 1975



à penser que, sur les 42 900 actifs agricoles dénombrés en 1970, seulement 31 300 resteraient en 1975 soit une diminution de 27 %. L'état des structures était également peu favorable : les 21 000 exploitations recensées en 1970 n'atteignaient pas quinze hectares en moyenne. La surface moyenne des parcelles était inférieure à trente ares dans les communes remembrées et 30 % seulement de la S.A.U. étaient remembrés à cette date.

B - La Rénovation rurale et la mise en place d'un processus de développement touristique

La politique de rénovation rurale était entreprise pour résoudre les " problèmes d'adaptation à l'évolution actuelle de l'économie qui se posent avec une acuité particulière dans certaines zones rurales où l'activité agricole largement prédominante souffre de déséquilibres structurels profonds " (rapport-préambule du Journal-Officiel du 26-10-1967). Les pays de Vilaine répondaient parfaitement à ces objectifs mais il est juste de rappeler que cette politique allait succéder à des opérations d'aménagement lancées beaucoup plus tôt.

Le développement de la région est apparu d'abord comme essentiellement lié à la maîtrise des eaux et à l'aménagement hydraulique du bassin de la Vilaine.

Au printemps 1936, une inondation catastrophique à la suite de pluies diluviennes causait des dégâts considérables à la ville de Redon (40). Ce fut l'origine, sous l'impulsion de M. DU DRESNAY (41), de la Conférence interdépartementale regroupant les Conseils généraux d'Ille-et-Vilaine, de Loire-Atlantique, du Morbihan (42). Ses travaux furent interrompus en 1940. Ils ne reprirent qu'en 1953. Un programme d'aménagement intégré du bassin fut alors mis au point par le Ministère

de l'Agriculture et celui des Travaux Publics. Une institution inter-départementale s'est substituée en mars 1961 à la Conférence qui était un organisme d'étude. Dès lors, l'aménagement de la Vilaine fut inscrit au titre des grands aménagements régionaux dans la rubrique des marais de l'Ouest.

Le problème présentait plusieurs aspects. A chaque marée, le flot déposait dans le lit de la Vilaine et dans celui de ses affluents la vase que son courant avait mis en suspension en face de son estuaire. Cette vase transitant deux fois par jour se déposait dès qu'elle se trouvait dans une zone calme en obstruant les cours d'eau et les canaux de drainage. A haute mer, en marée de vive-eau, les vallées étaient submergées et le demeuraient pendant des semaines. En hiver, les crues de la Vilaine s'ajoutaient aux méfaits de la marée. Les vallées devenaient progressivement improductives, la navigation impossible et la menace de la submersion des routes comme de l'inondation des maisons pesait sur le pays de Redon. L'objectif principal était d'empêcher la marée de remonter, c'est-à-dire d'isoler la Vilaine de la mer.

La maîtrise de l'eau n'a pu être obtenue que par la construction d'un barrage insubmersible, celui d'Arzal permettant l'écoulement naturel des eaux du bassin mais interdisant l'accès à l'eau de mer. Commencé en 1964, le barrage fut achevé en 1970. Il s'est accompagné de travaux connexes (Pont de Cran sur la Vilaine, recalibrage du lit du fleuve et de ses affluents, rescindement des boucles plus accentuées, station de pompage de l'Isac, usine des eaux...). Leur réalisation a entraîné le développement de la région en évitant le retour des inondations (les fortes pluies de l'automne 1974 provoquèrent des crues dans la Vilaine, l'Oust, le Don, l'Isac qui ne furent pas ressenties à l'aval de Redon : le barrage était efficace contre les inondations), en améliorant les terres qui étaient inondées et en favorisant la mise en culture des marais. On pratiqua des épandages des alluvions extraites du lit de la rivière. La disparition progressive du sel a permis le développement des graminées et la culture des céréales. La navigation, fut rétablie sur un plan d'eau de quarante kilomètres relié à la mer par la remise en état des ports de La Roche Bernard et de Redon. L'eau potable est fournie aux grandes

agglomérations voisines (La Baule, Basse-Loire). Dès la mise en service du barrage d'Arzal, la centrale de production d'eau potable construite à Ferel avait commencé à fonctionner. Ce problème d'alimentation est devenu finalement le problème majeur de l'institution qui traite l'eau et la vend aux syndicats. Au 2 septembre 1974, la production en était de 30 000 m³ par jour. Elle avait été portée à 60 000 m³/jour en 1975. Dans l'avenir, 90 000 m³/jour seront atteints. Redon est ainsi alimentée en eau potable (1976) de même que Vannes (1977). Un projet de construction d'une usine hydro-électrique a été abandonné par l'E.D.F. Le développement touristique fut favorisé par la réalisation de rocaïes longeant les pentes escarpées de la Vilaine, la création de ports de plaisance (Arzal, La Roche-Bernard) et d'un complexe touristique sur les terrains appartenant au département du Morbihan (trente-cinq hectares) (43).

Au moment où s'élaboraient progressivement les aménagements hydrauliques, les responsables agricoles prenaient, de plus en plus nettement, conscience du malaise qui s'exprimait dans des manifestations parfois violentes comme celle de Redon en 1967. En 1969, naissait le Comité d'Etudes des problèmes agricoles du Pays de Redon. Persuadés que l'avenir de l'agriculture passait par le développement de toute la région, dans le cadre d'un aménagement global, les responsables agricoles prirent contact avec les industriels, les commerçants, les syndicalistes ouvriers.... Il y eut en même temps une rencontre heureuse entre le comité qui se mettait en place et le commissaire à la Rénovation rurale pour la zone-ouest, Monsieur FERRET. Ainsi naquit le COCAPAR: Comité de Coordination et d'Aménagement du Pays de Redon.

Le COCAPAR est une association, type loi de 1901, qui regroupe des personnes morales : les collectivités locales (départements, communes, syndicats à vocation multiple), les chambres consulaires (agriculture, commerce et industrie, métiers), les syndicats (agricoles, ouvriers, artisanaux), les associations familiales, les administrations, l'institution interdépartementale pour l'aménagement du bassin de la Vilaine et divers organismes locaux. Il regroupe de ce fait tous les organismes qui ont

vocation d'aménagement et de développement de la région des Pays de Vilaine, sous forme de fédération. A la différence des vocations très précises de chacun des groupes précédents, le COCAPAR travaille dans une perspective de développement global. Il comprend une Assemblée générale, un Conseil d'administration de soixante membres, un bureau de treize personnes, une mission technique de six permanents, quatre commissions (agriculture, industrie et emploi, artisanat, tourisme) subdivisées elles-mêmes en groupes de travail qui ne sont pas figés. Ainsi, la Commission Tourisme comprenait en 1970 quatre groupes : promotion, hébergement, animation et équipements, formation. Une des principales originalités a été la constitution de groupes de travail non seulement par thèmes mais aussi par secteurs géographiques afin de favoriser au maximum les actions concentrées et globales (basse-vallée de l'Oust, canton de Derval, moyenne vallée de la Vilaine).

Le tourisme rural s'est donc inséré, et a été pensé, dans un contexte d'aménagement global. Le but a été d'essayer de promouvoir le développement agricole, industriel, urbain, touristique, artisanal et commercial par l'élaboration en commun d'un plan d'aménagement global et concerté. Les responsables, y compris ceux de l'agriculture, ont toujours considéré que la priorité devait être donnée au développement industriel et à la création d'emplois (44). Les options concernant l'agriculture ont porté sur : la restructuration foncière avec des formules nouvelles de remembrement plus économiques et répondant davantage aux besoins des exploitants ; l'organisation de la production, de la commercialisation et de la transformation des produits agricoles ; l'intensification des productions végétales et animales traditionnelles : céréales fourragères et notamment culture du maïs, motrice pour la production de la viande bovine (en liaison avec l'aménagement et la mise en valeur des marais), amélioration de la qualité génétique du cheptel laitier, ateliers industriels de production hors sol (porcs, volailles), développement de productions actuellement secondaires et implantation de productions nouvelles (chataignes, pommes à cidre, ovins, oies pour le foie gras...) ; l'amélioration de la qualification des agriculteurs par la promotion et le recyclage des exploitants, la formation des jeunes, une meilleure

efficacité de la vulgarisation. Cette action s'accompagne d'une incitation au départ des agriculteurs âgés (information systématique sur l'I.V.D.).

Atteindre ces objectifs agricoles entraînait la nécessité d'accélérer les mutations professionnelles par la création d'emplois dans la région. Sur ce point, le tourisme ne pouvait guère apporter de solution. Il était évident que cette nouvelle activité en milieu rural ne pouvait en créer qu'un minimum et n'apporter qu'un complément de revenus à un nombre limité d'agriculteurs.

Le développement touristique dans les Pays de Vilaine était guidé par trois principes : pour que les activités touristiques soient véritablement facteurs de rénovation rurale, il fallait qu'elles soient assurées au maximum par la population locale d'où la nécessité de la préparer par l'information et la sensibilisation ; afin d'assurer les meilleures bases à ces activités, il fallait les diversifier en s'appuyant sur les potentialités de la région ; la volonté de développer les loisirs pour les populations permanentes des Pays de Vilaine.

Le but final est de créer des courants touristiques importants afin de rentabiliser les équipements déjà existants et d'inciter à en créer de nouveaux. Pour éviter la formation de flux qui ne puissent être absorbés faute de capacité d'hébergement suffisante, toute la politique menée dans ce domaine consista à favoriser le développement du tourisme de passage, du tourisme à la journée en cherchant à faire des Pays de Vilaine l'arrière-pays de la Côte d'Amour, de la presqu'île de Rhuys et du golfe du Morbihan et l'aire de loisirs privilégiée de Rennes, Nantes, Saint-Nazaire et Vannes.

En conséquence, trois types d'action avaient été prévus : des actions prioritaires (la préservation et la mise en valeur du patrimoine, l'amélioration des moyens d'accès aux pôles touristiques, l'aménagement d'infrastructures de base dans les communes touristiques ou ayant cette vocation : adduction d'eau, électrification...), des actions d'équipements destinées aux loisirs, sports et tourisme, autour des pôles touristiques (stations vertes, bases de plein air et de loisir), des actions d'entraî-

nement comme la mise en place de l'Office touristique des Pays de Vilaine, émanation de la Commission de propagande du COCAPAR et de l'Union des Syndicats d'initiative de la région (45). L'Office touristique a donné naissance à l'Association musicale des Pays de Vilaine qui organise des festivals d'art sacré (46) et à l'Association pour le Renouveau de l'artisanat traditionnel -ARATEC- qui monte des expositions visant à promouvoir l'artisanat. Le Groupement culturel breton né de la rencontre de structures diverses (Office touristique, Fédération des foyers de jeunes, Kendalc'h...) veut conserver et faire renaître les arts et traditions populaires dans les Pays de Vilaine. Cette conservation du patrimoine culturel est réalisée matériellement dans le centre Ti Kendalc'h de Saint-Vincent-sur-Oust.

Ce qui apparaît important en 1970, c'est la conception que le tourisme ne pourra jamais apporter de solution-miracle aux problèmes de la région. Ne fournissant qu'un complément de revenus à un nombre limité d'agriculteurs, son rôle consistera essentiellement à aider à conserver un équilibre socio-économique dans les campagnes par le maintien d'un certain nombre d'artisans et commerçants nécessaires à toute vie en milieu rural.

L'insertion du tourisme dans les Pays de Vilaine bénéficiera de conditions favorables. Pour en juger, il est nécessaire de présenter un tableau des forces et faiblesses du tourisme en 1970 qui permettra de mieux mesurer les transformations opérées que nous saisirons ensuite à travers l'étude de la basse vallée de l'Oust.

C - L'insertion du tourisme dans les Pays de Vilaine

1) forces et faiblesses du tourisme dans les Pays de Vilaine en 1970

Région de transition entre la basse-Bretagne et les Pays de Loire, ils ne constituaient pas une unité homogène : le littoral de

Guérande à Damgan de part et d'autre de l'embouchure de la Vilaine est la prolongation de secteurs touristiques extérieurs à la zone-test. A l'est de la ria de Penerf, le littoral est peu mis en valeur en dehors de la plage familiale de Damgan. Au sud de l'estuaire, les ports de pêche et les stations de Penestin, La Turballe, Piriac sont plus actifs mais l'insertion du tourisme dans l'intérieur se heurte au Parc de Brière.

En dehors de ces secteurs qui possédaient déjà au moment de la création de la zone-test leur vie touristique propre, tout le reste présentait des faiblesses malgré l'existence d'un important potentiel et d'un environnement favorable à la vie touristique (47).

a) données externes à la région : la situation géographique et l'évolution de la vie touristique dans la Bretagne du sud créèrent en quelques années une ambiance favorable au développement du tourisme. La saturation du littoral et le redéversement vers l'intérieur qui se manifesta à partir de 1968-1970 favorisaient les Pays de Vilaine. Leur situation au centre d'une couronne urbaine s'appuyant sur Rennes-Vannes-Nantes-Saint-Nazaire, source d'importantes migrations de week-end, était un autre élément bénéfique d'autant plus que l'environnement immédiat de ces grandes villes est différent de l'aspect géographique et architectural des Pays de Vilaine qui forment leur aire de loisirs la plus proche et la plus attrayante. L'aménagement du Parc naturel régional de Brière créa des flux touristiques susceptibles d'être captés par les Pays de Vilaine.

b) données propres à la région

Le potentiel naturel, riche et varié, constitue une des bases essentielles de la mise en valeur touristique.

les potentialités physiques : les paysages liés au relief appalachien, constitué de vallées en cluses, de croupes modestes allongées d'ouest en est, boisées de pins, se rejoignant parfois en " d'harmonieuses lignes

courbes isolant des creux en fond de bateau ", ont été qualifiés par André MEYNIER comme " les plus pittoresques de Bretagne ". Les hauteurs toujours modestes correspondent à des affleurements de grès durs ou de granite alors que les vallées sont creusées dans les schistes tendres. Le pittoresque est lié à la grande diversité des affleurements qui peut faire alterner sur moins d'un kilomètre quatre bandes de collines et de vallées dans la région de Rochefort-en-Terre. A l'ouest de Redon viennent mourir les landes granitiques de Lanvaux encadrées par les dépressions schisteuses de la Claie au nord et de l'Arz au sud. Les lignes de force du milieu naturel sont constituées par la Vilaine et ses nombreux affluents. Traversant successivement les hauteurs par des gorges étroites, ces rivières sont responsables de sites très tôt mis en valeur par le tourisme, comme celui de l'Ile aux Pies (cluse de l'Oust) ou des Corbinières (cluse de la Vilaine) que le Guide bleu de la Bretagne (édition 1930) signale. Entre ces gorges, les vallées s'évasent et les eaux, en raison des faibles pentes, s'épandent en marais inondés une partie de l'année, favorables à la pêche et à la chasse. Les secteurs les plus typés se rencontrent principalement dans la moyenne Vilaine de Pont-Ream à Langon et à l'ouest de Redon. A l'est de Redon, commence un autre domaine au relief effacé, celui des bas-plateaux ligéro-atlantiques, décrits par Jean-Max PALIERNE (48). Ici, " pas de lignes directrices vraies, pas de repères nets ni de points de vue exceptionnels, dans ces rares collines surbaissées et sur ces plateaux poncés ou presque partout le vif de la roche est feutré de sol et calfeutré par la végétation ". Bois, forêts, lignes d'arbres et haies sont nombreux ce qui donne au paysage un aspect très verdoyant d'autant plus que le bocage jusqu'à une date récente était dense, à mailles serrées. Les forêts sont souvent privées, à l'exception de celle du Gâvre qui s'étend sur plus de sept mille hectares.

Le patrimoine architectural est très disséminé, relativement difficile à découvrir mais assez dense. Les croupes appalachiennes au sud du bassin de Rennes (Landes de Cojoux, de Langon) sont jalonnées de dolmens, menhirs, tumuli, cromlechs qui font du bassin versant de la Vilaine une des régions les plus riches en monuments mégalithiques de Bretagne après

celle de Carnac. L'époque romaine a laissé aussi quelques traces sous la forme de voies romaines (Voie pavée de Langon), de bornes militaires, de camps de terre, de vestiges de cités ou de villes (Fégréac, Rieux, Allaire, Langon, Le Gâvre, Carentoir).

L'art est plus fruste qu'en Basse-Bretagne. Les croix sont simples, souvent grossières. Les édifices religieux présentent sensiblement les mêmes caractères. En dehors des quatre églises remarquables des quatre importantes cités médiévales (Collégiale de Guérande, Abbatale Saint-Sauveur de Redon, église Notre-Dame de la Tronchaye à Rochefort-en-Terre, église Saint-Gilles de Malestroit), les autres édifices sont assez mineurs si l'on excepte toutefois la chapelle Sainte-Agathe de Langon et les églises romanes de Langon et de Saint-Gildas.

Le patrimoine militaire n'est pas à négliger dans cette région de Marche. Cette dernière a conservé des vestiges des forteresses médiévales qui protégeaient ses limites orientales : place forte de Guérande, château-fort des Rieux, châteaux de Blain, du Grand Fougeray et de Derval.

Les richesses du folklore : la persistance d'un " folklore " vivant se manifestant dans l'habillement, les coutumes, la vie quotidienne constitue un atout important pour la mise en valeur touristique. Le citadin semble de plus en plus avide de toutes les manifestations qui rappellent la vie d'autrefois. Les pays de Vilaine ont conservé une assez riche panoplie d'arts et de traditions populaires. La remise en honneur d'anciennes fêtes constitue un atout intéressant pour l'animation estivale des campagnes. Le " Groupement culturel breton " des Pays de Vilaine a recensé mille deux cents chansons populaires sur vingt communes autour de Redon.

Le maintien de ces fêtes jusqu'à une date très récente, la persistance de certaines croyances sont aussi le signe d'un archaïsme de la vie rurale. Comme le souligne André MEYNIER, cette zone du pays de Redon est peut-être celle de Bretagne où pèse le plus le poids du passé et où " l'agriculteur attaché à ses traditions, à toutes ses habitudes, a du mal à se moderniser ". Les initiatives prises pour développer le tourisme rural n'ont pas toujours trouvé un milieu humain

favorable à leur diffusion malgré le dynamisme pouvant naître de ceux qui " veulent en sortir ". Le milieu humain des pays de Vilaine, comme l'ont montré nos analyses dans certains secteurs (canton de Guéméné-Penfao, basse vallée de l'Oust) confirmées par d'autres travaux dans le canton de Derval, (49) n'est pas exempt de grandes nuances. On comprend mieux dès lors qu'une des opérations prioritaires de la Rénovation rurale fut, comme le souligne J.P. LE FLOCH, Adjoint au Commissaire à la Rénovation pour la zone ouest, " l'investissement intellectuel, préalable à toute action en matière touristique " (50).

Les pays de Vilaine constituaient donc une région morcelée entre trois départements possédant une bande côtière qui mobilisait toutes les énergies des Délégués régionaux au tourisme, des Unions départementales des Syndicats d'initiative. Les efforts se portèrent longtemps sur les grandes stations littorales négligeant cet espace rural à l'écart des flux touristiques. En 1969, le bilan des hébergements est vite fait : quatre gîtes seulement (Redon, Missillac, Maure-de-Bretagne). D'où une économie touristique qui pouvait être comparée à une " économie de cueillette où l'on se contentait d'exploiter les richesses à l'état brut. Il suffisait d'une simple pollution d'un cours d'eau pour voir les assises de ce tourisme disparaître. Le patrimoine culturel, architectural, gastronomique était lui aussi totalement négligé.

2) les transformations de la vie touristique

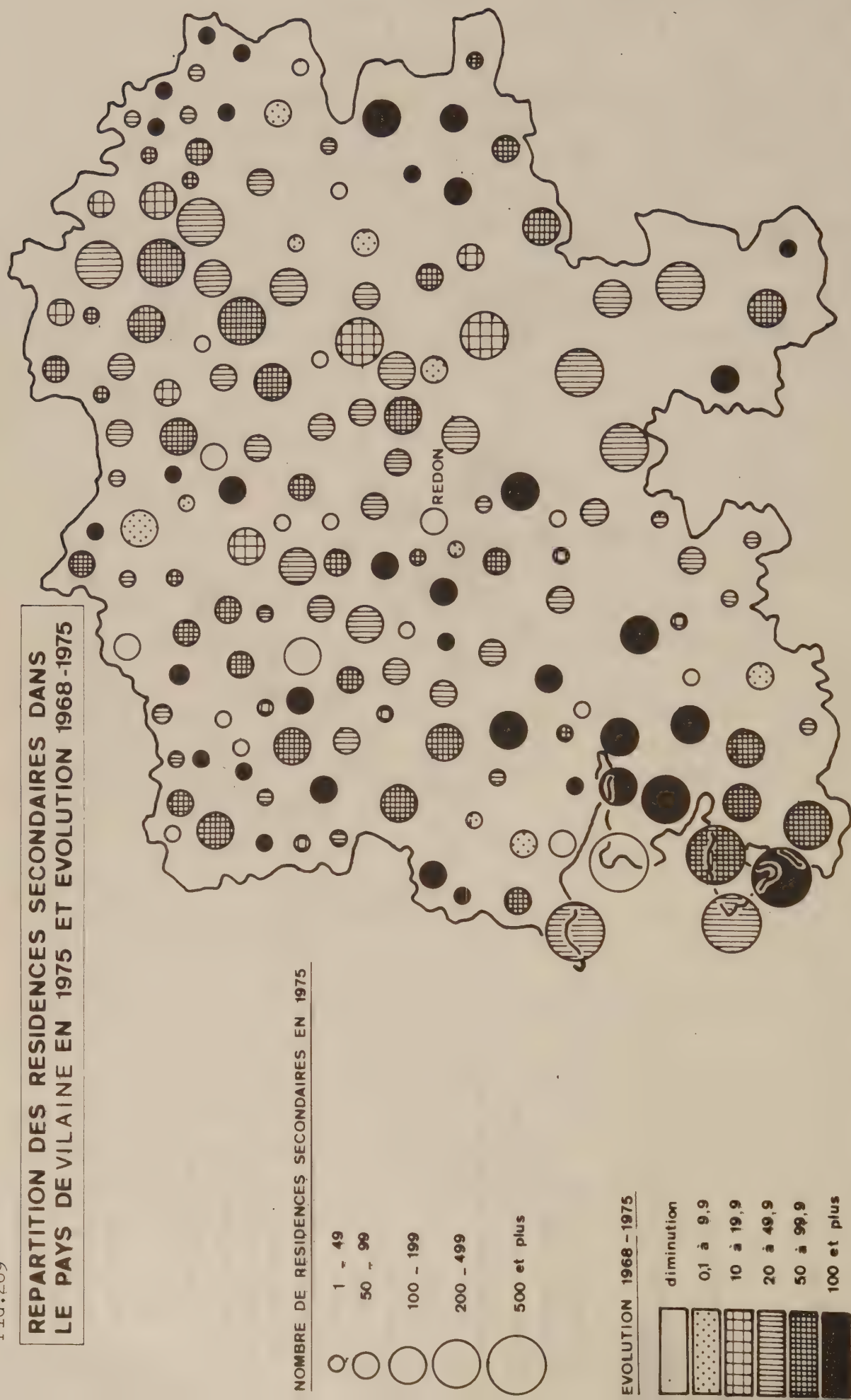
a) le développement de la capacité d'accueil en camping

En 1977, pour l'ensemble de la zone (y compris les communes littorales) on dénombrait 20 335 places pour 10 123 en 1970, ce qui représente un doublement du nombre de places en sept ans. L'espace rural a augmenté sa propre capacité d'accueil presque au même rythme que celui des communes littorales. En effet, si l'on enlève les terrains de camping de



FIG.289

REPARTITION DES RESIDENCES SECONDAIRES DANS
LE PAYS DE VILAINE EN 1975 ET EVOLUTION 1968-1975



Mesquer, La Turballe, Ambon, Damgan, Pénestin, la capacité d'accueil tombe à 6 280 en 1977. Elle était de 3 360 places en 1970. Les six communes balnéaires ont vu leur capacité d'accueil multipliée par 2,08 alors que celle des communes rurales, même éloignées de la mer, l'a été par 1,87. Cette croissance due à la politique des collectivités locales a eu pour conséquence géographique de diffuser les terrains de camping sur l'ensemble de la zone, aboutissant parfois à des suréquipements (cinq terrains autour de Malestroît).

b) la mise en place d'équipements récréatifs et la reconnaissance de petits centres comme stations vertes de vacances : Carentoir, La Gacilly, Malestroît, Basse Vallée de l'Oust, Moyenne Vilaine, La Roche Bernard, Questembert, Guéméné-Penfao.

Le canton de Guéméné-Penfao est un bon exemple de ces transformations récentes. Guéméné fut pendant longtemps une étape pour les vacanciers se rendant sur la côte atlantique lorsqu'ils acceptaient de quitter les grands axes. Ce flux alimentait en été la majeure partie de la clientèle de ses deux hôtels-restaurants (vingt-quatre chambres). S'y ajoutaient des touristes, enfants du pays installés en ville et qui revenaient chez leurs parents, ou des citadins rennais ou nantais en résidence secondaire (deux cent quatre-vingt douze en 1968 et trois cent quarante en 1975). Le canton ayant servi de zone de repli pendant la guerre 1939-45 pour Nantes et Saint-Nazaire, des liens s'étaient tissés entre l'aire métropolitaine de la basse-Loire et les communes de la vallée du Don. La création d'un S.I.V.O.M. en septembre 1965 qui regroupait les communes du canton de Guéméné (Conquereuil, Marsac-sur-Don, Masserac, Pierric) et celle d'Avessac marqua le point de départ de l'aménagement touristique. Sa première réalisation fut une piscine ouverte au cours de l'été 1970. Il participa aux travaux du village de vacances de Conquereuil et à la réalisation d'un terrain de camping de deux hectares classé trois étoiles. Le développement touristique s'organisa autour du Don. En 1969, un syndicat

Des initiatives individuelles prirent le relais et accompagnèrent les réalisations communales. Guéméné fut classée " Station verte de vacances " en 1975 et comptait en 1977 sept gîtes ruraux pouvant accueillir quarante huit personnes. La fréquentation touristique se développait comme le montre l'exemple de son terrain de camping.

Années	Nombre de campeurs	% Etrangers	Nombre de nuitées	Nombre de nuitées/camp.
1973	772	15,67	2 251	2,92
1974	1 091	10,35	3 882	3,56
1975	1 655	18,79	7 245	4,38
1976	2 008	25,10	9 040	4,50

Le nombre de nuitées a été multiplié par quatre en quatre ans et les étrangers représentent le quart du total des campeurs en 1976. C'est la conséquence du jumelage de Guéméné avec la commune belge de Courcelles. En même temps, la tendance à l'allongement des séjours est réelle. Le nombre d'entrées à la piscine pour la saison d'été était de 26 984 en 1976 (18 941 en 1973). La même évolution est enregistrée au terrain de camping des " Ecureuils " à Beslé-sur-Vilaine (2 495 nuitées en 1972 et 3 057 en 1974).

c) la promotion du tourisme de randonnée équestre, pedestre, nautique et de week-end.

Cinq circuits ont été organisés autour d'un thème prioritaire : canaux bretons Rennes-Redon, Rennes-La Baule par les vieilles cités ; la presqu'île guérandaise ; plages, marais et ports ; l'artisanat à l'ouest de Redon ; sites et mégalithes en Pays de Redon. Cette action est liée au développement du tourisme de week-end et d'un jour à partir des grandes villes régionales et du littoral. Des guides et circuits ont été réalisés à partir de ces centres émetteurs et un calendrier des fêtes a été proposé. Les flux à la journée se sont développés malgré le goulot d'étranglement de la capacité d'hébergement intérieure. Dans cette optique, a été réalisé le " ticket-restaurant " entre les établissements de la côte et de l'intérieur afin de répondre aux souhaits de liberté et de mouvement des estivants hébergés sur le littoral.

Cette valorisation touristique des Pays de Vilaine est en partie responsable de l'essor des résidences secondaires entre 1968 et 1975 et de la transformation d'une partie des vallées en aire de loisir sub-urbaine. Le parc des résidences secondaires est passé de 10 974 en 1968 à 20 559 en 1975 ce qui représente un accroissement de plus de 87 %. La carte de leur répartition en 1975 et du taux de croissance 1968-75 montre que leur développement n'a pas été sensible seulement dans les communes littorales ou sublittorales. Toute la zone a été touchée, y compris des secteurs jusqu'ici peu marqués par l'implantation des résidences secondaires, comme le canton de Sel-de-Bretagne ou la vallée de la Claie (Saint-Guyomard, Bohal).

d) le rôle des initiatives individuelles

Les ruraux commencent à croire au tourisme et développent leur propre capacité d'hébergement en gîtes ruraux, chambres d'hôtes, campings à la ferme. En 1977, l'on dénombrait cent trente deux gîtes ruraux, douze campings à la ferme, six chambres d'hôtes. Leur implantation montre cependant que le fait touristique ne s'est pas répandu de manière homogène dans l'ensemble de la zone : trois secteurs ont été plus dynamiques. Ils correspondent à la bande sublittorale du sud de l'estuaire de la Vilaine, coïncée entre les stations de Piriac-La Turballe et le parc de Brière, à la vallée de la Vilaine entre Guipry et Langon et à celle de l'Oust. L'attrait des facteurs physiques et de la situation géographique semble ici déterminant lorsque des hommes ont su les mettre en valeur. Nous avons déjà présenté au livre II l'exemple de la commune de Langon (village de gîtes familiaux, auberge de jeunesse, classes vertes) ; celui de l'aménagement à des fins récréatives de la tour Duguesclin au Grand Fougeray montre que cette insertion du tourisme dans le milieu rural ne s'est pas produite sans difficulté.

Le cadre et la situation géographique incitaient à la mise en valeur : un magnifique donjon, dernier vestige d'une fortification importante commencée en 1189 et achevée en 1235, dans un parc de onze hectares, à quarante-cinq minutes de Nantes et une demi-heure de Rennes. L'ensemble en très mauvais état, sans porte ni fenêtre, ni plancher, fut mis en vente en février 1967. Il fut acheté par les LOUAPRE qui exploitaient à proximité une cinquantaine d'hectares, avec l'aide financière de leurs parents dont la ferme venait d'être expropriée près de Rennes par Citroën. L'idée était de se tourner vers la restauration en orientant l'exploitation agricole vers les productions utilisées à la Tour, tout en s'appuyant sur la population locale. Le succès d'une telle entreprise pouvait constituer un facteur de développement pour la commune du Grand-Fougeray en la faisant mieux connaître, en créant des emplois temporaires pour les jeunes, en favorisant le commerce local. Deux étages furent aménagés en salles de restaurant sur les sept plans aménageables de la Tour, ainsi qu'une crêperie dans un bâtiment proche. Grâce à une habile publicité, à l'appui du COCAPAR, la Tour Duguesclin du Grand Fougeray

commençait à être connue dès 1970. Les difficultés avaient cependant été grandes et toutes n'étaient pas résolues en 1975. Les unes liées à la Tour même, classée monument historique : tous les travaux devaient faire l'objet d'une autorisation préalable et leur coût fut plus élevé que pour une remise en état normale. L'interdiction de tout panneau publicitaire dans un rayon de cinq cent mètres pesa très vite sur cet établissement qui misait beaucoup sur la clientèle de passage.

Les autres résidaient dans l'indifférence et même l'hostilité d'un milieu local peu ouvert à l'idée du tourisme rural ; dans une mauvaise orientation de départ également. Mal conseillés, mal formés, sans aide (51), les LOUAPRE s'étaient orientés vers une restauration de masse à bas prix, assimilant sous l'influence d'idées héritées de la J.A.C et de certains milieux agricoles, tourisme rural et tourisme social. Il était difficile aussi de vouloir mener de front une activité agricole normale, des charges extérieures (présidence d'une coopérative agricole) et la gestion de la Tour. Quelques années d'exercice au contact des réalités, un équilibre financier précaire devaient amener un salutaire changement d'orientation, tout en précisant mieux certains choix. Le personnel (jusqu'à trente personnes le dimanche) fut réduit à l'extrême et l'on se tourna vers une clientèle moins nombreuse mais plus fortunée (repas d'affaire, de familles, congressistes, touristes aisés) avec des prix rémunérateurs. La crêperie non rentable fut fermée. Une meilleure organisation agricole amena une spécialisation sur la production de poulets, de faisans, de canards et sur la culture de maïs-grain, alors que le troupeau de laitières fut abandonné.

L'insuffisance majeure du développement touristique des Pays de Vilaine reste liée à la faiblesse du potentiel hôtelier, estimé à quatre cents chambres en 1977 (hôtellerie de tourisme), en excluant les soixante-cinq chambres des quatre hôtels de Redon. Leur répartition est très inégale. Trois secteurs seulement sont bien équipés : l'espace entre Redon-La Gacilly et la mer et les centres les plus proches de Rennes (Guichen, Bain-de-Bretagne) ou de Nantes (Blain, Le Gâvre, Bouvron). Il faut bien sûr tenir compte de la petite hôtellerie rurale de préfecture

mais cette dernière est dans la région assez peu tournée vers le tourisme comme l'ont montré des enquêtes récentes (52). Dans le canton de Guichen, ces hôtels ont une très faible capacité d'accueil et peu de confort et sont principalement implantés dans les agglomérations ou le long des routes à grande circulation (Rennes-Redon). La plupart de leurs clients sont des travailleurs en déplacement ou en demi-pension. Certains d'entre eux ont fermé définitivement (hôtel de la Gare à Saint-Senaux) ou ferment en " week-end " (hôtel du Commerce à Guichen). Les restaurants par contre sont plus nombreux, notamment en bordure de la Vilaine et travaillent davantage en fin de semaine avec une clientèle rennaise. Quelques-uns de ces hôtels-restaurants sont tentés de fermer leur volet d'hôtellerie. Celui de Guenrouet (hôtel de préfecture BRIAND, huit chambres) est exploité familialement depuis 1928. En été, il reçoit quelques habitués de la région parisienne et du Nord (pêcheurs attirés par l'Isac) et travaille hors-saison avec des ouvriers et des V.R.P. En 1975, il a tourné avec un coefficient de remplissage de 30 %. Les chambres seules (hors-pension) représentent 2 % du chiffre d'affaires. Les chambres de passage avec le restaurant du soir et le petit-déjeuner, plus les pensions de vacances et celles des ouvriers au cours de l'année, ne représentent que 10 % du chiffre d'affaires. L'activité principale est fournie par la restauration sous toutes ses formes (repas individuels mais surtout mariages et banquets). L'Auberge du relais de la Place à Bourg-des-Comptes (hôtel de préfecture, huit chambres) présente les mêmes caractères. Les investissements depuis 1970 n'ont été réalisés que dans le bar et le restaurant. Le secteur hôtellerie se maintient difficilement (53).

Toutes ces insuffisances freinent la pénétration du tourisme dans l'espace rural intérieur et tendent à maintenir les gros bataillons de touristes dans la frange littorale, ce que démontre l'exemple du parc de Brière.

e) le parc naturel régional de Brière

L'objectif majeur du parc de Brière étant d'assurer " la conservation d'un patrimoine biologique unique " (art. 6), le programme des actions et équipements en faveur de la mise en valeur touristique est très léger. Cette dernière s'est traduite par la mise en place de petits équipements d'accueil sur le pourtour du marais (petites aires de pique-nique avec tables et bancs, corbeilles à papier, balançoires pour enfants), la signalisation du Parc sur tout le territoire, l'édition de documents " découverte de la Brière ". La principale action a visé au développement du tourisme de randonnée. La section du sentier de grande randonnée GR 3 La Baule-Pontchâteau qui traverse la Brière a été progressivement réalisée, jumelée avec des sentiers pédestres et équestres assortis de " tronçons botaniques ". Pour cela, certains " charreaux " (voies d'accès charretières à l'intérieur du marais) ont été remis en état. L'accueil des randonneurs a été facilité par l'aménagement de l'auberge rurale du Haut-Marland où l'on reçoit " à pied, à cheval, en voiture ". Cette auberge, appartenant au Parc, située sur la commune de Saint-André-des-Eaux, est le lieu d'aboutissement des sentiers du pourtour du marais. Le long bâtiment blanc, à la toiture refaite en chaume, propose des chambres et des repas qui valorisent les produits régionaux (canards, anguilles) mais le prix des menus (de 20 à 51 F en 1977) décourage nombre de randonneurs.

La seconde action importante cherche à promouvoir la découverte du milieu par la réalisation d'opérations ponctuelles. Le parc a entrepris de restaurer et d'animer le village agricole de Kerhinet situé sur la commune de Saint-Lyphard, avec l'aide du Conseil général de Loire-Atlantique. Le village comportait une quinzaine de maisons ruinées, qui seront transformées l'une en auberge, les autres en échoppes pour artisans ou en musées. Une animation y est prévue en été, telle la présentation en août 1977 du " Livre vivant de la Brière " évoquant les principaux faits qui ont marqué la région. Les travaux sont longs et, lors de notre passage en février 1978, trois maisons seulement étaient entièrement restaurées. Les premiers

travaux d'implantation d'un parc animalier " vitrine du marais ", sur la commune de Saint-Malo-de-Guersac, étaient en cours en 1977. A proximité, une " maison de l'éclusier ", achetée par le parc et restaurée par ses soins, située à cheval sur l'un des principaux canaux de circulation du marais indivis, sert de cadre au " musée de l'eau et de la bâtellerie briéron ". Une chaumière a été restaurée à Fedrun. Elle montre aux visiteurs l'intérieur d'une maison traditionnelle des villages iliens. Comme on le voit, l'achat et la restauration de chaumières briérones sont un élément essentiel de la politique d'aménagement du Parc. Il ne s'agit pas seulement de créer des centres d'accueil ou des musées mais également de fournir des références aux éventuels acquéreurs ou constructeurs de résidences secondaires ou principales, de faire revivre la culture traditionnelle briéronne tout en fournissant aux artisans et aux agriculteurs des stands d'exposition pour leurs produits. Un atelier d'aide technique architecturale a été installé à Camérún (commune de La Chapelle-des-Marais). L'arrêté ministériel d'inscription du 13 mars 1967 distingue trois zones de protection. Dans la zone A, de protection renforcée, la couverture en chaume est obligatoire et dans la zone B, de protection restreinte, la couverture en ardoise est tolérée. Ces mesures ont suscité les plus grandes réserves de la part des Briérons et sont en partie responsables de l'hostilité de certains milieux agricoles (54). Certains villages se transforment et se composent exclusivement de résidences secondaires ce qui bloque le développement agricole par la hausse très forte du prix des terres, sans empêcher par ailleurs la dégradation des sites. C'est le cas du village de Kerbourg (commune de Saint-Lyphard) en pleine mutation par la transformation de chaumières et des deux moulins en résidences secondaires. Des petits terrains en clos, sur lesquels sont installées à demeure des caravanes, bordent le chemin d'accès aux " Pierres druidiques de Kerbourg ". Bien que les fermes briérones ne soient jamais très éloignées du marais, lieu de pêche, de chasse et de promenade, aucune en 1978 ne s'était encore lancée dans la chambre d'hôtes ou le camping à la ferme, malgré les exhortations. L'annuaire des gîtes ruraux de Loire-Atlantique présente chaque année des photos de " la Brière mystérieuse "

mais seuls trois gîtes sont proposés : l'un créé en 1973 à Saint-Joachim appartient à un citoyen normand et les deux autres à Saint-Lyphard ouverts par le même propriétaire en 1975 et 1977. Par contre, le nombre de résidences secondaires s'est accru entre 1968 et 1975 de manière très sensible. Si nous considérons les dix communes riveraines du marais (55) leur nombre est passé de 563 à 912 et le taux de fonction résidentielle de 9,69 % à 14,45 %. La pression touristique est plus forte sur la bordure occidentale de la Brière, entre le marais et le front de mer urbanisé. C'est là que se rencontrent surtout les maisons rurales en pierres apparentes des villages agricoles plus facilement aménageables que les chaumières basses, bloc à terre, faites d'une seule pièce au sol en terre battue, aux murs badigeonnés à la chaux, surmontée d'un grenier, des villages iliens (Pendille, Fedrun, Mazin...). Par ailleurs, en dehors des promenades en barque qu'ils pratiquent depuis longtemps, rares sont les agriculteurs qui se sont adaptés aux flux touristiques par la vente directe de leurs produits. Les loueurs de barques regroupés au sein d'une association souffrent du manque d'entretien des chenaux, de leur envasement et de l'extension des roseaux. Les responsables du Parc s'efforcent d'engager le dialogue avec ces " oubliés " en relançant l'élevage. Un ingénieur-agronome permanent, engagé par le Parc, est à la disposition des agriculteurs mais le milieu rural reste très fermé, ce qui ne favorise pas le développement touristique. Le Parc de Brière reste surtout une aire de loisirs et de promenade dominicale pour les citoyens de la Basse-Loire.

D - La Basse-vallée de l'Oust

Le cadre géographique de cet exemple est constitué par les communes qui s'articulent de part et d'autre de la basse-vallée de l'Oust. A la différence des vallées saumuroises ou tourangelles, son aménagement ne concerne pas la vallée proprement dite, presque étrangère aux régions traversées, d'où les hommes sont absents et les activités rares mais

les bourgs, villages et terroirs des plateaux.

1) présentation de la basse vallée de l'Oust

a) le cadre physique : elle est, grâce aux confluences de l'Oust, de l'Arz, de l'Aff et de la Vilaine, un véritable carrefour hydrographique et une région de contact entre le bas-pays de Redon, le Vannetais granitique, la Bretagne centrale. L'Oust draine presque entièrement un bassin schisteux mais le parallélisme des affleurements cristallins et schisteux a favorisé le dégagement d'un relief appalachien dont les formes constituent un atout exceptionnel pour le tourisme.

Quatre ensembles physiques, offrant des potentialités différentes pour la mise en valeur peuvent être distingués : à l'est de l'Oust et au nord de la Vilaine, le plateau de Bains correspond à l'apparition du granite au milieu des schistes et annonce déjà les Landes de Lanvaux. Il est flanqué au nord du ruisseau de la Bataille et au sud du Via. A l'ouest de l'Oust, les Landes de Lanvaux s'affirment. Leur altitude n'atteint nulle part 100 mètres. Le fait important est la dissymétrie opposant le versant sud de la crête, raide, abrupt, rectiligne, boisé, au versant nord à la pente beaucoup plus douce faite de croupes descendant lentement des Landes de Couesmé. Cet abrupt sud dont le commandement n'est jamais considérable, léché en plusieurs endroits par l'Oust, constitue un atout important pour la mise en valeur touristique de la région. En certains secteurs, la rivière s'en écarte et dégage de vastes prairies humides qui constituent une réserve foncière importante pour peu que la maîtrise de l'eau soit assurée. Le site majeur est constitué par l'étroite et profonde cluse que l'Oust a taillée à l'emporte-pièce, au sud de Glénac : véritable tranchée aux versants abrupts et boisés, au débouché de laquelle s'étale " l'Ile aux pies ". Ce site est plus attractif que la gorge de l'Oust à Saint-Congard, beaucoup plus large et qui marque à l'ouest la limite de notre zone d'études.

Au sud de l'enveloppe de schistes métamorphiques enrobant le

granite de Lanvaux, un réseau hydrographique a creusé dans les schistes et arkoses de Bains une dépression drainée par l'Arz qui interpose un ruban de prés humides entre les hauteurs de Lanvaux et la " grée " de Rochefort-en-Terre. Il s'agit en quelque sorte d'une réplique moins marquée de la situation de l'Oust entre Glénac et Saint-Congard. S'y trouvent " les paysages les plus curieux et les plus pittoresques de tout le Vannetais intérieur " (A. Guilcher).

A l'extrême sud-est enfin, un dernier élément peut être distingué : la terminaison orientale des plateaux de Questembert qui atteint la Vilaine à Aucfer, face à Redon. Elle correspond presque exclusivement à la commune de Saint-Jean-la-Poterie. Son rebord sur la vallée de l'Oust et de la Vilaine ne manque de majesté mais se trouve gâché par les extensions de Redon et la présence de carrières.

A l'intérieur de l'aire de climat océanique, la basse vallée de l'Oust par son encaissement relatif et sa position à l'est-nord-est des Landes de Lanvaux présente quelques traits originaux. Les températures demeurent douces malgré des écarts locaux en période hivernale. Le nombre de jours de pluie est modéré, de l'ordre de 135 à 150. Le total des précipitations varie selon une direction générale d'amont en aval : 650 à 750 mm dans le secteur de Malestroît, 750 à 900 mm dans celui de Saint-Vincent.

Au total, un potentiel physique important et presque intact dont l'épine dorsale est constituée par la vallée de l'Oust et qui offre d'énormes possibilités. Ces dernières sont-elles aussi importantes dans le milieu humain ?

b) le cadre humain : les huit communes de la basse vallée de l'Oust appartiennent à deux départements (Morbihan, Ille-et-Vilaine) et à trois cantons (La Gacilly, Allaire, Redon). Elles s'inscrivent dans un lourd contexte de déclin démographique.

- le déclin démographique : si l'on examine l'évolution

des trois cantons, en ne considérant pour celui de Redon que les seules communes rurales, on constate un lent et durable déclin.

Les graphiques d'évolution de la population totale depuis le XIXème siècle montrent bien cette dégradation attestée également pour la commune de Peillac où l'on retrouve le maximum de 1906, la brusque chute consécutive à la guerre de 1914-18, la lente dégradation du début du siècle et la reprise récente.

- le renversement récent de l'évolution :

Une légère atténuation de ce déclin peut être notée à partir de 1962 pour les cantons de Redon et de La Gacilly et même une reprise dès 1954 pour celui d'Allaire ; ce n'est cependant qu'à partir de 1968 qu'un véritable renversement se produit.

En 1975, les huit communes de la basse vallée de l'Oust totalisent 9 653 habitants, soit 619 de plus qu'en 1968. A l'exception des Fougerets qui en perd 63, toutes les communes ont enregistré un gain.

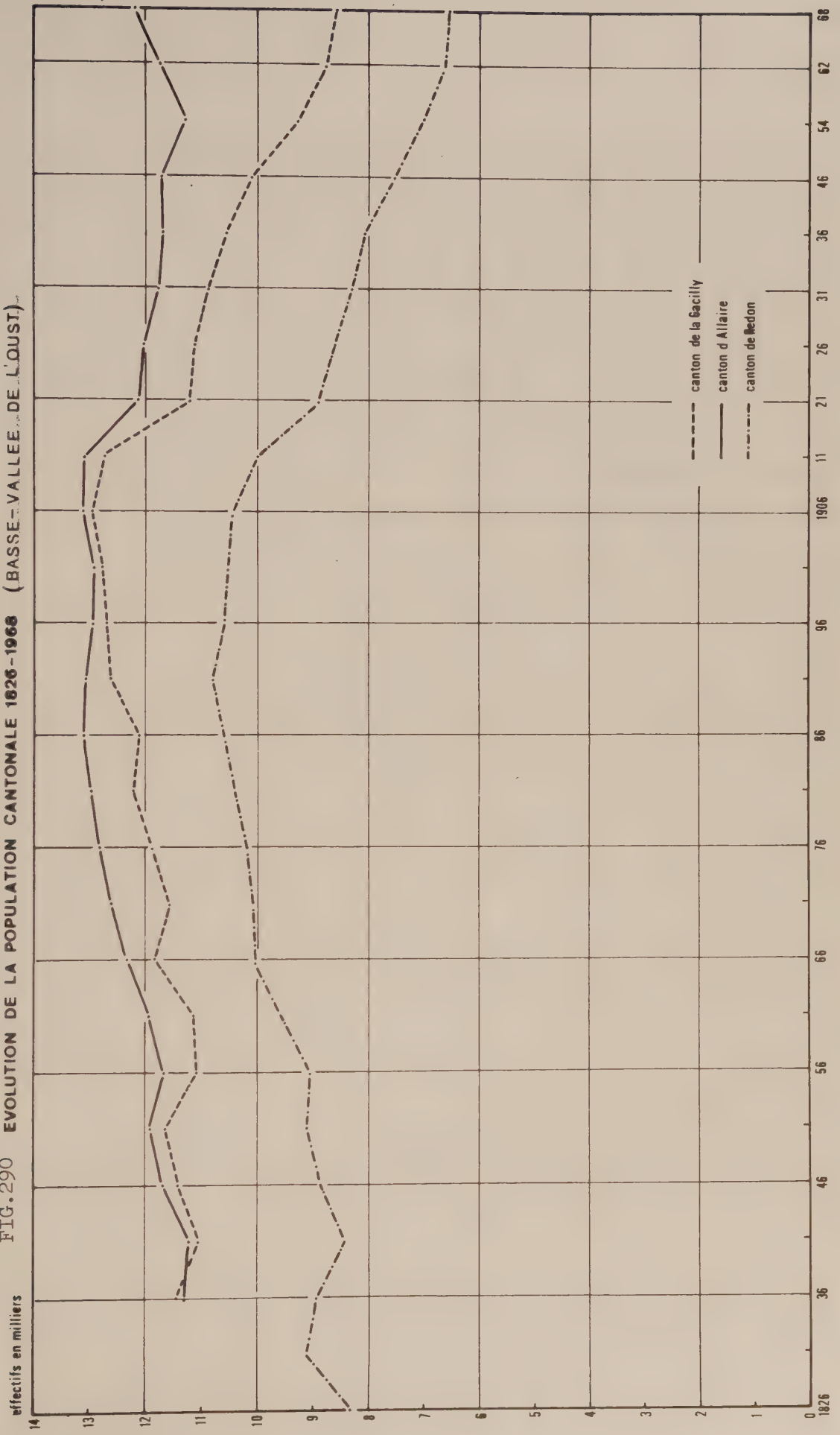
- un cade démographique incertain :

La situation demeure cependant préoccupante, comme l'atteste l'examen du bilan des naissances et des décès entre 1951 et 1972 pour les trois cantons. La Gacilly et Allaire connaissent la même évolution. A l'exception d'une pointe en 1956, les naissances l'emportent sur les décès jusqu'en 1960-61, date à laquelle la situation se renverse. Le canton de Redon, qui a connu son maximum démographique beaucoup plus tôt, a un rapport naissances-décès différent, à l'avantage des seconds et cela dès 1952.

- un accueil du troisième âge qui se développe.

L'exode agricole s'est poursuivi et la région n'a pas connu d'implantations importantes susceptibles d'attirer brusquement des migrants alors même que le bilan naissances-décès n'est pas susceptible

FIG. 290 EVOLUTION DE LA POPULATION CANTONALE 1826-1968 (BASSE-VALLEE DE LOUST)



d'expliquer la croissance de la population. Or, si nous examinons les chiffres du canton d'Allaire, nous remarquons qu'à partir des années 1960-61, au moment même où les décès l'emportent sur les naissances, la population globale augmente. Nous pensons au rôle joué par l'accueil du troisième âge dans les campagnes, d'autant plus qu'à Allaire même existe une maison de retraite. Cet accueil dans la basse vallée de l'Oust n'est pas négligeable, notamment à Saint-Martin-sur-Oust et à Peillac, sans être le seul à expliquer la croissance de la population. Il faut y ajouter en effet la venue d'actifs travaillant fréquemment en dehors de la vallée et qui s'y installent à la suite de la création de lotissements communaux (Peillac où trente lots étaient vendus sur les quarante-trois créés ; Saint-Martin où quinze étaient vendus sur les vingt-deux créés). Ce mouvement s'est affirmé, suite aux lotissements consécutifs au remembrement des Fougerets (dix lots) et de Glénac (douze lots).

L'examen des pyramides des âges dressées pour Peillac à partir des listes nominatives du recensement de 1975 permet de mieux préciser l'importance de cet accueil : 26,42 % de la population de Peillac n'habitaient pas la commune en 1968. Si l'on exclut les enfants nés après le 1er janvier 1968, ce pourcentage est encore de 17,39 %. Deux groupes d'âge se détachent nettement au sein de la pyramide des personnes accueillies : les " 25-45 ans " et les " 60-70 ans " ; les premiers concernent les actifs venus s'installer à Peillac mais les seconds sont incontestablement l'expression de l'accueil du troisième âge. 42 personnes nées entre 1905 et 1914 sont venues s'installer à Peillac contre 112 nées entre 1930 et 1954.

Une analyse du lieu de naissance de ces quarante-deux migrants permet de souligner l'importance du retour au pays.

Tableau 187 : Lieu de naissance des quarante-deux personnes nées entre 1905 et 1914 et installées à Peillac après le 1er janvier 1968

!	Peillac	20	:	Paris et région parisienne	4	!
!	Autres communes du Morbihan	9	:	Pays de Loire et Basse		!
!	Autres départements bretons	1	:	Normandie	2	!
!	Etrangers	2	:	Autres régions françaises	4	!
!						!

2) présentation générale des activités

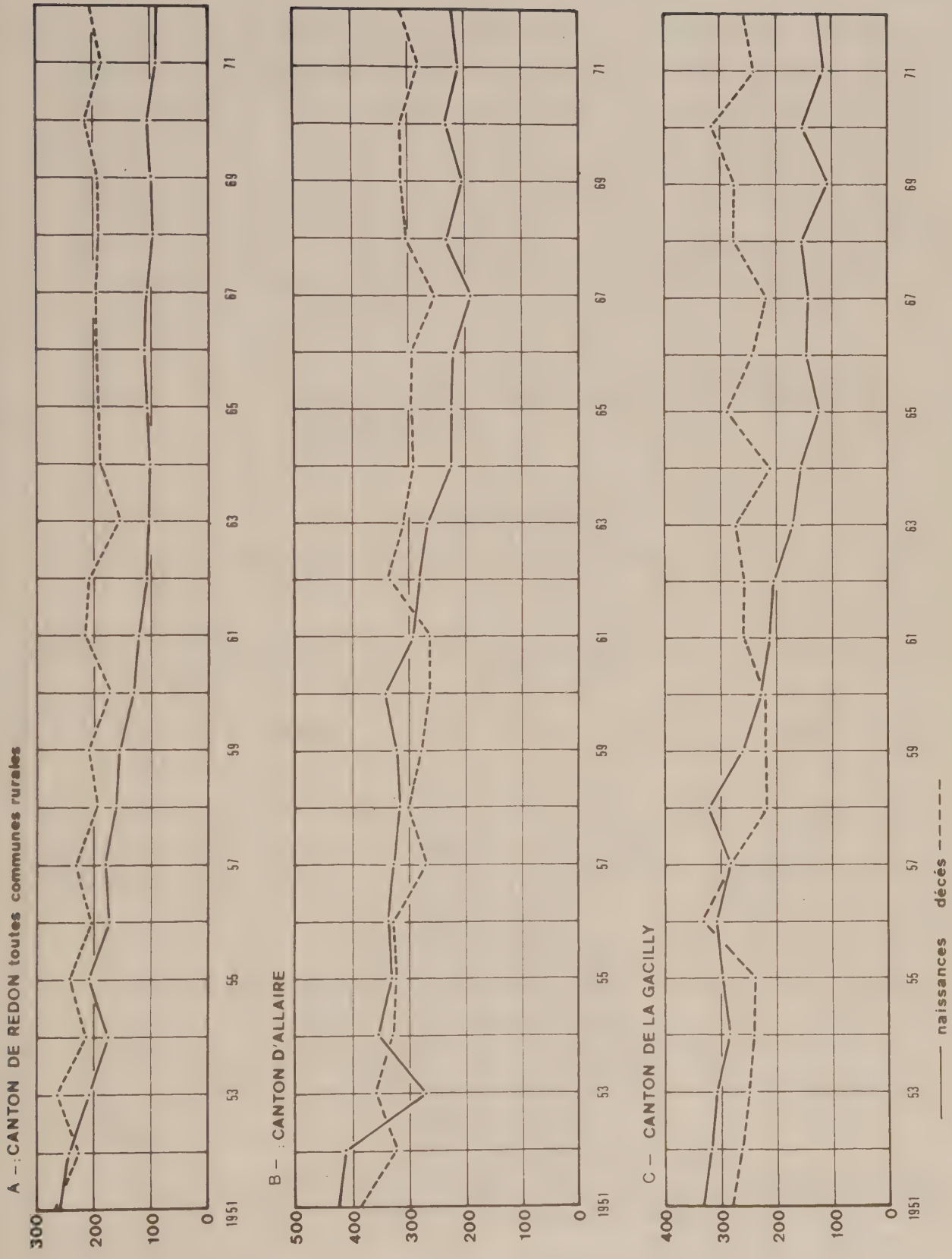
Selon l'I.N.S.E.E., en 1968, 43,3 % de la population vivaient de l'agriculture (contre 54,8 % en 1962). Le tableau révèle des variations existant selon les communes.

Tableau 188 : Population vivant de l'agriculture dans les communes de la basse vallée de l'Oust (1968)

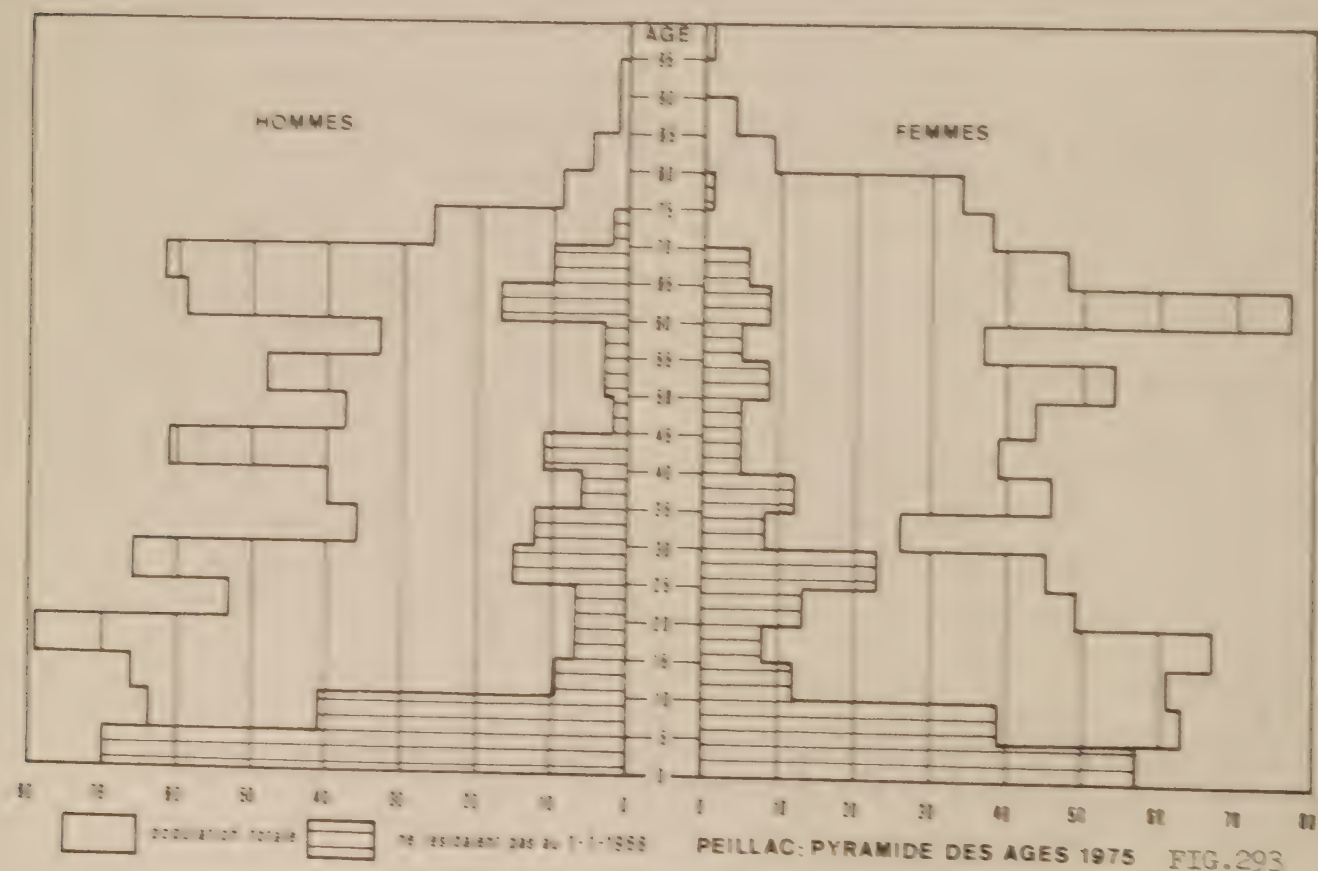
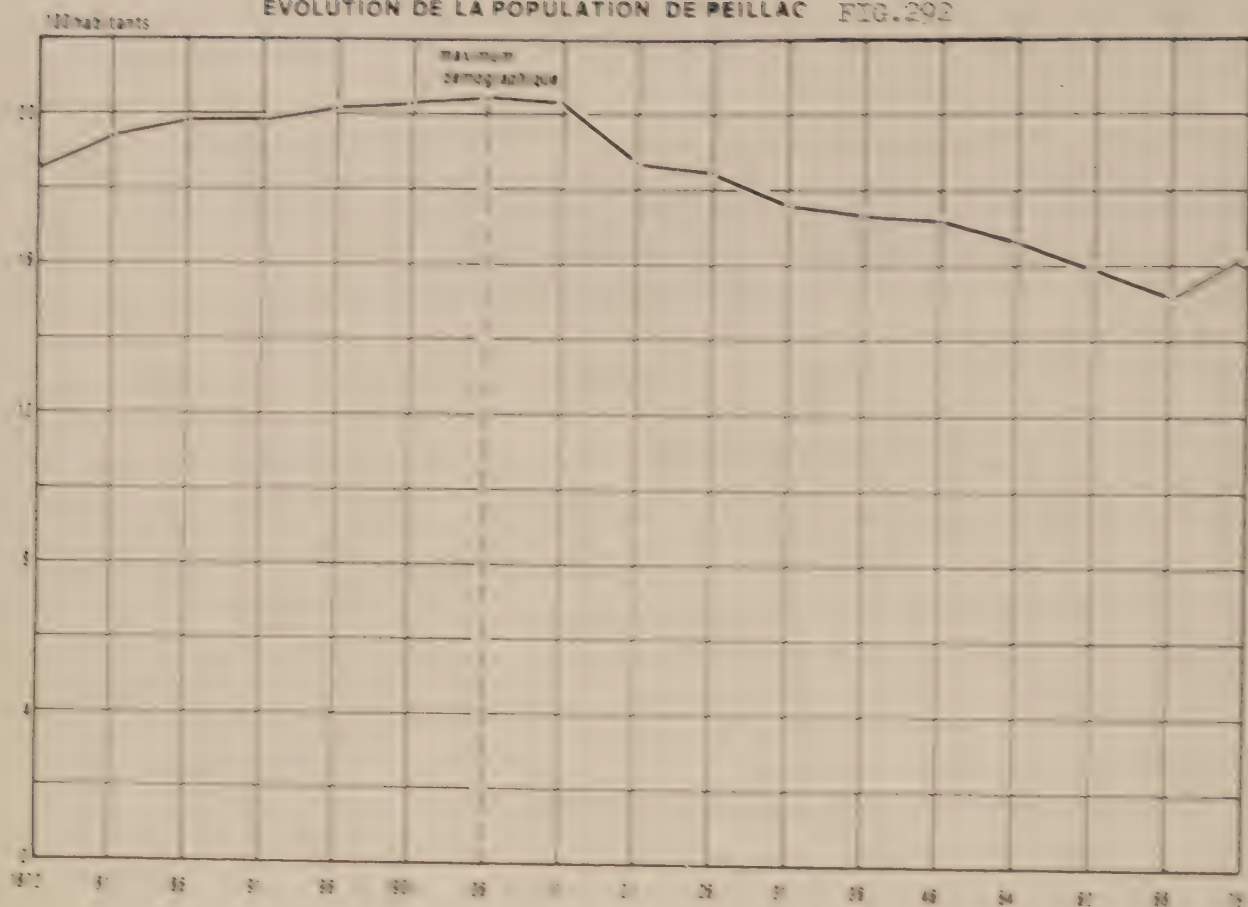
!	communes	!	%	!	communes	!	%	!
!		!		!		!		!
!	Les Fougerets	!	66,5	!	Bains	!	47,2	!
!	St Martin	!	59,9	!	St Vincent	!	36,7	!
!	Peillac	!	50,5	!	St Perreux	!	21,7	!
!	Glénac	!	49,1	!	St Jean	!	15,1	!
!		!		!		!		!

Les communes les plus proches de Redon ont le plus faible taux de population agricole, caractérisée par un assez fort vieillissement et par un renouvellement limité des chefs d'exploitation.

FIG.291 COURBES DES NAISSANCES ET DES DECES -1951-1972-



EVOLUTION DE LA POPULATION DE PEILLAC FIG.292



Douze entreprises seulement emploient plus de dix salariés dont quatre à Saint-Jean-la-Poterie, quatre à Bains-sur-Oust, une à Saint-Martin, Peillac, Saint-Vincent, Glénac, ce qui donne à la basse vallée de l'Oust un potentiel industriel faible. La majeure partie des ouvriers qui résident dans la zone travaillent à l'extérieur, principalement à Redon mais aussi à La Gacilly, Malansac etc... On peut dresser pour Peillac à partir des listes nominatives du recensement de 1975, un tableau exprimant l'importance de tous les membres de la famille, selon leurs professions.

Tableau 189 : Répartition socio-professionnelle de la population de Peillac (1975)

catégories socio-professionnelles	nombre	pourcentage
Salariés.....	704	43,32
Cultivateurs.....	368	22,65
Retraités.....	327	20,12
Artisans.....	100	6,15
Commerçants.....	89	5,48
Sans profession.....	24	1,48
Professions libérales.....	13	0,80

a) les données de l'agriculture : la basse vallée de l'Oust présente une certaine homogénéité agricole malgré des nuances internes : l'élevage laitier domine sur des structures d'exploitation réduites et morcelées.

L'utilisation du sol moyenne peut être présentée par le tableau ci-dessous :

Tableau 190 : utilisation du sol dans la basse vallée de l'Oust (1970)

!		:	!
!	landes et friches 12,71 %	:	surfaces toujours en herbe 26,86 % !
!	labours 59,77 %	:	vergers, cultures maraîchères 2,64 % !

Landes, friches et surfaces en herbe dépassent 50 % de la SAU à Saint-Jean-la-Poterie et Saint-Perreux.

La basse vallée de l'Oust est restée à l'écart du développement des productions hors-sol constaté dans les secteurs qui l'entourent.

Les huit communes ont une superficie moyenne par exploitation de 11,25 ha. Le nombre total de salariés permanents est faible (30 pour 946 exploitations) ainsi que la mécanisation (1 tracteur pour 31 ha de la SAU).

C'est à Peillac que les structures sont les plus favorables (19,73 ha) et que le nombre d'exploitations est le plus élevé : 195. L'une des caractéristiques principales des exploitations de la vallée est le nombre élevé de propriétaires par exploitation : 8,5 à Peillac avec une superficie moyenne par parcelle de 25 ares.

La comparaison de l'âge des exploitants et de la surface mise en valeur permet d'établir le tableau suivant :

Tableau 191 : âge des exploitants agricoles et surfaces mises en valeur à Peillac (1970)

!	tranche d'âge des	!	pourcentage des	!	pourcentage du	!
!	chefs d'exploitation	!	terres détenues (SAU)	!	nombre des exploitants	!
!		!		!		!
!	plus de 55 ans	!	34,5 %	!	42,2 %	!
!	45 à 55 ans	!	27,9 %	!	27,2 %	!
!	35 à 45 ans	!	26,7 %	!	21,6 %	!
!	moins de 35 ans	!	10,9 %	!	9 %	!

Si une part importante des terres était détenue par des agriculteurs âgés, il existait en 1970 une frange d'exploitants assez jeunes, sur des structures convenables, susceptibles d'imposer à l'économie agricole de la région un effet d'entraînement pour peu que des opérations de restructuration soient organisées.

b) les structures du commerce et de l'artisanat : la présence de commerçants et d'artisans nombreux et variés constitue un facteur important de développement touristique. L'analyse systématique des déclarations de propriétés bâties et nos enquêtes dans les mairies ont permis de dresser un tableau précis de ces activités. Il s'en dégage une assez bonne structure commerciale : 53 habitants pour une activité de service. L'étude sur le terrain permet de constater l'existence de caractères propres à ces structures :

- d'une part leur grande hétérogénéité : les commerces spécialisés sont rares ; il est fréquent pour un commerçant d'offrir une gamme variée de services ; bien souvent, autour du café, se greffent des activités complémentaires comme celles de restauration-boucherie-charcuterie à Peillac, ou d'épicerie-marchand de chaussures à Saint-Vincent-sur-Oust.

- d'autre part, leur souplesse dans les horaires d'ouverture et surtout de fermeture. Il est possible de faire des achats en été à 21 heures, ce qui n'est pas le cas en ville. Le rythme propre de la campagne s'accommode bien des exigences des touristes. Souplesse également dans l'adaptation - ou le désir de certains commerces de s'adapter - aux goûts d'une clientèle plus diversifiée par la fabrication de produits régionaux en charcuterie ou en boulangerie-pâtisserie. L'envers du décor, c'est bien souvent l'âge avancé de certains commerçants, l'état vieillot des " boutiques ". A terme, cela peut constituer un handicap. La concentration des commerces au bourg défavorise dans les communes étendues comme Peillac les habitants des villages.

Une certaine hiérarchisation peut être établie au sein de la basse vallée de l'Oust en fonction de cet équipement commercial. Bains,

Saint-Martin, Peillac offrent une gamme assez complète d'activités. Le vacancier y trouve tout ce dont il a besoin. Dans les autres communes, il est conduit à des degrés divers à se déplacer.

c) un tourisme en gestation dans les années 1968-1970
reposant sur des bases traditionnelles :

Comme dans de nombreuses " campagnes " de l'Ouest, la présence d'un milieu naturel favorable, le maintien d'activités de service et d'une certaine densité de population, la proximité relative de grands centres urbains avaient favorisé le développement d'un tourisme diffus, de week-end d'abord et de plus en plus d'été.

L'analyse des hébergements et, pour quelques-uns, de leur fréquentation permet de mieux préciser cette fonction tout en soulignant les difficultés auxquelles elle se heurte.

Le tableau traduit la capacité d'accueil qui, sans prendre en compte les séjours chez les parents et les amis, peut être estimée pour 1970 à 3 154 places environ.

Tableau 192 : la capacité d'accueil des communes de la basse vallée
de l'Oust (1970)

!	hébergement	!	nombre de places	!	importance en %	!
!	hôtellerie	!	135	!	4,28	!
!	camping	!	190	!	6,02	!
!	centre de vacances et	!	170	!	5,39	!
!	d'accueil	!		!		!
!	meublés	!	343	!	10,88	!
!	résidences secondaires	!	2 316	!	73,43	!
!		!		!		!

Les résidences secondaires (cf. livre II) occupent de loin la première place alors que l'hôtellerie est très déficiente. Cette dernière, formée d'hôtels traditionnels de petite taille et non classés, constitue un des points faibles des infrastructures touristiques de la vallée.

Soulignons la place honorable prise par les centres d'accueil, alors que la moyenne régionale est beaucoup plus faible. Cela tient à la présence à Bains et à Saint-Vincent de deux centres originaux. Celui de la Roche-du-Theil est le plus ancien. Il est situé au coeur d'un vaste domaine de 67 ha d'un seul tenant dont 47 sont exploités par un fermier. Cette propriété fut achetée en 1840 (il y avait alors 100 ha) par la Congrégation des Eudistes qui en fit un séminaire, fermé vers 1950. Devant l'impossibilité d'en faire un collège privé, on le transforma en centre d'accueil d'une capacité de soixante-deux chambres pouvant héberger une centaine de personnes. Sa clientèle est essentiellement régionale (Ouest de la France) et composée surtout de religieux, d'ouvriers et de retraités. Son incidence économique et sociologique sur la région est faible. Les achats de légumes, fruits se font directement au M.I.N. de Nantes, en liaison avec un collège religieux de Redon, où s'effectue l'essentiel des autres achats à l'exception des oeufs, du beurre (la laiterie de Pontchateau) et du lait (ferme de la Roche du Theil). Seule une partie du pain est achetée à Bains. Le milieu rural de Bains voit d'ailleurs sans enthousiasme cette reconversion de son " ancienne maison " dans le tourisme et l'accueil.

Le second a été implanté à Saint-Vincent par la Fédération Kendalc'h qui réunit plus de cent cinquante groupes folkloriques et qui avait depuis longtemps le souci de se fixer quelque part pour organiser des stages de culture bretonne. L'installation à Saint-Vincent en pays gallo est le résultat du hasard : les terrains (un ha de landes au départ, quatre ha en 1974) ont été achetés fin 1967 par M. L. Secrétaire général de la Fédération de Redon. Les travaux débutèrent en février 1968 et le centre fut opérationnel au cours de l'été 1970. Depuis cette date, la fréquentation a augmenté :

Tableau 193 : évolution de la fréquentation du centre Ti Kendalc'h
(1970 - 1974)

!	années	!	nuitées	!	repas	!
!		!		!		!
!	1970	!	898	!	2 321	!
!	1971	!	1 010	!	2 681	!
!	1972	!	1 179	!	3 651	!
!	1973	!	1 499	!	4 185	!
!	1974	!	1 696	!	4 247	!
!		!		!		!

Ordinairement, la capacité d'accueil est de quarante personnes (portée à cent en 1976) mais en été elle peut doubler grâce au camping pratiqué dans le parc. Les stagiaires viennent de Loire-Atlantique, du Morbihan, d'Ille-et-Vilaine et de la région parisienne.

Trois terrains de camping existaient en 1970 à Saint-Martin et Peillac. Ils étaient classés une étoile et leur capacité d'accueil était faible. Leur handicap réside dans la brièveté de la saison et de la durée des séjours (pour le terrain de Peillac en 1970 : 3,87 jours et 79 % des campeurs sur les deux mois d'été). La part des étrangers est minime : moins de 8 % à Saint-Martin et de 4 % à Peillac ; on les rencontre au début et à la fin des vacances pour de courtes haltes. Les séjours des Français sont plus longs. En 1970 Paris et la région parisienne ne représentaient que 26 % des campeurs mais 35 % des nuitées, la Loire-Atlantique 27 % des campeurs et 34 % des nuitées au camp de Peillac. Pour les Rennais, les chiffres étaient respectivement de 3,4 et 5,5 %. Tous les autres départements, y compris le Morbihan, n'étaient que très faiblement représentés en nombre de campeurs et de nuitées.

Les locations meublées constituaient en 1970 un des autres points noirs du tourisme de la vallée. Elles représentaient moins de 11 % de la capacité d'accueil. Ce sont presque toujours d'anciennes maisons inoccupées, reçues en héritage et aménagées à peu de frais. Le plus souvent les propriétaires habitent la commune. Ainsi à Peillac, pour vingt-neuf meublés, cinq seulement appartenaient à des étrangers à la commune (dont deux à Redon). Ils sont loués en général deux mois. Il s'agit là d'une activité ancienne qui a commencé après la guerre, avec le retour en vacances d'anciens réfugiés du Nord.

La lacune la plus importante des années 1968-1970 résidait dans la quasi absence d'équipements susceptibles de retenir et de fixer la clientèle touristique. Cette dernière était constituée soit de gens de passage pour qui la présence d'équipements n'était pas fondamentale, soit d'habitues dont la présence à Peillac était un fait qui allait presque de soi. Le potentiel récréatif de la vallée était utilisé mais non exploité ni mis en valeur. En quelques années, après une longue période de stagnation, les choses se mirent à bouger avec la constitution du Comité d'Aménagement de la Basse Vallée de l'Oust.

3) origines, caractères et fonctionnement du C.A.B.V.O.

L'aménagement global et concerté des huit communes riveraines de l'Oust, s'exerce à travers le C.A.B.V.O. ou Comité d'Aménagement de la Basse Vallée de l'Oust. Son origine est dans la conjonction de l'action du Commissaire à la Rénovation rurale, soucieux en 1969 de lancer une expérience de développement global dans un secteur-test sur lequel seraient concentrés l'action des animateurs et des moyens financiers importants, et de la demande des agriculteurs qui souhaitaient des transformations. M.P. et L.G. Président et Vice-Président de la F.D.S.E.A. du Morbihan proposèrent les sept communes de la basse vallée de l'Oust

(Saint-Jean la Poterie rejoignit plus tard le groupement).

Localement, le projet s'est incarné dans la personnalité d'un agriculteur, L. GUILLEMOT qui a su cristalliser autour de lui les forces vives de la vallée.

Né en 1923 à Glénac de parents agriculteurs, il est attiré dès l'âge de seize ans par le syndicalisme agricole ce qui le fait considérer dans un milieu rural très traditionnel comme un " révolutionnaire ". A vingt-cinq ans, il est Président du syndicat agricole de Glénac. Son mariage avec une fille d'agriculteurs le conduit à s'installer à Saint-Martin-sur-Oust. A trente ans, il devient le vice-président de la F.D.S.E.A., charge qu'il occupa près de vingt ans et qu'il abandonna pour faire place à des hommes plus jeunes et se consacrer davantage à sa propre exploitation : 44 ha dont la moitié en " prés-marais ". L'exploitation a été remembrée et comprend huit parcelles groupées sauf deux à 2 km et une à 5 km. C'est l'une des plus grandes de la commune mais elle est assez représentative par la qualité des terres et le rôle des marais. 22 ha sont en propriété et autant en fermage. L. GUILLEMOT n'est fermier que des terres. Il ne fait que de l'herbe et du maïs-fourrage. Son exploitation est tournée vers l'élevage bovin (80 taurillons, 24 laitières). Son cheptel mort est limité en raison de sa participation à une CUMA de dix-huit personnes. Il travaille sur sa ferme avec sa femme, ne recevant d'aide occasionnelle que de ses enfants (quinze et dix-huit ans) qui font leurs études secondaires. Il fut le premier à lancer dans la vallée des gîtes ruraux, un camping à la ferme, des promenades en poneys. C'est la force et la multiplicité des liens tissés au cours de toutes les années de syndicalisme agricole qui ont permis à L. GUILLEMOT de rassembler toutes les personnes soucieuses de l'avenir de la Vallée et cela en dehors des " notables politiques ".

Le contact fut établi ensuite avec les élus qui surent réserver au mouvement qui s'organisait un accueil favorable. Pendant plus d'une semaine, des réunions quotidiennes dans chaque commune

rassemblèrent entre cinquante et quatre-vingt personnes pour établir l'inventaire des équipements à réaliser. Si au départ, on " n'avait besoin de rien ", très vite on aboutit à des sommes astronomiques. Il n'était plus possible de satisfaire tous les vœux et il fallait élaborer une politique d'implantation des équipements dans la vallée. Le programme fut remis en avril 1970 au Commissaire à la Rénovation rurale qui le retint.

En 1972, l'A.D.A.S.E.A. et la D.D.A. du Morbihan recherchaient une zone expérimentale pour une opération groupée d'Aménagement foncier (OGAF), la première du Morbihan. La gestation des projets de secteur, l'influence de certaines personnalités, l'action du COCAPAR, les problèmes spécifiques de cette zone les attirèrent dans la basse vallée de l'Oust. Le 21 septembre 1972, l'OGAF est accordée à douze communes dont Les Fougerets, Glénac, Peillac, Saint-Vincent et Saint-Martin. De toutes ces actions naquit le C.A.B.V.O.

Il fonctionne en association type 1901 car il s'agit uniquement d'un comité d'études et de réflexion. Les équipements sont réalisés par les communes. Il rassemble les organisations locales agricoles, artisanales, commerciales, ouvrières, familiales, socio-culturelles, éducatives et de loisirs.

Son efficacité réside dans son organisation en sept commissions (agriculture - artisanat et industrie - tourisme - loisirs et culture - sports - associations familiales - équipements) et la présence d'un représentant au moins de chaque commission par commune.

4) bilan de l'action concertée :

Le but essentiel en constituant le CABVO était de permettre un développement de l'agriculture tout en favorisant la création d'un secteur touristique dynamique qui resterait entre les mains de la population locale et notamment des agriculteurs. Le développement devait

prendre appui sur les possibilités offertes par l'Oust, épine dorsale autour de laquelle s'organiserait la vie touristique matérialisée par la reconnaissance de la basse vallée comme Station Verte de vacances.

Cinq ans après l'élaboration du programme initial, les projets ont-ils été suivis d'effets ?

a) réalisations communes au tourisme et à l'agriculture :

L'action concertée au sein du CABVO a été en ce domaine couronnée de succès : le recalibrage de l'Oust est achevé d'Aucfer à la Potinais dès 1973. Des travaux complémentaires furent poursuivis pour nettoyer certaines portions de l'Oust en amont de la Potinais, de l'Arz et de l'Aff.

La volonté d'éclater les équipements touristiques dans le cadre d'une vallée oblige les touristes à se déplacer mais cela devait s'accompagner de la construction de ponts (pont des Loulais aux Fougerets).

b) réalisations purement agricoles :

Elles s'ordonnent autour de quatre actions :

- les remembrements de toutes les communes, financés par la Rénovation rurale, ont débuté en 1970. Ils ont bénéficié d'un environnement favorable et du désir de mise en valeur des marais assainis à la suite des travaux hydrauliques.

- l'objectif final de l'OGAF était de permettre la constitution d'exploitations viables par l'aménagement foncier et la réalisation d'ateliers spécialisés dans des productions déjà existantes, selon cinq systèmes principaux de production : " vaches laitières " ; " lait-porcs " ; " porcs " truies et engraissement ; " porcs " truies seules ; " taurillons ". Ce sont les ateliers porcs qui exigent les investissements les plus lourds et des annuités élevées. En fonction de chacun des systèmes, il a été

défini des critères que les agriculteurs devaient remplir : surface, main d'oeuvre, taille des ateliers. La mise en place de l'un ou l'autre des systèmes proposés suppose l'attribution aux exploitants intéressés d'aides (primes à l'installation, avance en capital, adhésion au centre de gestion). Pour favoriser la libération des terres et l'aménagement foncier, des primes de départ pour les exploitants âgés de cinquante-cinq à soixante-cinq ans s'ajoutent à l'indemnité d'attente et à l'indemnité viagère de départ.

L'OGAF était plus particulièrement destinée aux jeunes agriculteurs qui souhaitaient s'installer dans la zone et à ceux qui n'atteignaient pas un revenu de 12 000 F par UTH mais dont les projets de modernisation permettraient de dépasser ce revenu de référence au bout de cinq années. Certains agriculteurs dépassant ce revenu de départ ont pu être acceptés lorsqu'ils s'agissait d'une réorientation donnée à l'exploitation (taurillons) ou de la reconstitution d'un troupeau laitier après la brucellose.

Cette opération a connu un succès certain : cent trente cinq dossiers furent acceptés sur les cent cinquante cinq candidatures déposées. Ils se répartissent en trente six premières installations, 81 intensifications, 18 agrandissements.

L'OGAF a pris fin le 21 septembre 1974. Le premier objectif : permettre une certaine accélération dans le processus de libération des terres, n'a guère été atteint : 605 ha seulement furent libérés. Le second, modernisation des exploitations, a donné des résultats assez satisfaisants. Des jeunes ont pu s'installer plus tôt et dans de meilleures conditions. Des agriculteurs qui hésitaient à investir en vue d'améliorer leurs conditions de travail et leur revenu ont profité des avantages de l'OGAF pour " sauter le pas ". La conception même du dossier OGAF qui comporte une étude économique prévisionnelle sur cinq ans a permis à nombre d'agriculteurs de réfléchir sur l'importance de leurs projets, tant sur le plan technique que sur le plan économique.

Une seconde OGAF couvrant une aire plus vaste et périphérique

à celle de la première a été accordée. Elle a pris fin le 26 juin 1975.

- le recalibrage de l'Oust, les nettoyages du vieil Oust, les remembrements de toutes les communes de la Vallée permettent d'envisager l'utilisation plus intensive des terres de marais par leur mise en culture. Des parcelles ont été choisies afin d'y effectuer des essais suivis pendant plusieurs années par la chaire de pédologie de Rennes, les ingénieurs des sociétés d'engrais et les conseillers agricoles des chambres d'agriculture. Un zonage des terres de marais débouchant sur les vocations culturales des différents types de sol était en 1975 en voie d'achèvement.

- une usine de deshydratation sous forme coopérative d'une capacité de production de 8 000 t/an a été établie en août 1974 aux Fougerets. Elle regroupe quatre-vingt quatre agriculteurs adhérents et la plupart des coopératives et industries privées travaillant dans la Vallée dans les domaines laitiers et de la viande bovine.

c) réalisations propres au tourisme :

Elles sont importantes et peuvent être groupées en quatre grandes catégories :

- les équipements sportifs et de loisirs ont été concrétisés par la réalisation de terrains de sports (Peillac, Saint-Vincent, Saint-Martin), de bassin de natation (Peillac), de Foyers de Jeunes (Saint-Martin, les Fougerets), d'un terrain de tennis (Saint-Vincent). Toutes les réalisations ont bénéficié de subventions de la Rénovation rurale et de la Direction de la Jeunesse et des Sports.

- la mise en place d'infrastructures permettant le développement du tourisme nautique. Cette action s'inscrit dans les perspectives tracées par le Comité de Promotion des Canaux Bretons qui cherche non seulement à

promouvoir la navigation de plaisance mais à l'intégrer à l'aménagement de la région. Il s'agit de réaliser des équipements proches de la voie d'eau susceptibles de retenir les plaisanciers plus longtemps dans la région, en les incitant à pratiquer d'autres activités de loisirs (promenades équestres, sentiers pédestres). La basse vallée de l'Oust bénéficie de la proximité de Redon, plaque tournante des canaux bretons.

Des escales et haltes nautiques ont été réalisées à Saint-Vincent, Glénac, Peillac et Saint-Martin. L'intérêt est de les jumeler comme à Peillac et à Saint-Martin avec les installations sanitaires des terrains de camping riverains de l'Oust. Les rochers de l'Ile aux Pies constituent aussi avec ses possibilités d'escalade un atout important pour l'aménagement touristique de la vallée. Des sentiers pédestres ont été réalisés.

- le développement de l'hébergement a fait l'objet d'efforts particuliers d'abord par la sensibilisation et l'information de la population, ensuite par la mise en oeuvre de réalisations concrètes. Le camping à la ferme n'a pas enregistré le succès que l'on en attendait. Le programme d'action a porté principalement sur le lancement de l'opération " 50 gîtes ruraux pour la basse vallée de l'Oust " : cinq gîtes privés existaient en 1976 et huit gîtes communaux étaient en construction à Glénac. Le camping de Saint-Martin a été classé en catégorie 2 étoiles le 14 juin 1972, celui de Peillac devait l'être en 1976. Ces terrains sont implantés sur des prairies riveraines de l'Oust mais peu éloignées du bourg. A Peillac, le camping du Pont d'Oust supplante de plus en plus l'ancien terrain situé près du parc des sports sur la route de Saint-Gravé et qui n'a guère bénéficié d'améliorations.

Tous ces efforts tendent à obtenir pour la basse vallée de l'Oust le label des Stations Vertes de Vacances. Peillac et Saint-Martin avaient déposé séparément deux dossiers de demande d'admission auprès de l'Association des Stations Vertes dès octobre et novembre 1970. Les efforts à réaliser pour obtenir séparément le label étaient grands. Chaque commune

devait obtenir le classement d'un hôtel dans la catégorie une étoile et de son camping dans celle de deux étoiles. Elles étaient tenues d'aménager une baignade, de créer un court de tennis et un terrain de jeux. La réalisation du CABVO a amené à concentrer les efforts afin d'obtenir un label pour l'ensemble de la basse vallée dans le cadre d'une Station verte éclatée.

Le travail d'équipe et la concertation qui se sont instaurés ont permis la concrétisation de nombreuses réalisations mais cela ne va pas sans quelques problèmes.

d) les problèmes rencontrés :

Si la réalisation de certains objectifs peut paraître simple en raison de la plus ou moins grande " manne budgétaire ", l'insertion du tourisme dans le cadre d'un aménagement global et concerté de la Basse Vallée de l'Oust ne va pas sans poser quelques problèmes.

- au niveau des hébergements, la création de gîtes ruraux et de camping à la ferme se heurte à certaines difficultés. L'on préfère recourir à l'Agence nationale pour l'Amélioration de l'Habitat qui accorde des subventions de l'ordre de 30 à 50 %, même si l'on ne respecte pas la clause de location à l'année. Les gîtes privés agricoles, encouragés au début de l'action du CABVO, se développent difficilement. Ceux qui existent sont rarement le fait d'agriculteurs. A Glénac, ils furent aménagés par L. GUILLEMOT dans l'ancienne exploitation familiale. Dans un contexte de développement agricole l'agriculteur dynamique doit faire un choix entre certains investissements et il est difficile de disperser ses efforts. L'argent disponible, dans cette vallée où l'habitat agricole avait un gros retard, a également tendance à s'investir dans l'amélioration du logement principal de l'agriculteur. Lorsque ce dernier possède des bâtiments inutilisés, à l'écart de son exploitation, il préfère bien souvent les vendre à des citadins qui en font des résidences secondaires. Un homme comme L. GUILLEMOT représente en fait 5 % des agriculteurs et

en entraîne 10 à 15 %.

- Pour un exploitant, mener de front modernisation, agrandissement, intensification agricole d'une part, activité touristique d'autre part, est une tâche difficile. L'exemple de l'OGAF le montre clairement. Il était prévu dans le cadre de la première OGAF de favoriser l'implantation d'actions touristiques à la ferme nommément désignées : gîtes ruraux, camping, circuits équestres, poneys-clubs, ferme-restaurant, aménagement d'étangs. Le tourisme était présenté comme une forme de reconversion possible pour les agriculteurs dont les terres, bien situées géographiquement, permettent le développement de ces activités. Les exploitants qui mettaient en place un de ces équipements pouvaient bénéficier d'une subvention égale à 40 % de l'investissement sans pouvoir dépasser 5 000 F. Le projet d'aménagement pour le tourisme devait être tel que le revenu agricole de l'exploitation soit augmenté d'au moins 20 %. L'agriculteur devait adhérer à une organisation touristique spécialisée.

Les agriculteurs ne pouvant cumuler les aides agricoles et touristiques, il n'y eut aucune demande en faveur des réalisations touristiques. L'on pensait toucher par ce biais les petits agriculteurs âgés mais ceux qui manifestèrent un certain intérêt pour les réalisations touristiques furent en fait les agriculteurs du " haut du panier " qui, en dernière analyse, préférèrent choisir les aides à la modernisation de leur exploitation.

L'étude de 120 dossiers de modernisation, sur les 135 retenus, va nous permettre de dresser le profil des bénéficiaires tout en montrant concrètement les difficultés à mener de pair développement agricole et activité touristique. Nous pouvons schématiser les résultats par le tableau ci-dessous :

Tableau 194 : Caractéristiques des bénéficiaires de l'OGAF de la Basse Vallée
de l'Oust (1972)

âge des bénéficiaires	âge	-25 ans	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49	50-54	55 et +
	% des demandes	6	16	14	22	19	14	7	2
surfaces des exploitations concernées	surface	- 18ha	18-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49	50 et +
	% des demandes	20	34	25	12	6	2	1	1
modes de faire-valoir	statut	fermage	fermage en majorité	propriété en majorité	propriété				
	% des demandes	42	30	18				10	
main d'oeuvre	U.T.H.	- 1,5	1,5	1,6 - 2	2 - 2,5				
	% des demandes	7	52	20	13				
productions	productions dominantes	lait	lait + porcs	lait + dindes	porcs	taurillons			
	% des demandes	71	14	5	5				

En général, les bénéficiaires sont jeunes, exploitent sans l'aide de salariés, en fermage, des exploitations de 18 à 25 ha, dans un système agricole tourné vers la production laitière.

Or, l'endettement de ces agriculteurs est déjà important, surtout parmi les plus jeunes.

Dans ces conditions, la nécessité de faire un choix et de ne pas disperser ses efforts est d'autant plus forte que, dans la majorité des cas, le chemin à parcourir pour atteindre les 12 000 F par UTH dans les cinq ans à venir est grand. En effet, si nous examinons le cas des agriculteurs qui intensifient leur production laitière, cas le plus couramment rencontré, le nombre moyen de vaches par exploitation doit passer de dix-huit à trente-deux alors même que 31,7 % des agriculteurs qui intensifient ont une moyenne d'étable en année de référence inférieure à 3 000 litres (moins que la moyenne départementale). La production moyenne doit atteindre 3 870 litres en année 5 et le nombre d'UGB/Ha moyen doit passer de 1,41 en année 0 à 1,91 en année 5.

- ces remarques nous amènent à poser le problème de la rentabilité des investissements touristiques en espace rural. C'est un problème complexe car la rentabilité d'un équipement touristique dépend de nombreux facteurs : taux de la subvention, vente des produits de la ferme, coût facturé à l'utilisateur ... Tout le monde s'accorde pour reconnaître que la rentabilité dépend principalement de la durée d'utilisation de l'équipement. Les études précises faites dans la basse vallée de l'Oust lors de la constitution du dossier OGAF ont montré que pour un gîte rural nécessitant un investissement de 30 000 F (dont 18 000 F d'emprunt), il faut atteindre une durée d'occupation de cent jours, pour que l'opération soit rentable. Une telle durée d'occupation est difficilement atteinte sans aménagements spéciaux (chauffage notamment). Le problème de rentabilité se pose également pour les terrains de camping ; or la durée moyenne des séjours ainsi que celle de la saison n'incitent guère à l'optimisme. Cette dernière ne commence vraiment que vers la mi-juin pour se terminer assez tôt (fin août). Il restait, à Peillac au Pont d'Oust, le 28 août 1975 à 14 heures quinze installations. Quant

à la durée moyenne des séjours, elle est comprise aussi bien à Saint-Martin qu'à Peillac, entre trois et quatre jours et n'a que très sensiblement progressé entre 1970 et 1977, comme le prouvent les chiffres suivants :

Tableau 195 : durée moyenne des séjours au camping de Peillac
(1970 - 1977)

! 1970	! 1971	! 1972	! 1973	! 1974	! 1975	! 1976	! 1977	!
! ———	! ———	! ———	! ———	! ———	! ———	! ———	! ———	!
! 3,87	! 3,21	! 3,19	! 3,71	! 3,94	! 3,02	! 3,52	! 4,04	!

- les problèmes de la Station Verte de Vacances.

Les communes de la basse vallée de l'Oust ont été postulantes pendant six ans. Elles se heurtaient pour acquérir le label, à la difficulté d'obtenir le classement d'un hôtel. Les autres obligations de la Charte ont été remplies facilement mais il apparaissait difficile de décider un hôtelier à réaliser les investissements nécessaires au classement de son hôtel. Les établissements existants vivent en été des touristes et souhaitent évidemment l'amplification du flux touristique mais ils craignent de perdre hors saison la clientèle de passage et celle des ouvriers en déplacement qui s'accrochent d'un confort moindre et de prix moins élevés. L'ampleur des travaux de modernisation à entreprendre est telle que la rentabilité des investissements n'est pas assurée dans l'état actuel de la fréquentation touristique.

- tourisme et protection des paysages :

L'intensification et le développement agricole passent également par le nécessaire remembrement. Sa conciliation avec la volonté de promouvoir en même temps le tourisme pose dans les pays de l'Ouest le délicat problème du maintien de l'aspect bocager des paysages. Les

responsables politiques et administratifs de la basse vallée de l'Oust se sont trouvés confrontés à ce problème lors du remembrement de la commune de Peillac ; il semble avoir été résolu au mieux à la suite de l'aboutissement de deux courants d'idées.

D'une part, à la suite d'excès incontestables, la DDA du Morbihan a commencé dès 1965 à se préoccuper de la protection de la nature à l'occasion des remembrements. A la suite de l'augmentation croissante du coût des travaux connexes, il avait été demandé aux géomètres d'établir un plan directeur de remembrement établissant l'inventaire de tout ce qui allait être fait et son coût. De cette volonté de plafonner les dépenses découlerait le maintien nécessaire d'un certain nombre de talus et de haies. D'autre part, les élus de Peillac souhaitaient un " bon remembrement " qui ne tue pas dans l'oeuf les espérances de développement touristique. Une équipe pluridisciplinaire est née de cette rencontre ; elle réalisa avec le concours actif du géomètre une étude écologique avant remembrement qui devait aboutir, le remembrement achevé, en 1975, à garder un maillage continu et rationnel, à préserver les paysages, à maintenir les équilibres naturels tout en permettant le développement " normal " de l'agriculture par la réduction du morcellement, l'assainissement des terrains, la suppression des obstacles à une exploitation rationnelle des terres.

L'étude de la basse vallée de l'Oust montre qu'il est difficile d'isoler le tourisme rural des activités propres à la campagne qui conditionnent plus qu'ailleurs son développement. Sa mise en place et son dynamisme reposent largement sur les épaules de quelques personnes. Au sein du tourisme rural, le tourisme à la ferme, c'est à dire celui qui est organisé et pris en mains par les agriculteurs, doit tenir compte d'exigences spécifiques qui obligent à s'interroger sur l'avenir durable de cette formule dans le contexte d'une agriculture rentable, modernisée, efficace.

III - L'EXEMPLE DU SUD-MANCHE

Il présente bien des analogies avec celui des Pays de Vilaine. Comme lui, il peut bénéficier du redéversement à partir d'un littoral fréquenté de Granville au Mont-Saint-Michel. Comme lui, le développement du tourisme rural a été largement consécutif au rattachement de la Manche, en avril 1968, à la zone ouest de rénovation rurale et à la nomination pendant trois ans, d'un animateur. Il fait suite cependant à une politique menée par l'Office départemental du tourisme, dans le cadre d'un " programme d'expansion et de mise en valeur du tourisme et des vacances dans la Manche " publié en 1960 (55).

A - Les prémisses du développement du tourisme rural dans le sud de la Manche et ses fondements

Sans remonter au Vicomte de GIBON, Vice-Président du Syndicat des agriculteurs de la Manche qui souhaitait, dès 1919, le développement touristique du centre et du sud de ce département, particulièrement " à Avranches et ses environs, Mortain et ses rochers, vraie Suisse normande, Coutances et ses alentours, Saint-Lô et le Val de Vire " à partir de syndicats d'initiative à créer (56), nous pouvons dire que le point de départ du tourisme rural dans le sud de la Manche date des années 1958-60. Le 21 avril 1959, une commission spécialisée créée par arrêté préfectoral, dans le cadre du Comité départemental d'expansion économique, a procédé à l'étude d'un certain nombre de mesures, adoptées par une assemblée générale de l'office départemental du tourisme le 20 juin 1960.

1) les souhaits et les étapes

L'originalité de ce travail est de ne pas négliger l'intérieur

qui, " s'il ne constitue qu'un moyen d'accès aux côtes, renferme des points de curiosité touristique permettant des haltes avant l'arrivée sur le littoral ". Deux zones sont distinguées dans le sud de la Manche : la première englobe l'arrière-pays du Mont-Saint-Michel d'Avranches à Pontorson et dans laquelle Ducey et Saint-James sont inclus. Le programme prévoit de réaliser principalement des équipements de luxe, dans le but de retenir à Avranches, Pontorson et Pontaubault, des touristes qui visitent le Mont-Saint-Michel. La seconde est qualifiée de " zone intérieure ". Son équipement devrait reposer sur le fléchage des curiosités accompagné d'une publicité par dépliants, oeuvre des syndicats d'initiative, sur une mise en valeur gastronomique des produits locaux (points de vente publicitaire, propagande, labels de qualité pour le cidre et le calvados), sur la valorisation de la pêche fluviale (cartes de pêche à prix minime) et sur le développement de l'industrie hôtelière familiale qui pourrait bénéficier de prêts à taux réduit. De plus, la mise en valeur d'un " équipement régionaliste " est prévue sous trois formes : artisanat d'art local, musées, manifestations et fêtes folkloriques.

Les réalisations entre 1960 et 1964 ne furent guère nombreuses et ce problème de l'expansion du tourisme dans le bocage bas-normand fut repris (57) au cours de l'établissement de l'avant-projet du " Plan régional de développement économique et social et d'aménagement de la région de basse-Normandie ". Le 16 octobre 1964, se tenait à Mortain une réunion de syndicats d'initiative du bocage qui avait pour but de préciser les aspirations de ces groupements dans le domaine du développement touristique. Le tourisme est présenté comme " le moyen d'apporter une aide précieuse à une économie rurale qui a et qui aura, de plus en plus, besoin de tous les concours ". Le programme, découlant d'enquêtes réalisées par l'Office du tourisme au niveau de chaque canton, est plus précis et surtout plus concret que celui de 1960. Les auteurs mettent l'accent sur la nécessité d'adapter les esprits à une telle transformation et proposent des mesures de nature à développer les hébergements tels que le camping fermier, les gîtes ruraux, en plus des autres hébergements

traditionnels. Certaines propositions sont originales comme la constitution d'un " marché de la résidence secondaire bocagère ". Un zonage est proposé, chaque région recevant une approche spécifique. Le sud de la Manche est partagé entre une zone littorale, de la Haye-du-Puits au Mont-Saint-Michel, et l'intérieur qualifié de " bocage profond ". Pour ce dernier, l'accent est mis sur la nécessité préalable de développer les équipements publics encore insuffisants (électricité, eau courante, téléphone), d'encourager la création de stations vertes, d'équiper prioritairement les vallées, de mettre en place des animateurs " capables de vaincre les difficultés inhérentes du milieu, surtout lorsqu'il s'agit d'hébergement à créer à l'échelle individuelle " et de développer l'information au niveau municipal.

Ces recommandations sont restées lettres mortes pratiquement, jusqu'au rattachement de la Manche à la zone ouest de rénovation rurale. Un troisième plan de développement touristique a vu le jour en septembre 1972, axé essentiellement sur le sud de la Manche et proposant des mesures concrètes pour valoriser les potentialités touristiques du bocage sud-Manche (58). Il suggère d'équiper les bourgs-centres correspondant presque tous aux chefs-lieux de canton et de multiplier les équipements diffus (sentiers pédestres, équestres etc...), de favoriser les activités culturelles (connaissance de la nature, découverte des richesses artistiques et architecturales, artisanat et traditions) et le développement des hébergements touristiques (gîtes, villages de vacances, camping à la ferme etc). A la différence de bien des plans d'aménagement restés dans les tiroirs, celui-ci connut assez rapidement des applications pratiques. C'était la conséquence d'une longue phase de maturation (presque dix ans) et surtout de la nomination d'un animateur touristique, Daniel RICHOMME, qui y travailla pendant trois ans, d'octobre 1971 à juillet 1974.

2) les caractères du tourisme rural dans le sud de la Manche vers 1968-1970

Le bilan de la vie touristique dans cette zone est assez vite fait. Les équipements et les touristes qui les fréquentent sont essen-

tiellement localisés dans les stations balnéaires de l'Avranchin. Les points forts sont Saint-Pair-sur-Mer, Jullouville, Carolles, Saint-Jean-le-Thomas. Des communes rurales, même littorales comme Dragey, sont à peine touchées. La pénétration touristique entre la côte et les grandes voies de circulation reste très faible, n'intéressant que quelques rares hôtels. A Saint-Michel-de-Montjoie, l'hôtelier également chauffeur de taxi promenait ses clients l'après-midi. A sa mort, il n'a jamais pu être remplacé. Il n'est pas possible d'avoir un hôtel à Saint-Pois, malgré les démarches nombreuses réalisées par G. de BROGLIE, Conseiller général du canton. Deux gîtes ruraux seulement existent en 1969, l'un à Saint-James, l'autre à Jullouville, à proximité de la célèbre mare de Bouillon. Les syndicats d'initiative sont rares dans le bocage. Seuls Villedieu, Saint-James et Saint-Hilaire-du-Harcouët en ont aménagé un. Les terrains de campings communaux peu nombreux, faiblement équipés, ne représentent qu'une faible capacité d'accueil. En 1970, l'on peut dénombrer 4 785 places dans l'ensemble de la zone mais 895 seulement, soit 18 % de la capacité, sont situées en milieu rural. Encore faut-il tenir compte que, sur ces 895 places, 400 sont à Villedieu-les-Poëles et 75 à Avranches. Le reste se répartit entre Mortain (70), Saint-Hilaire-du-Harcouët (100) et Pontorson (250). Le parc des résidences secondaires était en 1968 peu important : 5 223 pour l'ensemble de la région Sud-Manche avec un taux de fonction résidentielle de 12,39 %. Si l'on enlève les résidences secondaires des cantons de Granville et de Sartilly, le total chute à 1 335 ne représentant plus qu'un taux de fonction résidentielle de 4 %. La croissance du parc de résidences secondaires pour l'ensemble de la zone a été de 9,93 % entre 1962 et 1968 mais de 29,49 % si l'on excepte les deux cantons de Sartilly et de Granville (1 031 résidences en 1962), amorce d'une ouverture du bocage au tourisme.

L'espace rural de la zone sud-Manche offre moins de deux cents places en colonies de vacances et en hôtels, peu de locations meublées, aucune maison familiale de vacances. Il n'est animé l'été que par une vie touristique médiocre se résumant à des séjours chez les parents et amis. A quoi tient cette atonie de l'espace rural du

bocage ?

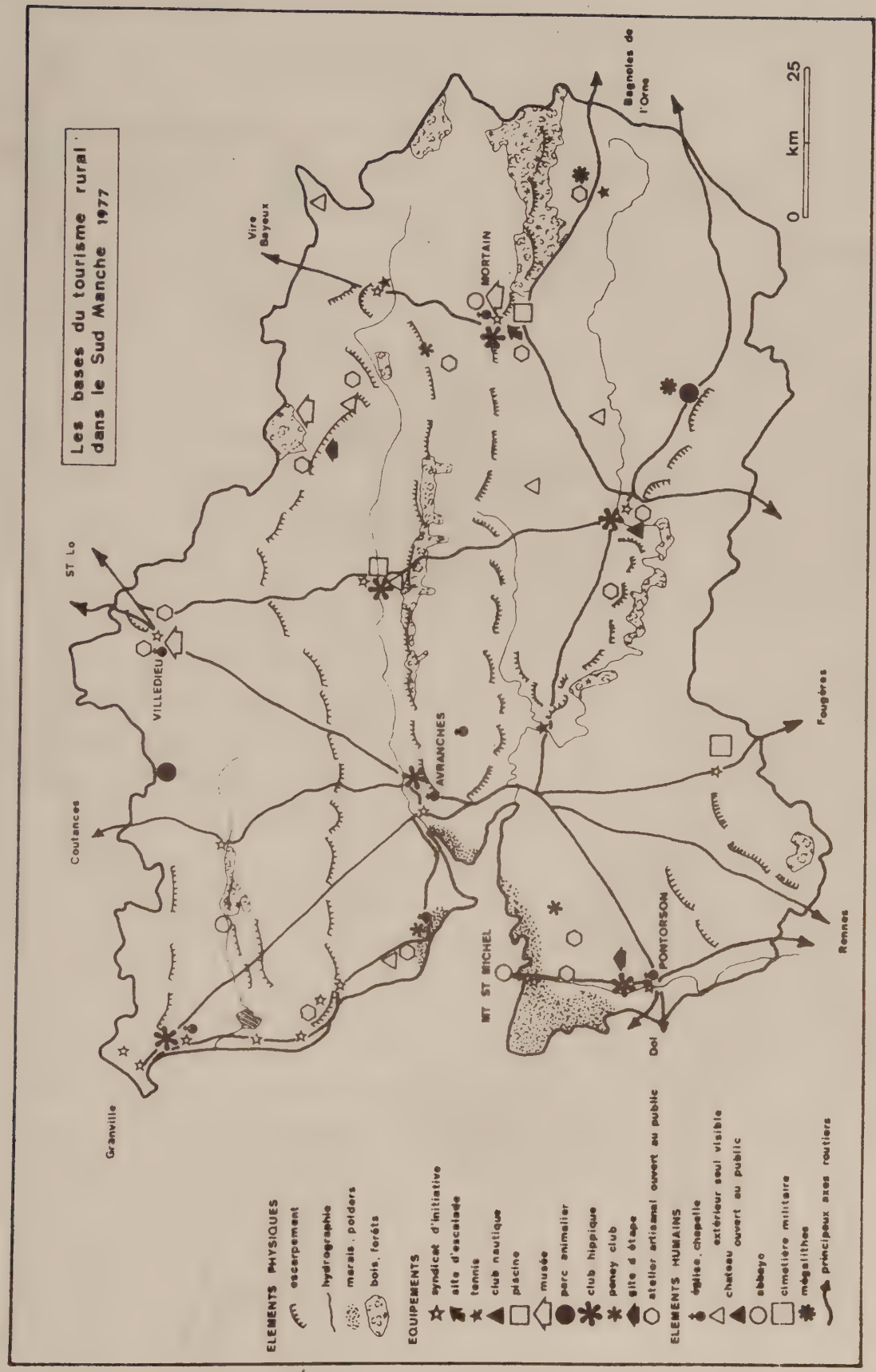
3) les bases physiques et humaines du tourisme dans le sud de la Manche

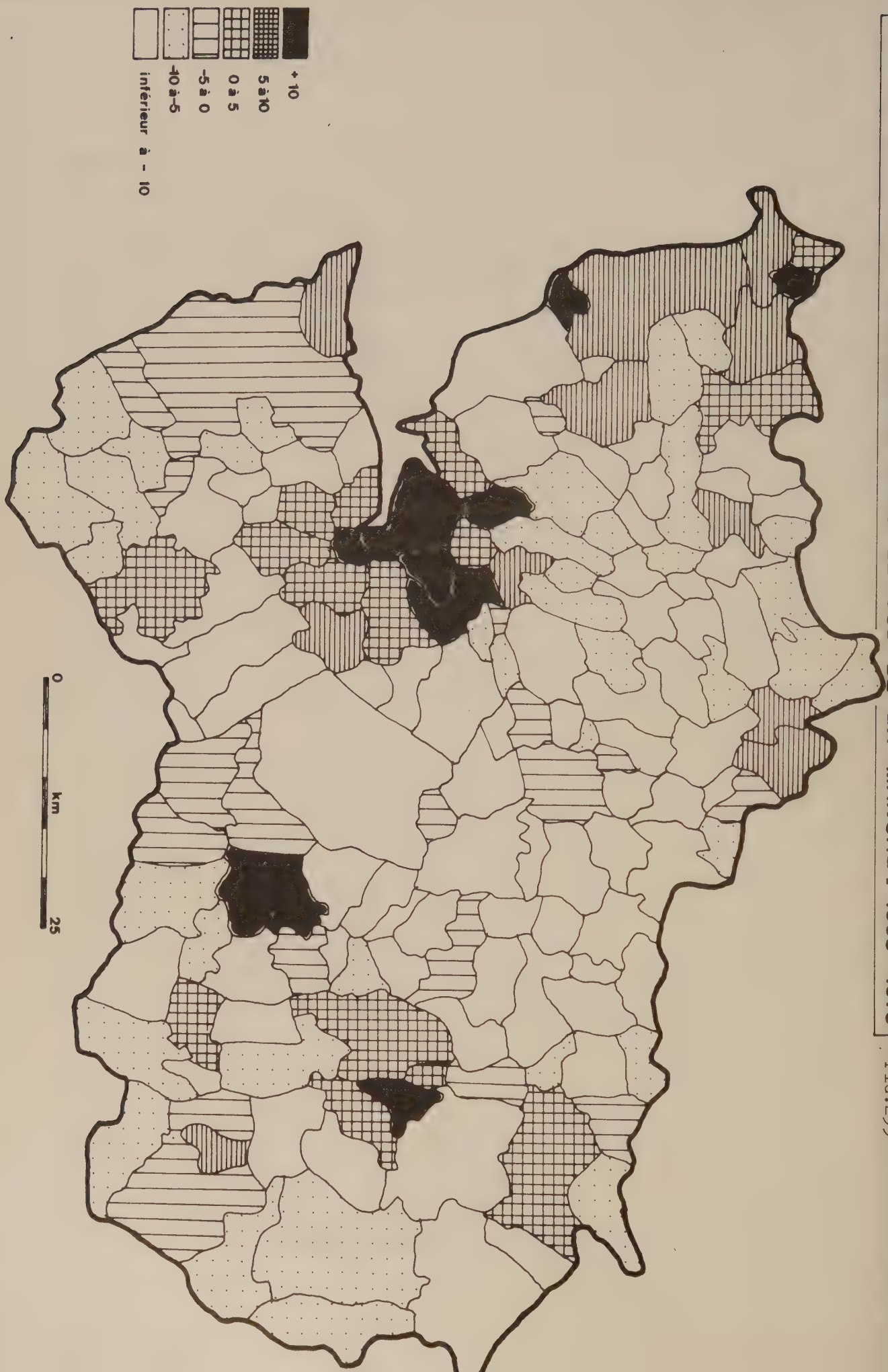
Cette région est souvent présentée comme ayant un " climat rude se traduisant par une pluviosité abondante. C'est le bocage profond, isolé, énigmatique " (59) où les hommes, attachés plus qu'ailleurs à la terre, veulent être maîtres chez eux, dans une société fortement hiérarchisée. Ne faut-il pas voir dans ces données les causes du retard touristique et les lenteurs d'insertion du tourisme dans le bocage ?

a) les unités naturelles : le sud de la Manche ne constitue pas, sur le plan physique, un milieu homogène : trois ensembles peuvent être distingués, en dehors du littoral proprement dit, présentant pour le tourisme des potentialités différentes : celui des marais, des bassins et des hauts pays.

A partir de Granville, la bande littorale change d'aspect. A une côte basse formée par un long cordon littoral scindé par des estuaires et des " havres " vaseux, où la circulation est difficile entre la terre et la mer, succède une côte rocheuse, à falaise, bordée d'une route touristique permettant l'accès à quelques plages. Au-delà de Saint-Jean-le-Thomas, l'on retrouve avec la baie du Mont-Saint-Michel une vaste zone de marais, maritimes ou intérieurs, en voie de colmatage. L'herbu constitue en été une étendue verte où pâturent bovins et moutons alors que les marais de l'intérieur ont été transformés en polders. Les conditions climatiques sont moins favorables que sur le littoral abrité des falaises de Carolles à Saint-Jean-le-Thomas (" le petit Nice de la Manche "), tout en restant relativement bonnes comme le montrent les moyennes de précipitations mensuelles enregistrées à Beauvoir (moyenne 1931-1960), Juin, juillet et août ne reçoivent que 187 mm (22 % du total annuel) et juin est un des mois les plus secs de l'année (53 mm). Ces marais ne sont pas favorables au tourisme. Des panneaux indiquent

FIG.294





bien la direction de la mer mais l'estran est très vaste et, à marée basse, la mer est lointaine, presque inaccessible. Le retour rapide, à la vitesse d'un cheval au galop, du flot dissuade également les promeneurs. Un soubassement spongieux, humide, à base de tange, donnant " l'impression de marcher sur un tapis élastique oscillant " (60), des risques d'enlèvement ne favorisent pas non plus l'activité touristique et rendent impossibles le camping, à l'exception de quelques caravanes pratiquant le " camping sauvage " comme nous avons pu le constater en juillet 1977, dans les marais du Bas-Courtils.

Les bassins (Sélune, Sée) creusés dans les schistes anté-cambriens ont un modelé fait de croupes molles et de vallées évasées qui n'est pas de nature à retenir l'attention : ni point de vue, ni belvédère mais des nuances entre la large vallée de la Sée développée sur la rive gauche du fleuve et celle plus étroite et plus encaissée de la Sélune, sauf en aval de Ducey où elle s'élargit également. Les parties aval de ces rivières posent au touriste de sérieux problèmes de circulation et les embouteillages sont fréquents en été à Pontaubault et Avranches. Le principal atout de ces " bons pays agricoles " est, outre l'abondance des eaux favorable à la pêche, aux activités nautiques, un micro-climat plus favorable au tourisme que celui des hauteurs. De FELICE (61) avait déjà souligné qu'à peu de distance du maximum de Sourdeval, la vallée de la Sélune abritée de tous côtés ne reçoit que 680 mm à Milly. Saint-Hilaire-du-Harcouët reçoit 895 mm de précipitations dont 200 en juin-juillet-août. Cependant, de faibles ondulations proches de la mer peuvent être arrosées et les variations locales sont très sensibles.

Les " hauts pays " ne manquent ni d'attrait ni de pittoresque. On y découvre de vastes panoramas et, vers l'ouest, l'oeil est toujours attiré par le " Mont-Saint-Michel, au péril de la mer ". Des routes accidentées, un relief montueux donnent l'impression de montagne, exploitée dans les guides touristiques. L'élément important est ici constitué par le massif granitique d'Avranches prolongé à l'est par les crêtes appalachiennes de grès armoricain du massif de Mortain. La retombée du massif d'Avranches sur la vallée de la Sée, de Saint-Senier-sous-

Avranches à Juvigny-le-Tertre, se fait par des pentes assez fortes soulignées dans leur partie haute par un ruban forestier. De Mortain à la limite orientale de la zone, le paysage est marqué par les bandes de grès armoricain découpées en blocs ruiniformes couverts par les forêts de Mortain et de la Lande pourrie. Les altitudes maximales sont à 317 m. La barre de grès est coupée de brèches que les eaux empruntent en cascades. La plus célèbre est celle de l'Abbaye blanche à Mortain (vallée de la Canse). Au nord de la Sée, le relief est plus confus et mou. ELHAÏ a décrit les paysages autour de Villedieu où " le bocage se résoud en une infinité de collines apparemment sans orientation privilégiée, aux versants convexes, au sommet surbaissé. De temps en temps, les parties hautes évoquent un plateau disséqué, au sommet horizontal ou en pente douce sur plusieurs kilomètres, à peine incisé par des ruisseaux médiocres " (62). A l'extrême-sud de notre zone, aux confins de la Normandie et de la Bretagne, le relief ne forme pas non plus des lignes bien régulières et les pentes ne sont pas très raides. Le gros handicap pour le tourisme de ces hauts pays est constitué par la forte pluviosité et la fréquence des brouillards. Vengeons, à 320 m, au nord de Sourdeval, et Ger plus au sud, à 306 m, reçoivent respectivement 1 300 et 1 165 mm chaque année. L'été est humide. Juin, juillet, août reçoivent 270 mm et 245 mm de précipitations.

Les paysages ruraux réalisent en quelque sorte la synthèse des conditions naturelles de reliefs, de sols, de micro-climat, des éléments hérités de l'histoire agraire et des transformations récentes. Le sud de la Manche, si l'on exclut les zones littorales de champs ouverts, appartient à la grande famille du bocage. Dans notre zone, il est caractérisé par de petites parcelles, une marqueterie complexe de haies, de chemins, de labours, de prairies, de vergers, donnant au paysage un aspect très verdoyant, d'autant plus agréable à l'oeil qu'il est vallonné. Son originalité tient cependant à une part plus grande de labours. Pierre BRAULT a décrit le paysage traditionnel de sa commune natale de Montanel avec " des horizons courts et indécis, les arbres

de haute futaie et surtout une multitude d'arbres étêtés, aux troncs nouveaux, appelés ragoles. Quand la végétation a fait s'épanouir les blés, les herbes des prés et l'abondant feuillage des chênes, des châtaigniers, des hêtres, des peupliers, des ormes et des pommiers, on dirait qu'on se trouve en pleine zone sylvestre " (63). Les premiers remembrements ont été, comme en Bretagne, très destructeurs. Les secteurs de la Croix-Avranchin, Vergoncey, Saint-Laurent-de-Terregatte ne montrent plus que des reliques bocagères, les limites anciennes étant remplacées par des fils barbelés. Fort heureusement, ils furent peu nombreux et ceux entrepris actuellement sont beaucoup plus soucieux de l'esthétique des paysages comme à Argouges, commune lauréate du concours " Village que j'aime ", située à 15 km du Mont-Saint-Michel. L'opération de remembrement peut devenir le point de départ d'une mise en valeur touristique.

b) les bases humaines : le sud de la Manche, constitué par l'Avranchin et le Mortainais auxquels s'ajoute le canton de Villedieu-les-Poëles, est une région fortement individualisée, très différente du centre et du nord tant sur le plan des paysages que sur celui du milieu humain. Cette individualité est à la base d'une richesse architecturale et humaine très favorable au tourisme (64), même si l'on ne considère que l'espace rural en dehors de Granville, Avranches et du Mont-Saint-Michel.

Beaucoup de bourgs recèlent des églises dignes d'être visitées comme celles de Pontorson, Varins et quelques-unes possèdent de véritables trésors artistiques (vitraux de Marigny, maître-hôtel de Servon). Le sud de la Manche est riche de quelques abbayes dont les plus célèbres sont celles de La Lucerne d'Outre-Mer édifée de 1164 à 1178, en bordure du Thar et de la forêt, et l'Abbaye blanche de Mortain. Par contre, l'Avranchin est plus pauvre, non pas par le nombre des châteaux et manoirs mais plutôt par leur modestie et l'état d'abandon de la plupart.

L'artisanat et l'industrie rurale, florissants au XIXème siècle, ont laissé des traces et une image de marque de nature à servir

de base au développement touristique actuel. La quincaillerie de Sourdeval, le travail du cuivre et la tannerie à Villedieu, l'extraction et le travail du granit dans la région de Saint-Pois, la poterie de Ger constituent des atouts que certains syndicats d'initiative ou groupements d'artisans savent utiliser. Peut y être ajouté le maintien de la fabrication fermière de cidre et de calvados.

Les épisodes guerriers n'ont pas laissé de sites susceptibles de draîner les foules en été. Malgré la bataille de Mortain et la percée d'Avranches, ces grands cimetières de guerre que l'on rencontre dans le Bessin sont absents du sud de la Manche, en dehors du cimetière américain de Saint-James.

Les mentalités plus ou moins ouvertes aux innovations venues de l'extérieur constituent un élément essentiel au développement touristique d'une région mais elles sont difficilement saisissables et très contrastées au sein d'une même commune, comme l'ont montré les analyses sur l'espace vécu dans le bocage (65). De nos entretiens avec des responsables divers (tourisme, agriculture, administration, maires etc..) se dégage le sentiment que l'homme du sud-Manche serait plus accueillant, plus favorable, moins fermé que celui du Nord-Cotentin au tourisme. Mademoiselle COSSE, responsable " d'Agriculture et Tourisme ", à la Chambre d'Agriculture de la Manche, souligne que les réunions d'information, les voyages d'études sont toujours plus suivis par les gens du sud que par ceux du nord (66).

c) le déclin démographique

Une des données fondamentales du sud-Manche est son déclin démographique. Continu depuis 1962, il s'est même accéléré entre 1968 et 1975. La population est passée de 127 509 habitants en 1962 à 126 782 en 1968 et 124 714 en 1975, ce qui représente une diminution de 2,19 % (la population départementale a augmenté pendant cette même période de 1,08 % mais elle stagne entre 1968 et 1975 : + 0,02 %). La carte montre que cette diminution de population est quasi générale. A l'exception des chefs-lieux de canton (Mortain, Saint-Hilaire-du-

Harcouët, Villedieu-les-Poëles, La Haye-Pesnel, Sourdeval), des agglomérations d'Avranches et de Granville et de très rares communes, le Sud-Manche connaît un très fort fléchissement démographique dépassant fréquemment 10 %. S'il a des effets bénéfiques sur le tourisme (libération de bâtiments, urgence d'une action à mener) il comporte aussi beaucoup d'inconvénients. La mort de nombreux services, le vieillissement de la population, la perte de substance humaine n'encouragent pas le développement d'initiatives novatrices en matière de tourisme rural. Néanmoins, le sud de la Manche est loin d'être un désert humain, les densités restant de 69 habitants au km² (46 pour les seules communes rurales) et il ne peut être comparé en ce domaine au Centre-Ouest Bretagne où les densités sont beaucoup plus faibles.

Sans bénéficier de conditions exceptionnelles, le sud de la Manche peut compter sur un patrimoine physique et humain susceptible d'assurer sa promotion sur le plan touristique mais, jusqu'à une date récente, il n'était guère valorisé. Les changements opérés entre 1970 et 1977 sont d'autant plus exemplaires.

B - La pénétration du tourisme rural dans le Sud de la Manche

Elle a pris plusieurs aspects

1) le développement des hébergements

a) les hébergements individuels

Le développement des hébergements était l'axe prioritaire de la politique suivie par le Comité de rénovation rurale. Les motivations étaient doubles : d'une part, augmenter la capacité d'accueil ; d'autre part, montrer que la croyance bien enracinée selon laquelle les touristes ne séjournaient pas en campagne parce qu'ils n'en avaient pas envie était erronée. La création de gîtes, de camping à la ferme, de chambres

d'hôtes devait avoir une sorte de vertu pédagogique et d'entraînement sur les ruraux les moins sensibilisés et sur les conseils municipaux.

Pour lancer cette opération, le Comité adopta le principe de la création d'un groupe de travail formé de relais au niveau des différents cantons. Ce groupe devait servir de point d'appui à l'animateur au sein de la population locale et de démultiplicateur de l'information. Des réunions auxquelles furent conviés les maires et adjoints, les responsables syndicaux, les vulgarisateurs et conseillères agricoles de la Chambre d'Agriculture et de la Mutualité sociale agricole, eurent lieu dans chaque canton. Au cours de ces séances, des diapositives de gîtes fournies par le relais de l'Ille-et-Vilaine étaient projetées. L'information était complétée par l'animateur de l'association départementale des gîtes ruraux, créée le 25 février 1971, qui était en même temps directeur de la S.I.C.A.H.R. Les avantages étaient précisés : subventions de la rénovation rurale qui transitaient par la Direction départementale de l'agriculture, prêts du Crédit agricole bonifiés de 2,5 % par le Conseil Général, honoraires réduits prélevés par la S.I.C.A.H.R. pour l'établissement des dossiers. Ces réunions furent suivies de voyages d'une demi-journée sur le terrain qui permettaient aux personnes intéressées de poser toutes questions aux réalisateurs. La presse d'information et professionnelle se fit largement l'écho de ces réunions et joua un grand rôle dans le succès de l'opération.

En ne considérant que les gîtes individuels, le tableau ci-dessous illustre la forte progression du nombre de gîtes entre 1971 et 1977.

Tableau 196 : évolution du nombre de gîtes ruraux dans le sud de la Manche (1971 - 1977)

!	1971	:	4	!	1975	:	101	!
!	1972	:	30	!	1976	:	124	!
!	1973	:	60	!	1977	:	149	!
!	1974	:	93	!				!
!				!				!

HEBERGEMENTS TOURISTIQUES DANS LE SUD DE LA MANCHE 1977



L'augmentation du nombre de gîtes a permis la création en 1976 d'un service de réservation et le développement de la publicité (salons d'exposition dans différentes foires) d'autant plus que la diffusion des gîtes par imitation gagnait le centre et le nord de la Manche (272 pour le département en 1977 en dehors des villages de gîtes familiaux).

Les autres formes d'hébergement touristique (camping à la ferme, chambres d'hôtes) se sont développées beaucoup moins rapidement. Le camping à la ferme a été encouragé parce qu'il permettait pour un investissement réduit de prendre contact avec le mouvement touristique et de s'y roder et qu'il favorisait le séjour de la clientèle étrangère (Hollandais, Belges ...) davantage attirée par cette formule. Le nombre a varié d'une année à l'autre entre 10 et 15, certains agriculteurs n'ayant pas jugé utile de poursuivre l'expérience, d'autres par contre s'y étant engagés avec des équipements sanitaires plus complets et accédant à la catégorie des campings aménagés. Une expérience a été tentée en relation avec le camping à la ferme mais à une échelle encore très réduite : la vente de produits fermiers préparés en plats cuisinés, suivie de la table d'hôte. Ce restaurant-fermier " La Dorière ", de Saint-Laurent-de-Terregatte, a été aménagé dans l'aile gauche des bâtiments du XVII^e siècle d'une exploitation à cour semi-fermée dans laquelle aboutit un sentier pédestre reliant le village de vacances du Bel Orient au barrage de Vezins. Madame C. a d'abord consacré un pré, riverain du lac de Vezins, au camping en 1970 puis aménagé un gîte rural pour cinq personnes en 1974, trois chambres d'hôtes en 1976 et une auberge rurale en 1977. Dans cette exploitation d'élevage d'une trentaine d'hectares, le tourisme rural représente une forme d'intensification agricole qui devrait permettre le maintien du fils sur l'exploitation. Le point de départ a été assuré par le camping qui a permis l'ouverture sur le monde extérieur, l'épouse de l'agriculteur jouant un rôle d'entraînement déterminant. Les travaux ont été réalisés par l'exploitant lui-même qui a transformé l'ancien poulailler et les casiers à porcs en salle de restaurant pouvant accueillir soixante personnes. En 1977, les propriétaires de ce petit complexe touristique

à la ferme se préoccupaient d'améliorer le chauffage et leur installation en vue d'élargir la fréquentation en arrière et avant-saison grâce à la location de week-end de pêche pour les citadins des villes régionales et même de Paris (67).

Les chambres d'hôte ont été lancées au cours de l'été 1975. Sept des huit premières du département étaient situées dans le sud de la Manche. Leur progression a été forte puisqu'en 1977, leur nombre atteignait 33 dont 20 pour le Sud-Manche. C'est la conséquence de l'ouverture des ruraux au tourisme et d'une forte demande liée au tourisme de passage des Britanniques débarqués à Cherbourg et filant vers le sud-ouest et l'Espagne, des touristes en transit vers le Mont-Saint-Michel, dans une région où l'hôtellerie rurale traditionnelle est restée très insuffisante.

Le développement de l'hébergement touristique individuel a été également très sensible au niveau des résidences secondaires. En 1975, pour l'ensemble de la zone sud-Manche, leur nombre était de 7 172, ce qui représente une augmentation de 37,3 % par rapport à 1968. Ce rythme, tout en restant légèrement inférieur à celui du département (40 %), est quatre fois plus fort que celui enregistré de 1962 à 1968. Cette très forte croissance peut être attribuée à une meilleure organisation de l'offre consécutive à la mise en place par l'office départemental du tourisme depuis avril 1972 d'un " service résidences secondaires ". Les brochures (18 numéros parus en octobre 1977) contiennent des offres de vente classées par prix, émanant uniquement des notaires et agences immobilières. La distribution, d'abord gratuite, fut ensuite payante. Elle visait principalement les villes régionales et la région parisienne. En 1975, le taux de fonction résidentielle était passé à 16,26 %.

b) les villages de gîtes

Le premier fut réalisé à Saint-Laurent-de-Terregatte. Le point de départ peut en être trouvé en 1960 à la suite d'un des premiers remembrements de la Manche qui entraîna la création de nombreux chemins



FIG.297

EXTRAIT DE SECTION A2
"DES ROCHERS DU JALOUX"
1826

0 m 100



LES CLOS

BEL-ORIENT

----- chemins

SECTION A2
1960

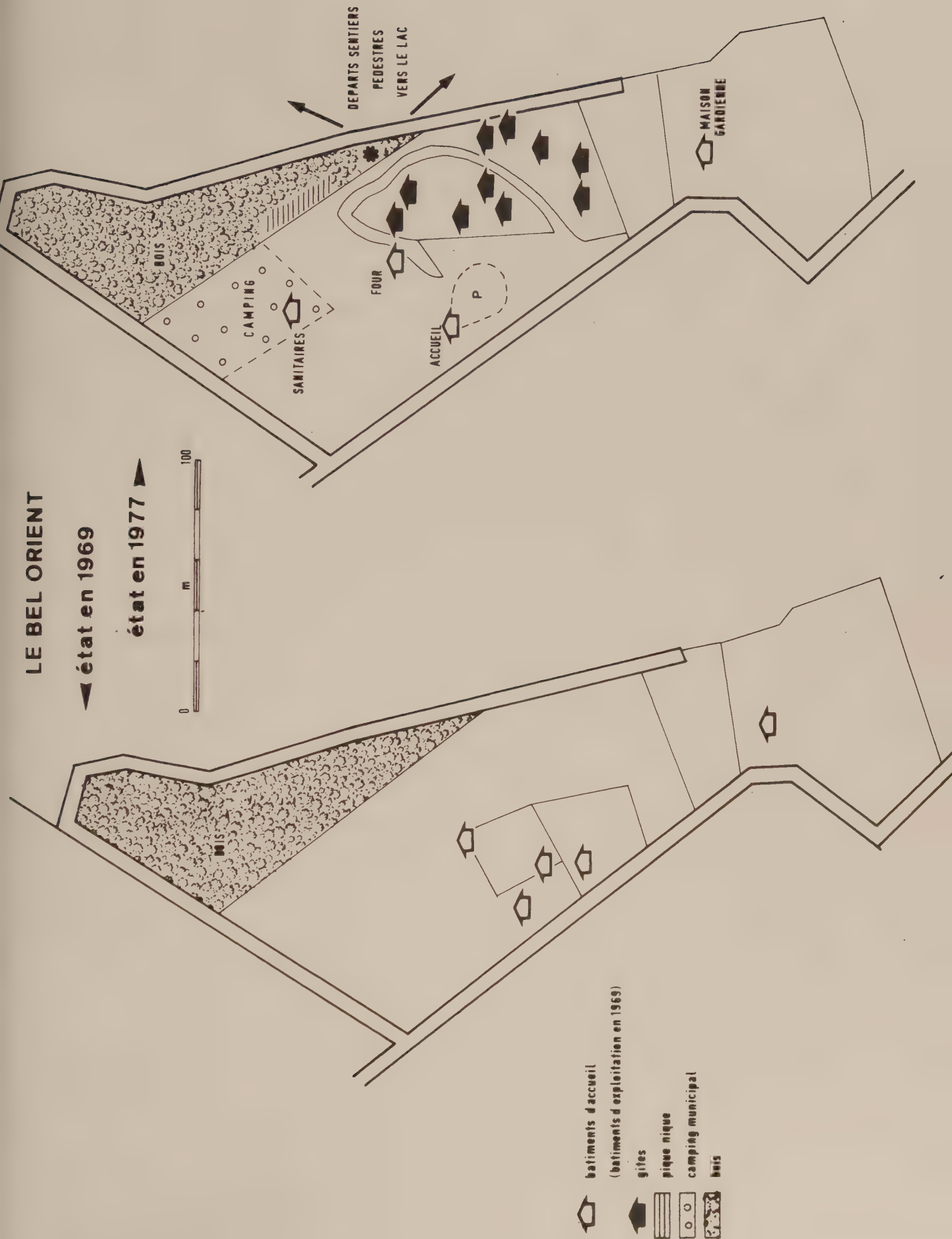
0 m 100

FIG.298

LE BEL ORIENT

état en 1969

état en 1977



rendus nécessaires par l'existence de près de soixante-quinze villages de un à sept feux. La plupart de ces villages étaient dans un isolement total particulièrement en hiver : l'état de section du cadastre de 1826 montre que " le village des Clos " était sans chemin et il n'y avait pas d'accès à la Sélune. Le maire, petit fermier (5 hectares) et représentant en produits agricoles, connaissait bien ce problème et voulait sortir les gens de " leur bouillasse ". La motorisation, l'intensification de l'élevage qui fait appel au vétérinaire, l'ouverture des esprits sur le monde extérieur faisaient des chemins la pierre angulaire de tout progrès. Il fallut trois ans, à partir de 1958, pour préparer les esprits au remembrement, y compris ceux des membres du Conseil municipal. Le maire les emmena dans la région de Fougères où des remembrements avaient déjà été pratiqués. Commencé vers 1960, il fut achevé en 1967. La commune se trouvait bénéficiaire de 28 ha ; elle les redistribua entièrement aux habitants. On ne songeait pas encore à une possible réserve foncière pour un aménagement touristique. Seuls, quarante ares d'ajoncs et de friches dont personne ne voulait furent, sur l'initiative du maire et dans l'indifférence générale, transformés en terrain de camping municipal. Des crédits de remembrement restaient que le maire utilisa à percer des chemins d'accès vers le lac et à élargir certaines petites routes y conduisant. L'état de 1960 montre les changements intervenus. Les bords de la rivière n'ont pas été remembrés mais des chemins désenclavèrent la section A2. Cette action ne fut pas toujours bien comprise des habitants car les chemins n'étaient pas destinés à desservir des champs ou des habitations. Leur rôle fut cependant décisif. Ils révélèrent des sites remarquables sur la vallée encaissée et jusque là inaccessible de la Sélune. Les rives du lac commencèrent à être fréquentées par les promeneurs du dimanche venus de Mortain, d'Avranches... et par les pêcheurs. Une petite " guinguette " avec bar et location de pédalos et de barques s'installa rapidement en bordure du lac. Une ferme de 3,50 ha se trouva en vente en 1972. La commune l'acheta sans idée préconçue sur son utilisation. L'action de l'animateur, deux voyages et visites aux villages de gîtes communaux

de Langon et de Monterfil en Ille-et-Vilaine auxquels participaient le maire de Saint-Laurent, des représentants du G.A.M.A.S. (Groupement d'artisans de Manche-Sud) et de l'administration (D.D.A., Office du Tourisme) aboutirent à la création à Saint-Laurent d'un village de gîtes familiaux. Le premier village de vacances intérieur était né dans la Manche. " Le Bel Orient " comptait dix gîtes lorsqu'il ouvrit ses portes pour la première fois aux vacances de Pâques 1976. Une seconde tranche en cours de réalisation en 1978 portera le nombre de gîtes à 25. Dans les locaux de l'ancienne exploitation, un pavillon d'accueil était aménagé. Une troisième tranche de travaux prévoit la création de bâtiments d'animation. Des sentiers-pédestres, des coins pique-nique étaient en outre aménagés en 1977. L'ancien four à pain sera restauré et réutilisé dans le cadre de l'animation du village. La proximité du terrain de camping, dotait la commune de Saint-Laurent-de-Terregatte (551 habitants en 1975) d'un complexe touristique. La comparaison des plans du lieu-dit " le Bel Orient " en 1969 et en 1977 est significative des changements survenus. La voie était tracée. Des efforts étaient entrepris pour embellir le bourg. Le calvaire était dégagé et deux anciens cimetières déplacés. Les initiatives individuelles se développèrent. En 1977, Saint-Laurent comptait trois chambres d'hôtes, cinq gîtes ruraux, un camping à la ferme - table d'hôtes. Deux à trois personnes ont loué des maisons vides pour les vacances. A proximité du " Bel Orient ", un citoyen travaillant à Avranches restaurait et agrandissait en 1977 une ancienne maison pour l'habiter tout en transformant l'étage en six chambres d'hôtes. En même temps, le parc de résidences secondaires augmentait sensiblement, passant de neuf à vingt-trois entre 1968 et 1975. Des émigrés ou des enfants d'émigrés mais aussi des Parisiens et des citadins de Fougères achètent de plus en plus, pour les restaurer, les vieilles maisons de granitier et de carrier qui, jusque-là tombaient en ruines. Le village du " Clos aux Fèves " a muté. A partir de deux vieilles maisons, le père resté au village a aménagé quatre résidences secondaires presque neuves pour ses enfants (deux à Paris et deux à Saint-Hilaire-du-Harcouët). D'autres, domiciliés jusqu'alors à Avranches, Saint-James, Ducey faisaient

construire à Saint-Laurent. En 1977, le maire ne se consolait pas d'avoir laissé filer ses 28 ha. En incorporant le camping municipal deux étoiles, sans tenir compte du logement chez les parents et amis, la capacité d'accueil était en 1977 de 375 places.

Tableau 197 : répartition de la capacité d'accueil à Saint-Laurent-de-Terregatte (1977)

!	Camping aménagé	:	150	!
!	Camping à la ferme	:	20	!
!	Gîtes ruraux	:	32	!
!	Autres meublés	:	15	!
!	Village de gîtes	:	60	!
!	Chambres d'hôtes	:	6	!
!	Résidences secondaires	:	92	!
!		:		!
!	TOTAL	:	375	!
!		:		!

Saint-Laurent devenait une commune connue d'autant plus que depuis 1972 un Comité d'animation des lacs organise chaque année un spectacle Son et Lumière avec feu d'artifice sur le lac de " la roche qui boit ", reposant sur la participation de 150 habitants de la commune. En 1977, elle obtenait le premier prix régional au concours " Village que j'aime ".

2) la prise en mains du tourisme par les agriculteurs normands (68)

Au départ, les agriculteurs étaient réticents et même hostiles.

La Chambre d'agriculture elle-même ne s'intéressait guère au tourisme. Une section " Agriculture et Tourisme " avait été créée mais elle demeurait formelle et n'accomplissait aucun travail important. Le 19 novembre 1965, Mr LE DEZERT présentait un rapport au nom de la commission économique, lors de la deuxième session ordinaire de la Chambre d'agriculture de la Manche, précisant les conséquences du tourisme sur l'agriculture. Il montrait les soucis de la profession de s'intéresser au développement du tourisme tout en indiquant ses limites. Il constatait en effet qu'"agriculture et tourisme " n'ont pas trouvé de point commun qui puisse les réunir ". Les tentatives réalisées pour sensibiliser les agriculteurs au tourisme en les incitant à créer des gîtes dans les communes de Saint-James et de Saint-Pois n'ont pas été suivies d'effets (69). Le changement s'accomplit vers 1973. " Agriculture et tourisme " prenait une nouvelle orientation en changeant de structure. Elle cesse alors d'être uniquement une section de la F.D.S.E.A. pour s'ouvrir aux autres organisations départementales (Mutualité, Crédit Agricole, Caisse de réassurance agricole, Centre départemental des Jeunes agriculteurs, S.I.C.A. Habitat rural, Chambre d'agriculture, Office départemental du tourisme). Son Président : Raymond DUPART, domicilié à Fleury, petite commune de 611 habitants proche de Villedieu-les-Poëles, est Président cantonal du Syndicat agricole et Vice-Président départemental de la Chambre d'Agriculture. Les agriculteurs du bocage peuvent facilement s'identifier à lui. Il exploite 25 hectares de S.A.U. ce qui le place au-dessus de la moyenne des exploitations départementales (12,8 ha en 1970 pour l'ensemble des exploitations) d'autant plus que celles de l'Avranchin et du Mortainais sont de taille plus petite (10,5 et 10,8 ha). Son troupeau est composé d'une trentaine de laitières et il livre sa production à Claudel (Villedieu). Il a acquis ses 25 hectares progressivement reconstituant l'ancienne ferme familiale par rachat à ses frères et soeurs, à partir de ses 8 hectares personnels. Il est donc assez proche des petits agriculteurs de la région qui voient dans le tourisme un éventuel complément de revenus. L'animateur le rencontra et s'appuya sur lui pour lancer les gîtes ruraux. En 1972, R. DUPART est le premier à créer le gîte de

la " Postellerie " dans un ancien relais de poste, inhabité depuis 1810 et dont il est fier de dire qu'il figurait déjà sur la carte de Cassini. Ses voisins manifestent une certaine appréhension à l'idée que des étrangers des villes vont venir à Fleury, se promener dans les chemins, peut-être laisser les barrières ouvertes, causer des dégâts aux vergers. Les premiers vacanciers sont " bien " : un chef de brigade I G N qui revient tous les ans. Il est connu dans le pays. Le Manchot très prudent et réservé devient accueillant, la diffusion se fait plus facilement. Raymond DUPART aménage un second gîte en 1976 et une petite location meublée en 1977 dans l'ancienne " boulangerie ". Deux autres étaient en projet cette même année. Amoureux de la vie rurale traditionnelle, il monte dans son exploitation un petit musée des vieux outils que des touristes viennent visiter, dans le cadre des " Journées-Rencontre ".

Sous son impulsion, " Agriculture et Tourisme " va jouer un rôle essentiel dans le développement du tourisme rural dans le Sud-Manche tout en donnant une originalité propre. C'est tout d'abord un développement lent et mesuré où le tourisme est considéré comme un appoint un peu secondaire, la priorité restant à l'intensification agricole. C'est ensuite le privilège accordé aux contacts humains qui transparaît dans l'organisation des " Journées-Rencontre " et des " Veillées du terroir ". C'est enfin la mise en place des équipements légers, fondés plus sur l'utilisation du patrimoine et des richesses du terroir que sur la création de choses nouvelles. Par exemple, " Agriculture et Tourisme " préfère utiliser la voirie communale pour aménager des sentiers de randonnée pédestre plutôt que d'en créer à partir des vieux chemins ruraux, ce qui serait susceptible de gêner la vie des exploitants agricoles ; de même, elle préfère encourager ces derniers à créer des gîtes plutôt qu'à vendre leurs bâtiments pour en faire des résidences secondaires. Sous cet angle, la politique menée n'est pas forcément la même que celle conduite par l'Office de tourisme départemental.

En 1972, sur les trente gîtes du Sud-Manche, vingt-cinq avaient été réalisés par des agriculteurs et leur moyenne d'âge était

de 47 ans. La superficie moyenne de leur exploitation était de 22 ha. 40 % d'entre eux faisaient partie de groupes de vulgarisation agricole alors que 5 % seulement des agriculteurs du Sud-Manche sont membres de ces groupes (70).

L'animation touristique revêt également d'autres formes comme " les heures musicales du Mont-Saint-Michel " qui donnent des concerts non seulement dans les théâtres urbains et les églises du littoral mais aussi dans les châteaux et manoirs de la campagne, " les concerts à la ferme ". Pour leur dixième festival en 1977, douze concerts eurent lieu dans la Manche, principalement dans le sud. Si leur audience est globalement plus limitée que celle des Journées-Rencontre (2 000 participants en 1977) et s'ils ne drainent pas la même clientèle, ils n'en constituent pas moins un élément dynamique pour l'espace rural : 260 personnes assistaient au " concert à la ferme " donné le 11 août 1977 dans la propriété de la Mazure, près d'Isigny-le-Buat.

3) le développement des équipements et de l'animation

a) des initiatives individuelles encouragées et soutenues

Elles sont encore peu nombreuses mais exercent un effet d'entraînement sur le milieu qui est considérable. Nous en présenterons deux, qui nous paraissent les plus significatives des nouvelles fonctions du bocage normand (71). La première se rapporte au parc animalier de Saint-Symphorien-des-Monts, petite commune rurale de 266 habitants située sur la N 808 entre Domfront et Saint-Hilaire-du-Harcouët. A la différence d'un zoo, il présente des animaux en semi-liberté que l'on découvre en flânant dans un parc d'une cinquantaine d'hectares. Le promeneur peut ainsi tout à la fois marcher, voir des bêtes, jouir de paysages dessinés au XIXème pour l'esthétique (perspectives du parc, miroir d'eau, boqueteaux...) et bénéficier de quelques équipements mis progressivement en place (buvette, club de pêche, point de vente de souvenirs). C'est en voyageant à l'étranger que le propriétaire du parc de Saint-Symphorien eut l'idée de créer, à l'imitation des parcs de nature allemands et

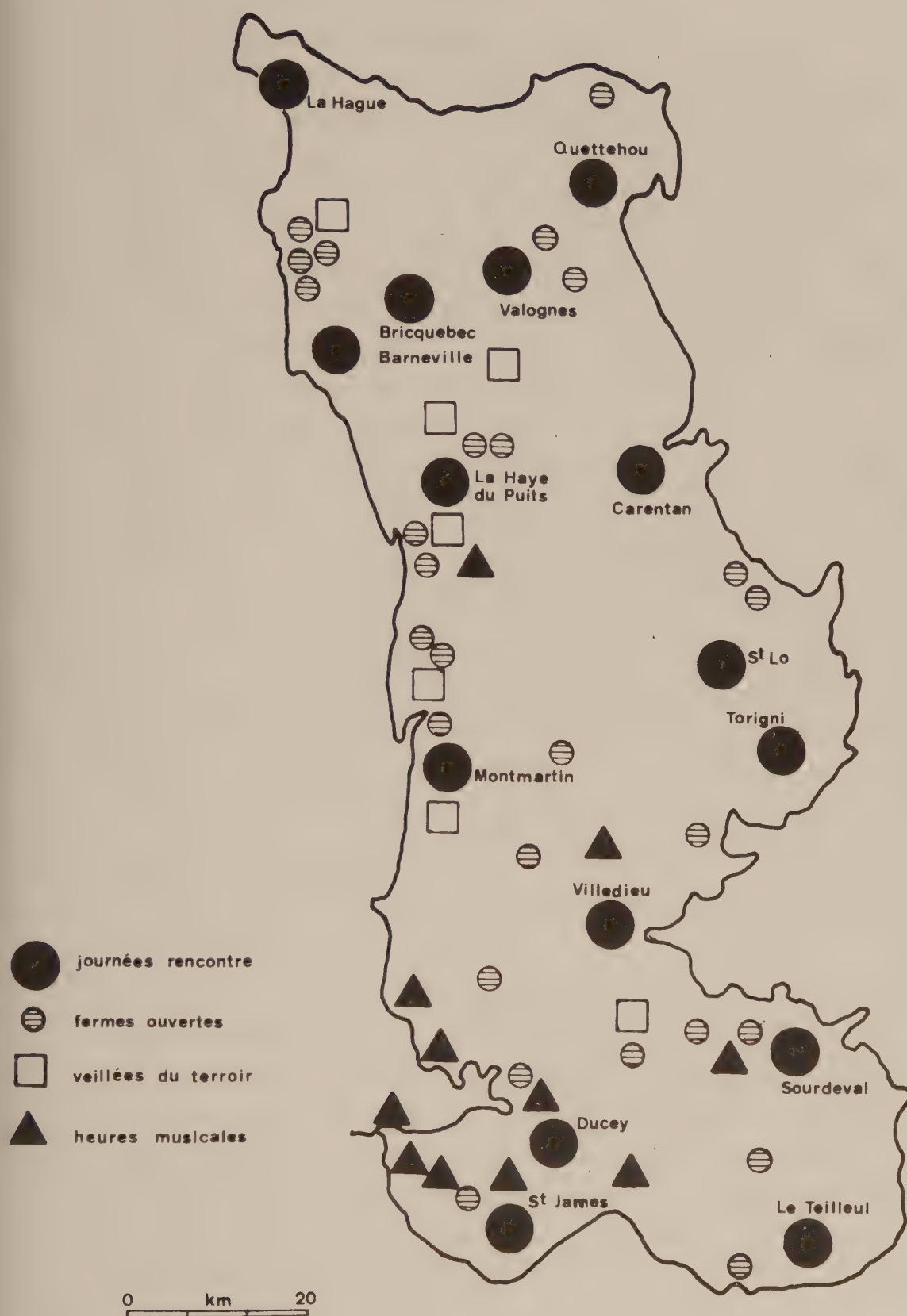
autrichiens, un parc animalier sur le domaine qu'il venait d'hériter. Une des originalités du parc de Saint-Symphorien-des-Monts est d'associer l'activité touristique à un usage agricole des terres. Le parc présente en effet des animaux adaptés aux prairies normandes (daims, bisons d'Amérique, ânes du Poitou...) et non des animaux " exotiques ". Il leur suffit d'un complément de nourriture en hiver, de maïs et de foin, pour qu'ils ne constituent pas une charge trop importante. Ces animaux sont vendus aux Halles, à dix-huit mois pour les daims (dix daims à l'ha) ou destinés à d'autres usages qu'à la boucherie. Le parc de Saint-Symphorien-des-Monts, créé en 1970, emploie quatre salariés et constitue ainsi une petite entité agricole et touristique. Cette double activité lui assure une rentabilité correcte en dépit de gros investissements (grillage, allées etc...). Ouvert toute l'année, il est un des points forts des équipements récréatifs du bocage, attirant plus de cinquante mille visiteurs par an. Aux quinze mille estivants fréquentant le parc au coeur de l'été s'ajoutent des scolaires et des citadins de villes régionales (Caen, Rennes) se déplaçant le dimanche hors-saison.

La seconde initiative est celle du " village enchanté " de Bellefontaine (254 habitants), près de Mortain, réalisé par une agricultrice et son mari, professeur de français au lycée de Vire. Madame L., fille de paysans, s'était installée à Rouen à la suite de son mariage. Ne se faisant pas à la vie urbaine, le couple décide en 1965 de reprendre une exploitation agricole de vingt hectares à Bellefontaine. Ils se lancent dans l'intensification laitière (soixante vaches sur 16 ha de S.A.U.). L'augmentation du prix du tourteau et du soja au cours de l'hiver 1971-72 compromet la rentabilité de l'exploitation et amène les L. à rechercher une seconde activité en dehors d'une nouvelle production intensive de porcs ou de veaux. Leur passage en ville et ses frustrations les conduit au tourisme rural sous la forme de l'aménagement d'un circuit des contes de fées. Avec l'aide du Crédit Agricole de la Manche et la sympathie bienveillante des habitants de Bellefontaine, le circuit est ouvert au public en août 1972 ainsi qu'une crêperie. C'est le succès : trente cinq mille visiteurs en trois mois. La pression touristique les conduit à développer le circuit des contes de fées en y adjoignant

des reproductions de villages normands et un parc de jeux pour enfants (balançoires, promenades à poney, en barque...). En juin 1973, c'est l'ouverture d'une auberge paysanne à la suite d'une nouvelle pression touristique des groupes qui souhaitent déjeuner sur place. La réalisation du "village enchanté" et de son environnement a absorbé près de six hectares, ce qui a entraîné la réduction du troupeau à quarante têtes. Ensuite, l'intensification touristique marquée par l'abandon de l'enseignement par Monsieur L, conduit à reconvertir le troupeau laitier en élevage de taurillons (aides des subventions pour les reconversions lait-viande). Le "village enchanté" emploie huit permanents, trois employés à temps partiel et cinq à dix saisonniers. Pour valoriser cette main d'oeuvre, le "village enchanté" se fait en 1976 promoteur de douze gîtes ruraux loués toute l'année. Des spectacles sont organisés (illuminations, sons et lumière) et le "village enchanté" est un lieu très recherché hors-saison pour les mariages, repas de famille etc... Le nombre de visiteurs est de l'ordre de cent mille par an. L'effet d'entraînement a été considérable, par le biais de l'artisanat notamment. Le "village enchanté" sert de cadre d'exposition à une quinzaine d'artisans normands qui trouvent ainsi l'occasion de se faire connaître et de vendre plus facilement leurs productions.

b) des formes originales d'animation

Les "Journées-Rencontre" constituent une forme originale d'animation touristique du milieu rural du sud-Manche. On peut en voir l'origine dans les journées "portes ouvertes" organisées par les agriculteurs de la Manche en 1972 et poursuivies depuis, et dans les idées exprimées par Daniel RICHOMME qui proposait d'organiser des journées de découverte des richesses artistiques et architecturales de manière différente de celles habituellement proposées (remise de dépliants par les syndicats d'initiative). Le but recherché est d'offrir le contact avec l'éventail le plus large possible de la population rurale en essayant de donner une idée la plus juste possible de la région, de ses



JOURNEES RENCONTRE, VEILLEES DU TERROIR, HEURES MUSICALES & FERMES OUVERTES DANS LA MANCHE
ETE 1977

traditions, de ses problèmes, en évitant les visites systématiques de fermes-pilotes ou d'expériences sensationnelles risquant de fausser la réalité. La journée se déroule comme suit : un rendez-vous le matin et un autre l'après-midi. Le repas est libre se déroulant soit dans un restaurant du choix des participants soit en pique-nique chez un agriculteur qui en profite pour faire déguster ses produits. Chacun se rend par ses propres moyens aux différents points de rendez-vous indiqués sur un dépliant mais de 9 heures à 18, et même au-delà, le groupe est placé sous la responsabilité d'un animateur. Ces " Journées-Rencontre " connaissent un énorme succès. Huit furent organisées en 1973 et quinze en 1977 mobilisant 1 350 participants en 1973, 3 000 en 1976 et plus de 4 000 en 1977. Le nombre de participants à la première Journée-Rencontre organisée en 1977 dans la région de Valognes a dépassé la centaine, avec une forte participation belge et allemande. Elles furent mises sur pied pour l'ensemble du département partagé en trois : le nord, le centre et le sud mais celles du sud sont régulièrement les plus suivies. Chaque journée est doublée, l'une se déroulant en juillet, l'autre en août. La carte de la répartition des Journées-Rencontre et des Fermes-ouvertes en 1977 montre qu'elles se situent assez largement dans l'espace rural intérieur, encore que certains vides apparaissent dans le Coutançais (cantons de Périers, Marigny, Saint-Sauveur-Lendelin) et le long de la bande littorale de Montmartin à Avranches. Pour cette dernière zone, nos enquêtes laissent penser que les agriculteurs sont hostiles au tourisme et que des phénomènes de rejet se produisent (canton de Sartilly notamment).

L'exemple de la Journée-Rencontre organisée le 19 juillet et le 16 août dans la région de Ducey est assez représentatif. Les estivants avaient rendez-vous le 19 juillet à 9 h 30 au bourg de Marcilly (435 habitants). Ils sont une centaine. Quelques mots d'accueil du Maire qui présente sa commune, des recommandations pour la journée, un café-calva offert par la municipalité et la journée démarre. Première visite chez Monsieur BARBE, 72 ans, vannier qui expose concrètement la fabrication des panniers en bois de bardane. 11 h 30, le groupe se retrouve à la

mairie du Mesnil-Ozenne pour boire le cidre avant le déjeuner (pique-nique en forêt ou dans les restaurants de Ducey). 14 h, c'est la visite de l'élevage de perdrix de M. DATIN (2 000 perdrix vendues au bout de 9 à 10 semaines à des sociétés de chasse) suivie de celle rendue à M. POMMIER, taxidermiste à Montgothier qui explique comment il tanne les peaux et empaille les animaux. La journée se termine par la visite de l'exploitation de M. E. MALLE, au manoir de la Bouverie à Montgothier : 20 hectares de terres cultivables, une vingtaine de vaches, un taureau, des veaux de huit jours, quelques truies. Les questions fusent. Il a construit lui-même, il y a six ans, sa salle de traite et vient de finir la rentrée des foin. La visite s'achève, comme dans les cas précédents par un verre de cidre. On promet de revenir ... C'est un succès qui, répété, remet en cause la formule. Deux cents personnes parfois sont réunies et il n'est pas facile dans ce cas de maintenir l'intérêt de toutes, l'accueil n'est plus le même ; les problèmes d'organisation deviennent prioritaires.

Des " veillées du terroir " sont également organisées (4 en 1976, 7 en 1977) en juillet et en août autour d'un thème (sorcellerie dans les campagnes, contrebande et gabelous, aventures d'un mousse à bord d'un terre-neuvas, potiers d'autrefois et d'aujourd'hui). Elles rassemblent de 50 à 100 personnes dont une part non négligeable de gens du pays, ce qui est constaté aussi pour les Journées-Rencontre.

c) la valorisation de l'artisanat

Le développement du tourisme rural dans le sud de la Manche s'est appuyé sur l'artisanat régional de différentes manières.

Il a tout d'abord suscité la création de musées valorisant les arts et traditions populaires régionales. La seule réalisation fut pendant longtemps le musée du cuivre de Villedieu, inauguré en 1969 et qui reçoit environ 15 000 visiteurs par an. Les efforts menés dans le cadre de la politique de rénovation rurale ont entraîné en 1974-75, la création de nouvelles expositions permanentes. Un des plus beaux exemples

nous est fourni par le musée du granit de Saint-Michel-de-Montjoie (642 habitants), ouvert en juillet 1975 dans un vaste parc boisé (72). Il présente plus de 150 pièces et doit beaucoup à la personnalité du maire de la commune, M. Marcel CATHRIN, un charpentier. L'estivant, souvent venu de la côte, y découvre les phases successives du travail du granit, son extraction, sa taille, son polissage. L'exposition est organisée autour de quatre thèmes : l'artisanat, l'architecture, l'agriculture, l'art religieux. Les granitiers, encore nombreux dans la commune et la région de Saint-Pois, exposent leurs réalisations et se font ainsi connaître des visiteurs qui peuvent devenir des clients. L'exposition est gérée par une association type 1901 qui rétribue le personnel, gère le terrain. Le dépliant présentant le musée a été financé par les placards publicitaires souscrits par onze granitiers de la commune. Le musée a accueilli 4 200 visiteurs en 1975 et 7 000 en 1976. La panoplie du Sud-Manche s'est enrichie en 1976 du musée du mobilier normand de Villedieu-les-Poëles, qui présente à l'initiative d'un antiquaire passionné une très riche collection de meubles en provenance des cinq départements normands (10 000 entrées en 1976). En 1977, un centre d'exposition de la poterie était en train de se mettre en place à GER, avec restauration de fours anciens et reconstitution d'un atelier de potier (73).

En effet, le développement du tourisme s'est accompagné du souci de valoriser les produits d'un certain artisanat. Il ne s'agit pas toujours d'artisanat véritablement local. Des tisserands ou graveurs sur verre ne sont que des artisans-citadins du dimanche mais il ne faut pas généraliser. Quelques-uns ont ouvert boutique et exposent leurs produits dans des lieux fréquentés. Neuf d'entre eux se sont regroupés, avec l'aide de la Rénovation rurale, dans l'association " créations artisanales normandes ". Grâce à l'initiative des propriétaires du " Village enchanté " de Bellefontaine ils ont pu ouvrir un point de vente particulièrement fréquenté. C'est le cas aussi de Madame B., installée au Neufbourg (470 habitants) près de Mortain en 1975. Elle fabrique des poupées et des abats-jours, tisse des couvertures. D'autres,

avec la collaboration de la Chambre d'agriculture, se sont réunis au sein du G.A.M.A.S. Un pavillon d'exposition et de vente a été aménagé en bordure de la route nationale qui conduit au Mont-Saint-Michel. Nous y trouvons l'essentiel des productions des artisans du bocage : meubles normands, cuivres, étains, poteries, granit, ferronnerie etc.. dont les touristes surtout étrangers sont friands.

d) la promotion du tourisme de randonnée

Le développement du tourisme rural dans le sud de la Manche s'est accompagné de la mise en place d'équipements diffus liés au tourisme de randonnée. C'était une des préoccupations majeures du comité " Tourisme rural " apparu dès 1971. Un groupe de travail cherchant à développer le tourisme équestre et pédestre fut mis en place sous la responsabilité du Docteur LEMONNIER, maire de Saint-Pois.

Grâce au dynamisme de petits groupes bénévoles à Saint-Pois, Saint-Hilaire-du-Harcouët, Saint-James, à celui des syndicats d'initiative de Brecey et Saint-Pois et à celui du Comité des sentiers de grande randonnée, des parcours ont été reconnus et partiellement balisés. Ainsi, quatre circuits pédestres et un cyclopédestre dans les environs de Saint-Pois ont été entièrement balisés et décrits dans un topoguide en vente chez tous les commerçants de Saint-Pois. Des circuits pédestres furent également aménagés autour de Mortain, Brecey, Saint-Hilaire-du-Harcouët. Le résultat le plus tangible du travail de ces différents groupes a été la reconnaissance et le balisage du parcours de grande randonnée GR 22 Paris-Mont-Saint-Michel qui traverse le sud-Manche. Le tronçon Saint-Pois-Mortain fut inauguré le 6 octobre 1974. Par ailleurs, l'animateur aidé par deux ingénieurs stagiaires, a reconnu et décrit complètement un parcours pédestre et équestre reliant Moidrey à Saint-James qui emprunte l'ancienne voie ferrée Antrain-le Mont-Saint-Michel et traverse ensuite les communes de Sacey, Montanel, Argouges, Carnet et Saint-James. Cet itinéraire présente d'autant plus d'intérêt que M. BALEMBOIS responsable du tourisme équestre et pédestre à Fougères, s'emploie à aménager le parcours Saint-

James-Fougères où un relais est en place.

Dans le domaine équestre, les réalisations furent beaucoup plus lentes. Hormis quelques clubs assurant des leçons d'équitation à des estivants, en dépit de la réputation de la Manche " berceau du cheval de selle ", le tourisme équestre était pratiquement inexistant en 1968. Les efforts de la rénovation rurale et du syndicat mixte pour l'équipement touristique de la Manche ont cherché à encourager les initiatives en accordant des subventions : 25 % sur les travaux concernant la partie " cheval " (boxes, manèges etc...) et 50 % sur la partie des travaux d'aménagement des locaux d'hébergement des cavaliers (dortoirs, sanitaires, réfectoire etc...). L'aide peut être accordée à des clubs ou à des particuliers à condition de proposer des activités de tourisme ouvertes à tous et non réservées aux membres habituels du club. Plusieurs relais ont été subventionnés, notamment celui réalisé par le syndicat intercommunal à vocation multiple de l'anse de Moidrey (huit personnes) et le relais communal de Saint-Pois (dix-huit personnes). Ce dernier fonctionne comme " gîte communal " (non classé) et accueille aussi bien les randonneurs équestres que pédestres. Pourtant, le tourisme équestre ne démarre pas vraiment dans le sud de la Manche d'autant qu'il est sans lien avec l'élevage régional orienté vers la production de sujets de trop grande valeur pour les confier à des vacanciers. Les expériences réalisées à grand frais ont bien souvent échoué. Le manège installé à Coulouvrey vers 1972 par des Parisiens (onze chevaux) a dû fermer en raison de l'insuffisance du nombre de clients, d'autant que la clientèle régionale susceptible d'être intéressée le boudait. Il en fut de même des roulottes hippomobiles lancées par un jeune ménage des Loges-Marchis en 1973, avec l'appui du centre équestre de l'Abbaye blanche de Mortain (elles faisaient étape le soir chez des agriculteurs) et cela, malgré des débuts prometteurs (deux roulottes en 1973, sept en 1974). L'échec financier du centre équestre de l'Abbaye blanche de Mortain en 1977 n'est pas de nature à encourager de nouvelles initiatives individuelles, tout au moins dans l'immédiat (cf. livre IV).

e) l'affirmation des chefs-lieux de canton

Le développement du tourisme rural a surtout profité aux localités jouant le rôle de centres ruraux, c'est à dire surtout les chefs-lieux de canton, en dehors peut-être des centres les plus éloignés de la côte comme Saint-Pois, Sourdeval, Barenton, Le Teilleul. Il faut reconnaître toutefois que ces gros bourgs, grâce à leurs équipements, leurs commerces, s'étaient lancés dans le tourisme bien avant la mise en place de la politique de rénovation rurale. Le syndicat d'initiative de Saint-Hilaire-du-Harcouët a été fondé en 1949 sous l'impulsion de l'union commerciale. Des jumelages favorables aux échanges touristiques furent réalisés dès 1955 à Saint-Hilaire avec Zierikzee petite ville hollandaise, en 1966 à Villedieu avec Bad-Meinlbergh (Allemagne), plus tardivement à Saint-James (jumelage en 1974 avec Erkelenz, Allemagne). Sur le plan commercial, ce sont les bourgs-centres qui profitent le plus des retombées économiques du tourisme. Les estivants des campings à la ferme, des gîtes ruraux assez mobiles, achètent plus à Villedieu, Brecey, Saint-James que dans les commerces des petits bourgs ou des villages, lorsqu'ils subsistent encore. Nous avons pu constater que les vacanciers du " Bel Orient " se rendaient plus fréquemment à Ducey pour leurs achats qu'au bourg de Saint-Laurent dont l'équipement commercial est pauvre. Ces bourgs-centres, surtout s'ils sont situés sur des grands axes de circulation, profitent aussi plus du tourisme de passage que les autres communes, en particulier ceux qui jalonnent l'axe Mortain-Saint-Hilaire-Ducey-Mont-Saint-Michel. Ils sont les seuls à présenter des hôtels-restaurants diversifiés (141 chambres à Saint-Hilaire et huit restaurants) et des structures permanentes d'accueil comme des bureaux de tourisme. 943 touristes se sont arrêtés au syndicat d'initiative de Saint-Hilaire en 1976 (dont 153 étrangers). La plupart des locations meublées du canton (en dehors des gîtes ruraux) se font par son intermédiaire. Sur vingt-trois meublés loués en juillet, onze l'étaient dans des communes proches (Virey, Saint-Martin-de-Landelles, Chèvreville, les Loges-Marchis...). Pour la grande majorité des touristes, Saint-Hilaire n'est pourtant qu'une halte. La plupart y séjourne moins de trois jours. En revanche, les vacanciers

de la côte y viennent volontiers, surtout lorsque les conditions météorologiques sont mauvaises, comme en 1977 (74). Les marchés, toujours très animés, constituent un lieu de promenade hebdomadaire privilégié. Celui du mercredi à Saint-Hilaire est toujours très coloré en été. La concentration des compagnies de transport en commun dans ces bourgs-centres (siège des collèges et autres établissements scolaires) permet aux syndicats d'initiative d'organiser en été des excursions d'une ou d'une demi-journée, fréquentées par les ruraux et par les vacanciers hébergés dans la région. Neuf sorties furent mises sur pied au départ de Saint-Hilaire en juillet-août 1977 (vers Lisieux, Bagnoles-de-l'Orne, le Mont-Saint-Michel pour celles d'une journée ; " le village enchanté ", Saint-Symphorien-au-Mont, Champrepuis pour la demi-journée).

L'affirmation de cette fonction touristique des bourgs-centres est parfois récente comme à Brécey (1958 habitants en 1975), située à mi-chemin entre Saint-Hilaire et Villedieu mais en bordure de la Sée. Pierre AGUITON, Conseiller général, est le Président du Comité " Tourisme rural " mis en place dans le cadre de la politique de rénovation rurale. Il doit montrer l'exemple. Sous son impulsion, un syndicat d'initiative cantonal est mis en place en 1970. La société hippique rurale fondée en 1953 avait pour but de faire renaître dans les milieux ruraux le goût de l'équitation et de former des cavaliers. Après des débuts prometteurs, elle était tombée en sommeil. En 1966, une trentaine d'éleveurs décident d'organiser des concours hippiques principalement en juillet-août. En 1970, elle diversifie ses activités s'ouvrant aux jeunes soucieux de prendre des leçons d'équitation. En 1971, Brecey demande son classement comme station verte de vacances. Elle a déjà réalisé des équipements (piscine, terrain de camping, courts de tennis) qu'elle entreprend de moderniser et possède deux auberges rurales affiliées au Logis de France (onze chambres) qui ne sont malheureusement pas homologuées une étoile, ce qui retarde le classement en station verte.

L'exemple du sud de la Manche montre, comme l'a souligné Daniel CLARY (75) que " la sensibilisation du milieu demande beaucoup d'efforts, de patience et de temps ". L'action coordonnée de l'Office

du tourisme de la Manche, de la rénovation rurale, des organisations professionnelles, prolongée sur le terrain pendant trois ans par un animateur a été en dernière analyse le moteur essentiel de la valorisation touristique du potentiel récréatif de la région et a permis au tourisme rural de se développer et aux bourgs-centres d'affirmer leur fonction récréative.

Conclusion

Les espaces ruraux intérieurs bretons et normands n'ont pas totalement ignoré le tourisme avant 1939 mais le développement de la fonction récréative y est très récent. En dehors de la forte croissance du nombre de résidences secondaires, la diffusion des équipements et des hébergements touristiques s'y fait lentement, soutenue par les pouvoirs publics, les collectivités locales, les organisations professionnelles. Le tourisme rural a été dans ce type d'espace, souvent présenté comme une forme d'activité complémentaire de l'agriculture et comme un moyen de sauvegarder un tissu rural vivant. Sans être forcément toujours acquis au tourisme, le milieu rural, y compris les organisations professionnelles agricoles, n'y est presque jamais hostile. La création de quelques villages de vacances a permis localement d'induire quelques emplois permanents mais les retombées économiques du tourisme profitent surtout aux villes régionales - l'apport du tourisme aux exploitations agricoles reste modeste et paradoxalement, la fonction récréative s'est greffée surtout sur les exploitations qui en avaient le moins besoin. Ces agriculteurs dynamiques ne réussissent à entraîner derrière eux qu'une mince frange de la population rurale. L'aspect le plus profond et le plus visible dans le paysage, a consisté surtout dans la rénovation d'un habitat rural très dégradé grâce aux gîtes ruraux et aux résidences secondaires. Dans ce type de campagne, le tourisme n'est encore qu'un facteur très limité de transformation du monde rural.

NOTES

- 1) FLATRES Pierre - La deuxième révolution agricole en Finistère - Etudes Rurales, janvier-mars 1963, p. 5-55
- 2) LE GOFFE-BRETON - La montagne Noire armoricaine, les paysages et les hommes - 1975, 124 p., Presses de Saint-Michel, Priziac.
- 3) Renseignements fournis par M. PERON, professeur d'histoire et de géographie au lycée de Pont-L'Abbé.
- 4) VAUDOIS Jean - Utilisation du sol et économie agricole à Caurel - Travaux du Laboratoire de Géographie rurale de Lille, 1973 - n°1, p. 87-94.
- 5) BARIOU Robert - Dépeuplement, exode, dépopulation en Bretagne Centrale : l'exemple de la Haute Cornouaille, Norois, 1974, n° 84, p. 527-539 ; 1975, n° 85, p. 5-20.
- 6) L'ALLINEC Anne-Yvonne - Les mutations agricoles - Origine et diffusion des innovations agricoles dans le sud-ouest des Côtes-du-Nord, mémoire de maîtrise, Rennes 1976, 235 p.
- 7) GAUTIER Marcel - La Bretagne Centrale, 1947, 453 p.
- 8) GUERMOND Yves - Les inégalités géographiques dans le développement agricole : l'exemple du Morbihan, Norois, 1974, n° 81, p. 39-63.
- 9) LAMARCHE Hugues - Les paysans face au marché : le développement des productions hors-sol et ses conséquences dans la région de Saint-Jean-Brévelay (Morbihan) - Communication au congrès d'Aix-en-Provence de l'association des ruralistes français, nov. 1976.

- 10) GAILLARD-BANS Patricia - Maison longue et famille étendue en Bretagne, études rurales, p. 73-87, 1976.
- 11) CELIB - Rapport d'ensemble sur un plan d'aménagement, de modernisation et d'équipement de la Bretagne (1954-1958), nov. 1953, 139 p.
- 12) GASTARD Dominique - le tourisme en Bretagne intérieure - Thèse du 3ème cycle, Rennes, 1973, 479 p.
- 13) Enquêtes orales auprès de Paul HOUÉE et Michel MARTIN et divers documents publiés par le Comité d'Expansion du Mené, notamment : Plan d'Aménagement rural, 3 fascicules, 1977.
- 14) HOUÉE Paul - Développement et coopération agricole en Bretagne centrale, thèse de Doctorat de sociologie, Poitiers, 1965, 460 pages.
- 15) MAHERAULT Bernard - Le parc naturel régional, facteur d'intégration des ruraux aux activités physiques de loisir en pleine nature, thèse de 3ème cycle, Université de Paris VII, 218 pages, 1975.
- 16) Enquêtes et documents fournis par M. TREVoux - Président de l'A.M.C.A.A. (Pont-L'Abbé)
- 17) PELLETIER M.F. - Etude de la petite région des Monts d'Arrée, mémoire de l'Ecole Nationale Supérieure féminine d'Agronomie, Rennes, 1970, 69 pages.
- 18) SCET - L'étang au Duc : programme d'aménagement, juillet 1965, 70 p.
- 19) Enquêtes orales auprès de M. LE QUERE, Directeur de la SATMOR (1974), Michel GUEGAN, secrétaire général du syndicat intercommunal et comptes-rendus des assemblées du syndicat.

- 20) Centre-Est-Bretagne - Colloque sur le développement rural :
Tourisme et cadre de vie - 28 pages.
- 21) Enquêtes orales auprès de MM. le TALLEC et JALBY et différentes publications, notes d'informations publiées par le CIDECOB,
bulletin 1 - le CIDECOB se présente - sept. 1970, 58 pages
CIDECOB - Livre vert des 123 communes du Centre-Ouest-Bretagne
102 pages.
CIDECOB - Bilan des possibilités touristique dans le Centre-Ouest-Bretagne, nov. 1971, 33 p.
CIDECOB - Le Centre-Ouest-Bretagne - Quatre ans après, fév. 1974,
21 p.
- 22) CIDECOB - Enquête sur les vieilles maisons abandonnées, 1972, 23 p.
DATAR - Groupements de gîtes ruraux en Bretagne intérieure - 1974,
160 pages.
- 23) Enquêtes orales auprès de M. CORVELLER (Rostrenen) et Mme GOAZOU
(Glomel) 1973 et 1977
- 24) DDA Finistère et CECOR - Plan d'Aménagement rural, secteur de Pleyben,
juillet 1975, 40 pages.
- 25) Cabinet CACAUT - Lac de Guerlédan 1972
D.D.E. des Côtes-du-Nord - Guerlédan, aménagement touristique du
secteur
- 26) CHAMBRON Nicole - Pouvoir municipal, pouvoir économique et patrimoine :
le cas de Saint-Allouestre (Morbihan) - Etudes rurales, 1976, 63-64,
p. 247-252.
- 27) DEWAILLY Jean-Michel - Les équipements touristiques du lac de Guerlédan -
Travaux du Laboratoire de Géographie rurale de Lille, tome 1, 1973,
p. 73-77.

- 28) FLATRES Huguette - La petite maison rurale traditionnelle de la région muroise - Travaux du Laboratoire de Géographie rurale de Lille - Tome 1, 1973, p. 59-63.

- 29) PHILIPPE Jean-Yves - Syndicat intercommunal d'aménagement en Bretagne intérieure - Ecole d'architecture de Rennes, 1976.

- 30) Enquêtes orales auprès de Roger HUON, Jean-Yves PHILIPPE, MM. LEROUX (Maire de Lanrivain), TALBOURDET (président de la SICA des gîtes).

- 31) Enquêtes orales auprès de Mme LE GOFFE, Géographe, Présidente du syndicat d'initiative de Chateauneuf-du-Faou, M. le Maire de Chateauneuf, M. LE FLOCH, propriétaire de l'Auberge du Saumon, Mme HOSTIOU, propriétaire de chambres d'hôtes à Laz, de Madame TALDERS.

- 32) Nous tenons à remercier plus particulièrement les responsables anciens et actuels du COCAPAR (MM. VIGHETTI, ROLLAND, MILLET), les Présidents de commissions, notamment MM. GUILLEMOT et LATOUR, Directeur du Centre des Arts et Traditions populaires Ti Kendalc'h, Mr. NIOL de l'A.D.A.S.E du Morbihan, M. PAVEC Directeur départemental adjoint de l'agriculture du Morbihan, Mr. DU DRESNAY, Président du Conseil Général de Loire-Atlantique et les élus locaux pour leur réponse à nos multiples enquêtes orales. Nous avons dépouillé systématiquement tous les procès-verbaux de toutes les réunions qui se sont tenues dans le cadre de l'action du COCAPAR. Notre gratitude va également à Mr. FERRET ancien Commissaire à la Rénovation rurale qui a facilité notre insertion dans les pays de Vilaine.

- 33) Notes et Etudes documentaires - " le Politique de Rénovation rurale " - 13 juillet 1970, n° 3 708 ; et " Bretagne-Expansion " - n° 6 février 1971 dix ans de Rénovation rurale en Bretagne, 55 pages.

- 34) On y compte 256 000 habitants (1968) répartis sur 456 000 ha soit une densité de 56 habitants au km².
- 35) Sources : Archives du Morbihan
- 36) Ces dernières employaient alors environ 400 personnes.
- 37) Sérent comptait 2 445 habitants en 1968 et Saint-Nicolas 523.
- 38) Les deux liaisons fluviales réclamées au XVIII^{ème} siècle par les Etats de Bretagne (Manche-Océan ; Nantes-Brest) et décidées par le Premier Empire sont achevées définitivement en 1855. En 1862, les lignes de chemin de fer Savenay-Lorient et Rennes-Redon sont inaugurées. A ces deux lignes principales viennent se greffer des lignes secondaires : Questembert-Ploërmel-Saint-Méen (1884) et Ploërmel-Guer-Chateaubriant (1903). De nouvelles routes sont créées et surtout des ponts sur la Vilaine, sur l'Oust et l'Isac.
- 39) On défricha des landes entre 1840 et 1850 dans les cantons de Questembert, la Roche-Bernard, Muzillac, Celles-de-Lanvaux le furent plus tardivement entre 1850 et 1920 (Molac, Pleucadeuc, Pluherlin).
- 40) La Vilaine a un débit qui peut varier de 6 à 700 m³/sec. en période de crues à quelques m³/sec. en période d'étiage. Elle écoule par an environ cinq milliards de m³ d'eau douce.
- 41) M. DU DRESNAY était Conseiller général du canton de Saint-Nicolas-de-Redon. Il est Président du Conseil Général de Loire-Atlantique et Maire de Fégréac.
- 42) le problème de l'amélioration du régime des eaux dans la Vilaine n'est pas récent. Dès le Moyen-âge, on a cherché des solutions. En 1928, une demande de construction d'un barrage avait été écartée en raison du coût élevé. C'est la première fois qu'on dépassait les limites administratives pour prendre en compte le développement global d'une région.

- 43) C'est la Société d'Aménagement touristique du Morbihan qui fera les travaux (SATMOR). Les terrains lui ont été cédés par l'institution au prix symbolique de 1 F. Le complexe tel qu'il était défini dans le premier projet comportait un port d'une capacité de deux cents places, un centre commercial, une zone résidentielle et des terrains de loisirs et de plein air.
- 44) C'est le même raisonnement que nous a tenu M. MIOSSEC. Responsable agricole du Finistère, à plusieurs reprises en 1972 et 1974 (enquêtes orales). Le développement agricole et agro-alimentaire n'est pas suffisant pour le développement d'une région. Il faut l'articuler avec la croissance industrielle et la promotion touristique.
- 45) Il s'agit d'une association type 1901 qui joue le rôle de syndicat d'initiative régional et d'un organisme de coordination entre les différents comités des fêtes locaux.
- 46) Le premier festival d'art sacré se déroula du 20 juin au 15 septembre 1972 et présenta vingt types de spectacles différents. 11 069 personnes ont assisté à ce festival. 6 210 entrées payantes, 1 800 enfants de moins de dix ans, 809 invitations. Il n'y avait cependant que 5 % de touristes pour 15 % de citadins des villes régionales et 80 % de ruraux.
- 47) J.B. VIGHETTI - Charmes secrets des Pays de Vilaine - 1974, Editions des Paludiers, La Baule, 158 p.
- 48) Jean-Max PALIERNE - Les forêts et leur environnement dans les pays ligéro-atlantique nord - Thèse de Doctorat d'Etat, Nantes, 753 pages, 1975.
- 49) Daniel LASNE - Problèmes d'aménagement et de rurbanisation dans le canton de Derval - Mémoire de géographie, Université de Nantes, Octobre 1973, 131 pages.

- 50) J.P. LE FLOCH - Tourisme et rénovation rurale en Bretagne - P.C.M., revue des Ponts et Chaussées et Mines, juillet-août 1975, pages 31 à 36.
- 51) Il n'y avait pas d'aide départementale pour les auberges paysannes et le Crédit hôtelier n'accordait des prêts qu'après cinq ans de fonctionnement.
- 52) C. SENASSON - Le tourisme dans le pays de Redon - Mémoire de l'Ecole nationale supérieure d'agronomie de Rennes, octobre 1972, 110 pages.
A. LE CORRE - Tourisme et activités de loisirs dans le canton de Guichen - Mémoire de l'Ecole nationale supérieure d'agronomie de Rennes, octobre 1976, 65 pages.
- 53) Enquêtes personnelles à Bourg-des-Comptes et Guenrouet auprès des hôteliers.
- 54) Centre de recherches sur l'urbanisme et l'aménagement régional : " Les sites naturels face à l'extension urbaine - Le Parc de Brière " - Journée d'étude du vendredi 5 mai 1972, Université de Nantes, Faculté de Droit et de Sciences Politiques, 38 pages.
- 55) Asserac, Crossac, La Chapelle-des-Marais, Herbignac, Saint-André-des-Eaux, Saint-Joachim, Saint-Lyphard, Saint-Malo-de-Guersac, Saint-Molf, Sainte-Reine-de-Bretagne.
- 55) Programme d'expansion et de mise en valeur du tourisme et des vacances dans la Manche - Etude réalisée par le service chargé du tourisme à la préfecture de la Manche, en liaison avec l'Office départemental du Tourisme, 1960, 160 pages.
- 56) Vicomte de GIBON - Etudes sur le renouveau économique dans le centre et le sud de la Manche - Caen, 1919 (cf. p. 171-174 : Tourisme et syndicats d'initiative).

- 57) E. GUENE - Pour un développement touristique du bocage bas-normand : données générales et recommandations - Etude de l'Office départemental du tourisme de la Manche, novembre 1965, 23 pages.
- 58) Office départemental du tourisme de la Manche - Eléments pour un développement du tourisme dans la zone du bocage sud-Manche - septembre 1972, 99 pages.
- 59) A. FREMONT - La Normandie - Flammarion - 1977 - 289 p.
- 60) Michel PHILIPPONNEAU - Contribution à l'étude du golfe normano-breton et de la baie du Mont-Saint-Michel - Mémoires de la société géologique et minéralogique de Bretagne - 1956, tome XI, 215 pages.
- 61) Raoul de FELICE - La basse-Normandie - Etude de géographie régionale - Thèse Lettres, Paris 1907, 590 pages
- 62) Henri ELHAÏ - La Normandie occidentale entre la Seine et le golfe normand-breton - Etude morphologique - Thèse, Paris 1963, 581 pages.
- 63) Pierre BRAULT MONTANEL : " Commune rurale de l'Avranchin " - L'amitié par le livre, 1977, 298 pages.
- 64) L'Avranchin et le Mortainais - Ouvrage collectif publié par Manche-Tourisme, sous la direction de M. Elie GUENE, 1972, 268 pages.
- 65) C.N.R.S. - RCP n° 354 - Saint-Hilaire-du-Harcouët : espace vécu et société - avril 1975.
- 66) Enquêtes orales en juillet 1977. Un voyage d'études réalisé en juillet 1976 sur le thème du tourisme rural dans l'Ouest groupait trente personnes dont vingt-deux domiciliées dans le Sud-Manche.

- 67) Enquête sur place au cours de l'été 1977 au camping de la Dorière et au village de gîtes de Saint-Laurent-de-Terregatte.
- 68) Enquêtes orales auprès de Melle COSSE (Chambre d'agriculture), Raymond DUPART, Elie GUENE (Office du Tourisme de la Manche)
- 69) Le Tourisme à la Chambre d'Agriculture de la Manche - Bulletin d'Information de l'office départemental du Tourisme - n° 25, mars 1966, p. 13-14.
- 70) Résultats de l'enquête menée auprès des agriculteurs du Sud-Manche s'intéressant au tourisme en milieu rural - Bulletin d'information de l'Office départemental du tourisme - n° 52, décembre 1972
- 71) Enquêtes auprès des propriétaires du " Village Enchanté " et du parc animalier de Saint-Symphorien-des-Monts
- 72) Enquête auprès de M. CATHRIN
- 73) Il faut insister sur le développement de ces musées régionalistes dans la Manche. Le musée du cidre de Valognes reçoit depuis 1973 de cinq à huit mille visiteurs par an. L'association " Normandie traditionnelle ", créée en 1976, ayant pour but " la connaissance et la sauvegarde de l'outillage agricole et artisanal de la Manche et des îles " a aménagé en 1977 une exposition dans l'église désaffectée Saint-Nicolas de Coutances qui enregistra cinq mille entrées soit deux fois plus de visiteurs que le musée traditionnel des poteries de Coutances (enquête personnelle auprès du conservateur du musée).
- 74) Enquête auprès de Mademoiselle BARBET - Hôtesse du syndicat d'initiative de Saint-Hilaire, juillet 1977
- 75) Daniel CLARY - La basse Normandie et son tourisme - Perspectives normandes, 1977, 122 pages.

CHAPITRE D

LES ESPACES RURAUX LITTORAUX ET SUBLITTORAUX

Les espaces ruraux et sublittoraux (jusqu'à une trentaine de kilomètres de la mer) sont de plus en plus conquis par le tourisme d'été. Le phénomène est encore mal explicité (1) mais il entraîne une urbanisation touristique considérable, le développement d'un linéaire anarchique, le bourrage des centres anciens des stations et la colonisation nodulaire des zones jusque là peu touchées sous forme d'ensembles immobiliers intégrés du type " Marina " (2). La pression touristique inégale sur le littoral jusque dans les années 1960-65 avait engendré une forme d'organisation de l'espace très ponctuelle laissant en dehors de larges secteurs. En s'accéléérant et en se généralisant, elle touche des espaces de plus en plus étendus. Le tourisme devient alors un élément perturbateur de la vie rurale, freinant les transformations agricoles par la rétention foncière, la hausse du prix des terres, entraînant un suréquipement à la charge des collectivités locales et des concurrences dans l'utilisation de l'espace, non bâti et bâti. Il contribue enfin à dégrader le milieu par une très forte fréquentation concentrée sur une trop brève partie de l'année. Ces conséquences néfastes, de plus en plus dénoncées (3), sont d'autant plus vivement ressenties que les régions littorales sont par ailleurs l'objet d'enjeux multiples. La croissance des villes côtières, le développement des activités industrialo-portuaires, les exigences des pêcheurs, jointes au désir de plus en plus affirmé de protéger le littoral (4) créent des situations conflictuelles. Ces dernières sont d'autant plus aggravées dans l'Ouest que le milieu littoral est fragile et que les espaces ruraux proches de la mer supportent de fortes densités de population permanente et des activités agricoles particulièrement

dynamiques.

Les solutions à ces problèmes sont envisagées de différentes manières. En dehors des mesures conservatoires et protectrices, il s'agit d'abord de mieux aménager le lisière littoral par une meilleure répartition des équipements touristiques. A côté des centres renforcés et confortés, les " bases littorales de loisirs et de nature " doivent permettre un large accès à la mer sans urbaniser la côte. La première a été implantée à Sallenelles, à l'embouchure de l'Orne dans le Calvados, à 15 km de Caen, à la limite de la Côte Fleurie et de la Côte de Nacre (5). Une autre est envisagée entre l'estuaire de l'Odette et la rivière de Pont-l'Abbé (6). Ces bases, suffisamment vastes comprennent trois zones : le rivage même et ses abords totalement libres de toute construction, puis en retrait une zone de loisirs, enfin quelques hébergements destinés plus particulièrement aux groupes et classes de mer et à une clientèle locative. Il s'agit ensuite de promouvoir, comme nous l'avons souligné dans la conclusion du livre III, " un aménagement en profondeur ". Ce n'est qu'en juillet 1973, à la suite du rapport interministériel sur les perspectives à long terme d'aménagement du littoral français, que les pouvoirs publics ont posé les principes de cette politique. Elle cherche à développer dans la frange littorale les zones d'hébergement et d'animation, les équipements complémentaires, afin d'améliorer l'accessibilité des plages et de mieux étaler leur fréquentation. Ces orientations doivent être prises en considération dans les schémas régionaux d'aménagement du littoral et les schémas d'aptitude et d'utilisation de la mer (S.A.U.M.). Ces problèmes, traités par les organismes régionaux d'aménagement, ont fait en plus dans l'Ouest l'objet de recherches universitaires approfondies sur le littoral de Loire-Atlantique et de Vendée (J. RENARD) et sur celui de Basse-Normandie (D. CLARY).

Nos analyses porteront sur six exemples régionaux qui, de la baie du Mont-Saint-Michel au Marais poitevin, offrent dans des milieux géographiques divers une forte mais inégale pression touristique et présentent des modes d'insertion du tourisme extrêmement variés.

I - LE TOURISME DANS LES PAYS DE DOL ET DE FOUGERES

Ces pays correspondent à l'espace rural de la Haute-Bretagne du nord-est, situé aux confins de la Bretagne et de la Normandie. Nous les avons limités à l'ouest, à la terminaison des marais de Dol, là où commence le Clos-Poulet ou presqu'île de Saint-Malo, entité correspondant à la fois au " pagus " d'Aleth, à l'aire du SDAU de Saint-Malo et à la " Côte d'Emeraude " appuyée à la Rance qui vit naître en Bretagne la villégiature balnéaire. Vers l'intérieur, nous avons englobé le pays de Fougères, reconnu " pays d'accueil ", où se développent des formes originales et pionnières de tourisme qui tentent depuis peu d'associer cet espace rural au littoral. Ce dernier, comme nous l'avons vu en partie avec l'exemple du sud de la Manche, est un des moins doués sur le plan touristique et n'a donné naissance ni à de grandes stations ni à de grandes concentrations estivales. Par contre, il bénéficie de la force attractive considérable du Mont-Saint-Michel.

A - Une récente et faible emprise touristique

Les campagnes des pays de Dol et de Fougères ne sont que très faiblement animées par le tourisme, à l'image du littoral compris entre l'embouchure du Couesnon et Saint-Benoît-des-Ondes. On ne rencontre sur cette côte qu'une vie balnéaire médiocre. Cherrueix, Le Vivier-sur-Mer, Saint-Benoît-des-Ondes n'ont qu'une faible capacité d'hébergement, tous types confondus, comprise entre 500 et 700 places. C'est l'un des rares secteurs littoraux de l'Ouest où la croissance du potentiel d'hébergement a été particulièrement faible au cours des dernières années. Entre 1968 et 1975, le nombre de résidences secondaires est passé dans

les trois communes de 207 à 235 et celui des places de camping de 380 à 510 à la suite de l'agrandissement du camp municipal de Saint-Benoît-des-Ondes.

Il n'est pas nécessaire de revenir sur les causes de cette atonie, analysées dans l'exemple du sud de la Manche. Ce vaste estran qui rend également la pêche difficile se prête comme à Cherrueix au char à voile mais les activités nautiques se trouvent freinées par le développement, après la deuxième guerre mondiale, des élevages de moules de bouchots. Les populations littorales surent pourtant faire preuve dans le passé d'un grand dynamisme agricole. Sur de petites parcelles laniérées et ouvertes, l'on cultivait du blé dès le Moyen-Age puis, au XIX^{ème} siècle, des graines de semence pour les maisons du Pévèle, des carottes (Cherrueix). Actuellement, l'on se tourne vers l'élevage laitier sur luzernières. Un grand morcellement de la propriété (sauf dans les terres proches de l'estuaire du Couesnon), l'absence de remembrement, des comportements traditionnels liés au sentiment qu'il n'est pas utile de faire du tourisme rural dans un pays où la fertilité est proverbiale expliquent que les agriculteurs n'aient pas songé à exploiter l'énorme flux touristique qui s'écoule chaque été entre le Mont-Saint-Michel et Saint-Malo. Gîtes ruraux, chambres d'hôtes, camping à la ferme ou aménagé ne sont que rarement et très récemment l'oeuvre d'agriculteurs. Curieusement, les mieux adaptés au tourisme sont les mytiliculteurs d'origine vendéenne (7) qui louent quelques chambres en été et surtout pratiquent la vente directe de leurs produits. L'atrophie touristique du littoral explique aussi la faible expansion des équipements dans l'arrière-pays. Les résidences secondaires y sont parmi les moins nombreuses de Bretagne et le contraste est grand, comme nous l'avons signalé au livre II, entre cette partie septentrionale du département et le sud. L'attraction de la Côte d'Émeraude et la concurrence des Pays de Vilaine conduisent les Rennais, pourtant proches, à négliger ces campagnes. Le taux de fonction résidentielle n'est encore en 1975 pour l'ensemble des communes de l'arrondissement de Fougères (sauf la ville) que de 7,42 %. Le Centre d'expansion économique d'Ille-et-Vilaine avait en 1969 procédé à une étude (8) visant à

FIG. 301

LE TOURISME DANS LE PAYS DE DOL ET DE FOUGERES



définir une politique de développement touristique en milieu rural mais les schémas proposés l'étaient surtout en fonction de l'évasion urbaine des Rennais, privilégiant la forêt de Paimpont et la moyenne Vilaine.

Depuis peu d'années, cette situation est en voie de modification, avec la création de l'association " Espace rural " et la reconnaissance du pays de Fougères par le Secrétariat d'Etat au tourisme comme " pays d'accueil " (9). C'est en 1969 que R. BALEMBOIS fut nommé Chargé de mission à la mairie de Fougères. Cet homme du Nord, né à Beauvois-en-Cambrésis en 1925, d'un père instituteur, fit des études agricoles avant de passer dix ans au Sénégal dans la vulgarisation agricole. De retour en France en 1959, il dirigea le collège agricole de Saint-Hilaire-du-Harcouët avant d'être appelé par Michel COINTAT à la mairie de Fougères. Il mit sur pied un office d'équitation, lança des activités de plein air, aménagea à des fins récréatives la forêt de Fougères et installa à Paramé une maison familiale de vacances. A la suite de ces premières réalisations, et du mouvement qu'elles suscitérent, le Sous-Préfet demanda que soit étendue l'action de l'office d'équitation et des activités de plein air sur l'ensemble du Pays de Fougères. En novembre 1973, les premiers contacts furent pris avec les maires des communes les plus touristiques pour développer les sentiers pédestres et équestres et le Centre d'initiation aux activités de plein air de Landéan prit forme. Parallèlement à cette action, la Direction départementale de l'Agriculture favorisa la création du " Village éclaté de gîtes ruraux " de Bazouges-la-Pérouse. En 1975, un poste d'animateur fut créé avec l'aide de la Rénovation rurale, des collectivités locales et du Secrétariat d'Etat au tourisme et, en juillet 1976, une association dénommée " Espace Rural " vit le jour. C'est un organe de concertation entre les élus et les principaux acteurs économiques et administratifs du pays de Fougères pour les questions de tourisme rural. Les cantons de Dol, Plaine Fougères et Combourg sont intégrés dans l'aire d'action du Comité d'expansion économique de l'arrondissement de Saint-Malo qui s'en remet davantage, en matière de tourisme rural, au Comité départemental de Tourisme.

Les résultats de ces actions encore récentes, qui cherchent à développer le tourisme tout en associant le littoral à l'intérieur en profitant de l'impact de la Côte d'Emeraude et du Mont-Saint-Michel, commencent à se faire sentir. Dans le seul pays de Fougères, à l'exception de la ville-centre, le parc de résidences secondaires est passé entre 1968 et 1975 de 828 à 1 180 (+ 42 %). Dans l'ensemble de la zone étudiée, près de 300 km de sentiers joignant l'intérieur à la mer, ont été balisés et ponctués de gîtes d'étape polyvalents. Les gîtes ruraux individuels sont passés de 16 en 1971 à 49 en 1978 et le pays de Dol a vu naître plusieurs fermes-auberges. Des expériences pilotes d'animation et de développement du tourisme rural se sont développées qui organisent différemment l'espace.

B - La forêt de Fougères

La forêt domaniale, plantée de hêtres (75 %) et de chênes (15 %) s'étend sur 1 700 hectares, au nord de la ville. Jusqu'en 1972, elle était totalement ignorée des touristes et des promeneurs en dehors des carrefours. Aucune promenade n'y était tracée. En 1971, l'Office national des Forêts achetait deux fermes de cinq et douze hectares libérées par le départ des exploitants âgés et les louait à la ville de Fougères. Elles allaient servir de point de départ à un aménagement touristique de la forêt. Quatre sentiers pédestres de cinq à sept kilomètres chacun sont balisés à partir des grands carrefours fréquentés, mettant en valeur les richesses végétales ou architecturales de la forêt (Celliers du XIIème de Landéan, monuments mégalithiques). Ils sont agrémentés d'aires de pique-nique. Après cette réalisation, se créa une association de randonneurs pédestres qui organise régulièrement des promenades en forêt et participe à la prospection des sentiers pédestres dans le pays de Fougères. En même temps, se formait l'Office d'équitation (quinze chevaux, trois cents membres inscrits). Vingt-cinq kilomètres de pistes cavalières sont tracées et balisées dans le massif forestier. Le tourisme équestre se trouve renforcé par l'implantation d'un centre hippique

L'AMENAGEMENT RECREATIF DE LA FORET DE FOUGÈRES

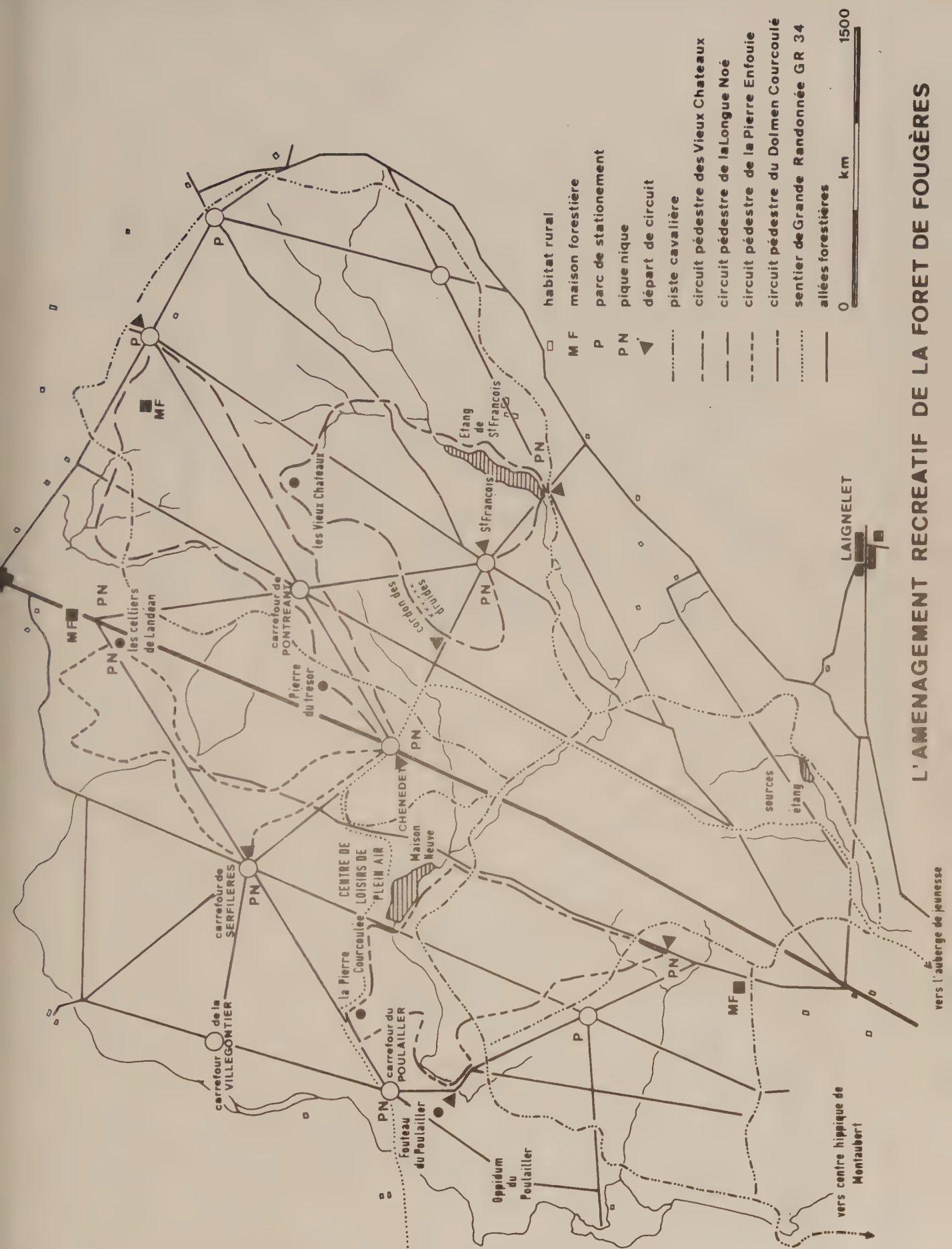
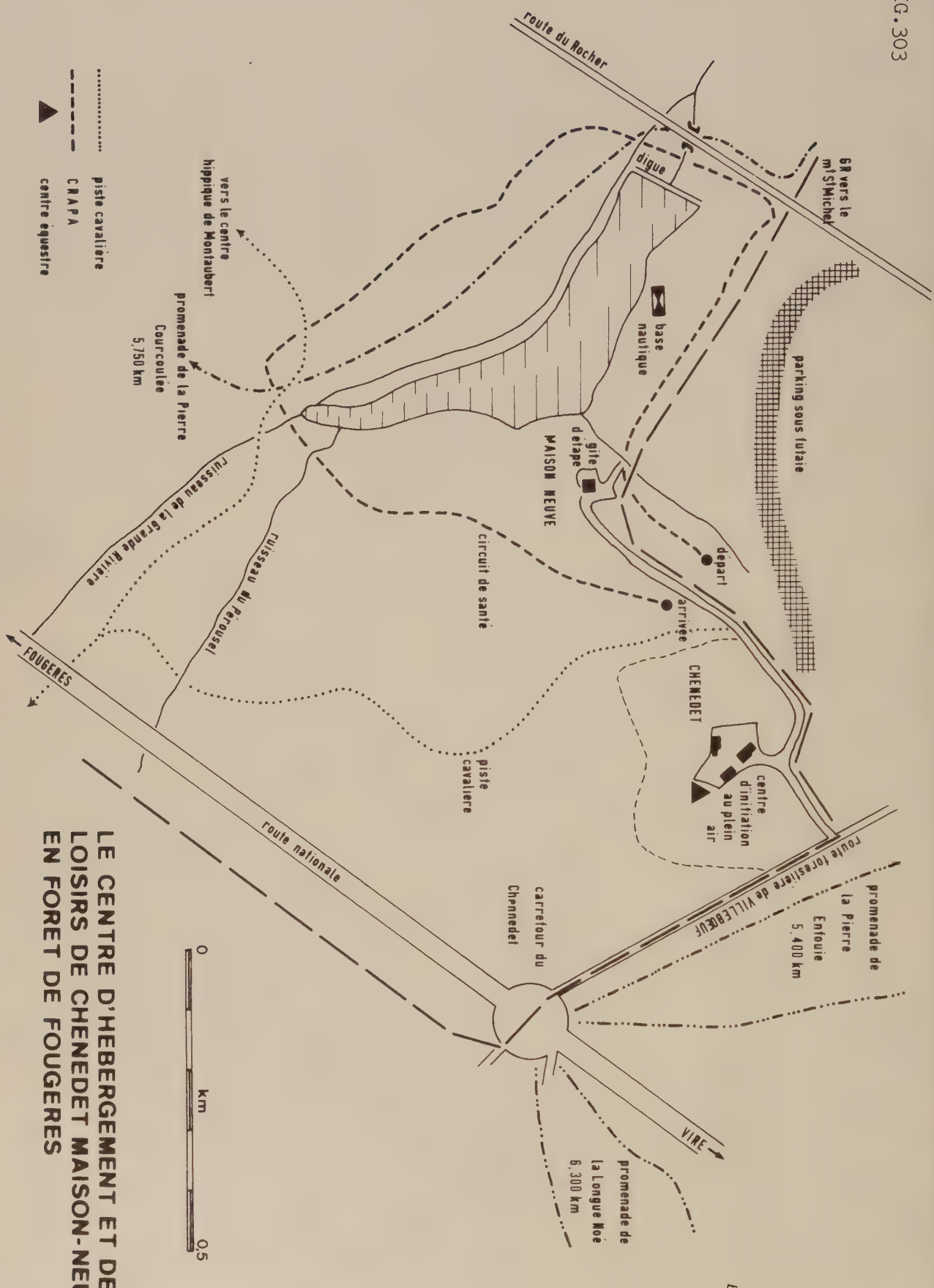


FIG. 303



LE CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE
LOISIRS DE CHENEDET MAISON-NEUVE
EN FORET DE FOUGERES

privé à Montaubert, en lisière de la forêt. Après un an et demi de discussions avec l'administration des Eaux et Forêts, R. BALEMBOIS aménageait un C.R.A.P.A. (circuit rustique d'activités physiques aménagé). Ce sentier de 2 km, décidé en 1972, ne vit le jour qu'en septembre 1977. Il est jalonné de quinze obstacles de difficulté variée, chacun d'entre eux offrant plusieurs options (enfants, adultes...). Les jours de beau temps, il est fréquenté par plus de quatre cents personnes. Progressivement, les deux fermes furent transformées en centres d'hébergement et de loisirs. La première, dite de Chènedet, est dotée de deux dortoirs et de deux chambres pouvant accueillir des groupes de vingt-huit personnes, du centre équestre et d'un siège de cyclo-tourisme (vingt vélos). La seconde, dite de Maison-Neuve, qui était entourée de mauvaises terres humides, est devenue une base nautique, en bordure d'un plan d'eau artificiel de quatre hectares, bordé d'une pelouse de même superficie et d'une plage. Elle est dotée en 1978 d'un gîte étape polyvalent. Une " maison de pays " rassemblant les objets de la culture régionale et doublée d'une série d'ateliers (granite, meubles, fer), de galeries couvertes pour exposition, est en projet. Ainsi, en moins de cinq ans, la forêt de Fougères est devenue un lieu non seulement de détente mais aussi de tourisme rural. Le centre de Chènedet propose des week-ends et des séjours toute l'année à base de randonnées " à cheval, à pied, en bicyclette ". Des itinéraires renforcés de gîtes d'étapes permettent de circuler dans tout le pays de Fougères et de relier la forêt à Paramé, à Cancale ou au Mont-Saint-Michel. La forêt domaniale déjà traversée par le sentier de grande randonnée GR 34, est devenue par la concertation de l'ONF et de la ville de Fougères, par la persévérance de R. BALEMBOIS aussi, un pôle solide de l'aménagement touristique en profondeur. Pour mieux le commercialiser, R. BALEMBOIS est entré en contact avec " Tourisme - SNCF " et des agences suisses qui ont mis pour la première fois en 1978 le pays de Fougères de Chènedet à Paramé, via le Mont-Saint-Michel, dans leurs catalogues. L'aménagement récréatif de la forêt renforce le petit bourg de Landéan (920 habitants) et ses deux restaurants. Le développement touristique

reste faible plus au nord, dans le canton de Louvigné-du-Désert, à l'écart des sentiers pédestres et équestres qui conduisent à la mer. Une SICA de gîtes a néanmoins vu le jour en 1977 à Saint-Georges-de-Reitembault. Il n'en est pas de même pour le Coglais.

C - Le Coglais

Ce nom désigne les communes du canton de Saint-Brice-en-Coglès qui correspond, au nord-ouest de Fougères, à une entité micro-régionale relativement bien individualisée sur les plans physique et humain. C'est un pays de collines élevées, culminant dans le secteur de Montours, Saint-Germain-en-Coglès, Le Châtelier vers 180 m, parcouru de vallées encaissées, très vert. Les sols argilo-sableux résultant de la décomposition des granites et des schistes métamorphiques favorisent, de même qu'une assez forte pluviosité y compris d'été, la pousse de l'herbe. Les exploitations agricoles de petite taille (10,58 ha en 1970) se sont tournées sous l'influence des laiteries de Fougères, Pontmain et Saint-Brice, vers l'intensification laitière et beaucoup ont disparu entre 1956 et 1970, particulièrement dans le sud et le sud-est du canton (1 739 en 1956 et 1 289 en 1970). Les artisans au nombre de 316 en 1950 n'étaient plus que 200 en 1972. Ces transformations du milieu rural ont entraîné une diminution de population (- 7,4 % entre 1962 et 1975) et une augmentation des logements vacants (+ 56 % entre 1962 et 1975). Elles n'ont pas été étrangères à la naissance en janvier 1967 de l' " Association pour le développement économique, social et culturel du Coglais " qui fut le résultat de l'action de quelques conseillers municipaux de diverses communes et de personnalités, tel le docteur TASARTEZ de Saint-Brice, voulant en marge des pouvoirs politiques en place " construire quelque chose pour le canton " dans un cadre plus large que le simple territoire communal. Les débuts, jusqu'en 1972, date à laquelle un animateur permanent fut recruté, furent difficiles. L'animation, issue du milieu, était principalement tournée vers des objectifs culturels et sociaux

(centre aéré cantonal, voyages pour les agriculteurs et les personnes âgées). Elle allait cependant sous l'influence du Docteur TASARTEZ qui suscita le démarrage des gîtes ruraux et de R. BALEMBOIS qui recherchait des gîtes d'étape, se tourner vers le tourisme. L'originalité du Coglais fut d'avoir créé une animation avant le démarrage des hébergements. Un inventaire des ressources archéologiques et historiques fut réalisé, des Journées-Découverte organisées de même que des quinzaines culturelles et des fêtes. Parmi ces dernières, les " Coglaïseries " et les " ramaougeries " qui font revivre les anciennes assemblées et coutumes contribuèrent à faire connaître le Coglais et à créer un véritable sentiment de pays, cristallisé par l'édition (six mille exemplaires) d'un dépliant touristique vantant " le pays du Coglais situé à proximité des centres touristiques et de villégiature réputés ". Les gîtes se sont multipliés pour atteindre le chiffre de quatorze en 1978. Ange LOYZANCE, Membre du Conseil d'administration de l'Association, agriculteur au " Petit Rocher " en Baillé, exploite dix hectares et un élevage hors-sol de volailles. En 1972, il transformait une ancienne étable en gîte et, en 1976, en créait un second dans une vieille maison héritée. Il envisage dans l'avenir d'ouvrir des chambres d'hôtes dans son habitation qu'il a dû agrandir pour ses cinq enfants. D'autres se sont lancés dans le " camping rural " comme Jules PICHOT, employé de commerce de quarante-quatre ans, domicilié à Cesson-Sévigné et campeur lui-même depuis de nombreuses années. En 1975, il ouvrait dans une parcelle enclose de 900 m² de l'exploitation qu'il possède à La Foustais en Saint-Hilaire-des-Landes, un camping. L'aspect le plus concret du développement touristique du Coglais a été la mise en place des sentiers pédestres et des gîtes d'étape. Les maires, au départ réticents, se sont engagés davantage dans une politique de préservation des chemins. Plusieurs sentiers de petite randonnée se greffent à Saint-Germain-en-Coglès et Saint-Brice sur le GR 34 qui conduit à Saint-Malo. Les randonneurs s'arrêtent dans le Coglais grâce à l'aménagement du gîte d'étape du Rocher-Portail. Le propriétaire du château, construit au XVII^{ème} siècle, Mr. de BRUGIERES, a permis au GR 34 de traverser sa propriété. C'est le point de départ du gîte d'étape

créé par les POMMEREUIL, agriculteurs, exploitant la ferme du château. Après avoir reçu bénévolement quelques randonneurs, ils transformèrent en 1976 d'anciennes écuries en grande salle commune équipée pour faire la cuisine. Deux dortoirs peuvent accueillir vingt personnes.

Le Coglais n'est pas marqué par des réalisations spectaculaires et les initiatives restent dispersées mais l'animation menée depuis 1967 a entraîné une prise de conscience par la population des possibilités touristiques de ce canton qui est de loin le plus dynamique du pays de Fougères.

D - Les vallées de la Minette et du Couesnon

A la limite sud du Coglais s'étend une zone qui correspond au canton de Saint-Aubin-du-Cormier et qui a l'avantage d'être drainée par deux vallées pittoresques, le Couesnon et son affluent la Minette. Le taux de boisement y est assez élevé : forêt de la Haute Sève, nombreux bois et bosquets sur les versants. Ces caractères physiques liés à la proximité de Rennes et conjugués à un puissant exode rural (- 10,20 % entre 1968 et 1978) créent une forte pression touristique sur ces vallées. Le nombre de résidences secondaires dans leurs communes riveraines a augmenté, entre les deux derniers recensements, nettement plus que dans le reste du pays de Fougères (+ 53 %). Les gîtes ruraux sont peu nombreux et les logements vacants rapidement vendus en maisons de campagne. Les nouveaux résidents secondaires entourent de clôtures leur maison, interdisent les accès à la rivière, privatisant ainsi les fonds de vallée (partie amont de celle de la Minette). Les moulins nombreux (treize dont quatre encore en activité en 1977 de Saint-Jean-sur-Couesnon à la confluence avec la Minette) sont particulièrement convoités. L'hôtellerie n'est pas adaptée à ces flux touristiques et l'on ne compte aucun hôtel de tourisme. Existents des hôtels de préfecture qui développent surtout leur restaurant. Celui de Saint-Aubin-du-Cormier construisait pour l'été 1978 une halle qui pourra accueillir trois cents couverts en plus de sa salle classique (quatre-vingts couverts).

" Un syndicat intercommunal de la vallée du Couesnon " créé en 1978 s'efforce de coordonner les équipements mis en place (10). Le club Alpin français avec les rochers de Saint-Ouen-des-Alleux a ouvert une école d'escalade ; une base de canoë-kayak fonctionne à Mézières-sur-Couesnon, gérée par la Direction départementale de la Jeunesse et des Sports. Des sentiers de petite randonnée ont été balisés à Mézières et Saint-Aubin et l'A.B.R.I. implante en été une tente " Marabout " de seize places chez un agriculteur de Mézières. Une maison familiale de vacances (dix-huit chambres) gérée par V.V.F. s'est ouverte en 1978 au château de la Ville Olivier, entre Mézières-sur-Couesnon et Saint-Ouen-des-Alleux. A la différence du Coglais, l'animation est ici plus touristique que culturelle mais davantage plaquée de l'extérieur qu'issue du milieu local.

E - Le village éclaté de gîtes ruraux de Bazouges-la-Pérouse

Bazouges-la-Pérouse (1 999 habitants) est une vieille ville seigneuriale fortifiée dont la population a sensiblement diminué au cours des dernières années (- 12 % entre 1962 et 1975) et qui bénéficie, sur le plan touristique, de la forêt domaniale de la Villecartier, de son étang (dix hectares) et d'une meilleure situation géographique par rapport au littoral (25 km du Mont-Saint-Michel).

Le maire, commerçant, Président du syndicat des boulangers d'Ille-et-Vilaine, voulait vers 1972 exploiter ces atouts en créant un village de vacances classique qui fut refusé. On lui préféra l'idée d'utiliser les maisons anciennes en granite, en les transformant en gîtes ruraux pour constituer un " village de vacances éclaté " sur tout le territoire de la vaste commune (5 818 hectares). Le recensement de soixante-dix-neuf vieilles maisons fut entrepris en 1972. Bazouges comptait 340 exploitations après la guerre contre 220 en 1978. Les terres furent regroupées mais les bâtiments se trouvèrent abandonnés, la vente à des citadins étant jusqu'à une date récente peu pratiquée et mal considérée des agriculteurs. En dépit d'avantages financiers importants (40 % de

subventions pour un plafond subventionné de 80 000 F), il fut difficile dans un premier temps de convaincre les propriétaires de créer des gîtes. Dans ce canton, l'élevage industriel des porcs commence à prendre une certaine importance alors qu'il est presque absent du Coglais et des vallées du Couesnon et de la Minette. Les jeunes agriculteurs du Syndicat étaient hostiles de peur qu'on ne supprime les permis de construire pour les bâtiments d'élevage dans une commune qui compte 220 fermes avec un à deux bâtiments d'élevage (15 000 porcs à Bazouges). D'un autre côté, les propriétaires de maisons abandonnées étaient méfiants vis à vis de la forme imposée à l'opération d'aménagement : une S.I.C.A. exigeant que le gîte lui soit confié pour un minimum de douze ans et étant de surcroît maître d'oeuvre des travaux. La première tranche de six gîtes (dont quatre appartiennent à des agriculteurs) était achevée en mai 1977. Une seconde tranche de douze gîtes (dont huit à la ferme) était réalisée en mai 1978 et une troisième de dix gîtes (huit à la ferme) devrait être terminée en 1979. Une quatrième tranche serait maintenant nécessaire pour faire face aux demandes de réalisation. Les agriculteurs réalisateurs de gîtes sont parmi les plus gros exploitants de Bazouges. C'est le cas de Mr. GAUTHIER qui exploite quarante-cinq hectares groupés, élève 50 laitières et 130 porcs, est membre du Conseil d'Administration de la Caisse régionale de Crédit Agricole. En 1970, il acheta à un voisin âgé deux maisons dont une en très mauvais état dans le " village rangée " de La Bourdinais, proche de son exploitation. Il les mit dans la S.I.C.A. pour en faire trois gîtes. Ce village, encore agricole il y a une dizaine d'années, est radicalement transformé. En 1978, la rangée simple de maisons ne comptait plus qu'une seule petite ferme, trois maisons habitées par des personnes âgées, deux résidences secondaires de Malouins et de Parisiens et trois gîtes.

Dès l'été 1977, tous les gîtes étaient loués à des touristes belges par l'intermédiaire de l'agence V.T.S. et onze des dix-huit gîtes leur étaient réservés du 1er juin au 15 septembre 1978. La publicité faite autour du village éclaté de Bazouges-la-Pérouse, première expérience

de ce type en France, et l'animation qui en résulta à partir de 1973, contribuèrent au développement du tourisme. En 1974, un syndicat d'initiative se constituait sous la présidence du pharmacien. La SICA, présidée par Mr. GAUTHIER, avait reçu trois cents demandes de location pour les six premiers gîtes. Elle réussit, avec l'aide du syndicat d'initiative, à louer une dizaine de maisons dans Bazouges (aucune location avant 1972). Le syndicat développa ensuite l'animation (fêtes, location de vélos, randonnées...). Depuis 1977, le restaurant qui ne travaillait guère pour les touristes auparavant se modernise, s'agrandit et une crêperie-restaurant s'est ouverte à Villecartier. Après avoir aisément surmonté la campagne contre les gîtes lors des élections de 1976, la municipalité envisage maintenant de créer un terrain de camping avec plan d'eau, sans avoir pu toutefois empêcher un agriculteur d'abattre les arbres qui valorisaient le site. Un P.O.S. est prévu dans l'objectif de réglementer le développement de constructions pré fabriquées dans la seule commune non remembrée du canton. Au village de Vrigné, Maria LOUYER s'est trouvée confortée par la S.I.C.A. dont elle est la Vice-Présidente. Son exploitation de dix-sept hectares en trente-cinq parcelles est tournée vers l'élevage laitier (quinze laitières). Des randonneurs du centre équestre de la Petite Hublais à Betton s'arrêtaient fréquemment à Vrigné, proche de la forêt de Villecartier. C'est pourquoi Maria LOUYER commença vers 1972 à servir quelques repas selon la formule de la table d'hôtes. En 1973, cette agricultrice née en 1932 à Saint-Suliac, veuve depuis quinze ans mais qui a élevé cinq enfants, membre de la société d'histoire et d'archéologie de Dol, poète, suivit le stage de l'I.F.O.C.A.P. à Draveil et s'orienta résolument vers la " ferme-auberge ". Née dans une famille d'agriculteurs, elle a été très jeune familiarisée avec le tourisme en raison de la présence dans la cour de ferme familiale d'un menhir visité des touristes. Elle a su mettre en valeur sa maison de laboureur du XVIème où peuvent prendre place, en se serrant, une trentaine de convives.

L'impact économique est important en raison des bonnes conditions de location. La SICA a estimé en 1977 qu'un gîte a rapporté en

moyenne 10 000 F de chiffre d'affaires au commerce local, en dehors des travaux de restauration effectués presque tous par des artisans de la commune (500 000 F, 1 100 000 F et 1 000 000 F de travaux pour les trois tranches). Le prix des vieilles maisons non restaurées a été multiplié par trois en trois ans. On donne les exemples d'une maison invendable en 1972, venue 130 000 F en 1973, d'une autre lézardée sans toiture, avec 1 500 m², vendue 80 000 F. La réalisation du village éclaté de gîtes ruraux de Bazouges a permis la constitution d'un pôle de tourisme rural à une vingtaine de kilomètres de la mer, en fixant une population touristique qui, auparavant ne faisait bien souvent que passer. A la différence du Coglais, l'animation a suivi la création d'hébergements au lieu de les précéder et, contrairement aux vallées du Couesnon et de la Minette, l'insertion du tourisme dans le milieu rural échappe ici beaucoup moins aux ruraux.

F - Le pays de Dol

Il présente des avantages sur le plan touristique liés à la proximité de la mer (Dol n'est qu'à 8 km du Vivier-sur-Mer) et à la situation géographique qui fait de Dol une porte d'entrée de la Bretagne. Cette petite ville de 4 600 habitants, malgré les richesses architecturales de la vieille cité et de la cathédrale, valorisées par un syndicat d'initiative, demeure surtout une halte pour les touristes qui se rendent en Basse-Bretagne. Sa modeste capacité d'accueil (cinquante-cinq chambres en hôtels de tourisme et deux cents places de camping) lui interdit le développement du tourisme d'accueil. Les campagnes environnantes restent peu marquées par le tourisme. Les eaux venues de l'intérieur et empêchées de s'écouler vers la mer par le cordon littoral ont constitué un marais progressivement asséché et mis en valeur. Le Marais blanc au nord est une zone de polyculture à dominante céréalière et le Marais noir, au sud, plus humide, avec ses prairies, est tourné vers l'élevage. Lillemer

et le Mont Dol développés sur d'anciennes îles émergeant du marais n'ont guère d'équipements touristiques. Lillemer (206 habitants) ne totalise que cinq résidences secondaires. Ces dernières sont plus nombreuses au Mont Dol (dix-sept en 1968 et trente-cinq en 1975) très proche de Cherrueix, le plus important centre de char à voile de l'Ouest. Cette activité, jointe à la pêche à pied, explique son développement touristique. Cherrueix (1030 habitants) a aménagé un camping municipal classé deux étoiles pouvant accueillir cent dix personnes. Le nombre de résidences secondaires est passé de quatre-vingt-quatorze en 1968 à cent-dix-neuf en 1975. Sept gîtes ruraux existent en 1978 contre deux seulement en 1969. Les deux premiers furent créés par René MAILLARD, un agriculteur exploitant 34 hectares. Lorsqu'il aménagea une ancienne écurie pour obtenir deux gîtes en 1969, il songeait surtout à la possibilité d'avoir un logement pour sa retraite (né vers 1920). A cette époque, les gens hésitaient encore et étaient sceptiques quant à la réussite du projet de René MAILLARD, inspiré par la lecture d'un reportage paru dans Ouest-France.

Au sud du marais et des polders, le Terrain bocager fait transition avec le pays de Fougères et s'oriente vers l'élevage. Un paysage plus vallonné et plus vert que le plat pays du marais, la forêt de Villecartier, d'abondantes rivières ont entraîné une assez forte croissance du nombre de résidences secondaires. Dans les deux communes de Baguer-Pican et Baguer-Morvan, elles sont passées de trente à quatre-vingts entre 1968 et 1975. L'évolution est lente en ce qui concerne le développement des gîtes ruraux. Le premier gîte de cette zone a été créé en 1969 à La Boussac par Jean PRENVEILLE, un instituteur de Domfront, dans le logement de retraite de ses beaux-parents, anciens exploitants agricoles. On n'en compte encore que deux dans la commune en 1978. Par contre, des agriculteurs et un grand propriétaire s'efforcent de retenir les touristes de passage par des équipements plus attractifs que les seuls gîtes ruraux. A Plerguer, sur la route de Dol à Dinan, Bernadette et Raymond MOUCHEL ont transformé leur " malouinière " du XIXème siècle en ferme-auberge et créé une aire naturelle de camping. Ils préparent des plats cuisinés à emporter. La ferme du Vieux-Chêne, située en bordure de la route nationale Dol-Mont-Saint-Michel, à un km du bourg de Baguer-

Pican, s'est muée en centre de tourisme. L'origine de cette transformation est due à l'insuffisance des revenus tirés d'une exploitation trop petite (11 hectares) pour faire vivre cinq enfants. Les TREMORIN hésitèrent vers 1970 entre l'élevage du mouton et le tourisme rural. Leur participation à un voyage d'études en Allemagne les incita à transformer en plan d'eau (pédalos, pêche, jeux...) un pré marécageux traversé par un ruisseau. Ils étoffèrent progressivement la ferme du Vieux Chêne de six bungalows en location, d'un point de vente de produits fermiers et de plats cuisinés. Le succès aidant, les TREMORIN agrandissent leur terrain de camping qui devient en 1978 un camp classique aménagé, d'une superficie de deux hectares, et ils aménagent leur exploitation en ferme-auberge. Plus au sud, à 6 km de Combours, Léonie et Annie OLIVIER ont orienté leur ferme d'élevage laitier vers la ferme-auberge avec en plus une aire naturelle de camping liée à un plan d'eau et des chambres d'hôtes aménagées dans leur bâtiment du XIXème siècle en granite. A Epiniac enfin, Mr. de la CHESNAIS a ouvert un terrain de camping quatre étoiles en 1977. Propriétaire d'un domaine d'une centaine d'hectares (cinquante en bois, quarante en cultures et dix en étangs), il avait monté une exploitation laitière (soixante vaches). Arrivé après une quinzaine d'années d'exploitation à un moment où il lui était nécessaire de prévoir de nouveaux investissements, Mr. de la CHESNAIS entama une reconversion totale de son exploitation. Il a éliminé progressivement les vaches et conservé uniquement quelques cultures céréalières. Le terrain de camping quatre étoiles fut complété d'un centre équestre, d'un tennis, d'une piscine, d'un snack-bar, d'une discothèque. Les trois étangs ont été aménagés pour la pêche et le nautisme (barques, pédalos, dériveurs). La clientèle est à 80 % anglaise et hollandaise. Le complexe touristique d'Epiniac fixe sur place les estivants qui ne vont sur le littoral que de manière épisodique.

Ces campagnes situées en arrière d'un littoral ingrat, longtemps peu marquées par le tourisme, commencent à s'ouvrir à l'accueil estival des citadins. Les mobiles ne viennent pas tellement de la pression

littorale mais de la volonté d'aménagement de quelques responsables régionaux, d'initiatives individuelles ou communales. Le résultat en est la constitution de petis pôles de tourisme rural, mieux rattachés à la mer par des itinéraires équestres et pédestres et qui profitent du centre d'excursions du Mont-Saint-Michel demeurant la locomotive du tourisme dans les pays de Dol et de Fougères.

II - LE TOURISME DANS LE PENTHIEVRE ET LE PAYS DE DINAN

Le Penthievre couvre l'espace entre le Gouet et l'Arguenon mais nous n'examinerons sur le plan touristique que la partie située à l'est de l'anse d'Yffiniac, là où l'influence briochine s'estompe. Nous le prolongerons vers l'est jusqu'à la Rance englobant ainsi une partie du pays de Dinan. Vers l'intérieur, nous limiterons l'espace étudié à une ligne joignant grossièrement Lamballe au barrage de Rophémel.

A - Une forte pression touristique qui rencontre des résistances

Les campagnes des Pays de Rance et du Penthievre font l'objet d'une forte pression touristique à partir des stations de la Côte d'Emeraude, de Cancale au cap Fréhel. Parmi ces dernières, Dinard dont l'essor date du Second Empire (11) occupe une place à part en raison de l'ampleur du phénomène touristique qu'elle suscite et de son caractère de grande station mondaine que l'on ne trouve dans l'Ouest qu'à Deauville ou La Baule. Avec ses 860 chambres en hôtel de tourisme, ses 2 000 résidences secondaires, ses 1 100 places de camping, Dinard se transforme au coeur de l'été en une agglomération touristique, population vacancière et

population permanente diminuée de ses propres estivants, regroupant 58 000 habitants (12). La diffusion touristique s'est faite tout au long du XIX^{ème} siècle à partir de Dinard, créant à l'ouest de la Rance, les stations de Saint-Lunaire et Saint-Briac (13). Ces points de cristallisation ont franchi plus tardivement le Frémur, animant Saint-Cast lancée vers la fin du XIX^{ème} par des peintres comme Paul SIGNAC et des stations plus petites et plus familiales telles Lancieux, Saint-Jacut-de-la-Mer. Dans cette dernière commune, des pièces meublées commencent à être louées aux touristes vers 1890 mais les constructions de villas restaient encore rares avant 1914. Leur développement se produisit pendant l'entre-deux-guerres, mais ce n'est qu'en 1962 qu'un terrain de camping fut aménagé (14). Au cap Fréhel, se termine la Côte d'Emeraude et commence celle de la baie de Saint-Brieuc qui n'a pas donné lieu à une implantation aussi dense de la villégiature. La station du Val-André développée au début du XX^{ème} siècle et qui a fini par rejoindre le vieux bourg de Pléneuf, celle d'Erquy annexée au port de pêche et Sables-d'Or-les-Pins née de toute pièce en 1924 de l'initiative de Roland BROUARD ont toutes trois une capacité simultanée d'accueil touristique (tous modes confondus) de près de 40 000 personnes. Il faut tenir compte de l'attrait exercé par le cap Fréhel, aussi important pour la Bretagne que la pointe du Raz et qui reçoit en été plus de 6 000 visiteurs par jour (15). La bande littorale qui s'étire de Dinard au Val-André est le siège d'une importante concentration balnéaire exerçant sur les espaces encore sauvages et l'intérieur une très forte pression. Quelques chiffres récents permettent de mieux la cerner. Si nous considérons les dix communes de Dinard, Saint-Lunaire, Saint-Briac, Lancieux, Ploubalay, Saint-Jacut, Saint-Cast. Le Gildo, Fréhel, Erquy et Pléneuf-Val André, nous constatons que le nombre de résidences secondaires est passé entre 1968 et 1975 de moins de 7 800 à plus de 9 200 et celui des places de camping de 9 500 (1971) à 12 000 (1978). Toutefois, un examen minutieux montre que la croissance a été particulièrement faible dans les secteurs les plus anciennement et densément occupés. Le nombre des places de camping est passé de 3 275 à 3 515 dans les trois stations d'Ille-et-Vilaine et celui des résidences

FIG. 304

LE TOURISME DANS LE PENTHIEVRE ET LE PAYS DE DINAN



secondaires n'a augmenté que de 8 % à Dinard et Saint-Lunaire. Elle a été plus forte dans les stations de la baie de Saint-Brieuc qui n'occupaient pas encore tout l'espace littoral disponible. A Fréhel, nouvelle commune rassemblant en 1973 Pléhérel et Plévenon, le parc de résidences secondaires s'est accru de 54 % (19 % à Pléneuf Val André). A Erquy et Saint-Cast, la capacité d'accueil en camping a augmenté de 33 % entre 1971 et 1978.

La diffusion du tourisme par le biais de la création nouvelle d'hébergements, d'équipements récréatifs, rencontre des résistances dues à la pression urbaine (zone du Frémur), à l'existence de zones légumières et au désir de maintenir des espaces protégés (réserve naturelle du cap Fréhel). L'évolution actuelle aboutit à renforcer certains points du littoral comme Lancieux, Saint-Jacut-de-la-Mer, Saint-Cast pour mieux protéger les baies de Lancieux, de l'Arguenon et de La Fresnaye, d'une occupation touristique anarchique. Elle s'accompagne d'une diffusion plus grande du tourisme dans l'arrière-pays rural sous forme de terrains de camping, de gîtes ruraux, de résidences secondaires, parallèlement à un aménagement en profondeur allant jusqu'à Jugon et Guitté, exploitant les vastes plans d'eau intérieurs. Cette insertion du tourisme dans l'espace rural du Penthievre et du pays de Dinan n'est pas tout à fait récente puisque, par la Rance maritime, les estivants avaient l'habitude de remonter jusqu'à Dinan et que les maisons de plaisance des Malouins s'égrènent depuis longtemps le long des rives de la ria. Depuis 1960, cette pénétration ne bénéficie plus, à cause des transformations de l'agriculture régionale, des mêmes conditions favorables. Des agriculteurs novateurs comme Sébastien COUPE à Hénanbihen ont lancé l'élevage industriel des volailles et des porcs et mis en place la C.O.P.E.R.L. (coopérative des éleveurs de la région de Lamballe) en 1966. Si l'aviculture un moment généralisée s'est concentrée dans quelques communes, il n'en est pas de même de l'élevage porcin qui s'est largement répandu dans la région de Lamballe et plus à l'est jusqu'à la Rance. Les plateaux sont devenus le siège de la plus grande concentration de porcs en France ce qui, sur le plan touristique, entraîne des conséquences néfastes. Les pollutions

dues au lisier sont égales à celles créées par une ville de plus de 300 000 habitants. Il ne faut pas exagérer ce problème en raison des réglementations existantes (évacuation des lisiers avant et après la saison touristique au moment des labours) et des expériences en cours, comme la dessication des fientes de volaille et l'oxygénation des lisiers (enquêtes orales chez Sébastien COUPE). L'obstacle le plus grand au développement touristique vient de l'attitude des agriculteurs-éleveurs qui craignent par le développement des résidences secondaires, des gîtes ruraux etc... les entraves à l'extension ou à la création des bâtiments d'élevage. De plus, les campagnes se sont profondément transformées en peu d'années, perdant beaucoup de leur charme. Un paysage de bocage longtemps traditionnel s'est mué en campagne agro-industrielle. Les remembrements et l'arasement des talus ont donné naissance à de vastes parcelles géométriques cultivées en maïs. Les grands bâtiments d'élevage aux formes rectilignes se sont multipliés. Les revenus importants tirés de l'élevage du porc (16) et l'élévation du niveau de vie des agriculteurs ne les poussent pas à rechercher dans le tourisme des compléments de ressources. Notre carte du tourisme dans le Penthièvre et le pays de Dinan montre que sa diffusion se fait plus par l'épaississement de quelques centres que par une submersion généralisée. Les pôles touristiques constitués par les plans d'eau de Rophémel et de Jugon correspondent à l'aménagement en profondeur souhaité dans le schéma d'aménagement du littoral breton.

B - Le parc de loisir du lac de Rophémel (17)

La construction du barrage de Rophémel sur la Rance en 1929 a entraîné la constitution d'un plan d'eau d'une centaine d'hectares, destiné pendant longtemps à la seule alimentation en eau de l'agglomération rennaise. Les seules fonctions récréatives étaient la pêche et quelques promenades vers des points de vue intéressants. La surcharge touristique du littoral et le désir d'une insertion du tourisme dans l'intérieur ont

conduit bon nombre de responsables régionaux à essayer de promouvoir ce tourisme intérieur à partir de la Rance. En plus de l'équipement de la rivière en haltes et relais nautiques pour le tourisme fluvial, l'idée a germé d'utiliser à des fins touristiques le plan d'eau de Rophémel. Une étude, réalisée vers 1970 par l'architecte GUILLON à la demande de la D.D.E. des Côtes-du-Nord, concluait à la possibilité de créer un village de vacances. Le maire de Guitté, un ancien couvreur, était convaincu de l'intérêt de la création sur sa petite commune (611 habitants en 1968, 554 en 1975) d'un village de vacances. Déjà en 1971, il avait mis à l'ordre du jour de son programme électoral la mise en valeur touristique de la vallée de la Rance, achetant pour sa commune des parcelles afin de favoriser l'accès au lac des pêcheurs, freiné par les agriculteurs. Le hasard mit en contact le maire de Guitté et Roger HUON par l'intermédiaire du maire de Mur-de-Bretagne, employé du cadastre qui avait travaillé à Guitté. L'association " Vacances familiales d'Armor et d'Argoat " reçut en 1974 la mission de concevoir, créer et gérer le parc de loisirs du lac de Rophémel avec la commune de Guitté pour maître d'oeuvre. Une telle entreprise pouvait apparaître démesurée pour une commune de l'importance de Guitté en dépit du dynamisme de ses associations sportives, de son comité des fêtes et de son bourg. Ce dernier avec des maisons aux belles façades de pierre est resté très vivant avec un restaurant, deux boucheries, trois épiceries, un garagiste, une boulangerie, quatre cafés. Après de multiples contacts, un syndicat intercommunal du lac de Rophémel vit le jour en septembre 1977, groupant les six communes de Médréac, La Chapelle-blanche, Guitté, Caulnes, Saint-Maden et Guenroc (refus de Plouasne). Son objectif est de participer à la réalisation du parc de loisirs de Rophémel selon le programme de l'association Armor et Argoat et d'obtenir le label des Stations vertes de vacances. La première tranche des travaux a commencé au printemps 1977 et les premières locations ont pu se faire en 1978. Elle comprenait quarante gîtes (deux cents places) répartis en hameaux de trois à quatre gîtes. La deuxième tranche prévoit la réalisation d'un centre d'animation (restaurant, salle polyvalente, piscine) et d'un parc de loisir sur un

terrain communal de vingt-deux hectares. Ce dernier comprend des sentiers-promenade, des terrains de sport et de jeux, un poney-club, des aires de pique-nique, des parcs animaliers (animaux de ferme en semi-liberté). La mise en place de ce complexe touristique financé en partie par le Conseil Général, les Caisses d'allocations familiales et l'établissement public régional (2ème tranche), a encouragé les initiatives individuelles. Un des aspects originaux qu'il est nécessaire de souligner est la création en 1978 d'un marché des produits de la ferme. Vingt-cinq agriculteurs, parmi lesquels deux vendaient déjà directement des légumes sur les marchés de la région, se sont groupés pour alimenter le village de vacances en produits fermiers. Le CODEPRAN a tourné en 1977 avec la télé-promotion-rurale un film sur la vallée de la Rance, pour sensibiliser les ruraux au tourisme. Ce film est projeté sur un écran de télévision dans les communes où il est suivi d'une discussion. Un syndicat d'initiative intercommunal s'est constitué et a édité un dépliant touristique pour la saison 1978. Une usine de calibrage et de mise en boîte d'oeufs accepte des visites l'été, de même qu'un artisan-bourrellier. Des équipements récréatifs sont nés. Le bourg de Guenroc, beaucoup moins commerçant que celui de Guitté a vu se créer en 1975 une discothèque privée ouverte en été et en week-end. En 1978, l'on ne compte encore que deux gîtes ruraux à Saint-Maden et Tréfumel mais plusieurs sont en projet. Le plus ancien est le fait d'une agricultrice de Tréfumel née en 1909 et veuve en 1964. Après le décès de son mari, elle céda ses terres (25 ha), se retira chez sa fille et, en 1965, transforma ses bâtiments en gîte rural. Le nombre de résidences secondaires s'est par contre fortement développé. Pour les trois communes de Guitté, Plouasne, Guenroc, elles sont passées de 97 en 1968 à 164 en 1975 alors que leur nombre stagnait dans les communes plus éloignées de la Rance. La création de ce complexe touristique ne se fait pas cependant sans conflits. L'expropriation de deux agriculteurs n'a guère posé de problème, l'un ayant retrouvé des terres et l'autre ayant été employé par l'association. Par contre, le maire de Guitté a doté sa commune d'un P.O.S. partiel qui interdit la construction des porcheries

autant pour respecter le site, éviter les nuisances que pour protéger l'eau du lac destinée à la consommation humaine, des infiltrations. Cette politique l'a conduit à refuser une demande de dérogation faite par un jeune agriculteur, président du C.D.J.A. du canton, pour une porcherie de 500 porcs à l'engrais et 80 truies. Par contre, la F.N.S.E.A. encourage les agriculteurs à créer des gîtes et des chambres d'hôtes.

C - L'exemple du complexe touristique de Jugon-les-Lacs (18).

Le développement du tourisme autour de Jugon présente des traits communs avec le cas précédent mais il est plus ancien. Déjà avant 1939, des campeurs s'installaient sur des " terrains vagues situés en bordure du grand étang de Jugon " qui était une propriété privée. Jusqu'en 1973, la fonction touristique de Jugon fut modeste. Un camp municipal de 3ème catégorie (deux cents campeurs), quelques locations meublées, un hôtel de tourisme (quatorze chambres) constituaient les seules bases du développement touristique. La grande majorité des estivants était composée de campeurs de passage (2 000 à 2 500 nuitées par an) et de rares habitués attirés par la pêche. En 1969, Jugon avait déposé une demande de classement comme station verte de vacances mais, comme nous l'avons vu, la faiblesse des finances locales ne lui permettait pas de poursuivre les transformations du terrain de camping et l'aménagement d'une baignade. L'évènement décisif vint de la création d'un nouveau lac sur l'Arguenon destiné à constituer une retenue d'eau pour l'alimentation des villes et stations du littoral. Le premier programme de travaux établi par le service du Génie rural des Eaux et Forêts a été présenté à la fin de 1968 et la construction du barrage de la Ville-Hatte entre Pleven et Plorec-sur-Arguenon a commencé en 1971. En 1974, un lac de plus de 200 ha venait s'ajouter au premier, augmentait l'attrait de Jugon qui se trouvait pris en sandwich entre les deux lacs. Par ailleurs, la création de ce second plan d'eau conduisait en 1973 les trois communes de Jugon, Saint-Igneuc et Lescouet-Jugon à fusionner pour

constituer la nouvelle entité territoriale de Jugon-les-Lacs (1 292 habitants en 1975). Cette dernière s'associait avec celles de Plédéliac, Pléven, Plorec-sur-Arguenon pour constituer le SIVOM du barrage de Penthievre pour " l'aménagement des rives du lac " (3 760 habitants). Le nouveau maire de Jugon, F. HAMON, ancien maire-adjoint de Saint-Igneuc, Conseiller général depuis 1967, allait poursuivre l'action entreprise par son prédécesseur avec des moyens plus importants. Il acheta en bordure du premier lac des locaux appartenant à la Fédération des oeuvres laïques et poursuivit l'amélioration et l'agrandissement du terrain de camping (classé deux étoiles, quatre cents campeurs). Se rendant compte que sans un lac bien aménagé Jugon n'a pas d'attraction touristique suffisamment importante pour fixer les estivants à 25 km des plages, il entamait une procédure visant à acheter le lac de Jugon (soixante hectares). Il entreprit dans les communes anciennement remembrées de Saint-Igneuc et Lescouet de refaire les plantations et encouragea le ravalement des façades dégradées du bourg dans le dessein de transformer Jugon en " petite cité de caractère " (19). Le financement des équipements touristiques passant par une meilleure commercialisation, F. HAMON conclut en 1974 avec Roger HUON une convention pour la gestion du terrain de camping. Par une meilleure publicité, notamment dans des guides étrangers, il réussit à faire passer le nombre de nuitées en camping de 7 600 en 1973 à 16 447 en 1977. La clientèle est française à 70 % et comporte 20 % de Néerlandais et seulement 6 % d'Anglais. Les Hollandais représentent 38 % des campeurs en juin et 29 % en juillet. Jugon perd progressivement ses caractères de camp de passage. La durée moyenne de tous les séjours est montée à six jours mais 23 % des familles sont restés plus d'une semaine. Le renforcement du pôle touristique s'est poursuivi par le développement du nautisme (leçons de natation données à partir de 1974, voile...) et l'installation de caravanes équipées (220 semaines en caravanes louées en 1976). Celles-ci furent implantées en 1975 par R. HUON après accord avec des propriétaires de caravanes de la région. En 1978, la commune de Jugon décidait l'achat de trente caravanes et envisageait la construction de gîtes, amorce d'un

futur village de vacances. Ces équipements " en dur " permettent un allongement de la saison et le développement d'un tourisme intérieur de week-end des Rennais. Ces transformations ont favorisé les initiatives individuelles. Le nombre de résidences secondaires est passé entre 1968 et 1975 de 36 à 49 et plusieurs agriculteurs ont créé des gîtes (6 en 1978). Les communes de Pléven et de Plédéliac situées entre le lac de barrage de l'Arguenon et la forêt de la Hunaudaye développent leur fonction touristique. Plédéliac songe à un terrain de camping, à un centre équestre mais souffre de l'absence de restaurant (20).

III - LE LEON

Nous bornerons notre analyse à la partie du Léon située à l'ouest de la ria de Morlaix, à l'exception des zones urbaines de Morlaix et de Brest. Dans cette région densément peuplée, à l'extrémité nord-ouest de la Bretagne, où une agriculture très intensive à base légumière a connu de profondes transformations depuis 1960, le tourisme présente des caractères tout à fait originaux.

A - Une faible insertion du tourisme dans l'espace rural léonard

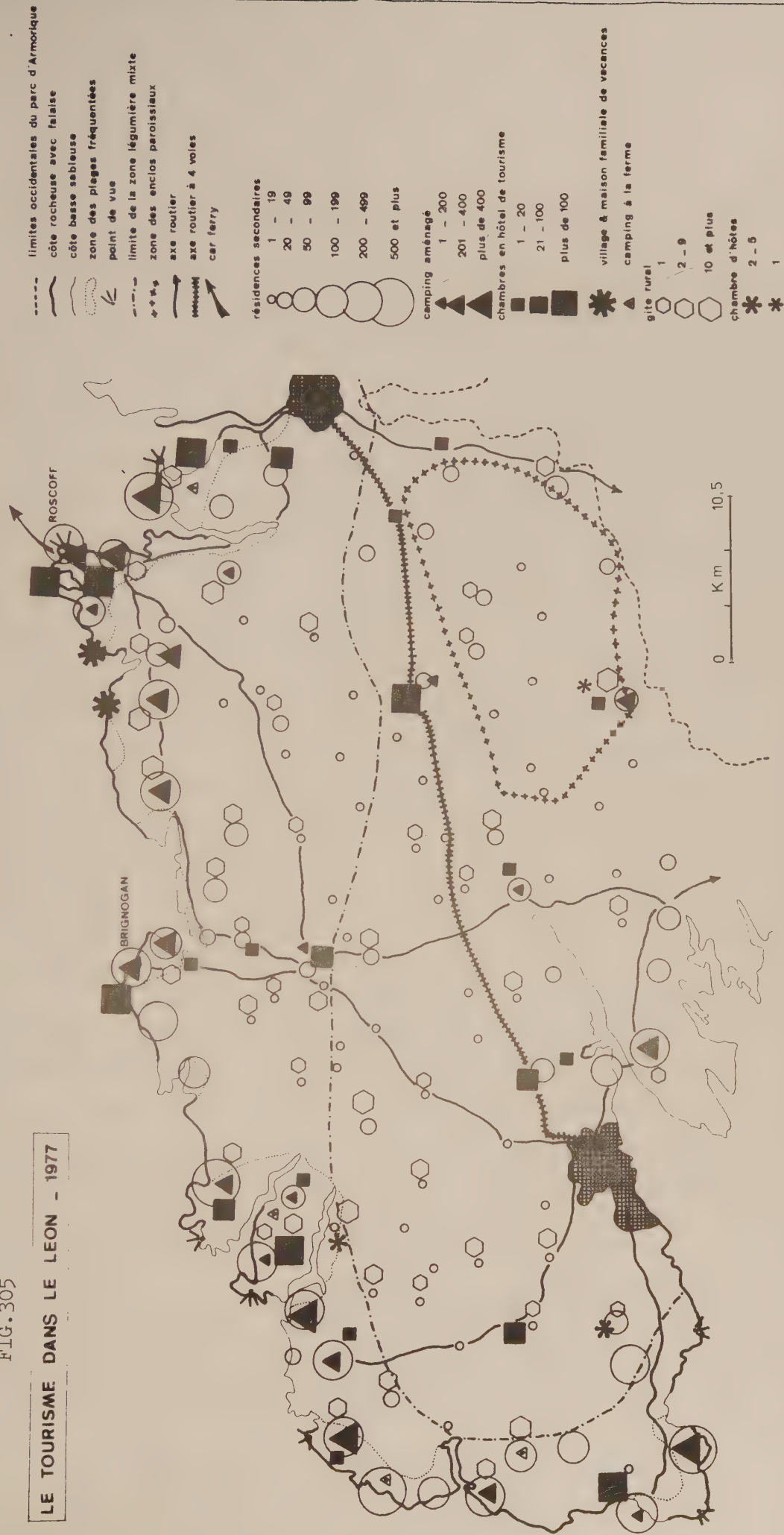
La proximité de la mer n'a pas ici entraîné un développement aussi considérable de la fonction touristique qu'en Cornouaille malgré l'existence de stations balnéaires anciennes comme Roscoff et Carantec, bien reliées par le chemin de fer à Paris. Les raisons en sont multiples.

Les plateaux léonards lourds et massifs, largement étalés,

se terminent sur la mer par de hautes falaises continues peu propices à la vie balnéaire. Dans le détail, ces côtes rocheuses sont découpées en golfes, baies, petites criques, souvent difficiles d'accès et doublées de récifs très morcelés, d'îles et d'îlots. Certains secteurs, à l'est de Ploudalmézeau, offrent cependant des plages basses et unies (anse de Goulven, plage de Brignogan, anse du Kernic...) mais ils sont bordés d'une dangereuse ligne de récifs. La mer pénètre loin dans l'intérieur grâce aux abers, déterminant de nombreux sites pittoresques mais la côte léonarde, sauvage, n'est pas propice au développement du grand tourisme. Les données climatiques n'atténuent pas, bien au contraire, ces handicaps nés du milieu physique. Les étés sont assez frais (16° C) et humides mais le principal inconvénient tient aux vents. Le climat léonard convient mieux à la production agricole légumière qu'à la vie balnéaire. Les richesses architecturales ne manquent pas dans l'intérieur surtout celles liées à l'intense vie religieuse. Les églises et surtout les très riches enclos paroissiaux du Haut-Léon constituent des atouts considérables mais la mentalité léonarde a longtemps considéré le tourisme comme une activité suspecte. L'esprit religieux de la population était peu porté à souhaiter l'arrivée massive d'estivants considérés pendant longtemps et plus qu'ailleurs comme des oisifs. Les populations les plus proches de la mer sont également celles qui, grâce au développement des transports à partir de 1840, se sont tournées vers la production de légumes. Outre le fait que les champs d'oignons, de choux-fleurs, d'artichauts n'ont rien d'attrayant à l'oeil, comme le constatait A. THEURIET en 1880 trouvant " la campagne léonarde sans charme " (21), ils traduisent une économie agricole qui laisse peu de loisir aux populations agricoles, aux commerçants pour s'occuper d'autre chose que la production et le négoce des légumes. Le coeur de la saison touristique correspond à la pleine saison de production des artichauts et il n'est pas question de sacrifier les mois de juin et de juillet à autre chose qu'au travail des champs.

FIG. 305

LE TOURISME DANS LE LEON - 1977



B - Les nouvelles orientations léonardes

L'agriculture léonarde s'est transformée considérablement dans la période 1955-1970. La bande légumière s'est orientée vers une production spécialisée fondée principalement sur le chou-fleur et l'artichaut (22) en même temps que le Léon devenait l'un des principaux foyers de production porcine et d'aviculture. Le développement d'un capitalisme paysan s'est accompagné d'une transformation radicale des modes de commercialisation et de la création de la SICA de Saint-Pol, sous l'action de quelques fortes personnalités comme Alexis GOURVENNEC et Marcel LEON (23). Leur réflexion, leur esprit d'entreprise allaient amener le milieu agricole à considérer qu'il ne pouvait pas y avoir d'agriculture léonarde prospère dans une économie régionale en décadence et qu'il fallait pour cela créer les conditions générales d'un développement extra-agricole. Le résultat de ces interférences fut la création en 1963 de la Société d'Economie mixte d'études du Nord-Finistère regroupant les représentants des chambres de commerce et d'agriculture, des syndicats, des coopératives, des collectivités locales et de la SICA de Saint-Pol. Jusqu'en 1967, la SEMENF fit sur le terrain un énorme travail d'information, de recensement des besoins d'où sortit le schéma de structure du Nord-Finistère. Certaines des priorités retenues étaient favorables au développement touristique.

L'aménagement d'une voie routière rapide Brest-Normandie, l'automatisation du réseau téléphonique, la création du port en eau profonde de Roscoff constituèrent des éléments favorables au décollage touristique du Léon. Le port en eau profonde facilitait en 1973 l'exportation des légumes léonards vers la Grande-Bretagne mais l'opération ne pouvait devenir rentable que si elle se doublait d'un trafic " passagers ". En 1974, un service de cette nature était assuré entre Roscoff et Plymouth par car-ferry. La prise en compte du tourisme par les agriculteurs léonards, actionnaires de la compagnie de navigation " Brittany Ferries ", devenait une ardente obligation. Les liens renouvelés entre le Léon et la Grande-Bretagne n'allaient pas seulement se traduire par la matérialisation de flux touristiques mais aussi entraîner

une transformation du tourisme rural du Nord-Finistère. Jusqu'en 1972, constitué surtout d'initiatives individuelles fondées principalement sur la création de gîtes ruraux (24), il était dans la mouvance de la Chambre d'Agriculture de Quimper. Les éléments léonards les plus dynamiques, créaient après un voyage d'étude en Irlande " l'Association pour la Promotion et la Commercialisation des vacances à la campagne " (25). Cette association allait bientôt s'étendre à toute la Bretagne tout en ne regroupant qu'un très petit nombre de membres. Il s'agissait pour l'essentiel d'agriculteurs considérant que l'avenir du tourisme rural était limité s'il se bornait à une simple complémentarité agriculture-tourisme. L'entreprise touristique devait présenter une gamme assez étendue de services rendant nécessaire l'abandon de l'activité agricole et mettant au premier plan de ses préoccupations la recherche d'une clientèle sur une période plus grande que les deux seuls mois de juillet et août. Ils conduisaient leur entreprise touristique de la même manière que les agriculteurs les plus dynamiques géraient leur entreprise agricole, inaugurant un nouvel âge du tourisme rural dont ils sont encore en 1978 les premiers initiateurs. Ils devaient se tourner vers la Chambre de Commerce de Morlaix plutôt que vers la Chambre d'Agriculture de Quimper et rechercher l'appui des agences britanniques.

La carte dressée pour 1977 montre que l'espace rural léonard commence à être pénétré par le tourisme comme l'atteste la diffusion en profondeur des gîtes ruraux mais c'est la bande légumière la plus proche de la mer qui reste la plus marquée.

C - La diffusion du tourisme dans la bande légumière

Les terrains de camping aménagés se trouvent très près de la mer et ce sont surtout les gîtes ruraux qui se sont développés dans l'espace rural sublittoral alors que le camping à la ferme est très mal

représenté. C'est la conséquence du prix élevé de la terre qui ne peut supporter que des spéculations très rentables. Le trafic trans-Manche n'a guère suscité de chambres d'hôtes pour la clientèle britannique et celles de Tréglonou sont surtout liées à l'existence d'un centre équestre. L'hôtellerie, en dehors de quelques implantations nouvelles le long de l'axe à quatre voies et de la création à Roscoff de l'hôtel Brittany (trois étoiles) dans un ancien manoir, entre le port en eau profonde et l'ancien port à marée, ne s'est pas adaptée non plus. Le " Brittany " est le seul hôtel de Roscoff ouvert en dehors de la saison d'été. Par contre, quelques enquêtes sur le terrain prouvent que le camping sauvage a pris une ampleur considérable comme l'exemple de Plouguerneau nous l'a montré au livre II. L'essor le plus spectaculaire a été celui des résidences secondaires, particulièrement dans les communes de Cléder, Kerlouan, Plouguerneau, Landunvez, Porspoder, Lampaul-Plouarzel et Plougonvelin. A Plouguerneau, leur nombre est passé de 342 en 1968 à 803 en 1975. Pour l'ensemble de la zone légumière, l'accroissement du nombre de résidences secondaires a été supérieur à 36 % entre 1968 et 1975.

La partie orientale de cette bande légumière, à l'est d'une ligne Lesneven-Brignogan, est celle qui a le plus de possibilités en raison du bon équipement du littoral par quelques stations comme Carentec, la plage des Morlaisiens (26), Roscoff et Brignogan-Plage, des bonnes conditions d'accessibilité (ligne de chemin de fer Paris-Roscoff, aérodrome de Morlaix, port de Roscoff), des caractères physiques du littoral (plages et meilleures conditions climatiques attestées par le célèbre figuier de Roscoff). C'est par contre celle qui crée en milieu rural le plus d'obstacles à l'insertion touristique. Nous sommes, surtout au nord d'une ligne joignant l'anse de Kernic à Morlaix, au coeur de la zone légumière. La concurrence pour la terre est extrême et le paysage dénudé est marqué de manière omniprésente par les légumes. Les densités de population sont très fortes (184 habitants au km² dans le canton de Saint-Pol et 95 dans celui de Taulé). Les fermes plus petites sont plus morcelées que dans l'ouest du Léon mais le dynamisme agricole marqué par la constitution de groupements de producteurs,

l'action de la SICA, le rôle du syndicalisme agricole organisé par quartier, freine le développement touristique qui se limite à une mince frange côtière. Les revenus élevés tirés de l'agriculture n'incitent pas les agriculteurs à rechercher des revenus complémentaires dans le tourisme, à l'exception de ceux plus âgés dont les champs bordent le littoral. L'exemple de Mr. J., quarante-cinq ans, exploitant agricole à Kerangouez, que nous avons rencontré en 1977, illustre bien cette situation. Il exploite dix-huit hectares (douze en chou-fleur et le reste en carotte et artichaut), emploie un ouvrier permanent et quelques saisonniers. Pour agrandir son exploitation, il a dû acheter des parcelles à 5 km du siège de son exploitation à des prix allant jusqu'à 140 000 F/ha. Le fermage est très développé dans ce secteur et les ventes sont rares. Avec les terres achetées, il a reçu deux maisons. Il a écarté très vite l'idée de les transformer en gîtes ruraux, malgré les aides éventuelles, par manque de temps pour s'en occuper en été. L'une a été revendue en résidence secondaire et l'autre louée à l'année en résidence principale. Une occupation permanente assure une certaine surveillance sur ses terres voisines. La possession d'une maison libre est aussi un atout pour les exploitants, leur permettant de retenir plus facilement des ouvriers agricoles.

Le développement des élevages intensifs de porcs et de volailles au sud de la bande légumière ne favorise pas non plus la diffusion touristique. Dans les communes rurales littorales, le dynamisme agricole a réussi à contenir le fait touristique et à fixer des gros équipements en des points précis. Un bon exemple de ce type d'insertion est fourni par le village de vacances de Cléder construit en 1972 sur des dunes communales et confié à l'Association des Familles de la région de Morlaix. Une autre partie des dunes a été réservée à l'aménagement d'un terrain de camping municipal (quatre cents places) et une troisième concédée à la société " Bretagne - Plein Air " de Saint-Pol-de-Léon qui y a implanté des caravanes équipées pour six personnes et louées. Cette opération a évité le développement anarchique du camping sauvage qui a pu être maîtrisé sur les territoires de Cléder et de Sibiril ce qui n'est pas le cas sur les dunes de Ker Emma plus à l'ouest et dans l'anse

de Kernic. Ce camping sauvage crée des conflits avec les goémonniers (séchage des algues) et les agriculteurs qui n'incitent pas les maires ruraux, surtout lorsqu'ils sont agriculteurs, à développer le tourisme. Ainsi, le maire de Lesneven ne souhaite pas le voir se développer. Quelques agriculteurs toutefois, tout en maintenant leur activité, ont réalisé des équipements touristiques mais le fait est rare et se rencontre surtout dans la zone mixte, là où l'emprise légumière est plus faible. Ainsi à Plouzévé, Mr et Mme PALUD, jeune couple d'agriculteurs exploitant 34 hectares (6 hectares en pommes de terre de plant, 4 hectares en chou-fleur et deux hectares en carotte, le reste en plantes fourragères et en herbe). Leur père a été l'un des premiers agriculteurs du canton en 1970 à aménager un gîte rural dans l'ancienne maison, après en avoir fait construire une nouvelle à proximité. Mr. PALUD acheta en 1970 deux chevaux de selle à Y. MORVAN, le promoteur du tourisme équestre dans le Finistère (cf. livre IV). Il montait, sans calcul préalable de rentabilité, un centre équestre de huit chevaux qui fonctionne avec l'aide des jeunes de la commune et des environs. Ces derniers se relaient par équipe de trois personnes tous les week-ends pour faire tourner le centre qui s'est développé jusqu'à atteindre trente à trente-cinq chevaux. Un bar fut construit. En été, le centre équestre accueille des touristes, principalement les jeunes des colonies de vacances, implantées à Plouescat et Treflaoué, envoyées par les Comités d'entreprise de la région parisienne. Une des difficultés tient au manque d'itinéraires pour les courtes randonnées. Mr. PALUD a cessé en 1977 d'utiliser les dunes de Cléder et doit se limiter aux chemins communaux très encombrés l'été et à l'ancienne voie de chemin de fer Plouescat-Carhaix. En hiver, le centre équestre est fermé et les chevaux placés chez des exploitants qui peuvent les utiliser pour leurs propres loisirs à condition de les entretenir. Une vingtaine sont ainsi placés sur les trente. Pour les autres, une pâture a été louée à Plounéour-Menez. Pour améliorer la rentabilité du centre équestre hors-saison, Mr PALUD s'est tourné en 1978 vers la Chambre de Commerce de Morlaix qui lui assure une publicité outre-Manche. Un des objectifs est de mettre sur

pied une Société hippique rurale, en vue de mieux structurer l'activité équestre en morte-saison. L'expérience des PALUD n'a guère suscité d'imitation et le tourisme rural est encore très peu développé dans le canton de Plouzévédé malgré la présence à Saint-Vougay du château de Kerjean (XVIème siècle). Le maire de cette commune, agriculteur lui aussi, a maintes fois constaté le manque de sensibilisation de ses administrés au problème du tourisme. Le magnifique château de Kerjean reçoit une forte clientèle de passage (21 000 entrées en 1977) mais rien n'existe pour la retenir.

Le Léon occidental est moins légumier et accorde davantage de place à la culture des céréales et à l'herbe. L'élevage industriel s'y est développé très fortement. Malgré la présence des abers, la côte n'est pas aussi favorable au tourisme que dans la partie orientale. Par contre, la clientèle régionale occupe une plus grande place en raison du plus grand éloignement malgré la voie express Morlaix-Brest de la région parisienne et du poids de l'agglomération brestoise (27). L'insertion du tourisme s'y fait surtout par l'intermédiaire des résidences secondaires des Brestois. A Plougonvelin, elles sont passées de 608 (pour 425 principales) en 1968 à 710 en 1975 (pour 514 principales). Pourtant, le milieu rural a pris depuis 1970 des initiatives sous l'action de responsables locaux plus sensibilisés au tourisme que dans le Léon exclusivement légumier. La période 1960-1970 a ignoré le tourisme rural et les principales réalisations lui sont postérieures. Ce retard peut s'expliquer par l'attitude des organisations agricoles dominées par les jeunes agriculteurs hostiles à la vente de terres aux étrangers, au développement des habitations en dehors des villages et uniquement soucieux de l'intensification agricole. Cette attitude a constitué un frein au développement touristique dans le canton de Ploudalmézeau (28). L'équipe qui a pris le pouvoir municipal à Ploudalmézeau en 1961 et participa à l'élaboration du PAR n'était guère tournée vers le tourisme. Ce PAR élaboré en 1970 mit surtout l'accent sur les lacunes à combler avant de songer au développement des infrastructures touristiques (29). La municipalité et le Comité des structures agricoles de Ploudalmézeau

se sont entendus pour élaborer un P.O.S qui protège les terres agricoles. Toutefois, cette politique ne fait pas l'unanimité chez les agriculteurs eux-mêmes et rencontre l'hostilité des artisans, des commerçants qui ont fondé l'Union locale des Commerçants-Artisans (ULICA). Cette dernière a lancé une animation commerciale, créé un pavillon du tourisme. Les commerçants veulent augmenter la population, le nombre des résidences secondaires, favoriser le tourisme. L'attitude des milieux agricoles est moins restrictive dans les autres cantons du nord-ouest finistérien.

En 1972, un agriculteur de Plouarzel, Joseph L'HOSTIS, qui allait devenir Président de l'Accueil rural en Finistère, créa les deux premiers gîtes de sa commune. Il en possédait quatre en 1978 sur les six localisés à Plouarzel et a aménagé une aire naturelle de camping à 500 m de sa ferme. Il regrette que " les organisations professionnelles agricoles ne soient pas plus présentes à l'échelon local dans les instances touristiques ".

"Le camping rural" , tout en étant encore peu développé, l'est davantage que dans l'est du Léon. Il est le fait cependant de non-agriculteurs (terrain de " Creach ar Groas " ouvert en 1977 à Porspoder) ou d'agriculteurs âgés (aire naturelle du Lia à Lannilis ouvert en 1971). Ce dernier cas est intéressant car il fut la première création du Léon. Il est le fait d'une veuve qui exploitait neuf hectares en polyculture-élevage. Au moment de sa retraite, elle conserva après avoir cédé ses terres, outre ses bâtiments, une parcelle attenante de 7 000 m² sur laquelle elle aménagea un camping rural. L'ancienne porcherie fut transformée en bloc sanitaire pour le camping et la grange aménagée en gîte rural (1973). A Tréglonou, sur les rives sud de l'aber Benoît, un agriculteur dynamique a réalisé un complexe touristique important en 1972, à partir de la restauration du manoir de Trouzilit (cf. livre IV). Outre le centre équestre, un terrain de golf et son exploitation de 32 hectares, Mr. STEPHAN est à la tête d'un ensemble de huit gîtes et de cinq chambres d'hôtes représentant une capacité d'accueil de près de cinquante personnes.

Le tourisme dans le Léon rural s'est affirmé plus tardivement qu'en Cornouaille. Les initiatives de certains de ses habitants commencent

à porter leurs fruits et conduisent le milieu agricole à prendre de plus en plus en charge le développement touristique comme nous le montre l'exemple de Milin Kerroc'h.

D - L'exemple de Milin Kerroc'h à Sizun

Avec le pays de Sizun, nous sommes à la charnière de la bande sublittorale et de la Bretagne intérieure, et à la limite du Léon. Sizun (1787 habitants en 1975) est un gros bourg en perte de vitesse (2025 habitants en 1968) qui occupe sur le plan touristique une situation géographique privilégiée. Adossé aux monts d'Arrée et au parc d'Armorique, à la porte des enclos paroissiaux, Sizun ne se trouve qu'à 15 km des petites plages comprises entre la vallée de l'Elorn et celle de l'Aulne à l'ouest et à une trentaine de kilomètres, au nord, des plages de Roscoff-Santec. Il dispose lui-même d'atouts importants fondés sur ses rivières à truites et ses richesses artistiques (enclos paroissial avec un arc de triomphe et un ossuaire du XVIème siècle). La fonction touristique est ancienne. L'enclos paroissial dont la richesse fut vantée par Ardouin DUMAZET est à l'origine d'un petit équipement touristique. Sous l'action de Jean-Louis BROCH, Vice-Président de l'Office de tourisme et curé de Sizun de 1965 à 1976, l'enclos paroissial fut mis en valeur dès 1966 par l'aménagement dans l'ossuaire d'un petit musée breton, par l'organisation d'un spectacle " Son et Lumière " du 1er juillet au 15 septembre. Depuis la restauration aux frais de la paroisse de l'orgue en 1970, des concerts sont donnés dans l'église deux fois par semaine en saison. Deux hôtels dont un classé une étoile et le " Restaurant de la mère Grall " face à l'enclos, malheureusement défiguré par le monument aux morts, favorisent l'arrêt des touristes qui acceptent de s'écarter un peu des grands axes. Cette fonction touristique traditionnelle de Sizun allait se trouver profondément changée à la suite d'une initiative individuelle, celle de Marcel LEON. Cet exemple est intéressant, non

seulement sur le plan local mais aussi sur le plan plus général des transformations du tourisme rural, en raison de la personnalité même de Marcel LEON.

1) une exploitation de pointe orientée vers l'élevage

Né en 1922, il exploite à Sizun depuis son mariage en 1946 une ferme de dix-neuf hectares portée à trente-trois hectares, et qui appartenait à ses parents. Les bâtiments se situent à mi-pente d'un coteau où s'étalent les terres labourables et les prairies en contrebas. Sur la ferme se trouve un moulin reconstruit en 1910 et qui servait de minoterie. En 1967, la ferme s'était spécialisée dans la production laitière et porcine (trois cents porcs par an). Les résultats financiers de l'exploitation étaient convenables. Marcel LEON possédait un remarquable troupeau armoricain de quinze laitières et son exploitation considérée comme ferme-pilote était fréquemment donnée en exemple dans la presse professionnelle (" le paysan breton " du 10 août 1958). Ne s'étant pas désintéressé des transformations de l'agriculture léonarde, Marcel LEON a renforcé sa formation secondaire par des cours agricoles suivis pendant trois ans et acquis une largeur de vues et des connaissances au contact des personnes que son activité syndicale lui faisait cotoyer. En 1954, il avait créé un des premiers CETA du département et pris une part active au développement du syndicalisme agricole comme secrétaire de la Fédération départementale des exploitants. Créateur avec Alexis GOURVENNEC de la SICA de Saint-Pol, il le suivit en prison en 1961 après la prise d'assaut de la sous-préfecture de Morlaix. Son exploitation allait en 1967 amorcer un premier changement.

2) le tourisme complément de l'agriculture : les limites de la double activité

En 1967, Marcel LEON avait à résoudre un problème de transformation de bâtiment. Une ancienne écurie jouxtant sa maison d'habitation

était inutilisable. Elle servait provisoirement d'étable pour des bêtes à cornes mais le bâtiment, qui avait un certain caractère extérieur, n'était pas conçu pour cela. Pouvait-on en faire autre chose ? Le mouvement des gîtes ruraux était déjà bien implanté dans le Finistère et Marcel LEON connaissait personnellement plusieurs de leurs propriétaires comme Madame ANSQUER de Pouldreuzic. Sa décision est prise : deux gîtes ruraux étaient aménagés et loués en 1968 dans d'excellentes conditions. Ce fut le point de départ d'une série de petites transformations qui aboutirent à un changement qualitatif de l'exploitation. Marcel LEON a beaucoup réfléchi au devenir de l'agriculture et il a vécu intensément les révolutions agricoles finistériennes. Il sait que l'agriculteur doit s'agrandir, intensifier, se spécialiser, investir, tenir une comptabilité, établir des circuits de commercialisation qui ne laissent guère de place à la vente au détail. L'agriculture traditionnelle où l'on produisait dans une ferme du lait, du beurre, des légumes, des volailles est dépassée. L'agriculture léonarde qui se fait sous ses yeux est toute autre. Le nouvel agriculteur ne fait plus que des porcs ou des bovins. Celui qui produit du lait doit avoir soixante vaches et il ne peut établir un plan de production en fonction des familles qu'il va recevoir pendant l'été. La vente d'un litre de lait dans ces conditions lui coûterait dix fois plus que sa valeur s'il perd une demi-heure à chaque fois que le vacancier viendra. On peut imaginer un agriculteur faisant des bovins à l'herbe et aménageant deux gîtes mais il faut s'arrêter là. S'il a aussi un petit camping, une chambre d'hôtes, un centre équestre, une crêperie, il finira par désorganiser son exploitation agricole. Il n'est pas possible, pense Marcel LEON, d'investir, de suivre l'évolution en cours, de développer une affaire en menant des activités aussi différenciées que le tourisme et l'agriculture. Son choix est fait et ses idées se mettent en place dans les années 1968-70 même si elles ne sont pas partagées par ceux qui, à la Chambre d'Agriculture du Finistère pronent le développement du tourisme rural comme complément de l'agriculture. Son objectif est de transformer en quelques années une exploitation agricole productrice de biens alimen-

taires en une exploitation productrice de loisirs, de vacances, de séjours à la campagne. Le tourisme ne doit plus être le complément de l'agriculture : c'est l'agriculture qui doit servir de cadre et de support à l'activité touristique.

3) un changement voulu : une agriculture au service du tourisme

Au cours de l'hiver 1968-1969, Marcel LEON creusait un étang où il fut possible dès 1969 de pêcher des truites et de faire du pédalo et du canotage. Il entreprit de restaurer le moulin et de l'aménager. Il ouvrit un bar au rez-de-chaussée (été 1969) avec une licence de boisson achetée sur la commune. L'été 1970, il transformait le premier étage en crêperie. Devant les bons résultats de cette opération, il agrandit au deuxième étage la crêperie pour l'été 1971. A proximité du plan d'eau, sur une ancienne prairie, il installait des jeux (balançoires, toboggan, voitures électriques, etc...). Il agrandit également la crêperie pour en faire une salle de restauration servant à des repas de famille, des soirées dansantes, folkloriques... Il reçoit des mariages pendant les heures creuses de l'après-midi entre la fin de la messe et l'heure du repas. Marcel LEON est toujours agriculteur mais il oriente différemment son exploitation. Il simplifie le travail en éliminant son troupeau de laitières et les porcs. Il se tourne vers la production de légumes de plein champ, en particulier les pois (huit hectares) et les haricots (deux hectares) qui ne demandent pas trop de travail et pour lesquels il fait appel à des entrepreneurs. Il a quatre hectares de maïs qu'il vend à des éleveurs de porcs. Son cheptel s'est simplifié et il ne lui reste qu'une quarantaine de bovins. La vente de son cheptel lui a permis de financer les travaux du moulin. Un voyage en Irlande en 1972 le conforta dans ses idées et lui ouvrit des perspectives nouvelles au niveau de la commercialisation du tourisme rural. Il comprit qu'il lui est nécessaire de passer par des agences s'il veut tirer la meilleure

part de ses investissements par une durée de location plus grande. Il lui faut donc encore améliorer son produit touristique.

Se trouvant sur plusieurs circuits des roulottes hippomobiles de Locmaria - Berrien, il accueille le soir les " roulottiers " qui se présentent. Le cheval est mis à l'herbe, les randonneurs profitent des installations du moulin. Ce dernier est agrandi de nouveau pour pouvoir y accueillir des banquets et, à cet effet, Marcel LEON aménageait une discothèque et une salle de danse en 1973. En 1976, il installait un petit train qui longe la rivière traversant ses terres. C'est à ce moment qu'il élimina totalement son cheptel bovin car il ne peut le suivre et refuse tout investissement agricole. Les bâtiments libérés lui servent à construire trois nouveaux gîtes et une chambre d'hôtes. Il conserve ses terres sur lesquelles il fait de l'herbe et, sur l'herbe, des aménagements touristiques. La dernière phase en cours de réalisation en 1978 prévoit la création d'un petit camping-caravaning et d'un village de bungalows très confortables. La reconversion est achevée et totale. Tous les bâtiments sont devenus des gîtes et les terres un support d'éléments de vacances. Depuis 1972, il a abandonné la commercialisation par l'intermédiaire du catalogue des gîtes et traite directement avec les agences britanniques et hollandaises. C'est la conséquence logique d'un système qui ne pouvait souffrir du frein de la commercialisation. Les représentants des agences viennent le voir tous les ans, discutent avec les vacanciers, prennent des photographies, fixent les prix et concluent le contrat. Le catalogue est édité et diffusé dès le mois de janvier. Marcel LEON est payé six mois avant les autres et ses gîtes sont loués de six à huit mois. Son complexe touristique fonctionne toute l'année. A la clientèle surtout étrangère qui fréquente les gîtes s'ajoute une clientèle régionale plus modeste surtout de Brestois. A partir du 1er septembre, c'est le vide sur la côte et la dense population du Léon retrouve le chemin de l'intérieur d'autant plus que les hivers étant doux, on circule facilement pendant toute la saison froide.

Marcel LEON n'a pas créé d'emplois permanents en raison de sa situation familiale. Avec sa femme et ses quatre enfants (douze à

vingt-six ans en 1974), il fait marcher Milin Kerroc'h. Par contre, il emploie une quinzaine de temporaires chaque week-end. En 1978, son dernier fils était parti en stage dans un restaurant new-yorkais appartenant à des Bretons émigrés.

Cette entreprise n'a pas toujours été, au début tout au moins, bien comprise de la population locale mais la municipalité de Sizun a choisi également le tourisme. Station Verte postulante en 1970, elle a procédé à des aménagements touristiques importants (deux courts de tennis, une piscine chauffée, sentiers pédestres). Il lui reste en 1978 à agrandir et améliorer son petit terrain de camping municipal. Sizun constitue donc un pôle touristique vivant qui illustre bien cet aménagement touristique en profondeur, dû ici essentiellement à des initiatives locales.

IV - LA CORNOUAILLE

Ce nom, que les touristes connaissent depuis longtemps alors qu'ils ignorent celui de Léon grâce aux " guides du syndicat d'initiative de Cornouaille " et aux " Fêtes de Cornouaille " édités et célébrés dès avant la Seconde Guerre mondiale, désigne l'ensemble des terres qui dépendaient autrefois du vaste évêché de Quimper. Nous bornerons notre analyse à l'extrémité sud-occidentale de la Cornouaille correspondant aux régions de péninsules et de caps qui s'avancent profondément dans la mer, comprise entre la presqu'île de Crozon au nord et la baie de Concarneau à l'est.

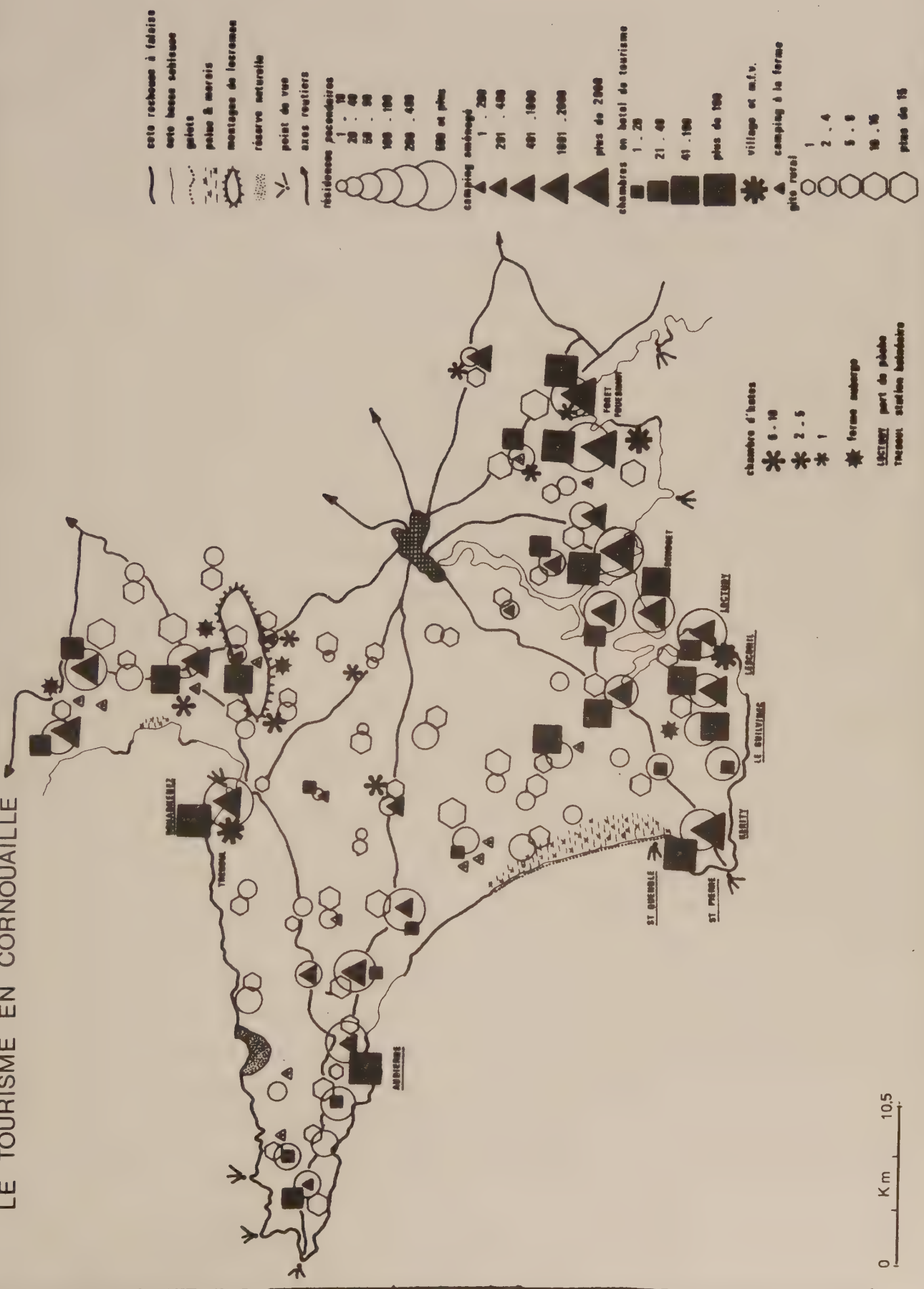
A - Des campagnes pénétrées par le tourisme

Nous avons souligné au livre IV, et nous ne reviendrons pas

sur ce point, à la fois l'originalité de cet espace rural du plateau sud-finistérien où se mêlent petites et moyennes villes, stations balnéaires et ports de pêche, villages et bourgs, au sein d'une nébuleuse bâtie extrêmement dense et l'ancienneté de la fonction touristique. L'opposition avec le Léon, maintes fois signalée au cours des analyses précédentes, mérite qu'on s'y attarde un peu dans la mesure où elle explique la place considérable occupée par le tourisme dans le sud du département. En 1969, selon l'enquête réalisée par la Chambre régionale de Commerce et d'Industrie, le Sud-Finistère représentait 62 % de la capacité d'hébergement du département et l'évolution au cours de la période 1970-1978 a encore accru cette part. Les raisons en sont multiples. La première qui vient à l'esprit est la supériorité climatique du sud sur le nord (30). Des précipitations moins abondantes qui n'atteignent pas 700 mm en bordure de mer, un nombre d'heures d'insolation et des températures estivales nettement plus élevés qu'au nord font de cette Cornouaille maritime un milieu nettement plus accueillant de juin à septembre que le Léon et offrant des conditions de navigation plus favorables à la plaisance. Malgré l'existence de terres plus pauvres, la végétation traduit ces meilleures conditions climatiques surtout dans les vallées et les secteurs abrités de la violence des vents de mer : des plantes méridionales comme les magnolias, les lauriers, les jasmins, les camélias, poussent en pleine terre et donnent aux paysages végétaux une plus grande valeur esthétique. La seconde est d'ordre humain. Tous les observateurs s'accordent depuis longtemps pour constater que le Cornouaillais est plus gai, plus riant, moins austère que le Léonard. La danse, le chant, les amusements, la richesse et la variété des costumes traduisent ces différences et expliquent aussi l'inégal développement touristique des deux régions bas-bretonnes. La fonction touristique occupe en Cornouaille maritime une place de tout premier ordre fondée essentiellement sur la résidence secondaire et le camping. Dans les cinquante-huit communes de notre aire d'étude, nous avons recensé, pour 1977, 32 200 places en camping aménagé, 8 997 résidences secondaires (statistique INSEE 1975) mais seulement 2 500 chambres en hôtels de tourisme. La période

FIG. 306

LE TOURISME EN CORNOUAILLE



récente a été marquée par une forte croissance du potentiel d'hébergement particulièrement en camping et en résidences secondaires. Entre 1970 et 1977, le nombre de places en camping est passé de 13 310 à 32 210 et celui des résidences secondaires de 5 278 en 1968 à 8 997 en 1975. En sept ans, le potentiel a été multiplié dans le premier cas par 2,42 et dans le second par 1,70 ce qui constitue un trait assez général de la façade atlantique où ces deux modes d'hébergement tendent à devenir exclusifs (31). Les équipements touristiques longtemps limités à de petites stations familiales ou plus " mondaines " comme Beg-Meil ou Bénodet (32) se sont diffusés dans l'espace rural-cornouaillais, d'abord dans les communes littorales, ensuite dans celles de l'intérieur qui étaient les mieux situées par rapport à la mer. Le camping présent seulement dans vingt communes en 1970 existait dans vingt-huit communes en 1977. En même temps, se répandaient des formes nouvelles d'hébergement et d'accueil comme les gîtes ruraux : 82 dans vingt-deux communes en 1969 contre 300 dans quarante-sept communes en 1977, le camping à la ferme, les fermes-auberges, les chambres d'hôtes. La carte élaborée pour 1977 montre une large pénétration de l'espace rural par le fait touristique mais celle-ci se fait différemment selon les sous-régions.

B - Les communes du cap Sizun

C'est là que la pénétration touristique a été la plus faible. Poullan-sur-Mer, Beuzec-cap Sizun, Clédén-cap Sizun n'ont qu'une faible capacité d'hébergement. Cette côte ne compte aucun terrain de camping et les gîtes ruraux s'y développent très lentement (huit en 1977 dans les trois communes). Par contre, les résidences secondaires y connaissent depuis 1968 une croissance plus forte que dans le reste de la Cornouaille passant de 62 à 190. La côte peu hospitalière formée de lourdes et hautes falaises granitiques, des conditions climatiques défavorables expliquent cette faiblesse. Les terrains de camping de petite taille ne se rencontrent que dans l'intérieur abrité à Pont-Croix ou Goulien. Celui de Pont-Croix (trois cents campeurs) a été réalisé par la commune. Ceux de

Goulien et de Cléden-Cap Sizun sont des créations récentes d'agriculteurs. Le plus ancien n'a été ouvert qu'en 1974 par un jeune agriculteur de vingt-sept ans qui exploite onze hectares en polyculture. Le camping sauvage est pratiquement absent. La croissance très forte du nombre de résidences secondaires est encore ici la conséquence de l'exode rural très vig. Les exploitations agricoles sont petites (sept hectares en moyenne) et aux mains d'agriculteurs âgés (33). Entre 1968 et 1975, la population du canton de Pont-Croix a diminué de 8 %. Cela libère d'autant plus de logements (630 en 1975 contre 459 en 1968) que le cap Sizun a été, et reste encore, une des régions les plus peuplées (122 habitants au km² en 1975) de Bretagne (34). Le Cap toutefois n'ignore pas le tourisme. Sa réserve ornithologique, sur la côte nord, attire chaque année vingt à trente mille personnes surtout étrangères. Les pointes de Brezellec, du Van et du Raz reçoivent chaque été des masses considérables de visiteurs, de l'ordre de 6 000 personnes par jour en août 1976 pour cette dernière, la plus fréquentée (35). C'est la seule à avoir suscité des équipements permanents avec sa galerie marchande, son musée, son " Relais de l'Atlantique " (neuf chambres), son bureau des guides, ses cafés et son parking payant. Au sud du loch, les falaises s'abaissent pour faire place à des dépôts sableux plus abondants. Les conditions climatiques y sont également meilleures et les petits ports de pêche créent un cadre touristique favorable. Les campagnes d'Audierne et de Plouhinec voient s'affirmer davantage le tourisme de séjour. Plouhinec est en pleine mutation. En 1968, cette commune ne comptait que quatre gîtes ruraux, cinq cents places de camping aménagé et cent vingt-neuf résidences secondaires. Dix ans plus tard, la capacité d'hébergement avait doublé (neuf cent soixante places de camping, trois cent treize résidences secondaires et huit gîtes ruraux). Les landes, âpres et dénudées, ne se prêtent qu'à un tourisme de passage, contemplateur de la nature mais non pas au séjour. Il en a été de même, jusqu'à une date récente, pour la baie d'Audierne mais l'action de quelques personnes déterminées en a modifié les traits touristiques.

C - L'insertion du tourisme dans le pays nord-Bigouden

Nul pays en Bretagne n'a suscité autant de recherches que ce pays bigouden bien circonscrit entre Plozévet à l'ouest et l'Odé à l'est (36), en raison de sa profonde originalité. Le sud, qui constitue le cap Caval, connaît une vie touristique intense et ancienne de Penmarc'h à l'île Tudy, que renforce encore le pont construit sur l'Odé. La partie nord s'ouvrant sur la baie d'Audierne est apparue pendant longtemps comme une sorte de bout du monde ignoré des touristes et coincé entre la pointe du Raz et celle de Penmarc'h. Au début du XXème siècle, la baie était encore considérée comme sauvage et les déplacements y étaient difficiles. ARDOUIN-DUMAZET pouvait écrire dans son édition de 1909 du " Voyage en Bretagne " : " Longue, pénible et fastidieuse course pendant une grande partie du trajet. Jusqu'aux abords de Plovan, ce ne sont que des dunes où la marche est fatigante... A une faible distance du rivage, des métairies isolées, de misérables hameaux annoncent la vie ". Les touristes étaient rares avant la Deuxième Guerre mondiale, à l'exception des " artistes et archéologues " qui se rendaient en Plouhinec. P.J. HELIAS (37) a décrit les premiers de ces touristes, quand on ne savait pas encore très bien ce qu'était un hôtel pour l'été. Il s'agissait pour la plupart d'enfants du pays employés dans les villes et qui venaient respirer l'air natal. Ces premiers vacanciers, en canotiers et chapeaux-cloches, qui parquent l'été dans les rues du bourg, lui apparaissent alors comme des " déguisés ". Les premiers bains de mer se prirent à Penhors, rare endroit de la côte où une route aboutissait à une cale, à usage agricole, pour les charrettes allant chercher du sable coquillier. Malgré l'existence de dix kilomètres de plages de sable fin, la pénétration touristique a longtemps été contrariée par les conditions climatiques : houle permanente, mer dangereuse, vent trop fort (38) et l'exposition de la baie à l'Ouest. Au sud de Pors Poulhan en Plozévet s'intercale entre les champs et la mer, et en arrière du cordon littoral de galets, la zone basse des " palues " impropre à la vie balnéaire où seuls les étangs très asséchés en été

attirent les pêcheurs d'anguilles. Les bourgs sont d'autant plus restés étrangers à la vie balnéaire qu'ils se trouvent égrénés, à près de quatre kilomètres à l'intérieur, le long du contact entre le plateau et le bas-pays. Jusqu'en 1960, la vie touristique est quasiment nulle en dehors du bourg de Plozévet traversé par la route qui conduit de Quimper à la pointe du Raz. Les touristes qui la fréquentent s'arrêtent sur la place du bourg, photographient l'église, consomment dans les cafés qui se sont adaptés à ces flux saisonniers. Le café-crêperie " Ti-Koz " s'est habillé de façon néo-rustique et celui du " Vaisseau des Droits de l'Homme " a enjolivé son intérieur avec des coquillages, des crustacés et des filets de pêche. Ces deux hôtels restaurants (vingt-quatre chambres) dont un seul classé Tourisme refusent le soir, en été, des clients mais sont pratiquement vides dès septembre. Des initiatives individuelles amenèrent à partir de 1960 des changements considérables et conduisirent à une diffusion du tourisme dans les autres communes rurales bigoudennes (39).

La première initiative a vu le jour en 1961 dans la commune de Landudec (1265 habitants en 1962) située en arrière de Pouldreuzic et l'une des plus " arriérées " du pays bigouden. M^r. JEGOU né en 1931, marié en 1956, a succédé en 1961 à ses parents sur une ferme de vingt-sept hectares, ses deux autres frères ayant quitté la terre. Il exploite également une seconde ferme de vingt-cinq hectares distante de la première de 55 km et dont les terres sont entièrement en maïs. En 1961, il était secondé par son père et par deux ouvriers. La ferme est orientée vers l'élevage laitier et porcin. L'exploitation comptait à cette date dix-huit laitières bretonnes pie noire dont le lait transformé en beurre était livré au marché de Douarnenez, deux fois par semaine, et cinq cents porcs. Cette exploitation est originale pour deux raisons : l'existence d'un bois de six hectares et la présence sur la ferme d'une petite scierie d'une part, l'introduction vers 1955-56 de la culture du camélia d'autre part (dix mille plants par an commercialisés par " L'Ami des Jardins " et par la SICA de Saint-Pol-de-Léon). Cette ferme de Keridreuff est située à la sortie du bourg, en bordure de l'axe routier qui conduit de

Quimper à la pointe du Raz. De nombreux campeurs faisaient halte à l'orée du bois de l'exploitation, sollicitaient l'autorisation de camper. C'est pourquoi Mr. JEGOU entreprit en novembre 1961 les démarches en vue de l'aménagement d'un terrain de camping. En mars 1962, il démarrait la construction d'un bloc sanitaire pour cent campeurs, sans aide financière, suivant les normes des terrains classés deux étoiles. Les campeurs sont installés dans un pré-verger à la lisière du bois qui leur sert de zone de promenade. L'ouverture du camping eut lieu le 8 juillet 1962. Ayant eu connaissance des gîtes créés à Lababan en Pouldreuzic, il aménagea deux gîtes ruraux en 1966 et 1967, le premier dans un vieux bâtiment servant de remise à pommes de terre et le second dans un ancien fournil. En 1968, il décidait d'agrandir le terrain de camping et le bloc sanitaire, la fréquentation augmentant régulièrement. La capacité est portée à quatre cents campeurs en 1969. En même temps, il montait une salle de jeux et une salle de télévision. En 1970, il construisait un pavillon d'accueil et de vente des produits de la ferme à l'entrée du camp avec, à l'étage, un logement destiné au gardien. En 1973, il construisait deux bungalows en bois de deux pièces chacun et, l'année suivante, en portait le nombre à dix. Mr. JEGOU, qui est aussi conseiller municipal, ne néglige pas pour autant son exploitation agricole qu'il fait évoluer. En 1969, il louait six hectares supplémentaires qu'il affectait au maïs-grain et entreprit de remplacer ses Bretonnes pie-noire par des Frisonnes. La coïncidence des gros travaux agricoles avec la saison touristique l'a conduit à abandonner les trois hectares d'haricots verts " mange-tout " qui se récoltaient en août (on comptait alors soixante cueilleurs sur l'exploitation). Dans l'avenir, JEGOU pense développer encore ses équipements touristiques (creusement d'un plan d'eau) mais envisage aussi de mettre toutes ses terres en maïs-grain et de ne plus produire que du porc. Son initiative a été peu imitée mais a contribué au développement du commerce à Landudec qui s'est davantage ouvert au tourisme (deux gîtes ruraux et quelques locations meublées en 1977). Les autres campings à la ferme du pays bigouden, à Pouldreuzic notamment, sont restés plus traditionnels. L'effet d'entraînement a, par contre, été beaucoup plus grand avec les

gîtes ruraux créés par Mme ANSQUER à Lababan en Pouldreuzic.

Madame ANSQUER, Responsable de vulgarisation agricole, prit conscience en 1963 que son exploitation de cinq hectares n'était plus compétitive dans le cadre du Marché Commun. Elle participa à des Journées consacrées au tourisme rural (animées par H. de FARCY) et entendit parler des gîtes ruraux. Elle rendit compte de ces journées sur le plan cantonal : peu de réactions et d'écho ; le milieu n'était pas encore préparé. Elle décida de se lancer seule dans ce qui apparaissait alors comme une aventure malgré les réticences de son mari, l'hostilité du village très conservateur et l'incompréhension du Crédit Agricole qui participa néanmoins au financement (prêt à 3 % pour 70 % du devis couvrant quatre gîtes). Le Génie rural ne semblait pas au courant mais accepta de faire les plans des gîtes (reconversion de poulaillers de six cents pondeuses, construits en 1959). Tout a été modifié sauf le toit, climatisé pour la ponte des oeufs, et nécessité de gros travaux de terrassement et d'embellissement.

Les premiers estivants sont accueillis en août 1965. En 1966, les gîtes firent le plein. Devant le succès, Mme ANSQUER en construisit deux autres en 1967-68. A la Pentecôte, tous les gîtes sont loués pour une clientèle d'habitues. La période de location débute à Pâques et, en été, s'étend du 15 juin à la mi-septembre. Pour améliorer la période de location, le chauffage central électrique (un compteur par gîte avec paiement individuel) est monté grâce à l'aide de l'E.D.F. (expérience-pilote en Finistère).

A partir de 1970, Mme ANSQUER commença à songer aux chambres d'hôtes après avoir loué une de ses chambres pendant seize jours, par manque de place dans les gîtes. En octobre 1972, elle participa à un Congrès sur le tourisme rural en Irlande, déléguée par le Conseil Général du Finistère, et s'en trouva renforcée dans ses convictions. Elle espérait bénéficier des nouveaux flux touristiques des Britanniques consécutifs à l'aménagement du port de Roscoff. Elle avait déjà pris des contacts avec une agence anglaise en 1971 pour louer en juin et septembre et avec des Allemands : le Bourgmestre de Trêves avait été reçu en 1973. Ces contacts se multiplièrent.

Elle commença la construction de onze chambres d'hôtes en 1973 (prêts du Crédit Hôtelier) transformées en hôtel en 1976 et y servit des repas uniquement en demi-pension (table d'hôtes). De mai à septembre, ces équipements servent à l'accueil des touristes. En septembre, toutes les chambres sont encore occupées généralement par des étrangers (Autrichiens, Suisses, Belges, Allemands). Hors-saison, c'est un lieu de rencontres où l'on tient réunions, séminaires, colloques...

La matérialisation du succès se traduit par l'abandon de l'ancienne ferme au profit d'une maison neuve en 1968. Son expérience, connue, servit d'exemple pour d'autres réalisations et l'on peut dire que Mme ANSQUER fut à l'origine de la diffusion des gîtes, non seulement dans le pays bigouden mais aussi dans toute la Cornouaille. Les réalisations de Lababan sont connues par la télévision (trois émissions entre 1968 et 1971), par les visites (élèves des Instituts agricoles, adhérents des centres de vulgarisation agricole), par le rôle personnel de Mme ANSQUER (en 1964, une agricultrice de Tréogat vint voir son mari pour lui acheter des parpaings en vue de construire des poulaillers : elle fit en fait six gîtes !). Mme ANSQUER devint une personnalité du tourisme rural finistérien et une des chevilles ouvrières du CEDTMR. En 1973, elle quittait ce dernier pour fonder avec Marcel LEON et M. JEGOU " l'Association bretonne de vulgarisation et de commercialisation du tourisme en milieu rural ", et rejoignait la Chambre de Commerce.

Grâce au développement des gîtes, la population de Lababan double en été (treize gîtes mais plus de vingt locations meublées). Le 28 août 1970, un dénombrement donnait encore quatre vingt sept estivants dans le village. Au total, c'est plus de cent personnes qui résident à Lababan en haute saison. Pour ces estivants, une animation particulière est souvent organisée par les habitants (soirées avec bigoudennes en coiffe, exposition des costumes bigoudens, contes et légendes racontées par P.J. HELIAS). En même temps, les mentalités progressivement évoluaient : le vacancier n'est plus considéré comme un " Parisien " ou un " étranger " que l'on montre du doigt mais comme un hôte. Dans les premiers temps du tourisme, les prix connaissaient une augmentation systématique

avec l'arrivée des " baigneurs ". Ces variations cycliques ne sont plus de mise aujourd'hui. L'aspect extérieur du village s'est trouvé embelli par le soin apporté à la qualité de l'accueil et à l'environnement (fleurs) alors que l'habitat ancien se rénouvait. Les vieilles maisons, biens de famille en voie de dégradation, ont été transformées en gîtes comme cet ancien cabaret construit en 1783. Plus même, des constructions neuves ont poussé donnant à la terre une grande valeur. Tout a commencé avec la décision de vacanciers du Nord et de la région parisienne, venus dans les gîtes, de faire construire à Lababan leurs résidences secondaires. Les agriculteurs, peu nombreux dans le village, tirent par la vente directe des revenus complémentaires. Il s'agit de petits exploitants âgés, n'ayant pas eux-mêmes créé de gîtes mais qui commercialisent des légumes frais, du lait... Cette activité intéressante (2 000 F de revenus pour un exploitant lors de la saison 1971) n'a cependant pas entraîné de modifications dans le calendrier agricole. On commercialise essentiellement les surplus.

Les conséquences de l'implantation des gîtes ruraux à Lababan se poursuivent aussi d'une manière originale, en dehors du seul cadre villageois. Les estivants vont au bourg de Pouldreuzic et jusqu'à Plozévet, faisant vivre les commerces, participant au pardon de Notre-Dame de Penhors. Madame ANSQUER a meublé ses gîtes, ses chambres d'hôtes et sa propre habitation en meubles de style bigouden. Les repas sont servis dans la faïence de Quimper. Son complexe touristique devient une vitrine des activités artisanales bigoudennes. Les vacanciers sont séduits et commandent des meubles. Cela a relancé la fabrication du mobilier de style breton. La maison " Le Gall " à Landudec emploie une vingtaine d'ouvriers et livre dans toute la France et à l'étranger.

Dans les quatre communes de Plozévet, Pouldreuzic, Treogat et Plovan, le nombre de gîtes ruraux est passé de 21 en 1969 à 41 en 1978 et celui des résidences secondaires de 168 en 1968 à 435 en 1975. Les maisons en ruines des petits exploitants qui faisaient autrefois, dans des conditions très dures, l'élevage des porcs, cultivaient des céréales, des pommes de terre et des légumes dans leurs " méjous " et des journaliers commencent à se faire rares (40). Certains bourgs

longtemps minuscules comme ceux de Plovan et de Tréogat s'etoffent. Des petits lotissements naissent au carrefour des routes, freinant le mitage de l'espace rural bigouden. La mer semble ne plus effrayer. La plage de Penhors accueille plus de mille baigneurs les dimanches d'été mais ses seuls équipements sont un hôtel-restaurant et un café. L'insertion du tourisme ne crée ni ville ni station et se marque dans le paysage surtout par la prolifération de l'habitat d'autant plus spectaculaire qu'elle reste très dispersée alors que le camping, trop soumis aux variations climatiques, ne fait guère recette. Seuls, à l'abri de quelques grosses exploitations, se nichent quelques petits campings à la ferme. Trois exploitants de Pouldreuzic qui ne sont éloignés de la mer que de deux km en ont ouvert un. L'un possédait déjà trois gîtes. Ils sont âgés de quarante à cinquante-cinq ans et exploitent en faire valoir direct quinze à vingt hectares. Leurs parcelles, entourées de cyprès et d'ormes, accueillent chaque été une clientèle d'habitues. Le pays rural nord-bigouden s'est transformé en pays d'accueil et s'est différencié du cap Caval car il n'attire pas les mêmes estivants et ne présentent pas les mêmes équipements. Le développement touristique est l'oeuvre des ruraux et des agriculteurs dont le dynamisme, aussi grand que celui de leurs collègues restés strictement dans l'agriculture et qui se sont lancés dans l'élevage porcin en grand, a créé un tourisme à la tyrolienne, attirant surtout des cadres supérieurs riches et cultivés, des membres des professions libérales et de nombreux étrangers. Ce sont eux qui autorisent l'allongement de la saison en dépit de conditions physiques pas toujours favorables.

D - Le développement touristique de Porzay et de la montagne de Locronan

Le petit bassin du Porzay, séparé du bassin de Chateaulin par les crêtes de grès armoricain du Menez Hom et la montagne granitique de Locronan, terminaison occidentale des Montagnes Noires,

s'ouvre également sur l'océan par la baie de Douarnenez. L'insertion du tourisme y est beaucoup plus ancienne que dans la baie d'Audierne. DUBOUCHET signale que, dès la fin du XIX^{ème} siècle (41), les touristes et les artistes qui venaient à Douarnenez " se fixaient parfois dans les communes de Locronan, Sainte-Anne, Plonévez-Porzay, Saint-Nic ". Les pêcheurs au saumon attirés par l'Aulne toute proche y venaient également avant la guerre. Il faut y ajouter l'impact considérable créé par les pardons et pèlerinages de Locronan et de Sainte-Anne la Palud, décrits par A. LE BRAZ, et qui se déroulent en juillet et en août. Le pardon de Sainte-Anne la Palud durait huit jours, du commencement de la semaine précédant le dernier dimanche d'août jusqu'au mardi de celle qui suit, et constituait une fête gigantesque. On y venait à pied, pour la plus grande joie des touristes, de Douarnenez mais aussi de Quimper, de Crozon et même du Léon (42). La grande Troménie de Locronan n'a lieu que tous les sept ans le deuxième dimanche de juillet et suit autour de la montagne un itinéraire de dix km en souvenir de Saint-Ronan. En dehors de Crozon-Morgat et de Tréboul, les deux seules grandes stations balnéaires de la baie de Douarnenez, le tourisme n'a cependant jamais animé que des petits centres familiaux tels Pentrez et Sainte-Anne. Les grandes plages du fond de la baie sont utilisées pour le char à voile et le camping sauvage est important sur les dunes. Dans l'intérieur, seul Locronan (685 habitants) qui possède un syndicat d'initiative a su tirer partie de ses anciennes maisons de granite sombre, de son église du XV^{ème} aussi vaste qu'une cathédrale, de sa place Renaissance, témoins d'une splendeur passée liée au tissage des toiles. Elle abrite des artisans d'art, de bois.. Avec quelques meublés, sa cinquantaine de résidences secondaires, son camping municipal de 80 places, ses trois hôtels dont deux classés, Locronan constitue un petit pôle de tourisme intérieur. A la suite d'une pression touristique très forte et de conditions climatiques meilleures que dans la baie d'Audierne, les agriculteurs du Porzay ont été parmi les premiers du Finistère à se tourner vers le camping à la ferme, notamment ceux de Plomodiern.

Depuis les premières réalisations de 1959 pour les gîtes et de 1966 pour le camping à la ferme (signalées au livre IV), réalisées à Plomodiern dans un contexte de méfiance et d'incrédulité, les choses ont bien changé, Plomodiern (1 922 habitants) ne compte pas moins de trente-deux gîtes en 1978 et de nombreux agriculteurs accueillent des campeurs sur leurs terres. Les grandes fermes du Porzay avec leurs maisons à étage se prêtent bien à l'aménagement de gîtes. Le nombre de résidences secondaires est passé de 43 à 203 entre 1968 et 1975. L'intensification agricole du Porzay fondée sur l'élevage de pointe des laitières frisonnes, l'élevage des porcs et des poules pondeuses n'a pas gêné jusqu'ici la pénétration touristique. Les deux activités coexistent sans problème majeur, tout en suscitant parfois, comme nous le montre l'exemple de Mr. BLOUET à Plonévez-Porzay, quelques ajustements (43). Ce dernier exploite depuis 1969 une ferme de dix-neuf hectares héritée de ses parents. En 1972, sous l'influence de sa femme, il aménage trois gîtes ruraux dans un ancien germoir à pommes de terre qui ne servait qu'à mettre des outils depuis l'abandon de cette spéculation en 1965. Il poursuit l'orientation prise par ses parents depuis 1960 dans l'élevage des Frisonnes et ses vingt-cinq laitières sont inscrites au " Herd-book ". En 1965, il développe son élevage de porcs et de poules pondeuses. Toutefois, à partir de 1972, la nécessité de se spécialiser davantage encore sur une ou deux productions et le choix fait en faveur du tourisme le conduisent à abandonner l'élevage des porcs et à tourner ses efforts sur l'aviculture hors-sol (8 000 pondeuses). Il commercialise lui-même ses oeufs chez les pâtisseries de Locronan qui fabriquent des gâteaux bretons très vendus en été. Un quatrième gîte est en projet dans un grenier. Ses terres sont largement consacrées à la culture de l'herbe qui pousse bien en raison de l'absence d'hiver. Le développement de la deshydratation sous l'action des coopératives remplace ou limite l'ensilage qui entraînait des nuisances, ce qui est un élément favorable au développement du tourisme.

Une des originalités du Porzay tient à la création par des agriculteurs de fermes-auberges : trois des onze fermes-auberges de l'Ouest s'y trouvent. C'est un autre agriculteur dynamique André le CORRE,

Président du CETA du bassin de Chateaulin, qui est à l'origine de la première ferme-auberge de l'Ouest à Plonévez-Porzay. Les LE CORRE s'installent en 1953 dans une exploitation de 41 hectares dont 30 de surface agricole utile et comprenant un manoir du XVIIème siècle en très mauvais état. Très vite, ils constituent un CETA et s'emploient à faire évoluer leur exploitation vers l'intensification bovine et porcine. Ils abandonnent la culture des pommes de terre de semence et du blé pour se tourner vers le pois de conserve, les céréales secondaires et le maïs. Les LE CORRE étaient préoccupés de leur logement. Le manoir, dont une aile avait été aménagée et consolidée, continuait à se dégrader surtout après les intempéries de 1962. Un choix, retardé depuis plusieurs années, devenait inévitable : fallait-il, comme nombre de personnes les y poussaient, construire une maison neuve et abandonner le manoir inscrit à l'inventaire des Monuments historiques en 1930 ou bien restaurer ce manoir achevé en 1642 par la famille de MOELLIEN et abandonné à des fermiers depuis la Révolution ? Et dans ce dernier cas, comment faire pour trouver le financement et comment rentabiliser une telle opération ? Finalement, la deuxième solution l'emporta, non sans difficulté pour trouver des sources de financement (prêts du Crédit Agricole et de la Caisse de Bretagne). En 1964, la restauration est achevée, ce qui suscite de nombreux reportages de la presse locale, de la radio et de la télévision régionale. Le 26 avril 1965, la Commission régionale du Concours des " chefs-d'oeuvre en péril " classait au 1er rang pour l'Ouest la restauration du manoir de Moellien. Les LE CORRE ont alors l'idée de la mise en valeur touristique du cadre de Moellien. Ils écartent les gîtes ruraux et les meublés et décident au milieu de l'été 1965 d'ouvrir une crêperie. C'est le succès, dû à la fois au cadre architectural et à l'excellente situation géographique qui place le manoir à dix kilomètres de Douarnenez, à vingt kilomètres de Quimper et à une demi-heure de voiture des plages fréquentées de la baie de Douarnenez. La crêperie n'avait qu'une vie saisonnière et de nombreux clients sollicitaient les LE CORRE pour un mariage, un repas de famille, un banquet. Ils décidèrent, après avoir engagé un chef cuisinier, d'ouvrir un restaurant en 1968. Pour faire face à la double activité agricole et touristique, Mr. LE CORRE comme Mr. JEGOU

a dû modifier son système de culture. Il a abandonné les laitières, a supprimé les cultures de légumes de conserve (pois et haricots) et a entrepris de développer la culture de l'herbe et du maïs, ensilés après le départ des touristes et consommés l'hiver par des bovins à viande qui ont remplacé les porcs. Il a par contre introduit l'élevage du mouton et relancé la production du cidre pour la crêperie et celle de quelques légumes frais. Il a suivi la même évolution que les agriculteurs de pointe du Finistère qui se sont lancés dans le tourisme rural, rejoignant l'Association bretonne de vulgarisation et de commercialisation du tourisme en milieu rural. Il bénéficie aussi de la publicité des guides Michelin et Kléber et vise surtout une clientèle à revenus élevés, ce qui n'est pas le cas de la ferme-auberge de Leurbiriou en Plogonnec, sur le versant sud de la montagne de Locronan.

Mr. LE GALL est un jeune agriculteur, né à Plomodiern en 1940 et ancien responsable syndical. En 1959, il reprit la ferme familiale de 20 hectares en S.A.U. et se maria en 1961. Il entreprit de spécialiser cette ferme polycole dans l'élevage laitier des Frisonnes et dans celui des taurillons. En contre-partie, il abandonna la culture de la pomme de terre et l'élevage des porcs. Son évolution fut bloquée vers 1967-68 par l'impossibilité qu'il rencontra à s'agrandir. Il songea alors au tourisme. Depuis 1962, il avait aménagé en location meublée de vacances, une ancienne maison d'ouvrier agricole construite par ses grands-parents et libérée lors du décès de sa grand-mère. Conseillé par sa femme, qui n'était pas d'origine agricole et avait travaillé dans la restauration, il décidait de créer une Auberge à la ferme. Le Crédit Hôtelier lui refusa un prêt pour manque d'expérience et le Crédit Agricole ne l'accorda qu'à condition de présenter un devis pour quatre gîtes. Malgré ces difficultés, A. LE GALL transformait une étable et une porcherie en salle de restaurant et en bar (licence de boisson obtenue en 1970). Le premier repas fut servi en juin 1971. L'année suivante, il aménageait quatre chambres d'hôtes. Pour faire face à la " bousculade de l'été " et assurer un fond de clientèle à son auberge à la ferme, il loue pour des estivants quelques chambres supplémentaires chez l'habitant ce qui lui assure vingt-cinq pensionnaires. En 1974, il installait le chauffage dans les chambres afin de pouvoir louer à une clientèle de passage

hors-saison selon le système de la soirée-étape (une nuit, un repas du soir, un petit déjeuner). Il ne fait pas de publicité particulière en dehors de celle du Syndicat d'Initiative de Locronan et de l'Association bretonne des fermes-auberges. Pendant l'été, il reçoit surtout les estivants de la côte. Hors-saison, il n'est ouvert qu'en week-end et sur rendez-vous mais sa clientèle est alors composée de citadins de Douarnenez, de Quimper et des ruraux n'habitant pas Plogonnec car ces derniers, après un premier moment de curiosité, ne viennent guère.

L'insertion de cette branche touristique dans l'exploitation n'a pas été sans répercussion sur la vie agricole. Pendant deux ans, l'élevage laitier et la gestion de l'auberge furent menés de pair mais un choix s'imposa. Les vaches furent vendues en 1973. A. LE GALL ne produit plus que des taurillons. Les pointes de travaux agricoles se situent avant et après la saison touristique, au moment des semis de maïs, des foins et de l'ensilage. Pour un certain nombre de travaux, A. LE GALL fait appel à des entreprises mais il n'envisage pas une reconversion totale dans le tourisme car il veut conserver un cadre de vie agricole. Cette complémentarité le conduit à des investissements " en tiroir " privilégiant, par année, à tour de rôle, chacune des deux branches, ce qui freine le développement du volet touristique de l'exploitation. La construction de bungalows a ainsi été plusieurs fois repoussée.

E - Le tourisme dans le Pays de Fouesnant

De l'Odet à Concarneau s'étend un pays dont Fouesnant est le centre et qui offre les meilleures conditions de toute la Cornouaille à la vie touristique. Les landes rases de l'Ouest font place dans ces campagnes abritées à une abondante végétation où l'arbre occupe une grande place. Les bois de pins, les parcs allant jusqu'à la mer, les haies plantureuses entourant des vergers de pommiers à cidre font des campagnes fouesnantaises un " vrai paradis de verdure " (A. Guilcher). Le littoral et la mer sont aussi beaucoup plus accueillants que ceux

situés plus à l'Ouest. Des flèches sableuses comme celle de Moustierlin, des falaises basses qui ne gênent pas l'accès à la mer, de grandes plages de sable comme celles du Cap Coz au fond de la baie de la Forêt, une mer souvent calme et de grands plans d'eau abrités qui favorisent le nautisme expliquent le développement ancien de stations comme Bénodet et l'existence de grands hôtels comme le Manoir du Stang en la Forêt-Fouesnant.

L'insertion du tourisme commencée dès la fin du XIX^{ème} siècle s'y est faite progressivement par des constructions guidées par la voirie rurale ou dispersées, expliquant l'inorganisation apparente de certains quartiers de Bénodet. La lenteur du développement touristique (Beg Meil ne possède de l'eau courante que depuis 1955) de cette portion du littoral est en partie liée à son isolement qui le met à l'écart des grands flux conduisant à la pointe du Raz, à Penmarc'h et aux grandes îles. Mais elle s'explique aussi par le fait que le pays de Fouesnant est une authentique campagne dont la richesse presque légendaire repose sur des sols fertiles et que ces communes rurales se préoccupaient surtout des questions agricoles. La pression touristique y est toutefois de plus en plus forte. En ne considérant que les trois communes de Bénodet, Fouesnant et la Forêt-Fouesnant, le nombre de places dans les terrains de camping aménagé est passé de moins de 7 000 en 1969 à plus de 15 000 en 1978 et celui des résidences secondaires de 1 600 en 1968 à 2 350 en 1975. Cette pression touristique considérable qui multiplie la population par dix en été entraîne un déficit en eau qui gêne l'agriculture. La survie de cette dernière passe par la réservation de terres agricoles mais les essais de POS sur cette façade atlantique où les habitudes de construire en habitat dispersé sont profondément ancrées n'ont guère été concluants. Les agriculteurs eux-mêmes, surtout parmi les plus âgés et parmi ceux dont les exploitations sont les plus proches de la mer, ont demandé à ce que toutes les parcelles soient constructibles, appuyés en cela par les entrepreneurs qui ne vivent que par le tourisme. Le développement touristique qui s'est intensifié depuis une dizaine d'années s'y fait sans plan d'ensemble et s'insère dans une agriculture en pleine décadence.

Les vergers ont été transformés en terrains de camping et, sur le reste des terres, on fait de l'herbe et un peu d'élevage en attendant de vendre, au gré des circonstances, quelques parcelles. Cette économie de paresse n'a pas conduit les agriculteurs fouesnantais à mettre en place, comme ceux du Léon, du Porzay ou du pays bigouden, d'importants complexes touristiques à la ferme. Le stade des campings à la ferme et des gîtes ruraux n'a guère été dépassé, même chez ceux qui sur le plan agricole sont restés plus dynamiques. Par contre, les municipalités comme La Forêt-Fouesnant participent à la réalisation d'un port de plaisance et d'un lotissement sur des terrains conquis sur des vasières, qui suscitent beaucoup d'oppositions. Les communes qui n'ont pas de façade sur la mer s'équipent également pour l'accueil des touristes. En arrière de Bénodet, Gouesnach qui bénéficie de la proximité de Quimper a aménagé en bordure de l'Odet une plage artificielle et un petit quai (44). Le littoral étant de plus en plus saturé de terrains de camping, sans compter le camping sauvage, l'on assiste depuis plusieurs années à la réalisation de camps de grande capacité et de centres de vacances à une dizaine de kilomètres de la mer, amorce d'un véritable aménagement en profondeur comme le montre l'exemple de la commune de Saint-Yvi (1 493 habitants en 1975) (45). Jusqu'en 1968, Saint-Yvi traversé par la N 165 joignant Rosporden à Quimper était essentiellement une commune agricole ignorant le tourisme : pas de gîte rural, pas d'hôtel, pas de camping et seulement six résidences secondaires. Son maire, agriculteur, conseiller général du canton de Rosporden, allait la transformer.

En 1967, la commune acheta aux héritiers de la famille de KERVENOAEL jusqu'alors propriétaires des 129 hectares du bois de Pleuven, 77 hectares de bois taillis. Pour faire face à cette dépense, le Conseil municipal décida d'aménager un terrain de camping-caravaning et de revendre 9 hectares à la Direction des services postaux de Rennes et au Comité des oeuvres sociales des P.T.T. En 1970, 8 hectares furent également revendus à la Caisse primaire d'Assurance maladie du Finistère qui y implanta une maison de convalescence. En 1970 et 1972, 25 hectares furent également cédés à des sociétés immobilières de Pont-l'Abbé et

de Quimper pour y construire un " hameau résidentiel ". Sur les 35 hectares de bois restés propriété communale, le camping forestier de Saint-Yvi est aménagé utilisant une surface effective de 5 hectares. En 1968, une centaine d'emplacements en alvéoles, séparés par des bouquets d'arbres, furent réalisés. En 1970, vinrent s'y ajouter transformant le Bois de Pleuven en complexe touristique, une piscine de plein air chauffée avec trois bassins, une aire de jeux avec tennis, volley-ball, manèges pour enfants, le tout suivi en 1971 d'un " parking ". Des agrandissements successifs et des améliorations faisaient passer le terrain communal de Saint-Yvi dans la catégorie trois étoiles avec une capacité d'accueil de 800 campeurs en 1978. Pour améliorer la desserte commerciale du complexe touristique situé à 3 km au sud du bourg, Saint-Yvi a vendu 2 000 m² à une société commerciale pour l'installation d'une " supérette ". Toutes ces dépenses représentent pour la commune de Saint-Yvi un investissement de l'ordre de trois millions de F. La municipalité prévoyant un centre équestre a acheté une ancienne petite exploitation agricole de trois hectares avec terrains et bâtiments. Elle envisage le rachat du reste du bois (19 hectares appartenant encore aux héritiers DE KERVENOEL) dans le but d'y construire des gîtes communaux et un village de vacances. Pour protéger l'environnement du complexe touristique, la municipalité avait décidé en janvier 1972 la création d'une zone d'aménagement différé (Z.A.D.) de 250 hectares, formant une sorte d'anneau autour du bois de Pleuven.

Le complexe touristique du bois de Pleuven s'étoffait par l'aménagement, au lieu du centre aéré prévu, du camping PTT de Koat Mor classé deux étoiles et pouvant accueillir cent campeurs. En 1971, le Comité des oeuvres sociales des PTT implantait un centre de colonies de vacances réservé aux enfants du personnel des PTT âgés de six à quatorze ans (150 places). Ces derniers bénéficient des installations du cercle nautique de Kerleven en La Forêt-Fouesnant, propriété de l'A.S. PTT de Quimper.

La réalisation du complexe touristique du Bois de Pleuven ne s'est pas accompagné d'un fort développement des initiatives individuelles. L'affirmation la plus spectaculaire de la nouvelle fonction

touristique a été la forte croissance du nombre de résidences secondaires passant de six en 1968 à 41 en 1975. Les trois-quarts des résidences secondaires se trouvent au sud de la N 165 et particulièrement à proximité du bois de Pleuven. 68 % des résidences secondaires sont des constructions neuves qui appartiennent pour 48 % d'entre elles à des Finistériens. Les meublés sont peu nombreux. La mairie, faisant office de Syndicat d'initiative, en propose chaque année une vingtaine, dont la moitié dans le bourg, constituée surtout de logements libérés par le propre départ en vacances des occupants. Les gîtes ruraux sont rares : deux seulement, créés en 1970, appartenant au même propriétaire. Ce dernier est un agriculteur dont l'exploitation est tournée vers l'élevage laitier et porcin. Il a par ce moyen rénové un ancien bâtiment d'habitation qui se trouvait sur sa ferme de 42 hectares. En moins de dix ans, Saint-Yvi a vu se former sur son territoire, à une dizaine de kilomètres de la mer, un complexe touristique constituant un point d'ancrage de l'aménagement en profondeur mais dû uniquement aux initiatives communales. Grâce à cela, la population de cette commune rurale double en été (1350 estivants). 35 % des vacanciers sont des étrangers. L'analyse de la structure socio-professionnelle menée de 1972 à 1975, par dépouillement du registre d'arrivées des campeurs, montre que le complexe touristique attire surtout des estivants appartenant à des catégories sociales élevées. Les cadres supérieurs, les professions libérales, les patrons de l'industrie et du commerce représentent 57 % des campeurs étrangers et 31 % des campeurs français, alors que les cadres moyens n'en représentant respectivement que 17 % et 27 % et le groupe des employés et ouvriers 15 et 18 %. Cette composition, très stable au cours des quatre années étudiées, est un des éléments qui tendent à différencier, au niveau du camping tout au moins, le liseré maritime de la bande sublittorale où se créent de plus en plus, comme à Epiniac (Ille-et-Vilaine) et Saint-Julien-des-Landes (Vendée) des complexes touristiques qui compensent, par la qualité de leurs équipements, leur éloignement relatif de la mer. Le point faible réside en l'absence d'hôtel. Celui qui existait, non classé, a abandonné la location de ses chambres et s'est spécialisé dans la restauration. C'est ce qui empêche le classement de Saint-Yvi en Station Verte de Vacances.

V - LE VANNETAIS

Le littoral qui s'étend de la rivière d'Etel à celle de Pénerf est le poumon touristique du Morbihan et l'un des points forts de la vie balnéaire atlantique. L'originalité de ce secteur tient au fait que la pénétration du tourisme dans la bande sub-littorale est aussi ancienne que la pratique des bains de mer, en raison de la très forte densité de monuments mégalithiques et du centre de pèlerinage de Sainte-Anne d'Auray, et que l'activité essentielle de la région en dehors du tourisme n'est plus l'agriculture comme dans le Léon ou la pêche en Cornouaille mais l'ostréiculture.

A - Un inégal développement touristique

Dans un quadrilatère de 50 km sur 20 km, la capacité d'hébergement est considérable, faisant de ces pays morbihannais de la presque île de Quiberon et du golfe du Morbihan la première région touristique bretonne. Nous avons là 38 000 places de camping et près de 13 000 résidences secondaires mais les hébergements collectifs sont peu développés. Toutefois, la croissance du nombre de places en camping et en résidences secondaires a été plus faible qu'en Cornouaille. Entre 1970 et 1977, l'on est passé de 24 905 places en camping aménagé à 37 890 (multiplication par 1,52) et entre 1968 et 1975, de 9 009 résidences secondaires à 12 750 (multiplication par 1,42). Gîtes ruraux, chambres d'hôtes, campings à la ferme y sont également beaucoup moins nombreux qu'en Cornouaille.

Notre carte des hébergements touristiques dressée pour 1977 souligne le fait géographique majeur du déséquilibre dans l'occupation de l'espace par le tourisme entre la partie située à l'ouest de la rivière d'Auray et celle située plus à l'est. L'espace compris entre

les rias d'Etel et d'Auray représente 78 % des places de camping, 65 % des résidences secondaires et 53 % des gîtes. Cette dissymétrie se retrouve à l'intérieur du golfe de Morbihan où les rivages orientaux (Noyal, Le Hézo, Saint-Armel) sont moins marqués par le tourisme que ceux de l'Ouest où l'on rencontre de véritables stations (Larmor Baden) (46). Ces oppositions tiennent à des causes physiques et historiques. Dans une ambiance générale plus favorable encore à la vie touristique que celle de Cornouaille, à l'abri des vents, avec des températures estivales plus élevées (marais salants), des plans d'eau multiples, les données physiques privilégient le secteur occidental. Les grandes plages sableuses font progressivement place vers l'est à des vasières qui limitent la navigation de plaisance et gênent les activités balnéaires. Le tombolo de Quiberon qui s'avance sur 14 km en mer bénéficie de sa position géographique qui en fait un lieu de passage vers Belle-Ile tout en servant d'abri aux plages qui s'égrènent de Port-Haliguen à la Trinité-sur-Mer. Là, la dissymétrie est inverse puisque c'est la côte orientale basse, sablonneuse, abritée, qui est mieux pourvue que la côte occidentale plus sauvage et plus exposée.

Le développement touristique plus affirmé de la zone occidentale est lié également à la plus forte densité de monuments mégalithiques, origine d'un tourisme archéologique ancien longtemps identifié à la seule forme noble du tourisme. Vannes fut tout au long du XIX^{ème} siècle un point de départ d'excursions dirigées certes vers la presqu'île de Rhuy (châteaux de Kerlevenan, de Suscinio, église et maison natale de René le SAGE à Sarzeau) mais surtout vers Locmariaquer à travers le golfe et Carnac où " Mr LE BAIL, aubergiste, négociant et Maire de la commune se plaît dans la société des touristes " (47). La plus grande ancienneté de la mise en valeur, liée à une forte pression touristique, y a déterminé très tôt des conflits entre la population permanente et les estivants. Les archives départementales du Morbihan ont conservé un dossier relatif aux pétitions circulant à Carnac en 1935 (48). Les habitués de la plage de Carnac qui avaient fait construire plus de 200 villas réclamaient de la mairie des équipements, l'accusant de trop favoriser le bourg. C'est dans cette partie occidentale qui correspond au pays d'Auray que nous analyserons l'insertion du tourisme dans le milieu rural.

FIG.307

LE TOURISME DANS LE VANNETAIS



B - L'insertion du tourisme rural dans le pays d'Auray

L'espace rural de la presqu'île de Quiberon et de la bande littorale de Plouharnel à Locmariaquer est entièrement transformé par le tourisme et l'agriculture n'y est plus que résiduelle. Le renouvellement des exploitations y est très faible et leur nombre diminue rapidement. Le marché de la terre agricole a pratiquement disparu. Lors des successions, les exploitations sont souvent démembrées et les parcelles sont vendues comme terrains à bâtir ou laissées temporairement en friches. L'agrandissement des exploitations restantes et la restructuration foncière ne sont plus possibles, ce qui ne manquera pas d'entraîner d'ici à l'an 2 000 la disparition totale du cadre agricole. A l'ouest de Plouharnel, la bande littorale s'est ouverte plus tardivement au tourisme (49). En 1962, Erdeven ne comptait encore que sept résidences secondaires contre 33 en 1968 et 161 en 1975. Nous avons examiné la répartition des permis de construire entre résidences principales et secondaires de 1971 à 1977. Pour 97 résidences principales neuves l'on compte 81 résidences secondaires. 84 % de ces dernières sont localisées en dehors du bourg et au sud de la route Plouharnel-Etel. En 1971, l'on ne dénombrait que trois petits terrains de camping ne totalisant que 420 places. En 1978, les deux terrains privés étaient restés identiques mais le camping municipal s'était agrandi, passant de 280 places à 1280 et un second camp municipal de 300 places avait été créé ainsi que deux autres camps privés. La capacité était alors de 2 630 places. La pression s'exerce sur cette commune rurale à partir du pôle saturé de Quiberon-Carnac, particulièrement dans le secteur sud-ouest de Kergouët, Loperhet, Kerhillio, Lisveur. Ces villages s'étoffaient rapidement par des constructions neuves et les routes récemment ouvertes vers les plages se bordent peu à peu de maisons. Des lotissements, comme celui de Kergrosse (26 maisons) sont apparus ainsi qu'un village de vacances. Ce dernier, proche de la plage de Kerhillio, a été créé en juin 1975 et comprend des appartements, des gîtes, un camping-caravaning. Ouvert toute l'année, il est géré par

la " Fédération nationale Léo Lagrange " et peut accueillir environ 700 personnes.

Les agriculteurs de cette bande littorale qui sont à la tête de petites exploitations légumières, morcelées, résistent inégalement à la pression touristique. Ils louent de plus en plus de parcelles pendant l'été à des campeurs, transforment certaines d'entre elles en camping aménagé (Kerhillio), construisent des hangars pour le gardiennage hivernal de caravanes utilisées l'été à Erdeven. Le développement agricole de cette zone passe par l'établissement d'un plan d'irrigation compromis par l'explosion touristique. En arrière de cette bande littorale, le plateau granitique de Ploëmel offre des sols peu favorables à la vie agricole mais où les boisements de pins et les étendues de landes sont nombreux. C'est là une région de " faible dynamisme agricole " (Y. GUERMOND) (50). Le niveau de formation des agriculteurs est faible (peu de C.U.M.A. et de G.V.A.), le remembrement n'a pas été pratiqué, les échanges amiables rencontrent une forte résistance et le système de production (lait - porcs) est resté très traditionnel. Les élevages hors-sol sont inexistants. Les seuls éléments novateurs résident dans l'intensification laitière pratiquée par quelques jeunes exploitants et le développement des cultures légumières pour les conserveries. Cette zone sublittorale n'offre pas de grande résistance à l'intrusion touristique mais, d'un autre côté, il n'y a pas de leader agricole pour prendre en mains le développement du tourisme. En dehors de quelques initiatives individuelles, un peu marginales au monde agricole, l'insertion touristique repose surtout sur des réalisations communales ou inter-communales.

Nous avons procédé à plusieurs enquêtes dans la commune de Crach dont le finage est limité par les deux rivières de Crach et d'Auray et situé en arrière des deux communes littorales de Saint-Philibert et de la Trinité-sur-Mer. Le Maire s'efforce surtout de développer les constructions en aménageant des lotissements. Un lotissement communal (102 lots) a vu le jour en 1976 qui accueille aussi bien des citains d'Auray que des résidents secondaires ainsi que plusieurs petits lotissements privés. De 1971 à 1977, 417 permis de construire ont été délivrés, dont plus de la moitié à usage de résidence secondaire. Leur

nombre est d'ailleurs passé de 39 en 1968 à 93 en 1975. Par contre, la Municipalité est réticente à l'égard d'un terrain de camping municipal, préférant soutenir les initiatives individuelles. Deux demandes issues de la commune ont été présentées en 1977 mais le permis de construire a été refusé par la direction de l'Équipement. La première émanait d'un couvreur, associé à un agriculteur, qui voulait créer un camp en bordure de l'axe à grande circulation Auray-Locmariaquer et la seconde par un ostréiculteur qui souhaitait reconvertir ses installations riveraines de la rivière de Crach (zone sensible). Pour l'instant, la commune tolère le camping sauvage et a autorisé depuis 1974 une colonie de vacances à s'installer sur les communs de village de Plaskaër. Des locations meublées, plus ou moins déclarées et dont le nombre est difficile à connaître, sont faites chaque été au bourg. Ce dernier est peuplé de commerçants, d'ouvriers, de retraités et d'ostréiculteurs et joue relativement peu la carte du tourisme. Certains cafés ont essayé de monter des crêperies mais la concurrence de la côte est sévère. Le seul hôtel de tourisme (vingt-six chambres) est hors du bourg, lié à la route qui mène aux plages. Les agriculteurs de Crach sont restés jusqu'ici assez étrangers au tourisme. L'on compte cent quarante-trois exploitants (moyenne 15 ha) dont soixante et un ont plus de cinquante ans. Le fermage lié à la grande propriété est très répandu : trente exploitations en fermage pur et trente en faire-valoir mixte. La campagne de Crach est restée très traditionnelle dans ses paysages (absence de remembrement, bâtiments peu entretenus) et ses systèmes agricoles. Cinquante-sept exploitants ont plus de dix laitières mais vingt-quatre d'entre eux seulement utilisent des machines à traire. Ces exploitants ne se sont guère tournés vers l'accueil à la ferme. Les cinq gîtes dus à quatre agriculteurs et les trois chambres d'hôtes dues à deux autres sont de création récente et un peu étrangers au monde rural de Crach.

Les LE MENTEC exploitent la seule ferme de onze hectares du village de Kerpétir rachetée en 1965. Le mari né en 1923 a succédé à ses parents installés à Kerpétir comme fermier en 1928 et a dû bien conduire son exploitation pour élever cinq enfants. Membre du G.V.A. de Vannes, il fut le premier à introduire l'ensilage du maïs dans la commune

en 1970. Depuis 1974, il a trouvé à s'employer dans une entreprise paysagiste de Crach mais continue à exploiter sa ferme (quinze laitières croisées frisonne et normande). En 1965, il a refait sa maison qui était en très mauvais état et, à partir de 1971, son épouse a commencé à louer, par l'intermédiaire du Syndicat d'initiative de Vannes, une chambre libérée par le départ des enfants en chambre d'hôtes.

Francis LE DREAN, jeune agriculteur, exploite vingt-sept hectares à Kéraric, village voisin de Kerpétir, en bordure de la route d'Auray. Il a orienté son exploitation vers l'élevage laitier de frisonnes. Sa femme, née dans la région parisienne, est employée au Crédit Agricole d'Auray. Elle a connu, avant son mariage, les chambres d'hôtes en Allemagne et en Autriche et incita son mari à aménager dans la vieille ferme des parents deux chambres d'hôtes réalisées en 1974. En 1976, Francis LE DREAN transforma l'ancien four à pain en gîte rural.

La ferme des TANGUY est située à l'autre extrémité de la commune, à la limite de Crach et de La Trinité-sur-Mer. Ils exploitent en faire-valoir direct vingt-six hectares après en avoir perdu vingt et un pour la réalisation d'une zone artisanale. Dans l'impossibilité de s'agrandir en raison du prix trop élevé des terrains, il a cherché à améliorer son troupeau laitier (vingt frisonnes) et s'est tourné vers le tourisme rural. Il connaît des agriculteurs qui ont réalisé des gîtes dans la commune de Plouhinec, à l'ouest de la rivière d'Etel (trente-cinq gîtes en 1978) ; il a participé à un voyage d'études sur le tourisme rural organisé par le G.V.A. de Vannes. En 1973, il aménagea deux gîtes dans une vieille maison et autorisa quelques campeurs à s'installer sur ses terres. En 1978, il envisageait de créer un terrain de camping aménagé. Ces équipements sont le fait d'une très petite minorité d'agriculteurs dynamiques qui se connaissent, participent au G.V.A. de Vannes, partagent les mêmes conceptions sociales mais qui n'ont guère réussi, malgré leurs intentions, à faire bouger le milieu rural de Crach. La commune voisine de Ploëmel ne compte que deux gîtes ruraux mais l'insertion du tourisme, beaucoup plus brutale, est due à l'action du " SIVOM " d'Auray-Quiberon ".

Le syndicat intercommunal à vocation multiple de la région

Auray-Quiberon fut d'abord créé pour l'alimentation en eau potable de la région. Les premières études datent de 1949 mais le démarrage réel de 1954, sous la présidence du Sénateur-Maire de Quiberon. Par la suite, ce syndicat a entrepris d'étudier et de réaliser pour le compte des communes adhérentes le traitement et la collecte des ordures ménagères, les réseaux d'assainissement et certains aménagements à caractère touristique. La principale réalisation est celle du complexe touristique de Saint-Laurent-en-Ploëmel. Sur une superficie de 80 hectares prise dans l'ensemble sur des terres à faible valeur agricole fut édifié en 1975 un terrain de golf de dix-huit trous complété d'une piscine avec bassin chauffé, de plusieurs courts de tennis, d'une plaine de jeux, de sentiers pédestres balisés et de deux étangs pour la pêche à la ligne. Ce complexe de loisirs est doublé d'un " parc résidentiel " boisé de quatre-vingt-deux lots de 800 à 2 000 m² (deux lots vendus en février 1978). La société " Uto-Ring " déjà implantée à La Baule et à Missillac (Domaine du château de la Bretesche) a entrepris en 1978 de construire une trentaine de chalets . Nous trouvons avec cet exemple une nouvelle illustration de l'implantation d'équipements touristiques de luxe en arrière des littoraux. Malgré, quelques manifestations de mauvaise humeur liées à l'arrosage des pelouses pendant la période de sécheresse en 1976, ce complexe touristique s'est inséré sans problème majeur dans le milieu rural de Ploëmel (réélection du Maire malgré la présence de trois listes et une campagne contre le golf). Certaines retombées furent bénéfiques pour le développement touristique de la commune. Depuis 1975, la demande de locations meublées s'est amplifiée (30 locations en 1977). 216 permis de construire furent délivrés de 1972 à 1977 dont 128 depuis 1975. 137 étaient destinés à la construction de résidences secondaires dont le nombre était passé de 13 en 1968 à 34 en 1975. Jusqu'à une date récente, les lotissements de Ploëmel étaient de petite taille mais depuis 1978, ils ont grandi (trente et un lots pour le lotissement du petit château, en cours en 1978).

En s'éloignant davantage de la mer, au niveau des communes de Landaul, Brech, on rencontre une agriculture plus saine avec de meilleures structures dues au remembrement, au renouvellement normal des chefs d'exploitation, une intensification plus généralisée vers

l'élevage laitier et la production légumière de plein champ. La pression touristique y est aussi beaucoup moins forte et s'y manifeste de façon différente. Le nombre de résidences secondaires continue à croître en raison des bonnes conditions d'accessibilité au départ de Vannes. Brech est passé de treize à quarante-deux et Landaul de vingt-sept à trente-neuf entre 1968 et 1975. Les gîtes ruraux se sont développés particulièrement à Landaul et Locoal-Mendon, à la tête de la ria d'Etel. Une des originalités de cette zone intérieure tient au rôle joué par Sainte-Anne-d'Auray, centre de pèlerinage depuis le XVII^{ème} siècle (Pardon le 25 juillet). Auray et Sainte-Anne-d'Auray, éloignées de 6 km, offrent plus de trois cents chambres en hôtels de tourisme et sept cents places de camping. C'est qu'en plus de leur fonction d'accueil du tourisme religieux, ils sont situés sur l'un des grands axes routiers qui conduit les touristes vers la Cornouaille. Le rôle du tourisme de passage et la proximité de Vannes ont conduit les GILLET, exploitants agricoles à Ploerin, à transformer progressivement leur ferme de Kerponsal en complexe de loisirs.

Les GILLET étaient de jeunes agriculteurs, mariés en 1968, qui exploitaient quarante-quatre hectares dont quatorze en location. Madame GILLET, dont les parents sont également agriculteurs au Bono, avait une certaine connaissance du tourisme, acquise avant son mariage comme secrétaire à l'Institut de thalassothérapie de Quiberon. En 1970, les GILLET décidèrent d'aménager trois gîtes ruraux dans d'anciens bâtiments qu'ils possédaient au bourg de Ploerin. En 1971, ils aménagèrent deux gîtes supplémentaires ainsi qu'une salle de jeux. Mme GILLET, débordante d'activité, est secrétaire du bureau des gîtes du Morbihan et participa en 1972 au voyage d'études sur le tourisme rural en Irlande. Elle en revint convaincue qu'il était nécessaire de dépasser le simple stade de location des gîtes. Les GILLET montèrent alors un terrain de tennis, une crêperie, un centre d'équitation avec sept chevaux. Ce dernier ne dura qu'un an en raison des mauvais résultats financiers. En 1973, les GILLET annexèrent un restaurant à la crêperie, spécialisé dans les grillades, reconnu en 1978 par la " Chaîne des Rotisseurs ". Un complexe touristique à la ferme s'est monté qui bénéficie à la fois de la proximité de Vannes (6 km) et du littoral (9 km de Larmor-Baden),

du tourisme de passage lié à l'axe routier Vannes-Auray. Les GILLET, membres de l'Association bretonne de vulgarisation et de commercialisation du tourisme en milieu rural, ne manquaient pas de projets pour développer leur affaire. Ils envisageaient de créer une piscine et un hôtel mais le décès accidentel du mari conduisit Mme GILLET à les abandonner. Elle a réorienté l'exploitation agricole ne faisant plus que la culture des céréales (blé, orge, avoine, maïs) avec l'aide d'entreprises et concentre, avec seulement deux employés, l'essentiel de ses activités sur le restaurant ouvert toute l'année (soixante-dix couverts) et qui sert 10 000 repas par an.

VI - LE TOURISME EN VENDEE LITTORALE

Nous entendons par Vendée littorale la façade qui, du Marais breton au Marais poitevin, s'ouvre sur l'Océan sur 20 à 25 km de profondeur. Au nord, nous avons choisi comme limite la frontière départementale qui sépare artificiellement, à travers le marais, la Vendée de la Loire-Atlantique mais au sud, nous nous sommes arrêtés à la lisière du marais qui appartient à la Vendée méridionale et dont l'avenir touristique s'organise dans le parc naturel régional du Marais poitevin (51).

A - Une irruption récente et massive du tourisme en Vendée littorale

La Vendée littorale est dans la France de l'Ouest le secteur qui permet le mieux de saisir les problèmes posés par l'irruption du tourisme dans le milieu rural. Le fait balnéaire s'est développé sur la côte vendéenne en liaison étroite avec l'apparition du chemin de fer,

principalement avec la ligne joignant Paris aux Sables d'Olonne, mais il n'avait touché avant la guerre, avec une certaine intensité, que quelques points du littoral (52). Après 1945, la côte vendéenne se singularisa par un fort développement des colonies de vacances de la région parisienne (53) dont une des principales conséquences fut de mieux faire connaître les énormes possibilités touristiques de cette côte. C'est vers 1955 que le tourisme balnéaire de masse démarra véritablement sur la côte vendéenne, comme l'a montré A. BOUHIER (54). Les principaux agents sont alors l'essor du camping et le développement de l'automobile qui ont permis un premier étalement des touristes tout le long du littoral. Le second est lié à l'essor du parc des résidences secondaires, conséquence tout à la fois de causes générales et régionales. Parmi ces dernières, l'essor des villes de la Basse-Loire, du Choletais, de la Roche-sur-Yon, la découverte du littoral par de grands groupes immobiliers menant une politique publicitaire tapageuse furent déterminantes. La conjugaison des deux mouvements expliquent le formidable essor de la fonction récréative de cette façade qui peut être saisi à travers quelques chiffres. Entre 1971 et 1978, la superficie consacrée au camping aménagé est passée dans cette frange littorale de 210 à 390 hectares et le nombre de places de 42 250 à 74 800 (+ 77 %). Cette activité concernait vingt-sept communes en 1971 contre quarante, sept ans plus tard. L'augmentation du nombre de résidences secondaires s'est faite au même rythme entre 1968 et 1975, passant de 15 418 à 27 720 (+ 90 %). Cette croissance, une des plus rapides que le littoral français ait connu au cours des quinze dernières années, a transformé radicalement les paysages et les fonctions. Jusqu'en 1955, l'organisation de l'espace par le tourisme était simple. En dehors de Saint-Gilles-Croix-de-Vie, des Sables d'Olonne, l'empreinte touristique sur les paysages était légère. L'habitat villageois installé au contact des dunes et des terres agricoles et le quartier des bourgs tourné vers la mer s'étaient étoffés de constructions individuelles et même de quelques lotissements mais les espaces intermédiaires étaient encore vierges de toute influence balnéaire. Une clientèle familiale, aux

moyens financiers limités, des colonies de vacances utilisant villages et camps de toile n'entraînaient pas une trop forte pression touristique. L'explosion récente n'a pas seulement augmenté la capacité d'accueil ; elle a aussi changé la nature du fait touristique. Les micro-stations provisoires en toile ont fait place à des lotissements ambitieux et les espaces tampons des forêts domaniales commencent, malgré les mesures de protection, à être touchés. L'urbanisation touristique des villes et des bourgs transforme la frange littorale en une gigantesque nébuleuse. Un des changements qualitatifs les plus déterminants fut la prise en charge du développement touristique par des milieux socio-professionnels spécialisés. Jusqu'en 1955-1960, les moteurs du tourisme étaient les hôteliers, quelques commerçants, des petits agriculteurs qui louaient des chambres et vendaient comme dans le pays de Brem du vin et des légumes, les syndicats d'initiative. Ils ont fait place à des professionnels, agents immobiliers, commerçants spécialisés, artisans entrepreneurs ne vivant que du tourisme et ayant réussi à entraîner les municipalités dans leur sillage.

Jean RENARD et Alain CHAUVET ont pu distinguer, depuis la guerre, quatre phases dans la colonisation par la fonction touristique des espaces littoraux : l'intégration de bourgs et villages agricoles à la façade touristique (Longeville, Jard, Talmont...), l'explosion du camping qui colonise les espaces vides à l'orée des agglomérations, sur les dunes et dans les forêts, l'ère des lotissements de fronts de mer à vie saisonnière (Saint-Jean-de-Monts) et celles des " marinas pieds dans l'eau " (Saint-Hilaire-de-Riez, Brétignolles...) qui concrétise le triomphe des promoteurs (55). On peut pressentir une cinquième phase, celle d'une pénétration active forte mais inégale de la fonction touristique dans la frange rurale sublittorale.

B - Une inégale insertion dans le milieu rural

La pression touristique de plus en plus vive qui s'exerce sur le littoral vendéen, après avoir entraîné une diffusion des équipements

touristiques dans les communes rurales littorales, se manifeste dans l'intérieur. Cette propagation spontanée est de plus encouragée par les pouvoirs publics dans le cadre du schéma d'aménagement du littoral atlantique. Tant dans les secteurs du nord-ouest que du centre-ouest vendéens, il s'agit de reporter en arrière-pays une part importante des nouveaux hébergements organisés autour de points forts " retro-littoraux " (complexes de loisir, plan d'eau...). Des terrains de camping bien placés en bordure de mer disparaissent au profit de lotissements et sont reportés dans l'intérieur. Entre 1971 et 1978, l'augmentation du nombre de places de camping à Notre-Dame-des-Monts et aux Sables-d'Olonne n'a été que de 9 %. La carte du tourisme en Vendée littorale montre bien cette diffusion des hébergements touristiques dans l'espace rural du Bas-Bocage. En 1969, l'on ne comptait encore que seize gîtes dans sept communes contre deux-cent-sept en 1977 dans quarante-quatre localités. Quinze campings à la ferme avaient été créés en 1977 dont trois seulement à proximité de la mer. Cette pénétration des hébergements touristiques dans l'intérieur est toutefois inégale. Elle concerne très peu les colonies de vacances qui demeurent collées à la mer. En 1977, 1 % des colons ont séjourné dans les communes non littorales de la Mothe-Achard, Maché, Challans contre 51 % dans les deux seules communes de Saint-Jean-des-Monts et Saint-Hilaire-de-Riez. Il en est de même de l'hôtellerie de tourisme où 58 % des chambres restent l'apanage des Sables-d'Olonne et de Saint-Jean-des-Monts. Terrains de camping, gîtes et résidences secondaires sont les types d'hébergement qui s'accommodent le mieux de l'éloignement de la mer mais leur pénétration se fait aussi de manière très inégale selon les divers milieux géographiques de la Vendée littorale comme le montre clairement notre carte. Cela tient essentiellement à deux séries de causes, les unes propres au littoral lui-même, les autres aux caractéristiques de l'arrière-pays rural. Dans le premier cas, le nombre, la qualité, l'exposition, la capacité d'accueil, l'accessibilité et l'environnement physique et humain immédiat des plages sont les facteurs déterminants. Ces données rendent compte des fortes accumulations de populations vacancières dans les secteurs côtiers privilégiés qui tendent ensuite à se déverser dans l'intérieur. La précocité



et l'importance du fait touristique balnéaire dans la partie centrale de la côte vendéenne en sont l'illustration (56). L'arrivée du chemin de fer aux Sables d'Olonne a permis la valorisation d'un site remarquable. Une plage sûre et stable, constituée d'un beau sable fin et homogène, abritée, exposée au sud, en pente douce, encadrée de corniches rocheuses, est un des meilleurs atouts des Sables d'Olonne. Si l'on y ajoute les avantages procurées par la présence d'une petite ville active, d'un cordon dunaire boisé, d'un port de pêche, l'on comprend la concentration des équipements et des hébergements dans cette partie du littoral qui jouit par ailleurs d'excellentes conditions climatiques. Il en est de même, avec des variantes, pour l'ensemble balnéaire développé de part et d'autre de l'embouchure de la Vie (Saint-Hilaire-de-Riez, Saint-Gilles-Croix-de-Vie). Dans le second cas, les données du milieu rural peuvent être tout aussi déterminantes. Un des mérites des travaux de Jean RENARD est d'avoir clairement montré que l'insertion du tourisme dans le Bas-Bocage ne dépend pas seulement des caractères évoqués précédemment et de certains traits du milieu rural comme la politique des municipalités, le rôle des initiatives locales, l'aspect attractif ou répulsif des paysages, la diversité des services, les types d'agriculture (57)... Elle est fondamentalement liée à l'existence des structures foncières contrastées. Deux types d'habitat, de propriétés foncières, de morphologie agraire, de faire-valoir, d'agriculteurs et de sociétés agricoles entretiennent avec le tourisme des rapports presque contradictoires. Les métairies, de trente à soixante hectares, aux terres bien groupées, aux vastes parcelles quadrangulaires, propriétés des grandes familles nobles ou bourgeoises, exploitées en faire-valoir indirect, ont des préoccupations surtout agricoles et constituent, même lorsqu'elles viennent jusqu'à la mer, des noyaux répulsifs à la diffusion touristique. Il n'en est pas de même, par contre, des petites exploitations des hameaux divisées en un grand nombre de minuscules parcelles laniérées, dispersées sur l'ensemble du finage villageois. Exploitées en faire-valoir direct, elles bénéficient d'une bonne situation géographique au contact des dunes et des terres agricoles du bas-bocage. Elles se sont très tôt adaptées au tourisme en pratiquant la vente directe (légumes frais, vins, pommes de terre), la

location saisonnière de chambres et surtout la cession de parcelles à des prix sans cesse croissants. Certaines de ces exploitations se sont très vite reconverties en terrains de camping ou en commerces saisonniers, l'agriculture ayant vendu une partie de ses terres et trouvant à s'occuper l'hiver dans les entreprises de construction. La répartition des métairies et des hameaux constitue bien souvent la clef qui rend compte de l'inégale diffusion du fait touristique dans le milieu rural, tout au moins dans la bande rurale très proche de la mer. Les contrastes actuels entre Jard-sur-Mer qui possède une capacité d'accueil simultanée cinq fois plus forte que Saint-Vincent-sur-Jard ne tiennent pas tellement aux différences de site entre les deux communes de taille sensiblement voisine (1 657 hectares et 1 465 hectares). La forêt accessible autant de Jard que de Saint-Vincent et les qualités physiques du site sont presque aussi médiocres dans les deux cas : plages rares, peu étendues, désagréables, dangereuses. Les raisons de l'inégal développement sont à rechercher surtout dans la présence au bourg de Jard de petits paysans propriétaires qui se sont dessaisis très tôt de leurs parcelles de dunes et qui, alliés des commerçants et des artisans, ont poussé au développement touristique de la commune. Au dualisme des structures foncières, il convient d'ajouter le poids des structures sociales. Si les fermiers sont propriétaires des bâtiments et de quelques parcelles, ils peuvent aménager un gîte ou ouvrir un terrain de camping mais en cas contraire le statut de fermage leur interdit. A cette cause générale s'en ajoute pour la Vendée une autre plus importante, difficilement saisissable mais à notre sens, nous l'avons constaté sur le terrain à plusieurs reprises, essentielle. Les fermiers, à la différence de ceux des autres régions françaises fermiers de vieille date, ne le sont que depuis peu de temps. Jusque dans les années 1960-65, le métayage a conservé dans le Bas-Bocage d'assez solides positions et a marqué profondément les mentalités rurales, freinant les innovations individuelles en matière de tourisme rural.

L'importance des grands domaines privés dans le pays de Brem, le Talmondaïs et l'existence de grandes forêts domaniales (pays de Monts, forêt de Longeville) expliquent le retard et la faiblesse de l'urbanisation touristique plus développée dans les secteurs où dominent les villages (pays d'Olonne). Par contre, dans le Marais breton, le rôle des structures

foncières si déterminant dans le Bas-Bocage cède le pas devant d'autres facteurs explicatifs. Le Marais breton est divisé en deux parties par le promontoire schisteux de forme triangulaire appuyant sa base sur Challans et sur Machecoul et se terminant en pointe à Beauvoir. La partie nord s'ouvre sur la mer par une côte basse et rectiligne où des digues abritent des polders conquis au XIX^{ème} siècle. Cette baie de Bourgneuf est peu favorable au tourisme et la pression touristique y est quasiment nulle. Au sud de Fromentiné s'intercale, entre le Marais et la mer, un vaste ensemble dunaire boisé, le " pays de Monts " où un tourisme de masse s'est développé rapidement et récemment (58). La capacité simultanée d'accueil touristique était en 1974 de 70 000 personnes dans les trois stations de la Barre-de-Monts, Notre-Dame-de-Monts et Saint-Jean-de-Monts. Le nombre de places de camping y est passé entre 1971 et 1978 de 16 400 à 24 300. La " Rive ", retombée interne de la dune sur le Marais, a fixé la circulation et l'habitat et a vu le tourisme s'y développer. Ce dernier ne se diffuse guère dans le Marais considéré traditionnellement comme un milieu rebelle au tourisme par " la banalité de ses paysages, l'absence de pittoresque, le défaut d'équipement, la relative imperméabilité du milieu maraichin aux formes d'économie estivale " (rapport des géographes nantais). Depuis quelques années toutefois, des éléments nouveaux tendent à modifier cette vision pessimiste. La construction du pont reliant le continent à l'île de Noirmoutier a intensifié les courants touristiques. Les résidences secondaires, les caravanes, les bungalows se multiplient le long des routes du marais (route du Perrier à Saint-Urbain). Dans les cantons de Beauvoir et de Challans, le nombre de résidences secondaires est passé de 155 à 549 entre 1968 et 1975. Des campings municipaux de petite taille jalonnent les axes qui mènent à la mer et quelques exploitants se sont lancés récemment dans les campings à la ferme. En 1977, des promoteurs recherchaient quatre hectares dans le marais de Challans pour implanter un camping-caravaning de luxe de 200 places avec piscine, court de tennis, centre commercial et d'animation. Le groupe folklorique " Le Marais vendéen de Challans " a ouvert en 1977 un musée maraichin. Challans, la capitale du Marais, longtemps gros bourg rural (5 828 habitants en 1954) s'est fortement développé à partir de 1960 pour compter près de 12 000 habitants en 1975. Ses efforts portèrent plus sur le développement industriel et artisanal (59) que sur l'expansion

touristique malgré l'existence d'un Office de tourisme du canton de Challans qui organise chaque été des circuits dans le Marais. Le faible nombre de locations meublées, de résidences secondaires, de chambres d'hôtels de tourisme, l'absence de terrain de camping ne permettent pas à la capitale du Marais de jouer son rôle d'étape et de relais pour les touristes pourtant nombreux à la traverser (5 300 visites à l'Office de tourisme en juillet-août 1977). Il est parfois nécessaire de s'adresser aux hôteliers de Rocheservière et de Nantes pour loger les soirs d'été les estivants à la recherche d'une chambre. La Maison familiale rurale construite en 1973 a ouvert ses portes aux estivants dès 1974 mais elle ne peut accueillir que 80 personnes.

La pénétration du tourisme dans le milieu rural littoral et sublittoral vendéen est donc très inégale. Elle est très faible au nord dans le Marais breton, se développe au sud dans le Talmondaïs, est beaucoup plus sensible au centre dans les pays d'Olonne, de Brem et dans l'extrême sud du littoral vendéen (60). Les inégalités dépendent de la surcharge littorale, du type de tourisme balnéaire et des caractères du milieu rural au sein desquels les structures foncières tiennent une place considérable. Nous avons choisi d'analyser les modalités de cette insertion dans la partie centrale de la Vendée littorale.

C - Pression touristique et marché foncier en Vendée littorale

Nous nous sommes efforcés de mesurer dans douze communes rurales de cette zone la pression touristique et d'analyser son impact sur le marché foncier. Nous avons calculé à la suite d'enquêtes menées sur le terrain pendant l'été 1977, le taux de fonction touristique par commune, tous hébergements confondus, à l'exception de ceux pratiqués chez les parents et amis. La moyenne des douze communes est de 57 %. D'une manière générale, un lien peut être établi entre l'intensité du taux de fonction touristique et la proximité de la mer mais des inversions peuvent se produire et la règle n'est pas absolue. Landevieille à 7 km des plages de Brétignolles enregistre le taux le plus élevé (161 %) et sa capacité

d'accueil est passée de 256 personnes en 1969 (61) à 992 en 1977. Nous avons ensuite dépouillé au siège de la S.A.F.E.R., à La Roche-sur-Yon, les notifications de vente de terres que les notaires sont tenus d'établir. Pour les douze communes considérées, nous avons systématiquement dépouillé toutes les notifications faites entre le 1er janvier 1975 et le 31 août 1977, ce qui représente 478 actes. Les notifications de vente ne touchent pas la totalité du marché foncier. Le Ministère de l'agriculture estimait, pour la Vendée, entre 1968 et 1971, que 35 % des surfaces vendues avaient fait l'objet d'une déclaration à la S.A.F.E.R. (62). Le choix de communes non littorales et les obligations plus strictes faites aux notaires à partir du 1er janvier 1975 permettent de couvrir un pourcentage beaucoup plus élevé des surfaces vendues (75 à 80 %).

Les principaux résultats de nos investigations ont été consignés dans les tableaux statistiques ci-dessous.

Tableau 198 : pression touristique et marché foncier en Vendée littorale
(1975-1977)

Communes	Taux de fonction touristique %	Pourcentage de la S.A.U. vendu	Terres vendues à usage récréatif % sur l'ensemble des terres vend.	surface ha a ca	Prix du m ² toutes ventes) F	Prix du m ² (terres à usage tourist. F
Aiguillon- la-Chaize	62	1,40	12,66	3 52 72	5,15	11,22
Apremont	42	2,32	12,35	8 03 91	1,75	5,72
Beaulieu- sous-la- Roche	13	3,23	8,91	5 76 30	1,04	1,25
La Chapelle Hermier	36	4,45	1,34	92 86	1,35	5,92
Commequiers	32	3,76	11,07	14 30 53	2,25	7,11
Landévieille	161	2,87	-	-	1,98	-
Maché	72	1,28	13,08	2 63 44	3,37	8,37
Martinet	32	0,37	15,53	88 88	2,05	4,39
Notre-Dame de-Riez	92	0,94	51,68	5 86 89	4,37	5,47
St Julien des Landes	113	3,53	0,16	15 05	1,75	4,44
St Maixent sur-Vie	38	5,28	13,63	6 90 67	1,52	3,81
Vairé	38	0,34	34,96	3 01 78	4,32	7,10
TOTAL	57	2,48	9,02	152 02 53	2,04	5,89

Le pourcentage des terres vendues à des fins touristiques est faible : 9 % en Vendée littorale. Ce chiffre est à rapprocher des 7,90 % trouvés pour le littoral atlantique de Charente-Maritime-Vendée au cours des années 1968-1971. Dans certaines communes très proches de la mer comme Notre-Dame-de-Riez, il est supérieur à 50 %. Cette pression touristique se manifeste dans le prix des terres, celles à usage touristique étant toujours d'un prix plus élevé que celles non destinées à cet usage. L'écart est le moins grand entre les deux types de terres dans les communes où la pression est la plus faible (Beaulieu-sous-la-Roche). Il n'est toutefois pas possible d'établir un rapport simple entre pression touristique, proximité de la mer, importance des terres vendues à usage récréatif et prix des terres. D'autres facteurs interviennent pour modifier les conditions du marché. Ces derniers sont complexes et variés, liés aux caractéristiques de l'offre et de la demande mais aussi à la nature des structures foncières évoquée précédemment. Landevieille et Saint-Julien-des-Landes font l'objet d'une forte pression touristique mais l'importance des grandes propriétés et des métairies bloque le marché foncier et maintient le prix des terres à un niveau assez bas. Il n'en est pas de même à Commequiers et Notre-Dame-de-Riez où des structures foncières plus contrastées favorisent davantage la vente des parcelles à usage touristique. Il était intéressant d'analyser certaines transformations de la propriété foncière sous l'effet du tourisme. Le tableau de la répartition par catégories socio-professionnelles des vendeurs et des acheteurs montre que ce sont surtout les personnes âgées, rentiers, agriculteurs retraités, propriétaires fonciers non exploitants qui se désaisissent de leurs biens, suivis des agriculteurs exploitants. Des agents immobiliers et des sociétés touristiques de Brétignolles qui avaient acquis des terres avant 1970 ont entrepris de les revendre.

Tableau 199 : répartition par catégorie socio-professionnelle des vendeurs et des acheteurs des biens fonciers déclarés à la S.A.F.E.R. (Vendée littorale) - 1975-1977

! C.S.P. !	! Vendeurs !	! Acheteurs !
! Agriculteurs et salariés agricoles	! 26,71 !	! 34,93 !
! Patrons du commerce et de l'industrie	! 9,59 !	! 14,39 !
! Professions libérales et cadres supérieurs	! 3,88 !	! 7,08 !
! Cadres moyens	! 1,14 !	! 5,94 !
! Employés	! 3,88 !	! 6,85 !
! Ouvriers	! 3,20 !	! 9,13 !
! Personnel de service	! 0,23 !	! 0,91 !
! Autres catégories	! 0,46 !	! 0,68 !
! Retraités et non actifs	! 47,26 !	! 9,13 !
! Communes et collectivités	! 0,68 !	! 10,50 !
! Sociétés	! 2,97 !	! 0,46 !
!	!	!
! TOTAL	! 100 !	! 100 !
!	!	!

Par contre, les agriculteurs sont les principaux acheteurs suivis des actifs et des collectivités qui constituent les gros bataillons des acheteurs de biens à usage récréatif. Nos enquêtes sur le terrain nous ont permis de constater un flux d'achat de terres des agriculteurs des communes littorales vers les communes sublittorales. Ce mouvement a commencé à s'affirmer à partir de 1970 pour se développer ensuite. Un agriculteur de Brétignolles qui s'est dessaisi de ses terres pour la construction des " fermes-marines " s'est transplanté à Saint-Révéréd et un autre a fait l'acquisition d'une " belle ferme " à Landevieille. On signale également le cas d'un agriculteur de Saint-Gilles qui a acheté une ferme à Givrand et de deux autres de Saint-Hilaire-de-Riez qui ont fait de même en 1976 sur Coex. Ces achats ne s'accompagnent pas toujours du transfert du siège de l'exploitation. Parfois, le placement est purement

spéculatif et l'ancien fermier reste en place. Dans d'autres cas, le nouvel acquéreur lorsqu'il est éleveur de bêtes à cornes se contente de parquer son bétail sur ses nouvelles terres. Il n'est donc pas exact de dire que les agriculteurs sont victimes de la pression touristique puisque globalement ils achètent plus qu'ils ne vendent, les terres vendues à usage touristique ne représentant que 0,22 % de la S.A.U. Par contre, ils doivent le faire à des prix plus élevés que s'il n'y avait pas cette pression touristique. Le dépouillement des notifications de vente montre également l'existence d'un courant d'achat émanant de commerçants et d'artisans des stations littorales vers les terres agricoles de l'intérieur mais qui reste faible (3,5 % des terres achetées à Commequiers, 4,5 % à Landevieille et 7 % à Vairé). L'origine géographique des acheteurs a été systématiquement analysée.

Tableau 200 : Domicile des acheteurs de biens fonciers déclarés à la S.A.F.E.R. (Vendée littorale) selon les superficies (en pourcentage du total) - 1975-1977.

Commune	Domiciliés dans la commune	Domiciliés ds les autres communes du département	Domiciliés à Paris et ds la région parisienne	Autres
Aiguillon-la-Chaize	71,88	18,42	4,64	5,06
Apremont	87,00	4,52	3,90	4,58
Beaulieu-sous-la-Roche	85,38	14,62	-	-
La Chapelle-Hermier	31,41	2,57	-	66,02
Martinet	83,10	12,26	4,05	0,59
Landevieille	95,47	4,53	-	-
Maché	47,42	42,63	9,37	0,58
Commequiers	39,22	52,20	4,28	4,30
Notre-Dame-de-Riez	38,47	26,73	15,78	19,02
St Julien-des-Landes	98,67	1,22	0,11	-
St Maixent-sur-Vie	81,82	8,76	3,56	5,86
Vairé	59,67	31,89	7,77	0,67
TOTAL	67,85	18,86	2,74	10,55

La grosse majorité des acheteurs est domiciliée dans la commune même ou dans le département : plus de 86 % des superficies achetées. Les surfaces acquises par les Parisiens, bon critère de la pression touristique, restent très faibles sauf à Notre-Dame-de-Riez.

Nous avons affiné les caractéristiques du marché foncier pour les agriculteurs et les résultats ont été traduits dans le tableau ci-après.

Tableau 201 : Ventes et achats effectués par les agriculteurs en Vendée littorale (1975-1977)

Communes	! S.A.U. ! ! en ! ! milliers ! ! d'ha !	! % des ! ! terres ven- ! ! dues par ! ! les agri- ! ! culteurs ! ! sur l'en- ! ! semble des ! ! terres ven- ! ! dues !	! Superficie ! ! moyenne ! ! des ! ! lots ! ! vendus en ! ! m2 !	! % des ! ! terres ! ! achetées ! ! par les ! ! agricul- ! ! teurs !	! Superficie ! ! moyenne des ! ! lots achetés ! ! en m2 !
Aiguillon-la-Chaize	! 1 987	! 8,86	! 3 726	! 13,02	! 5 182
Apremont	! 2 803	! 13,92	! 6 473	! 36,49	! 14 850
Beaulieu-sous-la-Roche	! 2 003	! 7,63	! 6 165	! 83,19	! 21 513
La Chapelle-Hermier	! 1 554	! 6,38	! 4 894	! 3,39	! 10 742
Commequiers	! 3 434	! 15,21	! 5 614	! 37,42	! 10 742
Landevieille	! 1 117	! 2,73	! 8 740	! 2,73	! 8 740
Maché	! 1 567	! 51,92	! 20 909	! 72,05	! 18 133
Martinet	! 1 532	! 49,71	! 14 233	! 69,18	! 5 659
Notre Dame de Riez	! 1 201	! 36,06	! 2 727	! 38,81	! 2 936
St Julien des Landes	! 2 616	! 2,68	! 3 538	! 38,73	! 39 796
St Maixent-sur-Vie	! 960	! 9,91	! 4 186	! 82,24	! 59 536
Vairé	! 2 530	! 5,93	! 2 557	! 58,91	! 7 263
TOTAL	! 23 304	! 11,58	! 5 709	! 41,28	! 15 567

Les agriculteurs ont vendu environ 67 hectares et en ont acheté 238. La moyenne des lots achetés est trois fois plus forte que celle des lots vendus et c'est dans les communes à structures foncières contrastées et à forte pression touristique (Aiguillon-la-Chaize, Commequiers, Notre-Dame-de-Riez) que la surface des lots vendus est la plus faible. Seuls les agriculteurs de La Chapelle-Hermier ont vendu plus qu'ils n'ont acheté. La pression touristique est encore faible et l'essentiel des achats a été effectué au détriment des terres agricoles par le Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable du pays de Brem.

La pression touristique n'a encore que peu d'incidences dans les communes rurales non littorales tout au moins au niveau du volume des terres achetées. Elle entraîne par contre une hausse des prix des terres agricoles obligeant les agriculteurs à investir plus qu'il ne conviendrait dans le foncier. Ses conséquences financières et psychologiques constituent un frein au développement touristique de la zone sublittorale qu'il ne faut pas sous-estimer. Elles rendent compte des réticences de certains milieux agricoles vis-à-vis du tourisme rural en Vendée.

D - L'exemple de la vallée de la Vie (63)

La Vallée de la Vie est l'objet d'une forte pression touristique en raison de sa situation géographique dans l'arrière-pays de stations fréquentées (Saint-Gilles-Croix-de-Vie) et en bordure du Marais breton. Elle dispose pour affirmer sa fonction touristique et matérialiser la politique d'aménagement en profondeur des 170 hectares du lac de barrage d'Apremont. Trois secteurs peuvent être distingués.

Le premier concerne les deux communes riveraines du lac, Apremont et Maché. L'insertion du tourisme s'y fait de manière coordonnée sous l'action des municipalités qui le maîtrisent bien et réalisent, chacune, leurs propres équipements. C'est incontestablement Maché qui

est la plus en pointe. Elle le doit au rôle joué par Simon RAFFIN, Maire de Maché. C'est le fils d'un exploitant agricole de Maché qui a suivi la formation par correspondance donnée par le CERCA d'Angers et qui a exploité lui-même après son mariage une petite ferme d'une quinzaine d'hectares. Très tôt, il milita dans les associations familiales et confessionnelles où il subit l'influence de l'Action catholique très active sur Maché. Il fut jusqu'en 1972 le Secrétaire départemental de la Fédération vendéenne de la famille rurale. Il mit en place vers 1960 un Comité de rénovation qui confia des études au CERAC et se montra très actif. Il est à l'origine du remembrement de la commune et de la création d'un foyer rural et d'une Maison familiale en 1967. Les idées lancées par RAFFIN, un " fonceur ", le conduisirent à être candidat au siège de Conseiller général mais il fut battu. Cet échec marqua la fin du Comité de rénovation et le repli de RAFFIN sur Maché dont il devint le Maire. En quelques années, cette petite commune rurale s'est tournée résolument vers le tourisme. Dès sa création, la Maison familiale s'était ouverte aux touristes qui bénéficiaient de l'animation culturelle, vivante sur la commune (théâtre) et des équipements sportifs. Un camping classé une étoile (120 campeurs) a été aménagé en 1970 comme annexe de la Maison familiale. La mise en eau en 1970-71 du lac de retenue d'Apremont allait valoriser considérablement la position géographique de Maché. L'absence d'hôtel-restaurant sur la commune et le désir du Maire de se reconvertir conduisirent ce dernier à en construire un (1 étoile - 16 chambres) en 1972. La décision est prise en 1974 d'implanter un Village de vacances, géré par une association constituée de commerçants et de membres de professions libérales de Maché et présidée par le Maire. Le financement du village fut assuré par des subventions et des prêts du FDES, de la CNAF, de la Caisse de Mutualité sociale agricole, cautionnés par la commune de Maché (absence d'aide départementale). Vingt-deux pavillons étaient terminés en 1975 et huit en 1976. Un pavillon d'accueil et un bâtiment commun furent construits en 1977. Le " village de vacances des rivières ", du nom de la parcelle de 2 ha 20 le supportant, a été construit à 200 m du bourg et peut accueillir 180 personnes. Une piscine municipale chauffée, réalisée sans aucune subvention du département fut

ouverte en juillet 1976. Elle est le complément naturel de l'équipement touristique et permet une meilleure fréquentation du village et un allongement de la saison. La présence de la piscine permet aussi de confier la location des gîtes en juin et septembre à une agence hollandaise et en mai à une agence suisse. Ces initiatives ont entraîné un fort développement du nombre de résidences secondaires, passé de un à trente entre 1968 et 1975, et le désir de plusieurs vacanciers de se fixer à Maché. Un lotissement de cinquante logements, dont une quinzaine sont déjà occupés, est en cours de réalisation. Maché a réussi ainsi à redresser sa situation démographique (793 habitants en 1962, 740 en 1968 et 768 en 1975). La politique du Maire est très laxiste en matière de construction. Les refus de permis sont exceptionnels et des autorisations sont même données pour des constructions, comme au Fougerais, en bordure des chemins de remembrement. Les meublés par contre ne se développent guère malgré les encouragements du syndicat d'initiative cantonal présidé par Joël CHAUVIN, le Directeur du village de vacances. Les gîtes ruraux n'ont pas encore réussi à démarrer sur la commune malgré l'existence dans les villages de nombreux bâtiments inutilisés. Cela tient en partie au fait que les agriculteurs semblent assez réticents au développement touristique.

La politique du Maire en faveur du tourisme ne fait pas l'unanimité dans la commune comme l'ont montré les dernières élections municipales. A cette occasion, l'ancien conseil s'est scindé en deux. La liste du Maire sortant a été réélue contre celle du premier adjoint et la politique de développement touristique entérinée par la majorité de la population mais des réserves demeurent, surtout chez les agriculteurs. L'explosion du nombre de résidences secondaires, particulièrement sur les parcelles non remembrées riveraines du lac et dans les villages de coteau, les changements brutaux survenus dans la commune, le fort endettement de Maché pour des équipements qui ne fonctionnent qu'une partie de l'année alimentent quelques critiques. Ce sont surtout les commerçants qui profitent du tourisme mais une bonne part des estivants, surtout les Français, font leurs courses au supermarché d'Aizenay. La mise en adjudication de la construction du Village des Rivières n'a pas permis aux

artisans locaux de participer à la construction. En dix ans, le tourisme a fait une intrusion brutale puisque le taux de fonction touristique quasiment nul en 1967 est de 72 % en 1977. Son développement est dû essentiellement à l'action du Maire qui a su exploiter la bonne situation géographique de Maché, à 25 km de la mer et en bordure du lac d'Apremont qui offre des possibilités de promenades en barques et de pêche.

Ce rôle des fortes personnalités dans le développement du tourisme rural trouve sa confirmation, a contrario, par le fait qu'Apremont, carrefour routier, plus proche de la mer, plus riche de potentialités, n'a pas su les mettre en valeur comme Maché. Le bourg d'Apremont, serré entre le château Renaissance rebâti par Philippe CHABOT de BRION sur les assises d'une forteresse féodale dominant la vallée de la Vie et l'église ne manque pas de pittoresque. Du sommet de la tour est, flanquée d'une chapelle, le visiteur découvre un bourg d'allure méridionale composé de petites maisons blanches ou grises, allongées ou quadrangulaires, coiffées de tuiles romaines, de maisons plus anciennes mais plus importantes aux toits d'ardoises agrémentés de jolies lucarnes ou de maisons plus récentes, crépies, couvertes de tuiles mécaniques. Le tout reste harmonieux en raison d'une croissance du bourg demeurée lente (1 211 habitants en 1962, 1 109 en 1975). Les services et commerces nombreux offrent aux estivants plus de commodités et de choix qu'à Maché mais les commerçants ne semblent pas tous très conscients des efforts à réaliser en vue d'attirer la clientèle étrangère à la commune. Les dix dernières années qui auraient pu être décisives en matière de développement touristique ont été perdues. De la fin de la guerre jusqu'en 1971, la commune fut administrée par Mr. CHAUVIN, un Nantais originaire d'Apremont qui avait réalisé quelques petits équipements comme l'aménagement d'une salle panoramique en haut du château d'eau (1966), d'une route d'accès au lac ; son échec électoral en 1971 devait amener un changement d'orientation avec l'arrivée d'une nouvelle équipe dirigée de 1971 à 1972 par un pharmacien puis, au décès de ce dernier, par Bernard SACHOT conseiller agricole. Ce dernier, par sa profession, était plus sensible aux réticences des agriculteurs qui commençaient à s'inquiéter des incidences du début du développement touristique sur Apremont, et de celles qui se manifestaient sur Maché. La politique qu'il mena de 1972 à 1977 tendit plutôt

à freiner le développement touristique et à protéger le milieu agricole contre les constructions éparpillées. Ce dernier danger se révéla particulièrement pressant en raison de la présence de structures foncières contrastées. L'existence au sud de la Vie de métairies bien structurées de 35 à 40 hectares avaient conduit les agriculteurs en 1968 à refuser le remembrement. Par contre, l'implantation dans la partie nord de la commune, à proximité du plan d'eau, de petites exploitations de villages avec de minuscules parcelles avait favorisé le développement de résidences secondaires (vingt-deux en 1968, cinquante-sept en 1975). Des villages comme Les Habites, la Roussière, la Commanderie (quarante hectares en sept propriétaires) étaient soumis à des pressions de plus en plus vives. Les petites parcelles, les maisons abandonnées se vendent d'autant mieux que l'eau courante est présente partout. L'achat en 1974 par un Hollandais d'une petite maison et d'un hectare de terres à des prix trois fois plus élevés que ceux du marché habituel, aviva les craintes du monde agricole et renforça en ce domaine la position du Conseil municipal. Le camping est par contre plus développé à Apremont qu'à Maché : classé deux étoiles, le terrain d'Apremont a une capacité deux fois plus grande que celle de Maché. Le camp fut créé en 1974 par des Parisiens qui venaient en vacances dans la région et qui voulaient profiter de la proximité du lac pour " monter une affaire ". Cette dernière se révélant peu rentable pour les deux couples qui l'exploitaient fut mise en vente et achetée en mars 1976 par Mr. HACHE, étranger à la région. Cet ancien propriétaire d'une station-service à La Bassée dans le Nord, devenu régisseur du camp municipal de Saint-Aubin-sur-Mer, allait entreprendre la valorisation du camping par des plantations et une habile propagande par l'intermédiaire des stations-services du Nord. Situé sur la route joignant Maché à Apremont, le " camp des prairies " travaille surtout avec des estivants qui s'y installent dans l'attente de trouver une place dans les terrains surchargés du littoral (70 % de la clientèle est dans ce cas). En juillet, le camp ne fonctionne qu'au quart de sa capacité et en août à 50 %. Par contre, le terrain quatre étoiles du Fenouiller, plus proche encore de la mer, fait le plein en été et redéverse une partie de sa clientèle sur Apremont. Les élections municipales de 1977 ont porté à la Mairie une nouvelle équipe dirigée par un

Parisien, ancien fonctionnaire des finances, originaire d'une vieille famille d'Apremont, Mr. TURPIN. Ce dernier met davantage l'accent sur le développement industriel d'Apremont sans négliger toutefois les avantages que peut procurer une intelligente valorisation du site. Le dynamisme de Maché a créé dans cette partie de la vallée de la Vie des tensions et des jalousies qui se répercutent sur l'aménagement de l'espace mal coordonné. En février 1976, les communes d'Apremont, Falleron, Palluau et Saint-Christophe-de-Lignerons se constituaient en SIVOM, sans Maché (64). Ce SIVOM présidé par le Conseiller général du canton mettait au programme de ses réalisations la création de " villages de gîtes, de gîtes ruraux, de campings-caravanings municipaux et d'infrastructures pouvant présenter un intérêt pour l'accueil touristique en milieu rural ou un intérêt pour les sédentaires ".

En aval du barrage d'Apremont, sur les communes de Commequiers et Saint-Maixent-sur-Vie, la pression touristique est plus forte, plus ancienne et surtout plus diffuse. Les hébergements collectifs sont peu développés, en dehors du terrain de camping municipal de Commequiers (cent places) installé sur le terrain des sports. Il est plein du 1^{er} au 15 août (trente tentes). Le reste de l'été, l'on ne compte que quatre à cinq tentes et le premier septembre, il est vide. L'insertion du tourisme s'y fait essentiellement sous la forme des résidences secondaires ou des constructions de logements pour retraités. La répartition des petites exploitations et des métairies est ici le facteur explicatif majeur de l'insertion du tourisme beaucoup plus que le type d'agriculteur puisqu'elles font l'une comme l'autre de l'élevage laitier. Trois exploitants seulement se livrent à l'élevage hors-sol (deux avicoles et un porcin). Les premières ont entre dix et vingt hectares et sont en faire-valoir mixte : 25 à 50 % des terres sont louées sous forme de parcelles éparses à des propriétaires de Commequiers, commerçants, rentiers... Elles ont de cinq à dix vaches : 50 % des terres sont en prairies temporaires, 10 à 30 % en prairies permanentes, 15 % en céréales (blé, orge) et le reste en cultures diverses (betteraves, choux, maïs, fourrage). La vigne est en voie de disparition. Elles commercialisent leurs produits par un industriel de Challans, fabriquant de la poudre de lait et du beurre.

Leurs parcelles, petites et disséminées, subissent de plein fouet l'assaut du tourisme d'autant plus que ces petites exploitations se trouvent essentiellement à la périphérie du bourg et dans la zone ouest de Commequiers, la plus proche de la mer. Ces exploitants souvent âgés (50-60 ans) n'ont pas de successeurs et vendent, en attendant la retraite, des parcelles aux citadins qui construisent des résidences secondaires dont le nombre est passé de vingt-sept à cent quatre entre 1968 et 1975. Les secondes, bien structurées ont entre trente et soixante hectares et dessinent une sorte de croissant dans la partie est de la commune. Elles sont la propriété de châtelains, des citadins nantais, ou de négociants peu enclins à vendre. Quelques fermiers toutefois depuis quatre à cinq ans commencent à les acheter. Ces métairies ont entre trente et cinquante laitières et ont entrepris de remplacer leurs vaches normandes par des frisonnes. Elles se sont équipées de salles de traite et commercialisent leurs produits par l'intermédiaire de la coopérative UCAL de Luçon (dix-huit salles de traite pour cent trente fermes). Les exploitations sont peu tournées vers le tourisme. Les fermiers ont réalisé de gros investissements agricoles ou envisagent d'acheter leur ferme et sont peu enclins à s'orienter vers le tourisme. Les parcelles-blocs ne sont pas à vendre mais certaines au contact des zones de petites exploitations commencent à être menacées. Les constructions sont arrivées à la limite de la zone des grandes exploitations et l'on assiste à un début de pénétration (secteur des Gallussières par exemple). Une seule de ces métairies pratique la complémentarité agriculture-tourisme. Octave CLAUTOUR exploite trente et un hectares dont six en propriété et vingt-cinq en fermage. Il s'est spécialisé dans l'élevage laitier (trente-deux normandes qui donnent chacune en moyenne 4 600 litres par an). Il s'est fait construire une maison d'habitation neuve et a transformé les anciens bâtiments dont il était propriétaire en gîte rural loué pour la première fois en juillet 1976. C'est plus le souci de valoriser le patrimoine bâti que la motivation économique qui l'a conduit à réaliser ce gîte : le revenu tiré de la location en 1976 fut de 3 400 F alors que le bâtiment d'élevage qu'il entreprenait de construire lui coûtait 200 000 F. Tout en étant favorable au tourisme, Octave CLAUTOUR se méfie de l'insertion des résidents secon-

dares dans la zone des grandes exploitations : " au début, tout va bien mais quelques années plus tard, tout les gêne : les bruits, le silo, le fermier... il ne faut pas mélanger l'agricole et les maisons secondaires ". Ces réflexions conduisent les fermiers à demander un POS que refusent les petits agriculteurs. Il s'agirait d'éviter la dispersion des résidences secondaires sur l'ensemble du finage en les fixant soit dans des zones à peu près incultes et boisées de pins aux limites de Commequiers avec Notre-Dame-de-Riez et Soullans, soit dans les lotissements qui entourent le bourg. Ces derniers, au nombre de cinq, sont apparus en 1973. Ils sont l'oeuvre de petites entreprises du Fenouiller ou de Commequiers, du groupement d'artisans de Commequiers ou d'une plus grosse société, la SEGIF. Construits en général sur des parcelles vendues par des retraités ou à l'occasion d'héritage, ils représentent environ quatre-vingt-dix maisons dont seulement la moitié était vendue en 1977. La commercialisation est faite par un notaire de Soullans et des agences immobilières de Brétignolles et de Saint-Gilles-Croix-de-Vie.

Ces lotissements encouragés par le Maire, un négociant en bois qui en est à son troisième mandat, attirent peu les résidents secondaires. Ils sont surtout occupés par des personnes âgées et des fermiers qui se retirent au bourg et par des ouvriers venus travailler à Commequiers à la suite de l'implantation en 1975 des établissements BENNETEAU de Saint-Gilles-Croix-de-Vie (construction de bateaux de plaisance) et d'un atelier de couture. Le tourisme a changé au cours des quatre dernières années la physionomie de Commequiers mais il profite surtout aux artisans et commerçants qui sont ses plus fidèles agents. Ils ont su à la différence de ceux d'Apremont beaucoup mieux s'adapter à cette nouvelle activité économique. Le charcutier fait en été les marchés de Saint-Gilles et de Sion-l'Océan et le boulanger-pâtissier a des dépôts de pain sur la côte. Le quincaillier vend des articles de sports et des souvenirs et l'hôtel-restaurant s'est modernisé (1 étoile). L'influence balnéaire est sensible et se marque en été par un mélange de populations dans les rues du bourg, des files d'attente dans les magasins et une hausse des prix. Le même kilo de pommes " Golden " est passé en 1977 de 4,80 F à 6,80 F entre le 25 juin et le 5 juillet pour redescendre au début du mois de septembre.

Le tourisme explique que Commequiers malgré seulement 1 700 habitants a un secteur commercial et artisanal bien développé (deux électriciens, deux plombiers-chauffagistes, quatre entreprises de maçonnerie, quatre artisans du bois, un ferronnier d'art etc...).

Les transformations sont beaucoup plus limitées sur la rive gauche de la Vie à Saint-Maixent, Saint-Révérénd, Coex. On retrouve les mêmes données qu'à Commequiers avec quelques différences dues à la faiblesse du secteur commercial à Saint-Maixent et Saint-Révérénd. Les métairies, surtout lorsqu'elles sont tournées comme à Saint-Révérénd vers la viande, résistent bien à la pression foncière. Les parcelles qui se vendent sont ici aussi les petites parcelles du bourg et celles des villages. Elles avaient été achetées pendant l'entre-deux-guerres aux propriétaires nantais par des artisans, quelques commerçants qui les cultivaient (vigne, légumes, blé pour l'échange et quelques autres cultures) en plus de leur activité principale. Ils les ont conservées jusqu'à maintenant mais ces terres très morcelées sont vendues. Les fermes bien structurées, par contre, ne semblent pas menacées. Certaines d'entre elles, plus qu'à Commequiers, accueillent des estivants. On peut mettre cette plus grande ouverture en liaison avec un système agricole plus tourné vers l'élevage de bêtes à viande plutôt que laitier. Les agriculteurs participent chaque année à l'opération " fermes-ouvertes " et plusieurs d'entre eux ont aménagé, à la suite de la construction d'un logement neuf, des gîtes ou des meublés de vacances. Coex compte encore peu de résidences secondaires (quarante et une en 1975 contre vingt-trois en 1968) et les agriculteurs vendent peu de terres. Quatre lotissements privés et deux communaux ont vu le jour mais les prix élevés des terrains à bâtir en raison du blocage du marché foncier (50 F le m²) gêne la politique municipale. Les hébergements à la ferme ont du mal à se développer en raison du sous-équipement téléphonique. A deux kilomètres du bourg, les exploitations de Coex, Saint-Révérénd n'ont pas le téléphone, à la différence de celles de Commequiers et de Saint-Maixent qui se sont préoccupées plus tôt de ce problème. Le seul camping à la ferme de cette zone est le fait d'un petit exploitant (quinze hectares) dont la ferme se trouve à la sortie du bourg de Coex et qui profite de l'absence de terrain aménagé dans la commune.

A l'ouest de la route départementale 32 qui relie Challans aux Sables d'Olonne, la mer se trouve à moins de dix kilomètres et cette frange rurale sublittorale est entièrement conquise par le fait touristique. Notre-Dame-de-Riez est presque entièrement conquise et les constructions se sont diffusées sur l'ensemble de la commune au détriment même des grandes exploitations. Le bourg présente un aspect désolant avec ses friches, ses parcelles à vendre qui continuent à être cultivées en maïs, ses vignes mal tenues. Les petites maisons blanches de vacances qui enserrent le vieux bourg sont presque toutes fermées en septembre. La société "Sonkad " de La-Roche-sur-Yon y construit des " résidences vendéennes ". L'épicerie " Spar ", dépôt de pain-charcuterie, ferme du 2 au 26 septembre et l'aire naturelle de camping " Fonteclose " est vide dès le 2 septembre. Cette submersion tient à la proximité de la mer, à la longue tradition de laisser faire dans la politique de construction, à la prédominance de petits propriétaires âgés peu intéressés par le développement agricole et qui préféreraient vendre des petites sapinières plantées sur des terres pauvres. Seules quelques métairies dans la partie orientale du finage aux mains de jeunes exploitants résistent encore mais tout POS est désormais impossible. Il en est de même au Fenouiller qui subit de plein fouet le redéversement qui s'opère à partir de Saint-Gilles-Croix-de-Vie. La fonction touristique marque pleinement les paysages. Les résidences secondaires (35 en 1963 et 95 en 1975) se sont multipliées le long de la route qui conduit à Saint-Révérend. Tous les styles s'y rencontrent, y compris le " castel normand " couvert de chaume. Comme à Notre-Dame-de-Riez, des vignes en friche, des petites parcelles non remembrées témoignent de l'agonie de l'agriculture. Les petites exploitations vivotent avec quatre à cinq vaches, sans investissement et font un peu de tourisme à la ferme. Il subsiste cependant quelques grosses métairies qui pratiquent un élevage intensif de viande et de lait mais qui se sentent de plus en plus menacées. Jusqu'ici les propriétaires de Nantes et de Brem-sur-Mer ne vendent pas mais qu'en sera-t-il dans dix ou quinze ans ? Ici aussi, les commerces s'alignent sur le rythme balnéaire. L'hôtel-restaurant du Centre est fermé en septembre. Celui de la Madelon, ouvert, a orné ses murs d'une abondante publicité pour les pêches en mer et la société d'équitation de Paris installée à Saint-Gilles du 25 juin

au 10 septembre. Un bar-crêperie-camping (280 places) classé 4 étoiles s'est implanté au " Pas Opt ", à la sortie du bourg vers Challans. Il loue également des bungalows. Les lotissements et les constructions neuves se sont multipliés attirant les retraités. Ils ont commencé vers 1960 avec des lotissements de petite taille (quatre à cinq lots) réalisés par des entrepreneurs qui voulaient s'assurer du travail. Ils sont nés entre le bourg et Saint-Gilles. Vers 1970-72, la grosse ferme de quarante hectares encerclée par les petits lotissements a craqué et le fermier est devenu ouvrier-forgeron. Trois propriétaires se sont associés pour créer par tranches des lotissements aux noms évocateurs (Val de Vie, Beauséjour) : cinq cents maisons sont prévues. En 1976, la commune elle-même s'est lancée avec un lotissement de cinquante-six lots dans la construction. Toutes ces opérations immobilières sont situées entre le bourg et Saint-Gilles. L'on assiste actuellement au développement, dans la partie opposée, de constructions plus luxueuses hors lotissement sur de grandes parcelles. Ces logements ont permis la croissance démographique de la commune (1 175 habitants en 1962, 1 465 en 1975) en attirant des retraités de la région parisienne mais tous ne se fixent pas complètement. Bien souvent, lorsque le mari prend sa retraite, l'épouse plus jeune abandonne son métier de secrétaire de direction, d'employée de laboratoire etc... Le couple se retire au Fenouiller et la dame s'inscrit au chômage (30 % des inscrits au chômage dans la commune du Fenouiller sont dans ce cas). Au bout de deux ou trois ans, ces néo-ruraux qui n'arrivent pas à s'enraciner, loin de leurs enfants, dans un milieu où manquent services et animation hivernale, revendent leur maison. Il semble bien que ces lotissements en zone rurale aient plus de mal à maintenir leur population que ceux des stations balnéaires.

Cette zonation et cette organisation de l'espace rural par le tourisme se retrouvent, avec plus ou moins de schématisation, tout au long de la façade littorale. Au sud de la vallée de la Vie, la création d'un plan d'eau sur le Jaunay peut entraîner une cristallisation des équipements touristiques et constituer la base d'un aménagement touristique en profondeur. Déjà, des équipements ont été mis en place à une

quinzaine de kilomètres de la mer comme le camping 4 étoiles de la Garangeoire à Saint-Julien-des-Landes. Son propriétaire Mr. de KERAUTEM a reconverti en 1964 une partie de son domaine en terrain de camping (600 places) auquel il ajouta des équipements récréatifs (centre équestre, étangs pour la voile, la pêche, la baignade, les sentiers pédestres...) et un restaurant. Déjà, un tiers des estivants, surtout des étrangers, préfère rester sur place plutôt que de prendre le chemin des plages. Toutefois, les perspectives de création du plan d'eau ont accéléré les achats de parcelles et de vieilles maisons. Sans être aussi forte et diffuse que dans la vallée de la Vie, la pression touristique tend à susciter les mêmes problèmes et à compromettre un " aménagement touristique " qui ne doit pas être uniquement synonyme de diffusion anarchique des équipements et des hébergements.

L'espace rural sublittoral de la baie du mont Saint Michel au marais poitevin offre vis-à-vis du tourisme une grande variété de situations. Nous y retrouvons le déséquilibre déjà signalé pour les littoraux : ce sont les campagnes atlantiques qui enregistrent le plus fort développement touristique. Le redéversement des touristes de la côte vers l'intérieur s'y manifeste surtout par la création de terrains de camping de forte capacité, bien aménagés, d'équipements récréatifs consommateurs d'espace, et par l'affirmation de pôles touristiques qui ne sont pas de nature à contrebalancer sérieusement les grandes stations balnéaires et les énormes concentrations littorales. L'aménagement touristique en profondeur prôné par les pouvoirs publics reste à faire, d'autant plus que ces petits pôles touristiques en arrière du littoral sont le fait surtout d'initiatives privées. L'originalité principale de ce type d'espace rural est de poser l'insertion du tourisme rural en termes radicalement différents des exemples régionaux précédents. Si dans le reste de la France de l'Ouest, le tourisme est largement souhaité et voulu, il est dans les campagnes proches de la mer, de plus en plus mal supporté par les populations permanentes. Les griefs qui lui sont faits sont multiples mais les principaux tiennent aux perturbations de toute nature apportées au monde agricole et aux conflits multiples qui se produisent entre les exigences du développement touristique et le souci de plus en plus affirmé de sauvegarder les paysages, de maintenir libre les accès aux rivages. Les conflits sont d'autant plus aigus, que la multiplicité des lieux habités est extrême. La politique d'aménagement du territoire semble bien impuissante comme le montrent les difficultés rencontrées par les P.O.S, à canaliser cette intrusion brutale du fait touristique.

NOTES

- 1) FLAMENT Emile - La pression touristique littorale -
Cahiers Nantais, n° 13, juin 1977, p. 21-25
- 2) CAZES Georges - Les constantes spatiales du fait touristique littoral :
thématique et systématiques -
T.I.G.R. n° 23-24, 1975, p. 13-21.
- 3) Prospectives - n°2 janvier 1974 - Le littoral, 167 pages, P.U.F.
- 4) MOIGN A. - Les mesures de protection du littoral en France -
Cahiers Nantais, n° 13, juin 1977, p. 11-19.
- 5) DATAR - La politique d'aménagement du territoire - Rapport annuel
1975, chap. IV : " L'organisation de l'espace ", p. 57-63.
- 6) NEDELEC Loïk - Réflexions sur une base littorale de loisirs et de
nature - Penn ar Bed, n° 86, sept. 1976, p. 402-408.
- 7) dont les toponymes en " EAU " comme Augereau, Morisseau, Tonneau,
Vinsonneau rappellent les origines.
- 8) Centre d'expansion économique d'Ille-et-Vilaine : le développement
touristique des zones intérieures du département d'Ille-et-Vilaine -
mars 1969, 92 pages plus annexes.
- 9) Enquêtes auprès de MM. BALEMBOIS et JOUNO (Fougères), Mme DARDENNE
(Bazouges-la-Pérouse), J. LEVITRE (C.E.S.A.M.), LOYSANCE, GAUTHIER
et LOUYER Maria (Bazouges), HELBERT (Animateur du Coglais), TAILLANDIER
(Saint-Aubin-du-Cormier).

- 10) DELPEUCH Bertrand - Propositions d'aménagement pour les vallées de Couesnon et de la Minette - Ecole supérieure agronomique de Rennes, septembre 1977, 28 pages plus annexes.
- 11) ANDRIEUX Jean - Dinard, évolution d'une station balnéaire - Annales de Bretagne, tome LVIII, 1951, p. 180-183.
- 12) CRIBIER Françoise - L'hébergement touristique dans 318 stations du littoral français au coeur de l'été - CNRS, Paris, 1977, 183 pages.
- 13) DELOUCHE Denise - L'activité touristique de la région malouine - Norois, 1956, p. 439-451.
- 14) de ROMANET F. - Saint-Jacut-de-la-Mer : la commune - le tourisme - Mémoire E.S.A. Angers, 1966, 170 pages.
- 15) FLATRES-MURY H. - Sites littoraux et fréquentation touristiques - Communication faite à l'A.F.A.S. - Rennes, juillet 1977
- 16) AUBRY (M.L.), GUELLEC (A.) - Une activité économique peut-elle redéfinir un vieux pays ? réflexions sur le Penthièvre - Communication faite au Congrès national de l'Association des ruralistes français, Rennes, novembre 1977.
- 17) Enquêtes orales auprès du maire de Guitté, de M. GUENROC et de R. HUON (Association Armor et Argoat)
- 18) Enquêtes orales auprès de F. HAMON, Maire de Jugon-les-Lacs
- 19) Cette association a été créée en juillet 1977. Elle est présidée par le Maire de Moncontour et regroupe les communes de Locronan, Combourg, Quintin, Guerlesquin, Rochefort-en-Terre et Josselin

- 20) GLAYMAN Claude - Liberté pour les régions - Fayard, 1971.
- 21) THEURIET A. - Douarnenez - Revue des Deux Mondes, 1881
- 22) SIMON Maria - L'évolution de l'agriculture dans la zone légumière du Nord-Finistère - Thèse de 3ème Cycle, mars 1975
- 23) BAUDOUIN Alain et DAUTRIAT Louis-Roger - Alexis Gourvennec, Paysan-Directeur-Général - Fayard, 1977, 239 pages.
- 24) SIMON Robert - Les gîtes ruraux en Nord-Finistère -
Mémoire de maîtrise de Géographie, Université de Bretagne occidentale,
Février 1974, 209 pages.
- 25) Enquêtes orales auprès de MM. CREACH et GOUBARD (Chambre de commerce de Morlaix), de Marcel LEON et de Mme LEBRANCHU (SEMENF).
- 26) SAUBAN Charles - L'activité touristique de la côte morlaisienne -
Norois, 1956, p. 293-304
- 27) BIENFAIT Jean - Les villes françaises : Brest-
Notes et Etudes documentaires, 1974, 128 pages.
Livre blanc de l'agglomération brestoise - Cabinet C -
CACAUT, 1970, 32 pages.
- 28) HOUEE P. - Le développement micro-régional -
Bulletin d'information de l'ACEAR n° 18, juillet 1977 ; le canton de Ploudalmezeau, p. 102-116
- 29) D.D.A. du Finistère - Aménagement et développement du secteur rural de Ploudalmézeau, juillet 1970, 76 p.
- 30) MOUNIER J. - Climats littoraux du Sud et du Nord-Finistère - Penn ar bed, Vol. 6, n° 48, fascicule 1, mars 1967
LARIVIERE G. et VERDON J.P. - Contribution à l'étude du climat de la Bretagne - Paris, avril 1969, série des monographies de la Météorologie nationale

- 31) CRIBIER F. - L'hébergement touristique dans 318 stations du littoral français au coeur de l'été - Laboratoire de géographie humaine, Paris, CNRS, 1977, 183 pages.

- 32) Sur Bénodet, voir : BURNET L. - Villégiature et tourisme sur les côtes de France - Thèse, Paris, 1963

- 33) GINIER Jean - Cap Sizun et Haute-Limargue de Vayrac une difficile adaptation à l'agriculture de marché - Economie rurale, juillet-septembre 1971, p. 80-92

- 34) Voir à ce sujet :
 PELRAS Ch. - Goulien, commune rurale du cap Sizun (Finistère) - étude d'ethnologie globale - in Bulletin et Mémoire de la Société d'anthropologie de Paris, t. 10, 1966, p. 141 à 187.
 GOARDON Henri - Moeurs et coutumes du cap Sizun au début du XXème siècle - in Bulletin de la société archéologique du Finistère, Tome C II, 1974, p. 222-279.

- 35) Voir à ce sujet la communication de Mme FLATRES -MURY qui avance des chiffres reposant sur de minutieux comptages.
 FLATRES MURY H. - Sites littoraux et fréquentation touristique - Communication faite à l'A.F.A.S., juillet 1977, Rennes.

- 36) Particulièrement la commune de Plozévet soumise à une série d'enquêtes géographiques et sociologiques de 1960 à 1965. Voir à ce sujet, les deux numéros de la Revue de géographie de Lyon, N°s 2 et 3, 1967-
 MORIN Edgar - La métamorphose de Plodémet, Fayard, 1967, 287 pages.
 ALBENQUE A. - Etude des techniques de production et de consommation dans l'agriculture et les arts ménagers d'une commune bretonne (Plozévet)- in Bulletin et mémoire de la société d'anthropologie de Paris, 1967, p. 193-302.

- 37) HELIAS P.J. - Le Cheval d'orgueil - Plon, 1975, 575 p.

- 38) LUCAS Albert - La baie d'Audierne, milieu naturel -
Penn ar Bed n° 59, 1969
LE RHUN P. - La baie d'Audierne, étude géographique - Penn ar Bed,
n° 59, 1969

- 39) Enquêtes orales auprès de Mr. JEGOU (Landudec), de Mme ANSQUER
(Pouldreuzic) et de nombreux propriétaires de gîtes du pays bigouden.
Nos remerciements vont également à deux géographes bigoudens,
J.C. BODERE et M. PERON.

- 40) SEGALIN Martine - Le déplacement du pouvoir : crise d'une société
bretonne ; Saint-Jean-Trolimon
Etudes rurales, 1976, 63-64, p. 253-260

- 41) DUBOUCHET - Zig-zags en Bretagne - 1894

- 42) REMY SAINT MAURICE ; Le pardon de Sainte-Anne-la-Palud -
L'illustration, 21 août 1901, n° 3052, 10 pages plus photo.

- 43) Enquêtes orales à Plomodiern (Mr. KERVELLA), Plonévez-Porzay
(MM. BLOUET, LE CORRE) et Plogonnec (Mr. LE GALL).

- 44) FLATRES-MURY H. - L'aménagement touristique des rias bretonnes
Travaux de l'Institut de Géographie de Reims, n°s 23-24, 1975,
p. 107-120

- 45) HUBEAU Françoise - Le tourisme dans quatre communes sud-finistériennes
(Pont-Aven, Riec-sur-Belon, Rosporden, Saint-Yvi) - Mémoire de
géographie, Université de Lille, 1977, 350 pages.

- 46) Sur la presqu'île de Rhuy, on pourra se reporter à :
- PENN ar BED - n° spécial sur la presqu'île de Rhuy,
juin 1976, vol. 10, n° 85.
MAHEO Roger - Le golfe du Morbihan : une réserve... pour quoi faire ?
Penn ar Bed, n° 74, 1973, p. 155-164.

HIEBST Michèle - Tourisme et agriculture dans la commune de Sarzeau - DES, Université de Rennes, octobre 1968, 76 pages.

- 47) FOUQUET A. - Guide des touristes et des archéologues - 1854
- 48) M. 3337 - Station balnéaire et climatique - Carnac 1929-1938, Archives départementales du Morbihan.
- 49) TENK Bruno - L'évolution du secteur agricole dans une commune littorale touchée par le tourisme : l'exemple d'Erdeven - Mémoire de Géographie, Université de Rennes, décembre 1976, 153 pages.
- 50) GUERMOND Yves - Les inégalités géographiques dans le développement agricole : l'exemple du Morbihan - Norois 1974, n° 81, p. 39-63.
- 51) CHAUMET Michel - Le parc naturel régional du Marais poitevin - Norois, 1977, n° 96, p. 601-604.
- 52) PAPY L. - La côte atlantique de la Loire à la Gironde - Bordeaux, 1941, 2 vol. 302 et 508 p.
- 53) VERGER F. - La fonction balnéaire de la côte de Monts (Vendée) - in Bulletin du groupe poitevin d'études géographiques, 1952 (3), p. 28-30
- 54) BOUHIÉ A. - La fonction balnéaire et le tourisme sur la côte vendéenne, des Sables d'Olonne à l'anse d'Aiguillon - Norois 1956, p. 163-189.
- 55) RENARD Jean, CHAUVET Alain - La Vendée : le pays, les hommes - Ed. Le cercle d'or, La Roche-sur-Yon, 1978, 246 pages.
- 56) Association des géographes nantais : l'équipement touristique des Pays de Loire - mars 1968, 2 vol.

- 57) RENARD Jean - **Tourisme balnéaire et structures foncières :**
l'exemple du littoral vendéen - Norois, 1972, n° 73, p. 67-79.
RENARD Jean - **Tourisme et structures foncières sur le littoral**
entre Loire et Gironde - Bulletin de la Société Languedocienne
de Géographie, 1973, tome 7, p. 343-354.
- 58) BAUD J.C. - **Tourisme et vie agricole dans le pays de Monts -**
D.E.S. octobre 1967, Université de Nantes, 143 pages, 42 cartes
et graphiques.
- 59) LIMOUZIN Pierre - EMANGARD Pierre Henri - **Challans, la cité et sa**
région - CEAS, La Roche-sur-Yon, 60 pages, 1977.
- 60) CABANNE Claude - **L'évolution récente de l'Aiguillon - La Faute-sur-Mer -**
Norois, 1977, n° 95 ter, p. 37-55
- 61) CREDAR - **Tourisme et milieu rural ; zone vendée - juin 1969, 157 pages.**
- 62) **Ministère de l'Agriculture : Etude du marché foncier dans la zone**
littorale à partir des notifications de vente à la S.A.F.E.R. en
Charente-Maritime, Deux-Sèvres, Vendée (1968-1971), 1972, 22 pages.
- 63) **Enquêtes orales auprès de MM. RAFFIN (Maire de Maché), Joël CHAUVIN**
(Directeur du Village de vacances de Maché), Bernard SACHOT (Conseiller
agricole, ancien Maire d'Apremont), TURPIN (Maire d'Apremont),
Paul RABALAND (agriculteur, conseiller municipal de Commequiers),
Mme la Secrétaire du Syndicat d'initiative d'Apremont, MM. HACHE
(propriétaire du camping des Prairies à Apremont), Octave CLAUTOUR
(agriculteur à Commequiers), Robert CHARRIER (agriculteur à Saint-
Révérend), BROSSARD (agriculteur à Coex, Président du syndicat
cantonal), André RABILLER et Mme de KERAUTEM (Saint-Julien-des-Landes).
- 64) **Statuts et composition du SIVOM de Palluau - 8 pages, 1976**

CONCLUSION GENERALE

-:-:-:-:-

Aborder dans une thèse un sujet relativement neuf entraîne de lourdes obligations et oblige le chercheur à bien présenter ses sources, à préciser la terminologie et la méthodologie utilisées. Cette démarche a été tout au long de notre travail, une de nos préoccupations essentielles. C'est le fait touristique en milieu rural que nous voulions étudier, c'est à dire le développement d'une fonction récréative dans un espace multiforme, hétérogène, diversifié, qui ne se laisse pas circonscrire dans des formules simples. Il n'était pas possible toutefois de l'analyser, dans une région comme l'Ouest de la France, sans essayer de mesurer et de saisir son importance par rapport au tourisme balnéaire. En l'absence de toute synthèse sur l'ensemble de l'Ouest, il est vite apparu nécessaire de replacer le fait touristique dans une large perspective historique. Nous nous sommes attachés à montrer comment le développement du tourisme a été lié à la diffusion des moyens de transport, surtout ferroviaires, et en quelle mesure les héritages de toutes natures rendent compte de la répartition actuelle du fait touristique. Nous n'avons pas réalisé une analyse exhaustive de toutes les composantes du fait touristique ni une étude régionale complète : quelques thèmes ou régions supplémentaires n'auraient pas apporté d'éléments fondamentalement nouveaux à la compréhension du phénomène étudié. Dans un cadre spatial aussi vaste, il ne pouvait s'agir que d'un travail de défrichement qui devrait trouver des prolongements dans des analyses régionales plus fines et des travaux ultérieurs. Nous ne répéterons jamais assez comment l'échelle conditionne non seulement la manière de poser les problèmes mais aussi la nature même de ces problèmes. Une de nos chances a été d'étudier un phénomène, le tourisme à la campagne, de l'observer au moment même où presque il naissait et se développait dans l'Ouest et de rencontrer ses principaux acteurs et témoins. Dans ces conditions, des questions comme l'impact du fait touristique sur le milieu rural avaient beaucoup moins d'intérêt que

l'analyse de ses origines et la compréhension de son inégale diffusion dans les campagnes de l'Ouest.

L'étude de l'évolution des départs en vacances des Français de 1949 à 1976, les estimations du chiffre de population estivale supplémentaire et les dépenses effectuées par les touristes permettent de dire que le tourisme estival joue dans la vie économique de la France de l'Ouest un rôle fondamental dont la preuve fut administrée a contrario par le " manque à gagner " dû aux conséquences de la marée noire de 1978.

La France de l'Ouest par sa façade normande a participé activement à l'éclosion de la villégiature balnéaire mais la Bretagne, connue des touristes anglais, et dans une moindre mesure le littoral atlantique, n'ont commencé à attirer, écrivains, peintres, voyageurs qu'après 1830. Le développement des chemins de fer à partir de 1850 a modifié radicalement les conditions d'accessibilité de ces terres occidentales encore éloignées de Paris et entraîné le développement de quelques grandes stations (Granville, Saint-Malo, Le Croisic, les Sables d'Olonne...). Ces migrations de plaisance furent encouragées par les compagnies de chemins de fer qui mirent sur pied trains de plaisir, billets d'excursion, billets d'abonnements de bains de mer.... L'analyse des rapports des conseils d'administration des compagnies de chemins de fer desservant l'Ouest et la consultation de nombreuses autres sources nous ont permis d'établir quelques traits originaux de ces flux touristiques anciens. Ce qui ressort, c'est leur inégale répartition dans l'espace marquée par la suprématie des côtes de la Manche, liée largement à la structure des réseaux ferroviaires. La part des recettes des migrations de plaisance n'a pas cessé de croître tout au long du XIX^{ème} siècle donnant déjà au tourisme les caractères d'un phénomène de masse, entraînant une diversification croissante de la composition des vacanciers due au rôle plus grand des classes moyennes et populaires, à la participation des provinciaux et à l'extension des aires géographiques de loisir. Un des faits majeurs de cette montée du tourisme est le rôle croissant des " bains de mer " au détriment des autres formes d'excursions. A partir de 1920, la concurrence de l'automobile, très sensible sur la côte normande, amena en réaction la création de circuits touristiques en autocars, un esprit commercial nouveau des compagnies de chemins de fer et une certaine pénétration des vacanciers

dans les espaces intérieurs plus ou moins ignorés alors même que le caractère saisonnier et de pointe des flux touristiques s'accroissait. Dans l'Ouest, la grande crise économique mondiale de l'entre-deux-guerres affecta surtout le tourisme des étrangers et fit sentir ses effets dans les points d'arrivée du tourisme international (Cherbourg...) et dans les grandes stations mondaines (La Baule, Deauville, Dinard). Par contre, elle ne semble pas avoir eu d'effets sur les déplacements de vacances des Français déjà bien ancrés dans les mœurs. L'importance dans l'Ouest de l'émigration rend compte en partie de la composition sociale diversifiée des touristes, du maintien du volume des migrations pendant la crise et de la répartition géographique complexe des flux touristiques. L'Ouest a enregistré une poussée très sensible de la fréquentation en 1937 et 1938, à la suite des mesures sociales prises par le gouvernement de Front Populaire mais cette poussée fut géographiquement inégale, entraînant localement une désorganisation du système traditionnel d'hébergement et le développement de formules nouvelles (camping, auberges de jeunesse..). Les îles occupent une place à part et constituent un monde très diversifié. Celles de la Manche, proches du continent et les grandes îles de l'Atlantique étaient alors les plus fréquentées.

Le chemin de fer est demeuré le principal moyen de transport utilisé par les vacanciers jusque vers 1960, date à laquelle il fut supplanté par l'automobile et ces deux modes de transport restent utilisés par environ 90 % des vacanciers. L'analyse des variations saisonnières, par le biais de coefficients mensuels, d'indicateurs variés, nous permet de mesurer et de comparer l'ampleur de ces variations, d'en dégager plusieurs types, et de mettre en évidence quelques traits des migrations touristiques et de leur répartition spatiale : importance des surcharges estivales bien marquées en août, grand rôle des pointes secondaires liées aux flux d'avant et d'arrière-saison et aux déplacements lors des grandes fêtes (Pâques, Toussaint, Noël), extrême mobilité de la population vacancière. L'organisation de l'espace par les flux estivaux fait apparaître trois données majeures : rôle des grandes villes régionales, proximité de la région parisienne, formidable force d'attraction de la mer.

Ces conclusions partielles se trouvent confortées et enrichies par l'analyse des grandes familles d'hébergement, l'étude de leur localisation et de leur fréquentation.

Le contraste entre les littoraux et l'intérieur est un trait commun à tous les types d'hébergements au sein desquels camping et résidences secondaires occupent une place de plus en plus forte. Les facteurs explicatifs de cette répartition sont multiples. Si les données climatiques peuvent apparaître déterminantes pour justifier le rôle grandissant du littoral atlantique au détriment de celui de la Manche, le poids de l'histoire pèse encore lourdement sur ce dernier (suprématie en matière d'équipement hôtelier par exemple). Les concentrations intérieures tiennent à des causes encore plus complexes : aux facteurs physiques qui peuvent jouer (forêts, vallées, plans d'eau, relief appalachien....), s'ajoutent une multitude de données parmi lesquelles nous avons pu souligner de nouveau, le rôle des villes régionales, de la proximité de Paris et de la région parisienne, des grands axes routiers, du thermalisme, et mettre en évidence des facteurs généralement moins connus ou sous-estimés comme l'influence des milieux catholiques agricoles (colonies de vacances, maisons familiales rurales..) et laïcs (auberges de jeunesse...), le rôle des personnalités agissant pour leur propre compte ou dans le cadre d'associations ou des communes (Villages de vacances). Certaines de ces concentrations intérieures tiennent aussi à la permanence de centres touristiques anciens ou de vieilles régions de tourisme et d'excursion.

Les flux touristiques actuels dans l'Ouest sont encore pour une bonne part le négatif de l'exode rural. Ce trait valable pour les hébergements en résidences principales chez les parents et amis, l'est aussi pour les résidences secondaires comme le montrent les quelques cartes très démonstratives que nous avons élaborées. Ce rôle de l'émigration, qui s'est ainsi maintenu depuis le milieu du XIX^{ème} siècle, explique largement les caractéristiques des modes d'acquisition, de la répartition du marché des résidences secondaires. Il rend compte du prolongement des flux touristiques par des migrations de retraite aux incidences non seulement démographiques et économiques mais également très visibles dans le paysage par le dynamisme de l'habitat (notamment en Bretagne). Le recrutement de ces touristes se fait surtout dans la France urbanisée et industrialisée

au Nord d'une ligne Bordeaux-Strasbourg, où s'affirment principalement Paris et la région parisienne, le Nord-Pas-de-Calais, La Basse-Seine, La Lorraine. Si la Basse-Normandie et la Bretagne sont surtout dans la mouvance parisienne, les côtes atlantiques au sud de la Vilaine et la Vendée reçoivent davantage d'estivants venus de la Basse-Loire, des villes ligériennes, du Massif Central, de la région Lyonnaise. Ces vacanciers sont, plus que dans d'autres régions françaises, d'origine modeste, notamment lorsqu'ils fréquentent les terrains de camping, les villages et maisons familiales de vacances et même les résidences secondaires. Ces traits sont atténués par la présence d'un fort contingent d'étrangers principalement sur les côtes de La Manche et dans le Val-de-Loire, qui affectionnent plus que les Français les établissements hôteliers et les terrains de camping de grand luxe. Si les Britanniques et les Belges sont peu nombreux dans l'hôtellerie, Allemands et Néerlandais occupent une plus grande place dans le camping. Le principal intérêt de leur présence réside en une fréquentation moins concentrée que celle des Français sur le seul mois d'août, puisqu'ils n'hésitent pas à venir nombreux dans l'Ouest en avant et arrière-saison.

L'opposition globale entre l'intérieur et les littoraux n'est pas seulement quantitative, elle est aussi qualitative. La campagne, marquée par de plus faibles déséquilibres saisonniers, conséquences tout à la fois d'une fréquentation moins forte et plus étalée, supporte des types d'hébergement surtout communaux (camping) et d'un moindre degré de confort et d'équipement. Ces contrastes géographiques ne sont toutefois ni simples ni figés. Ils résultent d'une longue évolution en France comme dans l'Ouest, perceptible dans les résultats publiés presque chaque année depuis 1949 par l'INSEE, sur " les vacances des Français ". La campagne devait perdre sa suprématie vers 1957 pour ne plus représenter en 1977 que 28 % des journées de vacances d'été passées en France. Fréquentée surtout par des vacanciers à revenus modestes, les vacances à la campagne ont pu être assimilées pendant longtemps aux vacances du pauvre et faire du tourisme rural le synonyme de tourisme social. C'est vers 1970 que commencent à apparaître les signes d'un changement profond et complexe, qui porte vers la campagne des citadins aisés, avides de retour à la nature. Le pourcentage de citadins fréquentant la campagne augmente d'ailleurs avec la taille de la commune de résidence principale. Cette mutation qui n'a pas effacé

les traits anciens s'accompagne de l'amenuisement du rôle de l'hébergement chez les parents et amis.

Ces premières conclusions tirées de l'analyse des flux, des types d'hébergement et de leur fréquentation, nous avons essayé de les justifier et valider, par des analyses systématiques et synthétiques prenant en compte le fait touristique dans sa globalité. Il s'agissait également de s'interroger sur la structuration de l'Ouest par le tourisme, d'essayer de dégager des constantes spatiales et de cerner la spécificité de l'espace intérieur.

Les cantons littoraux sont caractérisés par des taux de fonction touristique supérieurs à 100 % et parfois même à 500 %, alors que des taux compris entre 30 et 75 % sont caractéristiques de la majeure partie des campagnes intérieures. Ces derniers ne sont généralement pas suffisants pour permettre aux cantons ruraux de rattraper en été leur déficit de population mesuré par rapport au maximum démographique. L'analyse simultanée des hébergements touristiques et l'étude des fréquentations par la méthode des variations de consommation de farine à des dates différentes confirment l'organisation de l'espace touristique en fonction de la mer et l'existence de régions touristiques intérieures très diversifiées. L'évolution 1964-1974 semble même accroître les disparités régionales entre le littoral et l'intérieur. La confrontation de la fréquentation et du potentiel d'hébergement conduit à établir des nuances régionales entre la basse-Bretagne intérieure, les marges armoricaines, les campagnes bas-normandes et ligériennes, la haute-Bretagne, les espaces sublittoraux, urbains et suburbains, et à montrer que le formidable potentiel d'hébergement est loin d'être utilisé à plein, même au coeur de l'été. En dehors de la force immense d'attraction de la mer et de l'existence localement d'un triple zonage permettant de passer d'un lisière littoral à l'espace rural intérieur par l'intermédiaire d'une frange sublittorale, il n'y a pas de déterminisme dans l'organisation des régions touristiques qui résulterait d'un décalque entre les zones de plus fortes fréquentations et les éléments les plus attractifs du milieu physique. Certes ces derniers sont localement susceptibles d'expliquer certaines inégalités dans la distribution du fait touristique mais leur valeur d'attractivité dépend très largement des

initiatives humaines. Les facteurs humains considérés au sens large sont davantage générateurs d'inégalités régionales, mais ils sont tellement complexes et variés qu'ils se réduisent difficilement à des schémas simples . Le milieu physique et humain offre au développement touristique des possibilités qui, compte tenu des données propres à chaque région, des héritages historiques, des circonstances de l'environnement socio-économique, du rôle actif des hommes, ne sont pas obligatoirement valorisées. Cette constatation générale s'applique tout particulièrement à l'espace rural intérieur où les richesses physiques, humaines, architecturales n'entraînent pas obligatoirement une activité touristique notable d'autant plus que toute l'histoire du tourisme montre l'irrésistible concentration des équipements récréatifs, des moyens d'hébergements, des vacanciers, en bordure de mer. Les voix isolées qui commencèrent en France vers 1960 à dénoncer cette subordination des activités touristiques à la mer, trouvèrent à partir de 1970 des échos dans la politique d'aménagement du territoire et dans l'aménagement en profondeur. Nos recherches montrent cependant que le tourisme rural a des titres plus anciens, des origines et des motivations plus profondes et plus complexes que cette simple fonction de redéversement des activités touristiques littorales.

L'idée de la valeur récréative de l'espace rural comme antidote de l'urbanisation est ancienne en France puisqu'on la trouve déjà nettement exprimée sous le Second-Empire. Pendant longtemps toutefois, certaines initiatives hardies dues à des esprits éclairés, au Touring-Club de France, comme cette " société des maisons rustiques " ou la tentative de créer en France avant 1914 des chambres d'hôtes sur le modèle britannique n'ont guère été suivies d'effets mais l'idée du tourisme à la campagne a fait lentement son chemin, véhiculée par de nombreuses publications et des guides spécialisés . On peut invoquer pour expliquer ces lenteurs les interruptions dues aux guerres et les ponctions démographiques qui s'en suivirent, les conséquences de " l'agricolisation " des campagnes liée à la dépopulation rurale, mais il faut tenir compte aussi des difficultés dues à la pénétration de ce que l'on peut considérer comme une véritable innovation dans un milieu guère

fait pour l'accueillir. Il faut attendre que ce dernier change et se transforme dans ses activités économiques et ses mentalités, que les pouvoirs publics prennent des mesures incitatives concrètes, que le citadin modifie lui-même sa perception de la ruralité, pour voir éclore vers 1950, timidement d'abord, plus largement ensuite, des réalisations originales de tourisme rural tant au niveau des hébergements que des activités de loisir.

Les gîtes ruraux apparus en 1951 dans les Basses-Alpes se sont développés d'abord dans les hautes terres du centre et du sud-est pour gagner ensuite presque toute la France, n'ignorant plus en 1978 que les pays de grande culture du centre du bassin parisien. Au sein de cet ensemble, l'Ouest est un tard-venu puisque le mouvement des gîtes ne s'affirme vraiment qu'après 1965, principalement dans les départements littoraux du Finistère, du Morbihan, de la Vendée. Avant 1964, les premiers foyers furent essentiellement intérieurs, étroitement localisés. C'est à partir d'eux par bourgeonnements et épaississements que se fit la diffusion lente jusqu'en 1970, beaucoup plus rapide ensuite. Après cette date, les régions littorales prennent le dessus et se développent plus vite que les campagnes éloignées de la mer. Les chambres d'hôtes et le camping à la ferme se multiplièrent surtout après 1970, bénéficiant des effets d'entraînement causés par les gîtes ruraux sans couvrir encore en 1978 l'ensemble des campagnes de la France de l'Ouest. Si des chambres d'hôtes se développèrent à partir de quelques foyers isolés, la plupart d'entre'elles apparurent brutalement (sud de la Manche, Calvados). Nous ne retrouvons qu'à peine également pour le camping cette phase de lente maturation à partir de foyers initiaux, décelée pour les gîtes ruraux. Toute la population rurale et une partie des citadins propriétaires ruraux ont participé à la création de ces formes d'accueil à la campagne, symboles du tourisme vert, mais les agriculteurs y sont largement prépondérants. Il faut insister sur le fait que ce ne sont pas tellement les petits agriculteurs en quête d'un revenu complémentaire qui se tournèrent vers les gîtes ruraux, les chambres d'hôtes, les terrains de camping, mais surtout les agriculteurs, " moyens et gros ", possédant, espaces, capitaux, temps libre... les influences et les circonstances à l'origine de ces réalisations furent variées, complexes,

changeantes. Parmi les plus importantes, nous pouvons mettre en avant, au départ surtout, le rôle de la presse et des organismes de promotion touristique. Les succès des premiers gîtes ruraux, connus et popularisés dans le milieu agricole par des visites de groupes de vulgarisation agricole, des voyages d'étude, des reportages de la presse professionnelle, encouragés par les leaders du monde paysan, ont, malgré des difficultés (specticisme, méfiance, hostilité de certains, insuffisance des crédits, manque d'information, faible rentabilité, complexité de la législation...) beaucoup favorisé cette diffusion.

Leur fréquentation a suivi la même évolution que celle des autres modes d'hébergement. Accueillant au début des habitués, des vacanciers de condition modeste, ils sont devenus, surtout avec les gîtes ruraux bretons, des hébergements chers, réservés aux classes moyennes et aux étrangers, ce qui les détournait de leur philosophie première. Cette évolution s'est accompagnée d'une transformation des modes de commercialisation, marquée depuis 1975 par l'intervention des agences étrangères qui ne se contentent pas de vendre des locations à la campagne, mais organisent des circuits et se lancent dans la promotion du tourisme fluvial, pédestre, équestre.

Ces formes de tourisme, dites " de randonnée ", que nous pourrions appeler aussi " sportives ", sont également anciennes, puisque apparues vers la fin du XIX^{ème} siècle et le début du XX^{ème} siècle. Leur renouveau récent procède surtout de la volonté d'animer la campagne pour que les citadins ne s'y ennuiant pas, tout en essayant de lui donner une image touristique originale et personnelle capable de contrebalancer celle associée à la pratique de la mer. Le tourisme de randonnée qui fait appel à des itinéraires balisés et entretenus, à des relais, à des services multiples, qui nécessite une adaptation de l'appareil législatif et réglementaire, rencontre dans la France de l'Ouest, beaucoup plus d'obstacles, de freins, de difficultés à son développement que n'en connaissent gîtes ruraux, chambres d'hôtes, camping à la ferme, dans la mesure où certains de leurs aspects vont à contrecourant de l'évolution de l'agriculture et du monde rural (déclassement des voies navigables, disparition des chemins ruraux, abandon du cheval...). Il permet l'entrée dans l'espace touristique de contrées pendant longtemps à peine touchées par le tourisme,

car en dehors des circuits traditionnels et des grands axes de circulation, éloignées des villes et de la mer, mais ne touche encore qu'une infime proportion de vacanciers, assez jeunes, issus principalement des milieux sociaux aisés. L'environnement maritime, la présence d'un réseau de voies navigables qui, même s'il est indépendant de l'ensemble du réseau national, permet la circulation sur plus de 1 000 km, la coopération entre les régions de Bretagne et des pays de La Loire, le rôle de quelques pionniers, font de la France de l'Ouest la première région française pour le nombre de bateaux qui y circulent et rendent compte de l'originalité de son tourisme fluvial marquée par le peu de locations de bateaux et la faiblesse des parcours moyens journaliers, l'importance du trafic de transit et la primauté de la liaison Manche-Océan empruntée surtout par les plaisanciers britanniques.

Si l'Ouest a moins développé que d'autres régions, malgré des réussites récentes dues à des actions isolées, les sentiers de promenade et de petite randonnée, il a su en quelques années se doter d'un réseau de sentiers de grande randonnée, certes inachevé, mais relié aux autres sentiers français, et qui permettent soit d'accomplir le tour de Bretagne, soit de joindre les grands sites du Mont-Saint-Michel ou des châteaux de la Loire.

Le tourisme équestre représenté par différents types de vacances à cheval est celui qui entraîne parmi les formes de tourisme de randonnée le plus d'engouement mais qui suscite aussi le plus de difficultés. Il bénéficie dans l'Ouest, où les traditions équestres et l'élevage chevalin sont anciens et toujours vivants, de conditions particulièrement favorables et de l'appui de l'administration des Haras, sans que l'on puisse pour autant le développer obligatoirement à partir des régions traditionnelles d'élevage. S'il tente de s'affirmer à partir des vieilles infrastructures existantes comme les sociétés hippiques où il se heurte à certaines incompatibilités et réticences, il enregistre ses plus beaux succès à partir de créations nouvelles et originales, largement tournées vers la randonnée équestre et soutenues par des loueurs professionnels, des agriculteurs, des associations. Dans tous les cas il se maintient difficilement car il fait appel à des équipements vivants, les chevaux, qui doivent être nourris, entretenus et soignés toute l'année, alors que la saison touristique reste brève et qu'un tel tourisme ne peut descendre

en dessous d'un certain seuil. Ce caractère fondamental, trop souvent négligé, explique la disparition chaque année de plusieurs établissements et rend compte des difficultés à organiser le tourisme équestre au niveau régional. Les enquêtes sur le terrain nous ont toujours permis de constater que les réussites en matière de tourisme équestre reposaient largement sur des astuces permettant d'occuper les chevaux en dehors des deux mois d'été, mais les conditions géographiques, sociales, économiques, les facteurs humains, font que ces solutions et parfois ces artifices ne sont pas généralisables. Pour tenter de remédier à ces difficultés et de conforter le tourisme de randonnée, les pouvoirs publics se sont davantage engagés depuis 1974 dans une politique globale reposant sur l'ouverture des espaces au tourisme, sur l'aide à des équipements polyvalents concernant aussi bien les itinéraires, que les gîtes et relais d'étape, invitant chaque département à élaborer un plan de tourisme pédestre et équestre. Cette volonté de regroupement et de coordination des équipements récréatifs en espace rural est depuis 1964 propre au mouvement des stations vertes de vacances.

Ce dernier, né dans la Sarthe, bien implanté dans les Pays de la Loire, vise à regrouper dans une chaîne nationale des localités sélectionnées proposant un minimum d'équipements diversifiés. L'adhésion à l'association des stations vertes ne constitue pas seulement une homologation d'équipements existants. C'est bien souvent aussi l'aboutissement d'une volonté de mise en valeur du patrimoine et des richesses locales, la conséquence de la réalisation progressive d'équipements de la part de communes soucieuses de développer leur fonction touristique. En ce sens, les stations vertes ont joué en France et dans l'Ouest, un rôle essentiel dans la diffusion du tourisme en espace rural. Par rapport aux courants de pensée qui ne voient dans le tourisme à la campagne qu'un simple tourisme dispersé et diffus, les stations vertes furent les premières à présenter un produit touristique complet regroupant hébergements, équipements, loisirs, distraction, animation, doté de ses propres moyens de commercialisation. Certaines difficultés du développement du tourisme à la campagne sont estompées, dans la mesure où les stations vertes associent la population permanente à la vie touristique par la recherche de la complémentarité des équipements, facteur indispensable de rentabilité pour des communes rurales aux moyens financiers

souvent limités. L'étude de la diffusion des Stations Vertes dans l'Ouest, du financement des équipements, des freins et des contraintes à surmonter, nous permet à travers des exemples précis, de toucher du doigt un des caractères essentiels du tourisme rural actuel en France qui est celui des rapports qu'il entretient avec la politique d'aménagement rural.

Le tourisme rural en France n'a été pris en compte sérieusement par les pouvoirs publics qu'assez tardivement, vers 1965, mais cette intervention, par les aides et les idées qu'elle véhiculait, par les services qu'elle mettait en place, a été décisive. Le tourisme rural n'était plus seulement une somme d'initiatives isolées, il devenait un volet essentiel de la politique française d'aménagement du territoire. A des aides thématiques (gîtes ruraux, stations vertes, plans d'eau...) allaient progressivement et après des tâtonnements, s'ajouter des actions régionales considérant le " tourisme vert " dans sa globalité, confiées à partir de 1976 à la responsabilité d'assistants techniques de développement du tourisme en milieu rural. Les liens entre tourisme et aménagement rural nous ont conduit à une réflexion, essentielle pour le géographe, entre le développement du tourisme rural et les niveaux régionaux d'aménagement. Le passage du stade des initiatives locales communales, extra-communales (SIVOM), à celui d'une unité plus ou moins homogène d'aménagement ne devait pas se faire facilement. Des structures de type centralisateur étaient mises en place pour promouvoir et organiser le tourisme rural dans des ensembles départementaux ou des régions de programme, alors qu'on s'efforçait, sans lien parfois avec les précédentes, de l'insérer dans de multiples entités de nature diverse (comités de rénovation rurale, P.A.R., parc naturel régional, contrats de pays, pays d'accueil etc...), qui ne coïncident pas avec les régions géographiques. Une analyse systématique et cartographique des différents niveaux d'aménagement nous a permis de souligner quelques unes des ambiguïtés, des interférences et parfois des contradictions de ces découpages, sources à leur tour, malgré l'amélioration qu'ils représentent, de nouvelles difficultés à l'insertion du tourisme dans les campagnes. Notre thèse montre que ces cadres territoriaux d'aménagement peuvent parfois devenir des éléments de différenciation spatiale, d'explication de l'organisation de l'espace

par le tourisme puisqu'ils sont capables, par l'intermédiaire de politiques spécifiques, de rendre compte de la localisation d'équipements de loisir, de la genèse de flux, de la prise de conscience de la part des habitants permanents d'un sentiment sinon de pays tout au moins d'appartenance à une entité originale.

Les inégalités de diffusion de tourisme en espace rural tiennent à des facteurs multiples se rapportant aussi bien aux inégalités naturelles (différences d'attraits et de pittoresque, climatiques...), qu'au poids de l'histoire, à l'existence de types d'agriculture plus ou moins réceptive, au rôle des initiatives individuelles. Le tout constitue un dosage dont il est bien difficile de mesurer les parts respectives, d'autant plus qu'à ces facteurs propres au milieu rural, s'ajoutent d'innombrables données externes (moyens de communication, rôle des villes régionales, publicité etc...). Notre démonstration aurait été incomplète sans l'étude d'exemples régionaux mettant en évidence, au sein de trois grands types d'espaces ruraux inégalement marqués par le tourisme, cette multiplicité d'interrelations, et replaçant le fait touristique dans la totalité régionale.

Les marges armoricaines sud-orientales, les plus éloignées de la mer, présentent sur le plan touristique une certaine individualité. Espaces de circulation aisée, facilement accessibles de la région parisienne, animés par des villes en expansion, traversés par des flux Nord-Sud, ils présentent par la variété de leur relief, leurs attraits naturels, leurs paysages humanisés et contrastés, la présence de la Loire et de ses châteaux, la réputation de ses productions agricoles, l'exemple de campagnes de vieille vie touristique. Cette dernière est en pleine mutation. Longtemps presque exclusivement liée à La Loire, à ses châteaux-musées, à ses vins, à ses résidences, elle s'appuie sur des formules nouvelles et originales pour s'infiltrer non plus seulement dans les vallées affluentes, et à la périphérie des grands massifs forestiers, mais aussi pénétrer largement les plaines et les plateaux limitrophes. Le développement touristique qui remet en question les formes traditionnelles d'organisation de l'espace se heurte à des milieux ruraux variés et se fait selon diverses modalités.

La polyculture de subtilité, de hardiesse et de prudence qui s'est développée dans la Vallée, a maintenu de fortes densités de population et engendré un niveau élevé d'équipements et de services. L'aménagement hydraulique de l'Authion a favorisé l'apparition de conditions favorables au tourisme mais les agriculteurs souvent âgés, surtout préoccupés par les fluctuations saisonnières du marché des produits agricoles, par les problèmes de commercialisation et d'investissements, engagés dans des calendriers agricoles serrés et absorbants, ont peu de temps et de motivations pour s'intéresser à lui. Il n'en est pas de même dans le plateau saumurois marqué par la vigne, associée aux céréales et à l'élevage. Ici une multiplicité d'initiatives, des milieux ruraux ouverts au tourisme ont entraîné le développement des hébergements et un élargissement des bases récréatives. Il n'est pas nécessaire de revenir sur l'originalité des campagnes choletaises où une empreinte touristique encore très légère s'explique par un complexe de données au sein desquelles un milieu naturel trop moyen, un patrimoine architectural appauvri par les guerres, une image répulsive, des mentalités et des volontés locales tournées vers des priorités autres que celles du développement touristique sont déterminantes. A la suite de causes multiples, des changements à peine perceptibles sont en train de s'opérer. A partir du tissu vivant des associations, par une plus grande participation des collectivités locales et départementales et de certains notables, une mise en valeur touristique s'opère freinée par l'insuffisance des locations meublées, conséquence des fortes densités de population et de la présence d'industries en milieu rural. Aux portes de l'Anjou et aux confins de l'Armorique, les campagnes du Maine ont elles aussi, en dehors des vallées et malgré quelques réussites comme celle de Sillé-le-Guillaume, longtemps ignoré le fait touristique. L'insertion récente dans les bocages du secteur Erve-et-Vègre, fondée en partie sur l'exploitation des ressources en eau, est liée largement à la politique d'aménagement rural. C'est là un des traits dominants du développement touristique des espaces ruraux intérieurs bretons et normands.

Ces derniers jamais trop éloignés de la mer, autorisent le développement de certaines formes de complémentarité entre l'Océan et

l'intérieur, en subissent également les effets concurrentiels stérilisants, d'autant plus qu'en dehors de quelques rares secteurs, ils baignent depuis moins longtemps que les pays ligériens dans une ambiance touristique. Un fort exode rural n'a cependant pas vidé, à la différence de certains secteurs des hauts plateaux du Massif Central ou des Alpes du Sud, ces campagnes de toute substance et le tourisme y trouve encore des points d'appui, mais les cadres de son insertion échappent à toute généralisation. A côté du maintien d'une économie traditionnelle dans de petites exploitations paysannes morcelées, aptes à s'adapter à un tourisme rural complémentaire des activités agricoles, se sont développées des formes d'agriculture plus intensives, céréalières ou d'élevage, des spéculations hors-sol animées par des chefs d'entreprise, génératrices d'un paysage agro-industriel, et qui sont nettement moins ouvertes à l'insertion touristique. Cette dernière est surtout prise en charge par les collectivités locales qui bénéficient de l'appui des pouvoirs publics et qui voient dans le tourisme une chance qu'il convient de saisir. Les inégalités de diffusion au sein de ces campagnes normandes et bretonnes si elles tiennent en partie aux richesses physiques et humaines, dépendent surtout de l'action des comités d'aménagement et des hommes qui les animent, de l'aide publique, du poids des facteurs hérités, de la plus ou moins grande ouverture des responsables agricoles, des artisans et commerçants et des populations permanentes au tourisme. Ce qui nous a frappé au contact du terrain dans ces types d'espaces ruraux, c'est d'une part le décalage parfois considérable entre le discours officiel souvent lénifiant et les réalités concrètes qui conduit à une certaine réserve et méfiance vis à vis du tourisme ceux qui seraient les plus tentés pour le promouvoir et, d'autre part, l'absence de phénomène de rejet lié au fait que le tourisme est souvent très en dessous du seuil de tolérance à partir duquel les problèmes de coexistence, de conflits ou de concurrence commencent à se poser.

Il n'en est pas de même par contre dans les espaces ruraux littoraux et sublittoraux. Ici également la pratique du terrain conduit à nuancer l'idée de l'existence en été d'un littoral surchargé plein à craquer, occupé continûment, mais le fait majeur des dix dernières années, préparé de longue date, a été l'affirmation d'une pression touristique de plus en plus forte sur les campagnes les plus proches de la mer.

Lorsque cette dernière était encore faible, les exploitations agricoles tiraient beaucoup d'avantages de la présence des touristes et les agriculteurs n'ont pas été parmi les derniers à se lancer dans le tourisme. La disparition de nombreux petits exploitants, les transformations de l'agriculture, l'évolution des idées, les perturbations engendrées par une intrusion brutale du fait touristique, les conflits d'intérêt commencent à entraîner des réactions d'hostilité. Ces dernières sont d'autant plus avivées que cette bande littorale est aussi le siège de fortes densités de population permanente et de villes en expansion, d'activités liées à la mer. Le cadre géographique est donc fondamentalement différent des exemples précédents et conduit à poser les problèmes d'irruption touristique en termes de conflit et de concurrence, ce qui donne une autre dimension à l'aménagement du territoire. La vie touristique présente toutefois de multiples visages liés à la diversité des milieux régionaux et, malgré l'existence d'un cadre commun, toute généralisation est ici aussi difficile. Le fait majeur est cependant l'effacement du rôle des agriculteurs et la prise en compte du développement touristique par d'autres groupes socio-professionnels (artisans, commerçants, propriétaires...), par certaines collectivités locales avides de lotir et de construire, et par des intérêts financiers extérieurs à la région. Cette évolution inégalement poussée à son terme conduit à une individualisation de cet espace touristique où s'implantent des équipements récréatifs qui, pour compenser leur relatif éloignement de la mer tout en essayant de retenir sur place leurs utilisateurs, présentent un degré élevé de confort.

En définitive, l'analyse de l'insertion du fait touristique dans des milieux régionaux diversifiés et à des échelles différentes, conduit à essayer de relier entre eux certaines formes ou stades d'évolution, pour s'interroger sur la nature profonde du tourisme rural et sur ses perspectives d'évolution. Deux constatations parmi d'autres méritent, à notre sens, qu'on s'y attarde.

La première tient au fait que si le tourisme rural est ancien dans sa pratique et son idéologie, il a été parmi tous les autres types de tourisme, celui qui a mis le plus de temps à s'affirmer, à s'organiser et qui marque le moins l'espace. Cela tient, et nous l'avons montré, aux multiples caractères du milieu mais aussi au fait qu'il n'a pas

jusqu'ici intéressé les grands intérêts pourtant prompts à se lancer dans le tourisme balnéaire ou montagnard, à cause d'une faible rentabilité des capitaux investis. Les moteurs du tourisme rural ont été surtout des particuliers plus ou moins encouragés par les pouvoirs publics ou leurs organisations professionnelles et les collectivités locales. De multiples circonstances commencent à changer cette donnée profonde qui se traduisent localement par une accélération de la pénétration touristique de l'espace rural et une accentuation de la pression foncière.

La seconde est liée au contenu même du tourisme rural qui cache des situations extrêmement variées. Si l'on s'en tient au seul tourisme organisé par les agriculteurs, force est de constater les limites des formes de complémentarité entre les activités agricoles et touristiques, n'entraînant que des transformations mineures de l'agriculture. Ce tourisme à la ferme semble être une forme transitoire, apte seulement à se maintenir dans le cadre d'exploitations agricoles à l'avenir mal assuré. D'une part les transformations actuelles de l'agriculture et du monde rural tendent à enlever le support matériel et humain qui est dans bien des cas la substance même de ce tourisme recherché par les citadins sevrés de nature. Le tourisme rural est alors soit condamné à se réfugier dans des exploitations résiduelles mais dans ce cas son avenir semble précaire, soit à inventer d'autres formes de tourisme fondées davantage sur la randonnée, l'aventure, la vie sauvage, déconnectées du tissu rural classique. D'autre part, les nécessités de la croissance et de l'adaptation aux conditions du marché rendent fragiles les formes de complémentarité entre l'agriculture et le tourisme. Un seuil est vite atteint au delà duquel un choix est nécessaire. L'activité agricole, si elle ne disparaît pas, se réfugie dans des formes extensives à faibles investissements, dont l'une des fonctions principales n'est plus que d'assurer un environnement agricole, un cadre de vie récréative, à la limite de l'artificialité. Dans ces conditions le tourisme rural dans les campagnes françaises, tel qu'il existe actuellement, ne serait-il en définitive qu'une forme transitoire liée à un certain état de l'agriculture et du monde rural ? La diversité des situations géographiques, l'inégalité du rythme des transformations, la souplesse et l'esprit inventif des hommes permettent cependant de penser que, pour longtemps encore, coexisteront des types variés de tourisme rural difficilement réductibles à un schéma unique.

BIBLIOGRAPHIE CLASSEE

Nous ne présentons que les sources, ouvrages, articles réellement utilisés. Le lecteur ne trouvera donc pas une bibliographie exhaustive du tourisme dans la France de l'Ouest. Les courtes références extraites des documents d'archives, de la presse, précisées dans le texte à la fin de chaque chapitre, n'ont pas été reproduites.

LISTE DES PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

A.B.....	Annales de Bretagne
A. de G.....	Annales de Géographie
A.G.....	Acta Géographica
A.D.H.....	Annales de Démographie historique
A.J.S.....	American Journal of Sociology
A.N.....	Aménagement et Nature
B.A.G.F.....	Bulletin de l'Association des Géographes français
B.S.F.A.....	Bulletin de la Société française d'Anthropologie
B.S.L.G.....	Bulletin de la Société languedocienne de Géographie
B.T.I.....	Bulletin technique d'information du ministère de l'Agriculture
C.A.G.....	Cahier des Amis de Guérande
C.C.R.A.E.....	Cahier du centre de recherche - analyse de l'Espace
C.D.G.D.U.C.....	Cahier du Département de géographie de l'Université de Caen
C.G.B.....	Cahier de Géographie de Besançon
C.G.Q.....	Cahier de Géographie du Québec
C.G.R.....	Cahier de Géographie de Rouen
C.I.....	Cahiers de l'Iroise
C.I.A.....	Cahiers des Ingénieurs agronomes
C.I.S.....	Cahiers internationaux de Sociologie
C.M.....	Correspondance municipale
C.N.....	Cahiers nantais
C.T.....	Cahiers du Tourisme (Aix-en-Provence)

D.E.S.....	Diplome d'Etudes supérieures
EC. R.....	Economie rurale
E.G.....	L'espace géographique
E.H.....	Economie et Humanisme
E.L.T.....	Equipement, logement, transport
E.M.....	Economie méridionale
E.N.....	Etudes normandes
E.R.....	Etudes rurales
E.S.....	Economie et statistique
E.S.P.....	Espaces, Revue de l'association pour la culture, les loisirs, le tourisme
ESP. 90.....	Espace 90, Revue de la C.N.A.R.
G.R.....	Géographie et recherche - Université de Dijon
H.T.N.....	Hommes et Terres du Nord
I.G.....	Information géographique
Med.....	Méditerranée
Nor.....	Noroirs
N.R.....	La Nouvelle Revue
O.P.....	Options méditerranéennes
P.A.B.....	Penn ar Bed
P.C.M.....	Revue des Ponts-et-Chaussées et des Mines
R.A.P.G.....	Revue de l'Avranchin et du Pays de Granville
R.D.M.....	Revue des deux Mondes
R.E.S.S.....	Revue européenne des Sciences sociales
R.F.....	Revue forestière
R.G.A.....	Revue de Géographie alpine
R.G.E.....	Revue de Géographie de l'Est
R.G.L.....	Revue de Géographie de Lyon
R.G.P.S.O.....	Revue de Géographie des Pyrénées et du Sud-Ouest
T.C.G.E.R.R.....	Travaux du centre géographique d'Etudes et de recherches rurales (Poitiers)
T.I.G.R.....	Travaux de l'Institut de Géographie de Reims
T.G.L.....	Travaux géographiques de Liège
T.R.L.G.R.L.....	Travaux et recherches du Laboratoire de Géographie rurale de Lille
T.V.E.S.G.....	Tijdschrift Voor Econ. en Soc. Geografie
Urb.....	Urbanisme

DOCUMENTS STATISTIQUES ET ADMINISTRATIFS

Avertissement

Le Secrétariat d'Etat au Tourisme publie un bulletin statistique trimestriel fournissant des indications, certes précieuses, mais très incomplètes et à un niveau géographique descendant rarement en dessous de celui du département. Le fait touristique est encore statistiquement mal appréhendé et il a fallu pour l'étudier dépouiller des sources variées et hétérogènes. Ces dernières sont rarement regroupées au sein d'un seul organisme et la documentation touristique demeure embryonnaire et éparse. Le lecteur est invité à se reporter aux indications méthodologiques placées au début de chaque chapitre ou dans les notes.

Principaux documents utilisés

- Bulletin trimestriel du Secrétariat d'Etat au Tourisme
- Résultats des recensements de la population de 1954, 1962, 1968, 1975.
- Résultats du recensement général de l'agriculture de 1970.
- Enquêtes et sondages sur les vacances des Français publiés régulièrement par l'I.N.S.E.E. (1949-1976).
- Résultats du recensement I.N.S.E.E. de la distribution (1966).

A ces sources très générales, il convient d'ajouter la masse énorme de documents publiés, rarement classés, qu'il est possible de trouver :

- dans les communes : délibérations de conseils municipaux, archives communales, monographies, matrices et plans cadastraux, matrice des impôts, fichiers divers, nouvelles inscriptions sur les listes électorales, listes nominatives des recensements, permis de construire, bulletins municipaux et cantonaux...

- dans les préfectures : liste des terrains de camping et parfois statistiques de fréquentation, indications sur l'hôtellerie dite de préfecture, équipements récréatifs soumis à une surveillance (baignades, piscines...), dossiers consécutifs à l'application de certaines réglementations (camping hors des terrains aménagés, surveillance des prix, fêtes et manifestations...).

- dans les administrations départementales :

COMités départementaux du Tourisme : leur fonds documentaire est très variable d'un département à l'autre et il est souvent très pauvre. On y trouve surtout des dépliants publicitaires, quelques dossiers spécialisés, des coupures de presse classées par thème ou par commune, et dans le meilleur des cas des séries statistiques de fréquentation (musées, terrains de camping...). Certains publient parfois depuis très longtemps des revues (Revue d'Anjou, Bulletin de l'Office départemental du tourisme de la Manche...).

Directions départementales de l'Agriculture : leurs services d'aménagement rural s'intéressent au tourisme rural et les Chargés d'études ont réuni une documentation qui peut se révéler précieuse (Schémas départementaux d'aménagement rural, PAR...)

Directions départementales de l'Equipeement : on y trouve des documents variés relatifs aux résidences secondaires, aux permis de construire, aux statistiques de circulation routière et fluviale (comptages aux écluses et carnets des éclusiers). Ces documents réunis à l'occasion de la préparation des SDAU et des contrats de pays sont parfois utilisables.

Directions de la Jeunesse et des Sports : elles rassemblent les informations relatives aux colonies de vacances et parfois au camping et, d'une manière générale, aux loisirs et vacances des Jeunes.

Services du cadastre et des impôts (matrices cadastrales, matrices générales des impôts, déclarations de propriétés bâties, enquêtes sur les commerces...)

Services des hypothèques : copies des actes de vente des propriétés bâties.

A ces sources publiques, il faut ajouter la consultation de nombreux autres documents privés, détenus dans chaque département par :

- les Chambres de Commerce et de métiers (hôtellerie, registres professionnels...)

- les Chambres d'agriculture (services de tourisme rural, d'habitat rural, S.I.A.D., vulgarisation agricole...)

- les services départementaux des gîtes ruraux, chambres d'hôtes, camping à la ferme
- les syndicats départementaux des " hôteliers, restaurateurs et limonadiers "
- les comités départementaux d'expansion
- la Fédération départementale des syndicats d'initiative :
fichiers, registre des délibérations, documents publicitaires, revues, statistiques diverses...
- au niveau régional (Régions de programme) :

Comités régionaux du tourisme : leur fonds documentaire est très hétérogène et assez pauvre. Le principal intérêt résidait jusqu'en 1974 dans leur rôle de collecte des statistiques de fréquentation hôtelière (hôtellerie de tourisme).

Chambres régionales d'agriculture, de commerce et d'industrie : elles possèdent généralement des fichiers et un fonds documentaire assez fourni (rapports, enquêtes, statistiques, fichiers divers...)

SAFER (notes sur les mutations de propriété foncière)

ONIC (statistiques sur les livraisons de farine aux boulangers-pâtisseries regroupées par commune)

Associations régionales de Tourisme équestre et fluvial
Observatoires régionaux de l'I.N.S.E.E.

OREAM Nantes-Saint-Nazaire, services régionaux de l'Équipement (statistiques de circulation routière, comptages, statistiques et enquêtes diverses...) et missions régionales (préfectures de région).

Universités et écoles spécialisées : grâce à l'obligeance de nombreux collègues, nous avons pu avoir connaissance des travaux et mémoires, encore peu nombreux, traitant du tourisme (Angers, Brest, Caen, Le Mans, Nantes, Rennes). Il convient d'ajouter les mémoires de l'Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie de Rennes et de l'Ecole Supérieure d'Agriculture d'Angers.

- Au niveau national (principalement Paris) : nous avons été conduits à consulter des documents variés ;

Ministère de l'Equipement : Direction des voies navigables et des ports maritimes, D.A.F.U.

Ministère de l'Environnement : Bureau des Sites

ONIC

Bibliothèques spécialisées : A.C.E.A.R. (Atelier central d'Etude et d'Aménagement rural) ; Secrétariat d'Etat au Tourisme ; A.C.L.T. (Association pour la culture, les loisirs, le tourisme) ; Touring-Club de France ; Arts et Traditions populaires ; C.E.C.O.D. (Centre d'Etude du Commerce et de la Distribution) ; divers bureaux et sociétés d'études (S.E.P.R.A., S.C.E.T.O., A.N.E.R.A...)

Comité professionnel du pétrole

Fédérations nationales des gîtes ruraux, des Logis de France et Auberges rurales

F.N.S.E.A. (association " Agriculture et Tourisme ")

Fédération nationale des Syndicats d'initiative et Offices de Tourisme

Association nationale des Stations Vertes de Vacances (Le Mans) et diverses agences de voyage (Voyage-Conseil, Hobby-Voyage)...

V.V.F., Union nationale des Maisons familiales de vacances, Fédération laïque des Maisons familiales de vacances, Renouveau (Chambéry), Vacances-Loisirs-Famille

S.N.C.F. (comptages ferroviaires et indicateurs des chemins de fer)

Comité national des Sentiers de Grande Pannonée

Divers annuaires : camping, hôtellerie, plans d'eau, stations vertes, musées, châteaux ouverts au public, Auberges de jeunesse, Relais de campagne et Châteaux-Hôtels, Fermes-Auberges...)

Guides (Michelin, Kléber, Hachette...)

CARTES ET ATLAS

Nous avons utilisé les cartes I.G.N. au 1/100 000 et au 1/250 000 pour l'ensemble de l'Ouest et localement les cartes au

1/25 000 et 1/50 000 ainsi que les photographies aériennes. Il faut ajouter les cartes des Atlas régionaux (Bretagne, Normandie, Pays de la Loire) et celles de l'Atlas historique de l'Anjou (2 vol. I.G.N.) ainsi que les documents cartographiques variés contenus dans les dépliants publicitaires ou publiés par divers services ou associations (Voies navigables, Associations équestres et pédestres...).

ARCHIVES

Rares sont encore ceux qui s'intéressent scientifiquement à l'histoire du tourisme et jusqu'à présent les documents d'archives sont rarement inventoriés et classés. En dehors des guides anciens et itinéraires, mémoires, souvenirs, relations de voyages, récits présentés dans la bibliographie ci-dessous, nous avons utilisé :

- les rapports d'activité des conseils d'administration des compagnies de chemins de fer de l'Ouest (1882-1907), Paris-Orléans (1876-1914), de l'Etat (1905-1914) et 1925-1937

- divers documents déposés aux archives départementales : généralement des liasses ont été constituées regroupant les résultats des enquêtes sur le camping et l'hôtellerie menées systématiquement en France en 1937, 1938 et 1939 ; les pièces relatives au classement des stations et autres activités liées au tourisme (casinos, registre des étrangers...)

- Enquêtes sur l'habitat rural (chantier 1 425) et sur l'Atlas folklorique (Musée des arts et traditions populaires)

Presse : c'est une source précieuse d'information qui a accordé au fait touristique, dès ses débuts, une importance souvent méconnue. Nous avons procédé au dépouillement d'un certain nombre de journaux et revues :

- revues et journaux nationaux d'intérêt général ou professionnel :

1. L'Illustration (1843-1938)

Revue des Deux Mondes (1834-1938)

Revue de Paris (1835-1914)

Journal de la France agricole (1945-1976)

Agri-sept (1972-1976)

- Revues et journaux nationaux touristiques :

Le Tour de France - revue illustrée 1904-1907

Revue du Touring-Club de France 1890-1938

- Revues et journaux régionaux et locaux, professionnels, touristiques ou d'information :

La Bretagne touristique

La Côte d'Emeraude

Le Petit Dinardais

Le Goëland : Journal des Plages de Loire-Inférieure

Revue des Syndicats d'initiative de l'Anjou

Le Publicateur : Journal de la Vendée

L'Echo saumurois

- Journaux agricoles : Anjou agricole, Paysan breton, l'Agriculteur normand, Vendée agricole; Arvogroz, La Fermière... et journaux publiés par les chambres de commerce et d'industrie (Bretagne économique, Informateur économique du Choletais etc...)

- Presse quotidienne : Courrier de l'Ouest, Télégramme de Brest, Ouest-France, Nouvelle République du Centre-Ouest, Presse-Océan.

OUVRAGES METHODOLOGIQUES

Terminologie :

1 - BEAUJEU-GARNIER Jacqueline : La Géographie : méthode et perspectives, Paris, 1971, 141 pages

2 - BERNARD-BECHARIES Jean-François : Pour une définition de l'Environnement, Consommation, n° 3, 1975, p. 5-55

3 - BLOCH Marc : Apologie pour l'histoire ou métier d'historien, A. Colin, 1959, 110 pages.

- 4 - BONNAMOUR Jacqueline : Géographie rurale : méthodes et perspectives, Masson, 1973, 168 pages.
- 5 - BONTRON J.-C. et MATHIEU N. : Pour une nouvelle délimitation du milieu rural en France, Cahiers du C.E.N.E.C.A., mars 1971, p. 110-112
- 6 - Id. - Les transformations de l'espace rural : problèmes de méthode, E.R. 1973, n° 49-50, p. 137-159.
- 7 - CALMES R., DELAMARRE A., DURAND-DASTES F., GRAS J., PEYON J-P : L'espace rural français, Masson, 1978, 171 pages.
- 8 - CLAVAL Paul : Essai sur l'évolution de la géographie humaine, Les Belles Lettres, 1964, 162 pages.
- 9 - COYAUD L.-M. : Les bourgs, R.G.E. ,1978, n° 1-2, p. 1-19.
- 10 - Dictionnaire touristique international, Edition française, Académie internationale du Tourisme, Monte-Carlo, 1969, 327 p.
- 11 - FLATRES-MURY Huguette : La notion de " bourg " en France , Mélanges Meynier, P.U.B., p. 563-572.
- 12 - HALPHEN Louis : Introduction à l'histoire, P;U.F., 1948, 85 p.
- 13 - HAUMONT Antoine : L'image de la campagne chez les citadins, Métropolis, février 1975, n° 2, p. 51)53.
- 14 - JUILLARD Etienne : La " région " : contributions à une géographie générale des espaces régionaux, Editions Ophrys, 1974, 230 pages, Association des Publications près les Universités de Strasbourg, tome XI.
- 15 - KOSTROWICKI Jerzy : Un concept fondamental : l'organisation de l'espace, Revue internationale des Sciences Sociales, 1975, vol. XXVII, n° 2, p. 348-367.
- 16 - Laboratoire de Géographie rurale de Paris I, E.N.S. de Fontenay-aux Roses : Réflexions sur l'espace rural français, septembre 1975, 165 pages.
- 17 - MADEC J; et PARRET D. : Vers une définition fonctionnelle de la ruralité, Revue de Droit rural, décembre 1975, n° 47, p. 536-553.
- 18 - MATHIEU Nicole : Le rôle des petites villes en milieu rural, B.A.G.F., n° 400, 1972, p. 287-294.
- 19 - MEYNIER André : La commune rurale française, A. de G., sept. 1945, p. 161-179.
- 20 - ID. : Les banlieues de croissance démographique en Bretagne (1968-1975), Nor., avril 1976, n° 90, p. 318-328.
- 21 - PIATIER A. et MADEC J. : Comment et pourquoi définir un espace rural, Economie rurale, 1977, n° 118, p. 3-13.

- 22 - ROGER Jean : Pour une nouvelle définition de l'espace rural, Cahiers du C.E.N.E.C.A., mars 1971, p. 130-133
- 23 - THIBAUT André : Une source documentaire : les zones de peuplement industriel et urbain, C.C.R.A.E. n° 3, avril 1974, 69 pages.
- 24 - Veyret-Verner Germaine : Essai de définition et de classification des petites villes. Leur insertion dans un réseau urbain, R.G.A., 1970, n° 1, p. 51-66.

Aspects généraux

- 25 - BASTIE Jean : Quelques réflexions sur la recherche en géographie humaine, A.G. 1970, janvier-mars, p. 48-54.
- 26 - CHEVAILLER Jean-Claude : Classification en analyse économique spatiale, T.E.M., Espace, 1974, n° 7.
- 27 - CICERI M.-F., MARCHAND B., RIMBERT S. : Introduction à l'analyse de l'espace, Masson, 1977, 184 pages.
- 28 - CLAVAL Paul : La nouvelle géographie, P.U.F., 1977, 128 pages.
- 29 - DOLLFUS Olivier : L'espace géographique, P.U.F., 1970, 126 pages
- 30 - Id : L'analyse géographique, P.U.F., 1971, 126 pages
- 31 - GEORGE Pierre : Difficultés et incertitudes de la géographie, A. de G., 1976, p. 48-63.
- 32 - HAGETT Peter : L'analyse spatiale en géographie humaine, A. Colin, 1973, 390 pages.
- 33 - RIMBERT Sylvie : Les paysages urbains, A. Colin, 1973, 240 pages.

Cartographie, sites et paysages

- 34 - BERTRAND G. : Paysage et géographie physique globale : esquisse méthodologique, R.G.P.S.O., 1968, n° 3.
- 35 - CLAVAL Paul et WIEBER Jean- Claude : La cartographie thématique et méthode de recherche, 2 vol., Annales littéraires de l'Université de Besançon, Les Belles Lettres, Paris, 1969.
- 36 - C.N.R.S. - RCP 231 : Groupe de recherches sur les équilibres des paysages, Cahier n° 1, Paris 1971, 41 pages.
- 37 - FLATRES-MURY Huguette : Méthodes canadiennes d'étude des sites récréatifs, B.S.L.G., 1973, n° 3-4, p. 415-430.
- 38 - FLATRES Pierre : Recherche et cartographie des sites : essai de méthodologie, H.T.N. 1972, p. 7-10.
- 39 - Id. : Cartographie des sites : le lac de Guerlédan, T.R.L.G.R.L., 1973, 1, p. 43-50.
- 40 - JOLY F. - Place de la cartographie dans le travail géographique, Mélanges Meynier, P.U.B., 1972, p. 143-153.

- 41 - JOURNAUX A. : Légende pour une carte de l'environnement et de sa dynamique, Faculté des Lettres et Sciences humaines de Caen, mars 1975.
- 42 - JUILLARD Etienne : L'utilisation du sol dans le Bas-Rhin, R.G.E. 1961, 1, p. 14-28.
- 43 - MASSONIE, MATHIEU, WIEBER : Application de l'analyse factorielle à l'étude des paysages, C.G.B., septembre 1971, n° 4, 51 pages.
- 44 - PERPILLOU Aimé : Essai d'établissement d'une carte de l'utilisation du sol et des paysages ruraux en France, Mélanges Arbos, 1953, p. 189-199.
- 45 - ROUGERIE G. : Géographie des paysages, P.U.F., 1969, 126 pages.

Méthodes quantitatives

- 46 - BERTIER P. et BOUROCHE J.-M. : Analyse des données multi-dimensionnelles, P.U.F., 1975, 270 pages.
- 47 - BEGUIN H. : Analyse quantitative en géographie, T.G.L., 1975, p. 327-336.
- 48 - BENZECRI J.-P. : La taxinomie, vol 1, 624 pages
L'analyse des correspondances, vol. 2, 624 pages,
Dunod, 1973.
- 49 - BRUNET Roger : Graphes de corrélation, E.G., 1975, n°4, p. 269-270.
- 50 - BRUNET Roger et VANDUICK R. : Les comportements électoraux en Champagne ; une analyse des résidus, E.G., 1975, n°3, p. 208-212.
- 51 - CHAPUIS R. : Essai de typologie factorielle sur un échantillon de 100 communes rurales du Doubs, C.G.B., n°11, novembre 1974, p. 69-128
- 52 - CHEVAILLER Jean-Claude : Analyse factorielle et algorithmes de classification appliqués aux centres commerciaux, C.G.B., n° 11, 1974, p. 9-25.
- 53 - Id : Classification en analyse économique spatiale, Editions Cujas, 1974, 181 pages.
- 54 - CICERI Marie-France : Méthodes d'analyse multivariée dans la géographie anglo-saxonne. Evaluation des techniques et des applications, Thèse 3ème cycle, Université de Paris I, 1974, 223 p.
- 55 - DALMASSO Etienne : Essai d'application de quelques méthodes statistiques à la région milanaise, B.A.G.F., 1971, n° 393-394, p. 377-398.
- 56 - DANIS Claude : A la recherche d'une structure spatiale : un instrument de synthèse statistique, Centre inter-disciplinaire d'étude d'études et de recherches sur les structures régionales, Dossier n° 8, Université de Saint-Étienne, juin 1974.

- 57 - DENIAU, OPPENHEIM, LEROUX : Deux méthodes d'analyse factorielle. Analyse des données en architecture et urbanisme, Centre de méthodologie mathématique et informatique, Institut de l'Environnement, novembre 1972, p. 123-167.
- 58 - DIDAY E. : Nouvelles méthodes et nouveaux concepts en classification automatique et reconnaissance des formes, Thèse, Université de Paris VI, 1972.
- 59 - DIDAY E. et LEBART L. : L'analyse des données, La Recherche, n° 74, janvier 1977, vol. 8, p. 15-25.
- 60 - GENDRE Francis - Introduction aux méthodes d'analyse multivariée R.E.S.S., Genève 1974, p. 33-50.
- 61 - GRAIS Bernard - Les techniques statistiques, Dunod, 3 vol., 1972, 238, 200 et 358 pages.
- 62 - GUERMOND Yves : Prospection de technique d'analyse de données en géographie agricole, Centre de recherche sur l'évolution de la vie rurale, Université de Caen, Publ. II, p. 293-316.
- 63 - GUIGOU Jean-Louis : Analyse des données et choix à critères multiples, Dunod, 1974, 211 pages.
- 64 - GUIGOU J.-L., AYDALOT P., HURIOT J.-M. : Théorie économique et utilisation de l'espace, Editions Cujas, 1974, 211 pages.
- 65 - HATT T. : Informatique, statistique et géographie quantitative au lycée, I.G., 1977, n° 3, p. 131-147.
- 66 - LEBART L. : Introduction à l'analyse des données : analyse des correspondances, validité des résultats, méthodologie. Consommation, Annales du CREDOC, 1969, n° 4, p. 65-87.
- 67 - LEGOY Pierre : La diffusion des innovations en agriculture, C.G.R., 1975, 4, p. 1-20.
- 68 - MANZAGOL Claude : Forces et faiblesses de l'analyse quantitative, A. de G., 1973, n° 453, p. 545-556.
- 69 - MARCHAND Bernard : L'usage des statistiques en géographie, E.G. 1972-2, p. 79-100.
- 70 - RACINE et REYMOND : L'analyse quantitative en géographie, P.U.F., collection Sup., 1973, 316 pages.
- 71 - RENARD Jean-Pierre : Les limites régionales du Haut-Artois : l'intérêt d'une analyse des résidus de régression, E.G. n°3, 1971, p. 213-217.
- 72 - REUCHLIN M. : Méthodes d'analyse factorielle à l'usage des psychologues, P.U.F., 1964.
- 73 - REYMOND Henri : L'actualité des modèles graphiques en géographie humaine, C.G.Q., 1968, n° 26, p. 177-216.

- 74 - THIBAULT A. : Le système d'inter-relations en géographie régionale, tentative méthodologique, C.C.R.A.E.. septembre 1972, p. 50-87.

OUVRAGES D'INTERET GENERAL

- 75 - ALBENQUE A. : Etude des techniques de production et de consommation dans l'agriculture et les arts ménagers d'une commune bretonne : Plozévet, Bulletin et Mémoire de la société d'anthropologie de Paris, 1967, p. 193-302.
- 76 - ANDRIEUX Jean : Dinard, évolution d'une station balnéaire, A.B. tome LVIII, 1951, p. 180-183.
- 77 - ANDREWS : Les paysans des Mauges au XVIII ème siècle : étude sur la vie rurale dans une région de l'Anjou, Tours, 1935, 274 pages.
- 78 - AUBRY Marie-Louise : Le marché aux bestiaux de Guerlesquin; Norois 1973, 80, p. 689-697.
- 79 - AUBRY M.-L., GUELLEC A. : Une activité économique peut-elle redéfinir un vieux pays ? réflexions sur le Penthièvre, Communication présentée au colloque de l'association des ruralistes français, Rennes, novembre 1977.
- 80 - BABONAUX Y. : Le lit de la Loire - étude d'hydrodynamique fluviale, Paris, Bibliothèque nationale, 1970, 250 pages.
- 81 - BARIOU Robert : Dépeuplement, exode, dépopulation en Bretagne centrale : l'exemple de la Haute-Cornouaille, Norois, 1974, n° 84, p. 527-539.
- 82 - BARIOU Robert : Problèmes économiques de la Bretagne centrale - L'exemple du Centre-Ouest breton, Norois 1975, n° 85, p. 5-19.
- 83 - BARRE Pierre : Un exemple d'industrialisation en milieu rural : le Choletais (1954-1970), G.R., octobre 1973, p. 20-42.
- 84 - BARROIS Charles : Les divisions géographiques de la Bretagne, A. de G., 1897, p. 23-44 et 103-122
- 85 - BAUDOIN Alain, DAUTRIAT Roger : Alexis Gourvennec, Paysan-Directeur-Général, Fayard, 1977, 183 pages.
- 86 - BECK Bernard : L'économie de la région Normandie, Editions Marketing, 1975, 134 pages.
- 87 - BERNARD Augustin : L'île de Groix, A. de G., 1892, p. 259-278.
- 88 - BIENFAIT Jean : Les villes françaises : Brest, Notes et Etudes documentaires, 1974, 128 pages.
- 89 - BODIGUEL Maryvonne : Les paysans face au progrès, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1975, 178 pages.
- 90 - BOIS Paul - Paysans de l'Ouest, Science Flammarion, 1971, 384 p.

- 91 - BOMER B. : Paysages ruraux du Bassin de Paris méridional, I.G., 1958, n° 2.
- 92 - Id. : Paysages ruraux entre Val de Loire et vallée du Loir - Géographie et histoire agraires, Annales de l'Est, mémoire 21, 452 pages, p. 6-78.
- 93 - Id. : Aspects et évolution du lit mineur de la Loire entre les confluent de la Loire et de la Maine, Actes du 97ème Congrès national des Sociétés savantes, Nantes, 1972, p. 15-21.
- 94 - BONNEAU Michel : Les biens d'usage collectif en Anjou : étude des communs aux habitants du hameau de la Motte et du village d'Argentay, C.N.R.S., travaux de la RCP 355, 1976.
- 95 - BRAULT Pierre : Montanel, commune rurale de l'Avranchin - L'amitié par le livre, 1977, 298 pages.
- 96 - BRESSON Marcelle : Belle-Ile-en-Mer, A. de G., 1924, p. 336-351
- 97 - BROSSIER Jacques : Projets et situation des agriculteurs, Etude de l'évolution d'exploitations agricoles du Choletais, 1965-1975, Documents et recherches n° 9, INRA, Dijon, octobre 1974, 2 vol., 150 pages.
- 98 - BRUNET Pierre : Sablé-sur-Sarthe et sa région économique, Caen, 1977, 67 pages.
- 99 - Id. : L'évolution récente des paysages ruraux français, Geographica Polonica, 1974-29, p. 13-30.
- 100 - BRUNET P., DUFOUR J., FLATRES P., RENARD J. : Esquisse des espaces ruraux de la France du Nord-Ouest, 3 cartes, Colloque d'Odessa, Juillet 1976.
- 101 - BRUNET Roger : Découvrir la France (Bretagne, Normandie, Vendée, Maine, Pays de la Loire), Larousse, 1972.
- 102 - BUTET Colette : Le pays de Gaultier, C.D.G.D.U.C., mai 1973, p. 55-60
- 103 - CABANNE Claude : L'évolution récente de l'Aiguillon- La Faute-sur-Mer, Nor. 1977, n° 95 ter, p. 37-55.
- 104 - CANEVET Corentin : La coopération agricole en Bretagne, P.U.B., Saint-Brieuc, 1972, 297 pages.
- 105 - CANEVET C., HENRY J.-B., LE GUEN G., LE RHUN P.-Y., PALIERNE J.-PINOT J.-P. : Géographie de la Bretagne, Editions " Skol Vreiz ", Plourin-Morlaix, 1976, 240 pages.
- 106 - CARSIN Denise : Etude de la propriété foncière dans les collines appalachiennes au sud de Rennes : premiers résultats., Nor., avril-juin 1970, p. 187-197.

- 107 - CELIB : Bretagne : une ambition nouvelle; P.U.B., 1971, 170 pages.
- 108 - CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE RENNES : le port de Redon, février 1975, 35 pages.
- 109 - CHAMBRON Nicole - Pouvoir municipal, pouvoir économique et patrimoine : le cas de Saint-Allouestre (Morbihan), E.R. 1976, 63-64, p. 247-252.
- 110 - CHAUVET A. : Le dynamisme industriel en Vendée, Nor. 1976, n° 89, p. 73-86.
- 111 - C.N.R.S. : Saint-Hilaire-du-Harcouët : espace vécu et société, RCP n° 354, avril 1975.
- 112 - CROIX-BEDOS Nicole : La propriété foncière dans le Segréen, Nor. 1973-78, p. 489-507, 9 fig.
- 113 - CROIZER M.-J. : La propriété foncière dans la région de Maël-Carhaix et Rostrenen, Nor. , avril-juin 1970, p. 263-267.
- 114 - DAVY Pierre : Histoire de Saint-Florent-le-Vieil, Les éditions du Choletais, 1974, 132 pages.
- 115 - DE FELICE Raoul : La Basse-Normandie - Etude de géographie régionale, Thèse Lettres, 1907, Paris, 590 pages.
- 116 - DE GIBON : Etudes sur le renouveau économique dans le centre et le sud de la Manche, Caen, 1919.
- 117 - DE ROMANET F. : Saint-Jacut-de-la-Mer : la commune, le tourisme, Mémoire, Ecole supérieure d'agriculture Angers, 1966, 170 pages.
- 118 - DION Roger : Le Val de Loire - étude de géographie régionale, Tours, 1934, 752 pages.
- 119 - Id. : Les frontières de la France, Hachette, 1947, 110 pages.
- 120 - Id. : Histoire des levées de la Loire, Paris, 1961, 312 p.
- 121 - DIVILLE W. et GUILCHER A. : Bretagne et Normandie, Paris, P.U.F., 1951, 230 pages.
- 122 - DORNIC François : Histoire de l'Anjou, P.U.F., 1961, 126 pages.
- 123 - DUBILLOT Christiane : Une action d'animation culturelle en milieu rural : canton de Chemillé, C. M., janvier 1977, n° 174, p. 49-57.
- 124 - DUMONT Arsène : Etude sur la natalité dans le canton de Fouesnant, B.S.F.A., 1890, p. 616-635.

- 125 - DUMORTIER Brigitte : Belle-Ile, Houat, Hoëdic, le poids de l'insularité dans trois îles de Bretagne méridionale, Coll. Ecole normale supérieure de Jeunes Filles, n° 8, 1976, 163 pages.
- 126 - ELHAI Henri : La Normandie occidentale entre la Seine et le golfe normand-breton , Etude morphologique, Paris, 1963, 581 pages.
- 127 - ERGAN Louis, LAURENT Loeïz : Vivre au pays Editions Le cercle d'or, Les Sables d'Olonne, 1977, 180 p.
- 128 - ESCOURPOU G. : Climats et types de temps de Normandie Thèse, Paris, mai 1975, 1 061 pages, 625 cartes.
- 129 - ETIE C. : L'aménagement de la vallée de l'Authion Thèse de Droit, Rennes, 259 pages, 1973.
- 130 - FAVREAU R. : La vallée de l'Authion avant la Révolution Le Pays d'Anjou, 1974.
- 131 - FENELON Paul : Esquisse d'une géographie des Châteaux de la Loire Actes du 93ème Congrès des Sociétés savantes, Tours, 1968, p. 405-417.
- 132 - Id. : Atlas et Géographie de la France moderne : les Pays de la Loire, Flammarion, 1978, 501 pages.
- 133 - FLATRES Pierre : Le pays nord-bigouden , A. de B., 1944, p. 158-200.
- 134 - Id. : Les divisions territoriales de Basse-Bretagne comparées à celles des contrées celtiques d'Outre-Mer, A. de B. , 1956, n° 1, p. 3-17.
- 135 - Id. : La structure rurale du Sud-Finistère d'après les anciens cadastres, Nor., 1957, p. 353-367, p. 425-453.
- 136 - Id. : L'étendue des finages villageois en Bretagne, Nor. 1958, p. 181-189.
- 137 - Id. : La deuxième révolution agricole en Finistère, E. R. , janvier-mars 1963, p. 5-55.
- 138 - Id. : La région de l'Ouest, P.U.F., 1964, 160 pages.
- 139 - Id. : Réflexions sur la débocagisation vol. 58, Congrès et Colloques de l'Université de Liège : l'habitat et les paysages ruraux d'Europe, 1971, p. 129-443.
- 140 - Id. : " Pays " traditionnels et structuration actuelle de l'espace : l'exemple du Nord-Ouest de la France. Communication présentée au Colloque de l'association des ruralistes français, Rennes, novembre 1977.

- 141 - FLATRES-MURY Huguette : La petite maison rurale traditionnelle de la région muroise, T.R.L.G.R.L., 1973, p. 59-63.
- 142 - FRAYSSE J. et C. : Les troglodytes en Anjou à travers les âges. Cholet, 1964, 165 pages.
- 143 - Id. : Loire angevine et Maine : mariniers et riverains d'autrefois. Cholet, 1974, 168 pages.
- 144 - FREMONT Armand : L'élevage en Normandie : étude géographique, 2 volumes, Publications de la Faculté des Lettres et Sciences humaines de l'Université de Caen, 1967, 626 pages et 316 pages.
- 145 - Id. : Les paysages autour d'Ecouvès. C.D.G.D.U.C., mai 1973, p. 29-35.
- 146 - Id. : La Normandie des Parisiens, de l'image au paysage, Centre d'études régionales et d'aménagement, Université de Caen, supplément n° 1, L'espace vécu, mai 1973, p. 37 - 58.
- 147 - Id. : Atlas et Géographie de la France moderne : la Normandie, Flammarion, 1977, 289 pages.
- 148 - GAGNIER-VINET Annick : Fontenay-le-Comte : essai sur les rapports ville-campagne dans la plaine vendéenne, T.C.G.E.R.R., Poitiers, 1976, n° 9, 147 pages.
- 149 - GAILLARD-BANS Patricia : Maison longue et famille étendue en Bretagne, E.R. 1976, p. 73-87.
- 150 - GALLOUEDEC L. : Etudes sur la Basse-Bretagne; A. de G., I. Pays de Léon, 1893, p. 173-188, II. La Cornouaille intérieure, 1894, p. 42-63, III. La Cornouaille maritime, 1894, p. 450-466.
- 151 - Id. : La Bretagne, Hachette, 1921, 260 pages.
- 152 - GARREAU Jacques : Le relief des Monts d'Arrée, P.A.B., septembre 1971, n° 66, p. 97-102.
- 153 - GAUTIER Marcel : La Bretagne centrale : étude géographique, 1947, 453 pages.
- 154 - GOARDON Henri : Moeurs et coutumes du cap Sizun au début du XXème siècle. Bulletin de la société archéologique du Finistère, tome C. II, 1974, p. 222-279.
- 155 - GOUHIER Jean : Valorisation des déchets et espace géographique ; des exemples caractéristiques dans l'Ouest de la France, Communication au congrès de l'A.F.A.S., Rennes, juillet 1977.
- 156 - GINIER Jean : Cap Sizun et Haute Limargue de Vayrac : une difficile adaptation à l'agriculture de marché. EC. R., juillet-septembre 1971, p. 80-92.

- 157 - GRAS Jacques : De la vallée d'Anjou au plateau du Beaugeois, C.N.R.S., Mémoires et documents, 1968, vol. 8, 259 pages.
- 158 - Id. : Excursion géographique inter-universitaire, A. de G., mars-avril 1968, p. 154-183.
- 159 - GUERMOND Yves : Les inégalités géographiques dans le développement agricole : l'exemple du Morbihan, Nor. 1974, n° 81, p. 39-63.
- 160 - GUILCHER André : Le relief de la Bretagne méridionale de la baie de Douarnenez à la Vilaine, La Roche-sur-Yon, 1948.
- 161 - Id. : Vie et mort des petites îles finistériennes, Nor. n° 95-ter, novembre 1977, p. 123-128.
- 162 - GUY Camille : L'île d'Yeu, A. de G. , 1892, p. 390-403.
- 163 - HENRY M. : La propriété des citadins dans le Trégor Nor. juillet 1968, p. 387-400.
- 164 - HOUEE Paul : Développement et coopération agricole en Bretagne centrale. Thèse de Doctorat de sociologie, Poitiers, 1965, 460
- 165 - Id. : L'émergence des pays : pays d'hier et de demain Bretagne, Expansion n° 4, avril 1976, 12 pages.
- 166 - Id. : L'émergence des pays bretons. Communication présentée au colloque de l'association des ruralistes français, novembre 1977, Rennes.
- 167 - HUMEAU Jean-Baptiste : La production légumière et maraîchère de la vallée de l'Authion. Etude géographique d'une production agricole dans un secteur rural en cours d'aménagement, Thèse 3ème cycle, Caen , avril 1975, 468 pages.
- 168 - JOLLIVET-MENDRAS : Saint-Crépin en Mauges Les collectivités rurales françaises, tome 1, 1971, A. Colin, p. 53-64.
- 169 - JOUFFRAY Antoine : Connaissance des Mauges, Comité régional de développement agricole des Mauges, 1969.
- 170 - Id. : Etude économique des exploitations agricoles la région de développement du Choletais, Chambre d'agriculture juillet 1970, 99 pages.
- 171 - L'ALLINEC Anne-Yvonne : Les mutations agricoles ; origine et diffusion des innovations agricoles dans le sud-ouest des Côtes-du-Nord, D.E.S. ,Rennes, 1976, 235 pages.

- 172 - LAMARCHE Hugues : La pénétration du capitalisme dans la paysannerie morbihannaise : la région de Saint-Jean-de-Brévelay; Thèse de 3ème cycle de sociologie, Université de Paris I, 1974, 415 pages.
- 173 - Id. : Les paysans face au marché : le développement des productions hors-sol et ses conséquences dans la région de Saint-Jean-de-Brévelay, Communication au congrès d'Aix-en-Provence de l'association des ruralistes français, novembre 1976.
- 174 - LAMBERT Michel - Baugé : les difficultés d'expansion d'une petite ville en milieu rural, D.E.S. Université de Nantes et Angers, 1974, 156 pages.
- 175 - LAMBERT, LEBOT. GILLET : Expérience d'animation rurale : le secteur d'Ancenis, E.R. janvier mars 1977, n° 65, p. 139-146.
- 176 - LAMBERT Y., BREMAUD M.-A. : La petite ville, la grosse coopérative et la petite région, Communication présentée au colloque de l'association des ruralistes français, Rennes, novembre 1977.
- 177 - LARIVIERE G. , VERDON J.-P. : Contribution à l'étude du climat de la Bretagne, Paris, avril 1969, série des monographies de la Météorologie nationale, Paris.
- 178 - LAROSE Marie-Paule : Plougrescant, D.E.S., Université de Lille, décembre 1975, 191 pages.
- 179 - LARDEUX Bernard : Regards sur l'industrie en milieu rural dans les pays angevins, Nor. 1976, n° 89, p. 33-54.
- 180 - LARTAUT JEAN : La culture des champignons dans l'Ouest de la France, Nor. 1965, avril-juin, p. 201-213.
- 181 - LASNE Daniel : Problèmes d'aménagement et de rurbanisation dans le canton de Derval, D.E.S., Nantes, octobre 1973, 131 pages.
- 182 - LEGOFFE-BRETON Michèle : La Montagne noire armoricaine : les paysages et les hommes, 1975, Presses Saint-Michel, Priziac, 124 p.
- 183 - LE GUEN G. : Types régionaux d'évolution démographique en Bretagne, Nor. 1960, p. 389-405.
- 184 - LE LANNOU Maurice : Géographie de la Bretagne, Rennes, 2 vol., 1950 1952.
- 185 - LEMOINE Jean-Pierre : Sillé-le-Guillaume, une petite ville et sa région dans le cadre du parc régional Normandie-Maine, D.E.S., 148 pages, 1974, Université de Caen et du Mans.
- 186 - LE RHUN P. - La baie d'Audierne, étude géographique P.A.B. , 1969, n° 59

- 187 - LE RHUN Pierre-Yves : Géographie économique de la Bretagne
Editions Breiz, 144 pages, 1972.
- 188 - LE TACONNOUX J. - Note comparative sur la distance en temps entre
l'intérieur de la Bretagne et la mer aux XVIIIème, XIXème
et XXème siècles, A. B., 1907-1908, tome XXIII, p. 305-321.
- 189 - LEVAINVILLE : Les Mauges : notes de géographie humaine,
A. de G., 1905, p. 310-317.
- 190 - LIMOUZIN P., EMANGARD P.-H. : Challans, la cité et sa région,
Centre d'Etude et d'action sociale, La Roche-sur-Yon, 1977, 60 p.
- 191 - LUCAS Albert : La baie d'Audierne, milieu naturel
P.A.B., 1969, n° 59.
- 192 - MACE Georges : villes et migrations de population active dans
le département de la Mayenne, Nor. 1975, p. 207-223.
- 193 - Id. : La propriété foncière dans le département de
la Mayenne en 1970, Nor. 1972, p. 435-460.
- 194 - Id. : La terre et les marchands de bestiaux dans le
département de la Mayenne, Nor. 1972, p. 481-500.
- 195 - Id. : Les transformations récentes des structures
foncières et les exploitations agricoles dans le
département de la Mayenne, EC. R. 1973, p. 15-34.
- 196 - Id. : Déséquilibres en Mayenne : déclin et renouveau -
Statistiques et développement, septembre 1976, 29 pages.
- 197 - Id. : L'espace agricole mayennais vu à travers la
méthode Bertin, Nor. 1977, p. 405-413.
- 198 - Id. : Les pays en Mayenne, Nor. 1977, p. 304-308.
- 199 - MAHEO Roger : Le golfe du Morbihan : une réserve... pour
quoi faire ? P.A.B., 1973, n° 74, p. 155-164.
- 200 - MEYNIER André : Atlas et géographie de la France moderne : la
Bretagne, Flammarion, 1976, 293 pages.
- 201 - MIAUD G. : Le canton de Chaillé-les-Marais ; étude humaine,
Nor. 1960, p. 17-43.
- 202 - MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET COMITE DES TRAVAUX
HISTORIQUES ET SCIENTIFIQUES : Actes du 97ème Congrès
national des Sociétés savantes, Nantes 1972, section de
Géographie : études géographiques sur les Pays de Loire,
Paris, 1976, 361 pages.

- 203 - MOREAU Maurice : Les pays de l'Ouest, Editions des journaux de l'Ouest, 1969, 106 pages.
- 204 - MORIN Edgar : La métamorphose de Plodémet, Fayard, 1967, 287 pages.
- 205 - MOUNIER J. : Les besoins en eau d'une région d'après Thornthwaite : essai d'application à la Bretagne, Nor., 1965, p. 437-448.
- 206 - Id. : Climats littoraux du sud et du Nord-Finistère, P.A.B. mars 1967, n° 48, fasc. 1, vol. 6.
- 207 - MUSSET R. : Le Bas-Maine : étude géographique, Paris, 1917.
- 208 - Id. : La population et l'émigration bretonnes, A. de G., 1923, p. 185-188.
- 209-- Id. : La Bretagne, A. Colin, 1958, 220 pages.
- 210 - NORMANDIN L. : Un polder en Anjou ? Le Val de la Daguenière, Nor. 1973-80, p. 621-631, 2 fig.
- 211 - OGER Yves : Développement et animation d'une zone rurale : Saint-Florent-le-Vieil en Maine-et-Loire, Thèse de Doctorat de sociologie, Rennes, 1966.
- 212 - Id. : Le développement d'un canton des Mauges, Villages en développement, A. Colin, 1971, p. 119-152.
- 213 - OLIER E., ROUGER Y., STEVENON E. : les chevaux armoricains et bretons, P.A.B., 1976-87, p. 479-493.
- 214 - PALIERNE Jean-Max : Les forêts et leur environnement dans les pays ligéro-atlantique-nord, Thèse de Doctorat d'Etat, Nantes, 1975, 753 pages.
- 215 - PAPY Louis : La côte atlantique de la Loire à la Gironde, Editions Delmas, 1941, 2 vol., 302 et 528 pages.
- 216 - PELATAN Jean : Le rôle des étrangers dans l'agriculture du Perche, B.A.G.F., 1977, n° 440, p. 23-32.
- 217 - PELLETIER M.-F. : Etude de la petite région des Monts d'Arrée, Mémoire, E.N.S.A., Rennes, 1970, 69 pages.
- 218 - PELRAS Ch. : Goulien, commune rurale du cap Sizun - étude d'ethnologie globale, Bulletin et mémoire de la société d'anthropologie de Paris, tome 10, 11ème série, 1966, p. 141-587.
- 219 - PENN AR BED : La presqu'île de Rhuys, P.A.B., juin 1976, vol. 10, n° 85.

- 220 - PERON Françoise : Ouessant, un exemple d'aménagement insulaire, P.A.B., 1976-86, p. 412-430.
- 221 - PHILIPPE Jean-Yves : Syndicat intercommunal d'aménagement en Bretagne intérieure, Mémoire de l'école d'architecture de Rennes, 1976.
- 222 - PHILIPPONNEAU Michel - Contribution à l'étude du golfe normano-breton et de la baie du Mont-Saint-Michel, Mémoires de la société géologique et minéralogique de Bretagne, 1956, tome XI, 215 pages.
- 223 - Id. : Debout Bretagne ! P.U.B., 1970, 530 p.
- 224 - POIRIER Louis : Bocage et plaine dans le sud de l'Anjou, A. de G., 1934, p. 22-31.
- 225 - PRODHOMME J.-P. : Enquête sociologique dans la commune rurale de La Salle-et-Chapelle-Aubry (Maine-et-Loire), Mémoire INRA, Grignon, 1974, 46 pages.
- 226 - Id. : Enquêtes dans la commune rurale de La Jumellière, Mémoire INRA, Grignon, 1976, 31 pages.
- 227 - Id. : Enquêtes à La Jubaudière, Mémoire INRA, Grignon, 1977.
- 228 - PROSPECTIVES : Le littoral, n° 2, janvier 1974, P.U.F., 167 pages.
- 229 - RENARD Jean : Problèmes agraires du nord-est de la Vendée, Nor. juillet 1967, n° 55, p. 373-397.
- 230 - Id. : Les évolutions contemporaines de la vie rurale dans la région nantaise, Le cercle d'Or, Les Sables d'Olonne, 1975, 432 pages.
- 231 - RENARD Jean, CHAUVET Alain : La Vendée : le pays, les hommes, Le cercle d'or, La Roche-sur-Yon, 1978, 246 p.
- 232 - R.G.L. : deux numéros consacrés à Plozévet, R.G.L. n° 2 et 3, 1967.
- 233 - S.A.D.R.A.L. : L'agriculture de la vallée : présent et avenir, Angers, juin 1976, 51 pages.
- 234 - SEGALEN Martine : Le déplacement du pouvoir : crise d'une société bretonne : Saint-Jean-Trolimon, E.R., 1976, 63-64, p. 253-260.
- 235 - SIEGFRIED André : Tableau politique de la France de l'Ouest sous la troisième république, Paris, A. Colin, 1913, 535 p.

- 236 - SIMON Maria : L'évolution de l'agriculture dans la zone légumière du Nord-Finistère, Thèse de 3ème cycle, mars 1975, Université de Rennes.
- 237 - STATISTIQUES ET DEVELOPPEMENT : Les hommes et l'espace régional dans les Pays de la Loire, INSEE, Nantes, n° spécial mai 1976, 64 pages.
- 238 - SURET-CANALE J. : L'industrie dans le Bas-Maine, Nor., 1956, p. 249-264.
- 239 - Id. : Les campagnes françaises au milieu du XXème siècle ; l'exemple du Bas-Maine, A. de G., 1958, p. 97-116.
- 240 - TENK Bruno : L'évolution du secteur agricole dans une commune littorale touchée par le tourisme : l'exemple d'Erdeven, D.E.S., Université de Rennes, décembre 1976, 153 pages.
- 241 - TERS Mireille : La Vendée littorale - Etude de géomorphologie, Paris, 1961, 578 pages.
- 242 - VALLAUX Camille : La Basse-Bretagne : étude de géographie humaine, Paris, 1907, 312 pages.
- 243 - Id. : La Montagne noire de Basse-Bretagne, 1909, A. de G., p. 209-230.
- 244 - VAUDOIS Jean : Utilisation du sol et économie agricole à Caurel, T.R.L.G.R.L., 1973, n° 1, p. 87-94.
- 245 - VERGNEAU Gustave : L'élevage dans les Mauges, Thèse de 3ème cycle, Caen, novembre 1969, 197 pages.
- 246 - VERGNEAU Joseph : Monographie communale de Melay (Maine-et-Loire), E.S.A., 250 pages, 1958.
- 247 - VINCE Augustin : Entre Loire et Vilaine, étude de géographie humaine, Thèse de 3ème cycle, Poitiers 1966, 318 p.
- 248 - WYLIE Laurence : Chanzeaux, village d'Anjou, Gallimard, 1970, 494 pages.

FONDEMENTS HISTORIQUES DU TOURISME

Aspects généraux

- 249 - BONNEAU Michel : Tourisme et villégiature balnéaire en France et en Belgique vers 1850, H.T.N., 1977-2, p. 13-22.
- 250 - CACERES Benigno : Histoire de l'éducation populaire, Seuil, 1964, 254 pages.

- 251 - CASSOU Jean : Du voyage au tourisme, *Communications, Ecole pratique des Hautes Etudes*, n° 10, 1967n p. 25-34?
- 252 - CHADEFAUD Michel : La clientèle touristique de Biarritz d'après un état numérique des " étrangers " (1879-1939), 1976.
- 253 - DACHARRY Monique : Repères historiques de la géographie du tourisme, *Bulletin de l'association des Amis et Anciens de l'Institut de Géographie de Paris*, 1968, n° 6, p. 12-13.
- 254 - DEFFONTAINES Pierre : Vers un nouveau tourisme, préface de l'édition de 1939 des voyages d'Athur Young.
- 255 - DELESTRE P. : PERROS-GUIREC 1900 : La naissance d'une grande plage. Presses de l'imprimerie de Chatelaudren, 1973, 175 pages.
- 256 - DUJARDIN Marius : Histoire des bains de mer à Carolles et à Juillouville, *R.A.P.G.*, 1954, n° 198, p. 190-213.
- 257 - Id. : Carolles, *Eléments de monographie communale*, *R.A.P.G.*, 1957; n° 210, p. 253-273, n° 211, p. 293-307.
- 258 - DULOUM J. : Les Anglais dans les Pyrénées et les débuts du tourisme pyrénéen, 1739-1896, *Les Amis du musée pyrénéen*, Tarbes, 1970.
- 259 - GONNET Paul : Simples observations sur l'histoire des migrations touristiques, *A.D.H., Nouvelles recherches*, 1971, p. 43-56.
- 2260 - HENDROT-BROUHON Thérèse : Les vacances à la belle époque, *S.P.R.L.-S.O.D.I.M.- Bruxelles*, 1975, 79 pages, 224 ill.
- 261 - LAFARGUE Paul : Le droit à la paresse, Paris, Maspéro, 1965 pages, 80 pages.
- 262 - LEVRON Jacques : L'archiviste et le tourisme, *La Gazette des archives*, 2ème trimestre 1965, n° 49, p. 41-48.
- 263 - MICHELET Jules : La mer, Paris, Hachette, 1861, 425 pages.
- 264 - MICHELET Jules (Mme) : Les plages bretonnes, *N.R.*, Paris, tome 16, 1882, p. 5-18.
- 265 - NAUDEAU Ludovic : La France se regarde, Hachette, 1931.
- 266 - ROCHARD Jules : Villégiature, bains de mer et stations thermales, *R.D.M.*, 1895, p. 119-146.

- 267 - TOUCHARD et BODIN : Front Populaire, Collection Kiosque, Les faits, la presse, l'opinion, A. Colin, 1961, 293 pages.
- 268 - TREVELYAN G.-M. : Histoire sociale de l'Angleterre du Moyen-Age à nos jours, Payot, Paris, 1949, 500 pages.
- 269 - VIGHETTI J.-B. : Le tourisme à La Baule et en presqu'île guérandaise de 1820 à nos jours, Editions des Paludiers, La Baule, 4 volumes, 1973-1976.
- 270 - Id. : Naissance et essor des stations balnéaires 1848-1900, C.A.G., n° 20, 1973, p. 28-36.

Guides

- 271 - AUBERT Joseph : Le vieux Tiffauges, Imprimerie SITOL, 1976, 118 pages.
- 272 - AUBERT O. L. : La Bretagne pittoresque, Elbeuf, 1929, 127 pages.
- 273 - BAEDEKER : Manuel du voyageur : le Centre de la France, 1892.
Le nord de la France jusqu'au Jura et à la Loire, 1893.
- 274 - BARONCELLI : Guide routier de la France à l'usage des cyclistes et de la locomotion automobile, F. Didot, 1895.
- 275 - BUFFET Henri-François : La ville et la citadelle du Port-Louis, Guide historique, 1962, 114 pages.
- 276 - CHARLES Robert : Guide illustré du touriste au Mans et dans la Sarthe, 1880, 407 pages.
- 277 - DE GERVILLE : Etude géographique sur le département de la Manche, 1854.
- 278 - DUPEYROUX : Les Alpes mancelles, 1861.
- 279 - FOUQUET A. : Guide des touristes et des archéologues, 1854.
- 280 - GUENE Elie : l'Avranchin et le Mortainais, 1972, 268 pages.
- 281 - GUIDELOU : Notice sur la ville de Granville, 1846.
- 282 - JOANNE Adolphe : Guide de Normandie, 1872.
- 283 - Id. : De la Loire à la Garonne, Hachette, 1881.
- 284 - Id. : Bretagne; Hachette, 1914.

- 285 - LE BIHAN : Guide du touriste : Belle-Ile, description, célébrités, histoire, carte, vues, Vannes, 1930, 71 pages.
- 286 - LE COEUR J. (Dr) : Des bains de mer : guide médical et hygiénique du baigneur, Caen, 1946.
- 287 - LE LANNOU Maurice : Itinéraires de Bretagne - Guide géographique et touristique, 1938, 285 pages.
- 288 - LE HERICHER : L'Avranchin monumental et historique, 1845.
- 289 - Id. : La Normandie illustrée, 2 vol. 1852.
- 290 - MELOT Michel : L'abbaye de Fontevraud, Paris, 1971, 116 pages.
- 291 - MORRIS J.-E. : Black's guide to Brittany, 1923.
- 292 - PORT Célestin : Dictionnaire historique et géographique du Maine-et-Loire, 3 vol., 1869-1877, 812, 776, 761 pages.
- 293 - RAIMBAULT Louis : Histoire du canton de Thouarcé et des communes environnantes, 1875, rééditée par l'Union culturelle des Jeunes de Vauchrétien, 1975, 243 pages.

Mémoires, souvenirs, récits, relations de voyage

- 294 - ABGRALL : Le chemin du " Tro Breiz " entre Quimper et Saint-Pol-de-Léon, Bulletin de la société archéologique du Finistère, tome XLIX, 1922, p. 65-98.
- 295 - AMAURY Gustave : Itinéraire de Nantes à Napoléon-Vendée et aux Sables d'Olonne, Paris, Hachette, 1867.
- 296 - ARDOUIN-DUMAZET : Voyage en France : les îles de l'Atlantique d'Hoëdic à Ouessant, 1895, 318 pages.
- 297 - Id. : Voyage en France : les îles de l'Atlantique d'Arcachon à Noirmoutier, 1895, 309 pages.
- 298 - Id. : Voyage en France : îles françaises de la Manche et Bretagne péninsulaire, 1896, 318 pages.
- 299 - Id. : Voyage en France : Normandie, 1901, 451 p.
- 300 - Id. : Voyage en France : littoral breton de l'Atlantique, 1909, 397 pages.
- 301 - Id. : Voyage en France : îles et littoral de la Manche, 1909, 448 pages.
- 302 - Id. : Voyage en Basse-Bretagne intérieure, 1910.
- 303 - BARTHELEMY Guy : Bréhat, Paimpol et alentours, textes choisis, Editions de Montligeon, 1975, 255 pages.
- 304 - BROQUELET A. : A travers nos provinces, Normandie et Bretagne, Paris, Garnier, 1926, 283 pages.

- 305 - BUFFET Henri-François : Par voies et par chemins avec Madame de Sévigné, A. B. septembre 1972, p. 551-588.
- 306 - CAMBRY Jacques : Voyage dans le Finistère, Nouvelle édition Brest, JB. Lefournier, 1836.
- 307 - CHATEAUBRIANT A. de : La Brière, 1923.
- 308 - COLLOQUE : Les routes de France depuis les origines jusqu'à nos jours, 1959, 170 pages, Cahier de civilisation, Paris, Association pour la diffusion de la pensée française.
- 309 - DE GUERIN Maurice : Journal, Lettres et Poésies, Paris, 1868, 474 pages.
- 310 - DE GRANDPRE Gustave : Promenades au Croisic, 1828.
- 311 - DE MAUPASSANT Guy : En Bretagne, p. 70-86 La Nouvelle Revue, 1884, Tome 26.
- 312 - DE PANGE Jean Comtesse : Comment j'ai vu 1900, 1968, Grasset, 239 pages.
- 313 - DE SUYROT : Brievetés sur la Vendée, Les Herbiers, 1972, 40 p.
- 314 - DUBOUCHET : Zig -Zags en Bretagne, 1894.
- 315 - DUPOUY A. : Michelet en Bretagne : son journal inédit d'août 1831, Editions des Horizons de France, 1947, 171 pages.
- 316 - FLAUBERT Gustave : Par les champs et par les grèves Paris, Louis Conard, Libraire, editeur, 1885.
- 317 - GOURDAULT J. : La France pittoresque, Hachette, 1910, 478 pages.
- 318 - GRACQ Julien : Les eaux étroites, José Corti, 1976, 75 pages.
- 319 - HALLAYS André : A travers la France : de Bretagne en Saintonge, Librairie Perrin, 2ème édition, 1914- 280 p.
- 320 - HELIAS P.-J. : Le cheval d'orgueil, Plon, 1975, 575 p.
- 321 - HUGO Victor : Bretagne et Normandie, oeuvres complètes, tome 16, Editions Ollendorf, 1910.
- 322 - JOLLY Thérèse : Les bergers, récits, Le cercle d'or, Les Sables d'Olonne, 1974, 180 pages.
- 323 - LE BOURDONNEC M.-C. : Mes randonnées équestres, Crépin Leblond, 1967, 238 pages.
- 324 - LEGRAS L. : Chateaubriand, peintre de la Bretagne, A. B., 1926-26, p. 260-285.
- 325 - LE HERPEUX : Flaubert et son voyage en Bretagne, A. B., 1940, p. 1-151.

- 326 - MERIMEE Prosper : Notes d'un voyage dans l'Ouest de la France, Paris, Fournier, 1836, 430 pages.
- 327 - Id. : Lettres aux antiquaires de l'Ouest, 1836-1869, recueillies et annotées par Jean Maillon et Félix Chambon, Paris 1902, 496 pages.
- 328 - MEYNIER Yvonne : Un lycée pas comme les autres, Presses de la Cité, 1962, 187 pages.
- 329 - MONMARCHÉ G. : Les routes de Bretagne, Paris, 1939, 56 p.
- 330 - RADIGUET Max : A travers la Bretagne, souvenirs et paysages, Paris, Michel Lévy, 1865, 344 pages.
- 331 - STENDHAL : Mémoires d'un touriste, Calmann-Lévy, 1891, 2 vol.
- 332 - TAINÉ E. : Carnets de voyage, Notes sur la province, 1863-1865, Paris, Hachette, 1897, 351 pages.
- 333 - TEXMER Edmond : Paris au bord de l'eau, 1852.
- 334 - VALLOT : Itinéraire des grands chemins qui se trouvent en Bretagne, 1846.
- 335 - VIGHETTI J.-B. : Charms secrets des Pays de Vilaine, 1974, Editions des Paludiers, La Baule, 158 pages.
- 336 - VILLÉ L. : Au pays des menhirs - Voyage à travers la Bretagne, Paris, 1929, 372 pages.
- 337 - VOIGT Walt : Tableaux de voyage (Belle-Ile en Mer), traduit de l'allemand, Paris, 1930, 165 pages.
- 338 - YOUNG Arthur : Voyages en France pendant les années 1787-1788-1789 Editions de 1882, 382 pages.

Tourisme et peinture

- 339 - DELOUCHE Denise : Les peintres et la Bretagne vers 1870, A. B., 1970, p. 417-470.
- 340 - Id. : Les peintres de la Bretagne avant Gauguin, Thèse d'Etat, Rennes, 2 vol., 1 125 pages, 1975.
- 341 - Id. : Rencontres de peintres et de poètes en Bretagne au XIXème siècle, C.I. octobre-décembre 1975, p. 115-183.
- 342 - Id. : La Bretagne et ses peintres au XIXème siècle, Mémoires de la société d'histoire et d'archéologie de Bretagne, tome LIV 1977, p. 5-30.

- 343 - DUPOUY R. : La peinture en Bretagne au cours des XIXème et XXème siècles, Conférence universitaire de Bretagne, 1943-1944, Librairie Pléhon, Rennes.

TOURISME : ASPECTS GENERAUX

Généralités sur le tourisme

- 344 - ACTES DU COLLOQUE TENU A PARIS LES 2,3,4 MAI 1963 : Géographie et tourisme - Centre d'études supérieures du Tourisme et de la Faculté des Lettres et Sciences humaines de l'Université de Paris - Préface de Georges CHABOT - 72 pages.
- 345 - BAILLY Pierre - Ou en sont les syndicats d'initiative et les Offices de tourisme ? Esp. 1970-2-p. 3-9
- 346 - BARBAZA Yvette - Trois types d'intervention du tourisme dans l'organisation de l'espace littoral - in A. de G. 1969 - p. 446-469.
- 347 - id. - 25 ans de géographie du Tourisme, Publications de l'AIEST, Rapport présenté au 25° Congrès - Belgrade - sept. 1975 - vol. 16, p. 26-40.
- 348 - BARRIER Michèle : L'étude géographique du tourisme, problèmes de méthode et de représentation cartographique dans l'est de la France, Publications de la Faculté des Lettres et Sciences humaines de l'Université de Caen 1964, 206 pages.
- 349 - BARTHES Roland : Mythologies - Paris 268 p., ed. du Seuil - 1957.
- 350 - BONNEAU Michel : Bibliographie des principaux articles publiés dans les revues françaises de 1968 à 1976 et concernant principalement le tourisme, les loisirs et la récréation - Comité National Français de Géographie - Commission de Géographie du tourisme et de la récréation - Activités 1972-76, Plaquelette éditée à l'occasion du 23° Congrès international de Géographie, Moscou - 1976, 63 p., p. 46-61.
- 351 - BOYER Marc - L'étalement des congrès en France - Revue de l'Action Populaire, juillet 1960 - p. 833-849.
- 352 - id. - Les vacances des français en 1961, Revue de l'Action Populaire, juillet-août 1962, p. 848-860.
- 353 - id. - La géographie des vacances des français - R.G.A. 1962 - p. 485-517.

- 354 - BOYER Marc : Etalement des vacances et quatrième semaine -
Revue Action Populaire, nov. 1963, p. 1075-1083.
- 355 - id. : Le tourisme - Ed. du Seuil 1972 - 261 pages.
- 356 - BURNET Louis : Villégiature et tourisme sur les côtes de
France - Librairie Hachette - 1963 - 633 pages.
- 357 - id. : Climat et vie balnéaire - ESP. n°1 - juin 1970 -
p. 50-56.
- 358 - BURTON T.L., WIBBERLEY P.G. : Outdoor recreation in the British
country side - wye college - 1965 - 54 p.
- 359 - CASTEX F. : L'équipement touristique de la France - Editions
France-Empire, 1972, 604 pages.
- 360 - CAZES Georges : Le tiers-monde vu par les publicités touris-
tiques : une image géographique mystifiante - T.I.G.R. 1974 -
Vol. 20 - p. 5-46.
- 361 - CHABOT Georges : Géographie de la récréation - compte rendu
du Congrès international de Géographie de Rio de Janeiro - 1956.
- 362 - id. : La géographie du tourisme en France - in.
volume jubilaire M.A. Lefèvre 1964 - p. 191-202.
- 363 - CHAMPAGNE P. : Les paysans à la plage - Actes de la recherche
en Sciences Sociales - mars 1975 - n° 2 - p. 21-24.
- 364 - COSGROVE Isabel et JACKSON Richard : The geography of recreation
and leisure - Hutchinson University Library London - 1972 -
168 p.
- 365 - CRIBIER Françoise : Etudes sur les loisirs de plein air d'après
Clawson - A. de G. 1969 - p. 606-607.
- 366 - id. : La géographie de la récréation en Amérique
anglo-saxonne , A. de G. 1971, nov.-déc., p. 644-665.
- 367 - id. : L'évolution récente des comportements de
vacances des français et la géographie du tourisme, T.I.G.R.
13-14 1973, p. 7-15.
- 368 - id. : La fréquentation touristique des stations
du littoral en période de pointe : 1974 - Statistiques du
Tourisme 1976 - n°9.
- 369 - id. : L'hébergement touristique dans 318 stations
du littoral français au coeur de l'été - C.N.R.S. - Paris -
1977 - 183 p.

- 370 - DE DAINVILLE F. : Tourisme et pastorale, Paris, Desclée - 1965 - 128 pages.
- 371 - DEFERT P. et BARETJE R. : Aspects économiques du tourisme Berger Levrault - 1972 - 355 p.
- 372 - DUMAZEDIER Joffre : Vers une sociologie du loisir - Ed. du Seuil 1962.
- 373 - DUMAZEDIER J., IMBERT M. : Espace et loisir dans la société française d'hier et de demain - C.R.U. Paris 2 vol. - 1967. 256 et 202 p.
- 374 - DUMAZEDIER Joffre : Sociologie empirique du loisir - Ed. du Seuil - 1974 - 270 p.
- 375 - FLAMENT Emile : Quelques remarques sur l'espace touristique Nor. Oct.-déc. 1975 - p. 609-621
- 376 - id. : La pression touristique littorale - C.N. - juin 1977 - n° 13 - p. 21-25.
- 377 - GINIER Jean : Géographie touristique de la France - S.E.D.E.S 1965 - 198 p.
- 378 - id. : Les touristes étrangers en France pendant l'été - Editions M. Th. Génin Paris 1969 - 633 p.
- 379 - GIRODIN Paulette : Les régions touristiques de France - Collection "ESPACES" 1978 - 160 pages
- 380 - HAVIGHURST R. : Leisure and life style - A.J.S. 1959 - p. 145-404
- 381 - HEURTIER R. - Essai de climatologie touristique synoptique de l'Europe occidentale pendant la saison d'été - La Météorologie - mars 1968 - p. 71-107 ; déc. 1968 - p. 519-566.
- 382 - JACKOWSKI Anton : Développement de la géographie du tourisme en Pologne - Actes du 6° Congrès international de Spéléologie - Olomouc - 1977, p. 201-204.
- 383 - JACKOWSKI A., WARSZYNSKA J. : Podstawy geografii turystyki warszawa - 1978 - 333 p.
- 384 - JOCARD L.M. : Le tourisme et l'action de l'Etat - Berger Levrault - 1966 - 298 pages.
- 385 - JOURNAL OFFICIEL : L'association des populations résidentes au développement du tourisme en France - n°7 - 19 mars 1977 - p. 285-345.

- 386 - LE LANNOU Maurice - Une nouvelle géographie des littoraux
T.V.E.S.G. - 65 - 1975 n° 2 - p. 90-96.
- 387 - LEONET Jean, FONTAINE Pierre - Le droit du tourisme et des
voyages - Ed. Delmas - Paris, 1971, 315 pages.
- 388 - LERIVRAY Bernard - Guides bleus, guides verts et lunettes
roses - Ed. du Cerf - 1975 - 155 pages.
- 389 - LEROUX P. - Les vacances se concentrent dans les régions
côtières - E.S. - sept. 1969 - p. 490-492.
- 390 - id. - Le comportement de loisirs des Français -
Collections de l'I.N.S.E.E. - n° 24 - série M - juillet 1970.
- 391 - MATHIOT G. - Le tourisme receptif français - thèse de Droit -
Nancy - 1945 - 238 pages.
- 392 - MIEGE Jean - La fréquentation des régions karstiques en France
Laboratoire de géographie Raoul Blanchard - 1975. Nice.
- 393 - MILLER N.P. - ROBINSON D.M. - Le nouvel âge des Loisirs -
Ed. Economie et Humanisme - les Editions ouvrières - Paris -
1968 - 333 pages.
- 394 - MIOSSEC Jean Marie - Un modèle de l'espace touristique -
E.G. 1977 - n° 1 - p. 41-48.
- 395 - id. - L'image touristique comme introduction
à la géographie du tourisme - A. de G. 1977 - n° 473 - p.55-70.
- 396 - PERPILLOU Aimé - Quelques études récentes sur les problèmes
géographiques du tourisme - A. de G. 409 - mai-juin 1966,
p. 341-345.
- 397 - PIATIER André - Sondages et enquêtes au service du tourisme
Institut international de recherches touristiques - Genève 1956
436 pages.
- 398 - RAYNOUARD Yves et DANGER Elisabeth - Tourisme social : état
d'urgence - Tema éditions - 1974 - 144 pages.
- 399 - RUDEL Christian - Congés, loisirs et expansion - les Editions
ouvrières 1967 - 134 pages.
- 400 - SPACK André - Aspects et problèmes touristiques en milieux
urbains et péri-urbains - S.M.E.I. - Metz - 1975 - 238 pages
thèse de 3° cycle.
- 401 - SKVARCEKOVA G. - Loisirs et .. tourisme en rapport avec l'en-
vironnement physique - in géographie du tourisme et de la
récréation - Congrès Moscou 1976 - actes du Colloque de Dombai
p. 136-139.

- 402 - WACKERMANN Gabriel - Les sources de documentation pour une étude géographique des loisirs - R.G.E. - 1964 - n° 4 - p. 439 - 446.
- 403 - id. - Les loisirs dans l'espace rhénan, de la région zurichoise à la frontière germano-neerlandaise - Une analyse géographique dans un espace multinational - Thèse 1973 - 673 pages.
- 404 - WARSZYNSKA Jadwiga - L'attrait pour le tourisme des loisirs comme fonction de la distance et des ressources touristiques du milieu - in géographie du tourisme et de la récréation - Congrès Moscou 1976 - Colloque de Dombaï - p. 98-100.
- 405 - WOLFE R.I. - Perspective on outdoor recreation, a bibliographical survey " geographical review " - vol. L IV n°2 - 1964, p.203-238.

Tourisme et monde rural : aspects généraux

- 406 - A.C.T. : Le tourisme fluvial en 1974 - Données statistiques - 95 p. - mars 1975
- 407 - A.D.E.L.S. - Pour une participation des ruraux à l'équipement touristique - Correspondance municipale n° 109-110 - 1970 - 67 pages.
- 408 - BARDAZZI Silvestro - Assetto des territorio ed integrazione di attivita agricole e turistiche - O.M. Vol. 3 - 1970 - p. 24-25.
- 409 - BEIGBEDER - La mise en valeur des terres agricoles abandonnées ou en voie de l'être par les parcours touristiques de pêche - Cahiers du C.E.N.E.C.A. - 1970 , p. 88-89.
- 410 - BERGER Alain - La nouvelle économie de l'espace rural - Ed. Cujas - Coll. Marchés et structures agricoles 1975 - 286 pages.
- 411 - BETEILLE Roger - Le tourisme en milieu rural en France - I.G. 1976-4- p. 174-190.
- 412 - BLAIS Roger - La campagne - Collection " loisirs dans la nature " - P.U.F. 1939 - 2° édition en 1947.
- 413 - BLANC Henri - L'élevage du cheval en France - C.I.A. - 1975 - n° 297 - p. 11-16.

- 414 - BLOCH Marc - Les caractères originaux de l'histoire rurale française - Paris - Les belles lettres - 1931.
- 415 - BONNAFONT Claude - Le poney en France - Connaissance de la campagne hiver 1972-1973 - p. 44-51.
- 416 - BONNEAU Michel - Habitat rural et tourisme - E.S.P. 1971 - 4 - p. 23-26.
- 417 - BOUDEWEEL-LEFEBVRE Marie-Anne : La mutation de la campagne française - Publications de la Faculté des Lettres de Strasbourg - t.8 - 225 pages - 1969.
- 418 - BROU François - Le mouvement des stations vertes de vacances en France - Colloque C.E.N.E.C.A. 1966 - p. 450-452.
- 419 - Centre d'études sociologiques : villes et campagnes : civilisation urbaine et civilisation rurale en France - 1953 - 2° édition en 1970 - A. Colin - 80 pages.
- 420 - COLLOQUE DU C.E.N.E.C.A. - 1970 : Le monde rural gardien de la nature - n° spécial des Cahiers du CENECA - 500 pages.
- 421 - COLLOQUE DU C.E.N.E.C.A. - 1971 : Agriculteurs et ruraux dans le monde de demain - n° spécial des Cahiers du CENECA - 570 pages.
- 422 - COMMISSARIAT GENERAL AU TOURISME : Le tourisme rural vu par ses promoteurs - résultats de l'enquête auprès des participants du Colloque T.E.R. du 23-11-1972, 58 pages.
- 423 - COMMISSARIAT GENERAL AU TOURISME : La campagne et les vacances des français - Mars 1974 - études et documents n°1 - 34 pages.
- 424 - CONATEF : Vers un développement accéléré du tourisme sur les voies navigables - CONATEF -information - juin-juillet 1971 - 12 pages.
- 425 - CONSEIL SUPERIEUR DU TOURISME : La promotion du tourisme vert juin 1975 - 55 pages.
- 426 - CREDIT AGRICOLE : La France accueillante : Vacances et loisirs ruraux - 1975 - 144 pages.
- 427 - CRIBIER Françoise - Les séjours de vacances d'été dans les communes rurales en France - A.C.E.A.R. - 1970 - 49 pages.
- 428 - DAUZAT Albert - Le sentiment de la nature et son expression artistique - Paris F. Alcan - 1914 - 287 pages.
- 429 - id. - Le village et le paysan de France - Gallimard 1941 - 214 pages.

- 430 - DE FARCY H. et DE GUNZBOURG Ph. - Tourisme et milieu rural - Flammarion - Coll. " La Terre " - 1971 - 219 pages.
- 431 - DELESTREE Hubert - Le tourisme insolite : évolution du tourisme équestre - Rapports et communications - 24° Congrès de l'A.I.E.S.T. sept. 1974 - p. 75-78.
- 432 - DEMANGEON Albert - L'habitation rurale en France - A. de Géo.- 1920 - n° 161
- 433 - DESPLANQUES Henri - Une nouvelle utilisation de l'espace rural en Italie : l'agritourisme - A. de G. - 1973 - p. 151-164.
- 434 - DORST - Santé humaine et espace rural - Colloque CENECA - 1966 p. 354-357.
- 435 - DUPOUY François - Le cheval en France : élevage, équitation, courses - Notes et Etudes Documentaires - mai 1977 - n° 4378-4379 - 55 pages.
- 436 - DURAND-DROUHIN J. - Le tourisme, facteur de progrès social et d'expansion de l'agriculture, III - congresso internazionale del Turismo Sociale - Touring Club Italiano - Milano 1963 - p. 917-927.
- 437 - ERGAN Louis - Les relations institutionnelles entre ville et campagne - Communication présentée au Colloque de l'association des ruralistes français - Rennes, nov. 1977.
- 438 - FALLEVOZ Jean - Le développement des activités équestres - E.S.P. 1971-4- p. 27-29.
- 439 - FLATRES Pierre - Les travaux français de Géographie rurale de 1964 à 1968 - A. de G. 1968 - n° 424 - p. 734-743.
- 440 - FLATRES-MURY Huguette - Bocage et tourisme - Communication à la conférence européenne pour l'étude des paysages - Rennes - sept. 1977.
- 441 - F.N.S.E.A. - Comment organiser le tourisme équestre en milieu rural - 1972 - 84 pages.
- 442 - GEORGE Pierre - Anciennes et nouvelles classes sociales dans les campagnes françaises - C.I.S. - XXXVII, 1964 - p. 3-22.
- 443 - id. - Quelques types régionaux de composition sociale dans les campagnes françaises - C.I.S. - XXXVIII - 1964 - p. 49-56.

- 444 - GINIER Jean - Tourisme en espace rural : les Stations Vertes de Vacances - Nor. 1975 - n°86 - p. 311-316.
- 445 - HOUÉE Paul - Les étapes du développement rural - 2 Vol.
tome 1 - une longue évolution - 1815-1850 - 191 pages.
tome 2 - la révolution contemporaine - 1950-1970 - 295 pages.
ed. ouvrières - Paris.
- 446 - HOUÉE Paul - Quel avenir pour les ruraux - Editions ouvrières - 1974 - 246 pages.
- 447 - HOUIST G. - Les besoins de détente et de vacances des population urbaines - Colloque CENECA - 1966 - p. 361-363.
- 448 - JOURDANNE M. - L'agriculture face au développement de l'équitation en France - Cahiers du CENECA - 1966 - p. 404-410.
- 449 - JOURDANNE M. - Les haras nationaux et l'organisation de la production du cheval en France - C.I.A. 1967 - n° 218 - p. 16-19
- 450 - KOSTROWICKI André et KOSTROWICKA Alice - Le rôle de la récréation dans le système d'utilisation des espaces ruraux - Communication écrite au 5° Colloque franco-polonais de géographie - Cerisy la Salle - Sept. 1977.
- 451 - LADEN P. - Préliminaires à l'étude de la conservation et de l'aménagement des chemins ruraux - Mémoire de l'Ecole Nationale Supérieure agronomique de Rennes - Sept. 1974 - 141 pages.
- 452 - LATARJET Francis - Propositions pour une politique de développement du tourisme fluvial - Secrétariat d'Etat au tourisme - 1974 - 50 pages.
- 453 - LEYNAUD Emile - Les français et l'espace rural : enquête SOFRES 1971 - ACEAR - 1972 - 109 pages.
- 454 - id. - Eléments pour une politique de mise en valeur touristique de la campagne et des espaces intérieurs - rapports du 24° Congrès de l'A.I.E.S.T. 1974 - p. 86-87.
- 455 - MENDRAS Henri - Sociétés paysannes - A. Colin 1976 - 161 pages.
- 456 - MORNET Daniel - Le sentiment de la nature en France de Jean Jacques Rousseau à Bernardin de Saint-Pierre. - Thèse - Paris 1907 - 572 pages.
- 457 - NAUDOU Catherine - La fonction touristique de l'espace rural : bilan et perspectives d'avenir - SEGESA - mars 1971 - 62 pages.
- 458 - NORMAND G. - Le tourisme nautique intérieur, source de richesses pour les régions agricoles - Cahiers du CENECA - 1970 - p. 374-375.

- 459 - OFFNER H. - Le milieu rural et son importance pour la population urbanisée - Colloque CENECA 1966 - p. 357-360.
- 460 - PETITEAU J.Y. - Les nouvelles formules de vacances - ALCOA - Les Sables d'Olonne - 130 pages - 1974.
- 461 - PICHERIE Roger, SMITH Michel - Vacances à la ferme - 200 adresses sélectionnées - Balland - Paris - 1976 - 221 pages.
- 462 - PREAU Pierre - Le tourisme rural, aspect de la transformation profonde de la campagne - T.C.G.E.R.R. - Poitiers - Vol. 8 - 1976 - p. 141-156.
- 463 - RAMBAUD P. - Société rurale et urbanisation - Ed. du Seuil - 1969 - 313 pages.
- 464 - RECLUS Elisée - Du sentiment de la nature dans les sociétés modernes - R.D.M. - 1866 - p. 352-381.
- 465 - ROUPNEL Gaston - Histoire de la campagne française : B. Grasset - 2° édition - 1974 - 374 pages.
- 466 - SECRETARIAT D'ETAT AU TOURISME - Eléments directeurs pour une politique de commercialisation du tourisme en espace rural - juin 1977 - 13 pages.
- 467 - id. - Développement de l'accueil et des loisirs en milieu rural - juillet 1977 - 33 pages.
- 468 - SIMMONS I.G. - Rural recreation in the industrial world - Edward Arnold - 1975 - Londres - 310 p.
- 469 - SIROUX R. - Les sentiers de grande randonnée - R.F. nov-déc.1970 - p. 671-679.
- 470 - T.C.F. : Colloque sur le tourisme de randonnée en régions rurales - Villard-de-Lans - 1975 - 9,10,11 octobre - 66 pages.
- 471 - VIAU P. - Les nouvelles fonctions de l'espace rural - Economie et Humanisme - mars-avril 1969 - p. 17-20
- 472 - WOLFF Daniel - Hippisme en terres agricoles abandonnées ou en voie d'abandon - Cahiers du CENECA - 1970 - p. 202-205.

Flux et migrations.

- 473 - AUPHAN Etienne - Les noeuds ferroviaires, phénomène résiduel ou points forts de l'espace régional ? - E.G. - 1975 - 2 - p. 127-140.

- 474 - BARBUL Georges - Tourisme et transport - E.L.T. - mai 1973 - n° 78 - p. 5-11.
- 475 - BEAUJEU -GARNIER Jacqueline - Trois milliards d'hommes - Traité de démogéographie - Hachette - 1965 - 402 pages.
- 476 - BEAUJEU-GARNIER Jacqueline, ANDAN O. - Transports et aire d'influence urbaine - C.C.R.A.E. - n°1 - 1973 - 66 pages.
- 477 - BERNARD Marie-Claire, AURIAC Franck - Les retraités en milieu rural : exemple en montagne lozérienne et gardoise - B.S.L.G. - 1970 - fasc. 2 - tome 4 - p. 115-134.
- 478 - BOYER Marc - Problèmes de mesure statistique du phénomène touristique - Géographie et tourisme - 1963 - p. 7-16.
- 479 - CHADEFAUD Michel - Méthode d'analyse d'un flux touristique au niveau local et régional - Centre d'Etudes du tourisme - Série C - n° 17 - 36 p. - 1971 - Aix.
- 480 - CHAMPAUD Paule - La route de Rennes à Nantes - Nor. 1958 - p. 267-285.
- 481 - CHEVALIER Jacques - Le village et les migrants : Mutation professionnelle des jeunes agriculteurs et perception de l'espace rural - E.R. 1975 - n° 58 - p. 63-82.
- 482 - CLARY Daniel - La fréquentation touristique sur la côte normande (1963-64-65) par la méthode de variation de consommation de farine - Nor. 1967 - n° 55 - p. 473-499.
- 483 - CRIBIER Françoise - Variations de consommation de farine et migration touristique d'été en France - B.A.G.F. 1961 - p. 170-185.
- 484 - id. - La grande migration d'été des citadins en France - Mémoires et Documents - Editions du CNRS - 1969 - 403 pages.
- 485 - id. - La migration de retraite - Laboratoire de géographie humaine associé au CNRS - Paris - 1973 - 2 vol. - 276 pages.
- 486 - DACHARRY Monique - Tourisme et transport en Méditerranée occidentale (Iles Baléares, Corse, Sardaigne) - P.U.F. - 1964 - 154 pages.
- 487 - DARDENNE Edith - La route de Tours au Mans - Etude de géographie régionale - Nor. 1958 - p. 163-179.
- 488 - DELAGE Maurice - Guide de l'aviation générale - éditions Lavauzelle - Paris - Limoges - 1975 - 638 pages.
- 489 - DE MEEZEMAKER F. - Le pain des aoutiens - Statistiques et Développement - Pays de Loire - n° 7 - 1972 - p. 22-34.

- 490 - DEWAILLY J.M., DUBOIS J.J. - Eléments méthodologiques pour la mesure quantitative de la fréquentation récréative en forêt - C.T. - Aix-en-Provence - Série C - n° 138 - 1977 - 55 pages.
- 491 - DUBOSCQ Pierre - La mobilité rurale en Aquitaine - Essai d'analyse logique - E.G. - n° 1 - 1972 - p. 23-42.
- 492 - FLATRES-MURY Huguette - Sites littoraux et fréquentation touristique - Communication présentée à l'A.F.A.S. - Rennes - juillet 1977.
- 493 - GRANGIER Bernard - Le trafic trans-manche sans tunnel - La vie du rail - 1976 - n° 1564 - p. 8-15 et n° 1565 - p. 43-50.
- 494 - LEJEUNE Jacques - Qui sont les clients du tourisme social ? Confronter - n° 14-15 - 1972 - p. 14-20.
- 495 - MAINIE P. - Un essai de mesure des déplacements de population à l'occasion des vacances d'été - CREDOC - 1962 - n° 3 - p. 123-127.
- 496 - MARTY J. - Le Mans, noeud de voies ferrées le confluent du trafic ferroviaire de Bretagne - A.B. 1939 - p. 209-236.
- 497 - MEYNIER André - Les déplacements de la population vers la Bretagne en 1939-1940. - Travaux du laboratoire de géographie de l'Université de Rennes - n° 14 - 1950 - 99 pages.
- 498 - PARDE Maurice - Les chemins de fer français de 1878 à 1928 - A. de G. - 1928 - p. 556-558.
- 499 - PINCHEMEL Philippe - Structures sociales et dépopulation rurale dans les campagnes picardes de 1836 à 1936 - Paris A. Colin - 232 pages.
- 500 - PLOUCHARTE Gérard - Proposition d'une méthode d'analyse de la fréquentation des espaces et équipements de loisirs (application à la base de loisirs de Sillé-le-Guillaume) - R.F. - 1968 - p. 73-84.
- 501 - SOULIER André - Essai d'estimation des flux et du chiffre d'affaires touristiques du Languedoc-Roussillon au cours de la saison estivale 1975 - E.M. n° 97 - 1977 - p. 35-42.
- 502 - SOUMAGNE Jean - Cherbourg : escale maritime des touristes britanniques - Nor. 1974 - n° 82 - p. 223-239.
- 503 - VIELZEUF Bernard - La mesure de la fréquentation touristique : un problème de méthode - B.S.L.G. 1973 - tome 7 - p. 357-378.

- 504 - VOLFE R.I. - Essai sur une méthode d'estimation du trafic automobile de loisirs - U.G.I. - travaux de la commission des transports - 1969 - 1972 , ed. techniques et économiques p. 52-64.

Types d'hébergement

- 505 - ANDRE R. et ROUSSEAU J.P. - Les résidences secondaires dans le Brabant Wallon - Revue de l'institut de Sociologie 1974-2 p. 314-341.
- 506 - AUTHEMAN N et M. - Le loisir et le village de vacances - Urb. 1972 - n° 131 - p. 69-77.
- 507 - BALLEREAU J.L. - Un mode d'hébergement qui a fait ses preuves le village de vacances - III° Congresso internazionale del Turismo Sociale, Touring Club italiano - Milano - 1963 - p. 1096-1105.
- 508 - BARETJE René - X° anniversaire 1959-1969 : dix années de réalisations V.V.F. 1970 - 59 pages.
- 509 - BARBIER Bernard - Méthodes d'étude des résidences secondaires : l'exemple des Basses-Alpes - Med. avril-juin 65 - p. 89-111.
- 510 - id. - Logements de vacances et résidences secondaires dans le Sud-Est méditerranéen - B.A.G.F. mai-juin 1966.
- 511 - id. - Les résidences secondaires et l'espace rural français - Nor. n° 95 ter - nov. 1977 - p. 11-19.
- 512 - BAUDINO Joëlle et CREPET Joëlle - Enquêtes sur les maisons familiales de vacances de la Ligue de l'Enseignement - mémoire de l'I.U.T. - B - option tourisme - Grenoble - 1974-75 - 48 p.
- 513 - BAUDRY DE SAUNIER - La joie du camping - Flammarion - 1925.
- 514 - BERTIN Serge - Les résidences secondaires dans la Sarthe - D.E.S. - 116 p. - 1971 - Université de Caen.
- 515 - BETEILLE Roger - Résidences secondaires et milieu rural : l'exemple du bassin rouergat du Viaur - R.G.P.S.O. - 1970 - tome 41 - p. 159-176.
- 516 - BETEILLE Roger - Une formule récente d'accueil touristique en milieu rural : le camping à la ferme dans le Naucellois (Aveyron) - ESP - 1972-7 - p. 29-36.

- 517 - BONNAMOUR Jacqueline - Les résidences secondaires dans l'arrondissement de Sens - R.G.E. - 1965-4, p. 407-427.
- 518 - BONNEAU Michel - Les résidences secondaires dans le Sud-Saumurois - E.S.P. n° 2 - 1970 - p. 42-45.
- 519 - id. - Les résidences secondaires de la baie d'Audierne - P.A.B. Vol. 8 - n° 70 - sept. 1972 - p. 342-349.
- 520 - id. - Géographie du " camping rural " - E.S.P. - 1972 - n° 7 - p.37-45.
- 521 - id. - Les résidences secondaires à Caurel T.R.L.G.R.L. - 1973-1, p.65-71.
- 522 - id. - Résidences secondaires et tourisme en Maine-et-Loire - B.S.L.G. - tome 7 - fasc. 3-4 - 1973
- 523 - id. - Résidences secondaires et capacité globale d'accueil : l'exemple de la frange ouest du bassin parisien - 100° Congrès des Sociétés Savantes - Paris - 1975 - Géographie - p. 119-128.
- 524 - BONNIEL Jacques - La réussite scolaire dans le cadre d'une institution privée de formation : le cas de l'union nationale des maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation - Economie et Humanisme - 1973 - 69 pages.
- 525 - CHADEFAUD Michel - Une formule originale du tourisme social : les gîtes ruraux - R.G.P.S.O. Sept. 1968 - p. 273-297.
- 526 - CHATELAIN Abel - Résidences secondaires et migrations de détente autour de Paris - 1945-1965 - thèse 3° cycle - Paris 1966 - 283 pages.
- 527 - CLARY Daniel - Les résidences secondaires de Tourisme en Seine Maritime - Etudes Normandes 1968 - 2° trimestre.
- 528 - id. - Les résidences secondaires : approche financière du problème : l'exemple de la côte normande - B.S.L.G. - tome 7 - 1973 - p. 321-332.
- 529 - CLOUT H.D. - Résidences secondaires dans le Royaume-Uni Nor. 1974 - n° 84 - p. 623-626.
- 530 - COMMERCON Nicole - Les résidences secondaires du Maconnais : essai d'étude de quantitative - R.G.L. - 1973 - p. 331-342.
- 531 - CRIBIER Françoise - Etude géographique sur les logements de plaisance dans le bassin parisien - D.A.T.A.R. 1967 - 28 p. 11 cartes.

- 532 - CRIBIER Françoise - Les résidences secondaires et le tourisme dans la Somme - 1968 - Comité d'Expansion économique et sociale Amiens - 100 pages plus 8 cartes H.T.
- 533 - id. - Résidences secondaires des citadins dans les campagnes françaises - E.R. - 1973 - n° 49-50.
- 534 - DAN-FERRAND-BECHMANN : L'anti-ville : les résidences secondaires Thèse 3° cycle - Sociologie - Université de Paris X - nov. 1974 335 pages.
- 535 - DEWAILLY Jean Michel - Quelques traits originaux du camping dans le nord de la France - E.S.P. avril 1973 - n° 12 - p. 26-38.
- 536 - DE WILDE J. - Résidences secondaires et tourisme de week-end en milieu rural - Revue Belge de géographie - 1968 - fasc. 3 p. 5-55.
- 537 - DIRECTION DE L'AMENAGEMENT ET DES PROFESSIONS TOURISTIQUES - Les villages de vacances - 1975 - 133 pages - Secrétariat d'Etat au Tourisme.
- 538 - DUBOIS M. - Le Tourisme social et l'agriculture : les gîtes ruraux - III - Congresso internazionale del Turismo Sociale, Touring Club italiano - Milano - 1963 - p. 1119-1125
- 539 - DUFFAURE André - Une stratégie de désenclavement en milieu rural : les maisons familiales d'éducation et d'orientation - Comptes rendus de l'Académie d'agriculture de France - 1970 - 12 - p. 886-892.
- 540 - DUSSART F. - FOUREZ C. : Les résidences secondaires en Ardenne : le cas de la commune de la Gleize - vol. 58 - Congrès et Colloques de l'Université de Liège - 1971 - p. 103-115.
- 541 - FALLET B. - BROUARD D. - Hébergement de jeunes en milieu rural : colonies de vacances, classes de neige - conseils pratiques et réglementation - Centre de gestion et d'Economie Rurale - Gap. 1969 - 128 pages.
- 542 - FLAMENT Emile - Meublés saisonniers et estivants : l'exemple de la côte picarde - H.T.N. - 1973 - 1 - p. 81-101.
- 543 - GABRIEL J. - Un monstre du tourisme populaire : l'organisation Villages-Vacances-Familles - Revue de la Construction n° 776 - juillet 1973 - p. 12-15.
- 544 - GAUTIER Marcel - L'hôtellerie - étude économique - Thèse - Droit - Paris - 1931 - 372 pages.

- 545 - GEORGE Pierre - Les résidences secondaires - A. de G. - 1971 - n° 442 - p. 72.
- 546 - GINIER Jean - La chaîne volontaire : France-Ouest-Hôtel. Nor. 1974 - 82 - p. 366-370.
- 547 - id. - L'implantation des résidences secondaires sur un littoral rural : Brignogan (Finistère Nord) - Nor. 1975 - n° 86 - p. 321-328.
- 548 - GIRODIN Paulette - Chaînes hôtelières et hôtellerie en France - Thèse 3° cycle Paris 1976 - 324 pages.
- 549 - GUIGNAND - Les villages de vacances familiaux - Colloque CENECA 1966 - p. 386-388.
- 550 - JEAN René - La répartition des résidences secondaires dans l'environnement rural d'une grande agglomération urbaine - B.T.I. - Ministère de l'agriculture n° 215 - 1966 - p. 967-976.
- 551 - JUSTIN - Les week-ends bretons - Congrès des groupements d'intérêt économique de Bretagne - Perros-Guirec - avril 1971 - p. 17-20.
- 552 - KERIHUEL Alain - La grande hôtellerie française en 1972 - E.S. n° 78 - mai 1976 - p. 53-59.
- 553 - LE GUEN G. - Les résidences secondaires en Bretagne - P.A.B. 1964 - n° 36.
- 554 - LE TALLEC Hervé - Etude statistique sur la construction et l'exploitation des villages de vacances et gîtes familiaux - 31 pages - Secrétariat d'Etat au Tourisme - bureau du tourisme Social - 1975.
- 555 - LUNES M. - Le gîte rural - Colloque CENECA 1966 - p. 380-381.
- 556 - MIRLOUP Joël - Eléments méthodologiques pour une étude de l'équipement hôtelier - L'exemple des départements de la Loire moyenne - n° 83 - p. 443-452. - Nor. 1974 - n° 84 p. 563-583.
- 557 - id. - Les résidences secondaires des Parisiens dans les départements de la Loire moyenne - Nor. n° 88 - oct-déc. 1975 p. 623-637.
- 558 - id. - Les étrangers dans l'hôtellerie régionale - E.S.P. n° 18-19 - 1975 - p. 13-18.
- 559 - MONTANGE Louis - Le camping - Que Sais-Je ? - P.U.F. 1975 - 126 pages.

- 560 - PERROT Serge - Rôle et fonctions de l'hôtellerie - Thèse 3^o cycle - ed. J. Lanore 1976 - Paris- 300 pages.
- 561 - PLAVINET Pierre - Résidences secondaires et migrations de détente autour de Paris (1945 - 1965) d'après les recherches d'Albert Chatelain - in " Etudes de la région parisienne " - juillet 1967 - No . 15 - p. 1-6.
- 562 - PRAICHEUX J. et ROBERT A. - Les résidences secondaires dans la vallée de l'Ognon - C.G.B. - Séminaire et notes de recherches - n^o 5 - mars 1972 - 164 pages.
- 563 - REY-HERME Philippe-Alexandre : Les colonies de vacances - origines et premiers développements - Saint-Etienne - 1954 - 520 pages.
- 564 - REY-HERME Philippe-Alexandre : Les colonies de vacances en France de 1906 à 1936 - L'institution et ses problèmes - thèse lettres - Paris - 1961 - 514 pages.
- 565 - ROBERT André - Réflexions pour une étude théorique de la localisation des résidences secondaires - p. 165-194. - C.G.B. n^o 23 - Travaux de géographie Fondamentale - 1974.
- 566 - ROCHE Christine, MAURETTE Eric - Les relais de campagne - chambre de commerce et industrie de Paris - 1972 - 26 pages.
- 567 - ROCHEREUIL Martine - Les résidences secondaires en Mayenne - Centre d'études supérieures de l'aménagement - Tours - 1977 - 41 pages.
- 568 - SAINDON Jacques - Recensement de la distribution de 1966 - hôtels, cafés, restaurants, autres services. - Collections de l'I.N.S.E.E. - E 16 - Sept. 1972 - 108 pages.
- 569 - SEBILLOT Paul Yves - Le Tourisme et l'hôtellerie - Les Gemeaux Paris 1922 - 78 pages.
- 570 - SIMON Robert - Les gîtes ruraux en Nord-Finistère - D.E.S. - Université de Bretagne occidentale - fév. 1974 - 209 pages.
- 571 - TRESY Jean-Claude : les relais de campagne - mémoire de l'école hôtelière de Strasbourg - 1964 - 24 pages.

TOURISME : ASPECTS REGIONAUX

France de l'Ouest

- 572 - ARTEB - Le tourisme équestre en Bretagne - 1971-1975 - 146 p.

- 573 - ARTEB - Le tourisme équestre en Bretagne - mai 1976 - 77 p.
- 574 - BAUD J.C. - Tourisme et vie agricole dans le pays des Monts - D.E.S. - oct. 1967 - Université de Nantes - 143 pages.
- 575 - BAUDOUIN Alain - Sentiers et randonnées de Bretagne - Fayard 1976 - 308 pages.
- 576 - BELLARD Jean - Sentiers et randonnées d'Anjou - Fayard 1977 - 255 pages.
- 577 - BONNEAU Michel - Loisirs et fêtes dans le Saumurois - méthodologie et résultats - T.I.G.R. - n° 13-14 - 1973 - p. 65-75.
- 578 - id. - Tourisme et transformation des campagnes dans l'Ouest de la France : l'exemple de l'habitat - Geographia Polonica - 29 - 1974 - p. 119-129.
- 579 - id. - Conflits d'utilisation du sol et besoins en espace récréatif : le cas des grandes prairies angevines B.A.G.F. - 1974 - p. 185-193.
- 580 - id. - Les problèmes du développement touristique dans une commune rurale : le cas de Montsoreau, station ligérienne - H.T.N. - 1975 - 1 - p. 3-28.
- 581 - BOUHIER A. - La fonction balnéaire et le tourisme sur la côte vendéenne des Sables d'Olonne à l'anse d'Aiguillon - Nor. 1956 - p. 163-189.
- 582 - BOURGET Caroline - Le tourisme en milieu rural en Vendée - D.E.S. - Université de Nantes - déc. 1975 - 161 pages.
- 583 - CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE BRETAGNE - 10 vol. :
 vol. 1 - rapport général - vocations - équipements
 vol. 2 - rapport général - fréquentation - dépense des touristes
 vol. 3 - rapport de synthèse
 vol. 4 - résultats d'une enquête sur le tourisme en Bretagne en août - sept. 1968
 vol. 5 - résultats d'une enquête auprès des touristes en Bretagne à Pâques 1969
 vol. 6 - Résultats d'une enquête de l'I.N.S.E.E. sur les vacances des français en Bretagne 1967-69.
 vol. 7 - Résultats d'une enquête sur le camping en Bretagne (été 1969)
 vol. 8 - le tourisme de groupe en Bretagne
 vol. 9 - le tourisme étranger en Bretagne
 vol. 10 - charte du tourisme breton

- 584 - CLARY Daniel - quelques aspects du tourisme balnéaire dans la
Manche : l'exemple du secteur Port-Bail-Carteret - E.N. -
2^o trimestre 1969 - p. 3-35.
- 585 - CLARY Daniel, FREMONT A. - L'image touristique de la Normandie
et ses métamorphoses - T.I.G.R. - 1973 - Vol. 13-14 - p. 17-22.
- 586 - CLARY Daniel - La façade littorale de Paris : le tourisme sur
la côte normande - étude géographique Ophrys - 1977 - 383 p.
- 587 - id. - La basse Normandie et son tourisme - Perspectives
normandes - 1977 - 122 pages.
- 588 - DE FROTTE Edouard - L'animation de la forêt normande par le
tourisme équestre - E.S.P. 90 - mai-juin 1969 - n° 4 -
p. 19-24.
- 589 - DELOUCHE Denise - L'activité touristique de la région malouine
Nor. 1956 - p. 439-451.
- 590 - DENIEL M. - Le développement des activités équestres dans le
Finistère : la contribution des agriculteurs - Cahiers du
CENECA - 1971 - p. 270-271.
- 591 - DEWAILLY Jean Michel - Les équipements touristiques du lac
de Guerlédan - T.R.L.G.R.L. 1973 - p. 73-77.
- 592 - FLATRES-MURY Huguette - L'aménagement touristique des rias
bretonnes - T.I.G.R. 1975 - n° 23-24 - p. 107-120.
- 593 - GASTARD Dominique - Le tourisme en Bretagne intérieure -
Thèse de 3^o cycle - Rennes - 1973 - 479 pages.
- 594 - GINIER Jean - Le tourisme finistérien - Nor. 1971 - n° 72.
- 595 - GINIER Jean - Trois stations vertes de vacances, trois
évolutions différentes - Nor. 1977 - n° 94 - p. 283-288.
- 596 - HIEBST Michèle - Tourisme et agriculture dans la commune de
Sarzeau - D.E.S. - Université de Rennes - Oct. 1968 - 76 p.
- 597 - HUBEAU Françoise - Le tourisme dans quatre communes sud-
finistériennes (Pont-Aven, Riez sur Belon, Rosporden, Saint-Yv)
D.E.S. Université de Lille - 1977 - 350 pages.
- 598 - JONAS Hélène - Tourisme fluvial - Description, fonctionnement,
réglementation et coût d'exploitation des réseaux des voies
navigables du Centre et de l'Ouest - Centre d'Etudes Supérieur
du Tourisme - 1976 - 111 pages.

- 599 - JOUAN Françoise - Naissance d'un tourisme rural dans le Sud-Manche : perspectives économiques - Mémoire de Maîtrise de Paris I - 1975 - 63 pages.
- 600 - JOUNO Alain - Les sentiers pour les promenades pédestres en Bretagne - Mémoire de l'Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie de Rennes - oct. 1974 - 63 pages.
- 601 - LE CORRE A. - Tourisme et activités de loisirs dans le canton de Guichen - mémoire ENSA - oct. 1976 - Rennes - 65 pages.
- 602 - LE FLOCH J.P. - Recherches sur le tourisme rural : l'exemple breton - Thèse de Droit - Rennes - 1973 - 531 pages.
- 603 - NAEL J.M. - La population permanente des communes touristiques littorales entre Granville et Avranches - D.E.S. - 1971 - Université de Rennes - 70 pages.
- 604 - NEDELEC Loïk - Réflexions sur une base littorale de loisirs et de nature - P.A.B. sept. 1976 - n° 86 - p. 402-408.
- 605 - PERRIER C. - Cancale : analyse du recul de l'agriculture devant la pression touristique - ENSA - Rennes - 1974 - 55 p.
- 606 - PHILIPPONNEAU Michel - La mer et le tourisme en Bretagne - La vie bretonne - juin 1964 - p. 44-47.
- 607 - PIERRE Michel - Evolution et perspective de la navigation de plaisance en Bretagne - Bulletin de conjoncture régionale - 1968 - n° 1-2, 15 pages.
- 608 - PRIOU Maryvonne - Le tourisme fluvial dans les Pays de la Loire : état, possibilités, problèmes d'aménagement - D.E.S. - Université de Nantes 1973 - 207 pages.
- 609 - RENARD Jean - Tourisme balnéaire et structures foncières : l'exemple du littoral vendéen - Nor. 1972 - n° 73 - p. 67-79.
- 610 - id. - Tourisme et structures foncières sur le littoral entre Loire et Gironde - B.S.L.G. - tome 7 - fasc. 3-4 - 1973 - p. 343-348.
- 611 - SADRAL : le tourisme dans le Saumurois - 1971 - 34 pages.
- 612 - SAUBAN Charles : L'activité touristique de la côte Morlaisienne - Nor. 1956 - p. 293-304.
- 613 - SENASSON C. - Le tourisme dans le pays de Redon - Mémoire ENSA - Rennes - oct. 1972 - 110 pages.
- 614 - SENELLART Françoise - Le canton de Hedé et le tourisme rural - Ecole Nationale Supérieure Féminine d'agronomie de Rennes - mémoire - juin 1975 - 80 pages.

- 615 - TRICART Jean - Problèmes de géographie touristique des plages du Calvados - Revue de la Porte Océane - n° 61-62 - mai-juin 1950
- 616 - VERGER F. - La fonction balnéaire de la côte des Monts (Vendée) - Bulletin du groupe poitevin d'Etudes géographiques - 1952 (3) - p. 28-30.
- 617 - VINCE A. - La population de La Baule - Nor. 1965 - p. 31-35.
- 618 - VINCON Bernard - Les exploitations agricoles sarthoises pratiquant un hébergement touristique à la ferme dans le cadre du parc naturel régional Normandie-Maine - Mémoire de maîtrise Sciences et Techniques - Université de Lille - 1977 - 100 pages.

Autres régions françaises

- 619 - BARBIER Bernard - Villes et centres des Alpes du Sud - Etude du réseau urbain - Editions Ophrys - 1969 - 420 pages.
- 620 - BETEILLE Roger - Les Aveyronnais - Thèse Lettres - 1974 - 573 pages.
- 621 - id. - Quelques formules originales de tourisme en milieu rural dans le département de l'Aveyron - T.C.G.E.R.R. - Poitiers vol. 8 - 1976 - p. 3-14.
- 622 - BONNAMOUR Jacqueline - Le Morvan : la terre et les hommes - P.U.F. - 1966 - 454 pages.
- 623 - BONNEAU Michel - Les Stations Vertes de Vacances et la région Nord - Pas-de-Calais - T.L.G.R.L. n° 3 - 1975 - p. 207-216.
- 624 - BOUET Guy - Le Tourisme en milieu rural : l'exemple de la haute Vienne - T.C.G.E.R.R. n° 7 - 1975 - p. 51-77.
- 625 - CHADEFAUD Michel - La frontière franco-espagnole en pays basque et le fait touristique - H.T.N. 1977-2, p. 30-49.
- 626 - COUDOUX Jeanine - L'Abbaye du Bec-Hellouin (Eure) - Son influence sur le tourisme et l'économie locale - T.C.G.E.R.R. n° 8 - 1976 - p. 71-87.
- 627 - COUTELLE M. - Agriculture et Tourisme : cohabitation ou complémentarité - l'exemple de l'île d'Oléron - T.C.G.E.R.R. n° 7 - 1975 - p. 79-88.
- 628 - DAUBET Michel - Les structures d'hébergement touristique en haut-Quercy - R.G.P.S.O. 1974 - tome 45 - fasc. 3 - p. 297-316.

- 629 DEWAILLY Jean-Michel - Tourisme et espace rural dans la région du Nord - H.T.N. - 1973 - 2.
- 630 - DEWAILLY Jean-Michel - Tourisme et loisirs d'un littoral et de son arrière-pays : la côte d'Opale et le Montreuillois - série A. n° 19 - 1974 - 40 pages - C.T. Aix en Provence.
- 631 - id. - Conflits de fonction dans un secteur à vocation touristique : le littoral entre Dunkerque et la frontière belge - B.A.G.F. 1974 - p. 203-213.
- 632 - FONTAINE J. - Les loisirs des Jeunes dans le district rural de Montrevel-en-Bresse, C.G.B. - n° 11 - nov. 1974 - p. 129-170.
- 633 - GINIER Jean - Les loisirs en Quercy - ESP 1972 - n° 7 - p. 17-27.
- 634 - JUILLARD Etienne - La côte des Maures - R.G.A. 1957 - n° 2 - p. 320-325.
- 635 - KAYSER Bernard - L'arrière pays rural de la Côte d'Azur : essai sur les conséquences du développement urbain - 1960 - Thèse Lettres - 593 pages.
- 636 - LAPPARENT A. - Accueil en milieu rural : trois expériences aveyronnaises - oct. 1970 - Chambre d'Agriculture - Rodez - 108 pages.
- 637 - RAMBAUD P. - Les transformations d'une société rurale : la Maurienne 1951-1962 - A. Colin
- 638 - SOULIER A. - Tourisme et mutations rurales dans le haut pays héraultais - B.S.L.G. - 1970 - fasc. 2 - tome 4 - p. 134-164.

Etranger

- 639 - BARBAZA Yvette - Le paysage humain de la Costa-Brava - A. Colin - 1966 - 717 pages.
- 640 - CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'ISERE - Des montagnes du Dauphiné aux vallées autrichiennes - juin 1963 - 80 pages.
- 641 - DACHARRY Monique - Etudes et recherches sur la région touristique : les plages ferraraïses - A. de G. 1970 - p. 765-766.
- 642 - DALIDO Pierre - L'importance du tourisme à Jersey - Nor. 1956 - p. 323-328.

- 643 - DEMEULDRE A. - De l'espace productif à l'espace récréationnel
le cas luxembourgeois - B.A.G.F. - 1974 - p. 195-201.
- 644 - DEWAILLY J.M. - L'accueil à la ferme dans le Westhoek (Belgique)
T.C.G.E.R.R. n°8 - 1976 - p. 89-117.
- 645 - FREMONT A. - Le Voralberg - A. de G. - 1970 - p. 737-763.
- 646 - GINIER Jean - Jersey, île touristique - Nor. 67 - 1970 - p. 37
39
68 - 1970 - p. 50
52
- 647 - GRANT J.S. - Répercussion du tourisme sur les petits fermiers
en Haute-Ecosse et dans les îles d'Ecosse - Colloque CENECA -
1966 - p. 423-426.
- 648 - HAMELIN M.L.E. - Régions touristiques du Nord Canadien -
B.A.G.F. 1974 - n° 419 - p. 219-228.
- 649 - HERBIN Jacky - L'insertion du tourisme dans la haute montagne
l'exemple de Tux dans les alpes du Zillertal (Tyrol autrichien)
R.G.A. - 1969 - n° 4.
- 650 - HESS - Vacances à la ferme, une nouvelle source de revenus pour
l'agriculture allemande - Colloque CENECA 1966 - p. 376-377.
- 651 - LYNCH S. - Contribution de l'agriculteur irlandais au tourisme
équestre - Colloque CENECA - 1966 - p. 402-403.
- 652 - MANTEUFFEL R. - Séjours de repos à la campagne et tourisme en
Pologne - Colloque CENECA - 1966 - p. 377-379.
- 653 - MARKOVIC P. - L'amélioration des conditions de vie dans le
village yougoslave au cours des vingt dernières années -
Colloque CENECA 1966 - p. 370-371.
- 654 - PARTAN E. - L'aménagement des terrains agricoles pour les loisirs
de plein air aux Etats-Unis - Colloque CENECA - 1966 - p. 396-
- 655 - PEVETZ W. - L'importance du tourisme pour la famille paysanne
en Autriche - Colloque CENECA 1966 - p. 364-369.
- 656 - PICARD Alice - Les paysans et le tourisme dans le Tyrol autrichien
I.G. 1961 - p. 101-103.
- 657 - RAHMAT Ali et FERRAS Robert - Le tourisme au Pakistan :
potentialités et images de marque - B.S.L.G. - tome 10 -
fasc. 4 - 1976 - p. 313-331.

- 658 - SADON E. - Le tourisme dans le secteur agricole en Israël - Colloque CENECA - 1966 - p. 372-373.
- 659 - TICHKOV H.S. - Divisions en régions du potentiel naturel de la Bulgarie pour les besoins des activités récréatives - in - géographie du tourisme et de la recreation - Congrès Moscou 1976 - Colloque de Dombaï - p. 141-145.
- 660 - VEYRET Paul - Le tourisme en Tchécoslovaquie - R.G.E. - 1963 - 2 - p. 131-136.

TOURISME ET AMENAGEMENT

Aspects généraux

- 661 - ACEAR : Bulletin d'information - fasc.8 - régionalisation des contrats de pays - n° 16 - p. 25-28.
- 662 - ACEAR : Bulletin d'information - n° 18 - série spéciale : petite région - fasc. 18-134 : le développement micro-régional - 137 pages.
- 663 - BERNARD Henri, DERRUAU Max, DEZERT Bernard, RENARD Jean, WOLKOWITSCH Maurice : initiation à la géographie appliquée - Masson 1978 - 190 pages.
- 664 - BLAIZOT François - Articulation du village-centre dans de nouvelles structures - Synthèse des travaux du Colloque national sur les villages centres Evreux - mars 1964 - Actes du Colloque - p. 101-107.
- 665 - BONNAMOUR Jacqueline - Des problèmes d'échelle dans les modèles d'aménagement rural - Communication au 5° Colloque franco-polonais de géographie - Cerisy-la-Salle - sept. 1977
- 666 - BONTRON J.C., GILLETTE Ch., MATHIEU N., PEYON J.P., PLET F., ROBIC M.C. : Eléments de réflexion sur l'aménagement et l'espace rural en France - in - Réflexions sur l'espace rural français - Laboratoire de Géographie rurale - Université de Paris I - E.N.S. Fontenay-aux-Roses - Sept. 1975 - p. 53-85.
- 667 - BONTRON J.C., MATHIEU N. - Industrie et espace rural - les apports d'une analyse bibliographique - ACEAR, SEGESA - 1977 - 124 pages.
- 668 - CAHIERS DE L'HEXAGONE : Révolution touristique et aménagement du territoire - n° 51-52 - mai 1971 - 160 pages.

- 669 - CLARKE John - PELLETIER Jean - Régions géographiques et régions d'aménagement - Colloque franco-britannique - éditions de l'hermès - Lyon - 1978 - 230 pages.
- 670 - CLARY Daniel - Tourisme et aménagement régional - A. de G. - 1976 - p. 129-154.
- 671 - CLAVAL Paul - Planification régionale et aménagement du territoire - R.G.E. 1975 - p. 169-216.
- 672 - id. - Les aspects modernes de la géographie politique T.I.G.R. - 1977 - n° 29-30 - p. 11-29.
- 673 - COLLOQUE DU CENECA - 1966 : Aménagement de l'espace rural - n° spécial des Cahiers du CENECA - 513 pages.
- 674 - CONSEIL SUPERIEUR DU TOURISME - Collectivités locales, tourisme et aménagement du territoire - Session 1976-1977.
- 675 - C N A R - L'industrialisation est-elle possible en milieu rural - E.S.P. 90 - mai-juin 1971 - 66 pages.
- 676 - C N A R : Assises nationales des pays et comités d'aménagement rural - Vitré - 28 et 29 mai 1976 - 68 pages.
- 677 - CAZES Georges - Tourisme et aménagement de l'espace rural - T.I.G.R. n° 13-14 - 1973 - p. 77-90
- 678 - DATAR - La politique d'aménagement du territoire - rapport annuel 1975.
- 679 - DATAR - Les OREAM et l'aménagement du territoire - 1966-1976 - 215 pages.
- 680 - DATAR - Dossier contrats de pays : contributions des ministères à la politique des contrats de pays - mai 1976.
- 681 - DEFERT Pierre - Le tourisme, facteur de développement régional in- " Recherche Sociale ", janvier 1966.
- 682 - FREMONT Armand - L'aménagement régional en France - E.G. - 1978-2 - p. 73-84.
- 683 - GEORGE Pierre - Réflexions sur les questions de géographie politique et administrative - T.I.G.R. 1977 - n° 29-30 - p. 47-54.
- 684 - GIVAUDAN A. : P.O.S. - Eléments pour une méthodologie des plans d'occupation des sols - Urb. n° 138 - 1978 - p. 17-27.

- 685 - GLAYMAN Claude - Liberté pour les régions - Fayard - 1971.
- 686 - HOUEE Paul - Le développement micro-régional - bulletin d'information de l'A.C.E.A.R. n° 18 - juillet 1977.
- 687 - JEAN René - Essai sur l'aménagement rural - C.I.A. n° 211 - 1966 - p. 7-21.
- 688 - JUNG Jacques - L'aménagement de l'espace rural : une illusion économique - Calmann-Lévy - 1971 - 406 pages.
- 689 - KAYSER Bernard - Nécessités et difficultés de l'aménagement de l'espace rural : aménagement du territoire et développement régional - III - 1970 - p. 63-91.
- 690 - LEROY Louis - Le ruralisme - Comment réaliser l'aménagement des campagnes - les éditions ouvrières - 1960 - 134 pages.
- 691 - LEYNAUD Emile - Aménagement du territoire et mutation de la société rurale française - 1971 - p. 167-199.
- 692 - MOIGN A. - Les mesures de protection du littoral en France - C.N. juin 1977 - n° 13 - p. 11-19.
- 693 - MICHAUD Jean-Luc - Tourisme et aménagement en profondeur - Rapports et communications au 24° Congrès de l'A.I.E.S.T. - septembre 1974 - p. 65-68.
- 694 - MICHAUD Jean-Luc - Manifeste pour le littoral - Berger-Levrault - 1976 - 306 pages.
- 695 - NICOLAS Yves - Droit et urbanisme - P.O.S. - Urb. n° 138 - 1973 - p. 81-91.
- 696 - NOTES ET ETUDES DOCUMENTAIRES - La politique de rénovation rurale - n° 3708 - 13-7-1970, 44 pages.
- 697 - OGER Yves - Vulgariser ou développer - E.H. juillet-août 1969 - p. 78-87.
- 698 - PHILIPPONNEAU Michel - géographie et action - A. Colin 1967 - 227 pages.
- 699 - PHILIPPONNEAU Michel - Pouvoir municipal et géographie urbaine - T.I.G.R. 1977 - n° 29-30 - p. 31-37.
- 700 - PINCHEMEL Philippe - Division régionale, régionalisation et politique régionale - in- " Régions géographiques et régions d'aménagement " - Colloque franco-britannique - 1978 - p. 21-31.

- 701 - RIGAUD Jacques - Pour une nouvelle politique de l'espace rural - Preuves - 3^e trimestre 1970 - p. 100-109
- 702 - SIMONETTI Jean-Olivier - L'administration de l'espace : l'exemple français - A. de G. 1977 - p. 130-167.

Tourisme et finances locales

- 703 - ACEAR - Aménagement rural : l'étude des finances communales - Paris - 1972 - 208 pages.
- 704 - A.D.E.L.S. Collectivités locales : Fiscalités et Finances - C.M. n° 128 - fév. 1972 - 39 pages.
- 705 - AREAR - Bretagne : Les finances communales - nov. 1971 - 29 pages.
- 706 - BONNEAU Michel - Eléments pour une géographie des loisirs : l'aménagement des plans d'eau à des fins récréatives - C.T. 1971 - Aix-en-Provence.
- 707 - CATHELINEAU Jean - La fiscalité des collectivités locales - A. Colin - dossier U² 1970 - 96 pages.
- 708 - CHABERT Louis - Géographie fiscale des grandes Alpes de Savoie - R.G.A. 1973 - p. 335-370.
- 709 - CHAUVET Alain - Action municipale et croissance urbaine : le cas des petites villes du bocage vendéen - Nor. 1976 - n° 92 - p. 541-554
1977 - n° 93 - p. 83-100.
- 710 - DEBEYRE Guy - Réflexions critiques sur les structures et le budget de la région - P.C.M. n° 5- juin 1974 - p. 36-39.
- 711 - DEFERT Pierre - Petites communes : comment financer leur équipement touristique - in - Tourisme, Techniques et organisation - Paris n° 23-24 - 1970 - p. 24-29.
- 712 - DUMAS Danielle - Le suréquipement des communes touristiques du bassin d'Arcachon - A. de G. - 1973 - n° 454 - p. 743-753.
- 713 - EL KAMAL Jean - Gonfreville l'Orcher : étude d'une petite ville industrielle de l'agglomération havraise - C.G.R. - 1975 - 3 - p. 37.
- 714 - GIQUEL François - La commune, son budget, ses comptes : guide pratique d'analyse financière - Les éditions ouvrières 1970 - 96 pages.

- 715 - HUEZ Claude - L'étude des finances communales du département de l'Yonne - C.C.R.A.E. - janvier 1972 - p. 63-71.
- 716 - LE PARTICULIER : les impôts locaux - oct. 1975 - n° 486 - 62 pages.
- 717 - LIMOUSIN Pierre - Signification géographique de la fiscalité et des finances locales - A. de G. - 1973 - n° 454 - p. 732-742.
- 718 - MERIAUDEAU Robert - Impôts locaux et aménagement du territoire - R.G.A. - 1977 - 1 - p. 5-24.
- 719 - MOREAU Léopold - Tourisme et finances locales - 3 vol. - 1973-74 - 46 pages - 43 pages - 26 pages. - Institut d'Economie régionale - Université de Poitiers.

Tourisme et parcs naturels régionaux

- 720 - CAZES Georges - Difficultés et équivoques de la création d'un parc naturel régional : le cas du P.N.R. de la montagne de Reims - T.C.G.E.R.R. - Poitiers - vol. 8 - 1976 - p. 53-69.
- 721 - CENTRE DE RECHERCHES SUR L'URBANISME ET L'AMENAGEMENT REGIONAL - Les sites naturels face à l'extension urbaine - le parc de Brière - Journée d'étude du 5 mai 1972 - Université de Nantes - Faculté de Droit et de Sciences Politiques - 38 pages.
- 722 - CHAUMET Michel - Le parc naturel régional du marais poitevin - Nor. 1977 - n° 96 - p. 601-604.
- 723 - CLARY Daniel - En guise de conclusion, parc, nature, région - C.D.G.D.U.C. - mai 1973 - n° 6 - p. 67-69.
- 724 - DAUDE Guy - Les parcs naturels français - R.G.L. 1976 - p. 99-105.
- 725 - DEWAILLY J.M., DUBOIS J.J. - Parc naturel régional de Saint-Amand-Raismes - Ministère de la qualité de la vie - fév. 1976 - 67 pages.
- 726 - DOCUMENTATION FRANCAISE - Les parcs naturels régionaux : Textes juridiques - 1967 - 123 pages.
- 727 - FLATRES-MURY Huguette, BONNEAU Michel - Le parc naturel régional d'Armorique - R.G.L. - 1976-2 - p. 133-149.
- 728 - JOURNEES NATIONALES D'ETUDES SUR LES PARCS NATURELS REGIONAUX - Lurs en Provence - sept. 1966 - 210 pages.

- 729 - MAHERAULT Bernard - Le parc naturel régional, facteur d'intégration des ruraux aux activités physiques de loisir en pleine nature - thèse 3^e cycle - Paris VII - 218 pages.- 1975
- 730 - MAUREL Auguste - Les forêts et les parcs nationaux dans l'aménagement des loisirs aux U.S.A. - in " Bulletin de la section de géographie du ministère de l'éducation nationale 1966 - 383 pages - p. 359-377.
- 731 - MONITEUR DES T.P. - Le parc naturel de Brière - 1976 - n° 50 p. 43-44.
- 732 - PELHATE J. et DIZERO A. - Aspects de la végétation du parc d'Armorique - P.A.B. - sept. 1971 - n° 66 - p. 109-115.
- 733 - PENN AR BED - Le parc naturel régional de Brière -
n° 69 - juin 1972
n° 71 - déc. 1972
- 734 - REVUE 2 000 - n° spécial - Parcs régionaux - n° 4 - sept. 1971
- 735 - RICHELIEUX Gérard - Réflexions critiques sur les parcs naturels français - R.G.L. 1976 - p. 189-204.
- 736 - VINCE A. - Notre Brière - 1971 - 79 pages.

L'Ouest

- 737 - ACEAR - La Sarthe et son espace rural : éléments pour un programme d'aménagement - 287 pages - 1971.
- 738 - ALCOA - Schéma d'aménagement du littoral Centre-Ouest atlantique : Modifications apportées après consultation - mai 1977 - 57 pages.
- 739 - ANERA - Plan d'aménagement du pré-bocage - fév. 1977 - 2 vol.
- 740 - ANERA - SIVOM du Val d'Orne : programme de développement touristique - 1973 - 1983 - 79 pages.
- 741 - ASSOCIATION ERVE ET VEGRE - Aménagement des régions de l'Erve et de la Vègre - déc. 1972 - 51 pages.
- 742 - ASSOCIATION ERVE ET VEGRE - Création d'une chaîne d'hôtels en milieu rural dans la région Erve et Vègre - nov. 1976 - 30 pages.

- 743 - ASSOCIATION DES GEOGRAPHES NANTAIS - L'équipement touristique des Pays de la Loire - rapport préliminaire - mars 1968 - 2 vol. - 138 et 239 pages.
- 744 - BRETAGNE-EXPANSION : 10 ans de rénovation rurale en Bretagne n° 6 février - 1977.
- 745 - CACAUT C. - Livre blanc de l'agglomération brestoise - Cabinet C. Cacaut - 1970 - 32 pages.
- 746 - CACAUT - Lac de Guerlédan - 1972.
- 747 - CELIB - Rapport d'ensemble sur un plan d'aménagement, de modernisation et d'équipement de la Bretagne (1954-1958) - nov. 1953 - 139 pages.
- 748 - CENTRE D'EXPANSION ECONOMIQUE D'ILLE ET VILAINE : Le développement touristique des zones intérieures du département d'Ille-et-Vilaine - mars 1969 - 92 pages.
- 749 - CENTRE-EST BRETAGNE : Colloque sur le développement rural ; tourisme et cadre de vie - 28 pages.
- 750 - CHAMBRE D'AGRICULTURE DU MAINE-et-LOIRE : Rapport sur le tourisme et ses conséquences sur le milieu rural du Maine-et-Loire - nov. 1965 - 7 pages.
- 751 - CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU MORBIHAN : Contribution à l'étude des possibilités de développement touristique du Morbihan - Vannes - 1963.
- 752 - CIDECOB - Le CIDECOB se présente - sept. 1970 - 58 pages.
- 753 - id. - Livre vert des 123 communes du Centre-Ouest-Bretagne - 102 pages - 1971.
- 754 - id. - Bilan des possibilités touristiques dans le Centre-Ouest-Bretagne, nov. 1971 - 33 pages.
- 755 - id. - Le Centre-Ouest-Bretagne : quatre ans après fév. 1974 - 21 pages.
- 756 - id. - Enquête sur les vieilles maisons abandonnées - 1972 - 23 pages.
- 757 - CODEPRAN - Propositions pour le développement du tourisme rural dans l'intérieur des pays de Rance - étude générale - 61 pages - guide touristique 59 pages - 1975
- 758 - COMITE DE DEVELOPPEMENT DU PAYS DE VITRE : Loisirs, tourisme et qualité de la vie en pays de Vitré : réflexions et propositions 2 vol. 44 et 42 pages - janvier 1977

- 759 - COMITE D'EXPANSION DU BAUGEOIS - Inventaire des ressources touristiques du Baugeois - Baugé - 1976 - 12 pages.
- 760 - id. - Le tourisme dans le Baugeois actualités, perspectives - Baugé - fév. 1977 - 44 pages.
- 761 - COMITE D'EXPANSION DU MENE - Propositions générales d'aménagement touristique - région du Mené - 1968 - 48 pages.
- 762 - COMITE D'EXPANSION ECONOMIQUE ET DE PRODUCTIVITE DES COTES-DU-NORD : Le tourisme dans les Côtes-du-Nord - 1966
- 763 - COMITE D'EXPANSION ECONOMIQUE DU MAINE-ET-LOIRE : Livre blanc des cantons de Chalonnes, Thouarcé - mars 1975 - 176 pages.
- 764 - COMITE REGIONAL DU TOURISME ET SERVICE REGIONAL DE L'AGRICULTURE - La politique des aménagements touristiques coordonnés - Document provisoire - pays de la Loire - juin 1977 - 15 pages.
- 765 - CREDAR - Tourisme et milieu rural : zone Vendée - juin 1969 - 157 pages.
- 766 - DATAR - Groupement de gîtes ruraux en Bretagne intérieure - 1974 - 160 pages.
- 767 - DEFERT Pierre - Mise en valeur touristique du département de l'Orne : analyse régionale et plan d'expansion - Centre de liaison des actions régionales touristiques et économiques - 1958 - 58 pages.
- 768 - D.D.A du FINISTERE - Aménagement et développement du secteur rural de Ploudalmézeau - juillet 1970 - 76 pages.
- 769 - D.D.A du FINISTERE - Plan d'aménagement rural : secteur du Faou - l'indice de diversité écologique et son utilisation pour l'aménagement de l'espace rural - 1971 - 10 pages.
- 770 - id. - Plan d'aménagement rural : secteur de Pleyben - juillet 1975 - 40 pages.
- 771 - D.D.A. du MAINE-ET-LOIRE : Etude départementale d'aménagement rural - janvier 1972 - 128 pages.
- 772 - id. : Pour une opération programmée en Baugeois - oct. 1977 - 57 pages.
- 773 - D.D.A. de L'ORNE : Schéma départemental des sentiers de randonnée pédestre et équestre - janvier 1975 - 21 pages.

- 774 - D.D.A. DE LA VENDEE - 1974 - Etude d'aménagement du Sud-Vendéen
 Fasc. 1 - Rapport de présentation - 46 pages.
 Fasc. 2 - Analyse du milieu agricole - 152 pages.
 Fasc. 3 - Diagnostic et lignes d'action - 73 pages.
 Fasc. 4 - Etude touristique du Sud-Est Vendéen - 48 pages.
- 775 - id. - Etude du plan d'eau de la Sèvre Nantaise -
 SEPRA - juillet 1975 - 66 pages.
- 776 - id. - Plan d'aménagement touristique de la
 Vendée intérieure - oct. 1975 - 112 pages.
- 777 - id. - Plan d'aménagement rural ; cantons de
 Chaillé les marais, Maillezais, Saint-Hilaire des Loges -
 Sept. 1976 - 131 pages.
- 778 - D.D.E. des COTES DU NORD : Guerlédan, aménagement touristique
 du secteur - 1972.
- 779 - DELPEUCH Bertrand - Propositions d'aménagement pour les vallées
 du Couesnon et de la Minette - Ecole Supérieure agronomique de
 Rennes - sept. 1977 - 28 pages.
- 780 - DUQUESNE - La Suisse normande - Eléments de base de son
 développement touristique - 1965 - 41 pages - Office Départemental
 de Tourisme du Calvados.
- 781 - GROUPE DES RURALISTES NANTAIS - Observations sur les procédures
 d'aménagement micro-régional dans le Sud-armoricain - Communication
 présentée au Colloque de l'association des ruralistes français -
 nov. 1977 - Rennes.
- 782 - GUELLEC A. - Aménagement de rivières et Tourisme en Mayenne -
 Actualités et Perspectives régionales : Pays de Loire - n°4 -
 1970 - p. 49-56.
- 783 - GUENE Elie - Pour un développement touristique du bocage bas-
 normand - Office départemental du tourisme de la Manche -
 nov. 1965 - 23 pages.
- 784 - HOUÉE Paul - Le canton de Ploudalmézeau - Bulletin d'information
 de l'ACEAR n° 18 - juillet 1977 - p. 102-116.
- 785 - I.G.E.R. - Détermination des centres et secteurs ruraux du
 Morbihan - avril 1969 - 25 pages plus 37 cartes.
- 786 - INDAR - Etude d'aménagement rural du canton de Pouzauges :
 bilan et perspectives - 1973 - 39 pages.
- 787 - id. - Aménagement rural du Nord-Est Vendéen - 1974 - 149 pages.

- 788 - JOUNO Alain - Fougères, pays d'accueil - Espace rural - sept. 1977 - 31 pages plus 18 annexes.
- 789 - LE FLOCH J.P. - Tourisme et rénovation rurale en Bretagne - P.C.M. juillet-août 1975 - p. 31-36.
- 790 - MARTIN B. - Les unités de tourisme en espace rural : un exemple : l'U.T.E.R. Armagnac - Rapports et communications au 24^e Congrès de l'A.I.E.S.T. - sept. 1974 - p. 142-148.
- 791 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE - Etude du marché foncier dans la zone littorale à partir des notifications de vente à la SAFER en Charente-maritime, Deux-Sèvres, Vendée - (1968-1971) - 1972 - 22 pages.
- 792 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE - Un département typiquement rural stabilisé grâce à l'industrialisation : la Vendée - déc. 1976 - 44 pages.
- 793 - MISSION D'AMENAGEMENT DE LA BASSE-NORMANDIE : Rapport d'orientation - mars 1974 - 156 pages.
- 794 - MISSION D'AMENAGEMENT DE LA BASSE-NORMANDIE : Littoral bas-normand : schéma d'aménagement - Travaux et recherches de prospective - 1976 - 201 pages.
- 795 - id. : Littoral bas-normand : schéma d'aménagement - sept. 1976 - 371 pages. Document provisoire.
- 796 - MISSION REGIONALE DES PAYS DE LA LOIRE : Esquisse d'un schéma d'aménagement touristique - 1974 - 28 pages.
- 797 - PICHEREAU D., FAUCON A. - Pour une mise en valeur des marais de l'Ouest - A.N. 1975 - 40 - p. 26-29.
- 798 - PREFECTURE DE LA MANCHE : Programme d'expansion et de mise en valeur du tourisme et des vacances dans la Manche : 1960 - 160 pages.
- 799 - PREFECTURE DE REGION DE BRETAGNE : Etude de rentabilité de l'exploitation touristique des voies d'eau intérieures en Bretagne - BERU et SODETEG - avril 1972 - 85 pages.
- 800 - REGION BRETAGNE : Schéma d'aménagement du littoral breton et des îles - document provisoire 1976.
 1. rapport d'orientation - 81 pages.
 2. le schéma
 3. annexes - les unités d'aménagement 14 fasc.

- 801 - RENARD Jean - L'aménagement des marais littoraux de l'estuaire de la Vilaine à la Gironde - 5^e Colloque franco-polonais de Géographie - Cerisy-la-Salle - sept. 1977.
- 802 - OFFICE DEPARTEMENTAL DU TOURISME DE LA MANCHE : La Normandie et son tourisme - 1974 - 58 pages.
- 803 - SACEP : Plan d'aménagement touristique des Côtes-du-Nord (1966)
- 804 - SATMOR - L'aménagement touristique des zones intérieures du Morbihan - Vannes - 1971 - 110 pages plus annexes.
- 805 - SCET - L'etang au Duc : programme d'aménagement - juillet 1965 - 70 pages.
- 806 - SECRETARIAT D'ETAT AU TOURISME : L'aménagement du Perche - évolution 1970-1973 - 110 pages.
- 807 - SEDES : Etude d'aménagement touristique du Morbihan - Paris 1964 2 vol. - 224 pages.
- 808 - SEMENF : Le Nord Finistère en 1976 - Bilan, objectifs - juin 1976 - 63 pages.
- 809 - SEPRA : Plan d'aménagement rural de Mortagne : le développement touristique - déc. 1972 - 34 pages.
- 810 - SERVICE REGIONAL DE L'EQUIPEMENT DES PAYS DE LA LOIRE : Le tourisme fluvial dans les pays de la Loire - juillet 1973 - 189 pages.
- 811 - id. : L'aménagement des voies d'eau de la région des pays de la Loire - avril 1977.
- 812 - TALUREAU R. : Marais de l'Ouest - Ministère de l'Agriculture - 1965 - 180 pages.

TABLE DES TABLEAUX.

Numéros		Pages
1	Gain relatif de population dans l'Ouest en 1964	28
2	Gain relatif de population dans l'Ouest en 1970	29
3	Gain relatif de population dans l'Ouest en 1974	30
4	Dépenses de vacances dans la France de l'Ouest (1964)	33
5.	Evolution des types de recettes de migrations de plaisance et part de ces recettes dans les recettes-voyageurs des lignes exploitées par la compagnie de l'Ouest (1882 - 1906)	64
6	Répartition du nombre de voyageurs par classe et par grandes catégories de billets pour les années 1909 - 1910 - 1911 (grandes lignes du réseau racheté de l'Ouest)	69
7	Evolution des types de recettes des migrations de plaisance et part de ces recettes dans les recettes voyageurs des grandes lignes des chemins de fer de l'Etat (1925 - 1937)	76
8	Statistique des billets populaires de congé émis en 1936 par les différents réseaux (nombre de voyageurs)	83
9	Comparaison entre une journée normale d'hiver et les principales pointes du trafic estival - 1936-- du service grandes lignes de Paris-Montparnasse	84
10	Mode de transport utilisé lors des vacances d'été des Français (1949 - 1976)	112
11	Ecart entre les mois extrêmes dans la consommation mensuelle des carburants (France entière 1959-1975)	114
12	Poids de l'Ouest dans la consommation française des carburants auto 1964 - 1975	115
13	Variations annuelles du trafic routier (hors agglomération) -1968-1974- en %	122
14	Origine géographique des voyageurs descendus dans les gares SNCF de la France de l'Ouest (1967)	132
15	Evolution du nombre de chambres dans l'hôtellerie de tourisme en France et dans l'Ouest (1959, 1967, 1971, 1976, 1977).	159
16	Evolution du nombre de chambres dans l'hôtellerie de préfecture en France et dans l'Ouest (1967, 1971, 1975, 1977)	160

17	Evolution du nombre moyen de chambres par hôtel de tourisme et de préfecture en France et dans l'Ouest (1967, 1971, 1976, 1977).	161
18	Evolution du nombre de chambres par catégories d'hôtels de tourisme en France et dans l'Ouest (1967, 1977) . .	161
19	Nombre de chambres dans les hôtels de tourisme suivant l'année de construction (1966)	162
20	Nombre de chambres dans les hôtels de préfecture suivant l'année de construction (1966)	162
21	Nombre de chambres modernisées et créées entre 1969 et 1976 en France et dans l'Ouest	163
22	Nombre d'établissements en France et dans l'Ouest exerçant une activité de restauration (1966)	165
23	Nombre total de chambres en France et dans l'Ouest lié à des hôtels exerçant une activité de restauration (1966)	166
24	Nombre d'établissements en France et dans l'Ouest exerçant une activité de restauration (1966) en pourcentage	167
25	Nombre total de chambres en France et dans l'Ouest lié à des hôtels exerçant une activité de restauration (1966) en pourcentage	168
26	Nombre total de restaurants en France et dans l'Ouest - nombre pour 100 commerces de détail et nombre d'habitants pour un restaurant (1966)	169
27	L'hôtellerie dans la France de l'Ouest (1970)	178
28	Evolution de la capacité d'hébergement de l'hôtellerie de tourisme des cantons littoraux (1962 - 1974) . . .	180
29	Evolution de la fréquentation dans l'hôtellerie de tourisme en France et dans l'Ouest (1965-1974) en milliers	187
30	Chiffre d'affaires des hôtels de tourisme, de préfecture et pensions de famille dans l'Ouest et en France en 1966 (en 100 F)	188
31	Evolution des arrivées et nuitées étrangères dans l'hôtellerie de tourisme de l'Ouest (1965-1974)	191
32	Variations mensuelles comparées des arrivées françaises et étrangères dans l'hôtellerie de l'Ouest (1973)	193
33	Répartition des arrivées étrangères par nationalité dans l'hôtellerie en France et dans l'Ouest (1973).	193

34	Evolution du nombre de résidences secondaires et principales et du taux de fonction résidentielle dans les départements de la France de l'Ouest (1954 - 62 - 68 - 75)	215
35	Répartition des résidences secondaires et du taux de fonction résidentielle par tranche d'importance des populations permanentes (1968)	216
36	Répartition des résidences secondaires et du taux de fonction résidentielle par tranche d'importance des populations permanentes (1975)	217
37	Répartition des résidences secondaires en pourcentage en 1968 et 1975 selon les tranches d'importance de population permanente	219
38	Evolution du nombre de résidences secondaires et principales et du taux de fonction résidentielle dans les cantons de Beauvoir sur Mer et de Chaillé (1954 - 62 - 68 - 75)	223
39	Origine géographique des propriétaires de résidences secondaires dans les quatre secteurs choisis.	229
40	Années de construction des résidences secondaires dans les quatre secteurs choisis.	232
41	Occupation d'été des résidences secondaires par région	243
42	Modes d'appropriation des résidences secondaires des 12 communes des Côtes-du-Nord (1956-1975)	253
43	Modes d'appropriation des résidences secondaires de cinq cantons Vendéens (1975)	255
44	Domicile principal et lieu de naissance des propriétaires de résidences secondaires	257
45	Lieu de naissance des constructeurs résidences secondaires dans 12 communes des Côtes-du-Nord	259
46	Lieu de naissance des acheteurs de résidences secondaires dans 12 communes des Côtes-du-Nord	260
47	Lieu de naissance des propriétaires ayant hérité de leur résidence secondaire dans 12 communes des Côtes-du-Nord	260
48	Domicile principal des détenteurs d'une résidence secondaire dans 12 communes des Côtes-du-Nord.	261

49	Composition socio-professionnelle des propriétaires de résidences secondaires en Maine-et-Loire et dans les Côtes-du-Nord (1973 et 1974).	263
50	Variations géographiques de la composition socio-professionnelle des propriétaires de résidences secondaires dans les Côtes-du-Nord	265
51	Date de construction des résidences secondaires achetées (12 communes des Côtes-du-Nord).	268
52	Composition socio-professionnelle des vendeurs de parcelles à Plouha, destinées à la construction des résidences secondaires (1956 - 1975)	274
53	Domicile principal des vendeurs de parcelles à Plouha, destinées à la construction de résidences secondaires (1956 - 1975)	275
54	Evolution démographique des communes de Lanfains, Plouhan, Saint-Brandan -	280
55	Evolution comparée des structures par âge des populations de Lanfains, Plouha, Plourhan, Saint-Brandan (1954-1975)	281
56	Evolution du nombre de résidences principales, secondaires et du taux de fonction résidentielle de Lanfains, Plouha, Plourhan, Saint Brandan (1962-1975)	282
57	Importance en 1975 des personnes non domiciliées en 1968 dans les communes de Lanfains, Plouha, Plourhan, Saint-Brandan	284
58	Domicile principal des 271 personnes nouvellement inscrites sur les listes électorales de Plouha (1970-1974) .	285
59	Structure par âge des 271 personnes nouvellement inscrites sur les listes électorales de Plouha (1970-1974) .	285
60	Lieux de naissance des 271 personnes nouvellement inscrites sur les listes électorales de Plouha (1970-1974) .	286
61	Evolution du nombre de places en camping aménagé dans la France de l'Ouest (1962-1970-1976)	308
62	Nombre de terrains de camping aménagés par catégorie dans la France de l'Ouest (1976).	310
63	Nombre de places de camping aménagé par catégorie dans la France de l'Ouest (1976)	311

64	Taille moyenne des terrains de camping aménagé selon la catégorie et le type de propriétaire dans la France de l'Ouest (1976)	313
65	Nombre de terrains de camping aménagé selon les types de propriétaires dans la France de l'Ouest (1976) . . .	314
66	Nombre de places de camping aménagé selon les types de propriétaires en valeur absolue et en pourcentage dans la France de l'Ouest (1976)	315
67	Fréquentation des terrains de camping dans l'Ouest (1978)	318
68	Evolution de la fréquentation des terrains de camping dans le Finistère et la Mayenne (1965-1973)	319
69	Poids respectif des campeurs français et étrangers au cours de l'été 1975 en Vendée	321
70	Evolution de la part des étrangers dans le nombre total de campeurs (1962-1975) dans le Finistère, la Sarthe, la Mayenne	322
71	Répartition des campeurs étrangers par nationalité dans l'Ouest (1973)	323
72	Les étrangers en camping dans le Finistère et la Sarthe : évolution par nationalités 1962-1975	324
73	Variations mensuelles de la fréquentation des terrains de camping (1973) : Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Sarthe, Vendée	330
74	Variations mensuelles du nombre moyen de nuitées par campeur (1973) : Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Sarthe, Vendée.	331
75	La place de l'Ouest dans la capacité d'hébergement des maisons familiales de vacances (1972-1974-1976) . . .	348
76	Répartition des chefs de famille en vacances dans les maisons familiales selon leur profession (été 1974) .	354
77	Répartition des 182 familles en fonction du revenu mensuel familial et du quotient familial mensuel (1974) .	355
78	Durée des séjours dans la maison familiale de Breville les Monts (été 1974)	356
79	Evolution de la fréquentation de la maison familiale de vacance de la Ferrière (Vendée) 1968 à 1975	357

80	Nombre de familles ayant des enfants dans les maisons familiales et répartition des âges (en %) de ces enfants (1974)	358
81	Répartition par âges des chefs de familles accueillis en 1974	359
82	Croissance du nombre de journées vacances dans les installations VVF de l'Ouest - 1968, 1974 -	372
83	Appartenance socio-professionnelle des chefs de famille accueillis en juillet-août dans les villages de vacances de la France de l'Ouest (1974)	373
84	Répartition des familles suivant la catégorie socio-professionnelle du chef de famille au village de Mur (1971 - 1976)	375
85	Composition familiale des vacanciers hébergés dans les villages de vacances VVF de l'Ouest de la France en juillet-août (1974)	377
86	Répartition des familles suivant leur taille au village de vacances de Mur-de-Bretagne (1974)	378
87	Nombre de journées selon les types de service au village de Mur (1972-1976)	380
88	Enfants transportés par les chemins de fer de l'Etat en colonies de vacances au départ de Paris (1932-1936)	391
89	Evolution de la fréquentation des colonies de vacances en France 1945-1975	394
90	Evolution de la fréquentation des colonies de vacances dans l'Ouest de la France (1970-1975).	395
91	Evolution des séjours en colonies de vacances dans la Manche (1964-1976)	396
92	Evolution du nombre de places dans les auberges de jeunesse en France et part de l'Ouest (1970-1976).	397
93	Fréquentation des auberges de jeunesse de la Manche (1973-1975)	397
94	Enfants accueillis en colonies de vacances selon les organismes émetteurs (1973)	400
95	Enfants accueillis en colonies de vacances selon leur origine géographique (1973)	402

96	Répartition en % des vacanciers entre les différents types d'hébergement (1970)	402
97	Calcul de la consommation moyenne de pain d'un vacancier français en 1970	466
98	Matrice des coefficients de corrélation entre les 20 variables	514
99	Caractéristiques climatiques des mois d'été à Saumur (1950-1965)	542
100	Populations et espaces urbains et ruraux dans l'Ouest en 1975, selon l'INSEE.	575
101	Pourcentage des journées-vacances passées dans les départements côtiers (1965-1976) par rapport au total des journées-vacances passées en France	590
102	Pour l'ensemble de la catégorie socio-professionnelle ayant pris des vacances, pourcentage de ceux qui sont allés à la campagne : évolution 1951 - 1976	592
103	Répartition des séjours de vacances en France par type en fonction du niveau de revenu - 1961 -	593
104	Fréquentation de la campagne selon les catégories socio-professionnelles des vacanciers - 1971 -	594
105	Répartition des séjours d'été à la campagne et à la mer selon les types d'hébergement - 1949 - 1976 - en % -	597
106	Durée des séjours d'été à la campagne 1949 - 1964	598
107	Pourcentage des personnes parties à la campagne et à la mer (sur l'ensemble des personnes de la même classe d'âge parties en vacances d'été) - 1957 - 1976	599
108	Pourcentage des personnes parties à la campagne et à la mer (sur l'ensemble des personnes de la même catégorie de communes parties en vacances d'été) - 1957 - 1976	601
109	Capacité globale d'accueil des campagnes dans l'Ouest et en France (1970).	603
110	Composition de la capacité d'accueil des campagnes dans l'Ouest et en France (1970)	604
111	Population vacancière estivale accueillie dans les campagnes de l'Ouest et en France (1970)	605

112	Inventaire de l'électrification rurale et des distributions rurales d'eau potable dans l'Ouest au 1.1.1954	696
113	Pourcentage des gîtes occupés par mois (1967)	698
114	Durée des séjours dans les gîtes (1967) en %	699
115	Fréquentation des gîtes et catégories socio-professionnelles (1967 - 1973)	700
116	Nombre de propriétaires selon les types de gîtes ruraux en 1973.	705
117	Gîtes ruraux et âge des propriétaires - 1975 -	711
118	Gîtes ruraux et catégories socio-professionnelles des propriétaires (1975)	712
119	Gîtes ruraux et domicile des propriétaires (1975)	713
120	Gîtes agricoles et taille des exploitations (1975)	714
121	Gîtes agricoles et âge moyen des propriétaires (1975)	715
122	Age moyen des propriétaires de gîtes et taille des exploitations (1975)	715
123	Epoques d'établissement des contrats de location des gîtes de Loire-atlantique en 1974 et 1975.	731
124	Vacanciers en gîtes dans l'Ouest selon C.S.P. en 1970 et 1975	737
125	Composition familiale des vacanciers dans les gîtes de l'Ouest en 1970 et 1975.	738
126	Composition familiale des vacanciers hébergés dans les gîtes des Côtes-du-Nord en 1973.	739
127	Répartition des familles selon la taille (1970- 1975) dans les gîtes ruraux	740
128	Répartition des semaines louées en 1970 et 1975 de juin à septembre dans les gîtes ruraux.	741
129	Origine géographique des vacanciers en gîtes ruraux 1970 - 1975.	743
130	Répartition par nationalités des familles étrangères hébergées en gîtes en 1975	744
131	Pourcentage des gîtes loués, notamment à des étrangers de mai à septembre 1975	744

132	Pourcentage de gîtes loués et durée moyenne d'occupation Vendée 1974	745
133	Durée moyenne en jours de séjours par famille et par mois d'utilisation (gîtes de Vendée - 1974)	746
134	Fractionnement des congés dans les gîtes de Vendée (1974) en %	747
135	Composition des familles hébergées dans les gîtes vendéens - 1974 -	747
136	Variations mensuelles de la composition des familles dans les gîtes de Vendée (1974)	748
137	Caractéristiques de la fréquentation des gîtes ruraux de la Sarthe (1968-1976).	749
138	Variations mensuelles de la fréquentation des gîtes ruraux de la Sarthe et domicile des vacanciers (1974).	751
139	Origine socio-professionnelle des familles de vacanciers hébergés dans les gîtes ruraux de la Sarthe 1968-1974 . .	752
140	Origine socio-professionnelle des vacanciers hébergés dans les gîtes ruraux de la Sarthe en 1974 (selon le nombre de personnes)	753
141	Age moyen des propriétaires de chambres d'hôtes et taille des exploitations (1975)	757
142	Nombre de chambres d'hôtes par propriétaire dans l'Ouest de la France (1976)	757
143	Nombre de campings ruraux en France et dans l'Ouest (1971- 1977).	773
144	Campings ruraux et âges des propriétaires (1976)	776
145	Campings à la ferme et taille des exploitations dans l'Ouest	776
146	Campings à la ferme et taille des exploitations par ré- gions de programme (1976)	777
147	Age moyen des propriétaires de campings à la ferme et taille des exploitations (1976).	778
148	Origine socio-professionnelle des vacanciers hébergés dans les campings ruraux de Saint Michel-Chef-Chef et de la Sarthe (1971)	788

149	Origine géographique des vacanciers hébergés dans les campings ruraux de Saint-Michel-Chef-Chef et de la Sarthe (1971)	789
150	Evolution de la fréquentation des campings ruraux de la Sarthe 1971 - 1976	790
151	Origine socio-professionnelle des vacanciers hébergés dans les campings ruraux de la Sarthe 1971-1974	791
152	Origine géographique des vacanciers hébergés dans les campings ruraux de la Sarthe (1971-1976)	792
153	Variations mensuelles de la fréquentation des terrains de campings ruraux de la Sarthe (1971-1976) - en fonction du nombre de nuitées	793
154	Répartition du kilométrage des voies navigables praticables de l'Ouest (1977).....	816
155	Evolution du nombre de permis de circulation délivrés pour la navigation de plaisance en France (1968-1973)...	816
156	Répartition des demandes de permis de circulation selon les nationalités et par itinéraire (1973).....	817
157	Caractéristiques de la fréquentation des canaux par la navigation de plaisance par grande région géographique (1974).....	818
158	Evolution de la fréquentation des écluses de la liaison Manche - Océan (1964 - 1977).....	
159	Evolution de la fréquentation des écluses du canal de Nantes à Brest (Manche - Redon - Pontivy) 1968 - 1977..	827
160	Evolution de la fréquentation aux écluses du Blavet canalisé 1969 - 1977.....	827
161	Evolution de la fréquentation aux écluses du canal de Nantes à Brest : section Nantes-Redon 1970 - 1974.....	828
162	Origine géographique de 1 175 adhérents à " Informations Sentiers " (1977).....	846
163	Evolution de l'équitation en France 1961-1975.....	856
164	Composition socio-professionnelle des estivants français ayant loué une roulotte à Locmaria-Berrien (1975).....	885
165	Structure des hébergements des stations vertes en France et dans l'Ouest - 1975.....	908

166	Indices d'hébergement des stations vertes en France et dans l'Ouest - 1973	910
167	Répartition des stations vertes par tranche de population (1975).....	921
168	Coût total et modes de financement des équipements touristiques à Fresnay sur Sarthe et Régigny.....	938
169	Subventions reçues pour les équipements touristiques à Régigny.....	939
170	Bilan de fonctionnement des équipements touristiques à Fresnay (1972).....	942
171	Bilan de fonctionnement du camping et de la baignade à Fresnay (1964-1972).....	943
172	Bilan de fonctionnement des équipements touristiques à Régigny (1973-1975).....	944
173	Capacité d'accueil homologuée et taux de fonction touristique à Fresnay et Régigny.....	946
174	Evolution de la fréquentation du camping de Fresnay (1964-1975).....	948
175	Evolution du camping des étrangers à Fresnay (1970-1975)	949
176	Répartition mensuelle du nombre de nuitées en % à Fresnay (1970-1975).....	949
177	Nombre de nuitées par place de camping à Fresnay en juillet et août (1970-1975).....	950
178	Répartition mensuelle du nombre de nuitées par chambre d'hôtel à Fresnay (1973).....	950
179	Variations mensuelles du nombre moyen de nuitées par touriste hébergé en hôtel à Fresnay (1973).....	951
180	Répartition de l'utilisation du sol dans le Saumurois (1976).....	1 031
181	Répartition de l'utilisation du sol à Montsoreau (1976).	1 037
182	Catégorie socio-professionnelle des propriétaires d'une résidence secondaire à Montsoreau (1971).....	1 048
183	Dépenses afférentes à la restauration des résidences secondaires selon les ordres de métier à Montsoreau (période 1966-1972).....	1 053

184	Evolution de la structure des emplois à Cholet entre 1969 et 1977.....	1 072
185	Nombre d'entrées au domaine de Menez-Meur (1971-1977)...	1 161
186	Evolution de la fréquentation du terrain de camping municipal de Guéméné-Penfao (1973-1976).....	1 196
187	Lieu de naissance de 42 personnes nées entre 1905 et 1914 et installées à Peillac après le 1er janvier 1968..	1 208
188	Population vivant de l'agriculture dans les communes de la basse-vallée de l'Oust (1968).....	1 208
189	Répartition socio-professionnelle de la population de Peillac (1975).....	1 209
190	Utilisation du sol dans la basse vallée de l'Oust (1970).....	1 210
191	Age des exploitants agricoles et surfaces mises en valeur à Peillac (1970).....	1 210
192	La capacité d'accueil des communes de la basse vallée de l'Oust (1970).....	1 212
193	Evolution de la fréquentation du centre Ti Kendalc'h (1970-1974).....	1 214
194	Caractéristiques des bénéficiaires de l'O.G.A.F. de la basse vallée de l'Oust (1972).....	1 224
195	Durée moyenne des séjours au camping de Peillac (1970- 1977).....	1 226
196	Evolution du nombre de gîtes ruraux dans le sud de la Manche (1971-1977).....	1 238
197	Répartition de la capacité d'accueil à Saint-Laurent-de- Terregatte (1977).....	1 243
198	Pression touristique et marché foncier en Vendée littorale (1975-1977).....	1 341
199	Répartition par catégorie socio-professionnelle des vendeurs et des acheteurs des biens fonciers déclarés à la S.A.F.E.R. (Vendée littorale) 1975-1977.....	1 342

200	Domicile des acheteurs de biens fonciers déclarés à la S.A.F.E.R. (Vendée littorale) selon les super- ficiés (en pourcentage du total) - 1975-1977.....	1 344
201	Ventes et achats effectués par les agriculteurs en Vendée littorale (1975-1977).....	1 345

TABLE DES FIGURES.

NB : Le numéro indiqué est celui de la page qui précède la figure.

Figures :

1. Les séjours de vacances par département (en dizaine de milliers)
1957 - 1966 - 68. p 26.
2. Nombre de journées de vacances d'été (en millions) - 1965 - 1976. p 26.
3. Les voyages d'Arthur Young dans l'ouest - 1788. p 46.
4. Voyage de Michelet dans l'ouest 2 - 31 août 1831. p 46.
5. Les voyages de Victor Hugo dans l'ouest 1834 - 1836. p 48.
6. Voyage de Stendhal : 1837, voyage de Flaubert : 1847, dans l'Ouest. p 48.
7. Cartes comparées des chemins de fer en Bretagne 1880 - 1900. p 54.
8. Origine géographique des familles en vacances à la Baule, Pornichet,
Le Pouliguen - fin août, début septembre 1899. p 56.
9. Les circuits touristiques en autocars des chemins de fer de l'Etat
été 1934. p 72.
10. Mouvement des voyageurs transatlantiques de ou pour Paris (1929)
total des ports du Havre - Cherbourg - La Rochelle. p 78.
11. Nombre de trains par jour et par quai le 13 août, pendant une se-
maine d'été et une semaine d'hiver (1932) - gares de Paris - Mont-
parnasse et Paris Saint-Lazare. p 78.
12. Gare du Mans - voyageurs - graphique comparatif 1937 - 1938 indiquant
le produit de la vente des billets par semaine. p 78.
13. Evolution comparée des recettes des voyageurs et des migrations de
plaisance (grandes lignes des chemins de fer de l'Etat). 1925 - 1937. p 78.
14. Mouvement des voyageurs grandes lignes et grande banlieue au départ
de la gare de Paris Montparnasse (29 juillet - 15 août) 1935 - 1936. p 84.
15. France de l'Ouest - 1970 - 1975 - graphiques des coefficients men-
suels de consommation de carburants automobiles. p 114.
16. Points de comptage de circulation routière (1974) - trafic annuel et
poids de juillet - août dans ce trafic. p 116.
17. La circulation routière dans l'ouest de la France - types de varia-
tions mensuelles (1974). p 116.
18. Courbes des coefficients mensuels de trafic routier - types A - B -
C - D. p 118.
19. Coefficients journaliers de trafic routier, mois d'août 1974 -
Talmont, Plerin, Callac. p 118.
20. Coefficients journaliers de trafic routier, avril 1974 - Rochefort
sur Loire. p 118.

21. Coefficients journaliers de trafic routier 1974 - Ste Anne. p 118.
22. Graphiques des 30 jours de l'année les plus chargés - trafic routier 1974. p 120.
23. Graphiques des 50 heures de l'année les plus chargées trafic routier 1974 - Poilley et Yvetot - Bocage. p 120.
24. Répartition par tranche horaire des 50 heures les plus chargés de l'année 1974 - Poilley et Yvetot - Bocage. p 120.
25. Evolution des trafics routiers 1968 - 1973. p 122.
26. Indice d'évolution de la circulation motorisée 1969 - 1973 (Lesneven, Baguer-Pican). p 122.
27. Coefficients mensuels de trafic ferroviaire au départ de Paris (ensemble du trafic voyageurs grandes lignes réseau ouest 1974). p 124.
28. Trafic des trains rapides et express au départ de la gare Saint-Lazare par semaine (1974). p 124.
29. Trafic des trains rapides et express au départ de la gare Montparnasse par semaine (1974). p 124.
30. 30 jours les plus chargés au départ des trains rapides et express de la gare Saint-Lazare - 1974 - p 126.
31. 30 jours les plus chargés au départ des trains rapides et express de la gare Montparnasse - 1974 - p 126.
32. Coefficients mensuels de trafic ferroviaire au départ des gares parisiennes selon trois grandes directions - 1974 - p 126.
33. Nombre de voyageurs par mois au départ des gares parisiennes (Trafic grandes lignes, réseau ouest, 1974). p 126.
34. Coefficients mensuels de trafic ferroviaires - 1974. p 128.
35. Origine géographique des voyageurs descendus dans les gares SNCF en 1967. p 130.
36. Nombre de voyageurs descendus dans les gares SNCF et types de trafic - 1967. p 130.
37. Origine géographique des voyageurs ayant utilisé la SNCF pour se rendre dans l'ouest en 1967, sauf Paris et région parisienne. p 132.
38. Flux maritimes et aériens dans l'ouest en 1975. p 134.
39. Evolution du trafic par car-ferry du port de Cherbourg 1964 - 1975. p 136.
40. Courbes des coefficients mensuels de trafic des arrivées dans les ports de Cherbourg (1975), Saint-Malo (1976), Roscoff (1975). p 136.
41. Liaisons trans-Manche par "car-ferries" - 1975. p 136.
42. Evolution du trafic passagers dans les 2 sens entre le continent et les îles de Groix et Belle-île (liaisons maritimes). p 138.

43. Coefficients mensuels de trafic maritime (1975). p 138.
44. Coefficients mensuels de trafic aérien (1975). p 142.
45. Evolution du nombre de chambres des Logis de France et auberges rurales 1951 - 1976. p 170.
46. Répartition des chambres affiliées à la chaîne des "logis de France et auberges rurales" et leur poids dans l'hôtellerie de tourisme (1976). p 170.
47. Hôtel des "logis de France et auberges rurales" dans l'ouest (1976).p174.
48. Châteaux-Hôtels, relais de campagne, France - ouest Hôtel dans l'Ouest (1976). p 174.
49. L'hôtellerie dans la France de l'Ouest (1970). p 176.
50. Capacité d'hébergement dans l'hôtellerie en nombre de places (1970).p 176.
51. L'hôtellerie de tourisme en 1914 dans la France de l'Ouest. p 180.
52. L'hôtellerie pratiquant des prix inférieurs à 35 F par jour en 1939.p 180.
53. Poids des mois d'été (juillet-août) dans le total annuel des nuitées hôtellerie de tourisme - 1973.p 188.
54. Coefficients mensuels hôteliers à La Baule 1973. p 188.
55. Coefficients mensuels hôteliers dans l'ouest des arrivées françaises et étrangères - 1973. p 188.
56. Coefficients mensuels hôteliers à Cholet et Saumur (nombre de nuitées) 1973. p 188.
57. La fréquentation de l'hôtellerie de tourisme en juillet-août 1973.p 190.
58. Les étrangers dans l'hôtellerie de tourisme - 1973. p 190.
59. Répartition des résidences secondaires et taux de fonction résidentielle (1954). p 220.
60. Répartition des résidences secondaires et taux de fonction résidentielle (1962). p 220.
61. Répartition des résidences secondaires et taux de fonction résidentielle (1968). p 220.
62. Répartition des résidences secondaires et taux de fonction résidentielle (1975). p 220.
63. Types de croissance : résidences secondaires, principales et taux de fonction résidentielle - 1954 - 62 - 68 - 75. p 222.
64. Répartition des résidences secondaires autour de Rennes en fonction de la distance - 1975. p 226.
65. Nombre et capacité d'accueil des résidences secondaires : origine géographique des propriétaires, Côtes du Nord. p 228.
66. Nombre et capacité d'accueil des résidences secondaires : origine des propriétaires. Anjou. p 228.

67. Nombre, capacité d'accueil des résidences secondaires, domicile principal des propriétaires (Mené). p 228.
68. Nombre, capacité d'accueil des résidences secondaires, domicile principal des propriétaires (basse vallée de l'Oust et Langon). p 228.
69. Domicile principal des propriétaires des résidences secondaires (coupe Côtes du Nord). p 230.
70. Domicile principal des propriétaires des résidences secondaires (Anjou oriental). p 230.
71. Domicile principal des propriétaires des résidences secondaires (Mené).
72. Domicile principal des propriétaires des résidences secondaires (vallée de l'Oust et Langon). p 230.
73. Valeur locative moyenne et âge des résidences secondaires (Côtes du Nord). p 232.
74. Confort moyen et âge des résidences secondaires (Anjou). p 232.
75. Valeur locative moyenne et âge des résidences secondaires (Mené). p 232.
76. Valeur locative moyenne et âge des résidences secondaires (basse vallée de l'Oust et Langon). p 232.
77. Fiscalité comparée des résidences secondaires et principales des Côtes du Nord. p 236.
78. Proportion des résidences occupées : résidences de loisir situées au bord de la mer (1966) et résidences de vacances de l'Ouest (1970). p 240.
79. Types d'occupants dans les résidences de loisir situées au bord de la mer (1966). p 240.
80. Date d'acquisition des résidences secondaires (Anjou et Côtes du Nord) par les occupants actuels. p 248.
81. Domicile principal et lieu de naissance des héritiers de résidences secondaires - 1956 - 1975 (Côtes du Nord). p 256.
82. Domicile principal et lieu de naissance des acheteurs de résidences secondaires - 1956 - 1975 (Côtes du Nord). p 256.
83. Domicile principal et lieu de naissance des constructeurs des résidences secondaires - 1956 - 1975 (Côtes du Nord). p 256.
84. Répartition par tranches d'âge des propriétaires de résidences secondaires (Côtes du Nord, Maine-et-Loire). p 264.
85. Pont- Rot en Plounevez- Quintin - plan des locaux (ATP - chantier 1425). p 268.
86. Saint Martin des Prés - Guernemont - façade - (A.T.P. chantier 1425). p 268.
87. Le Rhun - Plougrescant - façade et pignon (A.T.P. - chantier 1425). p 268.
88. Le Rhun - Plougrescant - plan de masse - A.T.P. chantier 1425). p 268.
89. Crec'h Negaret - Plougrescant - façade sud (A.T.P. chantier 1425). p 268.
90. Crec'h Negaret - Plougrescant - plan de masse (A.T.P. - chantier 1425). p 268.

91. Plouha : pyramide des âges - 1975. p 282.
92. Saint-Brandan - pyramide des âges - 1975. p 282.
93. Plourhan - pyramide des âges - 1975. p 284.
94. Lanfains - pyramide des âges - 1975. p 284.
95. Domicile principal et lieu de naissance des 271 nouveaux inscrits sur les listes électorales de Plouha 1970 - 1974. p 284.
96. Les emplacements de camping à la veille de la seconde guerre mondiale. p 302.
97. Répartition des "communaux" dans l'ouest de la France (1970). p 302.
98. Capacité d'hébergement en camping en nombre de places (1962). p 306.
99. Capacité d'hébergement en camping en nombre de places (1970). p 306.
100. Capacité d'accueil en camping dans la France de l'Ouest (1976). p 306.
101. Nombre de places de camping et répartition par catégories (1976). p 308.
102. Nombre de terrains de camping et répartition par types de propriétaires (1976). p 308.
103. Localisation des séjours de vacances sous la tente ou en caravane par région de programme en 1964. p 316.
104. Séjours des campeurs dans les campings aménagés en 1970. p 316.
105. Les campeurs en 1973 dans l'ouest et part des étrangers. p 320.
106. Les étrangers en camping (1973). p 324.
107. Origine géographique des campeurs en Maine-et-Loire (1972). p 326.
108. Origine géographique des campeurs dans les côtes-du-Nord - 1972. p 326.
109. Origine géographique des campeurs ayant séjourné en Maine-et-Loire (1972) - par camp - p 328.
110. Variations mensuelles du nombre de nuitées totales et par campeur - 1973. p 328.
111. Les nuitées en camping dans la France de l'Ouest (1973). p 332.
112. Les types de régions de camping dans l'Ouest. p 336.
113. Les maisons familiales de vacances - 1974 - p 348.
114. Origine géographique des familles hébergées dans les maisons familiales de vacances de l'Ouest - 1974 - p 358.
115. Origine géographique des personnes hébergées dans les villages de vacances de l'Ouest - 1974 - p 358.
116. Les villages de vacances (ouverts en 1975 et en construction) et les auberges de jeunesse (1973). p 364.
117. Variations mensuelles des recettes selon leur origine au village-vacances Mur-de-Bretagne (1972). p 378.
118. Variations mensuelles du nombre de journées en pension complète au village-vacances de Mur-de-Bretagne (1972). p 378.

119. Variations mensuelles du nombre de familles par catégories socio-professionnelles dans le village - vacances Renouveau Beg Meil (1974). p 378.
120. Transport des colonies de vacances par les chemins de fer de l'Etat au départ de Paris (1936). p 390.
121. Capacité des colonies de vacances et auberges de jeunesse en nombre de places (1970). p 396.
122. Enfants accueillis en colonies de vacances (1973) selon les organismes émetteurs. p 398.
123. Enfants accueillis en colonies selon leur origine géographique (1973). p 398.
124. Origine géographique des enfants accueillis dans les colonies de vacances de l'Ouest de la France (1973). p 402.
125. Les colonies de vacances en France : nombre de milliers d'enfants accueillis en 1973. p 402.
126. Origine géographique des enfants du Nord-Pas-de-Calais accueillis dans les colonies de vacances de l'Ouest de la France (1973). p 402.
127. Répartition selon leur date de naissance des vacanciers accueillis en 1974 à l'auberge de jeunesse de Langon. p 404.
128. Précédent lieu d'hébergement des 157 vacanciers accueillis à l'auberge de jeunesse de Langon (1974). p 404.
129. Capacité d'hébergement en locations meublées en nombre de places (1970). p 412.
130. Formes sauvages d'hébergement (1970). p 414.
131. Capacité d'hébergement chez les parents et amis en nombre de places (1970). p 414.
132. Capacité globale d'accueil et taux de fonction touristique (1970). p 423.
133. Taux de fonction touristique et maximum démographique (1970). p 432.
134. Evolution comparée des courbes de population 1801-1975 (La Roche-Derrien, Lannion, Perros-Guirec, Trebeurden, Tregastel). p 432.
135. La part des résidences secondaires dans la capacité globale d'accueil (1970). p 4442.
136. Les types dominants d'hébergement touristique (1970). p 448.
137. Evolution de la consommation d'eau dans le syndicat de la plaine de Luçon de 1971 à 1974. p 462.
138. Evolution de la consommation d'eau dans le syndicat du Havre-de-vie de 1971 à 1974. p 462.
139. Evolution de la consommation d'eau en 1974 : Carnac - La Trinité-sur-Mer, Quiberon - Saint Pierre Quiberon, île de Noirmoutier, île d'Yeu. p 462.
140. Evolution de la consommation d'eau en 1974 : ville de Saint-Cast-le Gualdo. p 462.

141. Carte des fréquentations : juillet et août 1970. p 470.
142. Carte des fréquentations : juin 1970. p 482.
143. Carte des fréquentations : septembre 1970. p 484.
144. Carte des fréquentations : juillet et août 1964. p 484.
145. Comparaison entre les situations estivales 1964 - 1970 (juillet et août). p 488.
146. Carte des fréquentations : juin 1964. p 488.
147. Carte des fréquentations : septembre 1964. p 488.
148. Poids des consommations estivales de farine dans le total annuel (1964). p 490.
149. Poids des consommations estivales de farine dans le total annuel (1970). p 490.
150. Poids des consommations estivales de farine dans le total annuel (1974). p 490.
151. Evolution du poids des consommations estivales dans le total annuel des consommations de farine : 1964-1970. p 492.
152. Evolution du poids des consommations estivales dans le total annuel des consommations de farine : 1970-1974. p 492.
153. Nombre de touristes et coefficient d'utilisation de la capacité d'hébergement en juillet-août 1970. p 498.
154. Graphe des corrélations supérieures à 0,30. p 512.
155. Contribution de chaque variable à l'élaboration des cinq facteurs communs. p 516.
156. Répartition des groupes - axes 1 et 2 - (analyse factorielle des correspondances). p 518.
157. Répartition des groupes - axes 1 et 3. p 520.
158. Répartition des groupes - axes 1 et 4. p 520.
159. Répartition des groupes - axes 1 et 5. p 520.
160. Analyse en nuées dynamiques : cartographie des groupes. p 524.
161. Analyse en nuées dynamiques : cartographie des formes fortes. p 524.
162. Potentialités physiques et tourisme dans l'Ouest. p 534.
163. Principaux lacs et étangs. p 534.
164. Données climatiques estivales et tourisme dans l'Ouest. p 540.
165. Résidus de la corrélation taux de fonction touristique et relief. p 544.
166. Résidus de la corrélation taux de fonction touristique et forêts. p 544.
167. Nombre de visiteurs de la station de Pleumeur-Bodou (1963-1976). p 546.
168. Potentialités humaines et tourisme dans l'Ouest (1970). p 548.
169. Les syndicats d'initiative dans l'Ouest (1970). p 548.
170. Résidus de la corrélation taux de fonction touristique et niveau d'équipement. p 552.

171. Résidus de la corrélation taux de fonction touristique et potentiel architectural. p 552.
172. Population urbaine et densités rurales dans l'ouest en 1975. p 574.
173. Evolution du nombre de journées de vacances d'été passées en France entre 1965 et 1975 selon le genre de séjour. p 588.
174. Répartition par département de la population vacancière estivale dans les communes rurales (1970). p 604.
175. Exemple de vacances dans les campagnes bas-normandes 3 - 12 juillet 1898 . p 628.
176. La croissance des gîtes ruraux en France de 1955 à 1977. p 694.
177. Diffusion des gîtes ruraux en France (1956-1977). p 696.
178. Pourcentage des gîtes occupés pendant le mois (1967). p 698.
179. Durée des séjours dans les gîtes de France (1967). p 698;
180. Catégorie socio-professionnelle des vacanciers hébergés dans les gîtes ruraux (1967). p 698.
181. Origine géographique des vacanciers hébergés dans les gîtes ruraux (1967). p 698.
182. Répartition des gîtes ruraux dans l'Ouest (1975). p 700.
183. Tarifs hebdomadaires pratiqués en août 1975 pour les gîtes ruraux de l'Ouest . p 700.
184. Répartition des gîtes ruraux selon le domicile des propriétaires (1973).
185. Représentation cartographique du nombre de gîtes, cumulatif par année de 1964 à 1973 : nombre de gîtes ruraux par canton : A - 1964 ;
B - 1965 ; C - 1966 ; D - 1967 ; E - 1968 ; F - 1969 ; G - 1970 ;
H - 1971 ; I ; 1972 J - 1973. p 704.
186. Répartition et caractéristiques des 131 premières réponses (enquête gîtes ruraux 1975), p 710.
187. Grille de réservation des gîtes de Vendée au 24 mars 1975 pour l'été 1975. p 732.
188. Répartition des locations meublées faites par les principales agences étrangères dans l'Ouest - 1978. p 732.
189. Les gîtes ruraux de la Sarthe : durée de location et origine géographique des vacanciers (1974). p 748.
190. Origine géographique des vacanciers hébergés dans les gîtes ruraux de la Sarthe en 1974. p 748.
191. Répartition des gîtes selon leur durée moyenne de location (1974). p 748.
192. Les gîtes ruraux de la Sarthe : capacité d'accueil et coefficient d'occupation (1974). p 750.
193. Les gîtes ruraux de la Sarthe : Nombre et personnes accueillies et structure socio-professionnelles des vacanciers (1974). p 750.

194. Permanence des clientèles dans les gîtes ruraux de la Sarthe de 1971 à 1974. p 752.
195. Les chambres d'hôtes dans l'Ouest de la France 1970-1977. p 758.
196. Fréquentation des chambres d'hôtes au château de Maleffre en 1975. p 766.
197. Exploitation agricole transformée en complexe d'accueil touristique p 766.
198. Nombre de propriétaires possédant un "camping rural" en France - A - 1971 ; B - 1975 ; C - 1977. p 772.
199. Le camping à la ferme dans l'Ouest de la France 1977. p 778.
200. Nombre de passages annuels (1947 - 1975). p 812.
 - A. aux écluses de la Sarthe.
 - B. aux écluses de la Mayenne (aval du bec d'Oudon)
 - C. aux écluses de la Mayenne (amont du bec d'Oudon)
 - D. aux écluses de l'Oudon.
201. Variations mensuelles du nombre de passages de bateaux à l'écluses de Cheffes (1947-1967-1975). p 812.
202. Poids des mois de juin, juillet, août, dans le total annuel des passages (1947-1975). p 814.
 - A. aux écluses de la Mayenne (aval du bec d'Oudon)
 - B. aux écluses de l'Oudon
 - C. aux écluses de la Sarthe
 - D. aux écluses de la Mayenne à l'amont du bec d'Oudon.
203. Les fondements du tourisme fluvial dans l'Ouest (1977). p 814.
204. Trafic de plaisance sur les voies navigables françaises (1974). p 818.
205. Coefficients mensuels du trafic de plaisance. Tourisme fluvial. p 822.

Passages aux écluses - 1975 -

 - A. écluse Lecomte
 - B. écluse de Guipry
 - C. écluse du Chatelier
 - D. écluse du Mail.
206. Coefficients mensuels du trafic de plaisance. Passages aux écluses - 1974. p 828.
 - A. 10 écluses du canal Nantes à Brest
 - B. écluse de Saint Félix
 - C. 3 écluses du Blavet
207. Coefficients mensuels du trafic de plaisance - tourisme fluvial - passages aux écluses - 1975. p 832.
 - A. écluse de Saint Félix
 - B. 3 écluses de Monheuil-Belfroy.

208. Points de départ d'itinéraires de randonnée dans l'Ouest (1970). p 836.
209. Les sentiers de petite randonnée à Faye-d'Anjou (1977). p 838.
210. La France des sentiers de grande randonnée en 1970. p 840.
211. La France des sentiers de grande randonnée en 1972. p 840.
212. Les sentiers de grande randonnée dans la France de l'Ouest (juillet 1977). p 842.
213. Répartition par âges et par origine géographique des adhérents à "informations sentiers" - 1977. p 844.
214. Localisation des adhérents à "informations sentiers" - 1977. p 844.
215. Répartition par C.S.P. et par origine géographique des adhérents à "informations sentiers" 1977. p 846.
216. Localisation des établissements hippiques en France - 1971. p 856.
217. Les bases du tourisme équestre dans l'Ouest (1977). p 858.
218. Localisation et caractères des établissements équestres dans la France de l'Ouest - 1977. p 858.
219. Localisation des adhérents de la Société hippique de Segré (1977). p 860.
220. Les itinéraires équestres balisés et reconnus en Bretagne (1977). p 868.
221. Les randonnées équestres des agriculteurs - éleveurs du Finistère affiliés au SDARCETE (1973). p 874.
222. Lieux de départ du rallye équestre de Brasparts - 1975. p 880.
223. Les circuits en roulettes de Locmaria - Berrien. p 882.
224. Origine géographique des loueurs d'une roulotte hippomobile à Locmaria-Berrien(1975). p 882.
225. Développement des stations vertes en France 1966 - 1975. p 904.
226. Evolution du nombre des stations vertes 1964 - 1977 en France et dans l'Ouest. p 904.
227. Carte des stations vertes homologuées en France (1975). p 906.
228. Stations vertes postulantes en 1975. p 906.
229. Capacité d'accueil des stations vertes en France (1975). p 908.
230. Capacité d'accueil par station verte et type d'hébergement dominant en France (1975). p 908.
231. Indice d'hébergement des stations vertes en France (1973). p 910.
232. Types de clientèle des stations vertes en France (1973). p 910.
233. Stations vertes et accueil du troisième âge en France (1977). p 912.
234. Stations vertes homologuées et postulantes dans l'Ouest (1977). p 912.
235. Evolution démographique 1806-1975 à Fresnay et Reguiny. p 932.
236. Pyramides des âges - Reguiny et Fresnay - 1968. p 932.

237. Répartition socio-professionnelle à Reguiny et Fresnay - 1968. p 946.
238. Variations mensuelles de la consommation de farine à Fresnay/Sarthe et à Reguiny - 1970 et 1974. p 946.
239. Variations mensuelles du nombre de nuitées dans l'hôtellerie - 1973 -
 - A. Reguiny
 - B. Fresnay. p 946.
240. Evolution du nombre de nuitées 1964-1975. p 946.
 - A. au camping de Fresnay.
 - B. par place au camping de Fresnay.
241. Les S.I.V.O.M. dans l'Ouest - 1977. p 968.
242. Les niveaux régionaux d'aménagement dans la France de l'Ouest au 1-1-1977. p 1 002.
243. Les bases du tourisme dans la vallée de l'Authion. p 1 016.
244. Répartition de l'utilisation du sol dans la vallée de l'Authion (1970).
p 1 016.
245. Les cultures spéciales dans la vallée de l'Authion. p 1 016.
 - A. Cultures grainières
 - B. Cultures légumières et maraichères
 - C. Horticulture et pépinières.
246. Les industries dans la vallée de l'Authion (1976). p 1 018.
247. Les contraintes de construction dans la vallée de l'Authion. p 1 018.
248. Les aménagements hydrauliques de la vallée de l'Authion. 1976. p 1 018.
249. Les aménagements fonciers de la vallée de l'Authion (1976). p 1 018.
250. Densités de population en 1975 dans la vallée de l'Authion. p 1 024.
251. Evolution de la population 1968-1975 dans la vallée de l'Authion. p 1 024.
252. Hébergements et équipements touristiques dans la vallée de l'Authion (1977). p 1 024.
253. Les bases du tourisme dans le sud-saumurois. p 1 028.
254. Evolution de la population dans le sud-saumurois (1968-1975). p 1 028.
255. Hébergements et équipements touristiques dans le sud-saumurois (1977)
p 1 034.
256. Montsoreau : croquis de localisation. p 1 036.
257. Pyramide des âges de Montsoreau (1968). p 1 036.
258. Effectifs par mois dans l'hôtellerie - Montsoreau (1971). p 1 036.
259. Origine géographique des touristes français en camping (1971). p 1 042.
260. Origine géographique des touristes français hébergés dans l'hôtellerie (1971). p 1 042.
261. Structure socio-professionnelle des touristes français et étrangers dans l'hôtellerie (1971). p 1 042.
262. Structure socio-professionnelle des touristes français et étrangers en camping (1971). p 1 042.

263. Répartition par âges des effectifs dans le camping. (1971). p 1 046.
264. Répartition par âges des effectifs dans l'hôtellerie (1971). p 1 046.
265. Distribution cumulée des résidences secondaires selon la date d'acquisition. p 1 046.
266. Résidences secondaires et structures foncières dans l'île au Than. p 1046.
267. Répartition et types de mutation des résidences secondaires. p 1 046.
268. Courbes des recettes cumulées du terrain de camping de Montsoreau (1972, 1973, 1974, 1975, 1976). p 1 058.
269. Les établissements industriels du Choletais (plus de 10 salariés) 1977. p 1 070.
270. Les densités de population dans le Choletais (1975). p 1 070.
271. Evolution de la population dans le Choletais (1968-1975). p 1 070.
272. Hébergements et équipements touristiques dans le Choletais (1977) p 1086.
273. Promenades à Boussay - Loire-Atlantique (1977). p 1 094.
274. Evolution du nombre d'entrées au musée Joachim du Bellay - Liré - 1962-1977. p 1 094.
275. Les bases du tourisme dans la zone Erve et Vègre. p 1 110.
276. Evolution de la population dans la zone Erve et Vègre 1968-1975. p 1 110.
277. Hébergements et équipements touristiques dans la zone Erve et Vègre - 1977. p 1118.
278. Projet d'aménagement touristique du grand étang de Sillé-le-Guillaume avril 1956. p 1 120.
279. Aménagement de l'étang du Gué de Selle - 1977. p 1 120.
280. Aménagement de la base de loisirs de Sillé-le-Guillaume (1977). p 11120.
281. Les bases du tourisme en Bretagne intérieure. p 1 156.
282. Les équipements touristiques en Bretagne intérieure - 1977. p 1 156.
283. Hébergements touristiques en Bretagne intérieure - 1977. p 1 158.
284. Les résidences secondaires en Bretagne intérieure - 1975/ p 1 158.
285. Localisation des artisans bretons exposant à la ferme Saint-Michel de Brasparts (1978). p 1 162.
286. Les équipements touristiques du lac de Guerlédan (1977). p 1 170.
287. Evolution de la population dans les pays de Vilaine (1968-1975). p 1184.
288. Hébergements et équipements touristiques dans les pays de Vilaine 1977. p 1 194.
289. Répartition des résidences secondaires dans les pays de Vilaine en 1975 et évolution 1968-1975. p 1 194.
290. Evolution de la population cantonale 1826-1968 (basse vallée de l'Oust). p 1 206.

291. Courbes des naissances et des décès 1951-1972 . p 1 208.
 - A. Canton de Redon
 - B. Canton d'Allaire
 - C. Canton de La Gacilly.
292. Evolution de la population de Peillac - 1872-1975. p ;l 208.
293. Peillac : pyramide des âges -1975. p 1 208.
294. Les bases du tourisme rural dans le sud de la Manche 1977. p 1 232.
295. Evolution de la population dans le sud de la Manche 1968-1975. p 1 232.
296. Hébergements touristiques dans le sud de la Manche - 1977. p 1 238.
297. Extrait de section A2 - Des Rochers du Jaloux - 1826. p 1 240.
298. Section A2 - 1960. p 1 240.
299. Le Bel Orient p 1 240.
 - A. Etat en 1969
 - B. Etat en 1977.
300. Journées Rencontre, veillées du terroir, Heures musicales et Fermes ouvertes dans la Manche - été 1977. p 1 248.
301. Le tourisme dans le pays de Dol et de Fougères. p 1 270.
302. L'aménagement récréatif de la forêt de Fougères. p 1 272.
303. Le centre d'hébergement et de loisirs de Chénedet-Maison Neuve en forêt de Fougères. p 1 272.
304. Le tourisme dans le Penthièvre et le pays de Dinan - 1977. p 1 284.
305. Le tourisme dans le Léon - 1977. p 1 292.
306. Le tourisme en Cornouaille - 1977. p 1 306.
307. Le tourisme dans le Vannetais - 1977. p 1 326.
308. Le tourisme en Vendée littorale - 1977. p 1 336.
309. Nomenclature des cantons. Annexe VIII.

TABLE DES MATIERES

-:-:-:-:-

	Pages
Avant Propos	
Introduction	1

LIVRE I

Les flux touristiques dans l'Ouest et le Rôle
des Moyens de Transport.

Chapitre A.

importance du tourisme dans la France de l'Ouest....	21
I - La France de l'Ouest dans les vacances des Français.....	21
A - les problèmes méthodologiques.....	22
B - la France de l'Ouest dans les vacances des Français (1957-1976).....	26
II - Estimation de la population estivale supplémentaire.....	28
III - Les dépenses des touristes.....	30
A - les indications fournies par l'INSEE.....	31
B - Estimation du chiffre d'affaires du tourisme dans l'Ouest.....	33

Chapitre B.

La progressive ouverture de l'Ouest de la France au tourisme et le rôle des transports.....	39
I - L'Ouest de la France a participé à l'éclosion de la villégiature balnéaire en France.....	40
II - Voyageurs, écrivains, érudits et peintres font connaître l'Ouest, et particulièrement la Bretagne à la haute société parisienne - leurs " tours " annoncent les circuits touristiques actuels.....	45

III - Le développement des chemins de fer après 1850 met l'Ouest à la portée du plus grand nombre.....	54
A - l'Ouest conquis par les chemins de fer et les conséquences générales pour le tourisme.....	55
B - La politique des compagnies de chemins de fer et l'instauration dans l'Ouest, au cours de la seconde moitié du XIXème siècle, d'un véritable tourisme collectif	57
C - Essai de quantification des flux touristiques suscités par les compagnies de chemins de fer.....	63
IV - L'automobile et l'avion commencent à modifier pendant l'entre deux guerres la structure des flux touristiques amplifiés par l'établissement des congés payés.....	71
A - L'affirmation de conditions nouvelles de circulation.....	71
B - Les flux touristiques pendant l'entre deux guerres et la concurrence automobile	74
C - Flux touristiques et variations saisonnières.....	78
D - Flux touristiques dans l'Ouest et dépression économique.....	79
E - Les flux touristiques dans l'Ouest en 1936 1938.....	83
V - Le tourisme et les îles de l'Ouest.....	88
A - Un monde diversement accessible.....	89
B - Des îles inégalement marquées par les flux touristiques.....	92

Chapitre C.

Tourisme et flux de circulation dans l'Ouest.....	111
I - Tourisme et flux de circulation routière.....	111
A - les problèmes méthodologiques.....	111
B - Tourisme et variations mensuelles de la consommation de carburants autos.....	114

C - le poids des mois d'été dans le trafic annuel.....	116
D - les types de variations mensuelles.....	117
E - les coefficients journaliers de trafic routier pendant les mois de trafic maximum	119
F - les trafics de pointe.....	120
G - l'évolution du trafic routier (1968-1973).	121
II - Tourisme et flux ferroviaires.....	123
A - les problèmes méthodologiques spécifiques à l'étude des flux ferroviaires.....	124
B - le trafic au départ des gares parisiennes.	125
C - le trafic au niveau des points de comptage privilégiés.....	129
D - Aperçu sur l'origine géographique des voyageurs SNCF.....	131
III - Tourisme et flux de circulation maritime et aérienne.....	134
A - Tourisme et trafic maritime international.	135
B - Tourisme et trafic maritime avec les îles.	137
C - Tourisme et flux aériens.....	140
<u>Conclusion</u>	
Tourisme et flux de circulation dans la France de l'Ouest.....	144

LIVRE II

Les grandes familles d'hébergement et
leur fréquentation.

Chapitre A.

L'hôtellerie et la restauration dans l'Ouest de la France.....	155
--	-----

I	- Méthodologie et sources.....	156
II	- Caractères généraux de l'hôtellerie : l'originalité et la place de l'Ouest.....	158
	A - importance et évolution de l'hôtellerie dans la France de l'Ouest.....	158
	B - Hôtellerie et restauration dans la France de l'Ouest.....	164
	C - Les chaînes hôtelières dans la France de l'Ouest.....	170
	D - L'implantation régionale des chaînes hôtelières et leur dynamisme.....	174
III	- L'hôtellerie dans l'Ouest de la France en 1970 et les héritages du passé.....	176
	A - Les structures de l'hôtellerie en 1970....	176
	B - Le poids de l'histoire.....	180
IV	- La fréquentation de l'hôtellerie.....	185
	A - La place de l'Ouest dans la fréquentation hôtelière française.....	186
	B - Les nuitées dans l'hôtellerie de tourisme de l'Ouest de la France (1973).....	188
	C - Les étrangers dans l'hôtellerie régionale.	190

Chapitre B.

	Un hébergement individualiste fortement lié à l'exode rural : les résidences secondaires dans l'Ouest.....	201
I	- Qu'est-ce qu'une résidence secondaire ?	203
	A - les définitions de l'INSEE.....	203
	B - les critères spécifiques aux résidences secondaires.....	205
	C - définition et signification de la résidence secondaire.....	209
II	- Sources et méthodes d'étude des résidences secondaires.....	209
III	- Distribution et évolution des résidences secondaires dans l'Ouest (1954-1962-1968-1975).....	214
	A - Répartition des résidences secondaires selon les tranches d'importance de population permanente.....	218

B - Distribution spatiale des résidences secondaires dans l'Ouest en 1954-1962-1968-1975.....	220
C - Types de croissance des résidences secondaires dans l'Ouest 1954-1962-1968-1975...	222
IV - Etude de quatre exemples régionaux.....	225
A - Répartition, origine géographique des propriétaires, âge des maisons.....	226
B - Analyse financière des résidences secondaires	233
C - La fréquentation des résidences secondaires	239
V - Géographie du marché des résidences secondaires	248
A - Si certaines résidences secondaires sont depuis très longtemps dans les mains d'une même famille, la majorité d'entre elles ont été acquises récemment.....	248
B - Les modes d'acquisition des résidences secondaires.....	251
C - Résidences secondaires et exode rural.....	255
D - Structures par âges et socio-professionnelles des propriétaires de résidences secondaires.....	262
E - Résidences secondaires et structures foncières.....	267
VI - Résidences secondaires et structures démographiques.....	279
A - Evolution des quatre communes choisies (1954-1975).....	280
B - Les migrations de retraite vues à travers les pyramides des âges (1975).....	283
C - Les enseignements tirés de l'analyse des nouvelles inscriptions sur les listes électorales de la commune de Plouha (1970-1974).	285

Chapitre C.

Le camping dans l'Ouest de la France.....	295
I - Les principaux problèmes posés par l'étude du camping.....	295
A - Les définitions.....	295
B - Les sources.....	297

II - Le camping dans la France de l'Ouest : importance, caractères généraux, fondements historiques.....	299
III - Le camping dans la France de l'Ouest à la veille de la deuxième guerre mondiale.....	303
IV - Les terrains aménagés : capacité d'accueil et types de propriétaires.....	307
A - Répartition des camps et de la capacité d'accueil en 1976.....	307
B - Evolution de la capacité d'accueil 1962-1970-1976.....	308
C - Répartition des terrains par catégorie.....	309
D - Répartition des terrains par type de propriétaires.....	312
V - La fréquentation des terrains de camping de l'Ouest.....	316
A - La fréquentation globale régionale.....	316
B - Les campeurs.....	320
VI - Typologie du camping dans l'Ouest.....	331
A - Les fondements de la typologie du camping dans l'Ouest.....	332
B - Les types de camping dans l'Ouest.....	334

Chapitre D.

Maisons familiales et villages de vacances.....	345
I - Les Maisons familiales de vacances.....	345
A - La place de l'Ouest dans le mouvement des maisons familiales de vacances.....	347
B - La répartition des maisons familiales dans l'Ouest de la France.....	349
C - La fréquentation des maisons familiales....	352
D - Des maisons familiales aux villages de vacances	360
II - Les Villages de vacances.....	362
A - Les Villages de vacances dans l'Ouest de la France.....	364
B - La fréquentation des Villages de vacances..	371

Chapitre E.

Les formes particulières d'hébergement des jeunes touristes : Colonies de vacances et auberges de jeunesse.....	387
I - Caractères généraux et fondements.....	387
A - les définitions.....	387
B - les sources.....	388
C - les fondements historiques.....	389
D - Evolution des séjours en France et dans l'Ouest.....	393
II - Accueil et fréquentation en colonies de vacances et auberges de jeunesse dans l'Ouest.....	397
A - la capacité d'accueil exprimée en nombre de places.....	397
B - la fréquentation des colonies de vacances en 1973.....	398
C - la fréquentation des auberges de jeunesse..	404

Chapitre F.

Hébergements sauvages, séjours chez les parents et amis, locations meublées : des formes mal connues de l'accueil des vacanciers mais numériquement importantes.....	411
I - Les sources et les problèmes.....	412
A - les locations meublées.....	412
B - Les formes sauvages d'hébergement.....	414
C - Les séjours chez les parents et amis en résidences principales.....	416
II - La distribution des capacités d'hébergement chez les parents et amis, locations meublées, hébergements sauvages.....	419

LIVRE III

L'inégale distribution des formes d'hébergement
et des flux touristiques.

Chapitre A.

Le taux de fonction touristique.....	427
--------------------------------------	-----

I - Taux de fonction touristique et population permanente.....	428
A - Des taux supérieurs à 100 % qui affectent surtout les cantons littoraux.....	428
B - Les taux inférieurs à 30 %.....	429
C - des taux compris entre 30 et 75 % caractéristiques de la majeure partie des campagnes de l'Ouest.....	430
II - Taux de fonction touristique et maximum démographique.....	431
A - les problèmes méthodologiques.....	432
B - les résultats.....	433

Chapitre B.

Analyse simultanée des hébergements touristiques.....	441
I - L'expression cartographique de la capacité globale d'accueil.....	441
A - le choix d'une base de référence.....	442
B - Etablissement des dominantes.....	444
C - La traduction cartographique.....	445
II - Les types d'association et leur localisation....	447

Chapitre C.

L'étude globale des fréquentations touristiques par la méthode des variations de consommation de farine.....	461
I - Les problèmes méthodologiques.....	463
A - la collecte des données.....	463
B - le cadre spatial.....	464
C - le choix des " mois normaux ".....	464
D - détermination de la consommation moyenne de pain par estivant.....	465
E - l'utilisation des variations de consommation de farine comme indicateur de flux touristiques.....	467
F - Justification du choix des " unités de séjour touristique " comme mesure des fréquentations et limites de la méthode.....	468
G - L'étude de l'évolution 1964-1970-1974.....	469

II - Les résultats pour les mois de juillet et août 1970.....	470
A - Les secteurs de bilan négatif.....	470
B - les secteurs de bilan positif.....	475
III - La fréquentation touristique en juin 1970.....	482
A - les littoraux.....	482
B - l'intérieur.....	483
IV - La fréquentation touristique en septembre 1970.	485
A - Les littoraux.....	485
B - l'intérieur.....	487
V - Evolution des fréquentations touristiques 1964-1970-1974.....	489
A - les comparaisons entre 1964-1970 selon les unités de séjour touristique.....	489
B - les comparaisons du poids des deux seuls mois de juillet et août dans le total annuel en 1964-1970-1974.....	491
VI - Confrontation de la capacité d'hébergement et de la fréquentation.....	494
A - les préalables méthodologiques.....	495
B - Analyse des résultats.....	498

Chapitre D.

La prise en compte du milieu géographique et le traitement mathématique des données.....	507
I - le choix des variables.....	507
II - le traitement des données et justification de la démarche.....	511
III - La corrélation entre critères pris deux à deux..	513
IV - Les résultats de l'analyse factorielle des correspondances.....	515
A - Présentation des résultats.....	515
B - Interprétation géographique des deux premiers facteurs.....	519
C - Les suggestions de l'analyse des correspondances : l'affirmation de grands ensembles régionaux.....	521

V - Un dernier traitement mathématique : l'analyse en nuées dynamiques.....	523
--	-----

Chapitre E.

La part du milieu physique et humain dans la distribution du fait touristique dans l'Ouest.....	531
I - Exposé méthodologique.....	533
II - Tourisme et milieu physique:.....	535
A - les potentialités physiques.....	535
B - l'utilisation par le tourisme du milieu naturel.....	543
III - Tourisme et milieu humain.....	545
A - les bases humaines du tourisme dans l'Ouest	546
B - l'utilisation par le tourisme des bases humaines.....	553
<u>Conclusion</u> générale du Livre III.....	557

LIVRE IV

LE TOURISME RURAL : UNE DIFFICILE MISE EN OEUVRE

Chapitre A.

Définition du tourisme rural, évolution des séjours d'été dans les campagnes françaises, caractéristiques des vacanciers et place de l'Ouest.....	569
I - Qu'est-ce que le tourisme rural ?.....	569
A - Une diversité d'approches.....	569
B - espace rural et milieu urbain dans l'Ouest.	573
C - espace rural et station balnéaire.....	582
D - un cas particulier : Bagnoles-de-l'Orne....	588
II - Evolution des séjours d'été dans les campagnes françaises : 1949 - 1976.....	589

III - Caractéristiques des vacanciers à la campagne..	591
A - Vacances à la campagne et catégories socio-professionnelles.....	591
B - Vacances à la campagne et types d'hébergement.....	595
C - Vacances à la campagne et durée des séjours	598
D - Vacances à la campagne et âge des vacanciers	599
E - Vacances à la campagne et catégories de commune de résidence principale.....	600
IV - La place des campagnes de l'Ouest au sein du tourisme rural français.....	603
A - Les campagnes de l'Ouest dans la capacité d'accueil du tourisme rural français.....	603
B - Les campagnes de l'Ouest et l'accueil des populations saisonnières.....	605

Chapitre B.

Les étapes de l'organisation du tourisme rural en France et dans l'Ouest.....	613
I - La découverte de la campagne et la formulation d'idées neuves (1850-1914).....	613
A - Vers un nouveau tourisme.....	614
B - Les goulots d'étranglement.....	615
C - Les idées neuves.....	616
II - Le cheminement des idées 1918-1939.....	619
A - de nouvelles conditions économiques.....	619
B - découvrir la France.....	621
C - embellir la France.....	623
D - le tourisme à la campagne en France en 1939	624
III - Géographie des principaux centres et régions touristiques à la campagne, dans l'Ouest ayant la deuxième guerre mondiale.....	627
A - les centres et régions touristiques des marges armoricaines et de Basse-Normandie.....	627
B - centres et régions touristiques en Bretagne	633
IV - L'âge des réalisations.....	639
A - la coupure de la guerre et le difficile après guerre.....	639

B - tourisme et renouveau des villages.....	642
C - la croissance des gîtes ruraux.....	644
D - la création des Stations Vertes et la promotion du Village.....	645
V - L'âge de l'organisation (1965-1977).....	649
A - un tourisme au service des ruraux.....	650
B - un tourisme contrôlé par les agriculteurs.....	652
C - un manifeste du tourisme en espace rural..	656
D - les pouvoirs publics et le tourisme vert..	658

Chapitre C.

Gîtes ruraux, chambres d'hôtes, camping rural : des hébergements qui soulignent l'originalité et la difficulté de la diffusion du tourisme dans l'espace rural de l'Ouest.....	679
I - Les gîtes ruraux.....	683
A - définition des gîtes ruraux.....	683
B - un type d'hébergement aidé.....	688
C - les gîtes ruraux en France et la place de l'Ouest.....	693
D - la répartition des gîtes ruraux dans l'Ouest en 1973-1975.....	701
E - Etude de la diffusion des gîtes dans l'Ouest de la France.....	707
F - Caractéristiques des créateurs des gîtes ruraux dans l'Ouest.....	711
G - Les origines des gîtes dans l'Ouest de la France.....	716
H - Les réactions à la création des premiers gîtes dans l'Ouest.....	723
I - La commercialisation des gîtes ruraux dans l'Ouest et ses problèmes.....	728
J - Les caractéristiques de la fréquentation des gîtes de l'Ouest.....	735
II - Les chambres d'hôtes.....	755
A - Les créateurs des chambres d'hôtes sont surtout des agriculteurs.....	756
B - Répartition et origines des chambres d'hôtes	758

C - Les réactions suscitées par la création des chambres d'hôtes et les obstacles rencontrés.....	761
D - Commercialisation et fréquentation des chambres d'hôtes.....	765
III - Le camping rural dans l'Ouest de la France.....	770
A - Caractères généraux du camping rural.....	770
B - Caractéristiques des propriétaires de cam- pings ruraux.....	774
C - Répartition et diffusion des campings ruraux dans l'Ouest de la France.....	778
D - La fréquentation des campings ruraux.....	787

Chapitre D.

Le tourisme fluvial, pédestre et équestre dans la France de l'Ouest.....	803
I - Le tourisme fluvial.....	803
A - les origines et les étapes du tourisme fluvial.....	803
B - Les voies d'eau intérieures dans la France de l'Ouest : importance, aménagement, fréquen- tation.....	815
II - Le tourisme pédestre.....	835
A - les types d'aménagement pédestre dans l'Ouest.....	836
B - la fréquentation des sentiers de grande randonnée.....	845
III - Le tourisme équestre.....	849
A - les origines et les étapes de l'organisation du tourisme équestre.....	849
B - géographie du tourisme équestre dans la France de l'Ouest.....	857
C - les formes de tourisme équestre dans la France de l'Ouest et leurs difficultés.....	871

Chapitre E.

Les Stations Vertes de Vacances dans l'Ouest.....	899
I - Caractères généraux des stations vertes.....	899

A - sources et méthodologie.....	899
B - pourquoi les Stations Vertes....	900
C - Le contenu de la charte des stations vertes	901
D - Comment devient-on station verte de vacances	902
II - Les Stations Vertes en France et la place de l'Ouest.....	905
A - un développement continu des Stations Vertes	905
B - les Stations Vertes postulantes.....	906
C - la capacité d'accueil des Stations Vertes et les types d'hébergement dominant.....	907
D - la fréquentation des Stations Vertes.....	909
E - Stations Vertes et étalement des vacances...	910
III - Répartition et diffusion des stations vertes dans l'Ouest de la France.....	911
A - les phases de la diffusion.....	912
B - les freins au développement des Stations Vertes.....	914
IV - Finances communales et possibilités de développement touristique.....	922
A - Aspects méthodologiques de l'étude des finances communales.....	923
B - L'endettement.....	924
C - La réalisation des équipements touristiques	925
D - la place des dépenses touristiques dans les investissements.....	929
E - les recettes et la fiscalité.....	930
V - Etude de deux Stations Vertes : Fresnay-sur-Sarthe et Réguiny.....	932
A - Présentation des deux communes.....	933
B - Le problème des équipements.....	935
C - La vie touristique à Réguiny et Fresnay.....	945

LIVRE V

INSERTION DU TOURISME ET ESPACES RURAUX

Chapitre A.

Tourisme rural et niveaux régionaux d'aménagement dans l'Ouest.....	963
I - Le niveau communal.....	964
A - Les outils législatifs.....	964
B - Les initiatives privées.....	966
II - Les niveaux infra-régionaux.....	968
A - Les S.I.V.O.M.....	969
B - Les héritages spatiaux des Comités de développement.....	970
C - Les secteurs pilotes d'aménagement rural.....	971
D - Les comités de rénovation rurale et les zone-tests.....	972
E - Les parcs naturels régionaux.....	974
F - Les plans d'aménagement rural.....	981
G - Les " pays ".....	982
III - Le niveau départemental.....	988
A - Les bases départementales du développement touristique.....	989
B - Les schémas départementaux et la place du tourisme rural.....	990
IV - Le niveau régional.....	992
A - Les services régionaux du tourisme.....	992
B - Tourisme et politique régionale.....	993
C - Les schémas régionaux d'aménagement et le tourisme rural.....	995
V - Les incohérences des niveaux infra-régionaux d'aménagement.....	999
A - Découpage des unités d'aménagement et solidarités géographiques.....	1000
B - Interférences et chevauchements des unités infra-régionales d'aménagement dans l'Ouest	1003
<u>Conclusion.....</u>	1004

Chapitre B.

Les espaces ruraux des marges armoricaines d'influence ligérienne.....	1015
--	------

I - L'exemple de la vallée de l'Authion et du Sud-Saumurois.....	1015
A - la vallée de l'Authion.....	1016
B - Le plateau Sud-Saumurois.....	1028
II - L'exemple Choletais.....	1070
A - un pays profondément original.....	1070
B - la faiblesse du tourisme et ses causes....	1079
C - l'insertion du tourisme rural dans le Choletais.....	1086
III - L'exemple de la zone Erve et Vègre.....	1109
A - les bases physiques et humaines du développement touristique.....	1109
B - la prise en compte du tourisme dans le développement et l'aménagement régional...	1111
C - l'insertion du tourisme dans la zone Erve et Vègre.....	1117

Chapitre C.

Les espaces ruraux intérieurs bretons et normands....	1145
I - L'exemple de la Bretagne intérieure.....	1146
A - Des milieux géographiques contrastés aux aptitudes touristiques variées.....	1146
B - La prise en compte du tourisme dans l'aménagement de la Bretagne intérieure et sa lente insertion.....	1156
II - L'exemple des pays de Vilaine et de la basse vallée de l'Oust.....	1181
A - Une région en crise.....	1181
B - La rénovation rurale et la mise en place d'un processus de développement touristique	1185
C - L'insertion du tourisme dans les pays de Vilaine.....	1190
D - La basse vallée de l'Oust.....	1203
III - L'exemple du Sud-Manche.....	1228
A - Les prémisses du développement du tourisme rural dans le Sud de la Manche et ses fondements.....	1228
B - La pénétration du tourisme rural dans le Sud de la Manche.....	1237

Chapitre D.

Les espaces ruraux littoraux et sublittoraux.....	1267
I - Le tourisme dans les pays de Dol et de Fougères.....	1269
A - Une récente et faible emprise touristique	1269
B - la forêt de Fougères.....	1272
C - le Coglais.....	1274
D - les vallées de la Minette et du Couesnon.	1276
E - Le village éclaté de gîtes ruraux de Bazouges la Pérouse.....	1277
F - Le pays de Dol.....	1280
II - Le tourisme dans le Penthièvre et le pays de Dinan.....	1283
A - Une forte pression touristique qui rencontre des résistances.....	1283
B - Le parc de loisir du lac de Rophémel.....	1286
C - L'exemple du complexe touristique de Jugon-les-Lacs.....	1289
III - Le Léon.....	1291
A - Une faible insertion du tourisme dans l'espace rural Léonard.....	1291
B - Les nouvelles orientations Léonardes.....	1293
C - La diffusion du tourisme dans la bande légumière.....	1294
D - L'exemple de Millin Kerroc'h à Sizun.....	1300
IV - La Cornouaille.....	1305
A - Des campagnes pénétrées par le tourisme..	1305
B - Les communes du Cap Sizun.....	1307
C - L'insertion du tourisme dans le pays nord-Bigouden.....	1309
D - Le développement touristique du Porzay et de la montagne de Locronan.....	1315
E - Le tourisme dans le pays de Fouesnant....	1320
V - Le Vannetais.....	1325
A - Un inégal développement touristique.....	1325
B - L'insertion du tourisme rural dans le pays d'Auray.....	1327

VI - Le tourisme en Vendée littorale.....	1333
A - Une irruption récente et massive du tourisme en Vendée littorale.....	1333
B - Une inégale insertion dans le milieu rural.	1335
C - Pression touristique et marché foncier en Vendée littorale.....	1340
D - L'exemple de la vallée de la Vie.....	1346
Conclusion générale.....	1365
Bibliographie classée.....	1383
Table des tableaux.....	1445
Table des figures.....	1459
Table des matières.....	1473
Documents annexes.....	I à XII

Documents Annexes

Nomenclature cantonale utilisée : BASSE NORMANDIE, BRETAGNE, PAYS DE LOIRE

CALVADOS (14)

1401	Aunay-sur-Odon	1423	Livarot
1402	Balleroy	1424	Mézidon
1403	Bayeux	1425	Morteaux-Couliboeuf
1404	LE Bénv-Bocage	1426	Orbec
1405	Blangy-le-Château	1427	Pont-l'Evêque
1406	Bourguébus	1428	Ryes
1407	Bretteville-sur-Laize	1429	Saint-Pierre-sur-Dives
1408	Caen-Est	1430	Saint-Sever-Calvados
1409	Caen-Ouest	1431	Thury-Harcourt
1410	Cambremer	1432	Tilly-sur-Seules
1411	Caumont-l'Eventé	1433	Trévières
1412	Condé-sur-Noireau	1434	Troarn
1413	Creully	1435	Trouville
1414	Douvres-la-Délivrande	1436	Vassy
1415	Dozulé	1437	Villers-Bocage
1416	Evrecy	1438	Vire
1417	Falaise-Nord	1439	Caen-Nord
1418	Falaise-Sud	1440	Caen-Sud
1419	Honfleur	1497	Caen
1420	Isigny-sur-Mer	1498	Falaise
1421	Lisieux-premier canton	1499	Lisieux
1422	Lisieux-deuxième canton		

COTES DU NORD (22)

2201	Bégard	2215	Gouarec
2202	Belle-Isle-en-Terre	2216	Guingamp
2203	Bourbriac	2217	Jugon
2204	Broons	2218	Lamballe
2205	Callac	2219	Lannion
2206	Caulnes	2220	Lanvollon
2207	Chatelaudren	2221	Lézardrieux
2208	La Chèze	2223	Maël-Carhaix
2209	Collinée	2224	Matignon
2210	Corlay	2225	Merdignac
2211	Dinan-Est	2226	Moncontour
2212	Dinan-Ouest	2227	Mur-de-Bretagne
2213	Etables-sur-Mer	2228	Paimpol
2214	Evran	2229	Perros-Guirrec

III

2230	Plancoët	2241	Quintin
2231	Plélan-le-Petit	2242	La Roche-Derrien
2232	Pléneuf-Val-André	2243	Rostrenen
2233	Plestin-les-Grèves	2244	Saint-Brieuc-Nord
2234	Ploeuc-sur-Lie	2245	Saint-Brieuc-Sud
2235	Plouagat	2246	Saint-Nicolas-du-Pélem
2236	Plouaret	2247	Tréguier
2237	Ploubalay	2248	Uzel
2238	Plouguenast	2298	Dinan
2239	Plouha	2299	Saint-Brieuc
2240	Pontrieux		

FINISTERE (29)

2901	Arzano	2925	Pleyben
2902	Bannalec	2926	Plogastel-Saint-Germain
2904	Brest-deuxième canton	2927	Ploudalmézeau
2906	Briec	2928	Ploudiry
2907	Carhaix-Plouguer	2929	Plouescat
2908	Chateaulin	2930	Plouigneau
2909	Chateauneuf-du-Faou	2931	Plouzévédé
2910	Concarneau	2932	Pont-Aven
2911	Crozon	2933	Pont-Croix
2912	Daoulas	2934	Pont-L'Abbé
2913	Douarnenez	2935	Quimper
2914	Le Faou	2936	Quimperlé
2915	Fouesnant	2937	Rosporden
2916	Huelgoat	2938	Saint_Pol-de-Léon
2917	Landerneau	2939	Saint-Renan
2918	Landivisiau	2940	Saint-Thégonnec
2919	Lanmeur	2941	Scaër
2920	Lannilis	2942	Sizun
2921	Lesneven	2943	Taulé
2922	Morlaix	2999	Brest
2923	Ouessant		
2924	Plabennec		

ILLE ET VILAINE (35)

3501	Antrain	3524	Mordelles
3502	Argentré-du-Plessis	3525	Pipriac
3503	Bain-de-Bretagne	3526	Pleine-Fougères
3504	Bécherel	3527	Plélan-le-Grand
3505	Cancalle	3528	Redon
3506	Chateaubourg	3529	Rennes-Nord-Est
3507	Chateaugiron	3530	Rennes-Nord-Ouest
3508	Chateauneuf-d'Ille-et-Vilaine	3531	Rennes-Sud-Est
3509	Combours	3532	Rennes-Sud-Ouest
3510	Dinard	3533	Rétiers
3511	Dol-de-Bretagne	3534	Saint-Aubin d'Aubigné
3512	Fougères-Nord	3535	Saint-Aubin du Cormier
3513	Fougères-Sud	3536	Saint-Brice-en-Coglès
3514	Grand-Fougeray	3538	Saint-Méen-le-Grand
3515	La Guerche-de-Bretagne	3539	Saint-Malo-Sud
3516	Guichen	3540	Le Sel
3517	Hédé	3541	Tinténiac
3518	Janzé	3542	Vitré-Est
3519	Liffré	3543	Vitré-Ouest
3520	Louvigné-du-Désert	3596	Saint-Malo
3521	Maure-de-Bretagne	3597	Fougères
3522	Montauban	3598	Rennes
3523	Montfort	3599	Vitré

LOIRE ATLANTIQUE (44)

4401	Aigrefeuille-sur-Maine	4415	Légé
4402	Ancenis	4416	Ligné
4403	Blain	4417	Le Loroux
4404	Bouaye	4418	Machecoul
4405	Bourgneuf-en-Retz	4419	Moisdon-la-Rivière
4406	Carquefou	4420	Nantes-quatrième
4407	La Chapelle-sur-Erdre	4426	Nantes-septième
4408	Chateaubriand	4427	Nort-sur-Erdre
4409	Clisson	4428	Nozay
4410	Le Croisic	4429	Paimboeuf
4411	Derval	4430	Le Pélerin
4412	Guéméné-Penfao	4431	Ponchateau
4413	Guérande	4432	Pornic
4414	Herbignac	4433	Riaillé

4434 Rougé
 4435 Saint-Etienne-de-Montluc
 4436 Saint-Gildas-des-Bois
 4437 Saint-Julien-de-Vouvantes
 4438 Saint-Mars-la-Jaille
 4439 Saint-Nazaire
 4440 Saint-Nicolas-de-Redon

4441 Saint-Père-en-Retz
 4442 Saint-Philibert-de-Grandlieu
 4443 Savenay
 4444 Vallet
 4445 Varades
 4446 Vertou
 4499 Nantes

MAINE ET LOIRE (49)

4901 Angers-Nord
 4902 Angers-Ouest
 4903 Angers-Sud
 4904 Baugé
 4905 Beaufort-en-Vallée
 4906 Beaupréau
 4907 Candé
 4908 Chalonnnes-sur-Loire
 4909 Champtoceaux
 4910 Chateaufneuf-sur-Sarthe
 4911 Chemillé
 4912 Cholet-Est
 4913 Doué-la-Fontaine
 4914 Durtal
 4915 Gennes
 4916 Le Lion d'Angers
 4917 Longué
 4918 Le Louroux-Béconnais
 4919 Montfaucon

4920 Montreuil-Bellay
 4921 Montrevault
 4922 Noyant
 4923 Les Ponts-de-Gé
 4924 Pouancé
 4925 Saint-Florent-le-Vieil
 4926 Saint-Georges-sur-Loire
 4927 Saumur-Nord-Est
 4928 Saumur-Nord
 4929 Saumur-Sud
 4930 Segré
 4931 Seiche-sur-le-Loir
 4932 Thouarcé
 4933 Tiercé
 4934 Vihiers
 4935 Cholet-Ouest
 4936 Cholet
 4998 Angers
 4999 Saumur

MANCHE (50)

5001 Avranches
 5002 Barenton
 5003 Barneville
 5004 Beaumont
 5005 Brécéy
 5006 Bréhal
 5007 Bricquebec
 5008 Canisy
 5009 Carentan
 5010 Cerisy-la-Salle

5011 Cherbourg
 5012 Coutances
 5013 Ducey
 5014 Gavray
 5015 Granville
 5016 La-Haye-du-Puits
 5017 La-Haye-Pesnel
 5018 Isigny-le-Buat
 5019 Juvigny-le-Tertre
 5020 Lessay

5021	Marigny	5035	Saint-Lô
5022	Montebourg	5036	Saint-Malo-de-Lalande
5023	Montmartin-sur-Mer	5037	Sainte-Mère-L'Eglise
5024	Mortain	5038	Saint-Pierre-l'Eglise
5025	Octeville	5039	Saint-Pois
5026	Percy	5040	Saint-Sauveur-Lendelin
5027	Périers	5041	Saint-Sauveur-le-Vicomte
5028	Les Pieux	5042	Sartilly
5029	Pontorson	5043	Sourdeval
5030	Quettehou	5044	Le Teilleul
5031	Saint-Clair-sur-l'Elle	5045	Tessy-sur-Vire
5032	Saint-Hilaire-du-Harcouët	5046	Torigné-sur-Vire
5033	Saint-James	5047	Valognes
5034	Saint-Jean-de-Daye	5048	Villedieu-les-Poëles

MAYENNE (53)

5301	Ambrières-le-Grand	5316	Lassay
5302	Argentré	5317	Laval-Est
5303	Bais	5318	Laval-Ouest
5304	Bierné	5319	Loiron
5305	Chailland	5320	Mayenne-Est
5306	Chateau-Gontier	5321	Mayenne-Ouest
5307	Cossé-le-Vivien	5322	Meslay-du-Maine
5308	Couptrain	5323	Montsûrs
5309	Craon	5324	Pré-en-Pail
5310	Ernée	5325	Saint-Aignan-sur-Roë
5311	Evron	5326	Sainte-Suzanne
5312	Gorron	5327	Villaines-la-Juhel
5313	Grez-en-Bouërre	5398	Laval
5314	LE Horps	5399	Mayenne
5315	Landivy		

MORBIHAN (56)

5601	Allaire	5608	La Gacilly
5602	Auray	5609	Gourin
5603	Baud	5610	Grandchamp
5604	Belz	5611	Groix
5605	Cléguérec	5612	Guéméné-sur-Scoff
5606	Elven	5613	Guer

VII

5615	Josselin	5628	Port-Louis
5616	Locminé	5629	Questembert
5617	Lorient-Ville	5630	Quiberon
5618	Lorient-deuxième canton	5631	La Roche-Bernard
5619	Malestroit	5632	Rochefort
5620	Mauron	5633	Rohan
5621	Muzillac	5634	Saint-Jean-Brévelay
5622	Le Palais-Belle-Ile	5635	Sarzeau
5623	Ploërmel	5636	La Trinité-Porhoët
5624	Plouay	5637	Vannes-Est
5625	Pluvigner	5638	Vannes-Ouest
5626	Pontivy	5699	Vannes
5627	Pont-Scoff		

ORNE (61)

6101	Alençon-Est	6120	Le Mêle-sur-Sarte
6102	Alençon-Ouest	6121	LE Merlerault
6103	Argentan	6122	Messéi
6104	Athis	6123	Mortagne-au-Perche
6105	Bazoches-sur-Hoëne	6124	Mortrée
6106	Bellême	6125	Moulins-la-Marche
6107	Briouze	6126	Nocé
6108	Carrouges	6127	Passais
6109	Courtomer	6128	Pervenchères
6110	Domfront	6129	Putanges
6111	Ecouché	6130	Rémalard
6112	Exmes	6131	Sées
6113	La Ferté-Frénel	6132	Le Théil
6114	La Ferté-Macé	6133	Tinchebray
6115	Flers	6134	Tourouvre
6116	Gacé	6135	Trun
6117	Juvigny-sur-Andaine	6136	Vimoutiers
6118	L'Aigle	6199	Alençon
6119	Longny-au-Perche		

SARTHE (72)

7201	Ballon	7204	Bouloire
7202	Beaumont-sur-Sarthe	7205	Brulon
7203	Bonnétable	7206	La Chartre-sur-le-Loir

VIII

7207	Château-du-Loir	7223	Mayet
7208	Conlie	7224	Montfort-le-Rotrou
7209	Ecommoy	7225	Montmirail
7210	La Ferté-Bernard	7226	Pontvallain
7211	La Fresnaye-sur-Chédouet	7227	Sablé-sur-Sarthe
7212	Fresnaye-sur-Sarthe	7228	Saint-Calais
7213	Le Grand-Lucé	7229	Saint-Paterne
7214	La Flèche	7230	Sillé-le-Guillaume
7215	Loué	7231	La Suze-sur-Sarthe
7216	Le Lude	7232	Tuffé
7217	Malicorne-sur-Sarthe	7233	Vibraye
7218	Mamers	7234	Le Mans-Nord-Ouest
7220	Le Mans-Est	7235	Le Mans-Sud
7221	Le Mans-Nord	7236	Le Mans-Sud-Ouest
7222	Marolles-les-Braults	7299	Le Mans

VENDEE (85)

8501	Beauvoir-sur-Mer	8516	La Mothe-Achard
8502	Chaillé-les-Marais	8517	Moutiers-les-Mauxfaits
8503	Challans	8518	Noirmoutier-en-l'Ile
8504	Chantonnay	8519	Palluau
8505	La Chataigneraie	8520	Poiré
8506	Les Essarts	8521	Pouzauges
8507	Fontenay-le-Comte	8522	Rocherservière
8508	Les Herbiers	8523	La Roche-sur-Yon
8509	L'Hermenault	8524	Les Sables d'Olonne
8510	Ile d'Yeu	8525	Saint-Fulgent
8511	Luçon	8526	Saint-Gilles-sur-Vie
8512	Maillezais	8527	Sainte-Hermine
8513	Mareuil-sur-Lay	8528	Saint-Hilaire-des-Loges
8514	Montaigu	8529	Saint-Jean-des-Monts
8515	Mortagne-sur-Sèvre	8530	Talmont

FIG.309

NOMENCLATURE DES CANTONS



IMPLANTATION ET DESCRIPTIONDES POINTS DE COMPTAGE DE CIRCULATION ROUTIERECALVADOS (14)

- 1 - L'hôtellerie - N 12 - Est de Mortagne-au-Perche - Route Alençon-Paris.
- 6 - Biéville-en-Auge - N 13 - Route de Lisieux à Caen.
- 12 - Vaucelles - N 13 - Est de Bayeux - Route de Caen à Bayeux.
- 18 - Saint-Martin-de-Tallevende - N 24 B - Ouest de Vire - Route de Vire à Granville.
- 26 - Clécy - N 162 - Nord de Condé-sur-Noireau - Route de Condé-sur-Noireau à Caen.
- 35 - Saint-Martin-des-Besaces - N 175 - Route de Caen à Granville.
- 45 - Saint-Germain-de-Livet - N 179 - Sud de Lisieux - Route de Lisieux à Vimoutiers.
- 78 - Beaumont-en-Auge - N 815 - Ouest de Pont l'Evêque - Route de Pont l'Evêque à Caen.
- 84 - Canapville - N 834 - Route de Pont l'Evêque à Trouville-sur-Mer.
- 93 - Lion-sur-Mer - N 814 - Route littorale de Lion-sur-Mer à Isigny.
- 101 - Mathieu - D 7 - Nord de Caen - Route de Caen à la mer.
- 107 - Valsemé - D 45 - Nord-ouest de Lisieux - Route de Lisieux à Cabourg.

COTES-DU-NORD (22)

- 2 - Broons - N 12 - Ouest de Broons - Route de Rennes à Saint-Brieuc.
- 14 - Gomméré - N 164 - Ouest de Merdrignac - Route de Rennes à Loudéac.
- 26 - Péder nec - N 167 - Est de Bégard - Route de Guingamp à Lannion.
- 34 - Saint-Den oval - D 211 - Route de Lamballe à Dinard.
- 47 - Plaintel - N 778 - Sud de Saint-Brieuc - Route de Saint-Brieuc à Loudéac et Rostrenen.
- 52 - Pléboulle - N 786 - Route de Saint-Malo à Erquy.
- 57 - Plérin - N 786 - Est de Saint-Quay - Route littorale de Saint-Brieuc à Paimpol.
- 75 - Callac - N 787 - Nord de Callac - Route de Guingamp à Callac.
- 88 - Corseul - N 794 - Ouest de Dinan - Route de Dinan à Plancoët.

FINISTERE (29)

- 06 - Morlaix-Landivisiau - N 12 - Est de Landivisiau - Route de Morlaix à Brest.
- 18 - Huelgoat - N 769 - Route de Carhaix à Morlaix.
- 22 - Quimperlé - N 165 - Est de Quimperlé - Route de Vannes à Quimper.

- 56 - Landerneau - Lesneven - N 170 - Sud de Ploudaniel - Route de Landerneau à Lesneven.
- 61 - Concarneau - N 783 - Ouest de Concarneau - Route de Concarneau à Quimper.
- 66 - Plogastel-Saint-Germain - N 784 - Est de Plogastel-Saint-Germain - Route de Quimper à Audierne.
- 72 - Briec - N 785 - Nord de Briec - Route de Briec à Pleyben.
- 79 - Lanmeur - N 786 - Ouest de Plestin - Route de Lannion à Morlaix.
- 91 - Plabennec - N 788 - Est de Plabennec - Route de Brest à Saint-Pol-de-Léon.
- 101 - Pont-Albert-Louppe - D 33 - Sud de Brest - Route de Brest à Chateaulin.

ILLE-ET-VILAINE (35)

- 45 - Le Ballon - N 163 - Route de Rennes à Craon.
- 56 - Bague - Pican - N 176 - Est de Dol-de-Bretagne - Route de Dinan à Pontorson.
- 61 - Saint-Jacques-de-Lalande - N 177 - Sud de Rennes - Route de Rennes à Redon.
- 78 - Antrain-sur-Couesnon - N 776 - Sud d'Antrain - Route de Rennes au Mont-Saint-Michel.
- 86 - Bellevue - N 777 - Ouest de Pipriac - Route de Vitré à Vannes.
- 89 - La Giraudais - N 794 - Ouest de Saint-Aubin-du-Cormier - Route de Vitré à Dinard.
- 14 - Bain-de-Bretagne - Sud de Bain-de-Bretagne - Route de Rennes à Nantes.
- 22 - Rochambault - N 137 - Nord de Saint-Pierre-de-Plesguen - Route de Rennes à Saint-Malo.
- 29 - La Boussac - N 155 - Sud de Pleine-Fougères - Route de Fougères à Dinard.
- 31 - Saint-Benoît-des-Ondes - N 155 - Route littorale de Pontorson à St. Malo.
- 35 - Paintourteau - N 157 - Est de Vitré - Route de Vitré à Laval.

LOIRE ATLANTIQUE (44)

- 25 - Le Pallet - N 148 - Route de Nantes à Cholet.
- 34 - Les Touches - N 164 - Route d'Ancenis à Blain.
- 106 - Bouvron - N 771 - Est de Bouvron - Route de Chateaubriant à La Baule.
- 107 - Montoir - N 771 - Est de Montoir - Route de Nantes à Saint-Nazaire.
- 110 - Le Cellier - N 23 - Route de Nantes à Ancenis.
- 121 - Chéméré - N 751 - Route de Nantes à Pornic.
- 124 - La Chapelle-Heulin - Route de Nantes à Vallet.
- 139 - Savenay - N 165 - Savenay est - Route de Nantes à Vannes.

MAINE-ET-LOIRE (49)

- 16 - Montreuil-Bellay - N 138 - Nord de Montreuil-Bellay - Route de Saumur à Niort.
- 20 - Saint-Lambert-des-Levées - N 138 - Nord de Saumur - Route de Saumur à Angers, au Mans et à Tours.
- 38 - Cholet - N 160 - Est de Cholet - Route de Saumur à Cholet.
- 63 - Rochefort-sur-Loire - N 751 - Route sud-Loire de Nantes à Angers.
- 76 - Villedieu - N 756 - Route de Doué-la-Fontaine à Angers.
- 80 - Beaupréau - N 762 - Nord de Beaupréau - Route de BEaupréau à Chalonnes-sur-Loire.
- 87 - Juvardeil - N 768 - Route d'Angers à Sablé-sur-Sarthe.
- 88 - Champigné - N 770 - Est du Lion d'Angers - Route de Candé à la Flèche.

MANCHE (50)

- 3 - Saint-Come-du-Mont - N 13 - Carentan nord - Route de Carentan à Valognes et côte est Cotentin.
- 13 - Quettreville-sur-Sienne - N 171 - Sud de Coutances - Route de Coutances à Granvillê.
- 19 - Le Poteau - N 172 - Route de Coutances à Saint-Lô.
- 35 - Poilley - N 176 - Sud d'Avranches - Route d'Avranches à Pontorson.
- 50 - Moyon - N 799 - Route de Saint-Lô à Villedieu-les-Poêles.
- 63 - Yvetot-Bocage - N 802 - Ouest de Valognes - Route de Valognes à Briquebec et côte ouest Cotentin.
- 67 - Martin-Vast - N 804 - Cherbourg sud-ouest - Route de Cherbourg à Barneville-Carteret.
- 71 - Saint-Hilaire-du-Harcouët - N 808 - Est de Saint-Hilaire-du-Harcouët.

MAYENNE (53)

- 13 - Bois-de-Bergaut - N 23 Bis - Ouest de Meslay - Route de Château-Goutier à Evron.
- 35 - Louvernê - N 162 - Route de Laval à Mayenne.
- 44 - Le Plessis - N 178 - Route de Craon à Laval.
- 55 - L'Egretais - N 799 - Sud de Chailland - Route de Laval à Saint-Hilaire-du-Harcouët.
- 67 - Lassay - N 816 - Sud de Lassay - Route de Mayenne à Bagnoles-de-l'Orne.
- 06 - Butte-de-Vautorte - N 12 - Route de Mayenne à Fougeres. - l'Orne.

MORBIHAN (56)

- 2 - Ninian - N 24 - Ouest de Ploërmel - Route de Ploërmel à Josselin.
- 8 - La Montagne-du-Salut - N 24 - Nord-est de Lorient - Route de Lorient à Hennebont.
- 22 - Theix - N 165 - Est de Vannes - Route de Vannes à Nantes.
- 35 - Kerboulard - N 166 - Nord-est de Vannes - Route de Vannes à Ploërmel.
- 42 - Meucon - N 167 - Nord de Meucon - Route de Vannes à Pontivy.
- 52 - Le Trignan - N 168 - Sud de Pontivy - Route de Pontivy à Auray.
- 68 - Vannes-EST - N 775 - Route de Vannes à Redon.
- 75 - Saint-Jean-Brevelay - N 778 - Route de Vannes à Josselin.
- 81 - Carnac - N 781 - Route de Port-Navalo à Etel.

ORNE (61)

- 1 - Tourouvre - N 12 - Route de Mortagne-au-Perche à Paris.
- 5 - La Boissière - N 12 - Alençon ouest - Route d'Alençon à Mayenne et à la Ferté-Macé.
- 10 - Le Merlerault - N 24 B - Route de l'Aigle à Argentan.
- 14 - Ecouché - N 24 B - Route d'Argentan à Flers.
- 22 - Forges - N 138 - Alençon nord - Route d'Alençon à Sées.
- 23 - Chaillonet - N 138 - Sées nord - Route de Sées à Rouen.
- 29 - Sées - N 158 - Sées ouest - Route de Sées à Argentan.
- 38 - Vimoutiers - N 179 - Vimoutiers est - Route de Vimoutiers à Mortagne-au-Perche.
- 43 - Carrouges - N 808 - Carrouges ouest - Route de Carrouges à La Ferté-Macé
- 58 - La Ferté-Macé - N 816 - La Ferté-Macé sud - Route de la Ferté-Macé à Mayenne.
- 63 - Sainte-Anne - N 818 - Route de l'Aigle à Longny-au-Perche.

SARTHE (72)

- 20 - Saint-Marceau - N 138 - Route du Mans à Beaumont-sur-Sarthe et Alençon.
- 24 - Bonnétable - N 138 B - Bonnétable sud - Route de Bonnétable au Mans.
- 34 - Beaumont-Pied-de-Boeuf - N 158 - Route du Mans à Château-du-Loir.
- 40 - Thorée - N 159 - La Flèche est - Route de la Flèche au Lude.
- 60 - Le Lude - N 817 - Le Lude est - Route du Lude à Château-du-Loir.
- 66 - Conlie - N 823 - Conlie ouest - Route de Conlie à Sillé-le-Guillaume.
- 005 - Connerré - N 23 - Connerré est - Route de Connerré à La Ferté-Bernard.
- 74 - Arnage - D 92 - Le Mans sud-est - Bretelle liant Le Mans à la N 23.
- 11 - Cerans-Foulletourte - N 23 - Route du Mans à La Flèche.

VENDEE (85)

- 10 - Fontenay-le-Comte - N 138 - Route de la Châtaigneraie à Fontenay-le-Comte.
- 21 - Saint-Gervais - N 148 - Route de Challans à Beauvoir-sur-Mer et Noirmoutier.
- 28 - Talmont - N 149 - Les Sables d'Olonne est - Route des Sables d'Olonne à Talmont.
- 32 - Mouilleron-en-Pared - N 149 B - Route de Chantonnay à la Châtaigneraie.
- 45 - Mareuil - N 746 - Route de la Roche-sur-Yon à Mareuil.
- 53 - Montaigu - N 753 - Montaigu est - Route de Montaigu à Cholet.
- 62 - L'Oie - N 137 - Sainte-Cécile nord - Route de Montaigu à Chantonnay.
- 68 - Nalliers - N 149 - Route de Luçon à Fontenay-le-Comte.

